

AUXERRE

CONSEIL MUNICIPAL

VILLE D'AUXERRE

-

SÉANCE DU 21 DÉCEMBRE 2023

Ce dossier contient 1138 feuillets.

Sommaire

NUMÉRO	INTITULÉ	RAPPORTEUR	PAGE
	Ordre du jour du Conseil municipal du 21.12.23		1
	Procès verbal de la séance précédente		4
2023-150	Elus municipaux - Etat des indemnités	Crescent MARAULT	83
	Annexe_Indemnités des élus 2023		84
2023-151	Finances - Approbation du Budget Primitif 2024 - Budget principal	Emmanuelle MIRE DIN	86
	Annexe_Rapport BP 2024		87
	Annexe_Maquette Budget Primitif 2024 - Budget principal		132
2023-152	Finances - Autorisations de programme et crédits de paiements - Budget principal	Emmanuelle MIRE DIN	333
	Annexe_Etat des AP révisées		334
2023-153	Finances - Approbation du Budget Primitif 2024 - Budget Crématorium	Emmanuelle MIRE DIN	336
	Annexe_Maquette Budget primitif 2024 - Crématorium		337
2023-154	Finances - Approbation de la décision modificative n°4 - Budget principal	Emmanuelle MIRE DIN	389
	Annexe_Maquette DM 4 budget principal		390
2023-155	Finances - Provision pour avis à tiers demandeur - Auxerre A.M.B.I.T.I.E.U.S.E	Emmanuelle MIRE DIN	562
2023-156	Finances - Attribution des subventions 2024 aux associations et organismes	Emmanuelle MIRE DIN	563
2023-157	Services communs entre la Communauté de l'Auxerrois et la Ville d'Auxerre - Avenants aux conventions de services communs	Crescent MARAULT	567
	Annexe_Avenants aux conventions de services communs		568
2023-158	Attribution de compensation provisoire - Exercice 2024	Emmanuelle MIRE DIN	683
	Annexe 1 - Projection des services communs 2024		685
	Annexe 2 - AC provisoires 2024		699
2023-159	Immeuble cadastré BK 305 et 453 sis 5 rue Paul Doumer à Auxerre - Convention de mise à disposition	Nordine BOUCHROU	700
	Annexe_Convention mise disposition_5 rue Paul Doumer		701
2023-160	Parcelle cadastrée BE 265, sise Place de la Cathédrale -Approbation du bail emphytéotique	Nordine BOUCHROU	706
2023-161	Parcelles cadastrées CO 464 et 431 pour partie sises route de Vaux - Cession	Nordine BOUCHROU	707
	Annexe_Avis des Domaines_Route de Vaux		709
	Annexe_Convention-cadre SAS-Asso AJA Tennis-Auxerre		715

Sommaire

NUMÉRO	INTITULÉ	RAPPORTEUR	PAGE
2023-162	Parcelles cadastrées IO 226, IO 227 et IO 228, sises boulevard de Montois - Désaffectation, déclassement du domaine public et cession à l'Office Auxerrois de l'Habitat	Nordine BOUCHROU	724
	Annexe_Avis des Domaines_Boulevard de Montois		727
2023-163	Chemin rural n° 186 sis avenue de la Turgotine-rue des Mignottes - Désaffectation	Nordine BOUCHROU	733
2023-164	Parcelles AX 24, AX 38 et AX 39, Chemin rural n° 186 sis avenue de la Turgotine - Cession	Nordine BOUCHROU	735
	Annexe_Avis des Domaines_Avenue de la Turgotine		736
2023-165	Parcelles DT 399 et DT 400 sises boulevard Lafayette - Cession à Pôle Emploi	Nordine BOUCHROU	739
	Annexe_Avis des Domaines_Boulevard Lafayette		741
2023-166	Ombrières de parking parc des expositions - Avenant n°2 à la promesse d'autorisation d'occupation temporaire	Nordine BOUCHROU	744
	Annexe_Avenant n°2 promesse AOT centrales solaires Auxerexpo		745
2023-167	Décision PC n°8902422B0046 M01 - Désignation d'un membre du conseil municipal	Nordine BOUCHROU	749
2023-168	Réseau de voiries communales - Mise à jour du dimensionnement	Nordine BOUCHROU	750
	Annexe_Mise à jour voiries communales		751
2023-169	Energies renouvelables - identification des zones d'accélération d'énergies renouvelables	Céline BÄHR	775
	Annexe_ZAENR		777
2023-170	Délégation de service public pour la restauration collective - Approbation d'une convention d'indemnités d'imprévions	Bruno MARMAGNE	780
	Annexe_Convention d'indemnités d'imprévions		782
2023-171	Règlement de fonctionnement des centres de loisirs et charte des temps périscolaires municipaux - Adoption des modifications	Bruno MARMAGNE	787
	Annexe_Règlement fonctionnement CLSH		789
2023-172	Groupe scolaire des Rosoirs - Modification des horaires	Bruno MARMAGNE	818
	Annexe_Modification horaires groupe scolaire Rosoirs		819
2023-173	Carte scolaire - Adoption	Bruno MARMAGNE	823
	Annexe_Modification carte scolaire		825
2023-174	Défense Extérieure Contre l'Incendie – Groupement de commandes 2024-2027	Sébastien DOLOZILEK	831
	Annexe_Convention groupement de commandes marché DECI 2024 2027		832

Sommaire

NUMÉRO	INTITULÉ	RAPPORTEUR	PAGE
2023-175	Recensement de la population – Dispositif 2024	Patricia VOYE	838
2023-176	Ressources humaines - Rapport social unique 2022	Carole CRESSON GIRAUD	840
	Annexe_Synthèse RSU 2022		842
2023-177	Ressources humaines - Actualisation des lignes directrices de gestion	Carole CRESSON GIRAUD	849
	Annexe_Lignes directrices de gestion VA 2023		851
2023-178	Ressources humaines - Modification de l'effectif règlementaire	Carole CRESSON GIRAUD	868
	Annexe_Tableau effectifs		869
	Annexe_Postes contractuels		870
2023-179	Ressources humaines - Actualisation du régime indemnitaire	Carole CRESSON GIRAUD	872
	Annexe_Régime indemnitaire		889
2023-180	Personnel municipal _ Dispositif de participation aux cotisations de complémentaire santé_ Actualisation	Carole CRESSON GIRAUD	2263
2023-181	Service public du camping - Suppression	Crescent MARAULT	2265
2023-182	Acte de gestion courante - Compte rendu	Crescent MARAULT	2266

ORDRE DU JOUR

-

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 21 DECEMBRE 2023

Procès-verbal de la séance du 16 novembre 2023 – Adoption

Ressources humaines

N°2023-150 - Elus municipaux - Etat des indemnités

Rapporteur : Crescent MARAULT

Finances

N°2023-151 - Finances - Approbation du Budget Primitif 2024 - Budget principal

Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

N°2023-152 - Finances - Autorisations de programme et crédits de paiements - Budget principal

Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

N°2023-153 - Finances - Approbation du Budget Primitif 2024 - Budget Crématorium

Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

N°2023-154 - Finances - Approbation de la décision modificative n°4 - Budget principal

Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

N°2023-155 - Finances - Provision pour avis à tiers demandeur - Auxerre A.M.B.I.T.I.E.U.S.E

Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

N°2023-156 - Finances - Attribution des subventions 2024 aux associations et organismes

Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

Mutualisation

N°2023-157 - Services communs entre la Communauté de l'Auxerrois et la Ville d'Auxerre - Avenants aux conventions de services communs

Rapporteur : Crescent MARAULT

N°2023-158 - Attribution de compensation provisoire - Exercice 2024

Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN



Stratégie et aménagement du territoire

N°2023-159 - Immeuble cadastré BK 305 et 453 sis 5 rue Paul Doumer à Auxerre - Convention de mise à disposition

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

N°2023-160 - Parcelle cadastrée BE 265, sise Place de la Cathédrale -Approbation du bail emphytéotique

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

N°2023-161 - Parcelles cadastrées CO 464 et 431 pour partie sises route de Vaux - Cession

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

N°2023-162 - Parcelles cadastrées IO 226, IO 227 et IO 228, sises boulevard de Montois - Désaffectation, déclassement du domaine public et cession à l'Office Auxerrois de l'Habitat

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

N°2023-163 - Chemin rural n° 186 sis avenue de la Turgotine-rue des Mignottes - Désaffectation

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

N°2023-164 - Parcelles AX 24, AX 38 et AX 39, Chemin rural n° 186 sis avenue de la Turgotine - Cession

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

N°2023-165 - Parcelles DT 399 et DT 400 sises boulevard Lafayette - Cession à Pôle Emploi

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

N°2023-166 - Ombrières de parking parc des expositions - Avenant n°2 à la promesse d'autorisation d'occupation temporaire

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

N°2023-167 - Décision PC n°8902422B0046 M01 - Désignation d'un membre du conseil municipal

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

N°2023-168 - Réseau de voiries communales - Mise à jour du dimensionnement

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Développement durable

N°2023-169 - Energies renouvelables - identification des zones d'accélération d'énergies renouvelables

Rapporteur : Céline BÄHR

Enfance

N°2023-170 - Délégation de service public pour la restauration collective - Approbation d'une convention d'indemnités d'imprévions

Rapporteur : Bruno MARMAGNE



N°2023-171 - Règlement de fonctionnement des centres de loisirs et charte des temps périscolaires municipaux - Adoption des modifications

Rapporteur : Bruno MARMAGNE

N°2023-172 - Groupe scolaire des Rosoirs - Modification des horaires

Rapporteur : Bruno MARMAGNE

N°2023-173 - Carte scolaire - Adoption

Rapporteur : Bruno MARMAGNE

Sécurité

N°2023-174 - Défense Extérieure Contre l'Incendie – Groupement de commandes 2024-2027

Rapporteur : Sébastien DOLOZILEK

Etat-civil - Formalités administratives

N°2023-175 - Recensement de la population – Dispositif 2024

Rapporteur : Patricia VOYE

Ressources humaines

N°2023-176 - Ressources humaines - Rapport social unique 2022

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

N°2023-177 - Ressources humaines - Actualisation des lignes directrices de gestion

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

N°2023-178 - Ressources humaines - Modification de l'effectif règlementaire

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

N°2023-179 - Ressources humaines - Actualisation du régime indemnitaire

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

N°2023-180 - Personnel municipal _ Dispositif de participation aux cotisations de complémentaire santé_ Actualisation

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

Administration générale

N°2023-181 - Service public du camping - Suppression

Rapporteur : Crescent MARAULT

N°2023-182 - Acte de gestion courante - Compte rendu

Rapporteur : Crescent MARAULT



**PROCES-VERBAL
DU CONSEIL MUNICIPAL**

-

SÉANCE DU 16 NOVEMBRE 2023

Le conseil de la ville d'Auxerre, convoqué le 09 novembre 2023, s'est réuni le 16 novembre 2023 à 18 h 00 à la salle du Conseil Municipal, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39
présents : 34
votants : 38 dont 4 pouvoirs

Etaient présents : Crescent MARAULT, Dominique AVRILLAUT, Céline BÄHR, Marie-Ange BAULU, Véronique BESNARD, Christopher BLIN, Nordine BOUCHROU, Auria BOUROUBA, Mani CAMBEFORT, Carole CRESSON GIRAUD, Mathieu DEBAIN, Isabelle DEJUST, Raymonde DELAGE, Sébastien DOLOZILEK, Denise DUFOUR, Hicham EL MEHDI, Sophie FEVRE, Pascal HENRIAT, Isabelle JOAQUINA, Julien JOUVET, Souleymane KONÉ, Florence LOURY, Bruno MARMAGNE, Dominique MARY, Emmanuelle MIRENIN, Abdeslam OUCHERIF, Isabelle POIFOL-FERREIRA, Laurent PONROY, Rémi PROU-MELINE, Denis ROYCOURT, Maryline SAINT ANTONIN, Vincent VALLÉ, Patricia VOYE, Farah ZIANI.

Pouvoirs : Margaux GRANDRUE À Céline BÄHR, Maud NAVARRE À Farah ZIANI, Ruscaïn NDOMBASI TUKILONGA À Souleymane KONÉ, Mostafa OUZMERKOU À Hicham EL MEHDI.

Absents non représentés : Philippe RADET.

Secrétaire de séance : Maryline SAINT ANTONIN.

Vincent VALLE souhaite rendre hommage à un ancien élu du conseil municipal d'Auxerre décédé récemment, Monsieur Michel ZISMAN, mathématicien et ancien adjoint aux finances de Jean-Pierre Soisson de 1989 à 1995.

Une minute de silence est observée en sa mémoire.

Pascal HENRIAT s'associe aux mots prononcés à l'égard de Monsieur Michel ZISMAN qui a été également adjoint aux finances et une personne qu'il appréciait.

Par ailleurs, comme au conseil communautaire, il fait part de la démission de ses fonctions d'adjoint aux finances et au budget de la ville d'Auxerre qu'il a occupé pendant 9 ans.

Il précise qu'il a communiqué sa décision au Maire lundi dernier et qu'elle sera effective au cours de la semaine prochaine, après son acceptation par le Préfet de l'Yonne.



AUXERRE

Il indique que son choix est lié à la problématique financière et à la gouvernance de la ville ainsi qu'à la promesse faite aux concitoyens pendant la campagne électorale de ne pas augmenter les impôts et qui ne sera pas tenue.

Il indique qu'il ne souhaite pas polémiquer sur ce choix et qu'il assistera en tant que spectateur au débat des orientations budgétaires 2024 puisqu'il n'en sera pas rapporteur.

Il précise qu'il réserve ses observations pour le vote du budget primitif 2024 qui interviendra à la séance de décembre prochain.

Il rappelle que les concitoyens reprochent aux élus, souvent avec raison, de rester par confort, pour des raisons financières ou matérielles, dans des postes décisionnels quoi qu'il arrive et précise qu'il ne souhaite pas accrédi-ter ses dires dans la mesure où cela pousse les électeurs à voter pour les extrêmes.

Il indique qu'il a voulu être honnête avec lui-même et libre de ses actes, conformément à la vision politique en laquelle il croit et que cela a toujours été sa ligne de conduite politique à laquelle il ne renoncera jamais.

Il ajoute qu'il siégera désormais dans cette assemblée en tant que conseiller municipal indépendant, libre de ses votes et décisions et soucieux de les défendre, comme tout à chacun, dans l'intérêt général pour lequel il a été élu.

Par ailleurs, il remercie la directrice du service des Finances et celle de l'Ingénierie et de l'Évaluation des politiques publiques qui sont deux cadres exceptionnels au service des élus et de la ville.

Il indique qu'il a beaucoup appris à leurs côtés et qu'il a apprécié leurs compétences, leur dévouement et leur discrétion.

Il termine par une maxime qu'il apprécie : « Je préfère regretter les choses que je n'ai pas faites plutôt que de regretter ce que j'ai fait ».

Mani CAMBEFORT remercie Pascal HENRIAT pour ses 9 années d'exercice de ses fonctions d'adjoint aux finances et pense qu'au fil du temps et des débats ils ont eu su s'approprier mutuellement et reconnaître les compétences de chacun en matière de finances.

Il pense qu'il est un élu compétent qui a su rattraper des situations délicates pour la ville et le remercie pour sa disponibilité et sa courtoisie et souligne qu'il a toujours su garder son calme même lorsque les débats pouvaient être houleux.

Il ajoute qu'aujourd'hui Pascal HENRIAT ne se contente pas de discours puisqu'il a agi et l'en remercie.

Rémi PROU-MELINE pense que la démission de Pascal HENRIAT est un non évènement et ne sais pas s'il en vaut la peine.

Il pense qu'il n'y a rien de nouveau dans ses manœuvres politiciennes et que la trahison tactique et l'opportunisme semblent être sa signature.

Il ajoute que la motivation exprimée à l'appui de cette démission est l'arbre qui cache la forêt et que l'avenir dévoilera la vérité.



AUXERRE

Mathieu DEBAIN rappelle que mandat après mandat, Pascal HENRIAT a eu l'habitude des abandons de postes et rappelle que lors du dernier mandat, il avait abandonné son poste d'adjoint aux finances deux mois avant la fin.

Il a compris que cela était uniquement une stratégie pour rejoindre l'équipe adverse et ainsi pouvoir continuer sa longue vie politique.

Il estime que cela est certainement encore une stratégie politicienne mais pas seulement puisque l'échéance des prochaines élections est encore assez lointaine.

Il pense que durant ces 3 années de mandats Pascal HENRIAT a dû avaler certaines couleuvres notamment des achats irraisonnés de biens immobiliers, explosion des frais de réception, condamnation du Maire-Président, affaire des cartes bleues de la ville et récemment la nouvelle gestion des ordures ménagères à laquelle il était farouchement opposé.

Il pense qu'aujourd'hui ce débat d'orientations budgétaires 2024 est la goutte d'eau qui fait déborder le vase et qu'il ne peut pas assumer la situation financière catastrophique de la ville qui est due à la politique du Maire.

Il note que pour Crescent MARAULT cela représente un sévère désaveu de sa politique par sa propre équipe politique et que cette nouvelle démission s'ajoute à celle du 1^{er} adjoint survenue en début de ce mandat.

Il se demande si le Maire se remettra en question aux regards de ces démissions à des postes à responsabilités importantes.

Il pense que ce ne sera pas le cas dans la mesure où le recul ne fait pas partie de ses qualités et qu'il faut faire croire qu'il est un visionnaire soutenu par certains élus qui le suivent les yeux fermés et qui lèvent la main lorsque que cela leur est demandé.

Il demande à Pascal HENRIAT si sa démission a un lien avec le rapport de la cour des comptes sur les deux premières années de ce mandat.

Pascal HENRIAT répond que ce n'est pas le cas puisqu'il n'a pas eu connaissance de ce rapport et rappelle qu'il a exprimé ses raisons.

Crescent MARAULT indique que deux délibérations sont à retirer de l'ordre du jour, à savoir celle sur la décision modificative n° 4 du budget principal et celle relative à la réhabilitation du site Batardeau sur le projet Auxerre A.M.B.I.T.I.E.U.S.E - Provision pour avis à tiers demandeur dans la mesure où le montant doit être modifié et qu'elles sont liées.

Adoption du procès-verbal de la séance du 28.09.23 :

Florence LOURY rappelle qu'il avait été évoqué l'avenir du camping d'Auxerre lors de cette séance et remarque que Crescent MARAULT a indiqué à cet égard que le contrat de délégation de service public ne serait pas renouvelé intégralement.

Elle demande des précisions sur l'éventualité d'un renouvellement partiel.

Crescent MARAULT répond que cela partie des hypothèses, à savoir soit fermer le site immédiatement soit établir un nouveau contrat pour 6 mois ou 1 an.



Florence LOURY demande si cela représente l'espoir d'un renouvellement d'une durée d'un an.

Crescent MARAULT répond que pour l'instant un nouveau site qui répond aux standards actuels de l'hébergement est recherché et que le renouvellement du contrat dépend également des négociations avec le délégataire.

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

N° 2023-123

Objet : Orientations Budgétaires 2024 - Débat sur le budget principal et le budget annexe

Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

L'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que « dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret. »

Le Conseil municipal débat sur les orientations budgétaires prévues pour l'exercice 2024.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De prendre acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2024

Crescent MARAULT rappelle que ce débat est obligatoire et que la présentation est réalisée sur les grandes masses pour montrer dans les années à venir les grands équilibres financiers en fonctionnement et par rapport aux besoins d'investissements définis pour le territoire.

Il indique que le territoire Auxerrois a été exposé depuis les 10 dernières années à un sous-investissement et qu'il n'est pas possible de concevoir l'aménagement et la dynamique d'un territoire uniquement en fonction des équilibres financiers.

Il précise qu'il faut également avoir une ambition qui soit transcrite en projets et que l'enjeu est de se donner les moyens de pouvoir les réaliser.

Il ajoute qu'il s'agit de rattraper le retard sur les investissements et porter les investissements jugés nécessaires pour transformer et redynamiser l'Auxerrois.



AUXERRE

Mani CAMBEFORT indique qu'il est globalement d'accord sur la liste des grands investissements d'autant plus que bon nombre d'entre eux ont été lancés par la précédente municipalité.

En revanche, il pense que les détails, les montants et la priorisation des projets restent discutables et qu'il aura l'occasion d'en reparler au moment du vote du budget.

Il note que sur la partie des dépenses de fonctionnement, le montant des charges à caractère général paraît cohérent par rapport aux années précédentes.

Il remarque une lourde insistance sur les conséquences de la crise énergétique alors que cela n'est que la continuité de 2023.

Il remarque à cet égard un changement par rapport à la désinvolture montrée sur ce point au printemps 2022 quand il avait alerté sur les effets de cette crise qu'il fallait prendre en compte.

Il rappelle son total désaccord sur la gestion des ressources humaines et indique que plus le temps passe et plus il est conforté dans son analyse et au regard des différentes crises.

Concernant les recettes de fonctionnement, il désapprouve la hausse des impôts et note à ce titre une rupture majeure avec les promesses de campagne et les déclarations intervenues par suite notamment en 2022 lors du journal télévisé organisé par la collectivité dans lequel le Maire déclarait qu'il ne dérogerait pas à son engagement de ne pas augmenter les impôts sur Auxerre et l'Auxerrois et qu'il n'était pas magicien mais gestionnaire.

Il pense que le Maire n'est visiblement pas un bon gestionnaire au regard de ce qui se passe aujourd'hui et remarque que même si certaines communes ont augmenté leurs taux d'imposition l'année dernière, elles ne prévoient pas de le faire une nouvelle fois cette année.

Il constate qu'au final, les Auxerrois subiront une forte hausse à l'agglomération et une hausse importante à la ville.

Il pense que les arguments avancés pour justifier ces hausses d'impôts ne tiennent pas debout.

Il rappelle le premier argument qui est le contexte global d'inflation alors que l'augmentation des bases d'imposition permet de récupérer environ un million d'euros.

Il évoque le second argument qui est de dire que la ville est en déficit structurel, ce qui est imparable dans la mesure où les collectivités, contrairement à l'Etat, ne peuvent avoir une section de fonctionnement en déficit mais il affirme qu'il n'y a pas de déficit sur cette section pour la ville et que certaines dépenses de fonctionnement peuvent être réduites.

Par ailleurs, il évoque la modification des règles de mutualisation et, bien que des choses soit à revoir cette mutualisation, il remarque que cette manœuvre rapportera 1 360 000 € à la ville.

Il rappelle que Crescent MARAULT était contre cette mutualisation qui a été portée sous l'ancienne équipe municipale.

Crescent MARAULT pense que le terme « manœuvre » est inapproprié.

Mani CAMBEFORT rappelle qu'il y a plusieurs définitions pour ce terme.



Crescent MARAULT répond qu'il s'agit d'un ajustement et d'un rééquilibrage pour obtenir une équité entre les collectivités et qu'il ne peut entendre aucune des deux définitions pour cette situation.

Il précise qu'en tant que conseiller municipal Mani CAMBEFORT devrait se réjouir de cette équité au bénéfice de la ville puisqu'auparavant la mutualisation fonctionnait au détriment des équilibres financiers de la ville.

Mani CAMBEFORT répond que l'équité devrait se retrouver partout et pense qu'il y a un vrai problème concernant les investissements dont le montant est beaucoup trop conséquent par rapport aux capacités financières de la collectivité, à savoir plus de 32 millions d'euros.

Il rappelle que la moyenne des investissements se situent plutôt autour des 10 millions d'euros.

Il pense que, soit les investissements seront réalisés et mettront à mal les finances de la collectivité, soit, comme pour 2022, le budget prévisionnel sera démentiel et fera office d'affichage avec au final un budget effectivement réalisé beaucoup plus raisonnable.

Il souligne, qu'en conséquence, soit le budget 2024 sera marqué par l'irresponsabilité et l'amateurisme, soit il sera insincère.

Par ailleurs, il évoque le tableau de prospective budgétaire et fait remarquer qu'il est conscient que ce document est à appréhender avec beaucoup de recul et que cet exercice de prospective est très compliqué.

Néanmoins, il est interpellé par l'énorme différence entre le montant de l'emprunt qui était de 7.99 millions d'euros l'année précédente et qui est de 22.275 millions pour cette année.

Aussi, il souligne l'explosion de la dette qui dépasserait le seuil d'alerte dès l'année 2025.

Il constate qu'il est prévu une nouvelle augmentation des impôts en 2027 et rappelle que le contribuable subi dès cette année une double hausse de la fiscalité alors que c'est le plus mauvais moment pour réaliser cette augmentation au regard du contexte financier très difficile.

Il précise à cet égard que les français sont en grandes difficultés pour se nourrir au quotidien et qu'une étude réalisée démontre que la France bascule en 2023 dans la pauvreté et que l'inflation frappe de plein fouet les français y compris les classes moyennes qui ne sont plus à l'abri de la pauvreté.

Il pense qu'il est important de ne pas oublier que derrière tous ces chiffres il y a les administrés et que les élus sont sensés prendre des décisions responsables en leur nom.

Crescent MARAULT pense que ces propos sont assez révélateurs de la conception de l'aménagement du territoire portée par l'opposition qui est très restrictive et qui explique pourquoi l'Auxerrois s'est retrouvé dans le déclin.

Il fait remarquer qu'il n'y a jamais eu de stratégie mise en œuvre pour rendre le territoire attractif, dynamique et ambitieux.

Il regrette cette vision étriquée et technicienne du territoire sans vision stratégique et politique qui a pour conséquence la paupérisation du territoire.



AUXERRE

Il indique que les Auxerrois peuvent comprendre que l'augmentation de la fiscalité a pour objectif de soutenir l'investissement pour concrétiser les projets

Il regrette les propos qui visent à faire croire que les projets ne sont que de la communication, des effets d'annonces et de l'esbroufe.

A cet égard, il indique qu'au cours des deux prochaines années des invitations seront envoyées pour les inaugurations des projets réalisés auxquels l'opposition ne croit pas.

Il est surpris que Mani CAMBEFORT, en tant que technicien, ne sache pas que dans la réalisation d'un projet, entre le moment où on a l'idée et le moment de la concrétisation, il se passe deux à trois ans de préparation.

A ce titre, il précise que les Auxerrois pourront voir que leur argent aura été dépensé dans des projets qui répondront à leurs besoins quotidiens.

Il rappelle que les bâtiments des écoles étaient dans des états catastrophiques et qu'aujourd'hui 40 millions d'euros sont investis dans les infrastructures éducatives et périscolaires.

Il rappelle également l'état de forte dégradation du patrimoine historique, à savoir l'église Saint Pierre, la cathédrale Saint Etienne et l'Abbaye Saint Germain par exemple ainsi que les bâtiments qui accueillent les agents rue de la Maladière et route de Toucy qui se trouvaient dans des états déplorables.

Il indique qu'il est prêt à voter une augmentation des impôts pour permettre de remédier à ces situations et précise par ailleurs que si la mutualisation avait été faite dès le début de façon équitable la ville d'Auxerre disposerait de 10 millions supplémentaires sur son budget aujourd'hui ce qui aurait pu éviter une augmentation de la fiscalité.

Il ne souhaite pas comme certains avoir une gestion à la petite semaine et précise que lors des réunions publiques il remarque que les administrés demandent plus de pistes cyclables, plus de vélos et des salles pour les associations par exemple et qu'il faut trouver un équilibre pour financer ces besoins.

Il n'est pas sûr que les prix baissent dans la mesure où ils sont impactés par le coût de la masse salariale et pense qu'il faut maintenir l'investissement pour que le territoire soit attractif et rattraper le retard pris sur le territoire parce que cela est nécessaire et que le report des projets n'est pas la bonne solution.

Mani CAMBEFORT n'est pas sûr que la solution soit de surtaxer les Auxerrois.

Crescent MARAULT fait remarquer que globalement les impôts locaux ont baissés avec la suppression de la taxe d'habitation pour le contribuable mais ne dit pas que c'est une raison pour s'empresse d'augmenter la fiscalité.

Il rappelle qu'avec l'inflation, quelque soit la gestion, les charges augmentent et que la ville ne dispose plus que de la taxe foncière comme source de recettes et se demande comment elle pourrait faire pour ne pas utiliser ce levier fiscal.

Il ajoute que s'il n'y a pas d'investissements pour attirer une nouvelle population, les bases fiscales n'augmenteront pas et rappelle que depuis 10 ans le territoire connaît une baisse démographique.



AUXERRE

Il indique à ce titre, qu'à la fin du mandat le nombre d'habitants sera plus élevé parce qu'aujourd'hui il y a une volonté d'investir pour le territoire.

Il ajoute que la taxe foncière est augmentée dans de nombreuses collectivités et que cela pourra se vérifier au printemps prochain, quand toutes les collectivités auront voté leur budget.

Mathieu DEBAIN souhaite tirer la sonnette d'alarme parce que la ville d'Auxerre va droit dans le mur d'un point de vue financier.

Il rappelle que le débat des orientations budgétaires traduit la politique en chiffres et que cela permet une projection financière des projets promis aux Auxerrois.

Il comprend que Pascal HENRIAT ne souhaite pas présenter ni assumer ce débat et rappelle qu'il l'a mis en garde plusieurs fois depuis le début du mandat par rapport à la politique de Crescent MARAULT.

Il comprend qu'après trois ans et aujourd'hui face au mur, Pascal HENRIAT ne souhaite pas mettre en péril sa vie politique.

Il pense que les projections financières proposées ne sont pas acceptables notamment au regard de l'épargne nette qui représente le reste à vivre d'une commune, qui permet de se projeter dans le futur et dont l'évolution est un moyen de jauger la fiabilité municipale.

Il note que sur les 8 prochaines années l'épargne nette est négative pendant 7 ans et pense que ce constat est alarmant et montre que les projets ne sont pas en adéquation avec les capacités financières de la collectivité.

Il rappelle qu'il dit depuis le début du mandat qu'une collectivité ne peut pas investir plus de 10 à 12 millions par an et que Crescent MARAULT a indiqué que la situation financière laissée par son prédécesseur ne lui permettrait pas d'investir plus de 5 ou 6 millions par an.

Crescent MARAULT répond qu'il avait dit que par le passé l'investissement se portait à 5 ou 6 millions par an.

Mathieu DEBAIN répond que ce n'est pas ce qui a été dit et constate qu'il est proposé d'investir 32 millions en 2024, 27 millions en 2025 et plus de 23 millions en 2026 et que cela n'est pas possible sans faire exploser la dette et la fiscalité.

Il fait remarquer que la dette qui était de 57 millions en 2020 sera portée à 93 millions à la fin du mandat en 2027, sans compter les achats immobiliers irraisonnés réalisés via l'établissement public foncier, ce qui la portera à plus de 100 millions d'euros, soit une dette multipliée par deux sur un mandat.

Il souligne que par rapport à un tel endettement, la capacité de désendettement de la collectivité augmente dramatiquement et devrait être inférieure à 12 ou 13 ans alors qu'elle sera de 13.2 en 2025 et de 15.7 en 2026.

Ces indicateurs objectifs montrent que la politique de Crescent MARAULT conduit la collectivité vers de grandes difficultés financières, voire à terme une mise sous tutelle, sauf si cela n'est que de l'esbroufe et que les projets annoncés aux Auxerrois ne se réaliseront pas.



AUXERRE

Concernant la fiscalité, il rappelle que la taxe foncière a été augmentée de 12 % pour les Auxerrois en 2023 et qu'il est prévu pour 2024 une augmentation de 7.2 % de la base du foncier bâti pour la commune d'Auxerre.

Il indique qu'au final cela représente pour les Auxerrois une augmentation de plus de 16 % et que ce n'est pas acceptable.

Ils demandent aux conseillers municipaux de la majorité si au moment des élections de 2020, quand ils se sont présentés pour représenter les Auxerrois, ils avaient l'intention d'augmenter les impôts et la dette de la sorte.

Il pense que ce n'est pas le cas et rappelle qu'en février 2022, Crescent MARAULT avait réitéré sa promesse de ne pas augmenter les impôts lors du Journal télévisé organisé aux frais de la collectivité pour un montant de 100 000 €.

Crescent MARAULT fait remarquer que s'il n'y a pas d'investissements la déviation Sud par exemple ne pourra pas se faire.

Mathieu DEBAIN répond qu'il faut faire des choix.

Crescent MARAULT demande quels investissements il ne faudrait pas réaliser et rappelle que le coût de la déviation représente déjà plus de 12 millions.

Il demande si on doit laisser couler l'Abbaye Saint Germain sur laquelle il n'y a eu aucuns travaux réalisés depuis des années.

Isabelle POIFOL-FERREIRA rappelle que des travaux ont été réalisés sous l'ancienne mandature.

Crescent MARAULT répond que ce n'est pas le cas vu qu'elle risque de s'écrouler et rappelle que l'installation électrique de la cathédrale Saint Etienne non conforme ne date pas d'aujourd'hui.

Il rappelle que certains se sont émus que le chauffage dysfonctionne dans les écoles mais que cela est du aux investissements qui n'ont jamais été réalisés.

Il n'arrive pas à comprendre cette incohérence entre les critiques sur les investissements trop nombreux et les remarques sur le manque d'ambition.

Rémi PROU MELINE pense que l'heure est grave au regard des orientations budgétaires présentées.

Concernant la partie fonctionnement, il note une nette incapacité à maîtriser les dépenses puisque le déficit atteint 2 500 000 €.

Il pense que les solutions proposées ne semblent pas pertinentes dans la mesure où est envisagé d'une part une réduction des dépenses de personnel qui aura pour conséquence une dégradation du service rendu aux concitoyens et d'autre part la diminution du soutien aux associations et aux évènements locaux qui va fragiliser le bien vivre ensemble.

Concernant la hausse de la fiscalité sur le foncier bâti à la ville comme à l'agglomération, il pense que cela représente une double peine pour les Auxerrois qui y sont soumis.



AUXERRE

Il est surpris dans la mesure où cela impacte et méprise le cœur de l'électorat de cette majorité, qui lui a fait confiance en premier en 2020, qui avait foi en elle et qui est trahi aujourd'hui.

Concernant la partie des investissements, il note qu'ils s'élèvent à 37 millions d'euros avec seulement 4 600 000 € de subventions cumulées et 22 millions d'euros en emprunt ainsi qu'un prévisionnel de 150 millions d'euros à moyen terme.

Il pense que ces choix emmènent Auxerre et ses habitants dans le mur et que c'est le moment de percevoir la peur des Auxerrois pour l'avenir de leur ville et commencer à les écouter, les entendre et les comprendre.

Il pense également qu'il est temps d'agir dans l'intérêt des Auxerrois, les protéger, les soutenir, les respecter et les unir et ne pas mépriser leurs besoins.

Crescent MARAULT répond que la maîtrise de la masse salariale est nécessaire et qu'il n'y a pas de baisse des subventions bien que cela ait été envisagé pour éviter l'augmentation de la fiscalité.

A cet égard, il précise qu'il n'a pas fait ce choix parce que les associations sont déjà exposées à l'inflation et à la crise du bénévolat et qu'il a décidé de maintenir l'enveloppe de 4 millions d'euros pour les subventions.

Concernant les investissements, il rappelle que certains ont promis des projets pendant 20 ans comme celui de la place de l'Arquebuse, promis pendant 10 ans l'achat des silos et dit qu'il ne pouvait pas acheter la halle SERNAM par exemple et laisser pourrir la halle Guilliet.

Il fait remarquer que certains ont fait croire qu'il n'était pas possible de réaliser tous ces renouvellements d'espaces publics parce que cela coûtait trop cher et que pour faire des économies ils ont réduit le budget des équipements pour les agents à 250 000 € alors qu'aujourd'hui l'enveloppe allouée est de 20 millions d'euros afin que le personnel puisse travailler avec du matériel de qualité.

Il indique qu'il a fallu trouver des compromis pour rattraper ce manque d'investissements et porter des projets importants tels que le conservatoire qui se retrouvait à la limite de l'insalubrité ainsi que la réhabilitation de la salle Vaulabelle.

Il ajoute qu'aujourd'hui tout ce que les autres pensaient irréalisable est en train de se faire.

Florence LOURY rappelle qu'il s'agit du 4^{ème} débat d'orientations budgétaires et que cela permet de connaître les priorités à savoir le développement et investir au-delà des capacités financières de la collectivité sur les zones d'activités économiques, l'Abbaye Saint Germain, l'achat, la dépollution et la démolition des silos, les quartiers Batardeaux-Montardoins, 700 points d'apport volontaire, deux méga déchetteries.

Elle rappelle l'espoir d'un retour sur investissements mais que pour le moment rien n'est concrétisé.

Elle fait remarquer qu'il est prévu un déficit budgétaire de 2 500 000 € pour 2024 et note un étonnement de la hausse du coût des fluides et des matières premières qui est estimée à 10 % alors que ce contexte n'est pas une surprise.

Elle relève que par rapport à l'augmentation de certaines charges de la collectivité la responsabilité est rejetée sur l'Etat qui la contraint à décarboner les véhicules par exemple.



AUXERRE

A cet égard, elle se réjouit que des lois existent en la matière et que la responsabilité de la transition écologique doit être partagée en tant qu'élu et pas seulement quand cela arrange.

Elle souscrit à la nécessité de réduire les émissions de CO2 et les activités polluantes qui est un enjeu majeur et une réalité qu'il faut absolument intégrer.

Elle évoque les solutions proposées par rapport à ce déficit, à savoir, le transfert de la gestion du conservatoire et d'Auxerexpo à l'agglomération qui permet de récupérer 1 500 000 € ce qui peut se défendre au regard de ces structures qui peuvent être mutualisées.

Par ailleurs, elle note la solution qui consiste en la réduction des charges de personnel avec des départs d'agents qui ne sont pas remplacés par exemple et conduit à une dégradation des services rendus à la population et à des conditions de travail extrêmement difficiles pour le personnel ce qu'elle déplore.

De plus, elle fait remarquer qu'il s'agit également de poursuivre la hausse de la fiscalité locale qui est une mesure impopulaire et contraire aux promesses de campagne électorale.

Elle rappelle à ce titre que les Auxerrois doivent subir une hausse de la taxe foncière à l'agglomération à laquelle s'ajoute une augmentation pour la ville d'Auxerre.

Elle ajoute que le recours à l'emprunt et le pari sur l'avenir pour aller dans le sens des ambitions inquiètent beaucoup les concitoyens.

Elle regrette cet entêtement malgré les débats dans la majorité et la démission de l'Adjoint en charge des finances.

Elle pense qu'il est important qu'il y ait une adéquation entre les moyens d'investissements de la ville et la réalité.

Elle fait remarquer que bien qu'il y ait un retard sur les investissements il faut prendre en compte le contexte national d'inflation et se rappeler que la ville d'Auxerre est une ville moyenne et qu'il ne faut pas voir trop grand et rester raisonnable.

Elle pense qu'il y a des moyens pour faire autrement en se donnant des priorités et précise qu'elle n'est pas contre tous les projets qui sont portés et qu'elle est favorable au Conservatoire, la rénovation du quartier de Sainte Geneviève ainsi que les travaux sur les écoles.

En revanche, au regard du contexte, elle estime que certains projets pourraient être retardés ou abandonnés comme les travaux sur l'Abbaye Saint Germain, les silos et la nouvelle gestion des déchets.

Elle rappelle que les concitoyens connaissent de grandes difficultés financières et ont du mal à se nourrir, se loger ou encore se chauffer et que la pauvreté s'aggrave et s'installe.

A ce titre, elle pense qu'il n'est pas acceptable de demander aux contribuables de couvrir le déficit de la collectivité.

De plus, elle pense que les habitants font face à une dégradation des services publics normalement dus par la collectivité comme par exemple la collecte des déchets et des places en crèches.



AUXERRE

Elle pense que les investissements de la ville qui permettraient de faire des économies comme l'isolation des bâtiments ou l'installation d'énergies renouvelables sont très insuffisants.

Elle s'ajoute qu'elle est contre ces orientations budgétaires qui ne sont pas soutenables et rappelle que plusieurs élus communautaires de la majorité l'ont fait remarquer.

Crescent MARAULT répond que les contraintes en matière de transition sont également prises comme des opportunités et rappelle qu'il lui a été reproché de ne pas aller assez loin sur la décarbonation mais qu'il a dû faire des choix par rapport au coût.

Concernant les silos et la halle Guilliet, il répond qu'au regard de la loi ZAN il est nécessaire de traiter ces deux friches industrielles polluées et sur lesquels il peut être envisagé l'aménagement d'espaces pour accueillir de nouveaux habitants et par conséquent récupérer des recettes fiscales supplémentaires.

Pour ce qui est des travaux sur l'Abbaye Saint Germain, il rappelle que ce monument qui a 1 500 ans d'histoire est à la limite du péril alors qu'il est un point important de la vue panoramique d'Auxerre.

Il précise également que Saint Pierre est actuellement en très mauvais état et la que la Tour de l'Horloge menaçait de s'effondrer.

Isabelle POIFOL-FERREIRA fait remarquer que les travaux de la Tour de l'Horloge étaient programmés.

Crescent MARAULT répond que seul Saint Pierre était programmé mais qu'au regard de l'urgence de la Tour de l'Horloge, les opérations ont été interverties et que seule la première tranche des travaux était financée puisque la deuxième tranche n'a pu être financée que par le plan de relance de l'Etat.

Il précise qu'il est impératif de rénover Saint Pierre et l'Abbaye maintenant parce que plus tard cela risque de coûter une fortune.

Par ailleurs, il rappelle que les réseaux de chaleur et les sociétés de projet dédiées à l'énergie renouvelable sont des solutions pour les concitoyens pour alimenter le territoire comme indiqué dans le PCAET est ainsi être autonome en énergie décarbonée.

Il rappelle également que le Conservatoire à rayonnement départemental était porté auparavant par le Département puis a été repris courageusement par la ville mais que les effectifs proviennent pour un quart de l'agglomération et pour un quart viennent de l'extérieur de l'agglomération.

A cet égard, il pense qu'il est normal de trouver des solutions pour que toutes les collectivités participent à son financement au même titre que la mutualisation des services qui a été portée à hauteur de 10 millions par la ville d'Auxerre au profit de l'agglomération.

Il pense que ce n'est plus possible de continuer de cette manière et qu'il est nécessaire de prendre ces mesures même si elles tombent au mauvais moment parce que cela aurait dû être fait plus tôt.

Il ajoute qu'avec la loi ZAN les choses vont prendre un tournant important et qu'il faut trouver des solutions pour réhabiliter le centre-ville avant que les coûts ne soient trop importants et pour que les opérateurs aient envie de s'engager dans des projets.

Fara ZIANI pense que les éléments présentés dans ce débat d'orientations budgétaires sont incertains et que l'augmentation de la fiscalité ne garantit pas la santé financière de la collectivité.



AUXERRE

Elle indique qu'elle aspire à une évolution attractive de la ville dans une opposition constructive pour le bien des citoyens et attend des arbitrages et des priorisations des projets prévus.

Elle croit fermement à des projets qui contribueront à l'épanouissement de la ville.

Par ailleurs, elle pense que les projections financières sont inquiétantes avec une épargne nette devenant déficitaire dès l'année 2025 et un en cours de la dette laissant présager un avenir incertain et une navigation à vue sans aucune assurance concernant la pérennité de la hausse des impôts en 2024.

Elle ne dit pas la ville va dans le mur mais plutôt qu'il faut être prudent et veiller à une gestion sereine tout en promouvant des projets novateurs qui contribueront à faire évoluer et prospérer la ville.

Crescent MARAULT rappelle que la collectivité a un coût de structure sur ses différents bâtiments et que des habitants supplémentaires ne feront pas augmenter ces coûts de fonctionnement et permettront de récupérer une base fiscale ainsi qu'une dotation globale de fonctionnement qui est environ de 200 € par habitant alors qu'en revanche, le déclin démographique ne fait pas baisser les coûts et en plus occasionne une perte de recettes.

Il ajoute que c'est pour cette raison qu'il est important d'avoir une certaine ambition et de la matérialiser avec tous les projets envisagés.

Denis ROYCOURT pense que parfois la sobriété a du bon et rappelle qu'une étude très poussée a été réalisée sur les bâtiments de la collectivité et que le ratio est complètement disproportionné par rapport à la taille de la ville et que cela coûte très cher en charges d'entretien.

Il fait remarquer que cela représente une piste intéressante pour réaliser des économies.

Crescent MARAULT répond que ce travail a déjà commencé et que certains baux n'ont pas été renouvelés pour des locaux qui étaient loués pour y accueillir des agents.

Il précise que ces agents ont été déplacés dans des locaux qui appartiennent à la ville et que l'économie est de presque 60 000 € par an.

Il ajoute que le travail sur ce point va se poursuivre mais que les déménagements et les adaptations des locaux ne se font pas du jour au lendemain et que l'objectif est de regrouper les agents dans des bâtiments adaptés et moins énergivores.

Par ailleurs, Denis ROYCOURT fait remarquer concernant les critiques sur les choses qui n'ont pas été faites, que Crescent MARAULT n'a pas provisionné non plus les crédits nécessaires à la déviation Sud.

Crescent MARAULT répond que ce projet est inscrit dans le plan pluriannuel d'investissements ce qui n'était pas le cas auparavant.

Isabelle POIFOL-FERREIRA pense que le Maire semble toujours content de lui et dit que les habitants sont contents mais elle tient à exprimer ce que d'autres habitants lui disent, à savoir qu'ils sont très inquiets.

Par ailleurs, elle indique qu'énormément d'agents ont quitté la collectivité et qu'ils se confient parfois.

Elle pense que le Maire devrait s'inquiéter également au regard de la démission de son 1^{er} adjoint puis de son adjoint aux finances ainsi que l'absence récurrente de certains élus de la majorité.



Elle pense que tous ces signes ne laissent pas augurer d'une suite qui lui sera favorable.

Par ailleurs, elle fait part de sa surprise quant à la nouvelle position de Pascal HENRIAT autour de la table dans la mesure où il a annoncé sa démission mais qu'elle n'a pas été entérinée par le Préfet et n'est donc pas encore effective.

Elle pense cela est choquant.

Par ailleurs, elle rappelle que Crescent MARAULT avec certains de ses amis politiques de l'époque était contre la mutualisation lorsqu'elle a été mise en place et que l'obstruction systématique n'a fait que retarder le processus.

Elle fait remarquer qu'effectivement tous ces équipements qui profitent à toute l'agglomération auraient pu être transférés bien avant mais elle rappelle le tapage fait à l'époque quand il s'agissait de transférer le Stade nautique.

Elle pense que cela est le retour de bâton de l'opposition à laquelle il appartenait et qu'il ne faut s'en plaindre maintenant.

Crescent MARAULT répond que pour sa part il était favorable au transfert de la piscine.

De plus, Isabelle POIFOL-FERREIRA fait remarquer qu'Emmanuelle MIRE DIN lors de la présentation du débat des orientations budgétaires a dit que vous n'alliez quand même pas fermer les écoles mais note que l'école des Brichères sera fermée à la prochaine rentrée scolaire.

Crescent MARAULT répond que la fermeture intervient par rapport à la baisse de l'effectif.

Concernant l'augmentation de l'imposition Isabelle POIFOL-FERREIRA constate que les promesses en la matière ne sont pas tenues.

Elle pense que gouverner c'est prévoir et indique à Crescent MARAULT que cela n'est que cela n'est pas le cas.

Sébastien DOLOZILEK fait remarquer que le projet de déviation était inscrit dans le programme de campagne électorale de Guy FERREZ en 2001 et qu'il a été au pouvoir pendant 20 ans mais n'a rien fait pour le concrétiser.

Isabelle POIFOL-FERREIRA pense que la crise frappe tout le monde et qu'il faut s'y adapter et avoir les moyens de ses ambitions sinon cela relève de l'irresponsabilité.

Elle note que pour chaque projet les coûts explosent et qu'il est donc nécessaire d'être raisonnable et de prioriser les projets.

Elle souligne le seuil d'alerte atteint au niveau du taux d'endettement de la collectivité et pense qu'il est encore temps de réagir pour ne pas impacter à ce point l'avenir des Auxerrois avec une ambition démesurée proche de la folie des grandeurs qui creuse l'endettement de la ville.

Elle pense qu'il n'est pas possible pour les Auxerrois qui subissent déjà les augmentations des prix de voir augmenter également leurs impôts et que ce n'est pas de cette manière que le territoire deviendra plus attractif et favorisera l'installation de nouveaux habitants.



AUXERRE

Elle fait remarquer que Crescent MARAULT aime beaucoup éreinter son prédécesseur et rappelle que ce dernier a fait 3 mandats successifs et qu'à ce titre, s'il avait été si nul, les habitants l'auraient su et auraient voté autrement.

A cet égard, elle pense qu'il ne faut pas prendre les électeurs pour des imbéciles et rappelle que Crescent MARAULT a été élu dans un contexte très particulier.

Elle estime que quand Crescent MARAULT aura réussi ce triplé, ils pourront discuter de qui aura eu la meilleure stratégie pour le territoire et la meilleure ambition pour Auxerre.

Elle ajoute que les silos n'ont pas été achetés dans le souci de préserver le porte-monnaie des Auxerrois dans la mesure où l'acheteur à l'époque demandait deux fois le prix de l'estimation des Domaines et que les négociations étaient toujours en cours.

Elle précise que grâce aux crises successives ils ont pu être achetés à un prix acceptable.

Elle demande à ce que la ville ne soit pas laissée dans un trop mauvais état à la fin du mandat.

Crescent MARAULT répond qu'il ne stigmatise pas son prédécesseur et ne le cite jamais.

Il précise qu'il dit seulement que la gouvernance de ce territoire a fait des choix qu'ils ne partagent pas.

Concernant la suite pas favorable qu'elle lui prédit, il précise que ce qui l'intéresse c'est qu'Auxerre se soit redynamisée et que demain les gens soient fiers d'être auxerrois et que d'autres aient envie de venir sur ce territoire, qu'il soit maire ou pas.

Il ajoute qu'il n'est que de passage et n'a pas la prétention de faire 3 mandats.

Il pense à cet égard que le dernier mandat était de trop et qu'il faut parfois mieux rester modeste, travailler quand on est aux responsabilités et laisser le soin aux Auxerrois le moment venu de faire leur choix.

N° 2023-124

Objet : Fiscalité ménage - Fixation du taux 2024

Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

Conformément à l'article 1639 A et suivants du code général des impôts, les collectivités locales et organismes compétents font connaître aux services fiscaux les décisions relatives soit aux taux, soit aux produits, selon le cas, des impositions directes perçues à leur profit.

L'article 1636 B sexies du code général des impôts précise les règles de lien entre les taux qui s'applique à une commune :

« I. – 1. Sous réserve des dispositions des articles 1636 B septies et 1636 B decies, les conseils municipaux et les instances délibérantes des organismes de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre votent chaque année les taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale et de la cotisation foncière des entreprises.



AUXERRE

Ils peuvent :

- a) Soit faire varier dans une même proportion les taux des quatre taxes appliqués l'année précédente;
- b) Soit faire varier librement entre eux les taux des quatre taxes.

Dans ce cas :

1° Le taux de cotisation foncière des entreprises et le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale :

- ne peuvent, par rapport à l'année précédente, être augmentés dans une proportion supérieure à l'augmentation du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties ou, si elle est moins élevée, à celle du taux moyen des taxes foncières, pondéré par l'importance relative des bases de ces deux taxes pour l'année d'imposition ;

- ou doivent être diminués, par rapport à l'année précédente, dans une proportion au moins égale, soit à la diminution du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties ou à celle du taux moyen pondéré des taxes foncières, soit à la plus importante de ces diminutions lorsque ces deux taux sont en baisse ;

2° Le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties ne peut augmenter plus ou diminuer moins que le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Depuis l'année 2023, le conseil municipal retrouve un pouvoir de vote de taux sur la taxe d'habitation qui perdure pour les résidences secondaires.

Considérant que le contexte global inflationniste rend nécessaire la mobilisation de ressources complémentaires au profit du budget de la ville d'Auxerre, il est proposé au conseil municipal de faire varier dans une même proportion les taux des taxes en appliquant un coefficient de 1.072 au taux de l'année précédente et ainsi de porter le taux de taxe sur le foncier bâti de 46.60% à 49.96%, le taux de taxe sur le foncier non bâti de 74.27% à 79.62% et le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale de 21.14% à 22.66%.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De fixer, pour 2024 les taux suivants :

- 49.96 % de taux de taxe foncière sur les propriétés bâties
- 79.62 % de taux de foncière sur les propriétés non bâties
- 22.66 % de taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 28
- voix contre : 10 Mani CAMBEFORT, Mathieu DEBAIN, Sophie FEVRE, Pascal HENRIAT, Florence LOURY, Maud NAVARRE, Isabelle POIFOL-FERREIRA, Rémi PROU-MELINE, Denis ROYCOURT, Farah ZIANI
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0



- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

N° 2023-125

Objet : Plan de relance du logement social - Attribution d'une subvention à l'Office Auxerrois de l'Habitat

Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

Par courrier en date du 19 septembre 2022 l'Office Auxerrois de l'Habitat a sollicité la ville afin d'obtenir une subvention d'équipement au titre du plan de relance du logement social.

Cette subvention est demandée chaque année par l'OAH sur la base des annuités d'emprunt devant être supportées par l'OAH (en principe demande en fin d'année N-1 sur la base des annuités à supporter par l'organisme au titre de l'année N).

Bénéficiaire	Nature de l'opération	Imputation	Montant Subvention
Office Auxerrois de l'Habitat	Plan de relance du logement social 2023	552-204182	147 726.12€

Pour 2023, le détail de la somme demandée figure en annexe de la présente délibération.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'attribuer une subvention de 147 726.12€ à l'Office Auxerrois de l'Habitat pour le plan de relance du logement social pour l'année 2023,
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2023.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 36
- voix contre : 0
- abstentions : 2 Sébastien DOLOZILEK, Vincent VALLÉ
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

N° 2023-126

Objet : Réhabilitation de 74 logements - Quartier des Rosoirs à Auxerre - Octroi d'une garantie d'emprunt à l'Office Auxerrois de l'Habitat

Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

VU les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales,

VU l'article 2035 du Code civil,

VU la délibération du 20 juin 2023 du Conseil d'Administration de l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH) portant souscription d'un prêt composé de 2 lignes de prêts pour un montant total de 3 065 003 euros, dont le détail figure en annexe de la présente délibération, auprès la Caisse des dépôts et consignations pour le financement de l'opération Parc social public, Réhabilitation lourde /Restructuration de 74 logements situés 1, 3, 5, 7, 9 rue de Gembloux et 2 rue de l'Argonne 89000 AUXERRE,

VU le contrat de prêt 150637 annexé à la présente délibération entre l'Office Auxerrois de l'Habitat, ci-après dénommé l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations,



Considérant la demande de l'Office Auxerrois de l'Habitat auprès de la Ville d'Auxerre pour que celle-ci se porte garante de cet emprunt à hauteur de 50 %,

Considérant qu'en complément de la demande de garantie de cet emprunt la communauté de l'Auxerrois est également sollicitée à hauteur de 50 %,

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

Article 1^{er} : La ville d'Auxerre accorde sa garantie d'emprunt à l'OAH pour le financement de l'opération Parc social public, Réhabilitation lourde /Restructuration de 74 logements situés 1, 3, 5, 7, 9 rue de Gembloux et 2 rue de l'Argonne 89000 AUXERRE à hauteur de **50%** pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 065 003 euros souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt n°150637, constitué de 2 Lignes de prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 532 501.50 € – un million cinq cent trente-deux mille cinq cent un euros et cinquante centimes, augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :



Offre CDC			
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM	PAM	
Enveloppe	-	Eco-prêt	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5544243	5544228	
Montant de la Ligne du Prêt	1 943 003 €	1 122 000 €	
Commission d'instruction	0 €	0 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	3,6 %	2,75 %	
TEG de la Ligne du Prêt	3,6 %	2,75 %	
Phase d'amortissement			
Durée	25 ans	25 ans	
Index¹	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	0,6 %	- 0,25 %	
Taux d'intérêt²	3,6 %	2,75 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	
Modalité de révision	DL	DL	
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	

¹ A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'Index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

² Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Article 3 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, le Garant s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaire à ce règlement

Article 4 : Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

Article 5 : Le Conseil autorise le Maire de la Ville d'Auxerre à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre l'OAH et la Caisse des dépôts et consignations.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 36
- voix contre : 0
- abstentions : 2 Sébastien DOLOZILEK, Vincent VALLÉ
- n'a pas pris part au vote : 0





- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

N° 2023-127

Objet : Promotion d'une équipe ville d'Auxerre pour les foulées roses - Attribution d'une subvention à Yonne en rose

Rapporteur : Maryline SAINT ANTONIN

Les Foulées Roses est un évènement sportif et solidaire. Il s'agit de marches et courses organisées le weekend du 7 et 8 octobre 2023 au profit de La Ligue contre le cancer.

Les forces vives de la collectivité ont pu être mobilisés pour cet événement en créant une équipe Ville d'Auxerre.

Ce sont 30 agents qui ont représentés la collectivité en courant pour la bonne cause.

Chaque participant a réglé, lors de son inscription, la somme de 10 euros à l'association organisatrice.

Il est proposé que la collectivité, pour soutenir l'effort fait par les agents, reverse 7 euros par participant à l'association Yonne en Rose sous forme d'une subvention d'un montant de 210 €.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De verser une subvention de 210 € à l'association l'Yonne en Rose pour l'édition des Foulées Roses 2023,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2023.

Vote du conseil municipal :

- voix pour	: 38
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absents lors du vote	: 1 Philippe RADET.

N° 2023-128

Objet : Equipements sportifs - Attribution des subventions 2023

Rapporteur : Hicham EL MEHDI

Un règlement d'intervention en matière de subventions aux associations et organismes a été adopté lors du conseil municipal du 4 février 2021 par la délibération n° 2021-002.

Ce règlement permet :

- de donner un cadre commun aux relations entre les bénéficiaires de subvention et la collectivité ;
- de rappeler un certain nombre d'obligations législatives ;
- de clarifier les conditions d'attributions et de versement des subventions par la collectivité vis à vis des bénéficiaires ;
- de préciser les engagements de la collectivité et des bénéficiaires.



AUXERRE

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention, il est proposé d'attribuer un ensemble de subventions d'investissement à divers organismes et associations locales aux montants précisés dans la liste ci-dessous pour un montant total de 49 970€.

Bénéficiaire	Nature de l'opération	Subvention accordée
AJA Omnisport – Section Echec	Achat de 5 échiquiers électroniques	2 228€
AJA Omnisport – Section Gymnastique	Achat de divers matériels favorisant la motricité, l'équilibre et la souplesse des jeunes	5 272€
ASPTT Omnisport – Section Cycloport/Cyclisme	Achat de 2 VTT pour l'école de cyclisme	1 500€
Aux'R Judo	Achat de 3 potences avec sacs de frappe	1 150€
Aux'R Judo	Achat d'un rack de musculation	550€
Aux'R Judo	Achat d'un vélo d'appartement	459€
Aux'R Judo	Achat d'une balance plateau inox à usage sportif	580€
Aux'R Judo	Achat d'une pendule	945€
Auxerre Aquatic Club	Achat de 2 Aquabike Hydrorider	3 400€
Auxerre Sport de Contact	Achat de 5 sacs de frappe	1 367€
Cercle d'escrime auxerrois	15 lames pour sabre	372€
Cercle d'escrime auxerrois	9 cuirasses protection enfant	410€
Cercle d'escrime auxerrois	5 cuirasses électroniques protection enfant	648€
Cercle d'escrime auxerrois	5 masques inox sabre électronique	1 583€
Cercle d'escrime auxerrois	10 pantalons mixtes	727€
Cercle d'escrime auxerrois	15 gants pour sabre électronique	620€
Club de plongée Paul Bert	Achat de combinaisons et gilets de plongée	5 742€
Handball Club Auxerrois – Handisport	Achat d'une remorque pour le transport des fauteuils roulants	2 676€
Motonautique Sporting Club de l'Yonne	Achat de matériels spécifiques à la pratique des activités	2 448€
Olympic Canoé Kayak Auxerrois	Achat de 2 kayaks (K1)	5 600€
Première compagnie d'arc d'Auxerre	Achat de cibles "campagne"	3 001€
Stade Auxerrois – Badminton	Achat d'une batterie et d'un chargeur pour le lanceur de volants	600€
Stade Auxerrois – Billard	Achat de 6 tapis de billard avec draps	2 272€
Stade Auxerrois – Football	Achat de planches à rebond	2 920€
Stade Auxerrois – Football	Achat de buts pour débutant	1 200€
Vélo Club d'Auxerre	Achat de 2 vélos cyclo-cross	1 700€

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :



AUXERRE

- D'attribuer les subventions selon le tableau ci-dessus,
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2023, imputation 40-20421,
- D'autoriser le maire à signer toutes les conventions nécessaires au versement de ces subventions.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 38
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

Hicham EL MEHDI fait remarquer à Rémi PROU-MELINE que le montant des subventions n'a pas baissé.

Sophie FEVRE rappelle qu'elle avait déjà demandé de disposer pour ce type de délibération du montant de la subvention demandé pour comparer par rapport au montant attribué et du nombre d'adhérents de l'association.

Hicham EL MEHDI répond que ces éléments pourront être communiqués et précise que l'attribution des subventions est plutôt basée sur le projet proposé que sur le nombre d'adhérent.

Il fait remarquer que tous ces éléments ont été présentés en commission d'attribution mais que Sophie FEVRE n'était pas présente comme à celle de l'année précédente.

Sophie FEVRE indique qu'elle n'a pas vu passer cette invitation et se faisait la remarque avec Florence LOURY de ne pas avoir reçu l'invitation.

Florence LOURY indique qu'il y a deux ans les invitations avaient été envoyées tardivement au cours du mois d'août et que la dernière invitation à dû passer au travers.

Hicham EL MEHDI indique que les invitations ont bien été envoyées et que les éléments seront néanmoins transmis. (cf annexe 1)

N° 2023-129

Objet : Liaison Sud d'Auxerre - LISA - Accord financier section sous maîtrise d'ouvrage du Département

Rapporteur : Crescent MARAULT

Le projet de déviation Sud d'Auxerre est à l'étude depuis les années 2000 mais a été repoussé faute de financement.

Ce projet de contournement a été relancé depuis l'été 2020 selon le tracé de principe arrêté en 2004.

Destiné à relier la RN6 et la RD965, ce contournement de 9,9 km comporte une section sous maîtrise d'ouvrage de l'État (de la RN 6 à la RN 151) et une section sous maîtrise d'ouvrage du conseil départemental (de la RN 151 à la RD 965).

En formant le troisième quart du contournement, ce projet permettra de retirer la majeure partie du trafic de transit du centre-ville d'Auxerre, d'améliorer la sécurité et de réduire les nuisances pour les riverains et de mettre en œuvre des projets de requalification urbaine de certains quartiers.



AUXERRE

Pour la partie portée par la maîtrise d'ouvrage du Département de l'Yonne de la liaison Sud d'Auxerre destinée à relier la RN6 (au droit de son intersection avec les RN 65 et RD 606) à la RD 965, les parties se sont entendues pour financer ce projet selon la répartition suivante :

Co-financeur	Montant de la participation en €HT	Taux de la participation
Etat / FNADT	7 M€	FORFAITAIRE
Département de l'Yonne - Maître d'ouvrage	10,63 M€	41 %
Commune d'Auxerre	15,37 M€	59 %
TOTAL	33 M€ HT	100 %

Le montant prévisionnel de la subvention de la Ville d'Auxerre est de 15,37 M€, correspondant à un taux d'aide de 59 % du coût prévisionnel hors FNADT, arrêté à 26 M€ HT.

Le montant définitif de la participation financière de la Ville sera calculé sur la base de cette clé de répartition et réactualisée en fonction des résultats des consultations et appels d'offres.

Il est convenu que les versements se feront annuellement au profit du Département de l'Yonne, selon le calendrier prévisionnel suivant :

Montant prévisionnel	Montant 2024	Montant 2025	Montant 2026	Montant 2027
15 370 000	2 800 000	3 000 000	4 750 000	4 820 000

Les conditions d'éligibilité des dépenses et les modalités de versements sont précisées dans la convention de financement annexée à la présente délibération.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver l'accord financier pour la Liaison Sud d'Auxerre,
- D'autoriser le Maire à signer la convention de financement,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au plan pluriannuel d'investissement.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 38
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

Mathieu DEBAIN se réjouit que ce projet avance et rappelle que le coût porté par le Département a subi une augmentation de 14 % par rapport à ce qui était prévu au COPIL de 2021 à cause de l'inflation et des prix des matériaux.

Il pense que sur la section de l'Etat il y aura certainement la même augmentation et qu'il manquera environ 15 millions d'euros.

Il demande s'il y a une certitude quant au bouclage financier pour le reste de ce contournement.



AUXERRE

Crescent MARAULT répond qu'il lui semble que la Région a délibéré sur le principe dans le contrat de plan Etat-Région.

Mani CAMBEFORT rappelle que tout le monde est favorable à ce projet mais pense qu'inscrire dans la délibération qu'il a été relancé depuis l'été 2020 est un abus de langage bien que cette nouvelle majorité ait apporté sa pierre à l'édifice.

Concernant la partie portée par l'Etat, il confirme que la Région a délibéré en assemblée plénière sur un protocole d'accord dans le cadre du contrat de plan Etat-Région sur un montant entre 100 et 114 millions d'euros pour le contournement Sud, avec une part pour l'Etat d'environ 25 millions et une part pour la Région à hauteur de 25 millions.

Il rappelle que le département doit également financer 25 millions d'euros et demande comment serait répartie la prise en charge d'un éventuel surcoût.

Crescent MARAULT répond que c'est une question qui reste à étudier.

Denis ROYCOURT rappelle que le plan de déplacements urbains élaboré en 2005 préconisait une voie routière qui évite l'ensemble des entrées et des sorties de la ville et que les 11 conseils de quartiers de l'époque s'étaient prononcés à l'unanimité favorablement concernant la création de cette déviation mais sous certaines conditions.

Il précise que cela avait été très discuté au sein des écologistes mais que ce choix a été fait pour résoudre les problèmes de circulation, des vitesses excessives, des difficultés de stationnement, risques de collisions, passages de véhicules imposants et inadaptés à la voirie en place.

Il indique que le conseil municipal de l'époque avait également voté pour ce projet à l'unanimité pour permettre de désengorger la ville des centaines de véhicules qui traversent la ville sans s'y arrêter quotidiennement et qui provoquent une pollution de l'air.

Il rappelle que la DREAL avait accepté le projet sous réserve que ce contournement ne favorise pas l'étalement urbain et de protéger les espaces naturels urbains et périurbains.

Il précise qu'il y avait eu un consensus pour choisir un contournement de deux fois une voie et se demande si le projet soutenu à l'époque est bien le même que celui prévu aujourd'hui et si le changement de dénomination n'annule pas les orientations qui avaient été fixées

Il fait part de son inquiétude dans la mesure où il n'a pas connaissance du plan précis avec les sorties et les entrées et rappelle qu'il l'a sollicité à plusieurs reprises.

Il fait remarquer que ce projet a été bloqué plusieurs fois et que les travaux annoncés pour 2024 sont finalement repoussés en 2027.

Il s'interroge sur la suite qui sera réservée au projet si les coûts étaient amenés à encore augmenter.

Crescent MARAULT répond que ce nom a été choisi par l'Etat mais que lui aurait préféré que le terme intercommunal soit présent et précise que l'option retenue est la réalisation de deux voies avec une troisième voie

Il indique que l'étalement urbain est exclu notamment par rapport aux contraintes de la loi Zéro Artificialisation Nette (ZAN).



Il indique que le début des travaux devrait intervenir en 2024 et que la DREAL est en train d'établir les cahiers des charges pour les consultations des entreprises.

Concernant la présentation des plans, il rappelle qu'il y a eu une enquête publique au cours de laquelle ils étaient consultables et indique qu'ils seront annexés au procès-verbal de la séance. (cf annexe 2)

Pascal HENRIAT confirme que ce projet connaît effectivement un surcoût à cause de l'augmentation des prix concernant la réalisation des travaux et rappelle que la Région a bloqué sa participation et qu'elle n'augmentera pas même en cas de surcoût supplémentaire, que le Département qui fait déjà un gros effort financier sur ce dossier ne participera pas davantage ainsi que l'Etat qui n'apportera pas de financement au-delà du complément qui est déjà prévu.

Il indique que s'il y avait de nouveau un surcoût, il serait porté malheureusement uniquement par la ville et l'agglomération.

Il rappelle que la ville de Sens a réussi à faire des économies sur le même type de projet et que pour l'Auxerrois Christophe BONNEFOND suit attentivement ce dossier pour maîtriser le budget au maximum.

Isabelle POIFOL-FERREIRA rappelle que la Région détient la compétence en matière de mobilité mais que les réalisations des infrastructures routières n'entrent pas dedans et qu'elle a fait un effort financier volontaire pour soutenir ce projet en bloquant une somme forfaitaire mais qu'elle ne dispose des finances nécessaires pour intervenir sur tous les projets.

Crescent MARAULT fait remarquer que la Région intervient sur quelques projets de ce type.

Mani CAMBEFORT rappelle que quand la Région a fixé sa participation le coût du projet était de 100 millions d'euros et que son financement représentait 25 % du coût total.

Crescent MARAULT répond qu'elle va continuer à financer des projets.

Mani CAMBEFORT répond que pour ces projets elle participe seulement à 12.5 % et qu'il faut expliquer maintenant aux autres collectivités pourquoi elle n'intervient plus dans les mêmes proportions.

Céline BÄHR précise que Nicolas SAURET et Christophe BONNEFOND ont beaucoup œuvré afin que la subvention de la Région à hauteur de 25 millions d'euros soit maintenue dans le volet mobilité du Contrat de Plan Etat-Région et que cela a été difficile.

N° 2023-130

Objet : Portage "ilot Batardeau" par l'EPF - Approbation de la convention de mise à disposition constitutive de droits réels

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Par délibération n°2022-055 du 19 mai 2022, la Ville d'Auxerre a confié à l'Etablissement Public Foncier Bourgogne Franche-Comté (EPF) le portage foncier du site Batardeau, qui consiste à porter les immeubles et réaliser les acquisitions dans le périmètre défini par la convention.

Aux termes d'une convention opérationnelle (opération n°908), la Ville d'Auxerre et l'EPF ont défini les conditions et les modalités de ce portage. Les parcelles confiées à l'EPF vont de la section EI12 à la section EI16.



AUXERRE

Pour faire suite à la convention de portage, l'EPF va prochainement acquérir les silos, propriétés de la société 110 BOURGOGNE.

La Ville d'Auxerre souhaite, sur cet ilot, dans le cadre du projet AUXERRE A.M.B.I.T.I.E.U.S.E pouvoir bénéficier de droits réels, notamment pour poursuivre les études, procéder à la démolition des silos et à la dépollution du site via la procédure de tiers demandeur engagée.

Aussi, et pour que la Ville d'Auxerre puisse intervenir, à compter de la vente effective du site à l'EPF, il est nécessaire que celui-ci l'autorise, par voie de convention constitutive de droits réels, comme ci-annexée à la présente délibération.

La convention est conclue pour une durée de 14 ans ou jusqu'à la rétrocession du bien à la Ville d'Auxerre ou tout opérateur désigné.

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit.

La convention sera effective dès que l'EPF sera propriétaire des parcelles.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition constitutive de droits réels avec l'EPF DOUBS BFC,
- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer la convention de mise à disposition constitutive de droits réels ainsi que tous actes à venir permettant la mise en œuvre de la délibération.

Vote du conseil municipal :

- voix pour	: 38
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absents lors du vote	: 1 Philippe RADET.

Mani CAMBEFORT indique que la Maison des syndicats doit trouver un nouveau lieu pour s'installer et bien que la ville n'ait pas d'obligation de leur proposer un local il rappelle que c'était une tradition de les accueillir.

Il demande à quel stage en sont les recherches concernant l'attribution d'un nouveau site pour les accueillir.

Crescent MARAULT répond que les syndicats ont été avertis il y a un peu plus d'un an et indique qu'ils ont fait parvenir une lettre ouverte au Préfet, au Département et à la Région afin de provoquer une réunion pour trouver des solutions.

Il précise qu'il recherche un nouveau lieu pouvant les accueillir qui sera mis à leur disposition gratuitement mais qu'il ne souhaite pas que les charges soient portées uniquement par la ville et qu'elles devront être réparties entre les co-financeurs dans la mesure où les syndicats représentent tous les salariés du département et qu'à ce titre il faut établir une équité.



AUXERRE

Il ajoute que pour le moment rien n'est fixé et invite les syndicats à relancer leur demande auprès des autres partenaires.

Isabelle POIFOL-FERREIRA demande quel est le projet prévu sur ce site.

Crescent MARAULT répond qu'avant d'acheter il faut déclasser le site et le dépolluer puisque cela n'a pas été fait au préalable au cours du précédent mandat.

Il précise que quand ces contraintes seront levées ce site sera opérationnel pour l'achat et que les investisseurs pourront étudier les projets potentiels.

Il indique que la promesse de vente sera prochainement signée, qu'un appel à manifestation d'intérêt a été lancé et que des promoteurs ont fait part de leur intérêt pour ce site.

Il ajoute que le choix pourra se faire en fin d'année et des protocoles d'accord pourront être établis pour aboutir à un dépôt de construire puis à la cession.

Denis ROYCOURT demande si c'est la ville qui prend en charge le coût de la dépollution et quel est son coût.

Crescent MARAULT répond que le coût est estimé à 2 millions d'euros pour la démolition du silo et la dépollution et précise qu'une demande de financement a été déposée auprès de fonds spécifiques dédiés à la réhabilitation de friches de ce type.

Nordine BOUCHROU précise que ces travaux doivent débuter en mai 2024 et se terminer en décembre 2024.

N° 2023-131

Objet : Etablissement Public Foncier îlot Robillard - Convention de mise à disposition en vue d'une opération de travaux conservatoire

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Dans le cadre de la convention opérationnelle n°932 « îlot Robillard », suite aux délibérations n°2021-037 du 25 mars 2021 et n°2022-007 du 10 février 2022, l'Etablissement Public Foncier (EPF) Doubs-BFC a acquis les immeubles de l'Imprimerie Moderne sis place Robillard, cadastrés section :

- EM 6, 3 place Robillard
- ES 293, 2 bis place Robillard

Afin d'en assurer l'entretien et assurer les réparations courantes ou de sauvegarde, l'EPF met à disposition de la Commune d'Auxerre, à titre gratuit, les biens sus-visés.

A travers cette convention, il sera convenu que les clés seront remises à la Communauté de l'Auxerrois qui en aura la garde et la responsabilité. Celle-ci pourra les transmettre aux intervenants mais restera responsable des lieux mis à disposition.

Cette mise à disposition permettra également de pouvoir organiser les visites avec de futurs investisseurs.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :



AUXERRE

- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer la convention de mise à disposition des biens immobiliers cadastrés EM 6 et ES 293 avec l'EPF ; ainsi que toute modification ultérieure, dès lors qu'elle ne bouleverse pas l'économie générale de la convention,
- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 34
- voix contre : 0
- abstentions : 4 Mani CAMBEFORT, Sophie FEVRE, Isabelle POIFOL-FERREIRA, Rémi PROU-MELINE
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

Mani CAMBEFORT fait remarquer que la convention n'est pas annexée à la délibération et demande quels travaux seront réalisés.

Nordine BOUCHROU répond que ce seront des travaux de sécurisation.

Crescent MARAULT ajoute qu'il s'agit également de disposer d'une autorisation pour entrer dans les locaux afin de pouvoir réaliser des diagnostics et des études parce que l'EPF est propriétaire et indique que dans les prochains mois un permis de construire pourra être déposé.

N° 2023-132

Objet : Association Cabriole - Attribution d'une subvention exceptionnelle

Rapporteur : Bruno MARMAGNE

L'association Cabriole est une structure en charge de la gestion et du fonctionnement de la crèche « Cabriole » située à Auxerre.

Cette activité contribue à la politique petite enfance de la ville d'Auxerre qui a pour finalité de proposer une offre d'accueil adaptée aux besoins des familles.

Dans ce cadre, la commune apporte un soutien sous forme de subvention de fonctionnement votée annuellement par le conseil municipal.

Pour l'année 2023, le conseil municipal du 9 décembre 2022 a accordé une subvention de fonctionnement d'un montant de 54 400€.

Considérant que la situation financière de l'établissement se dégrade depuis plusieurs années.

Considérant le licenciement de la directrice en poste depuis 30 ans.

Considérant que le nouveau bureau, composé de personnes jeunes et dynamiques, recherche toutes les solutions possibles pour que la crèche perdure.

Il est proposé au conseil municipal de verser une aide d'urgence d'un montant de 50 000€ à l'association Cabriole.



AUXERRE

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'attribuer une subvention d'un montant de 50 000€ à l'association Cabriole,
- De verser la subvention dès approbation de la délibération,
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2023.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 38
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

Fara ZIANI demande si en contrepartie cela permet de disposer de places supplémentaires pour les enfants au regard des listes d'attente importantes pour ce type de structure.

Bruno MARMAGNE répond qu'il s'agit seulement de conserver 17 places existantes.

Isabelle POIFOL-FERREIRA pense que la rédaction de la délibération porte à confusion sur la directrice qui serait sur ce poste depuis 30 ans alors qu'elle n'a pas occupé ces fonctions à ses débuts.

Pascal HENRIAT indique qu'il a suivi ce dossier et qu'au regard des difficultés de la structure et le manque de places sur le territoire, il est important d'éviter que cet établissement ferme.

Il précise que la gestion a été reprise par 4 jeunes mamans qui redressent la situation et font un très bon travail.

Il ajoute qu'il était important de maintenir ces places au regard du manque de places qui est une vraie problématique qu'il faudra gérer à l'échelle de l'agglomération dans la mesure où cela représente un point essentiel de l'attractivité du territoire.

Crescent MARAULT répond que chaque chose doit être faite en son temps.

N° 2023-133

Objet : Subventions aux centres de loisirs - Modification des montants 2023

Rapporteur : Bruno MARMAGNE

Le conseil municipal a adopté le 15 décembre 2022 par délibération n° 2022-158 le montant de subvention annuel pour l'exercice 2023 aux centres de loisirs associatifs en tenant compte du montant attribué par la CAF au titre de la CTG 2023.

Or la CAF ayant procédé à une rectification de sa participation, à la baisse, la subvention allouée aux centres de loisirs doit être réévaluée.

Il convient donc de procéder à l'actualisation des montants de subventions 2023 à verser au regard de ces éléments.



AUXERRE

Il est proposé au conseil municipal de fixer le montant de la subvention 2023 aux centres de loisirs associatifs comme suit :

STRUCTURES	MONTANT DU 15/12/22	MONTANT ACTUALISE EN EUROS	SOLDE PART FIXE à verser dès signature de l'avenant	PART VARIABLE MAXIMUM (au vu des fréquentations)
CL PLPB	45 000,00	49 722,99	3 778,40	9 944,59
CL GULLI'VERT	65 000,00	77 161,50	9 729,20	15 432,30

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser le maire à signer les avenants aux conventions 2022-2024,
- De réviser le montant de la subvention 2023 aux centres de loisirs comme indiqué ci-dessus.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 37
- voix contre : 0
- abstentions : 1 Marie-Ange BAULU
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

N° 2023-134

Objet : Carte scolaire - Modification

Rapporteur : Bruno MARMAGNE

Le conseil municipal est compétent pour la création et l'implantation des écoles et classes élémentaires et maternelles d'enseignement public au titre des dispositions des articles L.2121-30 du Code général des collectivités territoriales et L.212-1 du Code de l'éducation.

Dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), l'agence nationale pour le renouvellement urbain (ANRU) demande à la collectivité une modification de la carte scolaire sur le secteur Sainte-Geneviève avec pour objectif d'ouvrir cette école à d'autres publics et ainsi favoriser la mixité.

La carte scolaire est un système d'affectation des élèves dans une école selon le secteur géographique où ces élèves sont domiciliés. Les communes définissent la carte scolaire pour les élèves du 1er degré par délibération du conseil municipal.

Ainsi pour chaque inscription scolaire (compétence de la commune pour les écoles publiques du 1er degré), l'école du secteur est affectée en fonction de la domiciliation de l'élève.

Les objectifs de la carte scolaire sont :

- d'équilibrer les effectifs dans les écoles d'un territoire
- de tendre vers une mixité sociale

Par ailleurs, la collectivité a engagé un travail important d'amélioration des conditions d'accueil des enfants.

La ville d'Auxerre connaissant une forte baisse des effectifs scolaires (-500 élèves en 10 ans) la recherche d'amélioration des conditions d'accueil doit passer par une optimisation des bâtiments scolaires.



La nouvelle carte scolaire propose ainsi de répondre à ces deux objectifs de la façon suivante :

- Transfert d'une partie des enfants du secteur des Brichères dans les écoles de Sainte Geneviève
- Transfert de l'autre partie des enfants du secteur des Brichères à l'école Matisse
- Transfert d'une partie des élèves du secteur de Matisse à l'école Jean Zay

Cette nouvelle organisation aura pour conséquence la fermeture de l'école des Brichères à la fin de l'année scolaire 2023-2024.

Elle a été présentée au directeur académique le 20 septembre 2023

Les secteurs redéfinis sont joints en annexe

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De valider la nouvelle carte scolaire pour une mise en œuvre à compter de la rentrée scolaire 2024-2025,
- D'acter la fermeture de l'école maternelle des Brichères à la fin de l'année scolaire 2023-2024.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 29
- voix contre : 5 Mani CAMBEFORT, Mathieu DEBAIN, Sophie FEVRE, Isabelle POIFOL-FERREIRA, Rémi PROU-MELINE
- abstentions : 4 Florence LOURY, Maud NAVARRE, Denis ROYCOURT, Farah ZIANI
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

Mathieu DEBAIN pense que la rédaction porte à faire croire que c'est à cause de l'ANRU que l'école des Brichères ferme alors que c'est bien la ville qui souhaite cette fermeture.

Bruno MARMAGNE répond que cette fermeture intervient d'une part pour répondre à une demande de l'ANRU et d'autre part pour l'optimisation des groupements scolaires.

Mathieu DEBAIN demande si un moyen de transport scolaire sera mis en place transporter les enfants le matin, le midi et le soir à la rentrée 2024.

Bruno MARMAGNE répond qu'il n'y aura pas de service de transport spécifique et précise qu'il a rencontré les enseignants, les services de l'éducation nationale et les parents et que deux permanences ont été organisées afin de recueillir les demandes des 11 familles reçues.

Il précise à cet égard que le transport a été peu demandé et qu'une association de parents d'élèves a proposé de mettre en place un pédibus.

Il ajoute que la plupart des familles sont même arrangées d'aller sur une autre structure notamment lorsqu'il y a des fratries.

Sophie FEVRE fait remarquer que l'annonce de la fermeture de l'école des Brichères est intervenue suite à une question lors d'une réunion publique à Sainte Geneviève et que les habitants se sentent délaissés et humiliés.

Bruno MARMAGNE répond que les familles ont été rencontrées la veille de cette réunion.



AUXERRE

Sophie FEVRE se demande comment les familles vont faire lorsque qu'il faudra déposer les enfants sur plusieurs sites surtout si elles ne sont pas véhiculées.

Bruno MARMAGNE rappelle que la situation était déjà compliquée à ce niveau.

Sophie FEVRE regrette le manque de concertation avec la population et rappelle que le Maire se vante de ne pas être responsable de la fermeture des collèges et des lycées alors que cette fermeture d'école est bien sous sa responsabilité.

Concernant la baisse des effectifs, elle fait remarquer qu'il est indiqué qu'elle intervient sur 10 ans et rappelle que des écoles ont déjà été fermées.

Crescent MARAULT répond que cette décision a été prise en concertation avec l'inspection académique.

Sophie FEVRE rappelle les effectifs de l'école des Brichères qui étaient de 63 en 2017-2018, de 68 en 2018-2019, de 73 en 2019-2020 et précise qu'aujourd'hui l'effectif est de 73 élèves ce qui porte la moyenne à 22.6 élèves par classe.

Elle indique qu'après la maternelle il y a la possibilité de mettre en place un système de classe dédoublée qui fonctionne très bien et pense que la ville devrait prendre en compte ce dispositif qui permet d'avoir des effectifs plus faibles par classe de mieux travailler avec chaque élève selon ses besoins.

Elle fait remarquer que le Maire prévoit une croissance du nombre d'habitants sur Auxerre qui seront attirés par le territoire et se demande à ce titre pourquoi fermer des services et une école.

Elle se réjouit de la création du pôle éducatif sur Sainte Geneviève mais se demande pourquoi fermer cette école des Brichères maintenant.

Elle estime que ce projet est sidérant.

Bruno MARMAGNE répond que cette année il y a 67 élèves à l'école des Brichères dont 23 qui vont partir en CP, que l'on ne connaît jamais à l'avance les effectifs en petite section et que la fermeture cette année va permettre un transfert de l'équipe complète sur l'école Matisse ce qui n'aurait pas pu se faire si la fermeture était intervenue l'année prochaine.

Sophie FEVRE est consciente de l'effectif en baisse mais pense que sur ce quartier il pourrait être créé des très petites sections comme sur le quartier des Rosoirs qui fonctionnent très bien.

Emmanuelle MIRE DIN précise que les échanges qui ont eu lieu lors de la réunion publique à Sainte Geneviève n'étaient pas avec des parents mais avec des ATSEM qui craignaient que l'arrivée des nouveaux élèves à Renoir et à Courbet implique une surcharge de travail par rapport à certains élèves qui ont des retards d'acquisition de la propreté.

A cet égard, elle précise que des aides à la parentalité seront mises en place dans les écoles avec les équipes des espaces d'accueil et d'animation notamment l'organisation d'ateliers pour permettre que cela se passe mieux dans les classes.

Bruno MARMAGNE rappelle que l'école des Brichères connaissent des problèmes de sécurité par rapport à la circulation aux abords des boulevards.



N° 2023-135

Objet : Crèches municipales - Modification des règlements de fonctionnement

Rapporteur : Bruno MARMAGNE

Un référent « santé et accueil inclusif » (RSAI) doit intervenir dans chaque établissement et service d'accueil non permanent d'enfants au titre du décret °2021-1131 en date du 30 août 2021.

L'article R.2324-39 dudit décret précise alors le type de personnes pouvant exercer la fonction de RSAI:

- Un médecin possédant une spécialisation, une qualification ou une expérience en matière de santé du jeune enfant ;
- Une personne titulaire du diplôme d'Etat de puéricultrice ;
- Une personne titulaire du diplôme d'Etat d'infirmier disposant d'un diplôme universitaire en matière de santé du jeune enfant ou d'une expérience minimale de trois ans à titre principal auprès de jeunes enfants comme infirmier.

Une infirmière puéricultrice a été nommée RSAI pour l'ensemble des crèches municipales. De ce fait, il n'est fait aucune obligation de recruter un médecin de crèche.

Par conséquent, les règlements de fonctionnement des crèches doivent être modifiés en supprimant les références au médecin de crèche, en les remplaçant par le RSAI et en indiquant l'utilisation des protocoles médicaux rédigés par la Protection Maternelle et Infantile (PMI).

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver la modification des règlements de fonctionnement des crèches afin que soient supprimées les références au médecin de crèche, en les remplaçant par le RSAI et finalement en indiquant l'utilisation des protocoles médicaux rédigés par la PMI.

Vote du conseil municipal :

- | | |
|-----------------------------|---------------------|
| - voix pour | : 38 |
| - voix contre | : 0 |
| - abstentions | : 0 |
| - n'a pas pris part au vote | : 0 |
| - absents lors du vote | : 1 Philippe RADET. |

N° 2023-136

Objet : Fonctionnement de la petite crèche du Pont - Modification des conditions spécifiques

Rapporteur : Bruno MARMAGNE

Suite à la réforme des modes d'accueil imposée par le décret 2021-1131 un nouveau cadre réglementaire s'est appliqué dans les crèches avec notamment le choix par l'organisateur du taux d'encadrement parmi les deux propositions suivantes :

- soit un rapport d'un professionnel pour cinq enfants qui ne marchent pas et d'un professionnel pour huit enfants qui marchent ;
- soit un rapport d'un professionnel pour six enfants.



AUXERRE

L'établissement devait alors mentionner son choix dans son règlement de fonctionnement, s'y tenir et en informer le Président du Conseil départemental.

Le conseil municipal a délibéré le 30 juin 2022 pour valider les nouveaux règlements de fonctionnement et les nouvelles conditions spécifiques à chaque crèche.

Il avait alors été décidé d'opter pour la petite crèche du Pont pour le taux d'encadrement d'un professionnel pour six enfants.

Après une année de fonctionnement, pour permettre une meilleure souplesse dans l'organisation des plannings des équipes et pour optimiser le taux d'occupation de la structure, il est proposé de modifier le taux d'encadrement en passant à un professionnel pour cinq enfants qui ne marchent pas et d'un professionnel pour huit enfants qui marchent pour la petite crèche du Pont.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- de modifier le taux d'encadrement et de le fixer à un professionnel pour cinq enfants qui ne marchent pas et d'un professionnel pour huit enfants qui marchent pour la petite crèche du Pont.

Vote du conseil municipal :

- voix pour	: 38
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absents lors du vote	: 1 Philippe RADET.

N° 2023-137

Objet : Fédération Européenne des Sites Clunisiens - Adhésion

Rapporteur : Julien JOUVET

La Fédération des Sites Clunisiens a été fondée le 18 juin 1994, à Souvigny (Allier, France), par vingt-quatre communes soucieuses de promouvoir leur patrimoine clunisien commun.

L'héritage du réseau européen légué par les moines de Cluny depuis le Moyen Âge est dense, complexe et aujourd'hui peu connu et la Fédération a pour objet de redonner un sens culturel à ce bien commun.

En 2005, le Conseil de l'Europe reconnaît le réseau des Sites Clunisiens comme « Grand Itinéraire Culturel » pour sa dimension paneuropéenne et le rôle majeur joué par Cluny dans la formation de l'identité européenne. La Fédération porte et fait vivre cette mention.

Aujourd'hui, dans le cadre de la Fédération Européenne des Sites Clunisiens, ce sont près de 200 sites qui, dans 8 pays d'Europe, œuvrent en commun pour des projets locaux, régionaux et internationaux.

Le plus ambitieux à ce jour est la candidature d'inscription au Patrimoine Mondial d'une liste Cluny et les Sites Clunisiens en Europe.

A ce titre, la fédération des Sites Clunisiens a contacté la Ville d'Auxerre pour intégrer l'Abbaye Saint-Germain au réseau et l'inscrire comme possible candidat à la liste présentée à l'UNESCO.



AUXERRE

L'Abbaye Saint-Germain a passé près de 250 ans sous la tutelle de l'abbaye-mère bourguignonne, de la fin du Xe siècle à 1256, ce qui l'inscrit dans l'histoire de Cluny et de son influence tout au long du Moyen-âge, à travers la Bourgogne et l'Europe.

Il est donc proposé d'adhérer à la Fédération des sites Clunisiens pour un montant annuel de 1 800 € auxquels s'ajoutent pour la première année uniquement un droit d'entrée de 500 €.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver l'adhésion de la Ville d'Auxerre à la fédération Européenne des Sites Clunisiens.

Vote du conseil municipal :

- voix pour	: 38
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absents lors du vote	: 1 Philippe RADET.

N° 2023-138

Objet : Scène de Musiques Actuelles le Silex 2023-2026 - Approbation de la convention pluri-annuelle d'objectifs

Rapporteur : Céline BÄHR

Le Ministère de la Culture labellise un certain nombre de structures culturelles dont le projet artistique et culturel correspond aux critères édictés par les tutelles.

Le Silex est une Scène de Musiques Actuelles (SMAC) qui correspond à une scène nationale dans son domaine, gérée par l'association Service Compris sous contrat de concession.

L'appellation SMAC témoigne du développement des politiques publiques en faveur des musiques actuelles et à la structuration économique du secteur. Les structures labellisées ont pour principal objectif de favoriser, accompagner et promouvoir la création musicale défendue par des artistes professionnels aussi bien qu'amateurs.

Les institutions culturelles labellisées SMAC se doivent d'apporter une attention particulière à la diversité, aussi bien au travers des œuvres présentées que des artistes accompagnés.

Elles doivent présenter un projet artistique et culturel valorisant les musiques actuelles. Ce terme regroupe notamment : chanson, jazz et musiques improvisées, musiques traditionnelles et musiques du monde, rock, pop, électro, rap, auxquelles peuvent s'articuler d'autres disciplines artistiques.

Le projet présenté doit s'articuler autour de trois missions :

- la création/production/diffusion de concerts ;
- l'accompagnement des pratiques musicales professionnelles et amateurs ;
- l'action culturelle.

Le Silex est labellisé SMAC depuis 2013. Seule SMAC de l'Yonne, son aura dépasse les frontières du département, grâce à une programmation nationale et internationale repérée par les producteurs et tourneurs, un équipement technique de premier plan et un festival, le Catalpa, qui regroupe près de 40 000 spectateurs chaque année.



Son activité répond en tout point au cahier des charges exigé par le label.

Il est proposé que la Ville d'Auxerre soit signataire d'une convention d'objectifs avec le Ministère de la Culture, la Région Bourgogne-Franche-Comté, le Département de l'Yonne et l'association Service Compris.

Cette convention d'une durée de 4 ans a pour objet d'établir le cadre contractuel entre le bénéficiaire titulaire du label SMAC et les partenaires publics pour la mise œuvre du projet artistique et culturel du bénéficiaire et de définir les modalités de son évaluation au travers des objectifs concrets.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver les termes de la convention d'objectifs conclue entre le Ministère de la Culture, la Région Bourgogne-Franche-Comté, le Département de l'Yonne et l'association Service Compris,
- D'autoriser le Maire à signer la convention jointe en annexe.

Vote du conseil municipal :

- voix pour	: 38
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absents lors du vote	: 1 Philippe RADET.

Isabelle POIFOL-FERREIRA fait remarquer que bien que cette signature soit nécessaire, cette convention deviendra bientôt obsolète dans la mesure où toutes les salles labellisées ont des grosses difficultés de financements puisque leurs charges augmentent et que les subventions qui leurs sont versées restent du même niveau.

Elle indique que l'inflation oblige la population à faire des sacrifices notamment sur les sorties et les loisirs et que cela a des conséquences financières sur ce type de structure.

Elle précise qu'il est très probable qu'une nouvelle convention intervienne dans peu de temps soit parce que l'Etat aura accepter d'augmenter sa part de financement soit parce que le SILEX se retrouvera en trop grande difficulté financière.

Elle souligne l'excellent travail réalisé par l'association Service Compris et rappelle les désagréments qu'elle subit en cette période de travaux et pense qu'un geste de la ville serait le bienvenu pour les aider.

Crescent MARAULT répond que cette structure connaît les mêmes contraintes que la collectivité par rapport à l'inflation et aux charges qui augmentent.

Denis ROYCOURT fait part d'un dysfonctionnement du chauffage et que la température dans les locaux atteint parfois 30 degrés.

Céline BÄHR répond que la maintenance du chauffage est intervenue pour solutionner ce problème et précise que la ville a maintenu la subvention accordée à cette association d'un montant de 635 000 € et que l'agglomération a augmenté son financement dans le cadre du festival CATALPA.

De plus, elle précise que la redevance domaniale que l'association doit reversée à la ville a été revue à la baisse de 20 000 € et que cela représente un geste de la collectivité en faveur de cet équipement qui est une chance pour le territoire.



N° 2023-139

Objet : Maison de l'Emploi et de la Formation - Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de partenariat

Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

Depuis 2007, la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois, la Ville d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois sont liées par la passation de conventions en vue de soutenir des structures d'insertion professionnelle. Ce soutien s'exerce dans le cadre du droit commun de la politique de la Ville.

A ce titre, la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois s'engage auprès de la Ville d'Auxerre à :

- Promouvoir et compléter les services rendus aux demandeurs d'emploi ;
- Assurer une convergence des politiques de l'emploi, de l'insertion, de la formation et de l'évolution professionnelle ;
- Apporter aux entreprises une offre de service personnalisée et intégrée d'insertion professionnelle

Plus précisément sur les actions suivantes :

- Sa fonction centre de ressources qui recouvre un centre de documentation, une cyber-base et un point relais « accueil, information, orientation et accompagnement ». Ces services disposent d'informations, de permanences de partenaires, d'ateliers d'échanges avec les demandeurs d'emplois, d'outils informatiques avec des ateliers d'initiation.
- Le PLIE (Plan Local d'Insertion à l'Emploi) : outil d'harmonisation des initiatives développées en faveur de l'insertion et de la prévention de l'exclusion des publics en difficultés, dans le cadre d'un contrat d'objectifs concerté et pluriannuel.
Il est axé sur trois grands pôles : La Structure d'Animation et de Gestion du PLIE comprenant des animations internes, des animations externes et l'accompagnement des bénéficiaires PLIE par des Conseillers en Insertion professionnelle (CIP).
Les animations internes se traduisent par des visites d'entreprises, l'événement tapis rouge (journée autour d'ateliers sur l'importance de l'image dans le décrochage d'un emploi lors d'un entretien d'embauche), atelier de rédaction de CV, interventions d'employeurs, ateliers sur les bulletins de paies et contrats de travail...
Les animations externes sur des projets portés par des intervenants extérieurs comme la valorisation de parcours professionnels de salariés en insertion, la mise en situation d'emploi pour des travailleurs handicapés, des actions sur l'estime de soi, la confiance en soi, des ateliers de préparation à l'accès à l'entreprise, des tests de capacité, la préparation au permis de conduire pour public en difficulté...

La Ville d'Auxerre souhaite verser à la Maison de l'Emploi et de la Formation d'Auxerre, une subvention à hauteur de 50 118€ pour les actions précédemment exposées.

La délibération n°2023-035 en date du 30 mars 2023 avait autorisé le versement d'un acompte d'un montant de 30 000 euros à la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois par la Ville d'Auxerre.

Il est proposé de verser à la Maison de l'Emploi et de la Formation le montant de 10 094,40€ correspondant au complément d'acompte à verser.



AUXERRE

Le solde de la subvention soit 20% représentant 10 023.60€ seront versés dès lors que les objectifs fixés par ledit avenant auront été accomplis.

Selon le tableau suivant :

Collectivité	Montant 2023	Acompte déjà versé	80% de la subvention	Complément acompte 80% à verser
Ville d'Auxerre	50 118€	30 000€	40 094.40€	10 094,40€

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser le versement d'une subvention d'un montant total de 10 094,40€ à la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois ;
- D'autoriser après accomplissement des objectifs fixés par ledit avenant à la convention de partenariat entre la Communauté de l'Auxerrois, la Ville d'Auxerre et la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois, le versement de la somme de 10 023,60€ représentant le solde de la subvention pour l'année 2023 ;
- D'autoriser le Maire à signer l'avenant à la convention de partenariat entre la Communauté de l'Auxerrois, la Ville d'Auxerre et la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois;
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2023 de la politique de la ville.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 38
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

Laurent PONROY demande à Isabelle POIFOL-FERREIRA si elle sera présente à la réunion du 17 novembre organisée avec tous les co-financeurs pour représenter au titre de la Région.

Isabelle POIFOL-FERREIRA répond que la Région ne sera pas représentée et qu'elle ne souhaite pas faire partie de la gouvernance.

Emmanuelle MIRE DIN indique qu'il ne s'agit pas de la gouvernance et que l'objectif de cette réunion est de faire un tour de table des financeurs de la Maison de l'Emploi et de trouver des solutions par rapport aux subventions versées avec un an ou deux de retard par les collectivités.

Elle ajoute que cela met la structure en difficulté au niveau de sa trésorerie malgré une très bonne gestion.

Isabelle POIFOL-FERREIRA indique que ce sujet la préoccupe et qu'elle ne sera pas présente parce qu'elle est prise par d'autres obligations au titre de sa délégation régionale pour la culture et le patrimoine.

Elle demande à recevoir le procès-verbal de cette réunion afin qu'elle dispose des éléments pour en rediscuter plus tard.



Emmanuelle MIRE DIN rappelle qu'il faudrait simplement faire en sorte d'accélérer les délais de versement des subventions pour éviter des difficultés financières.

Isabelle POIFOL-FERREIRA répond qu'ils pourront compter sur elle pour cela.

N° 2023-140

Objet : Suspension du repos dominical et dérogations accordés pour les commerces de détail et automobile - Exercice 2024

Rapporteur : Isabelle JOAQUINA

La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « loi Macron », laisse au Maire la possibilité d'accorder des dérogations au repos dominical aux commerces de détail qui emploient des salariés.

Le nombre des dimanches concernés ne peut excéder 12 par an. A noter que certaines catégories de commerces employant des salariés peuvent ouvrir tous les dimanches sans autorisation préalable, en raison de leurs contraintes de production ou parce qu'ils assurent une continuité de la vie économique et sociale. Sont notamment concernés les hôtels, cafés, restaurants, magasins de détail de meubles et de bricolages, fleuristes ... (liste non exhaustive).

Les possibilités de dérogations à l'initiative du Maire sont encadrées par la législation qui prévoit une concertation préalable en amont. L'article R.3123-21 du Code du travail impose une consultation des organisations d'employeurs et de salariés et la loi Macron invite le Maire à solliciter l'avis du Conseil Municipal voire du Conseil Communautaire dans le cas où le nombre de dérogations excéderait 5 dimanches.

Chaque salarié ainsi privé du repos du dimanche bénéficie d'une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps. Le repos compensateur doit être accordé, soit collectivement, soit par roulement dans une période qui ne peut excéder la quinzaine qui précède ou suit la suspension du repos.

A l'issue d'une concertation en ligne pour les commerçants et d'une consultation effectuée auprès des organisations d'employeurs et de salariés le 26 septembre 2023, 9 dates de dérogations annuelles ont obtenu un consensus pour l'année 2024.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'émettre un avis favorable concernant les possibilités de dérogations au repos dominical accordées par le Maire, conformément à la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,
- De se positionner en faveur de 9 dates de dérogations annuelles en ce qui concerne l'année 2024 pour les commerces de la ville, toutes branches d'activités confondues hors les professionnels de l'automobile :
 - > le dimanche 14 janvier 2024 (1er dimanche des soldes d'hiver)
 - > le dimanche 30 juin 2024 (1er dimanche des soldes d'été)
 - > le dimanche 10 novembre 2024 (Foire Saint-Martin)
 - > le dimanche 24 novembre 2024
 - > le dimanche 01 décembre 2024
 - > le dimanche 08 décembre 2024



AUXERRE

- > le dimanche 15 décembre 2024
- > le dimanche 22 décembre 2024
- > le dimanche 29 décembre 2024

- De se positionner en faveur du maintien des 5 dates de dérogations annuelles en ce qui concerne l'année 2024 pour les professionnels de l'automobile :

- > le dimanche 14 janvier 2024
- > le dimanche 17 mars 2024
- > le dimanche 16 juin 2024
- > le dimanche 15 septembre 2024
- > le dimanche 13 octobre 2024

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 35
- voix contre : 2 Florence LOURY, Denis ROYCOURT
- abstentions : 1 Julien JOUVET
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

N° 2023-141

Objet : Rapport égalité femmes hommes - Exercice 2023

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

La loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes a adopté plusieurs mesures visant à mettre en œuvre le principe de parité consacré dans la Constitution française.

Ainsi, les collectivités territoriales et leurs établissements publics de plus de 20 000 habitants, préalablement aux débats sur le projet de budget, doivent, par l'intermédiaire de leur exécutif, présenter un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la commune, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Le rapport est basé sur les effectifs permanents au 31 décembre 2022.

La répartition des agents est la suivante :

Catégorie		Femmes	Hommes	Total
Catégorie A	Titulaire	21	14	35
	Contractuel permanent	14	7	21
	Total	35	21	56
Catégorie B	Titulaire	40	9	
	Contractuel permanent	13	16	29
	Total	53	25	78
Catégorie C	Titulaire	196	69	265
	Contractuel permanent	1	1	2
	Total	197	70	267



AUXERRE

Total	Titulaire	257	92	349
	Contractuel permanent	28	24	52
	Total	285	116	401

1. Taux de féminisation

En 2022, à la ville d'Auxerre, le taux de féminisation pour l'ensemble des agents permanents est de 71 %. Les femmes représentent 74 % des effectifs permanents titulaires/stagiaires et 54 % des effectifs permanents contractuels.

83 % des agents recrutés sur emplois non permanents sont des femmes.

2. Répartition H/F par filières et statut

Il faut noter une très forte représentation des femmes au sein des filières sociale et médico-sociale (100%), administrative (87%), animation (82%), culturelle (65 %). En revanche, au sein des filières sportive et police, les femmes sont sous-représentées (respectivement 20 % et 11 %).

Ces chiffres sont assez stables par rapport à l'année précédente, hormis une légère progression sur la filière animation qui se féminise davantage.

3 . Répartition H/F selon la catégorie hiérarchique

A la ville d'Auxerre, 63 % des agents permanents de catégorie A sont des femmes (60 % au niveau national), elles représentent 69 % de la catégorie B (64 % au national) et 74 % de la catégorie C (60 % au niveau national). On note une hausse du pourcentage en cat B par rapport à l'année précédente. Leur part était de 59 % sur cette catégorie précédemment.

4. Postes à responsabilité

Sur l'ensemble des niveaux d'encadrement, le taux de féminisation est de 69 %, ce qui est très proche du taux de féminisation global. Le taux de féminisation pour les postes de direction est de 33 %. Il convient de rappeler que l'organisation des services est mutualisée avec la Communauté d'agglomération, de fait, le nombre de postes de direction est assez faible à la ville et n'est pas représentatif du fonctionnement de l'institution mutualisée.

Sur le niveau responsable de service, les femmes sont plus nombreuses que les hommes (61 % des postes). Cependant, l'effectif global étant à 71 % féminin, la proportion de postes de responsables occupés par les femmes est inférieure à leur part dans les effectifs. Les femmes constituent 87 % de l'effectif en filière administrative, pour autant les postes de responsables de service sont à 50 % occupés par des femmes.

En filière culturelle, elles représentent 65 % de l'effectif mais occupent 75 % des postes de responsables de service.

Aucun responsable de service de la filière technique n'est une femme alors que les femmes représentent 56 % de l'effectif total de cette filière.

Sur les postes d'encadrement de proximité, les femmes représentent 76 % de l'effectif, soit une part légèrement supérieure à l'effectif global des agents de la collectivité.

5. Le déroulement de carrière

76% des avancements de grade ont concerné des femmes, ce qui est supérieur à leur présence dans la



AUXERRE

collectivité (71 % de l'effectif titulaire est féminin). Le ratio d'avancements de grades rapporté à l'effectif est identique pour les femmes et les hommes (7%).

6. Le temps de travail

Pour rappel, en fonction des cadres d'emploi, il existe différentes durées hebdomadaires de référence, à savoir 35 heures pour la majorité des cas, 20 heures ou 16 heures pour certains cadres d'emploi de la filière culturelle.

Les conditions d'activité des emplois permanents :

- à temps complet : l'activité à temps plein, l'activité à temps partiel (choisi ou de droit) selon une quotité de travail comprise entre 50 % et 90 % du temps hebdomadaire de référence,
- à temps non-complet : il s'agit des emplois créés pour une durée inférieure à la durée hebdomadaire de référence.

A la ville d'Auxerre, 12 % des femmes fonctionnaires travaillent à temps partiel alors qu'aucun homme n'est à temps partiel. Parmi les contractuels sur emplois permanents, 2 hommes sont à temps partiel soit 14 % de l'effectif masculin ainsi que 2 femmes soit l'effectif féminin, soit 8% des femmes contractuelles sur emploi permanent à temps complet.

Globalement, la part des femmes agents permanents à temps partiel est de 12% et celle des hommes est de 2%.

78 % des postes à temps non complet de fonctionnaires sont occupés par des femmes.

Parmi les femmes, 19 % sont sur des postes à temps non complet tandis que les hommes sont pour 13% d'entre eux sur ces postes.

La part des temps non complets est particulièrement forte pour les femmes en filière technique. 46 % des postes du cadre d'emploi des adjoints techniques sont à temps non complet. Les femmes qui représentent 46 % de l'effectif de ce cadre d'emploi sont pour la moitié d'entre elles sur un poste à temps non complet. Ainsi, 97 % des postes d'adjoints techniques à temps non complet sont occupés par des femmes.

Les autres filières concernées par le travail à temps non complet sont notamment la filière culturelle (notamment les enseignants du Conservatoire) et la filière animation.

Les postes d'enseignants étant occupés à part égale par les hommes et les femmes, les femmes sont légèrement moins nombreuses à occuper des postes à temps non complet (45%).

7. La rémunération

La rémunération est un élément de la situation statutaire et réglementaire de l'agent ; elle est donc essentiellement déterminée en fonction de son statut, qui établit des règles communes à tous les agents placés dans la même situation.

Les éléments obligatoires (traitement indiciaire brut, indemnité de résidence, Supplément Familial de Traitement) sont calculés de façon identique quelle que soit la fonction publique d'appartenance.

Le régime indemnitaire, est fixé par l'assemblée délibérante, dans la limite de celui dont bénéficient les différents services de l'Etat. A la Ville d'Auxerre le régime indemnitaire varie en fonction des grades, métiers et responsabilités.

Enfin, les conditions d'attribution d'une Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) aux fonctionnaires territoriaux sont déterminées par des dispositions qui leur sont spécifiques.



A la ville d'Auxerre, pour les titulaires, dans la filière administrative, la rémunération brute moyenne des hommes est supérieure à celle des femmes de 2.2 % en catégorie A, de 24 % en catégorie B et 1.8 % en catégorie C. Au global sur la filière administrative, l'écart de rémunération est de 25.6 % en défaveur des femmes.

Dans la filière technique, la rémunération brute moyenne des hommes est supérieure 2.5 % à celle des femmes en catégorie B et de 13.4 % en catégorie C. Au global, l'écart de rémunération est de 17% en défaveur des femmes.

Sur la filière culturelle, la rémunération brute moyenne des hommes est supérieure à celle des femmes de 3.4% en catégorie A, elle est inférieure de 12.2 % en catégorie B, et supérieure de 7 % en catégorie C. Au global sur la filière culturelle, l'écart de rémunération est de 14 % en défaveur des femmes.

8. Le plan d'action égalité hommes /femmes

Par délibération n° 2021-032 du 25 mars 2021, le Conseil Municipal a adopté le plan d'action égalité hommes femmes pour la Ville d'Auxerre.

Il comporte plusieurs axes :

- La lutte contre les violences sexuelles et sexistes
- La veille sur l'égalité des rémunérations et des carrières
- La sensibilisation des encadrants et agents en matière d'égalité professionnelle
- La sécurisation des procédures de recrutement en termes de discrimination
- La recherche d'équilibre par sexe dans les recrutements
- L'élaboration d'une charte des temps
- La prise en compte de l'égalité professionnelle lors de la mise en place du télétravail

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De prendre acte de la présentation du rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes pour l'exercice 2023.

N° 2023-142

Objet : Régime indemnitaire du personnel - Actualisation

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

La délibération n° 2022-065 en date du 19 mai 2022 avait actualisé le régime indemnitaire des agents municipaux.

Le régime indemnitaire applicable aux agents de la ville d'Auxerre a été mis en place par délibération n°2004-250 du 16 décembre 2004, puis actualisé par délibérations n°2005-382 du 15 décembre 2005, n°2007-76 du 31 mai 2007, n°2007-208 du 20 décembre 2007, puis plus récemment par les délibérations n°2012-157 du 20 décembre 2012, n°2013-056 du 20 juin 2013, n°2013-156 du 5 décembre 2013, n°2016-137 du 27 octobre 2016 et n°2017-165 du 21 décembre 2017, 2018-080 du 21 juin 2018, 2018-110 du 27 septembre 2018, 2018-163 du 18 décembre 2018, 2019-163 du 19 décembre 2019, 2020-158 du 17 décembre 2020, n°2021-056 du 20 mai 2021, n°2021-142 du 7 octobre 2021, n°2022-165 du 19 mai 2022.



Vu le code général de la fonction publique, notamment son titre 1er, chapitre 1er, chapitres II, III, IV,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 2016-1916 du 27 décembre 2016 modifiant diverses dispositions de nature indemnitaire et le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Le régime indemnitaire est versé selon les conditions définies en comité technique. Le comité technique a été consulté en date du 27 octobre 2017, du 6 décembre 2017, du 29 mai 2018, du 13 septembre 2018, du 22 novembre 2018, du 21 novembre et du 28 novembre 2019, le 20 novembre 2020, le 27 novembre 2020 et le 4 décembre 2020, 12 mars 2021, 9 mai 2022.

Considérant qu'il convient de définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour chaque cadre d'emplois, le régime indemnitaire est attribué :

- aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- aux agents contractuels relevant des articles L 332-8 à L332-14 du code général de la fonction publique et occupant un emploi permanent au sein de la collectivité.

Les montants sont fixés pour un agent travaillant à temps complet et subiront un abattement en fonction du temps de travail.

Conformément au code général de la fonction publique, titre 1er, chapitre 4, section 3, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics fixent les régimes indemnitaires, dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'État. Ces régimes indemnitaires peuvent tenir compte des conditions d'exercice des fonctions et de l'engagement professionnel des agents. Lorsque les services de l'État servant de référence bénéficient d'une indemnité servie en deux parts, l'organe délibérant détermine les plafonds applicables à chacune de ces parts et en fixe les critères, sans que la somme des deux parts dépasse le plafond global des primes octroyées aux agents de l'État.

Les agents qui subissent une baisse de leur régime indemnitaire dans le cadre de la mise en place de nouvelles dispositions réglementaires, bénéficient à titre individuel du maintien du montant du régime indemnitaire dont ils bénéficiaient en application des dispositions réglementaires antérieures.

Article 1

I Le RIFSEEP

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE (indemnité de fonctions de sujétions et expertise) est librement défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par les textes. L'IFSE mise en place par la présente délibération est par principe exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir. Ce régime indemnitaire pourra en revanche être cumulé avec l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement), les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire (GIPA), les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...), la prime de



AUXERRE

responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel, les prestations d'actions sociales, le complément de rémunération.

CADRE GÉNÉRAL DU RIFSEEP

Il est instauré au profit des cadres d'emplois visés dans la présente délibération, une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) reposant sur une notion de groupe de fonctions dont le nombre sera défini pour chaque cadre d'emplois concerné sans pouvoir être inférieur à 1, et définis selon les niveaux d'encadrement.

Son attribution fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale notifié à l'agent.

Le régime indemnitaire versé au titre de l'IFSE est versé dans le respect des seuils et plafonds fixés par les différents décrets. Les agents bénéficiant d'un logement pour nécessité absolue de service bénéficient de plafonds minorés dans la limite de ceux prévus pour les fonctionnaires des corps de référence de L'État.

CONDITIONS DE VERSEMENT DE L'IFSE

L'IFSE fait l'objet d'un versement mensuel.

Le montant annuel de l'IFSE versé aux agents fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions, changement de groupe de fonctions, avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions,
- tous les 4 ans en l'absence de changement de fonction et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent,
- en cas de changement de cadre d'emplois suite à une promotion, ou réussite à un concours.

Cadre d'emplois des attachés et des directeurs d'établissement d'enseignement artistique

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de L'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant annuel maximal CIA
Groupe 1	DGS/DGA	36 210	22 310	6 390
Groupe 2	Directeur	32 130	17 205	5 670
Groupe 3	Chef de service	25 500	14 320	4 500
Groupe 4	Coordonnateur Chef équipe Cadre spécialisé Sans encadrement	20 400	11 160	3 600

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des ingénieurs



AUXERRE

Arrêté du 26 décembre 2017 pris pour l'application au corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	DGS/DGA/Directeur	36 210	22 310	6 390
Groupe 2	Encadrant	32 130	17 205	5 670
Groupe 3	Sans encadrement	25 500	14 320	4 500

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadre d'emploi des puéricultrices, cadres territoriaux de santé paramédicaux, et des infirmiers en soins généraux

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrant	19 480	3 440
Groupe 2	Sans encadrement	15 300	2 700

Cadre d'emplois des cadres territoriaux de santé infirmier et des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives :

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi d'inspecteur technique de l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi d'inspecteur technique de l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrant	25 500	4 500
Groupe 2	Sans encadrant	20 400	3 600



Cadre d'emplois des conseillers socio-éducatifs

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 pris en référence pour les conseillers territoriaux socio-éducatifs.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maximal annuel CIA
Groupe 1	Encadrants	19 480	3440
Groupe 2	Sans encadrement	15 300	2700

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadres d'emplois des conservateurs du patrimoine

Arrêté du 7 décembre 2017 pris pour l'application au corps des conservateurs du patrimoine relevant du ministère de la culture et de la communication des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 est pris en référence pour les conservateurs du patrimoine.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maximal annuel CIA
Groupe 1	DGS/DGA	46 920	25 810	8280
Groupe 2	Directeur	40 290	22 160	7110
Groupe 3	Chef de service	34 450	18 950	6080
Groupe 4	Coordonnateur Chef équipe Cadre spécialisé Sans encadrement	31 450	17 298	5550

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des conservateurs de bibliothèques

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des assistants spécialisés, des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat :

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maximal annuel CIA
Groupe 1	Directeur	34 000	6000
Groupe 2	Chef de service	31 450	5550



AUXERRE

Groupe 3	Coordo-chef spécialisé-sans encadrement	équipe-cadre	29 750	5250
----------	--	--------------	--------	------

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadres d'emplois des bibliothécaires et des attachés de conservation du patrimoine et des bibliothèques

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des assistants spécialisés, des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat :

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant annuel maximal CIA
Groupe 1	Encadrant	29 750	5250
Groupe 2	Sans encadrement	27 200	4800

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des assistants spécialisés, des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat :

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant annuel maximal CIA
Groupe 1	Encadrant	16 720	2280
Groupe 2	Sans encadrement	14 960	2040

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat



AUXERRE

Groupe de fonctions	de Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant annuel maximal CIA
Groupe 1	Encadrants	11 970	1630
Groupe 2	Sans encadrement	10 560	1440

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des éducateurs de jeunes enfants :

Arrêté du 17 décembre 2018 pris pour l'application au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Chef de service	14 000	1 680
Groupe 2	Coordonnateur Chef d'équipe	13 500	1 620
Groupe 3	Sans encadrement	13 000	1 560

Cadres d'emplois des rédacteurs territoriaux, des éducateurs des APS, des animateurs territoriaux

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux, les éducateurs des APS, les animateurs territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant annuel maximal CIA
Groupe 1	Chef de service	17 480	8 030	2 380
Groupe 2	Coordonnateur Chef d'équipe	16 015	7 220	2 185
Groupe 3	Sans encadrement	14 650	6 670	1 995

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents des cadres d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des techniciens :



AUXERRE

Arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application au corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	Chef de service	17 480	8 030	2 380
Groupe 2	Coordonnateur Chef d'équipe	16 015	7 220	2 185
Groupe 3	Sans encadrement	14 650	6 670	1 995

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture

Arrêté du 31 mai 2016 pris pour l'application à certains corps d'infirmiers relevant de la catégorie B des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrant	9 000	5 510	1230
Groupe 2	Sans encadrement	8 010	4 860	1090

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée

Cadres d'emplois des adjoints administratifs, des ATSEM, des opérateurs des APS, des adjoints d'animation, des adjoints techniques, des agents de maîtrise

Arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat



AUXERRE

Arrêté du 26 novembre 2014 pris pour l'application aux corps des adjoints administratifs du ministère de la défense des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux, les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles, les opérateurs des activités physiques et sportives, les adjoints territoriaux d'animation

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints techniques territoriaux et les agents de maîtrise territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant annuel maximal CIA
Groupe 1	Encadrants	11 340	7 090	1260
Groupe 2	Sans encadrement	10 800	6 750	1200

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadres d'emplois des adjoints du patrimoine

Arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints territoriaux du patrimoine.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maximal annuel CIA
Groupe 1	Encadrants	11 340	7 090	1260
Groupe 2	Sans encadrement	10 800	6 750	1200

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents des cadres d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

II Les autres régimes indemnitaires

Cadre d'emplois des professeurs d'enseignement artistique

- **l'indemnité de suivi et d'orientation** des élèves (ISO) dans les conditions définies par le décret n°93-55 du 15 janvier 1993 et l'arrêté ministériel de la même date.



AUXERRE

Le montant de la part fixe et de la part variable mensuelle est versée selon les montants définis en annexe 1.

Le montant de la part modulable annuel sera versé conformément à l'article 2 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des assistants d'enseignement artistique

- l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves (ISO) dans les conditions définies par le décret n°93-55 du 15 janvier 1993 et l'arrêté ministériel de la même date.

Le montant de la part fixe est affecté d'un coefficient de 1.

Le montant de la part modulable sera versé conformément à l'article 2 de la présente délibération.

Par dérogation au régime indemnitaire commun au cadre d'emplois et en cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, le maire peut décider par arrêté municipal d'attribuer :

- l'indemnité horaire d'enseignement dans les conditions prévues par le décret n°50-1253 du 6 octobre 1950. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des chefs de service de police municipale

- l'indemnité spéciale de fonction (ISF) des chefs de service de police municipale dans les conditions définies par le décret n°2000-45 du 20 janvier 2000 au taux moyen de 22 % du traitement brut indiciaire.

- l'indemnité d'administration et de technicité (IAT) dans les conditions fixées par le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002. Le montant de l'IAT est modulé en fonction des missions et des selon les annexes 2 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des agents de police municipale

- l'indemnité spéciale de fonction (ISF) des agents de police municipale dans les conditions définies par le décret n°2000-45 du 20 janvier 2000 aux taux moyens suivants :

- Gardien brigadier-chef principal : 20 % du traitement indiciaire brut
- Gardien brigadier : 20 % du traitement indiciaire brut

- une indemnité d'administration et de technicité (IAT) dans les conditions définies par le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002

Le montant de l'IAT est modulé en fonction des missions et des selon les annexes 2 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Hors filière

Les agents n'appartenant pas à un cadre d'emplois font l'objet d'un arrêté municipal fixant le régime indemnitaire en référence au grade équivalent à leurs missions.



Prise en compte de l'absentéisme

Pour les primes définies à l'article 1, conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010, les fonctionnaires et agents contractuels bénéficient du maintien des primes et indemnités, dans les mêmes proportions que le traitement, en cas de :

- congés annuels,
- congés de maladie ordinaire,
- congés pour accident de service/accident du travail et maladie professionnelle,
- congé de maternité, paternité ou adoption.

Ce système d'abattement ne s'applique pas aux primes versées au titre de l'article 2

Article 2 : le CIA et les primes de résultat liées à la façon de servir

- Cadre général

Ces primes sont liées à l'engagement professionnel et à la manière de servir. Elles sont versées dans la limite des textes applicables aux agents titulaires, stagiaires et contractuels à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, recrutés sur des emplois permanents ayant accompli au moins 6 mois de service au sein de la collectivité au cours de l'année n-1.

Le montant du CIA est versé selon la règle suivante :

- 1/3 du montant de la prime sera lié à l'absentéisme et abattu selon les règles ci dessous
- le montant annuel du CIA abattu après absentéisme sera lié à l'entretien annuel d'évaluation et abattu selon les règles définies en CTP

- Dispositif d'abattement du CIA et des primes liées à la façon de servir lié à l'absentéisme

Sont exclus du dispositif d'abattement : les congés maternité, d'adoption ou paternité, les arrêts consécutifs aux accidents du travail et de trajet, les maladies professionnelles, les absences syndicales, les absences pour événements familiaux ou autres autorisations d'absence.

Pour la prise en compte des jours d'absence, le niveau de la retenue est le suivant :

- Aucun abattement jusqu'au 7^{ème} jour d'absence
- 50 % du 8^{ème} au 28^{ème} jour d'absence cumulé, soit un abattement de 50 % du tiers de la prime
- 100 % au-delà du 29^{ème} jour d'absence cumulé, soit un abattement de 100 % du tiers de la prime

Il s'agit de jours calendaires cumulés. Le décompte s'effectue en fonction des arrêts de travail enregistrés sur l'année civile n-1.

- Modalités de versement :

Les CIA et les primes de résultat font l'objet d'un versement en une seule fois au mois de juin et ne seront pas reconductibles automatiquement d'une année sur l'autre. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail et de la période travaillée l'année n-1. En cas de temps partiel thérapeutique, le CIA sera proratisé au temps de présence.

Le montant de la prime lié à l'entretien d'évaluation est fonction de la valeur professionnelle dont a fait preuve l'agent. Il est déterminé tous les ans, pour l'année civile, après un entretien d'évaluation de l'année n-1 sur la base de 4 critères qui permettent de mesurer la valeur professionnelle de l'agent :



AUXERRE

- Critère 1 : Résultats professionnels et réalisation des objectifs
- Critère 2 : Compétences professionnelles et techniques
- Critère 3 : Qualités relationnelles
- Critère 4 : Capacité d'encadrement

La prime sera versée au prorata du temps de travail et de la période effectués au cours de l'année civile N-1. Les agents absents pour toutes les raisons de santé (y compris AT MP) devront avoir fait valoir au moins 6 mois de présence sur l'année civile N-1 pour bénéficier du versement du CIA.

Les agents absents moins de 6 mois sur l'année civile N-1 et absents pour l'évaluation professionnelle devront pouvoir y répondre avant le 31 mars de l'année N. Dans le cas contraire, la prime ne sera pas versée. Le non versement de la prime en année N ne peut donner lieu à un cumul en N+1.

Les agents quittant l'établissement de façon anticipée devront satisfaire l'obligation d'évaluation professionnelle pour percevoir la prime liée à la façon de servir en solde de tout compte. Dans ce cas de figure le temps de présence de 6 mois sur l'année civile n'est pas requis.

Ce temps de présence de 6 mois n'est pas non plus requis en cas de mutation d'agent permanent de la communauté de l'auxerrois à la ville d'Auxerre à la communauté de l'auxerrois.

Article 3

Le maire fixe individuellement les montants indemnitaires du personnel municipal et peut discrétionnairement déroger aux taux et coefficients fixés dans la présente délibération par arrêté municipal au regard notamment des fonctions occupées, de la manière de servir de l'agent, dans le respect des textes réglementant chacune des primes instituées par l'article 1.

Article 4

Les primes et indemnités sont versées aux fonctionnaires mensuellement sauf disposition expresse contenue dans la présente délibération.

Le versement est étendu aux agents non titulaires de droit public occupant un emploi permanent à condition que la durée de leur contrat soit supérieure à 6 mois. Si le contrat est conclu pour une durée supérieure à 6 mois, le régime indemnitaire est versé dès le premier mois.

Le régime indemnitaire des agents non titulaires est celui correspondant au grade de référence prévu dans le contrat.

Article 5

Conformément à l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984, les agents qui subissent une baisse de leur régime indemnitaire dans le cadre de la mise en place de nouvelles dispositions réglementaires, bénéficient à titre individuel du maintien du montant du régime indemnitaire dont ils bénéficiaient en applications des dispositions réglementaires antérieures.

Article 6 : les sujétions métiers

Ainsi peuvent être versées dans le cadre de la modulation individuelle des primes instituées par l'article 1 et sous réserve des maxims fixés par les décrets réglementant chacune de ces primes.



AUXERRE

Le montant du régime indemnitaire peut être majoré en fonction :

- des responsabilités exercées, telles que définies dans l'annexe 2 de la présente délibération. Cette prime est susceptible de concerner l'ensemble des agents, toutes catégories confondues, dès lors qu'ils occupent un emploi correspondant à l'un des niveaux de responsabilité.

- du métier exercé : annexe 3 . cette prime est versée aux agents de catégorie C

- de la gestion d'une régie : la prime peut être attribuée aux agents qui assurent, en tant que titulaire, les fonctions de régisseur d'avances et/ou de recettes. (annexe 4)

- de l'obligation d'assumer un coût financier pour l'entretien des tenues professionnelles qui sont mises à leur disposition : (annexe 5) . Les agents qui ouvrent droit à cette prise en charge continuent de percevoir la prime quand ils sont en congés, en récupération, en formation, en autorisation d'absence ou toute autre absence assimilée à un temps de travail effectif à l'exception des absences pour raison de santé. Toute absence pour raison de santé aura pour effet de réduire cette participation financière d'1/30ème par jour d'absence. Il peut également être procédé à la suspension de cette prime dans l'hypothèse où l'agent cesse d'entretenir sa tenue.

Il convient d'étendre le versement de cette prime entretien des tenues aux agents non titulaires recrutés sur des emplois non permanents. Cette prime est versée dès lors que l'agent est équipé d'une tenue nécessitant un entretien particulier (métiers annexe 5) et au prorata des heures travaillées.

Pour les agents mensualisés la prime est versée au mois le mois.

Pour les agents payés avec un mois de décalage, la première partie de la prime est versée avec les heures du mois du contrat du mois M. Le complément de la prime sera versée en rappel avec les heures du mois M payés en M+1.

Les saisonniers qui travaillent l'été ne peuvent prétendre au versement de cette prime.

Par ailleurs un abattement de la prime d'entretien des tenues sera effectué lorsque l'agent est en autorisation spéciale d'absence COVID plus de 5 jours sur le mois. L'abattement est réalisé en trentième.

Les agents qui perçoivent en application de ces barèmes un montant inférieur à celui qu'ils percevaient précédemment conservent à titre personnel le niveau de leur indemnité actuelle tant qu'ils occupent leur poste actuel.

Le versement de ces primes est mensuel, le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

Article 7

Les primes et indemnités seront revalorisées en fonction des textes en vigueur.

Article 8

Le complément de rémunération est versé au mois de novembre au prorata du temps de travail :

- à tous les agents titulaires et non titulaires recrutés sur des emplois permanents (sauf les collaborateurs de cabinet). Les agents susvisés ayant quitté la collectivité avant le mois de novembre percevront le complément de rémunération avec la dernière paye établie.

- à tous les agents non titulaires de droit public en activité recrutés sur des emplois non permanents à condition qu'ils effectuent au moins 10 heures de travail hebdomadaires ou 520 heures de travail annuelles.



Son montant individuel, porté à 946.65 euros bruts, non hiérarchisé, évolue automatiquement, chaque année, dans les mêmes proportions que la valeur du point de la fonction publique de l'année N-1.

Article 9 : Les indemnités d'astreinte

Conformément à la délibération n° 2005-374 du 15 décembre 2005, modifiée par délibérations n° 2006-74 du 13 avril 2006, n° 2006-178 du 14 septembre 2006, n° 2007-76 du 31 mai 2007 et n° 2007-208 du 20 décembre 2007, n°2013-156, n°2021-028, les indemnités d'astreinte sont maintenues.

Article 10

Sont maintenues les autres primes liées à des fonctions particulières telles que les indemnités de jurys d'examen ou concours.

Article 11

La liste des emplois ouvrant droit au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires est annexée à la présente délibération (Annexe 6)

Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Sont considérées comme heures supplémentaires, les heures de travail effectuées par un agent à la demande de son chef de service en dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail. Le cycle de travail est la période de référence sur la base de laquelle est organisé le travail. Le cycle est défini par service ou par fonction. La durée du cycle peut aller de la semaine à l'année de façon à ce que la durée du travail soit de 35 heures hebdomadaires sur l'année.

Seul le temps de travail effectif est pris en compte pour le calcul des heures supplémentaires, les sujétions ne sont pas comptabilisées.

Sont éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires le personnel communautaire dont le cadre d'emplois est éligible au versement de l'Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaire (IHTS) et étant amenés à réaliser une mission exceptionnelle. Est considérée comme mission exceptionnelle, toute activité liée à un événement exceptionnel et/ou non prévisible. La qualification du caractère exceptionnel de l'événement relève de la décision du Président. La liste des métiers ouvrant droit au paiement des heures supplémentaires est annexée à la présente délibération. Annexe 6.

Des sujétions de temps de travail peuvent être rémunérées, selon le barème suivant :

- Le travail le dimanche : 1 heure travaillée est comptée pour 1h 30 de temps de travail effectif
- La nuit en semaine entre 22 h et 7 : 1 heure travaillée est comptée pour 1h15 de travail effectif.
- La nuit du samedi au dimanche entre 22h et 7h : 1 heure travaillée est comptée pour 1h30 de temps de travail effectif.
- Les jours fériés : 1 heure travaillée est comptée pour 1h30 de travail effectif le samedi et le dimanche et pour 2h les lundi, mardi, mercredi jeudi et vendredi

Annexe 1 : régime indemnitaire lié au grade

Annexe 2 : primes liées aux niveaux de responsabilité

Annexe 3 : primes liées au métier



AUXERRE

Annexe 4 : primes liées aux régies

Annexe 5 : primes liées à l'entretien des tenues

Annexe 6 : liste des emplois ouvrant droit a

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'abroger la délibération n° 2022-065 portant actualisation du régime indemnitaire,
- D'autoriser le versement du régime indemnitaire telle que décrit dans la présente délibération,
- D'autoriser le maire à signer les actes à venir, en application de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 38
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

Mani CAMBEFORT demande quel est l'avis du comité social territorial parce qu'il n'est pas indiqué dans la délibération.

Carole CRESSON-GIRAUD répond qu'il a émis un avis est favorable.

N° 2023-143

Objet : Prime de pouvoir d'achat - Modalités de versement

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

Le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 a porté création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents de la fonction publique territoriale.

Pour être éligibles à la prime, les agents doivent :

- avoir été nommés ou recrutés par un employeur public à une date d'effet antérieure au 1er janvier 2023 ;
- être employés et rémunérés par un employeur public au 30 juin 2023 ;
- avoir perçu une rémunération brute ne dépassant pas 39 000 euros sur la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023 (soit 3.250 euros en moyenne par mois), sachant que la garantie individuelle de pouvoir d'achat (Gipa) et la rémunération issue des heures supplémentaires défiscalisées ne sont pas à prendre en compte.

La prime prévue est versée par l'employeur public qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023. Chaque employeur public, lorsque plusieurs employeurs publics emploient et rémunèrent l'agent au 30 juin 2023.

L'organe délibérant de la collectivité détermine le montant de la prime, sans toutefois pouvoir dépasser des plafonds, fixés en fonction d'un barème identique à celui qui s'applique à l'État et aux employeurs hospitaliers. Le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023.

Cette prime est cumulable avec toutes primes et indemnités perçues par l'agent.



Lorsque l'agent n'a pas été employé et rémunéré pendant la totalité de la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023, le montant de la rémunération brute est divisé par le nombre de mois rémunérés sur cette même période puis multiplié par douze pour déterminer la rémunération brute.

Lorsque plusieurs employeurs publics ont successivement employé et rémunéré l'agent au cours de la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par la collectivité, l'établissement qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023, corrigée pour correspondre à une année pleine.

Lorsque plusieurs employeurs publics emploient et rémunèrent simultanément l'agent au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par chaque collectivité, établissement, corrigée pour correspondre à une année pleine.

La collectivité a décidé de verser une prime de 300 euros bruts pour tout agent dont la rémunération brute ne dépasse pas 39 000 euros sur la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023. Le montant de la prime sera proratisé en fonction de la quotité de temps de travail de la période de référence.

La prime sera versée en une seule fois sur la paie du mois de décembre 2023.

Le comité social territorial a été consulté le 6 novembre 2023 et a émis un avis favorable.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser le versement de la prime inflation tel que décrit dans la présente délibération,
- D'autoriser le maire à signer les actes à venir, en application de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012.

Vote du conseil municipal :

- voix pour	: 38
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absents lors du vote	: 1 Philippe RADET.

N° 2023-144

Objet : Tableau de l'effectif réglementaire - Modification

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

Conformément aux dispositions de l'article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, « les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement »

L'effectif réglementaire du personnel de la Ville d'Auxerre doit être modifié pour tenir compte des mouvements de personnels ainsi que de l'évolution des fonctions et des besoins de la collectivité.

Les modifications portent en particulier sur les postes suivants :



Postes	GRADE	CATEGORIE	Création TC	Création TNC
Responsable sce Petite enfance	Attaché	A	1	
Apprentis			2	
Enseignant-e	ATEA ppal 2è	B		1
Enseignant-e	PEA	A	1	
Responsable structure petite enfance	Puéricultrice	A	1	

Les postes pourront être pourvus par voie statutaire ou à défaut par voie contractuelle. Les recrutements par voie contractuelle sur le fondement de l'article L 332-8 du Code Général de la Fonction Publique répondent à la notion des besoins du service afin d'assurer la continuité du service public. La rémunération sur ces postes sera établie en référence au grade défini au tableau, à l'échelon relatif à l'ancienneté de l'agent et au régime indemnitaire en vigueur au sein de l'institution.

Le comité social territorial a été consulté le 6 novembre 2023 et a émis un avis favorable.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver l'effectif réglementaire tel qu'il apparaît dans le tableau ci-joint,
- D'autoriser le Maire à signer tous actes à intervenir, en application de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires au financement des dépenses de personnel correspondant aux effectifs autorisés sont inscrits au budget, au chapitre 012.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 38
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

N° 2023-145

Objet : Modalités de remboursement des frais de déplacement des agents municipaux - Actualisation

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

Par délibérations n°2019-118 du 3 octobre 2019, et n° 2020-098 du 24 septembre 2020, le conseil municipal a fixé les modalités de remboursement des frais de déplacement.

Suite à la modification de l'arrêté ministériel fixant les taux de prise en charge, il convient d'actualiser les modalités applicables à la Ville d'Auxerre.

Les personnels territoriaux peuvent être amenés à se déplacer pour des besoins de service hors de leur résidence administrative et hors de leur résidence familiale à l'occasion d'une mission, d'une formation, d'un concours, d'une préparation à concours, d'une tournée ou d'un intérim ou de rendez-vous médicaux obligatoires. Dans ce cas, ils peuvent prétendre au remboursement de leurs frais.



Les frais occasionnés par les déplacements sont à la charge de la collectivité pour le compte de laquelle le déplacement est effectué. Les frais de déplacement sont dus dès lors qu'ils sont engagés conformément aux dispositions des décrets applicables et dès lors que le remboursement est autorisé.

Les règles applicables sont, pour l'essentiel, les règles applicables aux personnels de l'Etat auxquels renvoie le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001. Le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 est venu modifier le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État.

Il est rappelé qu'est considéré comme un agent en mission, l'agent en service qui, muni d'un ordre de mission pour une durée totale ne pouvant excéder douze mois, se déplace pour l'exécution du service hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale.

Un agent en stage est celui qui suit une action de formation initiale ou qui se déplace, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale, pour suivre une action de formation continue organisée par l'administration ou à son initiative en vue de la formation professionnelle.

L'ordre de mission est l'acte par lequel la collectivité autorise l'agent à effectuer un déplacement, pendant son service. Cette autorisation permet à l'agent de bénéficier du remboursement des coûts générés par le déplacement.

La réglementation fixe un cadre général mais donne compétence aux organes délibérants des collectivités pour fixer certaines modalités de remboursement et pour moduler les montants des indemnités.

Les modalités de remboursement des frais de déplacement ont été présentées au CTP du 13 mars 2020.

Il est proposé d'actualiser les modalités particulières de règlement des frais occasionnés par les déplacements du personnel de la façon suivante :

1. LES DEPLACEMENTS POUR LES BESOINS DU SERVICE

Compte tenu des engagements de la collectivité dans la démarche de développement durable qui passe notamment par la réduction des gaz à effets de serre émis dans le cadre des déplacements professionnels, les déplacements pour les besoins du service se font par ordre de priorité :

- par l'utilisation des transports en commun ou modes de déplacements doux,
- par recours au covoiturage.
- par l'utilisation des véhicules de service,

Toutefois, sur autorisation de l'autorité territoriale un agent peut être autorisé à utiliser son véhicule personnel lorsque l'intérêt du service le justifie.

Lorsque l'agent utilise son véhicule personnel, il doit avoir souscrit une extension d'assurance couvrant de manière illimitée sa responsabilité au titre de tous les dommages éventuellement occasionnés lors de l'activité professionnelle. Cette obligation, bien qu'occasionnant une dépense supplémentaire, ne peut être prise en charge par la collectivité. Il en va de même pour les impôts et taxes acquittés par l'agent pour son véhicule.



AUXERRE

Seuls seront pris en charges les frais occasionnés par un déplacement dûment autorisé par un ordre de mission.

A l'intérieur de la résidence administrative, les frais d'utilisation du véhicule personnel pour des déplacements professionnels seront remboursés sur la base d'indemnités kilométriques fixées par arrêté ministériel calculées sur la base de la distance séparant la résidence administrative des autres lieux d'activité.

Hors de la résidence administrative, ces frais seront remboursés au forfait SNCF sur la base des kilomètres théoriques séparant la résidence administrative du lieu de déplacement.

Par ailleurs, en cas d'utilisation d'un moyen de transports en commun, le remboursement interviendra sur production des titres de transport.

En cas de recours à un système de covoiturage organisé, le remboursement s'effectue sur la base de la dépense réellement engagée par l'agent utilisateur et sur production d'un justificatif de paiement.

2. LES TAUX DES FRAIS DE REPAS ET DES FRAIS D'HEBERGEMENT

L'arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux d'indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixe les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Cet arrêté prévoit :

- un remboursement forfaitaire de 20 € par repas.
- un remboursement forfaitaire des frais d'hébergement à raison de 90 euros. La nuitée dans les grandes villes (communes dont la population légale est égale ou supérieure à 200 000 habitants) et communes de la métropole du Grand Paris sera remboursée à hauteur de 120 euros, et 140 euros pour la nuitée dans la commune de Paris.

Les repas susceptibles d'être remboursés doivent impérativement être pris entre 11h et 14h ou entre 18h et 21h.

Le paiement de ces indemnités interviendra sur présentation de justificatifs de dépenses.

3. LES TAUX DE L'INDEMNITE DE STAGE

L'assemblée territoriale indique que les frais de transport sont pris en charge selon les mêmes modalités que les frais de déplacement traditionnels ; toutefois, dans l'éventualité où l'organisme de formation assurerait un remboursement même partiel des frais de déplacement, un remboursement complémentaire de la part de la collectivité ne pourra être effectué.

4. LES FRAIS DE DEPLACEMENT LIES A UN CONCOURS OU A UN EXAMEN PROFESSIONNEL

L'agent peut prétendre au remboursement des seuls frais de transport lorsqu'il est appelé à se présenter aux épreuves d'admissibilité ou d'admission d'un concours, d'une sélection ou d'un examen professionnel de la fonction publique territoriale hors de la résidence administrative et familiale. Les frais de transport peuvent être remboursés dans la limite d'un aller-retour par année civile.



AUXERRE

Pour les concours, deux déplacements peuvent s'avérer nécessaires pour une même opération, un premier déplacement pour les épreuves d'admissibilité puis un deuxième déplacement si l'agent est autorisé à participer aux épreuves d'admission au concours. Les collectivités locales peuvent prendre en charge les frais de transport résultant de ces deux déplacements. Lorsque les épreuves d'admission et d'admissibilité d'un concours se déroulent sur deux années, le concours constituerait une opération rattachée à la première année.

Il est proposé de retenir ce principe étant précisé que, en toute hypothèse un même agent bénéficiera de la prise en charge d'une seule opération (concours ou examen) par année civile.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'abroger la délibération n° 2020-098 portant actualisation de remboursement des frais de déplacement,
- D'autoriser le remboursement des frais de déplacement tel que décrit dans la présente délibération à compter de novembre 2023,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 38
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

Mani CAMBEFORT demande si ce dispositif est également applicable aux agents du Cabinet du Maire.

Crescent MARAULT répond qu'il concerne tous les agents et que les agents du Cabinet sont des agents comme les autres.

N° 2023-146

Objet : Modalités de remboursement des frais de déplacement des élus municipaux - Actualisation

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

La délibération n°2022-040 en date du 31 mars 2022 a défini les modalités de remboursement des frais de déplacement.

L'arrêté du 20 septembre 2023 a modifié l'arrêté du 3 juillet 2006 qui fixe le taux des indemnités de mission. Il convient d'actualiser les montants des remboursements.

Selon l'article L. 2123-18-1 du Code général des collectivités territoriales, les membres du conseil municipal peuvent bénéficier du remboursement des frais de transport et de séjour qu'ils ont engagés pour se rendre à des réunions dans des instances ou organismes où ils représentent la commune, lorsque la réunion a lieu hors du territoire de celle-ci.

Les membres du conseil municipal peuvent bénéficier du remboursement des frais de transports et de séjour lorsqu'ils suivent des formations, dans le cadre prévu par la délibération n° 2020-124 en date du 16 novembre 2020.



AUXERRE

Les élus municipaux peuvent également prétendre, conformément à l'article L. 2123-18 du Code général des collectivités territoriales, au remboursement de frais nécessités par l'exécution d'un mandat spécial. Dans le cadre du mandat spécial, une délibération est prise afin de permettre le remboursement des frais.

Les règles applicables sont, pour l'essentiel, les règles applicables aux personnels de l'Etat auxquels renvoie le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001. Le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 est venu modifier le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État.

Ainsi, les remboursements s'effectuent selon les principes suivants :

Seuls seront pris en charges les frais occasionnés par un déplacement dûment autorisé par un ordre de mission et une délibération dans le cadre du mandat spécial.

A l'intérieur de la résidence administrative, les frais d'utilisation du véhicule personnel pour des déplacements professionnels seront remboursés sur la base d'indemnités kilométriques fixées par arrêté ministériel calculées sur la base de la distance séparant la résidence administrative des autres lieux d'activité.

Hors de la résidence administrative, ces frais seront remboursés au forfait SNCF sur la base des kilomètres théoriques séparant la résidence administrative du lieu de déplacement.

Par ailleurs, en cas d'utilisation d'un moyen de transports en commun, le remboursement interviendra sur production des titres de transport.

En cas de recours à un système de covoiturage organisé, le remboursement s'effectue sur la base de la dépense réellement engagée par l'élu utilisateur et sur production d'un justificatif de paiement.

Pour la fonction publique d'Etat un arrêté ministériel du 3 juillet 2006 modifié fixe les taux forfaitaires de prise en charge.

Cet arrêté prévoit :

- un remboursement forfaitaire de 20 € par repas.
- un remboursement forfaitaire des frais d'hébergement à raison de 90 euros. La nuitée dans les grandes villes (communes dont la population légale est égale ou supérieure à 200 000 habitants) et communes de la métropole du Grand Paris sera remboursée à hauteur de 120 euros, et 140 euros pour la nuitée dans la commune de Paris.

Les repas susceptibles d'être remboursés doivent impérativement être pris entre 11h et 14h ou entre 18h et 21h.

Le paiement de ces indemnités interviendra sur présentation de justificatifs de dépenses.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'abroger la délibération n° 2022-040 portant modalités de remboursement des frais de déplacement des élus,
- D'autoriser le remboursement des frais de déplacement tel que décrit dans la présente délibération à compter de novembre 2023,



- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012.

Vote du conseil municipal :

- voix pour	: 38
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absents lors du vote	: 1 Philippe RADET.

N° 2023-147

Objet : Astreintes - Actualisation du dispositif

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

Les astreintes ont été mises en place par la délibération n°2005-374 du 15 décembre 2005, modifiée par délibérations n° 2006-74 du 13 avril 2006, n° 2006-178 du 14 septembre 2006, n° 2007-76 du 31 mai 2007 et n°2007-208 du 20 décembre 2007, n°2013-156 du 5 décembre 2013, n°2021-028 du 25 mars 2021.

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail.

Il convient d'étendre le dispositif d'astreinte aux services de la direction de la cohésion sociale et du temps de l'enfant.

Le dispositif d'astreinte permet, à tout moment, de pouvoir répondre à des sollicitations de nature à justifier une intervention de l'administration de la ville d'Auxerre ou de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois en dehors des horaires habituels d'ouverture des bureaux.

Concernant la petite enfance, une astreinte est mise en place le dimanche. Elle concerne, à tour de rôle, les responsables des structures petites enfance.

Lors de l'astreinte, ils sont chargés de :

- réceptionner les appels des agents qui pourraient être absents le lundi,
- d'actualiser le suivi du planning en fonction des absences,
- de contacter d'autres agents pour réaliser les remplacements

Cette astreinte vise donc à garantir l'ouverture des structures petite enfance dans le respect des taux d'encadrement.

Pour le service des centres de loisirs et accueil périscolaire, l'astreinte est mise en place suite à la déclaration des directrices comme référentes pour assurer la coordination des accueils déclarés en multi-sites. Pour être en conformité avec la réglementation elles devaient être joignables sur l'ensemble des accueils périscolaires. Elles sont équipées de téléphones mobiles pour être joignables.

Pour le service des centres de loisirs et accueil périscolaire, l'astreinte concerne les directeurs/trices des centres de loisirs de 11h30 à 14h00 et le/la responsable du service CLAP sera d'astreinte de 7h00 à 9h00. Ces astreintes ont lieu les lundis, mardis, jeudis et vendredis pendant les périodes scolaires.



Cette astreinte permet de répondre à l'obligation légale.

Les agents qui exercent l'astreinte décisionnelle bénéficient d'une indemnité d'un montant brut fixé par le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale. Les montants sont fixés par les arrêtés ministériels du 14 avril 2015 et du 3 novembre 2015. En cas d'évolution réglementaire de ces montants, la collectivité appliquera les nouveaux montants définis.

L'extension du dispositif des astreintes a été présenté au comité social territorial le 06 novembre 2023.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter les modalités d'organisation de l'astreinte comme indiquées ci-dessus,
- D'autoriser le maire à signer les actes à venir, en application de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012.

Vote du conseil municipal :

- voix pour	: 38
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absents lors du vote	: 1 Philippe RADET.

Mani CAMBEFORT demande quel est l'avis du comité social territorial parce qu'il n'est pas indiqué dans la délibération.

Carole CRESSON-GIRAUD répond qu'il a émis un avis est favorable.

N° 2023-148

Objet : Règlement intérieur des instances communales - Actualisation

Rapporteur : Crescent MARAULT

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-8 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le règlement intérieur du Conseil municipal a été adopté par délibération n°2020-164 en date du 17 décembre 2020.

Toutefois et en accord avec l'article 36 dudit règlement intérieur, « le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du maire ou d'un quart des membres en exercice de l'assemblée communale ».

Ainsi, il est proposé par le Maire de la Ville d'Auxerre de modifier l'article 35 relatif à la modulation des indemnités des élus.

De sorte qu'il dispose désormais que « *Les indemnités de fonction que le conseil municipal alloue à ses membres sont modulées en fonction de leur participation effective aux séances plénières et aux réunions des commissions dont ils sont membres. Les instances concernées sont : le conseil municipal, la municipalité, la commission d'appel d'offres, la commission consultative des services publics locaux et les commissions de délégation de service public. Les absences sont calculées par trimestre. A partir de 2 absences dans le même trimestre, une réfaction de 10 % sera calculée sur la prochaine indemnité mensuelle. 20 % pour 3 absences. 30 % pour 4. Et ainsi de suite. Les élus présents mais arrivés avec plus de 30 minutes de retard par rapport à*



AUXERRE

l'horaire de la convocation seront considérés comme absents. Les absences justifiées par une autre convocation au sein d'une instance où l'élu représente la commune (conseils d'école, associations ou établissements publics dont la commune est membre...), ne sont pas prises en compte pour le calcul de la réfaction. Il en est de même des absences justifiées d'un arrêt médical. »

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver la version modifiée du règlement intérieur du Conseil Municipal annexée à la présente délibération et d'abroger la délibération n°2020-164 portant approbation du précédent règlement intérieur du conseil municipal ;

- D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 36
 - voix contre : 0
 - abstentions : 2 Florence LOURY, Denis ROYCOURT
 - n'a pas pris part au vote : 0
 - absents lors du vote : 1 Philippe RADET.

Bruno MARMAGNE demande si des déclarations sur l'honneur pourraient être prises en compte pour ceux qui ne disposent pas de médecin traitant.

Crescent MARAULT répond que cela n'est pas possible.

Isabelle POIFOL-FERREIRA demande ce qui est prévu pour les élus qui ne viennent jamais au conseil municipal.

Crescent MARAULT répond que certains siègent au conseil municipal et ne vont pas aux commissions

Mathieu DEBAIN fait remarquer qu'il n'a jamais vu Ruscain NDOMBASI siéger au conseil municipal.

Carole CRESSON-GIRAUD répond qu'il était présent lors des conseils qui se tenaient en visioconférence pendant le COVID.

N° 2023-149

Objet : Acte de gestion courante - Compte rendu

Rapporteur : Crescent MARAULT

Par délibération n° 2022-095 en date du 30 juin 2022, le conseil municipal a donné délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour assurer diverses tâches de gestion courante, telles qu'énumérées à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du même Code, le Maire rend compte au conseil municipal des décisions prises telles qu'énumérées ci-après.

Le conseil municipal prend acte des décisions prises ci-dessous.

Décisions du Maire :

Numéro	Date	Objet
--------	------	-------



AUXERRE

2023-DIEPP-032	02/11/23	Portant demande de financement pour la réalisation d'une fouille archéologique préventive – travaux d'aménagement de la place du Maréchal Leclerc à Auxerre auprès du ministère de la culture au titre du FNAP à hauteur de 241 607,62 € sur un montant total de 483 215,25 €.
2023-DF-026	04/09/23	Portant réalisation d'un prêt d'un montant de 1 481 577 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour le financement de l'opération de réhabilitation thermique du Centre Vaulabelle sur une durée de 25 ans, au taux de 0,40 %, amortissement prioritaire, périodicité trimestrielle et commission d'instruction à 0,06 % du montant du prêt.
2023-DF-027	28/09/23	Portant tarification de l'adhésion aux accueils collectifs de mineurs au sein des espaces d'accueil et d'animation de la ville d'Auxerre au prix de 5 euros annuels.
2023-DRJH-006	19/09/23	Portant acceptation d'un don de 4 ouvrages de la ville de Gien.

Conventions :

Numéro	Date	Objet
2023-293	20-sept	Convention de mise à disposition à titre gracieux de la salle polyvalente de Laborde et du groupe scolaire de Laborde avec l'association Patronage Laïque Paul Bert pendant les vacances scolaires du 4 septembre 2023 au 31 décembre 2024 pour l'organisation d'activités et d'animation à destination des enfants de 3 à 15 ans.
2023-294	20-sept	Convention de mise à disposition à titre gracieux de la salle polyvalente de Laborde avec le Comité des fêtes de Laborde et de la Tour Coulon pour organiser des animations pour le hameau du 4 septembre 2023 au 31 décembre 2024.
2023-295	20-sept	Convention de mise à disposition à titre gracieux de la salle polyvalente de Laborde avec l'association Rallye Trompes au Cerf Roy pour organiser des cours de trompe de chasse du 4 septembre 2023 au 31 décembre 2024.
2023-296	20-sept	Convention de mise à disposition à titre gracieux de la salle polyvalente de Laborde avec l'association Bien vivre à Laborde et à la Tour Coulon pour organiser des activités de gymnastique et de fitness du 4 septembre 2023 au 31 décembre 2024.
2023-297	27-sept	Convention de mise à disposition de locaux avec le Club vert AAEP pour la mise à disposition de la salle de squash le 26 octobre 2023 au tarif de 40 €.
2023-298	27-sept	Convention de prestation de services avec Monsieur Jean-Claude MESLAINE pour la réalisation d'une exposition sur le thème des JO Paris 2024 à l'EAA des Hauts d'Auxerre pour un montant de 1 200 € les 12



AUXERRE

		séances du 22 septembre au 22 décembre 2023.
2023-299	27-sept	Convention de prestation de services avec Unis vers l'Art pour l'organisation d'activités "Soutenir et renforcer la fonction parentale sur le territoire" au sein de l'EAA La Confluence les 20/09, 18 et 25/10, 3 et 22/11 et 13/12 2023 pour un montant de 660 € les 6 séances.
2023-300	27-sept	Convention de mise à disposition de la salle omnisports du complexe sportif Serge Mesones les jeudis du 24 août 2023 au 5 juillet 2024 avec l'association AS Héry Basket, à titre gracieux.
2023-301	27-sept	Convention de prestation de service avec Dan Tian pour l'organisation de cours de Tai Chi au gymnase des Rosoirs les 23 et 26 octobre 2023 au tarif de 40 € la séance.
2023-302	27-sept	Convention de prestation de service avec l'association PARKOUR Auxerre pour l'organisation d'activités sportives à l'EAA la Boussole le 23 octobre 2023 au tarif de 40 € la séance.
2023-303	27-sept	Convention de prestation de service avec l'association Patronage Laïque Paul Bert pour l'organisation d'activités sportives à l'EAA la Boussole du 23 au 27 octobre 2023 au tarif de 40 € la séance.
2023-304	27-sept	Convention de mise à disposition du stade des Brichères avec Envol Rive Droite les mercredis du 4 septembre 2023 au 5 juillet 2024 pour l'organisation d'activités sportives à titre gracieux.
2023-305	27-sept	Convention de mise à disposition du gymnase Bienvenu Martin avec Empreintes les mardis du 4 septembre 2023 au 5 juillet 2024 pour l'organisation d'activités sportives à titre gracieux.
2023-306	02-oct	Contrat de Cession de spectacle avec l'association BE ONE dans le cadre de l'animation musicale "Bal des coquins" organisé le 2 novembre 2023 à l'espace du Pôle Rive Droite pour un montant de 1000 €.
2023-307	02-oct	Contrat de prestation de services avec le Centre de gestion de l'Yonne pour du traitement d'archives pour un montant de 4 900 euros.
2023-308	04-oct	Convention de prestation de service avec GITE A COLIN pour l'organisation de l'action "Alors on cuisine" le 13 octobre 2023 à l'EAA La Boussole pour un montant de 300 €.
2023-309	04-oct	Convention de mise à disposition à titre gracieux des locaux de l'EAA l'Alliance avec la CAF de l'Yonne pour l'organisation d'une formation les 2 et 3 octobre 2023.
2023-310	04-oct	Convention de mise à disposition à titre gracieux des locaux de l'EAA l'Alliance avec la CAF de l'Yonne pour l'organisation d'un séminaire et d'un repas le 23 novembre 2023.



AUXERRE

2023-311	04-oct	Convention de mise à disposition des locaux de l'EAA la Boussole avec l'association UTR CFDT Maison des syndicats pour l'organisation de l'assemblée générale le 22 janvier 2024 pour un montant de 55 €.
2023-312	04-oct	Convention de mise à disposition à titre gracieux des locaux de l'EAA la Boussole avec l'association Ecole des Piedalloues pour l'organisation d'activités de lecture le 18 janvier 2024.
2023-313	04-oct	Convention de mise à disposition des locaux du conservatoire de musique et de danse à titre gracieux avec l'Association Compagnie Oiseau Lyre les 22/10, 18/11, 19/11 et 10/12 2023.
2023-314	04-oct	Convention de mise à disposition d'un intervenant du conservatoire de musique et de danse auprès de l'école des Clairions pour des activités artistiques au cours de l'année scolaire 2023/2024.
2023-315	04-oct	Convention de mise à disposition des installations sportives de la ville avec le lycée agricole de La Brosse pour la durée de l'année scolaire 2023/2024 au tarif horaire de 13 € pour les installations couvertes et de 7 € pour les installations de plein air.
2023-316	04-oct	Convention de mise à disposition des installations sportives de la ville avec le lycée Albert Schweitzer pour la durée de l'année scolaire 2023/2024 au tarif horaire de 13 € pour les installations couvertes et de 7 € pour les installations de plein air.
2023-317	04-oct	Convention de mise à disposition des installations sportives de la ville avec le lycée Jean-Joseph Fourier pour la durée de l'année scolaire 2023/2024 au tarif horaire de 13 € pour les installations couvertes et de 7 € pour les installations de plein air.
2023-318	04-oct	Convention de mise à disposition des installations sportives de la ville avec le lycée des métiers Vauban pour la durée de l'année scolaire 2023/2024 au tarif horaire de 13 € pour les installations couvertes et de 7 € pour les installations de plein air.
2023-319	04-oct	Convention de mise à disposition des installations sportives de la ville avec le lycée Jacques Amyot pour la durée de l'année scolaire 2023/2024 au tarif horaire de 13 € pour les installations couvertes et de 7 € pour les installations de plein air.
2023-320	05-oct	Convention portant occupation du domaine public pour la mise en place de repères de crues, échelles limnétiques et panneaux pédagogiques associés.
2023-321	09-oct	Convention avec l'académie de Dijon pour la mise à disposition d'intervenants extérieurs pour l'école Rive Droite pour l'organisation d'activités d'escalade, de jeux d'opposition, de vélos et de canoë kayak pendant l'année scolaire 2023/2024.



AUXERRE

2023-322	17-oct	Convention avec l'Association Mouv'Art pour mise à disposition de locaux à l'EAA la Confluence le 20/10/23 de 10h à 15h pour une assemblée générale au tarif de 55euros.
2023-323	17-oct	Convention avec l'association Repair Café pour la mise à disposition de locaux à l'EAA la confluence le 27/01/24; la Boussole le 31/08/24, les hauts d'Auxerre/la Ruche le 30/11/24 pour des ateliers réparation objets en panne ou cassés à titre gracieux.
2023-324	17-oct	Convention avec l'association Vivre l'Auxerrois à l'EAA l'Alliance le 12 octobre de 19h à 21h30 pour une réunion publique à titre gracieux.
2023-325	17-oct	Convention avec le lycée- collège St Joseph de mise à disposition des équipement et installations sportives durant la période scolaire du lundi au vendredi de 8h à 18h et le samedi de 8h à 12h au tarif de 13euros/heure pour les équipements sportifs couverts et de 7 euros/heure pour les équipements de plein air.
2023-326	26-oct	Convention de mise à disposition de locaux avec l'associations sportive du lycée agricole de Champs au stade nautique, le tarif horaire est fixé à 60 € par le nombre d'heures réservées.
2023-327	26-oct	Convention relative à l'utilisation du gymnase de l'Ogec Saint Joseph afin d'accueillir le HBCA les mardis de 18h à 21h et les vendredis de 18h30 à 21h30au tarif horaire de 16 euros.
2023-328	27-oct	Convention de mise à disposition d'un dispositif mobile des recueils des données pour les demandes de CNI avec la Préfecture.
2023-329	27-oct	Convention de partenariat avec l'AIDA pour une prestation publique le 21 novembre 2023 au foyer bar du théâtre.

Locations de salles :

NUMERO	SEPTEMBRE	UTILISATEUR	TARIF €	OBJET	LIEU
2023-2584	2, 3	Particulier	241	Evènement familial	Salle de Laborde
2023-2586	2,3	Particulier	152	Evènement familial	Salle de Vaux
2023-2585	2, 3	Particulier	130	Evènement familial	Salle des Chesnez
2023-2608	6, 29	Direction de la PJJ	101,53	Réunion	Passage Soufflot
2023-2611	8, 22, 29	Direction des Solidarités	66,25	Réunion	Passage Soufflot
2023-2588	9	Sté Fouilles archéologiques	23,54	Réunion	Maison Paul Bert
2023-2587	9, 10	Particulier	227	Evènement familial	Salle de Rive droite
	9, 10	Association Handisport d'Auxerre		Réunion, gratuité association	Salle de St Siméon



AUXERRE

				conventionnée	
2023-2593	14	ADMD	10,6	Réunion	Passage Soufflot
2023-2594	15	PS fédération Yonne	20,25	Réunion	Maison Paul Bert
2023-2592	15	Parti ouvrier	27,56	Réunion	Maison Paul Bert
2023-2589	16,17	Particulier	227	Évènement familial	Salle de Rive droite
2023-2590	16, 17	Association Passerelle	55	Réunion	Salle de Ste Geneviève
2023-2591	16, 17	Particulier	152	Évènement familial	Salle de Vaux
2023-2609	18, 25	AVF	38,48	Cours de danses	Passage Soufflot
2023-2598	19	Particulier	24,38	Réunion	Passage Soufflot
2023-2610	20,27	Association Talentides	63,38	Cours de yoga	Passage Soufflot
2023-2599	21	Association Ateliers alternatifs Psyrates	32	Tests psychotechniques	Passage Soufflot
2023-2595	23, 24	Particulier	241	Évènement familial	Salle de Laborde
2023-2596	23, 24	Association Relais Enfants-Parents	85	Réunion	Salle de Ste Geneviève
2023-2597	23, 24	Particulier	152	Évènement familial	Salle de Vaux
2023-2604	26	Century 21	152	AG de copropriété	Passage Soufflot
2023-2605	28	Association départementale des Francas	25,65	Réunion	Passage Soufflot
2023-2606	28	LPO	22,6	Réunion	Passage Soufflot
	30	Association Parkins'Yonne - à titre gracieux		Réunion	Maison Paul Bert
	30,1	Amicale des policiers auxerrois - à titre gracieux		Réunion	Salle des Piedalloues
2023-2600	30, 1	Particulier	241	Évènement familial	Salle de Laborde
2023-2602	30,1	Club de plongée	85	Réunions	Salle de St Siméon
2023-2601	30,1	Particulier	141	Évènement familial	Salle des Chesnez
2023-2603	30,1	Particulier	130	Évènement familial	Salle des Rosoirs



AUXERRE

2023-2607	mois	CNFPT	1 744,80	Formations	Maison Paul Bert
Total			4 612,02		

NUMERO	OCTOBRE	UTILISATEUR	TARIF €	OBJET	LIEU
2023-2615	2,3, 4	CNFPT	199,73	Formations	Passage Soufflot
2023-2617	2	Square Habitat	18,55	AG de copropriété	Passage Soufflot
2023-	2,9,16,23,30	AVF		Cours de danses	Passage Soufflot
	3,10,17	IREPS BFC -à titre gracieux		Réunion	Passage Soufflot
	5,6,12,13,19,20,26,27	Formation sport 89 - à titre gracieux		Formations	Passage Soufflot
2023-2629	6,20	Direction des Solidarités	45,05	Réunion	Passage Soufflot
2023-2630	5,6,20	Association Ateliers alternatifs Psyrates	91,2	Tests psychotechniques	Passage Soufflot
2023-2612	7,8	Particulier	227	Événement familial	Salle de St Siméon
2023-2613	7,8	Association En Avant Auxerre	85	Réunion	Salle des Rosoirs
2023-2614	7,8	Association Passerelle	55	Réunion	Salle de Ste Geneviève
2023-2616	7,8	Particulier	306	Événement familial	Salle de Vaux
2023-2624	4,11	Association Photo club	38,93	Réunion	Soufflot+Maison Paul Bert
2023-2623	14	Monsieur Provence	47,08	Conférence	Maison Paul Bert
2023-2618	14,15	Particulier	241	Événement familial	Salle de Laborde
2023-2619	14,15	Particulier	227	Événement familial	Salle de Rive droite
2023-2621	14,15	Particulier	95	Événement familial	Salle de St Siméon
2023-2620	14,15	Particulier	130	Événement	Salle des Rosoirs



AUXERRE

				familial	
2023-2631	18	La gauche qui ne renonce pas	14,13	Réunion	Maison Paul Bert
2023-2622	14,15	Particulier	152	Événement familial	Salle de Vaux
2023-2632	19	AVF	21,38	Réunion	Passage Soufflot
2023-2628	21,22	Particulier	152	Événement familial	Salle de Vaux
2023-2627	21,22	Particulier	130	Événement familial	Salle des Rosoires
2023-2626	21,22	Particulier	227	Événement familial	Salle de St Siméon
2023-	24	Nexity		AG de copropriété	Passage Soufflot
	28	Association Parkins'Yonne - à titre gracieux		Réunion	Maison Paul Bert
2023-2633	28,29	Particulier	130	Événement familial	Salle des Chesnez
2023-2634	28,29	Particulier	227	Événement familial	Salle de Rive droite
'2023-2635	28,29	Particulier	227	Événement familial	Salle de St Siméon
'2023-2636	28,29	Particulier	227	Événement familial	Salle de Ste Geneviève
'2023-2637	28,29	Particulier	152	Événement familial	Salle de Vaux
2023-	mois	CNFPT		Formations	Maison Paul Bert
2023-2625	21,22	Particulier	227	Événement familial	la Confluence
Total			3 693,05		

Marchés :

N°	Date de notification	Objet	Montant (TTC)



AUXERRE

23VA19	26/10/2023	Réalisation d'un suivi archéologique et d'une fouille archéologique préventive place Maréchal Leclerc Auxerre	564678 ,30€
--------	------------	---	-------------

Avenants :

N°	Date de notification	Objet	Montant (TTC)
22VA16	02/10/2023	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi-activités Lot 1	4 603,20€
22VA16	02/10/2023	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi-activités Lot 7 Avt2	6 123,60€
22VA16	02/10/2023	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi-activités Lot 4 Avt2	35 181,60€
22VA16	02/10/2023	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi-activités Lot 8 Avt1	9 177,60€
22VA16	25/09/2023	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi-activités Lot 9 Avt1	3 230,35€
		Création et restructuration de la salle	



AUXERRE

22VA16	02/10/2023	Vaulabelle en salle multi-activités Lot 3 Avt1	12 645,48€
20VA30	09/11/2023	; Accord cadre Prélèvements, Echantillonnages de matériaux bitumineux. Analyse Amiante et Hydrocarbure Aromatique polycyclique avant travaux Années 2021-2024	7200,00€

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De prendre acte des décisions prises par délégation.



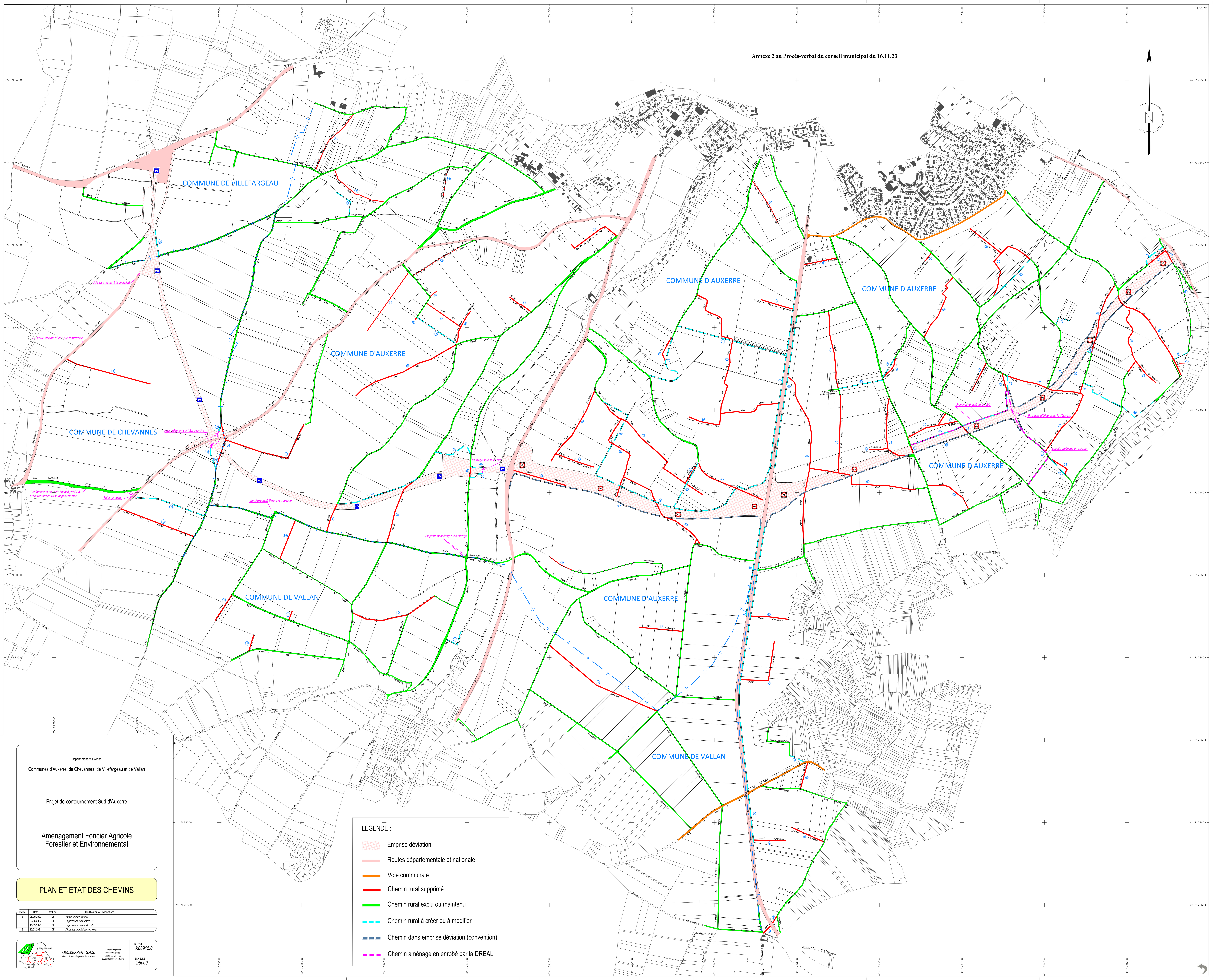
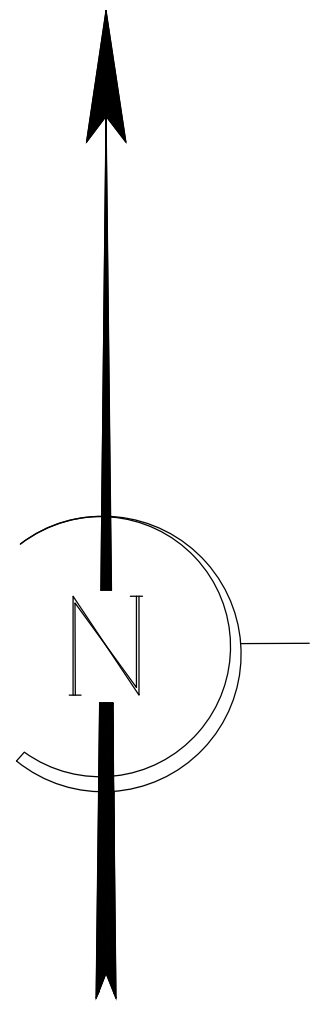
Annexe 1 au Procès-verbal du Conseil municipal du 16.11.23

Bénéficiaire	Nature de l'opération	Subvention accordée (arrondie)	Montant sollicité (arrondi)	Nb Licenciés (Cerfa Subv. 2024)
AJA Omnisport – Section Echecs	Achat de 5 échiquiers électroniques	2 228€	2228€	1550 (AJA toutes les sections)
AJA Omnisport – Section Gymnastique	Achat de divers matériels favorisant la motricité, l'équilibre et la souplesse des jeunes	5 272€	5272€	
ASPTT Omnisport – Section Cyclospor/Cyclisme	Achat de 2 VTT pour l'école de cyclisme	1 500€	1500€	1497 (ASPTT toutes les sections)
Aux'R Judo	Achat de 3 potences avec sacs de frappe	1 150€	1150	230
Aux'R Judo	Achat d'un rack de musculation	550€	550	
Aux'R Judo	Achat d'un vélo d'appartement	459€	459	
Aux'R Judo	Achat d'une balance plateau inox à usage sportif	580€	580	
Aux'R Judo	Achat d'une pendule	945€	945	
Auxerre Aquatic Club	Achat de 2 Aquabike Hydridorider	3 400€	5100€ (pour 3)	868
Auxerre Sport de Contact	Achat de 5 sacs de frappe	1 367€	1367€	77
Cercle auxerrois d'escrime	15 lames pour sabre	372€	744€ (pour 30)	65
Cercle auxerrois d'escrime	9 cuirasses protection enfant	410€	455€ (pour 10)	
Cercle auxerrois d'escrime	5 cuirasses électroniques protection enfant	648€	1295€ (pour 10)	
Cercle auxerrois d'escrime	5 masques inox sabre électronique	1 583€	2374€ (pour 15)	
Cercle auxerrois d'escrime	10 pantalons mixtes	727€	1454€ ; (pour 20)	
Cercle auxerrois d'escrime	15 gants pour sabre électronique	620€	1032€ (pour 25)	
Club de plongée Paul Bert	Achat de combinaisons et gilets de plongée	5 742€	5742€	170
Handball Club Auxerrois – Handisport	Achat d'une remorque pour le transport des fauteuils roulants	2 676€	2676€	390



Motonautique Sporting Club de l'Yonne	Achat de matériels spécifiques à la pratique des activités	2 448€	2448€	48 licenciés et 55 adhérents
Olympic Canoé Kayak Auxerrois	Achat de 2 kayaks (K1)	5 600€	5600€	150
Première compagnie d'arc d'Auxerre	Achat de cibles "campagne"	3 001€	3001€	51
Stade Auxerrois – Badminton	Achat d'une batterie et d'un chargeur pour le lanceur de volants	600€	600€	2615 (Stade auxerrois - toutes sections)
Stade Auxerrois – Billard	Achat de 6 tapis de billard avec draps	2 272€	2272€	
Stade Auxerrois – Football	Achat de planches à rebond	2 920€	2920€	
Stade Auxerrois – Football	Achat de buts pour débutant	1 200€	1200€	
Vélo Club d'Auxerre	Achat de 2 vélos cyclo-cross	1 700€	4245€ (pour 5)	115





COMMUNE DE VILLEGARDEAU

COMMUNE D'AUXERRE

COMMUNE D'AUXERRE

COMMUNE D'AUXERRE

COMMUNE DE CHEVANNES

COMMUNE D'AUXERRE

COMMUNE DE VALLAN

COMMUNE D'AUXERRE

COMMUNE DE VALLAN

Département de l'Yonne
Communes d'Auxerre, de Chevannes, de Villefargeau et de Vallan

Projet de contournement Sud d'Auxerre

Aménagement Foncier Agricole
Forestier et Environnemental

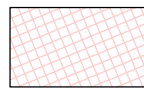







PLAN ET ETAT DES CHEMINS

Ville	Date	Etat	par	Modifications / Observations
E	16/09/2022	DF	Philippe Chevreton	Etat initial
D	16/09/2022	DF	Philippe Chevreton	Suppression du numéro 02
C	16/09/2022	DF	Philippe Chevreton	Suppression du numéro 02
B	12/05/2021	DF	Philippe Chevreton	Ajout des excroissances au plan


GEOMEXPERT S.A.S.
 Géomètres Experts Associés
 11 rue Max Guarn
 89000 Auxerre
 Tél. 03 86 91 44 02
 www.geomexpert.com

DOSSIER:
X08915.0
 ECHELLE:
1/5000

LEGENDE :

-  Emprise déviation
-  Routes départementale et nationale
-  Voie communale
-  Chemin rural supprimé
-  Chemin rural exclu ou maintenu
-  Chemin rural à créer ou à modifier
-  Chemin dans emprise déviation (convention)
-  Chemin aménagé en enrobé par la DREAL

Contournement Sud d'Auxerre

« Libérer l'Auxerrois de ses contraintes »

Le socle du projet de territoire :

- ✓ Accompagner le développement économique et la création d'emplois
- ✓ Reconquérir les friches industrielles et urbaines du cœur de ville
- ✓ Revaloriser le site classé des boulevards
- ✓ Développer de nouvelles mobilités
- ✓ Réduire les temps de déplacements
- ✓ Désartificialiser et désimperméabiliser les espaces publics



Le virage de la transition écologique:

- ✓ Améliorer le cadre de vie de tous
- ✓ Réduire la pollution atmosphérique et les nuisances sonores
- ✓ Réduire la circulation de transit
- ✓ Lutter contre les îlots de chaleur par la reconquête urbaine (*désartificialiser et désimperméabiliser les espaces publics*)
- ✓ Garantir et contrôler le non étalement urbain

PROJET DE DELIBERATION**N°2023-150****OBJET : Elus municipaux - Etat des indemnités****Rapporteur : Crescent MARAULT**

La loi « Engagement et proximité » du 27 décembre 2019 a instauré une obligation à destination des collectivités et EPCI à fiscalité propre.

Chaque année, un état présentant l'ensemble des indemnités perçues par les élus siégeant dans leur conseil doit être présenté.

Cet état est présenté annuellement aux élus avant l'examen du budget.

L'état des indemnités versées aux élus est annexé à la présente délibération. Les montants sont exprimés en euros bruts.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- Prend acte de cet état.



Annexe : Etat annuel des indemnités des élus municipaux versées en 2023

Références : Article L. 2123-24-1-1 du CGCT.

Nom et prénom du conseiller	Indemnités perçues au titre du mandat de conseiller municipal pour l'année 2023				Indemnités perçues au titre de représentant de la commune dans un syndicat mixte ou pôle métropolitain			Indemnités perçues au titre de représentant de la commune au sein d'une SEM ou d'une SPL		
	Indemnités de fonction perçues	Remboursements de frais (kilométriques, repas, séjour, ...)	Avantages en nature (véhicule, logement, ...)	Mandat	Indemnités de fonction perçues	Remboursements de frais (kilométriques, repas, séjour, ...)	Avantages en nature (véhicule, logement, ...)	Indemnités de fonction perçues	Remboursements de frais (kilométriques, repas, séjour, ...)	Avantages en nature (véhicule, logement, ...)
BAHR Céline	12 653.88	0	0	Adjointe						
BAULU Marie-Ange	6 326.94	0	0	Conseillère municipale						
BOUCHROU Nordine	12 653.88	351.56	0	Adjoint						
BOUROUBA Auria	6 326.94	0	0	Conseillère municipale						
CRESSON-GIRAUD Carole	12 653.88	0	0	Adjointe						
DOLOZILEK Sébastien	12 653.88	0	0	Adjoint						
EL MEHDI Hicham	12 653.88	0	0	Adjoint						
GRANDRUE Margaux	12 307.87	110.00	0	Maire déléguée de Vaux						
HENRIAT Pascal	12 653.88	0	0	Adjoint						
JOUVET Julien	6 326.94	0	0	Conseiller municipal						
KONE Souleymane	6 274.61	0	0	Conseiller municipal						
MARAULT Crescent	41 368.32	2000 €	0	Maire						
MARMAGNE Bruno	12 653.88	0	0	Adjoint						



MIRELIN Emmanuelle	12 653.88	0	0	Adjointe						
MROWINSKI JOAQUINA Isabelle	12 653.88	0	0	Adjointe						
SAINT-ANTONIN Maryline	12 444.55	0	0	Adjointe						
VALLE Vincent	12 653.88	0	0	Adjoint						
VOYE Patricia	12 339.89	0	0	Adjointe						



PROJET DE DELIBERATION**N°2023-151****OBJET : Finances - Approbation du Budget Primitif 2024 - Budget principal****Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN**

Le budget primitif de la ville d'Auxerre pour l'exercice 2024 s'établit comme suit :

en euros	Dépenses	Recettes
Investissement	42 282 000,71	42 282 000,71
Fonctionnement	53 744 541,00	53 744 541,00
Total	96 026 541,71	96 026 541,71

Il est proposé d'adopter le budget primitif 2024 de la ville d'Auxerre tel que présenté ci-dessus.

Il est proposé d'autoriser l'exécutif à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnels, dans la limite de 7.5% des dépenses réelles de la section, conformément à l'article 5217-10-6 du CGCT.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter le budget primitif 2024 de la ville d'Auxerre tel que présenté ci-dessus
- D'autoriser l'exécutif à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnels, dans la limite de **7.5%** des dépenses réelles de la section, conformément à l'article 5217-10-6 du CGCT.



BUDGET PRIMITIF 2024 – VILLE D'AUXERRE

RAPPORT DE PRESENTATION

Table des matières

1/ Eléments généraux.....	3
2/ L'attribution de compensation et son impact sur le Budget Primitif 2024.....	3
3/ Portage des biens par l'Etablissement Public Foncier :	5
4/ L'équilibre du budget primitif 2024 pour le budget principal	5
5/ La dette du budget principal	7
6/ Les politiques publiques au service de tous les citoyens et du projet de territoire :.....	8
6.1 Aménagement territorial	8
6.2 Pays d'art et d'histoire, Culture et Sport	9
6.2.1 Culture	9
6.2.2 Sport	11
6.3 Monuments remarquables	13
6.4 Environnement	14
6.5 Mobilité infrastructures	15
6.5.1 Mobilité.....	15
6.5.2 Stationnement.....	16
6.6 Cohésion sociale	17
6.6.1 Cohésion sociale.....	17
6.6.2 Petite enfance	18
6.6.3 Enfance.....	19
6.6.4 Scolaire	20
6.7 Vie économique	22
6.7.1 Développement économique.....	22
6.7.2 Tourisme	24
6.8 Valorisation de l'espace public	24
6.8.1 Voirie.....	25
6.8.2 Propreté	26
6.8.3 Eclairage public.....	27
6.8.4 Espaces verts.....	27



6.9 Relation citoyenne	28
6.9.1 Relation citoyenne.....	29
6.9.2 Sécurité publique	30
6.10 Communication assemblée.....	31
6.11 Administration Générale	32
7/ Les opérations d'ordre.....	37
8/ Le budget annexe du crématorium	38
9/ Annexes	39



1/ Eléments généraux

Dans la continuité du dialogue de gestion, le présent rapport budgétaire est présenté par politiques publiques pour les écritures réelles. Les balances budgétaires qui reprennent la totalité des écritures présentées par chapitre comptable sont présentées en annexe du document.

Dans le cadre de l'élaboration du budget 2022 la répartition de la masse salariale par politique publique n'avait pu être réalisée au moment du budget primitif, par contre l'exécution 2022 des charges de personnels s'est bien réalisée par politique publique les comparatifs par chapitres sont donc efficaces.

Le basculement sur la nomenclature M57 s'est effectué au 1^{er} janvier 2023. Le budget 2023 a été voté et exécuté en M57, le budget 2022 a été converti en M57 ce qui permet également une comparaison avec les budgets 2023 et 2024.

2/ L'attribution de compensation et son impact sur le Budget Primitif 2024

L'attribution de compensation 2024

Le principe de base du mécanisme de l'attribution de compensation vise à garantir la neutralité financière des transferts de ressources et de charges des communes vers leurs établissements publics de coopération intercommunale ayant opté pour la fiscalité professionnelle unique.

L'attribution de compensation est constituée de deux fractions :

- la fraction recette correspondant au transfert de la fiscalité économique,
- la fraction dépense lorsque les communes membres transfèrent des compétences à l'EPCI.

Ainsi, l'attribution de compensation correspond à la différence entre ces deux fractions.

$$\begin{array}{l}
 \text{Attribution de} \\
 \text{compensation} =
 \end{array}
 \left(\begin{array}{l}
 \text{Fiscalité économique} \\
 \text{(CFE, CVAE, TASCOM, IFER, TaFNB,} \\
 \text{part départementale de TH)} \\
 + \\
 \text{Compensations afférentes} \\
 + \\
 \text{Dotation de compensation} \\
 \text{(ex - part salaire de Taxe Professionnelle)}
 \end{array} \right)
 \begin{array}{l}
 \text{Fraction « recettes »} \\
 \\
 \\
 \\
 \\
 \\
 \text{Fraction « dépenses »}
 \end{array}$$

$$- \left(\begin{array}{l}
 \text{Montant net des charges transférées} \\
 \text{(dépenses - recettes affectées)}
 \end{array} \right)$$

Pour 2024, les composantes impactant les attributions de compensation des communes sont les suivantes :

- Adhésion au syndicat mixte du Canal du Nivernais (développement économique) : prélèvement sur l'AC à partir de 2014 = - 21 377 €,
- Urbanisme: prélèvement sur l'AC à partir de 2019 (révision en 2022) = - 24 700 €,
- Zones d'activités économique : prélèvement sur l'AC à partir de de 2019 = - 565 533 €,
- Stade nautique auxerrois : prélèvement sur l'AC à partir de 2019 = - 847 672 €,
- Gestion des eaux pluviales : prélèvement sur l'AC à partir de 2021 = - 126 778 €,
- Gestion des installations portuaires : prélèvement sur l'AC à partir de 2021 = 0 €,
- Abondement des recettes de fiscalité pour les communes, qui composaient la communauté de communes du coulangeois, au profit de la SPL du Coulangeois

- afin qu'elle assure le fonctionnement des services non transférés à la communauté lors de la fusion des deux EPCI (camping, jeunesse, école de musique, etc.) : reversement à partir de 2017 = + 281 137,00 €,
- Les services communs entre la ville d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois : prélèvement à partir de 2019

Le montant net des charges transférées à l'agglomération est figé, seul le montant des services communs entre la ville et l'agglomération évolue.

Pour 2024 l'attribution de compensation versée par la Communauté de l'Auxerrois au profit de la Ville d'Auxerre évolue significativement avec un recalcul du partage de la charge des services communs.

En effet, au 1^{er} janvier 2019 les services communs ville et agglomération ont été créés avec un régime financier spécifique :

Il a été décidé de faire porter les charges de personnel par chaque collectivité selon l'employeur historique puis de se partager la croissance entre l'année N et la base 2019. Cette décision crée un décalage important entre la réalité de l'activité des services et ce que la communauté d'agglomération porte financièrement, amplifiée par la loi NOTRE et le transfert de nouvelles compétences.

Afin de répartir de manière équitable les charges de personnel entre les deux collectivités, il est préconisé de **modifier la méthode de répartition des charges de personnel en partageant le montant de ces charges de personnel et non la croissance de ces charges.**

En complément, il est proposé de supprimer la prise en charge par la ville du régime indemnitaire des agents historiques ville en 2019 (264K €).

	Ville d'Auxerre	
	Ancienne méthode	Préconisation
Charge de personnel mutualisé - part figée 2019	11 795 399,45 €	
+ partage de la variation 2024	870 906,15 €	
+ Harmonisation du régime indemnitaire	320 154,10 €	
Directions ressources		2 732 140,18 €
Directions opérationnelles		8 859 714,42 €
		7 943 210,75 €
		916 503,67 €
		<i>Part fixe 2019</i>
		<i>Part croissance</i>
Refacturation Charges de personne	12 986 459,70 €	11 591 854,61 €
Ecart		-1 394 605,09 €

3/ Portage des biens par l'Établissement Public Foncier :

L'Établissement Public Foncier Doubs BFC, institué par arrêté préfectoral du 18 janvier 2007, a été créé notamment pour assurer une mission de portage foncier, afin d'accompagner les projets des collectivités territoriales.

Les conditions générales d'intervention de l'EPF sont régies par les articles L. 324-1 à L. 324-10 du code de l'urbanisme et, précisées par son règlement intérieur. Une convention opérationnelle, qui fixe les conditions particulières de l'opération, doit être conclue entre la collectivité et l'EPF.

Dans le cadre d'un projet la collectivité peut donc solliciter, un portage par l'Établissement Public Foncier Doubs BFC, qui sera ainsi chargé de procéder aux négociations, d'acquérir, de gérer transitoirement et de rétrocéder les biens correspondants à la collectivité ou à tout opérateur désigné par elle.

VILLE	Portage	Opération	N° Opération EPF	Date signature Achat	Adresse	Réf cadastre	n° de lots	prix acquisition	frais agence en sus	Prorata TF	Frais notariés	Montant total
AUXERRE	VA	MONTARDOINS-GUILLET	590	11/05/2022	188 rue de Preully et 6 rue des Montardoins	EH 887 EH 888 EH 889		780 000 €		16 842,70 €	9 041,36 €	805 884 €
AUXERRE	VA	BATARDEAU	908	10/06/2022	11 rue de Preully	EI 96	Lot 9 Lot 11 Lot 13 Lot 14 Lot 17 Lot 18	133 500 €		926,66 €	3 002,01 €	137 429 €
AUXERRE	VA	BATARDEAU	908	10/06/2022	11 rue de Preully	EI 96	Lot 1 Lot 3 Lot 16	54 500 €		487,92 €	2 083,19 €	57 071 €
AUXERRE	VA	BATARDEAU	908	26/07/2022	9 rue Max QUANTIN	EI 113		110 000 €		576,59 €	2 733,76 €	113 310 €
AUXERRE	VA	BATARDEAU	908	29/07/2022	4 rue Max Quantin	EI 146		10 500 €		47,14 €		10 547 €
AUXERRE	VA	MALADIERE	933	09/12/2022	62 rue Guynemer	HL 123 HL 124 HL 125 HL 128		840 000 €		132,72 €	9 365,67 €	849 496 €
AUXERRE	VA	ROBILLARD	932	11/07/2023	2B et 3 Place Robillard	EM 6 ES 293		300 000 €			4 699,79 €	304 700 €
AUXERRE	VA	GAMBETTA	902	20/03/2023	12B et 18 rue Jules Ferry	BK 304 BK 260		90 000 €		174,73 €	3 607,52 €	93 782 €
AUXERRE	VA	GAMBETTA	902	17/05/2022	8-12-14 rue Léon Bourgeois	BK 263 BK 319 BK 495		167 000 €		946,98 €	3 180,32 €	171 127 €
AUXERRE	VA	GAMBETTA	902	26/07/2023	5 rue Paul Doumer	BK 305 BK 453	Lot 12 Lot 13 Lot 14	100 000 €	12 600 €	581,98 €		113 182 €
AUXERRE	VA	MALADIERE	933	PUV signée le 24/04/2023	23 rue de la Maladière	HK 231 HK 269		97 000 €				97 000 €
AUXERRE	VA	BATARDEAU	908	PUV signée le 22/03/2023	Rue Max Quantin	EI 12 EI 13 EI 14 EI 15 EI 16		1 900 000 €				1 900 000 €
AUXERRE	VA	GAMBETTA	902	PUV signée par le vendeur le 13/07/2023	5 rue Paul Doumer	BK 305 BK 453	Lot 3 Lot 10	55 000 €				55 000 €
AUXERRE	VA	MONTARDOINS	844	PUV signée par le vendeur le 09/07/2023	9 rue des Senons	EH 318		210 000 €				210 000 €

4/ L'équilibre du budget primitif 2024 pour le budget principal

PRODUITS DE FONCTIONNEMENT : MONTANT							
€	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023	Total budget 2023	BP 2024	Var BP 2023/ BP 2024
Produits fonctionnement courant stricts	45 627 270	48 443 682	47 008 539	47 975 481	49 210 695	52 852 033	6,70 %
Impôts et taxes	30 484 021	32 980 208	31 647 993	32 868 860	33 209 104	37 265 129	13,38 %
Contributions directes	25 647 606	26 770 523	27 514 601	29 368 460	29 115 210	32 279 129	9,91 %
Attribution de compensation reçue	2 223 358	1 954 300	1 297 547	1 120 400	1 507 600	2 456 000	119,21 %
Attribution FPIC	4 981	4 981	0	0	0	0	-
Droits de mutation (73123)	1 166 054	2 316 458	1 291 797	900 000	900 000	1 000 000	11,11 %
Solde impôts et taxe (TLPE, TCFE, Dts de place)	1 442 021	1 933 945	1 544 048	1 480 000	1 686 294	1 530 000	3,38 %
Dotations et participations	12 456 648	12 440 092	12 063 178	12 138 850	12 574 904	12 178 781	0,33 %
DGF	7 901 343	8 077 313	8 228 019	8 434 410	8 248 069	8 329 242	-1,25 %
Compensations fiscales	1 517 600	670 071	773 222	815 796	875 762	880 715	7,96 %
FCTVA fct	235 964	-205 878	109 935	400 594	300 594	214 703	-46,40 %
Solde participations diverses	2 801 741	3 898 586	2 952 002	2 488 050	3 150 479	2 754 121	10,69 %
Produits des services et du domaine (70)	1 491 671	1 913 082	2 172 065	1 731 545	1 792 774	2 209 562	27,61 %
Autres produits de gestion courante (75)	1 194 931	1 110 300	1 125 303	1 236 226	1 633 913	1 198 561	-3,05 %
Atténuations de charges	91 568	117 704	101 264	38 000	123 000	92 000	142,11 %
Produits de fonctionnement courant	45 718 838	48 561 386	47 109 803	48 013 481	49 333 695	52 944 033	10,27 %
Produits exceptionnels larges	3 468 884	726 673	794 540	0	0	0	-
Produits financiers divers (76 hs int.)	11	0	0	0	0	0	-
Produits exceptionnels (77)	3 468 873	726 672	794 540	5 000	72 512	5 000	0,00 %
Reprise sur amortissements et provisions		0		16 308	30 500		-100,00 %
Produits de fonctionnement	49 187 722	49 288 059	47 904 343	48 034 789	49 436 707	52 949 033	10,23 %

CHARGES DE FONCTIONNEMENT : MONTANT

€	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023	Total budget 2023	BP 2024	Var BP 2023/ BP 2024
Charges à caractère général	10 446 336	10 609 769	12 817 231	15 396 424	17 165 876	14 985 139	-2,67 %
Charges de personnel	18 879 316	18 929 444	19 707 117	20 762 976	20 737 976	21 132 560	1,78 %
Autres charges de gestion courante	10 763 987	8 083 585	7 927 963	8 208 854	8 289 949	8 215 170	0,08 %
Atténuations de produits	403 000	325 683	343 267	355 000	367 000	363 378	2,36 %
Frais financiers divers (66 hs int.)				0			-
Charges exceptionnelles (67)	142 726	1 055 861	154 534	5 000	73 303	5 000	0,00 %
Charges de fct hors intérêts	40 635 365	39 004 342	40 950 112	44 728 254	46 634 104	44 701 247	-0,06 %
Intérêts	1 119 833	1 050 989	1 039 458	1 375 243	1 575 243	1 831 000	33,14 %
Charges de fonctionnement	41 755 198	40 055 331	41 989 570	46 103 497	48 209 347	46 532 247	0,93 %

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

€	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023	Total budget 2023	BP 2024	Var BP 2023/ BP 2024
Remboursement du capital de l'emprunt	4 910 093	5 376 800	5 673 724	5 827 369	6 007 369	6 460 000	10,86 %
Subventions d'équipement versées	1 313 505	1 564 012	1 575 628	1 550 508	1 837 643	3 936 508	153,89 %
Dépenses directes d'équipement	9 273 534	8 943 499	8 701 375	22 159 441	28 741 668	30 373 985	37,07 %
Autres (10-165-45)	23 924	146 450	391 650	29 400	583 414	416 000	1314,97 %
Dépenses d'investissement hors dette	10 610 962	10 653 961	10 668 653	23 739 349	31 162 726	34 726 493	46,28 %
Dépenses financières d'inv.							-
Total dépenses d'investissement	15 521 056	16 030 761	16 342 377	29 566 717	37 170 094	41 186 493	39,30 %

€	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023	Total budget 2023	2024	Var BP 2023/ BP 2024
FCTVA	0	1 695 186	3 077 448	1 441 719	2 880 719	1 434 902	-0,47 %
Produits des cessions	0	0	0	652 500	1 470 420	1 577 198	141,72 %
Diverses ressources propres d'investissement	108 085	209 758	239 639	50 000	70 000	150 000	200,00 %
Ressources propres d'inv. (RPI)	108 085	1 904 944	3 317 087	2 144 219	4 421 139	3 162 100	47,47 %
Autres (45)	36 748	59 491	188 571	15 000	779 288	15 000	0,00 %
Subventions yc DGE / DETR / DSIL	3 513 208	2 241 427	2 698 207	4 003 432	13 749 074	5 070 455	26,65 %
Emprunt d'équilibre	6 000 000	5 000 000	4 500 000	21 472 774	8 000 550	26 522 152	23,52 %
Recettes d'investissement	9 658 041	9 205 862	10 703 865	27 635 425	26 950 050	34 769 707	25,82 %

Variables de pilotage	2020	2 021	2022	2023	2024	
Encours de dette au 31/12	57 913 449	57 536 648	56 362 924	50 362 651	50 362 651	44 197 119
Capacité de désendettement	7,79	6,23	9,53	26,08	41,03	6,89
Epargne de gestion	8 552 357	10 283 717	6 954 231	3 306 535	2 802 603	8 247 786
Epargne brute	7 432 524	9 232 727	5 914 774	1 931 292	1 227 360	6 416 786
Epargne nette	2 522 431	3 855 927	241 049	-3 896 077	-4 780 009	-43 214
Recettes propres d'investissement : indice	24,3	3,0	1,1	-0,8	-0,1	1,0

Sur 2024, la masse salariale sera inscrite pour 21 132 560 € soit + 1,78% par rapport au budget primitif 2023.

La prévision intègre les évolutions législatives imposées suivantes :

- Hausse de la valeur du point 1.5% en année pleine : 242.000 €
- Revalorisation des 1^{ère} échelles de juillet 2023 en année pleine : 50.000 €
- Revalorisation indiciaire + 5 points janvier 2024 + avancement échelons : 191.000 €
- Hausse d'un point de la contribution CNRACL : 79.000 €
- Revalorisation du CIA : 30.000 €

5/ La dette du budget principal

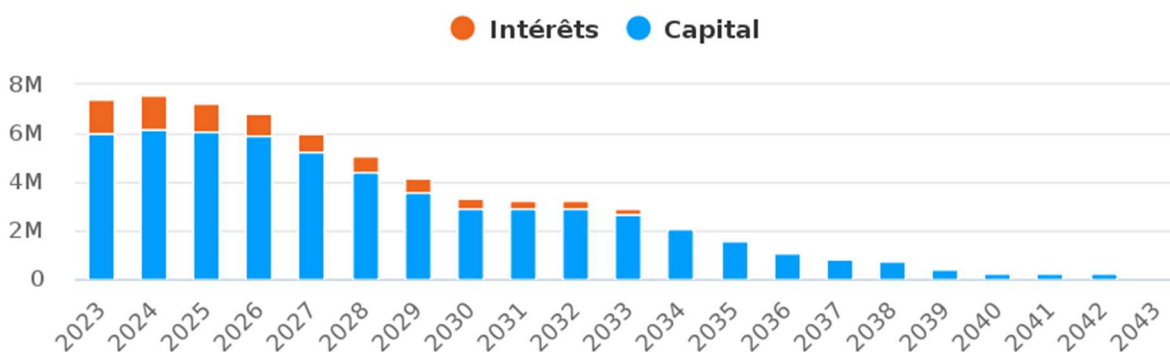
La dette du budget principal de la ville s'élève à 50,4M€ de capital restant dû. Un emprunt complémentaire de 7,6M€ sera souscrit d'ici la fin de l'année portant le capital restant dû sur le budget principal à 57,96M€.

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx, Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
50 362 650.50 €	3,13 %	10 ans et 4 mois	5 ans et 5 mois	37

Compte tenu du contexte de hausse des taux, le taux moyen de la dette augmente par rapport à 2023. Cependant compte tenu du fait que plus de 65% de la dette de la ville est en taux fixe cet impact reste supportable pour le budget.

Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	32 978 520.32 €	65,48 %	2,36 %
Variable	14 593 337.81 €	28,98 %	4,51 %
Livret A	2 790 792.37 €	5,54 %	5,10 %
Ensemble des risques	50 362 650.50 €	100,00 %	3,13 %

Flux de remboursement



A partir de 2027 le flux de remboursement (capital + intérêt) passe sous la barre des 7M d'euros.

Le niveau d'endettement pèse sur les dépenses de fonctionnement puisqu'il faut rembourser sur cette section les intérêts de la dette. Il a également un impact dans le calcul des ratios financiers qu'il dégrade.

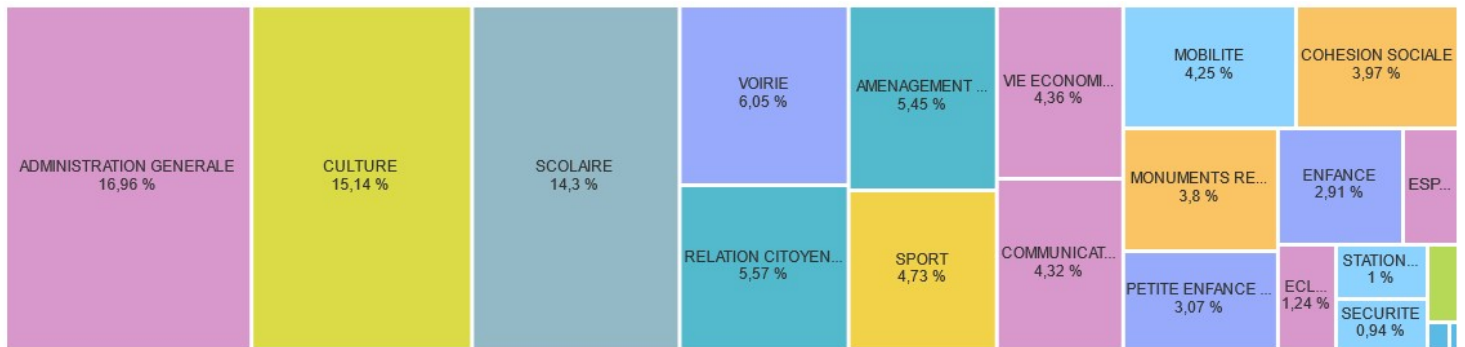
➤ Evolution du capital restant dû

Le montant de remboursement des emprunts en capital s'élève à 6.17 M € auquel il conviendra d'ajouter le remboursement du capital des prêts restant à encaisser sur 2023.

	Capital restant dû au 01/01/2024	Annuité de l'exercice - capital	Capital restant dû au 31/12/2024
Budget principal	50 362 651 €	6 165 531 €	44 197 119 €
BA Crématorium	3 750 €	3 000 €	750 €
	50 366 401 €	6 168 531 €	44 197 869 €

échancier connu à ce jour

6/ Les politiques publiques au service de tous les citoyens et du projet de territoire :



Poids des politiques publiques : dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement

Chaque politique publique fait l'objet d'une présentation qui comprend :

- ✓ Le budget primitif 2024 en fonctionnement et investissement,
- ✓ Le budget primitif 2023 (PB) et le budget total 2023 (BP+ BS+DM).
- ✓ Les données du compte administratif 2022 (Réalisé 2022).
- ✓ L'écart entre le réalisé 2022 et la proposition de crédits au BP 2024

6.1 Aménagement territorial

Cette politique publique regroupe tous les projets transversaux pour le territoire

Dépenses de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	111 021,13	107 800,00	158 765,20	218 586,00	107 564,87
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS	97 135,61	128 000,00	128 000,00	102 100,00	4 964,39
	Somme :	208 156,74	235 800,00	286 765,20	320 686,00	112 529,26

Au titre de cette politique publique, sont essentiellement prévus 102 K€ de charges de personnels du service ADS, 55 K€ pour les taxes foncières des silos du Batardeau et divers bâtiments. 28 K€ pour l'accompagnement juridique du projet Auxerre Ambitieuse, des frais de géomètres pour 30K€, 15K€ pour les frais d'honoraires et de géomètres et enfin 22 K€ pour des actions de concertations et d'études pour le quartier Batardeau Montardoins.

Des frais de communication pour des évènements liés aux silos Batardeau sont budgétés pour 31 500 euros.

Dépenses d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RES	-	10 000,00	10 000,00		-
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	88 380,00	45 000,00	418 200,00	812 825,00	724 445,00
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERS	73 551,93	60 000,00	212 324,17	60 000,00	- 13 551,93
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	179 814,03	535 170,00	4 057 842,50	1 997 000,00	1 817 185,97
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	232 022,42	1 867 161,00	522 449,19	1 600 000,00	1 367 977,58
	Somme :	573 768,38	2 517 331,00	5 220 815,86	4 469 825,00	3 896 056,62

1 702 000 euros sont prévu pour l'acquisition de l'ensemble immobilier de l'ex ARS, ainsi que 200 000 euros dans le cadre des acquisitions de réserves foncières.

La poursuite du projet d'aménagement du quartier des Montardoins concentrera la majorité des crédits de cette politique publique avec 2 359 825 euros d'inscriptions en crédits de paiement.

Des crédits sont également prévus pour les opérations du renouvellement urbain de l'OAH pour 60 000 euros, 70 000 pour les extensions et dissimulations de réseaux et 48 000 pour un complément d'étude de sol sur le secteur rive droite.

Recettes d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOB	-	652 500,00	1 470 420,00	1 577 198,00	1 577 198,00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	263 136,00	-	1 658 529,00	1 403 200,00	1 140 064,00
	Somme :	263 136,00	652 500,00	3 128 949,00	2 980 398,00	2 717 262,00

Les recettes d'investissement sont constituées par les cessions d'immobilisations. Il est ainsi prévu la vente des biens immobiliers suivants :

Terrain de camping 300 000 euros
Terrain rue Bronislaw Geremek 1 147 878 euros
Terrain Mignottes 50 000 euros
Vestiaires AJA 75 000 euros

Une subvention « Fonds Vert » de 1 403 200 euros soutiendra le projet de réaménagement du quartier Montardoins-Batardeau.

6.2 Pays d'art et d'histoire, Culture et Sport

6.2.1 Culture

Le contour de cette politique publique :

- Le réseau de lecture publique
- Le conservatoire de musique et de danse
- L'école des beaux-arts
- Le pôle muséal et l'Abbaye
- Les événements culturels



Dépenses de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 043 131,94	1 429 713,87	1 353 713,32	1 207 673,75	164 541,81
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS	5 251 728,39	5 163 038,00	5 166 038,00	5 509 003,00	257 274,61
65	AUTRES CHARGES DE GESTION CO	1 599 138,45	1 603 528,00	1 589 291,00	1 583 800,00	- 15 338,45
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	280,00				- 280,00
	Somme :	7 894 278,78	8 196 279,87	8 109 042,32	8 300 476,75	406 197,97

La politique culturelle de la ville sera encore privilégiée encore en 2024 avec des charges de personnels en augmentation à plus de 5.5 M€, le festival « Rues Barrées », le festival des arts de la parole et l'exposition photos des quais sont reconduits en 2024 pour des montants respectifs de 110 000 euros, 59 000 euros et 26 000 euros.

Le fonctionnement des bibliothèques représente 107 675 euros, hors personnels et 178 738 euros consacrés à l'entretien patrimonial des bibliothèques.

Le conservatoire, dans l'attente de retrouver des locaux réaménagés disposera de 86 911 euros pour son fonctionnement courant et animations.

177 650 euros seront dédiés au fonctionnement de l'Abbaye Saint-Germain, 112 550 € pour le musée d'Art et d'histoire, 132 779 euros pour le musée d'histoire naturelle et 39 620 euros pour Microfolie.

Le théâtre d'Auxerre s'inscrit dans la politique culturelle à hauteur de 748 232 euros dont 694 000 euros au titre de la délégation de service public.

Le silex sera doté 652 882 euros pour son fonctionnement dont 635 000 eu titre de la DSP.

Enfin les subventions aux associations à vocation culturelle représenteront 247 700 euros.

Recettes de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	1 073,03	-	-		- 1 073,03
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMA	365 359,33	343 600,00	343 600,00	348 140,00	- 17 219,33
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	270 301,30	283 000,00	323 866,00	291 600,00	21 298,70
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION CO	3 887,63	5 730,00	360 559,00	2 000,00	- 1 887,63
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,01	-	-		- 0,01
	Somme :	640 621,30	632 330,00	1 028 025,00	641 740,00	1 118,70

En termes de recettes, les redevances du théâtre et du silex s'inscriront à hauteur de 40 000 euros et 20 000 euros.

Les droits du conservatoire sont portés à 232 140 euros auxquels s'ajoutent des subventions de l'agglomération de l'auxerrois, du département et de la Drac pour 248 000 euros.

L'abbaye Saint germain générera 50 000 euros de droits d'entrées et ventes de produits.

Dépenses d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	28 235,08	10 000,00	95 790,00		- 28 235,08
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERS	-	80 000,00	80 000,00	12 000,00	12 000,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	473 272,89	192 200,00	620 898,54	389 500,00	- 83 772,89
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	544 113,66	3 862 655,89	4 350 682,11	4 596 640,00	4 052 526,34
	Somme :	1 045 621,63	4 144 855,89	5 147 370,65	4 998 140,00	3 952 518,37

Dans le secteur culturel en investissement, les travaux du conservatoire de musique et de danse se poursuivent avec de 4.670 M€ de crédits de paiement inscrits.

Une subvention au département est inscrite pour 12 000 euros pour le projet de construction d'un bâtiment mutualisé des archives.

Des remplacements de menuiseries et de la porte d'entrée à la bibliothèque J.Lacarière sont prévus pour 130 000 euros, ainsi que la verrière du théâtre pour 70 000 euros.

Diverses acquisitions de matériels et mobiliers sont prévues pour 42 000 euros. Des restaurations d'œuvres du musée d'art et d'histoire sont inscrites pour 30 000 euros et 8000 euros d'acquisition de spécimens pour le muséum.

Recettes d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	552 277,87	1 724 641,00	3 500 371,73	658 154,00	105 876,13
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERE	1 713,44	-	-	-	- 1 713,44
	Somme :	553 991,31	1 724 641,00	3 500 371,73	658 154,00	104 162,69

658 154 euros seront perçus au titre de la dotation de soutien à l'investissement local pour la rénovation du conservatoire de musique et de danse.

6.2.2 Sport

Le contour de cette politique est l'ensemble des activités sportives ainsi que la gestion des équipements (stades et gymnases)

Dépenses de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 532 254,11	1 381 058,17	1 394 100,58	1 660 677,26	128 423,15
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS	1 102 611,56	1 126 565,00	1 126 565,00	1 020 470,00	- 82 141,56
65	AUTRES CHARGES DE GESTION CO	637 943,00	513 660,00	596 742,75	599 560,00	- 38 383,00
	Somme :	3 272 808,67	3 021 283,17	3 117 408,33	3 280 707,26	7 898,59

Le monde sportif auxerrois portera plus de 3.2 millions de dépenses de fonctionnement, dont 1.02 millions d'euros de frais de personnels.

1.660 millions d'euros seront consacrés à l'entretien et au fonctionnement des différents équipement de la ville et aux activités portées par le service des sports dont 781 333 euros uniquement pour les fluides énergétiques. 115 000 euros sont prévus pour la requalification de la toiture de l'OCKA et 51 000 euros pour l'entretien du complexe René Yves Aubin.



Les frais de nettoyage des gymnases et équipement sportifs représentent 131 000 euros.

Des animations sportives jalonnent l'année comme le 'green stadium' pour 42 000 euros, l'écotrail pour 17 550 euros, la corrida d'Auxerre pour 8 000 euros, les opérations vacances sportives et sport 'bien être' pour 7 700 euros, la semaine olympique pour 10 750 euros et les opérations 'sports adaptés' et 'sports santé' pour 2 900 euros.

En cette année olympique, 40 900 euros seront dédiés aux animations autour du passage de la flamme olympique et des JO 2024.

Le monde associatif sportif sera subventionné à hauteur de 479 360 euros et le partenariat avec l'AJ Auxerre football est inscrit pour 114 000 euros.

Recettes de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	2 929,99	-	-		- 2 929,99
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE	322 838,00	500,00	500,00	197 364,00	- 125 474,00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	50 601,77	37 415,00	37 415,00	34 650,00	- 15 951,77
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	2 282,54	1 100,00	1 100,00	1 100,00	- 1 182,54
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	12 599,30	-	-		- 12 599,30
	Somme :	391 251,60	39 015,00	39 015,00	233 114,00	- 158 137,60

196 504 euros de dépenses énergétiques du stade nautiques portées sur les contrats 'ville' seront remboursés à due concurrence par la Communauté d'Agglomération.

Des participations de la région et du département seront perçues pour l'utilisation des gymnases municipaux par les lycées et collèges d'Auxerre pour 31 250 euros et 3400 par le lycée Saint Joseph, le Cifa et la Maison de la coiffure.

Dépenses d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 380,00	-	16 116,00		- 4 380,00
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERS	717 873,00	467 355,00	498 647,10	467 355,00	- 250 518,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	27 252,55	99 100,00	210 659,18	331 000,00	303 747,45
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	194 906,75	1 627 156,51	2 536 587,00	73 281,00	- 121 625,75
	Somme :	944 412,30	2 193 611,51	3 262 009,28	871 636,00	- 72 776,30

En 2024 le Stade Auxerrois bénéficiera de 30 000 euros de modernisation de mats d'éclairage et de la réfection de 3 courts de tennis pour 10 000 euros.

L'attribution de compensation à l'agglomération pour le stade nautique est prévue pour 234 355 euros.

Le complexe sportif René Yves Aubin bénéficiera de 216 000 euros de travaux d'amélioration notamment le remplacement des sols souples pour 150 K€.

Un soutien aux investissements sportifs de l'AJA football est inscrit à hauteur de 108 000 euros et 75 000 euros pour des travaux d'accessibilité.

Enfin une enveloppe annuelle de 71 000 euros viendra soutenir les associations et clubs sportifs dans leurs investissements.

6.3 Monuments remarquables

Cette politique publique s'axe autour des monuments patrimoniaux remarquables de la ville.

Dépenses de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	232 542,53	304 976,83	296 342,64	309 595,89	77 053,36
	Somme :	232 542,53	304 976,83	296 342,64	309 595,89	77 053,36

Près de 310 000 euros sont consacrés à l'entretien, au chauffage (79 506 €), aux fluides (68 810 €) aux multiples contrats de maintenance et de nettoyage des monuments identifiés comme remarquables que sont l'Abbaye Saint Germain, la cathédrale Saint Etienne, les églises Saint Pierre et Saint Eusèbe, la tour de l'Horloge, la maison Marie Noël, les chapelles des visitandines et de Laborde et la maison du Chapelain.

A noter 45 000 euros pour le réaménagement et remise en peinture de l'accueil de l'Abbaye Saint Germain.

Dépenses d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 728,00	-	40 560,00	65 000,00	63 272,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 884,07	45 000,00	48 973,69	6 000,00	115,93
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 479 443,83	2 184 988,80	2 502 828,43	2 954 830,00	1 475 386,17
	Somme :	1 487 055,90	2 229 988,80	2 592 362,12	3 025 830,00	1 538 774,10

Les investissements sur ces monuments remarquables concernent principalement l'abbaye Saint Germain pour 2.1 millions d'euros, la cathédrale Saint Etienne pour 526 000 euros, l'église Saint-Pierre pour 100 000 euros et la chapelle des visitandines pour 65 000 euros d'étude

Recettes d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	956 690,11	900 000,00	3 321 843,27	544 633,00	- 412 057,11
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIE	-	-	8 355,00	-	-
	Somme :	956 690,11	900 000,00	3 330 198,27	544 633,00	- 412 057,11

Au titre des aides pour les monuments remarquables de la ville :

La DRAC participera à hauteur de 414 212 euros pour les travaux à l'Abbaye Saint germain, de 73 333 euros pour le mur de soutènement de la cathédrale Saint-Etienne, de 35 421 euros pour l'église Saint-Pierre et de 21 666 euros pour la chapelle des visitandines.



6.4 Environnement

Le contour de cette politique publique :

- Elaborer un diagnostic, une stratégie et un plan d'actions pour faire de l'Auxerrois un territoire neutre en carbone d'ici 2050
- Animer un partenariat entre les acteurs du territoire et la collectivité, afin de se donner les moyens de répondre aux enjeux climatiques de manière intersectorielle et transversale

Dépenses de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	73 423,26	80 566,75	99 176,75	104 907,25	31 483,99
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		-	2 500,00	2 500,00	2 500,00
	Somme :	73 423,26	80 566,75	101 676,75	107 407,25	33 983,99

Au titre du plan climat territorial sont notamment prévus 36 650 euros pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la DSP du chauffage urbain, 7 000 euros pour le contrôle annuel de la concession GRDF et 17 705 € pour une procédure de cessation d'installation classée aux Cassoirs.

Des crédits sont également budgétés pour la réalisation du schéma directeur des réseaux de chaleur pour 38 026 euros et une convention « refuges » avec la LPO pour 5 300 euros.

Recettes de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE PUBLIC	79 781,24	75 000,00	107 281,00	91 208,00	11 426,76
	Somme :	79 781,24	75 000,00	107 281,00	91 208,00	11 426,76

La redevance d'occupation du domaine public 'Coriance' s'élèvera à 83 902 euros et 7306 euros de redevance GRDF.

Dépenses d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 018,50	-	-	1 000,00	18,50
	Somme :	1 018,50	-	-	1 000,00	18,50

Des panneaux en lien avec la convention « refuge » de la LPO seront réalisés pour 1 000 euros.



6.5 Mobilité infrastructures

Le contour de cette politique publique :

- Soutien au projet de contournement Sud d'Auxerre (LISA)
- Stationnement

6.5.1 Mobilité

Recettes de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES				15 000,00	15 000,00
	Somme :				15 000,00	15 000,00

La seule recette de cette politique publique est la vente d'électricité liée aux Infrastructures de Recharge de Véhicules Électriques pour 15 000 euros

Dépenses d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERS	-	300 000,00	300 000,00	2 800 000,00	2 800 000,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				33 882,00	33 882,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	826 553,63	200 000,00	65 450,07	900 000,00	73 446,37
	Somme :	826 553,63	500 000,00	365 450,07	3 733 882,00	2 907 328,37

Le projet phare de cette politique publique est la liaison Sud Auxerre avec 2 800 000 euros de subvention inscrite.

Dans le cadre de la réhabilitation du conservatoire de musique et de danse, l'aménagement piétonnier et cyclable des rues des plaines de l'Yonne et de l'Île aux plaisirs sera réalisé pour 900 000 euros.

La ville participera à la réalisation d'une liaison douce sécurisée entre Venoy et Auxerre à hauteur de 33 882 euros

Recettes d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	-	131 732,00	461 060,00	300 000,00	300 000,00
	Somme :	-	131 732,00	461 060,00	300 000,00	300 000,00

300 000 euros de dotation à l'investissement local seront sollicités pour l'aménagement du parvis du conservatoire de musique et de danse.



6.5.2 Stationnement

Dépenses de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	170 173,87	259 231,19	420 451,02	446 929,15	276 755,28
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS	518 434,98	465 288,00	465 288,00	366 242,00	- 152 192,98
65	AUTRES CHARGES DE GESTION CO	16 390,22	22 500,00	40 940,00	22 500,00	6 109,78
	Somme :	704 999,07	747 019,19	926 679,02	835 671,15	130 672,08

Le stationnement au sein de la ville mobilisera plus de 835 000 euros de crédits au budget 2023 dont 366 242 € de frais de personnel.

528 310 euros seront consacrés aux frais de fonctionnement du parking du pont y compris frais de personnels, et au titre des frais d'énergie, des fluides, des contrats de maintenance des équipements, des travaux de petite rénovation et nettoyage. la taxe foncière du Parking du pont représente 58 810 euros.

Le coût du contrôle du stationnement en année pleine s'élèvera 156 000 euros

25 000 euros sont prévus pour le contrat avec l'ANTAI pour les forfaits post stationnement.

Le contrat de maintenance des horodateurs est prévu pour un montant de 22 500 euros.

Recettes de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMA	266 298,63	-	600,00	677 800,00	411 501,37
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION CO	73 190,65	-	-	95 000,00	21 809,35
	Somme :	339 489,28	-	600,00	772 800,00	433 310,72

Les forfaits post stationnement s'élèvent à 250 000 euros et les recettes du stationnement évoluent favorablement à hauteur de 519 000 euros.

Dépenses d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	795,21	-	-	-	- 795,21
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	15 000,00	15 000,00	-	-
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-	-	400,00	40 000,00	40 000,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	28 039,27	900 000,00	1 414 561,74	-	- 28 039,27
	Somme :	28 834,48	915 000,00	1 429 961,74	40 000,00	11 165,52

La mise en place d'un nouveau groupe électrogène au parking du pont constitue la seule dépense d'investissement de cette politique publique.

6.6 Cohésion sociale

Les contours de cette politique publique sont :

- Anticiper les besoins de la population
- Offrir et proposer à la population des conditions d'accueil adaptées et attractives
- Renforcer les actions d'éducation et de prévention auprès des populations pour réduire les inégalités
- Accompagner de manière adaptée tous les publics
- Coordonner toutes les actions sociales du territoire

6.6.1 Cohésion sociale

Dépenses de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	495 638,43	724 537,95	746 843,34	588 098,95	92 460,52
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS	1 317 664,46	1 491 623,00	1 491 687,00	1 493 938,00	176 273,54
65	AUTRES CHARGES DE GESTION CO	926 825,33	1 004 000,00	999 818,08	1 053 420,00	126 594,67
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	65,00	-	68 303,24	-	65,00
	Somme :	2 740 193,22	3 220 160,95	3 306 651,66	3 135 456,95	395 263,73

La politique publique relevant de la cohésion sociale englobe à la fois les Espaces d'Accueil et d'Animations de la ville ainsi que les subventions au centre communal d'action social et aux associations intervenant dans ce domaine.

Après la forte augmentation des charges de personnels en 2023, celles-ci seront quasi stables en 2024 avec un montant prévu de 1 493 938 euros.

Les Espaces d'accueil et d'animation disposeront de 376 500 euros pour proposer des activités aussi riches que variées. Le repas des aînées et les chèques cadeaux offerts à nos anciens mobiliseront 167 000 euros.

Les frais d'énergies, de nettoyage des locaux, de contrats de maintenance et de petits travaux d'entretien représentent près de 187 260 euros.

En 2024, la subvention au CCAS s'élève à 950 200 euros contre 939 000 euros en 2023 et 917 000 en 2022.

20 000 euros participeront aux subventions versées aux porteurs d'actions dans le cadre du contrat de ville, et les associations intervenant dans le secteur social bénéficieront de 80 220 de subventions de fonctionnement pour 41 000 euros en 2023.

Recettes de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	4 877,08	-	-	-	4 877,08
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMA	9 528,30	7 000,00	7 000,00	-	9 528,30
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	643 770,55	295 000,00	362 428,00	295 500,00	348 270,55
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION CO	42 073,29	33 626,00	49 666,00	39 850,00	2 223,29
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	524,84	-	90,00	-	524,84
	Somme :	700 774,06	335 626,00	419 184,00	335 350,00	365 424,06

Les recettes générées dans le cadre de cette politique publique sont à la fois celles des opérations du contrat de ville portées par les EAA versées par les différents financeurs, les prestations de services versées par la CAF (280 000 euros) et les interventions financières du département finançant les dépenses d'animation sociale.

Le montant de ces aides s'élève à 335 350 euros. Certaines salles des EAA sont louées pour un montant estimé à 39 850 euros.

Dépenses d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERS	133 470,67	-	147 730,00		- 133 470,67
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	100 048,25	-	43 740,61	9 000,00	- 91 048,25
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	65 537,46	98 807,79	115 352,12	346 600,00	281 062,54
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIE	389 282,06	-	550 514,21		- 389 282,06
Somme :		688 338,44	98 807,79	857 336,94	355 600,00	- 332 738,44

Dans le cadre des programmes de renouvellement urbain, 120 000 euros de crédits de paiement sont inscrits pour le NPNRU du quartier des Rosoirs, et 158 000 euros de maîtrise d'œuvre et concours pour les espaces publics du quartier Sainte Geneviève/ Brichères ainsi que 60 000 euros d'étude de sols.

9 000 euros sont budgétisés pour le remplacement des centrales téléphoniques dans les EAA et 8 600 de petits travaux d'amélioration du chauffage des équipements.

Recettes d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	220 840,72	-	223 133,54	28 863,33	- 191 977,39
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIE	175 000,00	-	755 932,59		- 175 000,00
Somme :		395 840,72	-	979 066,13	28 863,33	- 366 977,39

Une subvention ANRU liées aux programmes NPNRU rosoirs et Sainte Geneviève/Brichères sera sollicité à hauteur de 28 863 euros.

6.6.2 Petite enfance

Dépenses de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	269 839,07	338 374,01	316 968,47	282 548,15	12 709,08
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS	1 711 052,39	2 191 310,00	2 191 310,00	2 110 017,00	398 964,61
65	AUTRES CHARGES DE GESTION CO	233 939,00	223 050,00	195 920,00	215 770,00	- 18 169,00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	109 836,35	-	-		- 109 836,35
Somme :		2 324 666,81	2 752 734,01	2 704 198,47	2 608 335,15	283 668,34

Le budget alloué à la petite enfance reste quasi stable à hauteur de 2 608 335 euros. Les rémunérations du personnel composent la plus grande part des dépenses avec 2 110 017€

Les crédits alloués au fonctionnement des crèches municipales et des structures dédiées à la petite enfance s'élèvent à 158 780 euros, et les charges de structures, d'énergie et fluides, d'entretien, de maintenance et nettoyage des locaux sont de 123 768 euros.

215 720 euros seront attribuées aux différentes associations œuvrant dans ce secteur.

Recettes de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMA	234 828,90	215 000,00	215 000,00	225 000,00	- 9 828,90
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	860 885,34	834 692,00	948 706,00	1 040 600,00	179 714,66
	Somme :	1 102 721,36	1 049 692,00	1 163 706,00	1 265 600,00	162 878,64

En recettes, les droits des familles utilisant les services des crèches sont prévus en augmentation pour 225 000 euros.

Les prestations versées par la CAF représentent 1 020 600 euros en hausse grâce à l'optimisation des structures.

Dépenses d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	50 000,00	88 640,00	75 000,00	75 000,00
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERS	3 463,71	-	7 565,34	-	- 3 463,71
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	74 066,29	448 000,00	817 588,20	12 500,00	- 61 566,29
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 384,58	20 815,00	12 790,58	860,00	- 524,58
	Somme :	78 914,58	518 815,00	926 584,12	88 360,00	9 445,42

Une étude sur la réhabilitation de la crèche Kiehlman est inscrite pour 75 000 de crédits de paiements, un nouveau visiophone sera installé dès 2024 pour 2 500 euros.

Les derniers paiements pour la micro-crèche des Brichères sont budgétisés pour 10 000 euros.

6.6.3 Enfance

Dépenses de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	492 296,06	696 700,07	810 702,32	605 165,75	112 869,69
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS	1 987 244,88	1 800 410,00	1 766 033,00	1 725 369,00	- 261 875,88
65	AUTRES CHARGES DE GESTION CO	153 300,76	206 400,00	210 970,71	187 960,00	34 659,24
	Somme :	2 632 841,70	2 703 510,07	2 787 706,03	2 518 494,75	- 114 346,95

A l'identique de la petite enfance, le secteur de l'enfance est consommateur d'importants crédits en charges de personnels, 1 725 369 euros sur les 2 518 494 euros de cette politique.

Les coûts d'entretien des centres de loisirs, énergies, fluides, contrats de maintenance et petits travaux représentent 275 565 euros. A noter l'aménagement du hall du centre de loisirs des Brichères pour 20 000 euros, un diagnostic sur les infiltrations en façade

du pôle rive droite pour 20 000 euros et des réparations des aires de jeux pour 20 000 euros également.

Les crédits pour animer les centres de loisirs sont de 106 000 euros.

Un effort a été porté à la formation de personnels avec 34 700 euros de crédits inscrits et 33 260 euros sont prévus pour les outils de gestion informatisée.

Des subventions seront attribuées aux associations intervenant en faveur de l'enfance pour 179 500 euros.

Recettes de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMA	324 035,78	223 100,00	223 100,00	84 400,00	- 239 635,78
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	441 270,46	478 300,00	594 300,00	149 800,00	- 291 470,46
	Somme :	766 464,74	701 400,00	817 400,00	234 200,00	- 532 264,74

Les recettes sont constituées de 84 400 euros de droits de fréquentation des familles.

La participation de la CAF s'élève à 143 800 euros et 6 000 euros attribués dans le cadre du contrat de ville par la communauté d'agglomération.

Dépenses d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				5 000,00	5 000,00
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERS	23 835,81	-	25 074,88	10 000,00	- 13 835,81
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 031,27	10 000,00	12 136,91	23 000,00	21 968,73
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	25 660,47	24 930,25	24 313,53	3 564,08	- 22 096,39
	Somme :	50 527,55	34 930,25	61 525,32	41 564,08	- 8 963,47

L'aide à l'investissement des associations de ce secteur sera en 2024 de 10 000 euros. La sécurisation du Pôle rive droite est programmé pour 20 000 euros et 5 000 euros pour les aires de jeux.

La modernisation des équipements de chauffage prévu au contrat de délégation s'élève à 3 564 euros.

6.6.4 Scolaire

Dépenses de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 969 778,83	2 416 051,00	2 555 376,08	2 320 640,36	350 861,53
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS	3 668 684,48	3 890 237,00	3 980 237,00	4 213 798,00	545 113,52
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COU	351 002,80	429 000,00	433 687,00	484 300,00	133 297,20
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES		-	353,00		
	Somme :	5 989 466,11	6 735 288,00	6 969 653,08	7 018 738,36	1 029 272,25

La politique scolaire concentre plus de 7.12 millions d'euros, dont 4.21 millions de charges de personnels en augmentation de 233 561 euros.

Les coûts des bâtiments scolaires représentent 962 207 euros en terme d'énergie (chauffage 318 639€), fluides (465 958€), et de nettoyage des locaux (18 350€).

Des panneaux acoustiques au restaurant scolaires des Clairions seront positionnés pour 15 000 euros.

A l'école maternelle des Piedalloues des travaux de restauration des sanitaires et cloisons acoustiques mobiliseront 24 000 euros, ainsi que 15 000 euros pour des travaux dans les sanitaires du groupe scolaire des Clairions.

Le nettoyage et balayage des cours d'écoles s'élève à 10 000 euros.

37 035 euros seront consacrés aux réparations de différents matériels et 3 000 euros de petites fournitures informatiques.

Les crédits alloués aux écoles élémentaires et préélémentaires sont de 1 782 398 euros dont 879 700 pour la restauration scolaire des enfants, 174 384 pour les transports collectifs et 136 603 euros pour les fournitures scolaires mises à disposition.

Les contributions aux écoles privées et charges intercommunales s'élèvent en 2024 à 484 000 euros.

Recettes de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	2 696,16	-	-		- 2 696,16
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE	102 024,97	170 000,00	85 000,00	413 500,00	311 475,03
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	29 509,96	-	70 000,00	400 500,00	370 990,04
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COMMUNALE	283 197,04	214 760,00	234 760,00	290 600,00	7 402,96
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	13 251,41	-	-		- 13 251,41
	Somme :	430 679,54	384 760,00	389 760,00	1 104 600,00	673 920,46

Les recettes de fonctionnement sont constituées des recettes des centres de loisirs pour 239 500 euros, des recettes inhérentes aux restaurants scolaires 375 600 euros dont 200 600 de redevance d'affermage, 40 000 euros du CROUS et 50 000 euros de remboursement de la communauté d'agglomération pour l'IUT.

Dépenses d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 020,00	350 000,00	287 981,20	317 000,00	309 980,00
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSÉES	6 600,00	-	148,82		- 6 600,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	307 348,81	195 000,00	406 733,21	281 500,00	- 25 848,81
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 048 366,86	2 117 224,49	2 305 033,40	4 947 930,00	3 899 563,14
	Somme :	1 374 021,22	2 662 224,49	2 999 896,63	5 546 430,00	4 172 408,78

Les investissements programmés dans le cadre de la politique scolaire concernent les crédits de paiement liés à la rénovation urbaine du quartier des rosiers pour 3.5 M€ et 300 K€ pour la rénovation urbaine du quartier Sainte Geneviève/Brichères dans leurs composantes scolaires.

Les crédits de paiement pour le groupe scolaire rive Droite sont prévus à hauteur de 800 000 euros en 2024 et l'optimisation des locaux du groupe scolaire Saint Siméon se poursuit avec 560 000 euros pour le bâtiment Colette.

Le bloc sanitaire de l'école Henri Matisse sera modernisé pour 80 000 euros, l'espace d'attente de la maternelle Saint-Siméon sera sécurisé pour 75 000 euros, et les travaux de division du site de la maternelle des Brichères seront portés au budget pour 40 000 euros.

Des mobiliers scolaires vieillissant seront remplacés pour 51 000 euros, et du matériels informatiques acquis pour 28 000 euros.

Recettes d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	45 720,61	-	494 414,82	1 165 938,00	1 120 217,39
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 685,55	-	-	-	4 685,55
	Somme :	50 406,16	-	494 414,82	1 165 938,00	1 115 531,84

Des subventions de l'ANRU seront perçues pour la rénovation urbaine du quartier des rosoirs pour 746 854 euros et 319 083 euros de la Région Bourgogne Franche Comté.

L'ANRU versera également 100 000 euros pour la rénovation urbaine du quartier Sainte Geneviève/Brichères.

6.7 Vie économique

6.7.1 Développement économique

Cette politique publique concerne à la fois les marchés principalement celui de l'arquebuse, la fête foraine, la foire Saint Martin, des bâtiments à vocation économique (Auxerreexpo, et Armatis) et des animations ponctuelles visant à dynamiser l'activité économique du centre-ville notamment.

Dépenses de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	433 497,78	510 882,16	534 076,06	557 317,00	123 819,22
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS	274 830,88	304 843,00	304 843,00	283 009,00	8 178,12
65	AUTRES CHARGES DE GESTION CO	730 523,00	543 500,00	543 923,00	408 000,00	322 523,00
	Somme :	1 438 851,66	1 359 225,16	1 382 842,06	1 248 326,00	190 525,66

La politique économique de la ville est inscrite au budget 2023 pour 1.25 millions d'euros de dépenses de fonctionnement, dont 283 009 euros de charges de personnels.

269 803 euros seront dépensés sur le site du marché de l'Arquebuse pour les coûts bâtimentaire, d'énergie, fluides maintenance, nettoyage, enlèvement des déchets et travaux de rénovation. Le remplacement des ventilations de l'espace marché est prévu pour 50 000 euros.

Une prestation de services de 77 000 euros est prévue suite à la fin de la DSP du camping

La taxe foncière d'Auxerrexpo s'élève à 61 680 euros et celle du bâtiment Armatis à 42 000 euros.

La contribution à la DSP pour Auxerrexpo s'élève à 408 000 euros, et un audit à mi-contrat est prévu pour 25000 euros, ainsi que des diagnostics techniques pour 8 000 euros.

Des animations sur les marchés sont prévues pour 9 500 euros.

L'opération nocturne des quais se poursuivra, et la sécurisation du site est estimée à 4 000 euros ainsi que la vitrophanie pour 8 000 euros.

Recettes de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMA	25 300,00	20 000,00	25 300,00	20 000,00	- 5 300,00
73	IMPOTS ET TAXES	627 895,46				- 627 895,46
731	FISCALITE LOCALES		639 000,00	639 000,00	640 000,00	640 000,00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	3 325,16	-	-		- 3 325,16
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION CO	445 137,18	558 260,00	558 260,00	548 139,00	103 001,82
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	49 302,33				- 49 302,33
	Somme :	1 150 960,13	1 217 260,00	1 222 560,00	1 208 139,00	57 178,87

Les recettes prévues pour cette politique publique sont de 1 208 139 €. Il s'agit notamment de l'encaissement des loyers et remboursement de charges d'Armatys pour 418 563 € et autres loyers pour 39 668 €. La redevance d'affermage pour Auxerrexpo est fixée à 20 000 €. Les remboursements par Armatis pour la taxe foncière, la TEOM et les assurances représentent 45 210 euros

La taxe locale sur la publicité extérieure générera une recette à hauteur de 400 000 €. Le montant des droits de place est évalué à 180 000 € pour ce qui concerne les marchés, déballages et fêtes foraines et 60 000 € au titre des terrasses, taxis et affichage, auxquels s'ajoutent les remboursements de fluides pour 20 000 €.

Dépenses d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	32 500,00	36 410,00		-
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	68 797,44	270 000,00	610 492,48	202 166,63	133 369,19
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	33 142,00	1 090 000,00	746 267,02	1 980 000,00	1 946 858,00
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATA	-	200,00	200,00		-
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCI	-	200,00	200,00	400 000,00	400 000,00
	Somme :	101 939,44	1 392 900,00	1 393 569,50	2 582 166,63	2 480 227,19

Concernant les investissements programmés en faveur des bâtiments à vocation économique, les travaux sur le bâtiment Auxerrexpo sont inscrits en crédits de paiements pour 1 500 000€.

Le développement de la boucle locale optique (fibre noire) se termine avec une inscription de 147 166 euros.

Des travaux de ventilation et traitement de l'air sont prévus sur le bâtiment 'Armatis' à hauteur de 480 000 euros.

400 000 euros sont inscrits au titre de la capitalisation foncière commerce et revitalisation.

Un nouveau groupe électrogène sera installé au parking de l'Arquebuse pour 60 000 euros

6.7.2 Tourisme

Le contour de cette politique publique coté ville concerne la supervision des DSP du camping et de la maison des randonneurs ainsi que la gestion des sites afférents.

Dépenses de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	7 057,18	16 408,03	15 919,19	10 588,00	3 530,82
65	AUTRES CHARGES DE GESTION CO	77 000,00	115 050,00	113 970,00	35 640,00	- 41 360,00
	Somme :	84 057,18	131 458,03	129 889,19	46 228,00	- 37 829,18

La redevance au délégataire de la Maison des randonneurs constitue l'essentiel des dépenses de fonctionnement de la politique touristique de la ville.

La redevance pour la Maison des randonneurs est de 35 640 euros. Des charges d'électricité restent également inscrites pour le site du camping pour 8 263 euros ainsi que la taxe foncière estimée à 995 euros.

Recettes de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION CO	166,32	5 300,00	5 300,00	5 467,00	5 300,68
	Somme :	166,32	5 300,00	5 300,00	5 467,00	5 300,68

La redevance annuelle perçue pour la maison des randonneurs est inscrite pour un montant de 5 300 euros.

6.8 Valorisation de l'espace public

Cette politique publique s'axe autour :

- Rendre la destination de l'auxerrois attractive en réalisant le projet de territoire
- Améliorer le cadre de vie des auxerrois en réalisant des aménagements plus durables et responsables en matière d'environnement
- Adapter les espaces publics aux défis climatiques en les végétalisant
- Entretien et valoriser l'espace public
- Adapter le réseau viaire aux mobilités douces.

A noter que sur cette politique publique tout particulièrement les charges de personnel sont faibles : il s'agit en effet de personnel mutualisé, dont la rémunération est versée par la communauté de l'Auxerrois et qui est ensuite refacturé à la ville par l'intermédiaire de l'attribution de compensation. Les charges de personnel ne peuvent donc pas être réaffectées sur la politique publique.

6.8.1 Voirie

Dépenses de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	829 678,78	1 437 156,10	1 438 968,63	1 173 531,30	343 852,52
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS	181 759,31	229 019,00	229 019,00	228 556,00	46 796,69
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		14 000,00	14 000,00	14 000,00	14 000,00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 203,79				3 203,79
	Somme :	1 014 641,88	1 680 175,10	1 681 987,63	1 416 087,30	401 445,42

La voirie Auxerroise mobilisera plus de 1.17 million d'euros en dépenses de fonctionnement dont 228 556 euros de charges de personnels.

Parmi les dépenses affectées à cette politique notons que 200 000 euros seront consacrés aux réfections des couches de roulement et la même somme pour les fournitures de voirie ainsi que 78 000 euros de matériels équipement pour les interventions en régie sur la voirie auxerroise. L'entretien des chemins ruraux est programmé pour 45 000 euros. L'entretien des véhicules intervenants sur la voirie est évalué à 43 000 euros.

L'entretien du réseau pluvial et des bassins d'orages est inscrit pour 180 000 euros.

Les charges d'énergies, des contrats de maintenances, de fluides et d'entretien des bâtiments et matériels dédiés aux services intervenant sur la voirie sont budgétées à hauteur de 149 721 euros.

La maintenance et réparations des bornes d'accès au centre-ville et des équipements mobiliers représentent 30 000 euros et 10 000 pour la mise en place de barrière anti-racinaires.

Recettes de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE PUBLIC	193 978,23	574 345,00	585 057,00	25 150,00	168 828,23
73	IMPOTS ET TAXES	43 028,05				43 028,05
731	FISCALITE LOCALES		55 000,00	55 000,00	55 000,00	55 000,00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	16 420,20	-	275 000,00		16 420,20
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	-	150 400,00	150 400,00	15 200,00	15 200,00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	4,25	-	-		4,25
	Somme :	253 430,73	779 745,00	1 065 457,00	95 350,00	158 080,73

Les produits de fonctionnement sont composés des recettes d'occupation de la voie publique pour 55 000 euros, de Redevances d'occupation du Domaine Public (RODP) pour 25 000 euros ainsi que 10 000 euros estimés de remboursement de tiers ayant causés un dommage sur le mobilier de voirie.

Dépenses d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	46 000,00	52 336,00	90 000,00	90 000,00
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERS	77 153,00	77 153,00	77 153,00	77 153,00	-
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	242 995,01	125 000,00	190 865,38	1 099 500,00	856 504,99
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	697 230,88	1 359 082,96	1 776 684,21	2 628 672,00	1 931 441,12
	Somme :	1 017 378,89	1 607 235,96	2 097 038,59	3 895 325,00	2 877 946,11

L'aménagement de la place du Maréchal Leclerc se poursuit et 2 390 972 euros de crédits de paiement sont portés au budget pour terminer cette réalisation.

Le programme annuel de réhabilitation des voiries et réseaux divers représente 900 000 euros. En complément, 50 000 euros seront consacrés à la sécurisation de l'EAA la boussole aux Piedalloues et 15 000 euros de sécurisation piétonne Place Saint Nicolas.

Des achats de mobiliers de voirie et de signalisation verticales sont prévus pour 40 000 euros.

Recettes d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	493 254,16	300 000,00	354 027,67	803 000,00	309 745,84
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	15,00	-	100,00	-	15,00
	Somme :	493 269,16	300 000,00	354 127,67	803 000,00	309 730,84

Le produit des amendes de police est inscrit au budget primitif pour 300 000 euros.

L'aménagement de la place du Maréchal Leclerc fera l'objet d'un subventionnement de l'Etat à hauteur de 503 000 euros.

6.8.2 Propreté

Dépenses de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	540 253,37	456 647,00	440 686,53	426 025,00	- 114 228,37
	Somme :	540 253,37	456 647,00	440 686,53	426 025,00	- 114 228,37

Pour assurer la propreté de la ville, le traitement des déchets ramassés est inscrit pour 90 000 euros ainsi que 110 000 € de prestations de nettoyage confiées à l'Epnak sur les quartiers Saint Siméon et sainte Geneviève.

Le coût d'entretien des 7 sanitaires publics s'élèvera à 60 000 euros. L'hydro décapage des voiries est budgété pour 22 000 euros. Les nettoyages de terrains divers sont prévus pour 12 000 euros.

Les coûts du service pour l'entretien des matériels, des bâtiments et les charges afférentes à ceux-ci représentent 125 925 euros.

6.8.3 Eclairage public

Dépenses de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	823 499,84	672 110,00	735 012,59	770 970,00	- 52 529,84
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		15 000,00	13 000,00	15 000,00	15 000,00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	22 712,80				- 22 712,80
	Somme :	846 212,64	687 110,00	748 012,59	785 970,00	- 60 242,64

Les charges d'électricité liées à l'éclairage public représentent 593 770 euros sur les 785 970 euros de cette politique publique. 154 000 euros concernent le marché de maintenance des points lumineux. 38 200 euros seront consacrés aux réparations sur les mobiliers suite à des accidents ou actes de vandalisme.

Recettes de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		15 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 976,61				- 2 976,61
	Somme :	2 976,61	15 000,00	15 000,00	15 000,00	12 023,39

La seule recette de 15 000 euros est l'indemnisation des dégâts sur les mobiliers urbains lorsque les tiers fautifs sont identifiés.

Dépenses d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	11 267,05	660 000,00	678 518,40	300 000,00	288 732,95
	Somme :	11 267,05	660 000,00	678 518,40	300 000,00	288 732,95

Le passage en LED des luminaires de la Ville se poursuit et 300 000 euros seront consacrés à cet investissement source d'économies à venir.

Recettes d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		-	222 655,00	100 000,00	100 000,00
	Somme :		-	222 655,00	100 000,00	100 000,00

L'appel au fonds vert apportera une subvention de 100 000 euros pour le déploiement du passage en Led des points lumineux.

6.8.4 Espaces verts

Dépenses de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	962 009,12	673 392,03	635 685,01	638 272,95	- 323 736,17
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS	35 620,26	36 198,00	36 198,00	38 650,00	3 029,74
	Somme :	997 629,38	709 590,03	671 883,01	676 922,95	- 320 706,43

Le coût d'entretien des espaces verts municipaux atteindra 676 922 euros dont 38 650 euros de charges de personnels.

Le désherbage des trottoirs représente 110 000 euros, l'élagage des arbres d'alignement, les diagnostics sanitaires et les différents soins apportés aux arbres qui jalonnent la commune représente une somme de 162 000 euros.

La maintenance des différents matériels nécessaires à l'entretien des espaces verts est inscrite pour 71 100 euros.

Les coûts structurels d'énergies, de fluides de maintenance, de protection, et d'entretien des différents bâtiments du service atteignent 171 382 euros.

Le fleurissement de la ville nécessite l'achat de plants pour 60 000 euros. L'éco pâturage mis en place aux Clairions est inscrit pour 7 500 euros

Dépenses d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				20 000,00	20 000,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	66 776,48	50 000,00	160 099,66	226 500,00	159 723,52
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	147 149,64	426 128,30	272 152,23	211 190,00	64 040,36
	Somme :	213 926,12	476 128,30	432 251,89	457 690,00	243 763,88

En termes d'investissement vers :

la poursuite de l'aménagement de la coulée verte pour 200 000 euros de crédits de paiement.

La plantation de nouveaux arbres sur la commune est prévue pour 100 000 euros.

La rénovation d'aires de jeux pour 40 000 euros et la surcouverture de containers pour 60 000 euros sont programmés. Une étude de végétalisation est inscrite pour 20 000 euros ainsi que 5 000 euros pour l'acquisition de récupérateurs d'eau au Brichères. 10 000 euros d'arrosage automatique sont programmé avec un passage au 'goutte à goutte'.

Recettes

d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	76 660,00	-	31 760,00	66 666,67	- 9 993,33
	Somme :	76 660,00	-	31 760,00	66 666,67	- 9 993,33

La DSIL sera perçue pour l'aménagement de la coulée verte à hauteur de 66 666 euros.

6.9 Relation citoyenne

Le contour de cette politique :

- Améliorer la gestion de la relation usager
- Améliorer la performance de l'organisation améliorer la gestion des cimetières dont leur végétalisation
- En matière d'hygiène et de santé, définir une politique de lutte contre les nuisibles, contre les nuisances liées à l'environnement



6.9.1 Relation citoyenne

Dépenses de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	212 942,35	351 664,06	371 238,34	312 002,85	99 060,50
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS	1 476 379,72	1 326 815,00	1 326 815,00	1 273 906,00	- 202 473,72
65	AUTRES CHARGES DE GESTION CO	2 708 434,00	2 807 720,00	2 761 401,93	2 879 370,00	170 936,00
	Somme :	4 397 756,07	4 486 199,06	4 459 455,27	4 465 278,85	67 522,78

La contribution au SDIS avec 2.806 Millions d'euros constitue la part la prépondérante de cette politique.

La gestion des cimetières fait également partie des services mis en œuvre dans cette politique avec notamment 33 280 euros dédiés.

Notons que 60 000 euros des droits de concessions sont reversés au CCAS.

Le cimetière Saint Amâtre nécessitera des travaux sur son mur d'enceinte pour 25 000 euros.

L'entretien des poteaux d'incendie mobilise 25 000 euros.

La maintenance et les droits des logiciels dédiés représentent 49 270 euros.

Le service en charge des problématiques de l'hygiène sur la commune fonctionnera avec 61 500 euros dont 5 000 seront utilisés pour la surveillance réglementaire de la qualité de l'air dans les écoles et centres de loisirs, 20 000 pour le plan de prévention des bruits et de l'environnement et 20 000 euros pour traiter les nuisances liées aux étourneaux, pigeons et autres volatiles.

L'entretien des bâtiments et matériels utilisés au service de la relation citoyenne, les charges de chauffage, électricité et fluides représente 55 266 euros.

Les charges des personnels nécessaires pour d'assurer ces missions au service du citoyen représentent 1.273 million d'euros.

Recettes de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMA	186 709,05	90 000,00	140 000,00	90 000,00	- 96 709,05
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	454 877,32	490 274,00	490 274,00	501 971,00	47 093,68
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION CO	1 762,00	2 800,00	2 800,00	2 000,00	238,00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 741,71	-	-	-	- 2 741,71
	Somme :	646 090,08	583 074,00	633 074,00	593 971,00	- 52 119,08

L'Etat apportera sa contribution à cette politique par le versement de la dotation hygiène et santé estimée à 434 000 euros en 2024 ainsi qu'une dotation pour la gestion des titres sécurisés à hauteur de 51 000 euros.

Les recettes de ventes de concession et vente de badges d'accès aux cimetières s'élèveront à 90 000 euros. Une participation de 6 500 euros sera perçue pour la Communication Electronique des Données de l'Etat Civil (COMEDDEC) ainsi que 6721 euros pour le recensement de la population.

Dépenses d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 280,00	10 000,00	8 660,00	18 000,00	11 720,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	124 705,69	111 500,00	236 906,26	254 000,00	129 294,31
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 773,78	1 841,40	51 092,22	1 940,00	166,22
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	-	15 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
Somme :		132 759,47	138 341,40	311 658,48	288 940,00	156 180,53

Des travaux sur le portail du cimetière des Conches seront réalisés pour 100 000 euros. La rénovation du Monuments aux morts est prévue pour 85 000 euros. La réfection d'allées et l'habillage de zones de tri au cimetière Saint Amâtre sont programmés pour 35 000 euros.

De nouveaux poteaux d'incendie seront installés pour 25 000 euros et un logiciel de gestion des files d'attente du service de l'Etat civil est prévu pour 10 500 euros.

15 000 euros sont prévus en cas de réalisation de travaux d'urgence et de sécurité en lieu et place de tiers, cette même somme étant prévue en recettes puisque remboursée par ces derniers.

Recettes d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	640,00	-	100,00	-	640,00
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	-	15 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
Somme :		640,00	15 000,00	15 100,00	15 000,00	14 360,00

Les 15 000 euros sont les remboursements des travaux d'urgence réalisés en lieu et place de tiers.

6.9.2 Sécurité publique

Dépenses de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	17 937,17	66 309,42	36 582,42	77 118,00	59 180,83
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS	507 925,14	618 552,00	618 552,00	699 136,00	191 210,86
65	AUTRES CHARGES DE GESTION CO-	600,00	-	-	-	600,00
Somme :		525 262,31	684 861,42	655 134,42	776 254,00	250 991,69

Les charges de personnels représentent la part prépondérante de la politique de sécurité publique avec 699 136 euros sur les 776 254 euros affectés.

La maintenance de la vidéo protection s'élève à 35 000 euros et 8 000 euros seront consacrés à l'équipement vestimentaire de la police municipale et des ASVP. 4 500 euros permettront également à la police municipale d'acquérir les petits matériels nécessaires à l'exercice de ses missions.

Le réaménagement et la remise en peinture des locaux de la police municipale est budgétisé pour 13 000 euros.

Dépenses d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	-	35 880,00		-
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 536,00	-	-	50 000,00	48 464,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	-	150 000,00	147 700,00		-
	Somme :	1 536,00	150 000,00	183 580,00	50 000,00	48 464,00

Le déploiement de la vidéo protection urbaine se poursuit et 50 000 euros de crédits d'investissement sont inscrits à ce titre.

6.10 Communication assemblée

Cette politique publique vise à :

- Réaliser les projets de territoire de valorisation et d'attractivité
- Réinventer et réinvestir l'espace public afin de reconnecter les populations
- Communiquer et faire savoir, identifier les programmes de saisons et événements à produire pour une meilleure information du public.

Dépenses de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	726 367,58	798 174,60	800 574,43	802 309,69	75 942,11
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS	489 594,03	778 484,00	778 484,00	880 299,00	390 704,97
65	AUTRES CHARGES DE GESTION CO	277 103,28	281 476,00	324 726,00	315 950,00	38 846,72
	Somme :	1 493 064,89	1 858 134,60	1 903 784,43	1 998 558,69	505 493,80

Les charges de personnels en lien avec cette politique publique représentent 880 299 euros sur les 1 998 558 euros mobilisés.

Le forum des associations 2024 est budgété pour 6 000 euros ainsi que les festivités pendant la période de Noël pour 4 900 euros, le traditionnel feu d'artifice du 13 juillet pour 25 500 euros et la fête de la musique du 21 juin pour 4 500 euros.

Les festivités de la Saint Patrick sont reconduites pour 21 000 euros.

Le service en lien avec les associations auxerroises sera doté de 15 000 euros pour son fonctionnement.

110 000 euros seront consacrés aux illuminations et sonorisation pendant les fêtes de fin d'année.

Une signalétique valorisant les travaux réalisés sur la commune sera mise en place pour 13 000 euros ainsi que l'acquisition des bâches en lien avec les grands événements 2024 pour 2 000 euros.

L'entretien et les coûts de fonctionnement et maintenance des différents équipements et salles mises à la disposition des administrés représentent 386 574 euros dont 199 735 euros de fluides.

150 000 euros serviront à la réalisation des cérémonies officielles et aux relations avec les administrés et les forces vives de la cité.

Les indemnités électives sont budgétisées à hauteur de 300 000 euros et 15 000 euros dont dédiés aux formations.

Recettes de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE	13 830,56	5 000,00	5 000,00	14 000,00	169,44
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS		-	3 000,00		
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	141,11	-	-		- 141,11
	Somme :	13 971,67	5 000,00	8 000,00	14 000,00	28,33

14 000 euros de recettes issues des locations de divers matériels sont prévues au budget.

Dépenses d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	30 771,45	25 000,00	79 755,76	20 000,00	- 10 771,45
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	119 423,50	1 422 681,21	1 428 626,21	1 772 850,00	1 653 426,50
	Somme :	150 194,95	1 447 681,21	1 508 381,97	1 792 850,00	1 642 655,05

Les travaux de modernisation de la salle Vulabelle se poursuivront et se termineront en 2024 avec 1.750 millions de crédits de paiement inscrits au budget.

De nouvelles illuminations et décorations de Noël seront acquises pour 20 000 euros et des travaux sur les chaudières des équipements mis à dispositions seront programmés dans le cadre de la DSP pour 22 850 euros.

6.11 Administration Générale

Cette politique publique ne correspond pas à un domaine d'intervention particulier mais regroupe les services ressources et toutes les dépenses qui ne relèvent pas précisément d'une politique publique présentée précédemment. L'ensemble des services support est également rattaché à cette politique.

Dépenses de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 873 888,75	2 674 670,80	3 983 763,21	2 472 182,05	598 293,30
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS	1 086 450,79	1 212 594,00	1 128 907,00	1 188 067,00	101 616,21
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	343 267,00	355 000,00	367 000,00	363 378,00	20 111,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	216 963,25	229 969,63	244 058,16	397 400,00	180 436,75
66	CHARGES FINANCIERES	1 039 457,61	1 375 243,33	1 575 243,33	1 831 000,00	791 542,39
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	18 435,98	5 000,00	4 647,00	5 000,00	- 13 435,98
	Somme :	4 578 463,38	5 852 477,76	7 303 618,70	6 257 027,05	1 678 563,67

Les charges de personnels non ventilées sur d'autres politiques s'élèvent à 1 188 067 euros.

Les charges à caractère général représentent 2 472 182 euros regroupant les crédits affectés aux services supports pour l'exercice de leurs missions.

Les dépenses inscrites pour ces services à la politique Administration Générale concernent des bâtiments ou moyens n'ayant pas pu être directement affectés à une autre politique publique.

Pour le service des affaires juridiques sont inscrits notamment 40 000 euros pour les frais d'actes et contentieux et 25 000 euros pour les assurances multirisques de la collectivité.

Pour les services logistiques sont prévus 73 750 euros pour l'entretien du pool véhicules, 280 000 euros d'approvisionnement en carburants (en hausse significative 230 K€ en 2023) et 53 00 euros pour l'assurance de la flotte de véhicules et engins.

La maintenance téléphonique informatique de logiciels transversaux est estimée à 66 530 euros et l'acquisition de petits équipements informatiques et téléphoniques est prévue au budget à hauteur de 4 500 euros.

Le service de la commande publique en gestion de la passation des marchés et des achats de fournitures de bureau disposera de 50 500 euros de crédits dont 17 000 euros pour les insertions légales liés aux marchés de fonctionnement de la ville d'Auxerre. Une Assistance à maîtrise d'ouvrage est prévue pour les délégations de service public à hauteur de 23 000 euros.

L'entretien des bâtiments non affectés à d'autres politiques publiques et les petites interventions de maintien en l'état couteront 503 985 d'euros.

Le nettoyage de l'ensemble de ces bâtiments représentera 124 600 euros.

Les fluides charges énergétiques et de chauffage représentent 309 987 euros, les frais d'assurance des bâtiments pour 164 000 euros, les taxes foncières et autres impôts prévus pour 281 820.

Des atténuations des produits fiscaux sont prévues pour 336 378 euros.

Le paiement des intérêts des emprunts est budgété à hauteur de 1 831 000 euros pour 2024 dans un contexte de taux toujours très élevés.

30 00 euros sont inscrits à titres prévisionnels pour des régularisations de titres sur exercices antérieurs, créances éteintes ou autres écritures comptables.

Une enveloppe de soutien aux associations ne relevant pas d'autres politiques publiques est budgétisée pour 308 000 euros.

Recettes de fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONN	9 622 886,50	-	9 287 732,10		- 9 622 886,50
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	83 232,39	38 000,00	123 000,00	92 000,00	8 767,61
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAIN	47 552,02	8 000,00	55 336,00	8 000,00	- 39 552,02
73	IMPOTS ET TAXES	30 977 069,92	1 120 400,00	1 507 600,00	2 456 000,00	- 28 521 069,92
731	FISCALITE LOCALES		31 054 460,00	31 007 504,00	34 114 129,00	34 114 129,00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	9 172 216,00	9 718 669,00	9 468 415,00	9 464 160,00	291 944,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COL	273 606,23	249 250,00	256 068,00	184 205,00	- 89 401,23
76	PRODUITS FINANCIERS		-	-		
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	142 739,24	5 000,00	72 422,00	5 000,00	- 137 739,24
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS E	-	16 308,00	30 500,00		-
	Somme :	50 319 302,30	42 210 087,00	51 808 577,10	46 323 494,00	- 3 995 808,30

Pour les recettes de fonctionnement, à l'identique des dépenses, il s'agit de celles ne pouvant être ventilées sur une autre politique publique.

Près de 74% de ses recettes proviennent des impôts et taxes selon la répartition :

TAXES FONCIERES BATIS OU NON BATIS	32 279 129,00
TAXE ADDIT. DROITS MUTATION OU PUB FONCIERE	1 000 000,00
TAXE SUR LES PYLONES ELECTRIQUES	35 000,00
TAXE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE	800 000,00
ATTRIBUTION DE COMPENSATION	2 456 000,00
Total	36 570 129,00

Le produit de fiscalité attendu a été calculé suivant les taux votés lors du conseil municipal du 16 novembre 2023 avec une revalorisation des bases.

TFB	ETAT 1259 2023	2024	Evolution par rapport à 2023
BASES	58 151 000,00	60219737,79	2 068 737,79
TAUX	46,60%	49,96%	
PRODUIT	27 098 366,00	30 082 890,45	2 984 524,45
compensation TF	830 498,00	869 776,00	39 278,00
TOTAL TFB + Compensation	27 928 864,00	30 952 666,45	3 023 802,45

TFNB	2023	2024	Evolution par rapport à 2023
BASES	215 600,00	225302	9 702,00
TAUX	74,27%	79,62%	
PRODUIT	160 126	179 380	19 253,56
compensation TFNB	10 939,00	10 939,00	0,00
TOTAL TFNB + Compensation	171 065,12	190 318,68	19 253,56

TH	2023	2024	Evolution par rapport à 2023
coefficient correcteur	747 730,00	774 527,00	26 797,00
BASES RS +locaux vacants	5 245 919,00	5481985,355	236 066,36
TAUX	21,14%	22,66%	
PRODUIT	1 108 987	1 242 332	133 344,63
PRODUIT TH (RR + RS)	1 856 717,28	2 016 858,91	160 141,63

	2023	2024	Evolution par rapport à 2023
73111 TOTAL IMPOTS DIRECTS	29 115 209	32 279 129	3 163 919,64
74833 COMPENSATION TF	841 437	880 715	39 278,00
TOTAL PRODUITS	29 956 646	33 159 844	3 203 197,64

Les dotations et participations notamment de l'Etat sont estimées à 9 464 160 euros :

DOTATION FORFAITAIRE	4 835 859,00
DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	2 990 045,00
DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION	503 338,00
FCTVA 2024 PERCU SUR DEPENSES 2022	214 703,00
ETAT - COMPENSAT. EXONERATIONS TAXES FONCIERE	880 715,00
RECETTES CONTRAT DE VILLE PROJETS MUNICIPAUX	39 500,00
	9 464 160,00

Evolution de la DGF

	2021	2022	2023	Prévisions 2024
Dotation forfaitaire	4 936 177 €	4 890 301 €	4 857 937 €	4 835 859 €
Dotation de solidarité urbaine	2 659 631 €	2 769 697 €	2 875 627 €	2 990 045 €
Dotation nationale de péréquation	481 505 €	568 021 €	514 505 €	503 338 €
TOTAL DGF	8 077 313 €	8 228 019 €	8 248 069 €	8 329 242 €

La DGF attendue est estimée à 8,329 M€ en progression d'un peu plus de 81 K€ grâce à la dotation de solidarité urbaine tandis que la dotation forfaitaire et la dotation nationale de péréquation se rétracte légèrement.

Des revenus de loyers et remboursement divers et de taxes foncières et TEOM de la part des locataires sont prévus pour 192 205 euros.

Des annulations de mandats émis sur des exercices antérieurs sont inscrits pour 5 000 euros.

Des produits venant en atténuation de charges ou recettes exceptionnelles pour 92 000 euros.



Dépenses d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEM	4 604 507,95	-	4 127 953,55		- 4 604 507,95
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	5 675 297,28	5 831 368,72	6 011 368,72	6 461 000,00	785 702,72
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	19 989,54	132 500,00	167 405,00	177 263,00	157 273,46
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSE	539 679,48	566 000,00	489 000,00	510 000,00	- 29 679,48
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	95 074,08	1 191 200,00	662 471,57	1 384 431,00	1 289 356,92
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	934 655,43	157 797,15	387 573,41	114 560,00	- 820 095,43
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIE	-	-	3 500,00		-
	Somme :	11 869 203,76	7 878 865,87	11 849 272,25	8 647 254,00	- 3 221 949,76

En dépenses de la section d'investissement, sont inscrits les remboursements en capital des emprunts pour 6 460 000 euros, des travaux divers sur le patrimoine immobilier pour 400 000€ et 200 000 euros dans le cadre du programme d'accessibilité des bâtiments.

La mise en conformité de l'assainissement bâtementaires est programmé pour 180 000 euros, ainsi qu'une étude de faisabilité de regroupement de services sur le site du CTM pour 150 000 euros.

Une enveloppe de 50 000 euros est inscrite pour l'acquisition de véhicules et engins de la ville dans le cadre d'une gestion active du parc, ainsi que 320 500 euros pour l'acquisition de matériels et mobiliers.

Un plan pluriannuel de mises aux normes sécuritaires sur les toitures et terrasses des bâtiments est budgété en 2024 pour 80 000 euros.

Des matériels vidéos permettant d'offrir des équipements de qualité dans les salles de réunion et à la salle Vaulabelle sont inscrits pour 77 931 euros. 80 000 euros étant dédiés au renouvellement des postes informatiques des services.

25 000 euros permettront les publications réglementaires des marchés d'investissement de la ville.

L'attribution de compensation sera versée à hauteur de 510 000 euros.

Recettes d'investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESE	7 015 131,75	1 491 719,00	6 783 624,62	1 584 902,00	- 5 430 229,75
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	13 818,12	900 000,00	15 835,80		- 13 818,12
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	4 500 818,00	21 472 774,47	8 000 000,00	26 522 152,06	22 021 334,06
	Somme :	11 529 767,87	23 864 493,47	14 799 460,42	28 107 054,06	16 577 286,19

En recettes de cette section est prévue le FCTVA pour 1 434 902 euros et 150 000 pour la taxe d'aménagement.

Dans le respect strict du principe de sincérité budgétaire, un emprunt d'équilibre temporaire de 26.5 millions d'euros est inscrit en attendant l'attribution des subventions sollicitées pour les innombrables programmes du projet de territoire.

7/ Les opérations d'ordre

Lors de l'exécution budgétaire, la collectivité effectue des opérations réelles ou des opérations d'ordre. Les opérations d'ordre non budgétaires n'ont pas de conséquences sur la trésorerie de la collectivité ou de l'établissement ; il s'agit de jeux d'écritures qui ne donnent lieu ni à encaissements ni à décaissements.

Les opérations d'ordre sont de deux types :

- les opérations de transfert entre sections : le compte 042, en dépenses de fonctionnement, est un chapitre globalisé permettant de retracer les provisions pour risques et charges ainsi que les amortissements. Ce compte s'équilibre avec le compte 040 en recettes d'investissement et inversement.

- Les opérations au sein d'une même section : Le compte 041, en section d'investissement, permet un transfert entre les dépenses et les recettes de cette section, et retrace principalement les opérations patrimoniales.

En outre, les virements de la section de fonctionnement à la section d'investissement (023/021) destinés à compléter les recettes nécessaires aux opérations d'investissement adoptées au titre de l'exercice doivent également être équilibrés.

- Opérations entre sections :

Dépenses de Fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	-	8 373 799,77	4 377 293,65	4 377 293,65
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	3 255 967,48	2 835 000,00	3 045 000,00	2 835 000,00	- 420 967,48
	Somme :	3 255 967,48	2 835 000,00	11 418 799,77	7 212 293,65	3 956 326,17

Recettes d'Investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-	-	8 373 799,77	4 377 293,65	4 377 293,65
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	3 255 967,48	2 835 000,00	3 045 000,00	2 835 000,00	- 420 967,48
	Somme :	3 255 967,48	2 835 000,00	11 418 799,77	7 212 293,65	3 956 326,17

Ces opérations correspondent à l'autofinancement dégagé de la section de fonctionnement pour financer les investissements (chapitre 023-021), ainsi que les dotations aux amortissements et l'étalement des charges « covid ».(chapitres 042 -040).

Dépenses d'Investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	838 945,12	903 708,00	903 708,00	795 508,00	- 43 437,12
	Somme :	838 945,12	903 708,00	903 708,00	795 508,00	- 43 437,12

Recettes de Fonctionnement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	838 945,12	903 708,00	903 708,00	795 508,00	- 43 437,12
	Somme :	838 945,12	903 708,00	903 708,00	795 508,00	- 43 437,12

Ces opérations correspondent à la neutralisation des amortissements des ACI.

- Les opérations au sein d'une même section : elles correspondent aux écritures d'ordres liées aux remboursements d'avance forfaitaires sur les marchés de travaux.

Dépenses d'Investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	740 875,79	-	300 000,00	300 000,00	- 440 875,79
	Somme :	740 875,79	-	300 000,00	300 000,00	- 440 875,79

Recettes d'Investissement

Chapitre (C)	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Ecart CA 22 / BP 24
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	740 875,79	-	300 000,00	300 000,00	- 440 875,79
	Somme :	740 875,79	-	300 000,00	300 000,00	- 440 875,79

8/ Le budget annexe du crématorium

Le budget primitif du Crématorium reste géré selon l'instruction M40 pour les SPIC, il s'équilibre en recettes et dépenses :

en euros	Dépenses	Recettes
Investissement	3 000,00	3 000,00
Fonctionnement	140 000,00	140 000,00

Les recettes de fonctionnement proviennent exclusivement de la redevance du délégataire. Un emprunt et une taxe foncière sur le bâti constituent les dépenses de ce budget.



9/ Annexes

Balance détaillée du budget principal de la ville

Dépenses de Fonctionnement						
Chapitre	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Evol BP 23 / BP 24 en %
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	12 817 231,15	15 396 424,04	17 165 876,13	14 985 139,35	-2,67
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	19 707 116,88	20 762 976,00	20 737 976,00	21 132 560,00	1,78
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	343 267,00	355 000,00	367 000,00	363 378,00	2,36
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-	-	8 373 799,77	4 377 293,65	-
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIO	3 255 967,48	2 835 000,00	3 045 000,00	2 835 000,00	0
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	7 927 963,09	8 208 853,63	8 289 948,63	8 215 170,00	0,08
66	CHARGES FINANCIERES	1 039 457,61	1 375 243,33	1 575 243,33	1 831 000,00	33,14
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	154 533,92	5 000,00	73 303,24	5 000,00	0
	Total	45 245 537,13	48 938 497,00	59 628 147,10	53 744 541,00	

Recettes de Fonctionnement						
Chapitre	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Evol BP 23 / BP 24 en %
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	9 622 886,50	-	9 287 732,10		-
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	101 263,87	38 000,00	123 000,00	92 000,00	142,11
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIO	838 945,12	903 708,00	903 708,00	795 508,00	-11,97
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVE	2 172 065,01	1 731 545,00	1 792 774,00	2 209 562,00	27,61
73	IMPOTS ET TAXES	31 647 993,43	1 120 400,00	1 507 600,00	2 456 000,00	119,21
731	FISCALITE LOCALES		31 748 460,00	31 701 504,00	34 809 129,00	9,64
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	12 063 178,06	12 138 850,00	12 574 904,00	12 178 781,00	0,33
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1 125 302,88	1 236 226,00	1 633 913,00	1 198 561,00	-3,05
76	PRODUITS FINANCIERS		-	-		-
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	794 539,98	5 000,00	72 512,00	5 000,00	0
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	-	16 308,00	30 500,00		-100
	Total	58 366 174,85	48 938 497,00	59 628 147,10	53 744 541,00	

Dépenses d'Investissement						
Chapitre	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Evol BP 23 / BP 24 en %
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	4 604 507,95	-	4 127 953,55		-
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIO	838 945,12	903 708,00	903 708,00	795 508,00	-11,97
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	740 875,79	-	300 000,00	300 000,00	-
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	-	10 000,00	10 000,00		-100
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	-	-	-		-
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	5 676 092,49	5 831 368,72	6 011 368,72	6 461 000,00	10,8
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	156 012,62	691 000,00	1 262 978,20	1 580 088,00	128,67
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	1 575 627,60	1 550 508,00	1 837 643,31	3 936 508,00	153,89
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 118 763,13	3 297 170,00	8 160 027,95	6 360 979,63	92,92
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	6 426 599,59	18 171 270,75	19 318 661,87	22 432 917,08	23,45
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PAR	-	200,00	200,00		-100
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	200,00	3 700,00	400 000,00	199 900
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	389 282,06	15 000,00	565 514,21	15 000,00	0
	Total	22 526 706,35	30 470 425,47	42 501 755,81	42 282 000,71	

Recettes d'Investissement						
Chapitre	Chapitre (L)	Réalisé 2022	BP 2023	Budget Total 2023	BP 2024	Evol BP 23 / BP 24 en %
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-	-	8 373 799,77	4 377 293,65	-
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	-	652 500,00	1 470 420,00	1 577 198,00	141,72
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTI	3 255 967,48	2 835 000,00	3 045 000,00	2 835 000,00	0
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	740 875,79	-	300 000,00	300 000,00	-
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	7 015 131,75	1 491 719,00	6 783 624,62	1 584 902,00	6,25
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 698 206,58	4 003 432,00	13 749 073,83	5 070 455,00	26,65
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	4 501 740,00	21 472 774,47	8 000 550,00	26 522 152,06	23,52
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	1 280,00	-	-	-	-
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10 551,20	-	-	-	-
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	175 000,00	15 000,00	779 287,59	15 000,00	0
	Total	18 398 752,80	30 470 425,47	42 501 755,81	42 282 000,71	

Liste des emprunts du Budget principal

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/2024									
	Capital restant dû au 01/01/2024	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annulé de l'exercice			ICNE de l'exercice	
			Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)		
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)	50 362 650,50						6 165 531,78	1 464 328,36	32 188,65	244 408,11
1641 Emprunts en euros (total)	45 762 650,50						5 765 531,78	1 399 986,30	32 188,65	234 898,62
200502 - 3029828 ME	143 750,00	1,15	F	Taux fixe à 3.74 %	3,793		115 000,00	3 763,38		104,54
200503 - 3046062	300 000,00	1,82	F	Taux fixe à 3.24 %	3,280		150 000,00	7 897,50		877,50
200601 - 30 58185	498 322,39	2,32	F	Taux fixe à 3.49 %	3,536		194 149,89	14 868,91		1 916,71
200605 - 3241440 ME	1 307 781,09	3,15	F	Taux fixe à 3.8 %	3,854		385 412,57	44 246,83		3 407,64
200704 - MON533351EUR	1 361 488,24	3,92	V	Euribor 1M-Floor 0 sur Euribor 1M	4,002		317 681,02	48 092,22		2 482,40
200705	1 281 447,32	3,99	F	Taux fixe à 4.58 %	4,728		298 821,26	54 500,28		500,05
200801 - 3275810	2 504 809,71	5,04	F	Taux fixe à 4.68 %	4,763		431 157,13	109 731,63		20 218,12
200803 - 1129850 DO	1 103 913,47	5,08	V	(Euribor 3M + 0.39)-Floor -0.39 sur Euribor 3M	4,500		198 665,03	42 414,91		4 990,97
200804 - 1129854 DO	1 351 197,33	5,08	V	LEP(Préfixé) + 1.04	7,040		218 440,04	69 301,44		8 313,93
200903 - CO5918 Ex 090654 DO	1 500 000,00	5,12	V	TAM(Postfixé) + 0.7	4,312		250 000,00	64 638,46		44 987,78
200902	590 564,53	6	F	Taux fixe à 4.3 %	4,370		88 210,56	23 984,56		0,00
201301 - AN096685	3 002 153,73	9,02	F	Taux fixe à 3.37 %	3,413		281 481,44	97 640,23		20 374,81
201401 - MIN281747EUR	537 500,00	10,67	V	Euribor 3M + 1.61	5,788		50 000,00	27 396,22		1 807,29
201601 - MIN509471EUR	2 653 189,12	12,17	F	Taux fixe à 2.19 %	2,208		190 982,06	56 543,54		4 343,74
201501-MON504646EUR	549 040,52	4,42	F	Taux fixe à 1.23 %	1,236		119 400,36	6 203,88		425,70
201503 - 95 77579	1 913 467,46	10,98	F	Taux fixe à 1.86 %	1,873		158 265,10	34 490,86		453,43
201603 - 9791056	833 832,48	5,07	V	(Euribor 3M + 0.53)-Floor 0 sur Euribor 3M	4,630		157 042,79	33 144,04		4 373,13
201602 - 9790715	1 611 767,65	10,07	V	(Euribor 3M + 0.58)-Floor 0 sur Euribor 3M	4,682		153 064,26	67 143,63		9 561,26
201703 - ONE 8935922-8935922-8935927	2 362 500,00	13,5	V	(Euribor 3M + 0.5)-Floor 0 sur Euribor 3M	4,557		175 000,00	93 351,21		198,93
201701- MON517385EUR	2 114 872,85	9,92	V	(Euribor 3M + 0.65)-Floor 0 sur Euribor 3M	4,776		167 401,52	88 346,25		5 661,80
201702 - 9923759 ME	303 667,29	1,4	F	Taux fixe à 0.74 %	0,742		202 070,47	1 687,25		73,09
201802 - MIN526942EUR DO	3 154 108,66	15,08	F	Taux fixe à 1.48 %	1,488		185 772,30	45 652,94		7 199,86
201801 - MON520299EUR DO	1 089 699,41	9,08	V	(Euribor 12M + 0.21)-Floor 0 sur Euribor 12M	3,630		86 636,09	39 530,96		36 695,17
200505-1 - min237058eur 001 DO	296 668,86	2,92	F	Taux fixe à 2.65 %	2,682		95 464,06	15 819,37	9 109,83	483,54
200505-2 - MIN237058EUR 002 DO	375 790,35	2,92	F	Taux fixe à 2.65 %	2,682		120 919,63	20 038,43	11 539,41	612,51
200505-3 - MIN237058EUR 003 DO	375 790,35	2,92	F	Taux fixe à 2.65 %	2,682		120 919,63	20 038,43	11 539,41	612,51
2018 03-MON527058EUR	1 525 000,00	15,17	F	Taux fixe à 1.47 %	1,500		100 000,00	22 230,69		1 745,63
2018 04-MIN531749	1 605 263,15	15	V	(Euribor 3M + 0.46)-Floor 0 sur Euribor 3M	4,516		105 263,16	66 640,27		13 211,91
201502-MON504645EUR	469 636,20	8,42	F	Taux fixe à 1.4 %	1,407		52 399,86	6 300,62		470,55
201101 -CO5919 Ex 090655-2020	472 500,00	6,21	V	TAM(Postfixé) + 0.7	4,447		67 500,00	21 053,40		12 890,72
202003-00003229025	3 333 333,30	12,29	F	Taux fixe à 0.34 %	0,340		266 666,68	10 993,33		2 172,23
202101-MON539815EUR	912 500,00	18	F	Taux fixe à 0.66 %	0,662		50 000,00	5 898,76		1 407,32
202201 - MON543661EUR	2 233 000,00	19	F	Taux fixe à 3.19 %	3,228		116 000,00	69 845,06		16 695,49
202202 - MON543662EUR	654 500,00	19	F	Taux fixe à 3.19 %	3,228		34 000,00	20 471,83		4 893,51
202203 - 391714G	1 439 595,04	18,98	V	(Livret A(Préfixé) + 0.2)-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	3,286		61 744,87	46 084,99		734,85
1643 Emprunts en devises (total)										
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)	4 600 000,00						400 000,00	64 342,06		9 509,50
2020-01 00003069396 DO	2 376 662,00	11,34	F	Taux fixe à 1.43 %	1,459		206 668,00	33 243,32		4 913,23
2020-02 CP0902	2 223 338,00	11,34	F	Taux fixe à 1.43 %	1,459		193 332,00	31 098,74		4 596,27

Liste des emprunts du Budget annexe Crématorium

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/2024								
	Capital restant dû au 01/01/2024	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
			Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)	3 750,00					3 000,00	98,17		2,73
1641 Emprunts en euros (total)	3 750,00					3 000,00	98,17		2,73
200502 - 3029828 ME	3 750,00	1,15	F	Taux fixe à 3.74 %	3,793	3 000,00	98,17		2,73
Total général	3 750,00					3 000,00	98,17	0,00	2,73

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.



VILLE D'AUXERRE

Politique publique	Libellé	TOTAL PPI (calcul automatique)	Montant 2022	Total Budget 2023	Montant 2024	Montant 2025	Montant 2026	Montant 2027	Montant 2028	Montant 2029	Montant 2030	Montant 2031	Montant 2032	Montant 2033
ADMINISTRATION GENERALE DE	Travaux CTM	261 000		56 000	205 000									
ADMINISTRATION GENERALE DE	SUBVENTIONS EQUIPEMENT	197 872	0	5 000	0	67 000	67 000							
ADMINISTRATION GENERALE DE	Requalification bureaux archives	60 000		60 000										
ADMINISTRATION GENERALE DE	Mairie Annexe - Remplacement de fenêtre toit HS + stores	40 000		40 000										
ADMINISTRATION GENERALE DE	INSTALLATION FINANCES DSI LEPELTIER SAINT FARGEAU	792 724	772 427	20 298										
ADMINISTRATION GENERALE DE	Ecran bureau du maire / salle de réunion / salle Vaulabelle	90 131		12 200	77 931									
ADMINISTRATION GENERALE DE	4 Bornes charge véhicules au CTM			14 000										
ADMINISTRATION GENERALE DE	CHAUFFAGE P3 CONTRAT	241 307	53 481	71 736	34 560									
ADMINISTRATION GENERALE DE	BMA INF/ Renouvellement parc PC	199 067	26 366	30 000	80 000									
ADMINISTRATION GENERALE DE	BMA INF/ Module visite médicale RH	2 900	0	2 900										
ADMINISTRATION GENERALE DE	BMA INF/ Logitud : Webdécés et DDPacs	4 600	0	4 600										
ADMINISTRATION GENERALE DE	BMA INF/ INFORMATIQUE (besoin maintien actif) + réalisations 2021 BLO	279 855	47 198	39 819	7 500	70 000	70 000							
ADMINISTRATION GENERALE DE	BMA INF/ Autres demandes matériels utilisateurs	17 210	0	6 983										
ADMINISTRATION GENERALE DE	BMA INF/ Autres demandes logiciels utilisateurs	4 635	0	2 372	2 263									
ADMINISTRATION GENERALE DE	BMA ADTECH / TRAVAUX HOTEL DE VILLE	81 165	2 149	79 015										
ADMINISTRATION GENERALE DE	BMA ADTECH / mise aux normes des sécurité collectives sur les toitures terrasses	214 711	0	11 136	80 000									
ADMINISTRATION GENERALE DE	BMA ADTECH / Conformité électrique HDV	113 445	103 445	10 000										
ADMINISTRATION GENERALE DE	BMA ADTECH / BESOIN MAINTIEN ACTIF Patrimoine Admi et Techn dont amiante et mises aux normes	2 010 258	0	404 347	593 500	450 000	450 000							
ADMINISTRATION GENERALE DE	BESOIN MAINTIEN ACTIF Administration générale (mobilier/ matériel/ véhicule)	992 325	14 568	301 470	395 500	116 000	116 000							
ADMINISTRATION GENERALE DE	Agenda d'accessibilité Programmée	920 997	10 982	219 242	200 000	150 000	150 000							
ADMINISTRATION GENERALE DE	ACI MUT	7 193 405	539 679	484 000	510 000	438 100	438 100	438 100	438 100	438 100	438 100	438 100	438 100	438 100
AMENAGEMENT TERRITORIAL	Terrains	5 875 530	20 066	3 923 693	1 927 000									
AMENAGEMENT TERRITORIAL	Réaménagement des boulevards (phase concours - définition du projet)		0	20 000										
AMENAGEMENT TERRITORIAL	Plan Sauvegarde et mise en valeur/ Plan façade	512 440	73 552	212 324	60 000	60 000	60 000							
AMENAGEMENT TERRITORIAL	Participation extension réseaux EDF	1 079 197	19 600	149 597	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000
AMENAGEMENT TERRITORIAL	Etude ruisselement Vaux	20 000	0	20 000										
AMENAGEMENT TERRITORIAL	Etude de sols pour vente terrains	58 000	0	5 000	53 000									
AMENAGEMENT TERRITORIAL	Etude circulation coulée verte et batardeau/ Aménagement secteur Rive Droite / Etude circulation centre ville	95 580	88 380	7 200										
AMENAGEMENT TERRITORIAL	Cordeliers - Etude Urbaine faisabilité	40 000	0	0		40 000								
AMENAGEMENT TERRITORIAL	AP Batardeau - Montardoins	8 773 383	372 171	935 311	2 359 825	2 500 000	2 200 000							
COHESION SOCIALE	SUBVENTION OAH - LOGEMENT SOCIAL	421 497	133 471	147 730										
COHESION SOCIALE	Remplacement de 4 fenêtres - Boussole	26 798	0	26 798										
COHESION SOCIALE	NPNRU Ste Geneviève	29 441 160	0	325 000	518 000	4 668 800	7 024 000	7 224 000	3 686 916	2 942 222	3 052 222	0	0	0
COHESION SOCIALE	NPNRU Rosoirs	19 078 685	0	713 000	3 620 000	3 728 636	2 384 398	2 490 461	2 402 614	2 041 903	1 697 673	0		
COHESION SOCIALE	ESPACE ACCUEIL ANIMATION SEMAPHORE CENTRE VILLE - Mise en sécurité et accessibili	130 343	70 278	3 804										
COHESION SOCIALE	CHAUFFAGE P3 CONTRAT	61 576	47 168	5 808	8 600									
COHESION SOCIALE	BMA / Travaux CS	53 317	34 298	10 018	9 000									
COMMUNICATION ASSEMBLEE	SALLE VAULABELLE	3 242 321	92 321	1 400 000	1 750 000									
COMMUNICATION ASSEMBLEE	Déco illuminations	128 251	11 939	25 000	20 000	25 000	25 000							
COMMUNICATION ASSEMBLEE	CHAUFFAGE P3 CONTRAT		27 103	22 681	22 850									
COMMUNICATION ASSEMBLEE	BMA/ Mobilier	25 832	18 832	7 000										
COMMUNICATION ASSEMBLEE	Armoire Négative Ribière	2 570	0	2 570										
COMMUNICATION ASSEMBLEE	Locaux coup de Pouce installation équipement acoustique			6 600										
CULTURE	Théâtre - création local informatique	10 000	0	10 000										
CULTURE	FRAIS D'ETUDES BÂTIMENT MUTUALISE ARCHIVES	97 777	0	83 500	12 000	0	0	0						
CULTURE	CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE - CITE DE LA MUSIQUE	10 417 673	690 301	3 894 360	5 570 000	200 000								
CULTURE	CHAUFFAGE P3 CONTRAT	86 140	38 844	22 656	24 640									
CULTURE	BMA INF/ Logiciel - gestion des associations	20 000	0	20 000										
CULTURE	BMA INF / Billeterie réservation en ligne Abbaye	13 000		13 000										
CULTURE	BMA CULT/ Travaux	63 156	29 890	13 000	8 000									
CULTURE	BMA CULT/ Théâtre	98 732	9 102	19 630	70 000									
CULTURE	BMA CULT/ Silex - changement chassis suite sinistre dossier en DO	420 000	0	420 000										
CULTURE	BMA CULT/ restauration ouvrage et collections + nouvelles acquisitions	408 333	98 180	140 869	65 500									
CULTURE	BMA CULT/ BESOIN MAINTIEN ACTIF CULTURE (mobilier/ matériel/inf)	549 665	101 981	52 356	18 000	100 000	100 000							
CULTURE	Bibliothèque St Siméon - Création ventilation	51 505		51 505										
CULTURE	Bibliothèque St Siméon - création issus de secours	15 000		15 000										
CULTURE	Bibliothèque SDN - SI + tél numérique	192 233	32 440	159 792										
CULTURE	BIBLIOTHEQUE LACARRIERE - Ensemble menuisé				70 000									
CULTURE	Agenda d'accessibilité Programmée	60 061	61		60 000									
CULTURE	Abbaye St Germain - Vidéoprojecteur + écran + wifi	61 800	0	61 800										
DEVELOPPEMENT ECONOMIQU	Société de projet solaire	252 000	0	0	0	252 000								
DEVELOPPEMENT ECONOMIQU	Marché Archebuse - Electrification rideau	33 828	0	519										

Politique publique	Libellé	TOTAL PPI (calcul automatique)	Montant 2022	Total Budget 2023	Montant 2024	Montant 2025	Montant 2026	Montant 2027	Montant 2028	Montant 2029	Montant 2030	Montant 2031	Montant 2032	Montant 2033
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	Foncière de commerce et revitalisation	400 000		0	400 000									
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	Fête Foraine (armoire débrochable)	19 050	9 750	9 300										
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	BOUCLE LIAISON OPTIQUE - DROIT USAGE IRREVOCALE (BLO - IRU) sites prioritaires	662 167	0	520 000	142 167									
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	BMA INF/ Migration base de données Tulip	7 500	0	7 500										
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	BMA ECO / Mobilier Matériel	1 499		1 499										
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	AUXERREXPO - ESPACE POLYVALENT + VERRIERE	2 212 510	24 913	659 009	1 500 000									
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	Arquebuse - Vidéoprotection	24 960		24 960										
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	Arquebuse - étude urbaine faisabilité	3 040 000		40 000	0			1 000 000	2 000 000					
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	Arquebuse - groupe électrogène				60 000									
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	Arquebuse - création sanitaires et requalification esplanade			0										
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	Arquebuse - Installation 10 prises de charge véhicules + local clés			40 000										
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	ARMATIS	940 002	67 276	79 435	480 000	281 000	20 000							
ECLAIRAGE PUBLIC	Eclairage - Passage en LED	5 550 416	11 267	678 518	300 000	1 700 000	1 700 000	300 000						
ENFANCE	SUBVENTION EQUIPEMENT ENF	66 959	23 836	22 592	10 000									
ENFANCE	CHAUFFAGE P3 CONTRAT	14 232	5 737	4 930	3 564									
ENFANCE	BMA VERT/ Mise en conformité sols souples	62 480	19 923	20 000										
ENFANCE	BMA ENFSOL/ Travaux centres de loisirs	28 000	0	0	28 000									
ENFANCE	BMA ENFSOL/ creation douche cl Rosoirs	10 000		10 000										
ESPACES VERTS	Végétalisation de la ville remplacement lignes d'alignement	840 000	0	0	0	240 000	300 000	300 000						
ESPACES VERTS	COULEE VERTE	977 403	55 952	0	200 000									
ESPACES VERTS	CITY STADE LABORDE	167 822	0	164 714										
ESPACES VERTS	CHAUFFAGE P3 CONTRAT	4 235	1 917	1 128	1 190									
ESPACES VERTS	BMA VERT				16 500									
ESPACES VERTS	BMA VERT: Arrosage automatique	19 997	0	9 997	10 000									
ESPACES VERTS	BMA VERT: Aménagement des terrains porte de Paris	60 000	0	60 000										
ESPACES VERTS	BMA VERT/ surcouverture containers	60 000	0	0	60 000									
ESPACES VERTS	BMA VERT/ Espaces verts Besoin en maintien d'actif	456 539	45 076	62 720	100 000	100 000	100 000							
ESPACES VERTS	BMA VERT/ Ecopaturation	65 328	17 688	47 640										
ESPACES VERTS	AIRE DE JEU ARBRE SEC	50 000	0	0	50 000									
ESPACES VERTS	Etude de végétalisation				20 000									
MOBILITE	LISA Contournement Sud d'Auxerre	15 670 000	0	300 000	2 800 000	3 000 000	4 750 000	4 820 000						
MOBILITE	Aménagement piétonnier et cyclable	860 436	826 554	0	33 882									
MONUMENTS REMARQUABLES	TOUR DE L'HORLOGE	2 645 529	1 094 134	139 597										
MONUMENTS REMARQUABLES	EGLISE ST EUSEBE	13 109	3 179	2 049										
MONUMENTS REMARQUABLES	EGLISE SAINT-PIERRE	110 089	8 865	1 224	100 000									
MONUMENTS REMARQUABLES	CHAUFFAGE P3 CONTRAT	31 464	14 247	8 387	8 830									
MONUMENTS REMARQUABLES	Chapelle visitandines - travaux consolidation site	100 000		35 000	65 000									
MONUMENTS REMARQUABLES	CATHEDRALE SAINT-ETIENNE réalisations 2021	72 284	0	72 284										
MONUMENTS REMARQUABLES	CATHEDRALE SAINT-ETIENNE - travaux hors AP	285 000		65 000	220 000									
MONUMENTS REMARQUABLES	CATHEDRALE SAINT-ETIENNE	1 064 159	38 167	480 000	526 000									
MONUMENTS REMARQUABLES	BMA / Mobilier	58 929	576	58 353										
MONUMENTS REMARQUABLES	Agenda d'accessibilité Programmée	167 851	152 437	15 414										
MONUMENTS REMARQUABLES	Abbaye St germain - hors AP	16 000		10 000	6 000									
MONUMENTS REMARQUABLES	ABBAYE SAINT-GERMAIN (Contrat Plan Etat Région)	20 525 451	175 451	1 400 000	2 100 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 850 000	
MONUMENTS REMARQUABLES	ABBAYE SAINT-GERMAIN - PARVIS + Réalisations 2021	1 173 714	0	390 504										
PETITE ENFANCE	SUBVENTION EQUIPEMENT PECR	11 385	3 464	7 922										
PETITE ENFANCE	Relais petite enfance foyer Gouré (travaux + mobilier)	172 931	55 248	117 683										
PETITE ENFANCE	Multi accueil RIVE DROITE Ombrage terrasse	35 000	0	35 000										
PETITE ENFANCE	MICRO CRECHE (aux Brichères)	490 000	0	480 000	10 000									
PETITE ENFANCE	CRECHE KIEHLMANN	210 719	0	133 614	75 000									
PETITE ENFANCE	CHAUFFAGE P3 CONTRAT	3 060	1 385	815	860									
PETITE ENFANCE	BMA INF / Microcrèche et reprise RPE	12 531	2 531	10 000										
PETITE ENFANCE	BMA ENFSOL / Travaux	13 418	10 918	0	2 500									
PETITE ENFANCE	BMA ENFSOL / Mobilier Crèches	85 369	5 369	80 000										
PLAN CLIMAT	Mobilier biodiversité	2 019	1 019	0	1 000									
RELATION CITOYENNE	Défense Incendie	81 498	21 138	20 000	25 000									
RELATION CITOYENNE	Rénovation monuments aux morts	85 000			85 000									
RELATION CITOYENNE	CIMETIERE/ Travaux	213 225	11 062	58 163	144 000									
RELATION CITOYENNE	CIMETIERE/ BORNE INFORMATIQUE	23 939	21 981	1 958										
RELATION CITOYENNE	CIMETIERE/ ARBRES+ columbarium	250 824	17 254	94 000										
RELATION CITOYENNE	CHAUFFAGE P3 CONTRAT	5 555	1 774	1 841	1 940									
RELATION CITOYENNE	BMA Relation Citoyenne (matériel + mobilier)	71 334	25 010	33 404										
RELATION CITOYENNE	BMA INF / Module Web pour logiciel affichage légal	7 500			7 500									
RELATION CITOYENNE	BMA / INF logiciel de gestion Plan communal de Sauvegarde/ DICRIM	20 000	0	20 000										
RELATION CITOYENNE	BMA / INF Synbird file d'attente et RDV accueil	19 500		9 000	10 500									
RELATION CITOYENNE	Augmentation du parc de défibrillateurs	29 260	28 260	1 000										
SCOLAIRE	Travaux centre médico scolaire	97 861	0	97 861										
SCOLAIRE	SUBVENTION EQUIPEMENT SCOL	8 667	6 600	2 067										
SCOLAIRE	Restaurant scolaire et maternelle RIVE DROITE (études et travaux)	2 375 000	0	175 000	800 000	1 400 000								
SCOLAIRE	Prim J. Zay - Modification espaces sanitaires	15 000	0	15 000										
SCOLAIRE	Pôle enfance/ culture SAINT-SIMEON	2 867 252	717 625	1 040 000	560 000									
SCOLAIRE	Maternelle brazza restaurant scolaire	355 410	20 973	12 740										
SCOLAIRE	Mat Piedalloues - remplacement aire de jeux	20 000	0	20 000										
SCOLAIRE	Mat Piedalloues - cloisonnement salle de classe	15 000	0	15 000										
SCOLAIRE	Mat et prim St Siméon - Création d'un préau	90 000	0	90 000										
SCOLAIRE	Mat Courbet - Chalet de stockage	5 000	0	5 000										
SCOLAIRE	Equipelement cuisine centrale	850 039	28 113	18 925	0	500 000	303 000							
SCOLAIRE	Cours d'école J. Zay	150 000	0	150 000										

Politique publique	Libellé	TOTAL PPI (calcul automatique)	Montant 2022	Total Budget 2023	Montant 2024	Montant 2025	Montant 2026	Montant 2027	Montant 2028	Montant 2029	Montant 2030	Montant 2031	Montant 2032	Montant 2033
SCOLAIRE	CHAUFFAGE P3 CONTRAT	172 556	78 402	46 224	47 930									
SCOLAIRE	BMA ENFSOL/ Renouveau bornes Wifi ecoles	2 000	0	2 000										
SCOLAIRE	BMA ENFSOL / Traitement acoustique restaurants scolaires	6 822	0	1 470										
SCOLAIRE	BMA ENFSOL / Mobilier écoles	276 140	115 381	49 363	94 500									
SCOLAIRE	BMA ENFSOL / matisse Mise en place d'une cloison séparatrice PS/motricité	80 000	0	0	80 000									
SCOLAIRE	BMA ENFSOL / LABORDE Mise en place de clôtures VIGIPIRATE	21 000	0	21 000										
SCOLAIRE	BMA ENFSOL / INF/ dont Edutice écoles	56 141	27 996	11 145	17 000									
SCOLAIRE	BMA ENFSOL / COURBET INSTALLATION DE FENETRES	18 000	0	18 000										
SCOLAIRE	BMA ENFSOL / BESOIN MAINTIEN ACTIF Enfance/ Solidarité	2 102 673	371 312	154 776	147 000	500 000	500 000							
SCOLAIRE	Dispositif sécurité My Keeper Brazza			3 500										
SECURITE	Vidéoprotection	586 029	0	185 880	50 000	150 000	150 000							
SPORT	SUBVENTION EQUIPEMENT SPORT	400 399	41 850	81 500	50 000									
SPORT	Soutien aux travaux de mises en accessibilité de l'AJA + soutien investissements	765 000	75 000	183 000	183 000	108 000	108 000	108 000						
SPORT	Piste d'athlétisme	2 416 116	0	2 416 116										
SPORT	Gymnase René Yves Aubin - Travaux	296 614	0	86 614	210 000									
SPORT	Stade Auxerrois - Travaux				10 000									
SPORT	Eclairage sur terrains RCA (2) Stade auxerrois (3)	299 812	0	69 812	30 000	100 000	100 000							
SPORT	Eclairage Rugby Club Auxerrois	179 297	76 349	1 140	0	100 000								
SPORT	CHAUFFAGE P3 CONTRAT	197 725	85 088	47 157	65 481									
SPORT	BMA SPORT/ BESOIN MAINTIEN ACTIF EQUIPEMENTS SPORTIFS et mobilier	273 171	27 253	33 389	91 000	40 000	40 000							
SPORT	BMA SPORT/ Travaux	339 384	23 887	32 311										
SPORT	ACI SNAS	3 749 680	234 355	234 355	234 355	234 355	234 355	234 355	234 355	234 355	234 355	234 355	234 355	234 355
STATIONNEMENT	Parking étang St vigile	1 904 191	28 039	1 369 844										
STATIONNEMENT	Parking du Pont - Groupe électrogène				40 000									
STATIONNEMENT	MODERNISATION DU SYSTEME DE STATIONNEMENT	44 718	0	44 718										
STATIONNEMENT	INF / REMPLACEMENT MUNICIPAL ET PVE POUR LA PM	15 000	0	15 000										
VOIRIE	VOIRIE / ETUDE ENFOUISSEMENT RESEAUX - Géodétection	80 000	0	40 000	40 000									
VOIRIE	Signalisation horizontale marquage	363 477	27 391	22 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
VOIRIE	PROGRAMME DE VOIRIE	14 271 891	600 102	930 301	900 000	900 000	900 000	900 000	900 000	900 000	900 000	900 000	900 000	900 000
VOIRIE	Programme de rénovation signalisation feux tricolores	619 768	35 724	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
VOIRIE	Place Maréchal Leclerc + autres aménagements - fouilles 2022	3 021 826	4 854	326 000	2 390 972	300 000								
VOIRIE	Panneaux de police signalisation verticale	76 636	17 083	36 002	20 000									
VOIRIE	Mobiliers urbains	108 834	63 834	25 000	20 000									
VOIRIE	Installation mobiliers urbains / accès centre ville	166 276	126 354	30 000										
VOIRIE	Enfouissement de réseaux	453 564	0	183 352	230 000									
VOIRIE	Géodétection				50 000									
VOIRIE	CHAUFFAGE P3 CONTRAT	4 089	2 006	2 083										
VOIRIE	BMA VOIRIE	465 020	0	372 040	65 000									
VOIRIE	Amélioration des entrées de ville		0	0										
VOIRIE	Agenda d'accessibilité Programmée Voirie entre les arrêts de bus et les ERP	184 517	0	20 000	20 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
VOIRIE	Agenda d'accessibilité Programmée VOIRIE	467 877	62 877	25 000	20 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
VOIRIE	ACI Pluvial	1 234 472	77 153	77 153	77 153	77 155	77 155	77 155	77 155	77 155	77 155	77 155	77 155	77 155
	Enveloppe FINANCES			262 502										
	SOUS TOTAL	198 184 112	9 359 232	30 509 731	34 710 493	24 726 046	24 577 008	20 062 071	11 909 140	8 803 735	8 569 505	3 819 610	4 669 610	1 819 610



REPUBLIQUE FRANÇAISE

**COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : VILLE
D'AUXERRE (1)**

AGREGÉ AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21890024900010

POSTE COMPTABLE : Auxerre

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.



Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	9
B1 - Présentation des AP votées	10
B2 - Présentation des AE votées	11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	15
D1 - Balance générale - Dépenses	17
D2 - Balance générale - Recettes	19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	28
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	29
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	49
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	50
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	52
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	55
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	60

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	63
A1.01 - Opérations non ventilables	66
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	67
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	70
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	71
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	72
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	75
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	78
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	81
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	82
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	85
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	87
A1.908 - Fonction 8 - Transports	90
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	94
A2.01 - Opérations non ventilables	96
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	97
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	103
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	104
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	105
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	108
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	112
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	115
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	116
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	117
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	120
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	122
A2.938 - Fonction 8 - Transports	125

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	129
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	130
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	138
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	1



B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	140
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	142
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	143
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	144
B3.1 - Etat des provisions constituées	151
B3.2 - Etalement des provisions	153
B4 - Etat des charges transférées	154
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	155
B6 - Prêts	157
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	158
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	159
B7.3 - Etat des emprunts garantis	160
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	172
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	173
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	174
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	175
B7.8 - Autres engagements donnés	176
B7.9 - Autres engagements reçus	177
B8 - Subventions versées	178
B9 - Etat du personnel	179
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	184
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	185
B11.2 - Liste des établissements publics créés	186
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	187
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	188
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	189
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	191
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	192
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	193
D3 - Décisions en matière de taux	195
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	196
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	197
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	199
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	200
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	201

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

■ Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)



I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	35554

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	32796909.00

Informations financières – ratios		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1320.29
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1502.36
3	Dépenses d'équipement brut / population	973.94
4	Encours de dette / population (2) (3)	1428.97
5	DGF / population	236.33
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	45.42
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	100.08
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	64.83
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	95.12
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	12.12

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1^{er} janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.



I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50 %
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.



I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1 0,00
Investissement	0,00	0,00	(3) 0,00	A2 0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4) 0,00	A3 0,00

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde (B)		
TOTAL des RAR	I + II 0,00	III + IV 0,00	B1	0,00	
Investissement	I 0,00	III 0,00	B2	0,00	
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3	0,00	

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
TOTAL	A1 + B1	0,00
Investissement	A2 + B2	0,00
Fonctionnement	A3 + B3	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.



I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS	A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	42 282 000,71	42 282 000,71
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
Total de la section d'investissement (2)		42 282 000,71	42 282 000,71

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	53 744 541,00	53 744 541,00
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
Total de la section de fonctionnement (3)		53 744 541,00	53 744 541,00
TOTAL DU BUDGET (4)		96 026 541,71	96 026 541,71

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
AP22019/2022	AMENAGEMENT PLACES CENTRE VILLE	22019	2 921 826,00
AP20009/2020	AP ABBAYE SAINT GERMAIN	20009	20 800 000,00
AP20010/2020	AP AUXERREXPO	20010	1 795 023,39
AP22001/2021	AP BOUCLE LOCALE OPTIQUE	22001	662 166,63
AP20011/2020	AP CATHEDRALE SAINT ETIENNE	20011	1 039 072,76
AP20012/2020	AP TOUR DE L'HORLOGE	20012	2 643 400,59
19002/2019	ARQUEBUSE	19002	46 588,00
AP22006/2021	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	22006	10 142 568,30
AP23040/2023	CONTOURNEMENT SUD AUXERRE	23040	15 670 000,00
AP23002/2023	CRECHE KIEHLMAN	23002	125 000,00
2003-2/2003	Coulée verte	03002	1 770 991,87
AP22022/2022	GROUPE SCOLAIRE RIVE DROITE	22022	2 375 000,00
19004/2019	MONTARDOINS	19004	8 177 970,54
19006/2019	NPNRU ROSOIRS	19006	19 078 685,00
19005/2019	NPNRU STE GENEVIEVE/BRICHERES	19005	29 441 160,00
19001/2019	OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON	19001	2 770 633,74
AP22021/2022	SALLE VAULABELLE	22021	3 242 320,98
TOTAL			122 702 407,80
« AP de dépenses imprévues » (2)		020	0,00
TOTAL GENERAL			122 702 407,80

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00
---	-----	------

TOTAL GENERAL	0,00
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	1 262 978,20	0,00	1 580 088,00	1 580 088,00	1 580 088,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	1 837 643,31	0,00	3 936 508,00	3 936 508,00	3 936 508,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	8 160 027,95	0,00	6 360 979,63	6 360 979,63	6 360 979,63
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	19 318 661,87	0,00	22 432 917,08	22 432 917,08	22 432 917,08
Total des dépenses d'équipement		30 579 311,33	0,00	34 310 492,71	34 310 492,71	34 310 492,71
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	6 011 368,72	0,00	6 461 000,00	6 461 000,00	6 461 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	3 700,00	0,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
Total des dépenses financières		6 025 268,72	0,00	6 861 000,00	6 861 000,00	6 861 000,00
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	565 514,21	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
Total des dépenses réelles d'investissement		37 170 094,26	0,00	41 186 492,71	41 186 492,71	41 186 492,71

040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	903 708,00		795 508,00	795 508,00	795 508,00
041	Opérations patrimoniales (7)	300 000,00		300 000,00	300 000,00	300 000,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		1 203 708,00		1 095 508,00	1 095 508,00	1 095 508,00

TOTAL	38 373 802,26	0,00	42 282 000,71	42 282 000,71	42 282 000,71
--------------	----------------------	-------------	----------------------	----------------------	----------------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	42 282 000,71
---	----------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	13 749 073,83	0,00	5 070 455,00	5 070 455,00	5 070 455,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	8 000 000,00	0,00	26 522 152,06	26 522 152,06	26 522 152,06
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		21 749 073,83	0,00	31 592 607,06	31 592 607,06	31 592 607,06
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 950 719,00	0,00	1 584 902,00	1 584 902,00	1 584 902,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	3 832 905,62	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 470 420,00	0,00	1 577 198,00	1 577 198,00	1 577 198,00
Total des recettes financières		8 254 594,62	0,00	3 162 100,00	3 162 100,00	3 162 100,00
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	779 287,59	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
Total des recettes réelles d'investissement		30 782 956,04	0,00	34 769 707,06	34 769 707,06	34 769 707,06

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	8 373 799,77		4 377 293,65	4 377 293,65	4 377 293,65
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	3 045 000,00		2 835 000,00	2 835 000,00	2 835 000,00
041	Opérations patrimoniales (10)	300 000,00		300 000,00	300 000,00	300 000,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		11 718 799,77		7 512 293,65	7 512 293,65	7 512 293,65

TOTAL	42 501 755,81	0,00	42 282 000,71	42 282 000,71	42 282 000,71
--------------	----------------------	-------------	----------------------	----------------------	----------------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	42 282 000,71
---	----------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	6 416 785,65
--	---------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives

réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	17 165 876,13	0,00	14 985 139,35	14 985 139,35	14 985 139,35
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	20 737 976,00	0,00	21 132 560,00	21 132 560,00	21 132 560,00
014	Atténuations de produits	367 000,00	0,00	363 378,00	363 378,00	363 378,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	8 289 948,63	0,00	8 215 170,00	8 215 170,00	8 215 170,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		46 560 800,76	0,00	44 696 247,35	44 696 247,35	44 696 247,35
66	Charges financières	1 575 243,33	0,00	1 831 000,00	1 831 000,00	1 831 000,00
67	Charges spécifiques (3)	73 303,24	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		48 209 347,33	0,00	46 532 247,35	46 532 247,35	46 532 247,35

023	Virement à la section d'investissement (4)	8 373 799,77		4 377 293,65	4 377 293,65	4 377 293,65
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	3 045 000,00		2 835 000,00	2 835 000,00	2 835 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		11 418 799,77		7 212 293,65	7 212 293,65	7 212 293,65

TOTAL	59 628 147,10	0,00	53 744 541,00	53 744 541,00	53 744 541,00
--------------	----------------------	-------------	----------------------	----------------------	----------------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	53 744 541,00
--	----------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	123 000,00	0,00	92 000,00	92 000,00	92 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 792 774,00	0,00	2 209 562,00	2 209 562,00	2 209 562,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	1 507 600,00	0,00	2 456 000,00	2 456 000,00	2 456 000,00
731	Fiscalité locale	31 701 504,00	0,00	34 809 129,00	34 809 129,00	34 809 129,00
74	Dotations et participations (3)	12 574 904,00	0,00	12 178 781,00	12 178 781,00	12 178 781,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	1 633 913,00	0,00	1 198 561,00	1 198 561,00	1 198 561,00
Total des recettes de gestion courante		49 333 695,00	0,00	52 944 033,00	52 944 033,00	52 944 033,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	72 512,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	30 500,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		49 436 707,00	0,00	52 949 033,00	52 949 033,00	52 949 033,00

042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	903 708,00		795 508,00	795 508,00	795 508,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		903 708,00		795 508,00	795 508,00	795 508,00

TOTAL	50 340 415,00	0,00	53 744 541,00	53 744 541,00	53 744 541,00
--------------	----------------------	-------------	----------------------	----------------------	----------------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	53 744 541,00
--	----------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	6 416 785,65	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.
---	---------------------	--

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	6 461 000,00	0,00	6 461 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	24 711 963,63		24 711 963,63
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	445 263,00	0,00	445 263,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	1 136 508,00	0,00	1 136 508,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	5 329 313,00	0,00	5 329 313,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	2 687 445,08	300 000,00	2 987 445,08
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	400 000,00	0,00	400 000,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements		795 508,00	795 508,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	15 000,00	0,00	15 000,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total		41 186 492,71	1 095 508,00	42 282 000,71

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	42 282 000,71
---	----------------------

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	14 985 139,35		14 985 139,35
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	21 132 560,00		21 132 560,00
014	Atténuations de produits	363 378,00		363 378,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	8 215 170,00	0,00	8 215 170,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	1 831 000,00	0,00	1 831 000,00
67	Charges spécifiques (9)	5 000,00	0,00	5 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	2 835 000,00	2 835 000,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement		4 377 293,65	4 377 293,65
Dépenses de fonctionnement – Total		46 532 247,35	7 212 293,65	53 744 541,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	53 744 541,00
--	----------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.



- (6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 584 902,00	0,00	1 584 902,00
13 Subventions d'investissement (reçues) (3)	5 070 455,00	0,00	5 070 455,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	26 522 152,06	0,00	26 522 152,06
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	300 000,00	300 000,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations		2 800 000,00	2 800 000,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	15 000,00	0,00	15 000,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		35 000,00	35 000,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021 Virement de la section de fonctionnement		4 377 293,65	4 377 293,65
024 Produits des cessions d'immobilisations	1 577 198,00		1 577 198,00
Recettes d'investissement – Total	34 769 707,06	7 512 293,65	42 282 000,71

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00
---------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	42 282 000,71
---	----------------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013 Atténuations de charges (8)	92 000,00		92 000,00
016 APA	0,00		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70 Prod. services, domaine, ventes diverses	2 209 562,00		2 209 562,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72 Production immobilisée		0,00	0,00
73 Impôts et taxes (sauf 731)	2 456 000,00		2 456 000,00
731 Fiscalité locale	34 809 129,00		34 809 129,00
74 Dotations et participations (8)	12 178 781,00		12 178 781,00
75 Autres produits de gestion courante (8)	1 198 561,00	0,00	1 198 561,00
76 Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77 Produits spécifiques (8)	5 000,00	795 508,00	800 508,00
78 Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79 Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total	52 949 033,00	795 508,00	53 744 541,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	53 744 541,00
--	----------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		38 373 802,26	0,00	122 702 407,80	42 282 000,71	42 282 000,71	24 911 963,63	17 370 037,08	42 282 000,71
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	555 492,20	0,00	0,00	445 263,00	445 263,00	0,00	445 263,00	445 263,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	1 537 643,31	0,00	0,00	1 136 508,00	1 136 508,00	0,00	1 136 508,00	1 136 508,00
21	Immobilisations corporelles	7 384 718,95	0,00	0,00	5 329 313,00	5 329 313,00	0,00	5 329 313,00	5 329 313,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	8 732 099,03	0,00	0,00	2 687 445,08	2 687 445,08	200 000,00	2 487 445,08	2 687 445,08
	Total des opérations d'équipement (3)	12 369 357,84	0,00	122 702 407,80	24 711 963,63	24 711 963,63	24 711 963,63	0,00	24 711 963,63
Total des dépenses d'équipement		30 579 311,33	0,00	122 702 407,80	34 310 492,71	34 310 492,71	24 911 963,63	9 398 529,08	34 310 492,71
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	6 011 368,72	0,00		6 461 000,00	6 461 000,00		6 461 000,00	6 461 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	3 700,00	0,00	0,00	400 000,00	400 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		6 025 268,72	0,00	0,00	6 861 000,00	6 861 000,00	0,00	6 861 000,00	6 861 000,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	565 514,21	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
Total des dépenses réelles		37 170 094,26	0,00	122 702 407,80	41 186 492,71	41 186 492,71	24 911 963,63	16 274 529,08	41 186 492,71
040	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	903 708,00			795 508,00	795 508,00		795 508,00	795 508,00
041	Opérations patrimoniales (7)	300 000,00			300 000,00	300 000,00		300 000,00	300 000,00
Total des dépenses d'ordre		1 203 708,00			1 095 508,00	1 095 508,00		1 095 508,00	1 095 508,00

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	0,00
---	-------------

Total des dépenses d'investissement cumulées	42 282 000,71
---	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.



- (2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
- (3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
- (4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).
- (6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
- (8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		38 668 850,19	0,00	42 282 000,71	42 282 000,71	42 282 000,71
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	13 749 073,83	0,00	5 070 455,00	5 070 455,00	5 070 455,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	8 000 000,00	0,00	26 522 152,06	26 522 152,06	26 522 152,06
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		21 749 073,83	0,00	31 592 607,06	31 592 607,06	31 592 607,06
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 950 719,00	0,00	1 584 902,00	1 584 902,00	1 584 902,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 470 420,00	0,00	1 577 198,00	1 577 198,00	1 577 198,00
Total des recettes financières		4 421 689,00	0,00	3 162 100,00	3 162 100,00	3 162 100,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	779 287,59	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
Total des recettes réelles		26 950 050,42	0,00	34 769 707,06	34 769 707,06	34 769 707,06
021	Virement de la section de fonctionnement	8 373 799,77		4 377 293,65	4 377 293,65	4 377 293,65
040	Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)	3 045 000,00		2 835 000,00	2 835 000,00	2 835 000,00
041	Opérations patrimoniales (6)	300 000,00		300 000,00	300 000,00	300 000,00
Total des recettes d'ordre		11 718 799,77		7 512 293,65	7 512 293,65	7 512 293,65

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	0,00
---	-------------

Affectation au compte 1068 (8)	0,00
---------------------------------------	-------------

Total des recettes d'investissement cumulées	42 282 000,71
---	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.



- (2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).
- (4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
- (7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		38 373 802,26	0,00	122 702 407,80	42 282 000,71	42 282 000,71	24 911 963,63	17 370 037,08	42 282 000,71
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	555 492,20	0,00	0,00	445 263,00	445 263,00	0,00	445 263,00	445 263,00
2031	Frais d'études	377 781,20	0,00	0,00	383 000,00	383 000,00	0,00	383 000,00	383 000,00
2033	Frais d'insertion	20 000,00	0,00	0,00	25 000,00	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00
2051	Concessions, droits similaires	157 711,00	0,00	0,00	37 263,00	37 263,00	0,00	37 263,00	37 263,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	1 537 643,31	0,00	0,00	1 136 508,00	1 136 508,00	0,00	1 136 508,00	1 136 508,00
204131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	80 000,00	0,00	0,00	12 000,00	12 000,00	0,00	12 000,00	12 000,00
2041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	51 654,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	147 730,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	297 182,50	0,00	0,00	243 000,00	243 000,00	0,00	243 000,00	243 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	165 568,17	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00
2046	Attributions compensation investissement	795 508,00	0,00	0,00	821 508,00	821 508,00	0,00	821 508,00	821 508,00
21	Immobilisations corporelles	7 384 718,95	0,00	0,00	5 329 313,00	5 329 313,00	0,00	5 329 313,00	5 329 313,00
2111	Terrains nus	2 106 672,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	1 817 020,00	0,00	0,00	1 927 000,00	1 927 000,00	0,00	1 927 000,00	1 927 000,00
2116	Cimetières	49 710,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	71 192,80	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
2128	Autres agencements et aménagement	50 598,86	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
21316	Equipements du cimetière	26 849,22	0,00	0,00	94 000,00	94 000,00	0,00	94 000,00	94 000,00
21351	Bâtiments publics	1 776 714,06	0,00	0,00	1 773 000,00	1 773 000,00	0,00	1 773 000,00	1 773 000,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	33 882,00	33 882,00	0,00	33 882,00	33 882,00
2152	Installations de voirie	244 433,34	0,00	0,00	550 000,00	550 000,00	0,00	550 000,00	550 000,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	40 000,00	0,00	0,00	25 000,00	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	142 625,08	0,00	0,00	39 500,00	39 500,00	0,00	39 500,00	39 500,00
21828	Autres matériels de transport	124 581,80	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
21831	Matériel informatique scolaire	28 150,19	0,00	0,00	28 000,00	28 000,00	0,00	28 000,00	28 000,00
21838	Autre matériel informatique	298 167,37	0,00	0,00	182 931,00	182 931,00	0,00	182 931,00	182 931,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	27 992,92	0,00		51 000,00	51 000,00	0,00	51 000,00	51 000,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	201 600,14	0,00		102 000,00	102 000,00	0,00	102 000,00	102 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	378 409,75	0,00		353 000,00	353 000,00	0,00	353 000,00	353 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	8 732 099,03	0,00	0,00	2 687 445,08	2 687 445,08	200 000,00	2 487 445,08	2 687 445,08
2312	Agencements et aménagements de terrains	2 764 294,15	0,00		220 000,00	220 000,00	200 000,00	20 000,00	220 000,00
2313	Constructions	1 773 215,45	0,00		1 160 445,08	1 160 445,08	0,00	1 160 445,08	1 160 445,08
2315	Install., matériel et outill. technique	4 192 589,43	0,00		1 305 000,00	1 305 000,00	0,00	1 305 000,00	1 305 000,00
2316	Restaur. des biens histo. et culturels	2 000,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
	Total des opérations d'équipement (4)	12 369 357,84	0,00	122 702 407,80	24 711 963,63	24 711 963,63	24 711 963,63	0,00	24 711 963,63
Total des dépenses d'équipement		30 579 311,33	0,00	122 702 407,80	34 310 492,71	34 310 492,71	24 911 963,63	9 398 529,08	34 310 492,71
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	6 011 368,72	0,00		6 461 000,00	6 461 000,00		6 461 000,00	6 461 000,00
1641	Emprunts en euros	6 007 368,72	0,00		6 460 000,00	6 460 000,00		6 460 000,00	6 460 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	4 000,00	0,00		1 000,00	1 000,00		1 000,00	1 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	3 700,00	0,00	0,00	400 000,00	400 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	3 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	0,00	0,00		400 000,00	400 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		6 025 268,72	0,00	0,00	6 861 000,00	6 861 000,00	0,00	6 861 000,00	6 861 000,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	565 514,21	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
458108	travaux forcés pour tiers	15 000,00	0,00		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
458110	CHRS HUMANISATION	550 514,21	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		37 170 094,26	0,00	122 702 407,80	41 186 492,71	41 186 492,71	24 911 963,63	16 274 529,08	41 186 492,71
040	Opérations ordre transf. entre sections (6)	903 708,00			795 508,00	795 508,00		795 508,00	795 508,00
	Reprise sur autofinancement antérieur	903 708,00			795 508,00	795 508,00		795 508,00	795 508,00
198	Neutralisation des amortissements	0,00			795 508,00	795 508,00		795 508,00	795 508,00
28046	Attributions compensation investissement	903 708,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Charges transférées (7)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (8)	300 000,00			300 000,00	300 000,00		300 000,00	300 000,00
2313	Constructions	300 000,00			300 000,00	300 000,00		300 000,00	300 000,00
Total des dépenses d'ordre		1 203 708,00			1 095 508,00	1 095 508,00		1 095 508,00	1 095 508,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
03002	APCP COULEE VERTE	2003-2	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
17001	APCP EGLISE SAINT PIERRE	2017-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18002	APCP TOUR DE L'HORLOGE	2018-2	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19001	OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON APCP OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON	19001	2 053 391,93	0,00	560 000,00	560 000,00	560 000,00	0,00
19002	ARQUEBUSE	19002	39 093,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19003		19003	2 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19004	MONTARDOINS	19004	1 119 135,93	0,00	2 359 825,00	2 359 825,00	2 359 825,00	0,00
19005	NPNRU STE GENEVIEVE/BRICHERES	19005	68 644,20	0,00	518 000,00	518 000,00	518 000,00	0,00
19006	NPNRU ROSOIRS	19006	277 818,17	0,00	3 620 000,00	3 620 000,00	3 620 000,00	0,00
20009	ABBAYE SAINT GERMAIN	AP20009	648 451,52	0,00	2 100 000,00	2 100 000,00	2 100 000,00	0,00
20010	AUXERREXPO	AP20010	145 561,16	0,00	1 500 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00	0,00
20011	CATHEDRALE SAINT ETIENNE	AP20011	34 032,76	0,00	526 000,00	526 000,00	526 000,00	0,00
20012	TOUR DE L'HORLOGE	AP20012	2 641 903,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22001	BOUCLE LOCALE OPTIQUE BLO	AP22001	224 210,39	0,00	142 166,63	142 166,63	142 166,63	0,00
22006	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	AP22006	4 691 430,74	0,00	5 570 000,00	5 570 000,00	5 570 000,00	0,00
22019	AMENAGEMENT PLACES CENTRE-VILLE	AP22019	89 097,85	0,00	2 390 972,00	2 390 972,00	2 390 972,00	0,00
22021	SALLE VAULABELLE	AP22021	1 023 172,81	0,00	1 750 000,00	1 750 000,00	1 750 000,00	0,00
22022	GROUPE SCOLAIRE RIVE DROITE	AP22022	50 490,24	0,00	800 000,00	800 000,00	800 000,00	0,00
23002	CRECHE KIEHLMAN	AP23002	0,00	0,00	75 000,00	75 000,00	75 000,00	0,00
23040	CONTOURNEMENT SUD AUXERRE	AP23040	0,00	0,00	2 800 000,00	2 800 000,00	2 800 000,00	0,00
TOTAL			13 108 872,35	0,00	24 711 963,63	24 711 963,63	24 711 963,63	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 03002
LIBELLE : APCP COULEE VERTE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2003-2

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	
DEPENSES		1 770 991,77	0,00	a	0,00	b	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 770 991,77	0,00	0,00	0,00	0,00	
2312	Agencements et aménagements de terrains	1 769 834,18	0,00	0,00	0,00	0,00	
2313	Constructions	1 157,59	0,00	0,00	0,00	0,00	

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 17001
LIBELLE : APCP EGLISE SAINT PIERRE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2017-1

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		158 216,98	0,00	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	158 216,98	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	158 216,98	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 18002
LIBELLE : APCP TOUR DE L'HORLOGE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2018-2

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		51 167,08	0,00	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	51 167,08	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	51 167,08	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19001
LIBELLE : OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON APCP OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON
OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON APCP OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19001

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		2 210 633,74	2 053 391,93	a 0,00	560 000,00	b 560 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	2 210 633,74	2 053 391,93	0,00	560 000,00	560 000,00
2313	Constructions	2 210 633,74	2 053 391,93	0,00	560 000,00	560 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		507 466,39	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	507 466,39	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	46 320,49	0,00	0,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	301 843,39	0,00	0,00	0,00
1347	Fonds régional développ. emploi outre-mer	159 302,51	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-560 000,00
--------------------------------------	--------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19002
LIBELLE : ARQUEBUSE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19002

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	39 093,00	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	39 093,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	39 093,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19003
LIBELLE :
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19003

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	2 438,00	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	2 438,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	2 438,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19004
LIBELLE : MONTARDOINS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19004

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	1 119 135,93	a 0,00	2 359 825,00	b 2 359 825,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	759 825,00	759 825,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	759 825,00	759 825,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	340 712,20	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	340 712,20	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	778 423,73	0,00	1 600 000,00	1 600 000,00
2313	Constructions	0,00	778 423,73	0,00	1 600 000,00	1 600 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		228 000,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	228 000,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	228 000,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-2 359 825,00
--------------------------------------	----------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19005
LIBELLE : NPNRU STE GENEVIEVE/BRICHERES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19005

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	68 644,20	a 0,00	518 000,00	b 518 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	68 644,20	0,00	218 000,00	218 000,00
2313	Constructions	0,00	68 644,20	0,00	218 000,00	218 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		89 208,25	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	89 208,25	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	27 443,25	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	25 045,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	25 045,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	11 675,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-518 000,00
--------------------------------------	--------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19006
LIBELLE : NPNRU ROSOIRS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19006

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	277 818,17	a	0,00	3 620 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	277 818,17	0,00	3 620 000,00	3 620 000,00
2313	Constructions	0,00	277 818,17	0,00	3 620 000,00	3 620 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		50 044,40	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	50 044,40	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	50 044,40	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-3 620 000,00
--------------------------------------	----------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 20009
LIBELLE : ABBAYE SAINT GERMAIN
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP20009

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	648 451,52	a	2 100 000,00	b 2 100 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	20 077,20	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	20 077,20	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	628 374,32	0,00	2 100 000,00	2 100 000,00
2313	Constructions	0,00	281 327,41	0,00	2 100 000,00	2 100 000,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	347 046,91	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		788 440,79	c	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	788 440,79	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	183 497,29	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	310 403,20	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	270 000,00	0,00	0,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	24 540,30	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-2 100 000,00
--------------------------------------	----------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 20010
LIBELLE : AUXERREXPO
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP20010

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	145 561,16	a 0,00	1 500 000,00	b 1 500 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	145 561,16	0,00	1 500 000,00	1 500 000,00
2313	Constructions	0,00	104 156,55	0,00	1 500 000,00	1 500 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	41 404,61	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		62 680,80	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	62 680,80	0,00	0,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	62 680,80	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-1 500 000,00
--------------------------------------	----------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 20011
LIBELLE : CATHEDRALE SAINT ETIENNE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP20011

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	34 032,76	a 0,00	526 000,00	b 526 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	19 992,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	19 992,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	14 040,76	0,00	526 000,00	526 000,00
2313	Constructions	0,00	14 040,76	0,00	526 000,00	526 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-526 000,00
--------------------------------------	--------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 20012
LIBELLE : TOUR DE L'HORLOGE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP20012

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	2 641 903,65	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	198,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	198,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	2 641 705,65	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	2 350 705,65	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	291 000,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		1 669 051,24	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	1 669 051,24	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	802 591,07	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	410 497,77	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	50 000,00	0,00	0,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	226 633,14	0,00	0,00	0,00
1347	Fonds régional développ. emploi outre-mer	179 329,26	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 22001
LIBELLE : BOUCLE LOCALE OPTIQUE BLO
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22001

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	224 210,39	a 0,00	142 166,63	b 142 166,63
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	224 210,39	0,00	142 166,63	142 166,63
21533	Réseaux câblés	0,00	163 385,10	0,00	142 166,63	142 166,63
21838	Autre matériel informatique	0,00	60 825,29	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-142 166,63
--------------------------------------	--------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 22006
LIBELLE : CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22006

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée		
DEPENSES		0,00	4 691 430,74	a	0,00	5 570 000,00	b	5 570 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	3 756,00	0,00	0,00	0,00		0,00
2031	Frais d'études	0,00	3 756,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	228 345,66	0,00	100 000,00	100 000,00		100 000,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00		100 000,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	228 345,66	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	4 459 329,08	0,00	5 470 000,00	5 470 000,00		5 470 000,00
2313	Constructions	0,00	3 560 968,96	0,00	4 570 000,00	4 570 000,00		4 570 000,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	863 933,45	0,00	900 000,00	900 000,00		900 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	34 426,67	0,00	0,00	0,00		0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		1 439 828,40	c	0,00	d	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	1 439 828,40	0,00	0,00		0,00
1322	Subv. non transf. Régions	188 928,20	0,00	0,00		0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	270 000,00	0,00	0,00		0,00
13272	Subv. non transf. FEDER	234 481,00	0,00	0,00		0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	746 419,20	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00		0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-5 570 000,00
--------------------------------------	----------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 22019
LIBELLE : AMENAGEMENT PLACES CENTRE-VILLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22019

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	89 097,85	a 0,00	2 390 972,00	b 2 390 972,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	4 680,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	4 680,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	789 500,00	789 500,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	789 500,00	789 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	84 417,85	0,00	1 601 472,00	1 601 472,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	512 472,00	512 472,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	84 417,85	0,00	1 089 000,00	1 089 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-2 390 972,00
--------------------------------------	----------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 22021
LIBELLE : SALLE VAULABELLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22021

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	1 023 172,81	a	0,00	1 750 000,00
					b	1 750 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	1 023 172,81	0,00	1 750 000,00	1 750 000,00
2313	Constructions	0,00	1 023 172,81	0,00	1 750 000,00	1 750 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		93 767,40	c	0,00	d
				0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	93 767,40	0,00	0,00	0,00
13362	Dotations de soutien à l'invest local	93 767,40	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-1 750 000,00
--------------------------------------	----------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 22022
LIBELLE : GROUPE SCOLAIRE RIVE DROITE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22022

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	50 490,24	a 0,00	800 000,00	b 800 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	50 490,24	0,00	800 000,00	800 000,00
2313	Constructions	0,00	50 490,24	0,00	800 000,00	800 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-800 000,00
--------------------------------------	--------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23002
LIBELLE : CRECHE KIEHLMAN
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP23002

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 0,00	75 000,00	b 75 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	75 000,00	75 000,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	75 000,00	75 000,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-75 000,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23040
LIBELLE : CONTOURNEMENT SUD AUXERRE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP23040

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 0,00	2 800 000,00	b 2 800 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	2 800 000,00	2 800 000,00
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00	2 800 000,00	2 800 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-2 800 000,00
--------------------------------------	----------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		38 668 850,19	0,00	42 282 000,71	42 282 000,71	42 282 000,71
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	13 749 073,83	0,00	5 070 455,00	5 070 455,00	5 070 455,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	1 482,94	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	665 673,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	708 319,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	270 532,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	2 882 253,17	0,00	2 923 551,00	2 923 551,00	2 923 551,00
1322	Subv. non transf. Régions	1 726 032,71	0,00	319 083,33	319 083,33	319 083,33
1323	Subv. non transf. Départements	964 740,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	1 705 045,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	25 045,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13272	Subv. non transf. FEDER	417 041,88	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	632 904,59	0,00	0,00	0,00	0,00
1335	Amendes radars automatiques et de police	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13362	Dotations de soutien à l'invest local	312 558,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	300 000,00	0,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00
13462	Dotations de soutien à l'invest local	3 117 446,54	0,00	1 527 820,67	1 527 820,67	1 527 820,67
1347	Fonds régional développ. emploi outre-mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	8 000 000,00	0,00	26 522 152,06	26 522 152,06	26 522 152,06
1641	Emprunts en euros	8 000 000,00	0,00	26 522 152,06	26 522 152,06	26 522 152,06
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		21 749 073,83	0,00	31 592 607,06	31 592 607,06	31 592 607,06
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 950 719,00	0,00	1 584 902,00	1 584 902,00	1 584 902,00
10222	FCTVA	2 880 719,00	0,00	1 434 902,00	1 434 902,00	1 434 902,00
10226	Taxe d'aménagement	70 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 470 420,00	0,00	1 577 198,00	1 577 198,00	1 577 198,00
Total des recettes financières		4 421 689,00	0,00	3 162 100,00	3 162 100,00	3 162 100,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	779 287,59	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
Total des recettes réelles		26 950 050,42	0,00	34 769 707,06	34 769 707,06	34 769 707,06
021	Virement de la section de fonctionnement	8 373 799,77		4 377 293,65	4 377 293,65	4 377 293,65
040	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)	3 045 000,00		2 835 000,00	2 835 000,00	2 835 000,00
28188	Autres immo. corporelles	3 010 000,00		2 800 000,00	2 800 000,00	2 800 000,00
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	35 000,00		35 000,00	35 000,00	35 000,00
041	Opérations patrimoniales (9)	300 000,00		300 000,00	300 000,00	300 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	300 000,00		300 000,00	300 000,00	300 000,00
Total des recettes d'ordre		11 718 799,77		7 512 293,65	7 512 293,65	7 512 293,65

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		59 628 147,10	0,00	0,00	53 744 541,00	53 744 541,00	0,00	53 744 541,00	53 744 541,00
011	Charges à caractère général (3)	17 165 876,13	0,00	0,00	14 985 139,35	14 985 139,35	0,00	14 985 139,35	14 985 139,35
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	20 737 976,00	0,00		21 132 560,00	21 132 560,00		21 132 560,00	21 132 560,00
014	Atténuations de produits	367 000,00	0,00		363 378,00	363 378,00		363 378,00	363 378,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	8 289 948,63	0,00	0,00	8 215 170,00	8 215 170,00	0,00	8 215 170,00	8 215 170,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		46 560 800,76	0,00	0,00	44 696 247,35	44 696 247,35	0,00	44 696 247,35	44 696 247,35
66	Charges financières	1 575 243,33	0,00		1 831 000,00	1 831 000,00		1 831 000,00	1 831 000,00
67	Charges spécifiques (3)	73 303,24	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		1 648 546,57	0,00	0,00	1 836 000,00	1 836 000,00		1 836 000,00	1 836 000,00
Total des dépenses réelles		48 209 347,33	0,00	0,00	46 532 247,35	46 532 247,35	0,00	46 532 247,35	46 532 247,35
023	Virement à la section d'investissement	8 373 799,77			4 377 293,65	4 377 293,65		4 377 293,65	4 377 293,65
042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	3 045 000,00			2 835 000,00	2 835 000,00		2 835 000,00	2 835 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		11 418 799,77			7 212 293,65	7 212 293,65		7 212 293,65	7 212 293,65

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	0,00
--	-------------

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	53 744 541,00
--	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.



(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		50 340 415,00	0,00	53 744 541,00	53 744 541,00	53 744 541,00
013	Atténuations de charges (2)	123 000,00	0,00	92 000,00	92 000,00	92 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 792 774,00	0,00	2 209 562,00	2 209 562,00	2 209 562,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	1 507 600,00	0,00	2 456 000,00	2 456 000,00	2 456 000,00
731	Fiscalité locale	31 701 504,00	0,00	34 809 129,00	34 809 129,00	34 809 129,00
74	Dotations et participations (2)	12 574 904,00	0,00	12 178 781,00	12 178 781,00	12 178 781,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	1 633 913,00	0,00	1 198 561,00	1 198 561,00	1 198 561,00
Total des recettes de gestion des services		49 333 695,00	0,00	52 944 033,00	52 944 033,00	52 944 033,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	72 512,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	30 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		103 012,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
Total des recettes réelles		49 436 707,00	0,00	52 949 033,00	52 949 033,00	52 949 033,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)	903 708,00	0,00	795 508,00	795 508,00	795 508,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		903 708,00	0,00	795 508,00	795 508,00	795 508,00

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	0,00
--	-------------

Total des recettes de fonctionnement cumulées	53 744 541,00
--	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		59 628 147,10	0,00	0,00	53 744 541,00	53 744 541,00	0,00	53 744 541,00	53 744 541,00
011	Charges à caractère général (4)	17 165 876,13	0,00	0,00	14 985 139,35	14 985 139,35	0,00	14 985 139,35	14 985 139,35
60611	Eau et assainissement	257 000,00	0,00	0,00	255 000,00	255 000,00	0,00	255 000,00	255 000,00
60612	Energie - Electricité	2 614 430,56	0,00	0,00	2 590 000,00	2 590 000,00	0,00	2 590 000,00	2 590 000,00
60613	Chauffage urbain	570 000,00	0,00	0,00	295 000,00	295 000,00	0,00	295 000,00	295 000,00
60621	Combustibles	31 500,00	0,00	0,00	32 000,00	32 000,00	0,00	32 000,00	32 000,00
60622	Carburants	329 500,00	0,00	0,00	280 000,00	280 000,00	0,00	280 000,00	280 000,00
60623	Alimentation	51 013,78	0,00	0,00	54 700,00	54 700,00	0,00	54 700,00	54 700,00
60628	Autres fournitures non stockées	185 636,50	0,00	0,00	179 414,00	179 414,00	0,00	179 414,00	179 414,00
60631	Fournitures d'entretien	359 096,20	0,00	0,00	303 250,00	303 250,00	0,00	303 250,00	303 250,00
60632	Fournitures de petit équipement	666 281,36	0,00	0,00	603 307,00	603 307,00	0,00	603 307,00	603 307,00
60633	Fournitures de voirie	235 924,70	0,00	0,00	223 000,00	223 000,00	0,00	223 000,00	223 000,00
60636	Habillement et vêtements de travail	26 500,00	0,00	0,00	21 500,00	21 500,00	0,00	21 500,00	21 500,00
6064	Fournitures administratives	5 050,00	0,00	0,00	3 950,00	3 950,00	0,00	3 950,00	3 950,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	104 937,30	0,00	0,00	99 250,00	99 250,00	0,00	99 250,00	99 250,00
6067	Fournitures scolaires	131 680,00	0,00	0,00	136 603,00	136 603,00	0,00	136 603,00	136 603,00
611	Contrats de prestations de services	5 520 281,35	0,00	0,00	4 732 731,85	4 732 731,85	0,00	4 732 731,85	4 732 731,85
6132	Locations immobilières	192 954,22	0,00	0,00	151 450,00	151 450,00	0,00	151 450,00	151 450,00
61351	Matériel roulant	39 126,01	0,00	0,00	52 460,00	52 460,00	0,00	52 460,00	52 460,00
61358	Autres	140 116,26	0,00	0,00	95 350,00	95 350,00	0,00	95 350,00	95 350,00
614	Charges locatives et de copropriété	106 355,00	0,00	0,00	37 340,00	37 340,00	0,00	37 340,00	37 340,00
61521	Entretien terrains	174 000,00	0,00	0,00	182 000,00	182 000,00	0,00	182 000,00	182 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	1 439 861,72	0,00	0,00	789 825,00	789 825,00	0,00	789 825,00	789 825,00
615231	Entretien, réparations voiries	898 694,00	0,00	0,00	687 000,00	687 000,00	0,00	687 000,00	687 000,00
615232	Entretien, réparations réseaux	23 200,00	0,00	0,00	23 200,00	23 200,00	0,00	23 200,00	23 200,00
61551	Entretien matériel roulant	83 582,00	0,00	0,00	84 500,00	84 500,00	0,00	84 500,00	84 500,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	144 477,50	0,00	0,00	166 090,00	166 090,00	0,00	166 090,00	166 090,00
6156	Maintenance	220 667,46	0,00	0,00	221 310,00	221 310,00	0,00	221 310,00	221 310,00
6161	Multirisques	89 570,00	0,00	0,00	88 000,00	88 000,00	0,00	88 000,00	88 000,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	149 985,00	0,00	0,00	164 000,00	164 000,00	0,00	164 000,00	164 000,00
617	Etudes et recherches	212 324,86	0,00	0,00	262 425,00	262 425,00	0,00	262 425,00	262 425,00
6182	Documentation générale et technique	21 249,12	0,00	0,00	17 400,00	17 400,00	0,00	17 400,00	17 400,00
6184	Versements à des organismes de formation	113 763,00	0,00	0,00	102 210,00	102 210,00	0,00	102 210,00	102 210,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6188	Autres frais divers	54 296,50	0,00		43 060,00	43 060,00	0,00	43 060,00	43 060,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	210,00	0,00		300,00	300,00	0,00	300,00	300,00
62268	Autres honoraires, conseils	29 599,00	0,00		73 636,00	73 636,00	0,00	73 636,00	73 636,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	45 600,00	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
6228	Divers	91 978,00	0,00		43 650,00	43 650,00	0,00	43 650,00	43 650,00
6231	Annonces et insertions	35 399,27	0,00		26 900,00	26 900,00	0,00	26 900,00	26 900,00
6232	Fêtes et cérémonies	14 376,00	0,00		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
6234	Réceptions	133 047,73	0,00		147 850,00	147 850,00	0,00	147 850,00	147 850,00
6236	Catalogues et imprimés	81 184,00	0,00		75 400,00	75 400,00	0,00	75 400,00	75 400,00
6238	Divers	112 688,49	0,00		105 640,00	105 640,00	0,00	105 640,00	105 640,00
6245	Transports de personnes extérieures	264 522,00	0,00		244 584,00	244 584,00	0,00	244 584,00	244 584,00
6251	Voyages, déplacements et missions	63 724,00	0,00		53 000,00	53 000,00	0,00	53 000,00	53 000,00
6261	Frais d'affranchissement	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	5 000,00	0,00		5 407,00	5 407,00	0,00	5 407,00	5 407,00
627	Services bancaires et assimilés	6 000,00	0,00		6 000,00	6 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00
6281	Concours divers (cotisations)	28 776,72	0,00		29 995,00	29 995,00	0,00	29 995,00	29 995,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00		600,00	600,00	0,00	600,00	600,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	315 758,07	0,00		328 700,00	328 700,00	0,00	328 700,00	328 700,00
6284	Redevances pour services rendus	143 246,76	0,00		158 461,50	158 461,50	0,00	158 461,50	158 461,50
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	27 100,00	0,00		33 370,00	33 370,00	0,00	33 370,00	33 370,00
63512	Taxes foncières	522 666,00	0,00		550 675,00	550 675,00	0,00	550 675,00	550 675,00
63513	Autres impôts locaux	2 585,00	0,00		6 355,00	6 355,00	0,00	6 355,00	6 355,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	39 360,69	0,00		52 290,00	52 290,00	0,00	52 290,00	52 290,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	20 737 976,00	0,00		21 132 560,00	21 132 560,00		21 132 560,00	21 132 560,00
6216	Personnel affecté par GFP rattachement	149 640,00	0,00		121 060,00	121 060,00		121 060,00	121 060,00
6218	Autre personnel extérieur	284 250,00	0,00		322 867,00	322 867,00		322 867,00	322 867,00
6331	Versement mobilité	67 427,00	0,00		66 990,00	66 990,00		66 990,00	66 990,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	61 201,00	0,00		61 176,00	61 176,00		61 176,00	61 176,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	131 304,00	0,00		137 189,00	137 189,00		137 189,00	137 189,00
64111	Rémunération principale titulaires	8 415 599,00	0,00		8 731 737,00	8 731 737,00		8 731 737,00	8 731 737,00
64112	SFT, indemnité de résidence	201 700,00	0,00		89 860,00	89 860,00		89 860,00	89 860,00
64113	NBI	0,00	0,00		104 037,00	104 037,00		104 037,00	104 037,00
64118	Autres indemnités	1 607 867,00	0,00		1 748 035,00	1 748 035,00		1 748 035,00	1 748 035,00
64131	Rémunérations	3 417 112,00	0,00		3 156 146,00	3 156 146,00		3 156 146,00	3 156 146,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00		22 408,00	22 408,00		22 408,00	22 408,00
64138	Primes et autres indemnités	611 974,00	0,00		573 724,00	573 724,00		573 724,00	573 724,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6417	Rémunérations des apprentis	9 475,00	0,00		34 314,00	34 314,00		34 314,00	34 314,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 551 973,00	0,00		2 483 924,00	2 483 924,00		2 483 924,00	2 483 924,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 764 161,00	0,00		2 954 223,00	2 954 223,00		2 954 223,00	2 954 223,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	161 651,00	0,00		145 951,00	145 951,00		145 951,00	145 951,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	50 595,00	0,00		80 550,00	80 550,00		80 550,00	80 550,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	32 352,00	0,00		55 125,00	55 125,00		55 125,00	55 125,00
64731	Allocations chômage versées directement	14 695,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	120 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	85 000,00	0,00		96 000,00	96 000,00		96 000,00	96 000,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00		147 244,00	147 244,00		147 244,00	147 244,00
014	Atténuations de produits	367 000,00	0,00		363 378,00	363 378,00		363 378,00	363 378,00
7391112	Dégrèv. taxe habit. / logements vacants	110 000,00	0,00		110 000,00	110 000,00		110 000,00	110 000,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	10 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	247 000,00	0,00		243 378,00	243 378,00		243 378,00	243 378,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	8 289 948,63	0,00	0,00	8 215 170,00	8 215 170,00	0,00	8 215 170,00	8 215 170,00
65132	Prix	2 962,00	0,00		6 600,00	6 600,00	0,00	6 600,00	6 600,00
65311	Indemnités de fonction	238 567,00	0,00		242 500,00	242 500,00	0,00	242 500,00	242 500,00
65312	Frais de mission et de déplacement	1 342,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	20 326,00	0,00		28 000,00	28 000,00	0,00	28 000,00	28 000,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	25 091,00	0,00		28 000,00	28 000,00	0,00	28 000,00	28 000,00
65315	Formation	21 150,00	0,00		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
65322	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00		1 500,00	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00
6541	Créances admises en non-valeur	20 000,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
6542	Créances éteintes	20 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
6553	Service d'incendie	2 695 420,93	0,00		2 806 000,00	2 806 000,00	0,00	2 806 000,00	2 806 000,00
6558	Autres contributions obligatoires	493 568,00	0,00		544 000,00	544 000,00	0,00	544 000,00	544 000,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	200 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657361	Subv. fonct. caisse des écoles	4 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	935 913,08	0,00		950 200,00	950 200,00	0,00	950 200,00	950 200,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	8 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65742	Subv. de fonctionnement aux entreprises	599 000,00	0,00		522 000,00	522 000,00	0,00	522 000,00	522 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	2 842 199,62	0,00		2 898 890,00	2 898 890,00	0,00	2 898 890,00	2 898 890,00
65811	Droits d'utilisat° - informatique nuage	16 470,00	0,00		16 960,00	16 960,00	0,00	16 960,00	16 960,00
65818	Autres	86 489,00	0,00		75 970,00	75 970,00	0,00	75 970,00	75 970,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	58 050,00	0,00		49 550,00	49 550,00	0,00	49 550,00	49 550,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		46 560 800,76	0,00	0,00	44 696 247,35	44 696 247,35	0,00	44 696 247,35	44 696 247,35
66	Charges financières	1 575 243,33	0,00		1 831 000,00	1 831 000,00		1 831 000,00	1 831 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 495 307,33	0,00		1 690 000,00	1 690 000,00		1 690 000,00	1 690 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	79 936,00	0,00		141 000,00	141 000,00		141 000,00	141 000,00
67	Charges spécifiques (4)	73 303,24	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	73 303,24	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		1 648 546,57	0,00	0,00	1 836 000,00	1 836 000,00		1 836 000,00	1 836 000,00
Total des dépenses réelles		48 209 347,33	0,00	0,00	46 532 247,35	46 532 247,35	0,00	46 532 247,35	46 532 247,35
023	Virement à la section d'investissement	8 373 799,77			4 377 293,65	4 377 293,65		4 377 293,65	4 377 293,65
042	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)	3 045 000,00			2 835 000,00	2 835 000,00		2 835 000,00	2 835 000,00
6811	Dot. amort. immos incorporelles	3 010 000,00			2 800 000,00	2 800 000,00		2 800 000,00	2 800 000,00
68128	Dot. Amort. charges exception. différées	35 000,00			35 000,00	35 000,00		35 000,00	35 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		11 418 799,77			7 212 293,65	7 212 293,65		7 212 293,65	7 212 293,65

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	244 408,11
Montant des ICNE de l'exercice N-1	103 408,11



= Différence ICNE N – ICNE N-1	141 000,00
--------------------------------	------------

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
- (2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
- (3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
- (4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
- (5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.
- (6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040*) (*DF 043 = RF 043*).
- (8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.
- (10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		50 340 415,00	0,00	53 744 541,00	53 744 541,00	53 744 541,00
013	Atténuations de charges (3)	123 000,00	0,00	92 000,00	92 000,00	92 000,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	123 000,00	0,00	92 000,00	92 000,00	92 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 792 774,00	0,00	2 209 562,00	2 209 562,00	2 209 562,00
7018	Autres ventes de produits finis	32 281,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	140 000,00	0,00	90 000,00	90 000,00	90 000,00
70323	Red. occupation dom. public	280 957,00	0,00	255 158,00	255 158,00	255 158,00
70328	Autres droits stationnement et location	520 000,00	0,00	674 000,00	674 000,00	674 000,00
7062	Redevances services à caractère culturel	281 100,00	0,00	288 140,00	288 140,00	288 140,00
70631	Redevances services à caractère sportif	500,00	0,00	860,00	860,00	860,00
7066	Redevances services à caractère social	445 100,00	0,00	309 400,00	309 400,00	309 400,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	30 000,00	0,00	269 500,00	269 500,00	269 500,00
706888	Autres	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	5 000,00	0,00	14 000,00	14 000,00	14 000,00
70844	Mise à dispo personnel CDE	0,00	0,00	85 000,00	85 000,00	85 000,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	8 000,00	0,00	8 000,00	8 000,00	8 000,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	47 336,00	0,00	196 504,00	196 504,00	196 504,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	1 507 600,00	0,00	2 456 000,00	2 456 000,00	2 456 000,00
73211	Attribution de compensation	1 507 600,00	0,00	2 456 000,00	2 456 000,00	2 456 000,00
731	Fiscalité locale	31 701 504,00	0,00	34 809 129,00	34 809 129,00	34 809 129,00
73111	Impôts directs locaux	29 115 210,00	0,00	32 279 129,00	32 279 129,00	32 279 129,00
73118	Autres contributions directes	5 239,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	900 000,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
73132	Taxe sur les pylônes électriques	35 000,00	0,00	35 000,00	35 000,00	35 000,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	951 055,00	0,00	800 000,00	800 000,00	800 000,00
73154	Droits de place	239 000,00	0,00	240 000,00	240 000,00	240 000,00
73156	Versement mobilité	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	400 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
7318	Autres	55 000,00	0,00	55 000,00	55 000,00	55 000,00
74	Dotations et participations (3)	12 574 904,00	0,00	12 178 781,00	12 178 781,00	12 178 781,00
74111	Dotation forfaitaire des communes	4 857 937,00	0,00	4 835 859,00	4 835 859,00	4 835 859,00
741123	DSU des communes	2 875 627,00	0,00	2 990 045,00	2 990 045,00	2 990 045,00

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
741127	DNP des communes	514 505,00	0,00	503 338,00	503 338,00	503 338,00
744	FCTVA	300 594,00	0,00	214 703,00	214 703,00	214 703,00
74611	DGD des communes et EPCI	434 000,00	0,00	434 000,00	434 000,00	434 000,00
74718	Autres participations Etat	221 117,00	0,00	198 850,00	198 850,00	198 850,00
7472	Participation régions	19 730,00	0,00	7 650,00	7 650,00	7 650,00
7473	Participation départements	153 078,00	0,00	144 100,00	144 100,00	144 100,00
74751	Participation GFP de rattachement	101 199,00	0,00	101 000,00	101 000,00	101 000,00
7478211	Participation Etat	445 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	1 720 331,00	0,00	1 804 300,00	1 804 300,00	1 804 300,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	875 762,00	0,00	880 715,00	880 715,00	880 715,00
7484	Dotation de recensement	6 604,00	0,00	6 721,00	6 721,00	6 721,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	41 420,00	0,00	51 000,00	51 000,00	51 000,00
74888	Autres	8 000,00	0,00	6 500,00	6 500,00	6 500,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	1 633 913,00	0,00	1 198 561,00	1 198 561,00	1 198 561,00
752	Revenus des immeubles	664 756,00	0,00	636 035,00	636 035,00	636 035,00
75812	Redevances pour défaut branchement égout	185 760,00	0,00	200 600,00	200 600,00	200 600,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	5 300,00	0,00	5 300,00	5 300,00	5 300,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	777 947,00	0,00	356 626,00	356 626,00	356 626,00
Total des recettes de gestion des services		49 333 695,00	0,00	52 944 033,00	52 944 033,00	52 944 033,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	72 512,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	72 512,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	30 500,00		0,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	4 500,00		0,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	26 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		49 436 707,00	0,00	52 949 033,00	52 949 033,00	52 949 033,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	903 708,00		795 508,00	795 508,00	795 508,00
77681	Neutralisation des amortissements	903 708,00		795 508,00	795 508,00	795 508,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		903 708,00		795 508,00	795 508,00	795 508,00

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)



Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.



IV – ANNEXES								IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE								A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof., apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		7 565 104,08	3 634 044,00	0,00	40 000,00	4 972 960,00	8 810 536,00	105 960,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	6 460 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	195 263,00	0,00	0,00	317 000,00	65 000,00	75 000,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	510 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	489 355,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	20 000,00	1 548 431,00	0,00	25 000,00	281 500,00	629 500,00	21 500,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	575 104,08	1 889 350,00	0,00	0,00	4 374 460,00	7 626 681,00	9 460,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		29 684 252,06	0,00	0,00	15 000,00	1 165 938,00	1 202 787,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 577 198,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 584 902,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	1 165 938,00	1 202 787,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	26 522 152,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		6 902 487,00	2 582 166,63	78 153,00	6 495 082,00		41 186 492,71
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		6 461 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	832 825,00	0,00	0,00	95 000,00		1 580 088,00
204	Subventions d'équipement versées	60 000,00	0,00	77 153,00	2 800 000,00		3 936 508,00
21	Immobilisations corporelles	3 048 000,00	202 166,63	1 000,00	583 882,00		6 360 979,63
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	2 961 662,00	1 980 000,00	0,00	3 016 200,00		22 432 917,08
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	400 000,00	0,00	0,00		400 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		15 000,00
RECETTES		1 598 730,00	0,00	0,00	1 103 000,00		34 769 707,06
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		1 577 198,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		1 584 902,00
13	Subventions d'investissement	1 598 730,00	0,00	0,00	1 103 000,00		5 070 455,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		26 522 152,06
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		15 000,00



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		7 565 104,08
164	Emprunts auprès des états financiers	6 460 000,00
204	Subventions d'équipement versées	510 000,00
213	Constructions	20 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	575 104,08
RECETTES		29 684 252,06
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 577 198,00
102	Dotations et fonds d'investissement	1 584 902,00
164	Emprunts auprès des états financiers	26 522 152,06

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		1 677 254,00	0,00	0,00	1 780 390,00	12 460,00	163 940,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	175 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	2 263,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00
213	Constructions	848 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	109 000,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	535 931,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	114 560,00	0,00	0,00	1 760 390,00	12 460,00	1 940,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., édu., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 634 044,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 263,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	957 500,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	535 931,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 889 350,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		15 000,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	40 000,00
215	Installat ^o , matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
458	Opérations sous mandat	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
RECETTES		15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
458	Opérations sous mandat	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré		
			211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés
			DEPENSES		26 500,00	233 930,00	49 240,00	4 658 370,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	17 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	158 000,00	6 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	9 500,00	24 000,00	34 000,00	27 000,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	51 930,00	9 240,00	4 311 370,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	1 165 938,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	1 165 938,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires	25 Formation professionnelle						26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		4 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 972 960,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
213	Constructions	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 500,00
231	Immobilisations corporelles en cours	1 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 374 460,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 165 938,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 165 938,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		141 000,00	4 608 530,00	3 025 830,00	138 060,00	66 570,00	13 500,00	70 740,00	740,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	6 000,00	134 000,00	4 000,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	38 000,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	91 000,00	20 000,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	4 588 530,00	2 954 830,00	4 060,00	2 570,00	0,00	740,00	740,00	0,00
RECETTES		0,00	658 154,00	544 633,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	544 633,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	658 154,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		222 470,00	227 171,00	234 355,00	0,00	46 640,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	183 000,00	234 355,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	210 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat ^o , matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	12 470,00	44 171,00	0,00	0,00	16 640,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		14 930,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 810 536,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
204	Subventions d'équipement versées	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	489 355,00
213	Constructions	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	427 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 500,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	133 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	1 930,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 626 681,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 202 787,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	544 633,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	658 154,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éta sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		17 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 360,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00	0,00
213	Constructions	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 500,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	8 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	860,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale					TOTAL DU CHAPITRE	
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées		428 Autres interventions sociales
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 960,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 500,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 460,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	542 690,00	530 000,00	0,00	0,00	5 769 797,00	60 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	812 825,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 927 000,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	154 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	55 000,00	230 000,00	0,00	0,00	579 500,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	211 190,00	300 000,00	0,00	0,00	2 450 472,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	66 666,67	100 000,00	0,00	0,00	1 432 063,33	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	1 432 063,33	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	66 666,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 902 487,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	832 825,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 927 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	864 500,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 961 662,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 598 730,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 532 063,33
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 666,67

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		400 000,00	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	540 000,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	480 000,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	142 166,63	0,00	2 582 166,63
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	142 166,63	0,00	142 166,63
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 980 000,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt
	DEPENSES	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	77 153,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	77 153,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie				76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 153,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 153,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat ^o , matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	6 107 882,00	0,00	347 200,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	5 000,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800 000,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat ^o , matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	243 882,00	0,00	300 000,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	2 974 000,00	0,00	42 200,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	1 103 000,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 103 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 495 082,00	
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 000,00	
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800 000,00	
213	Constructions	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	543 882,00	
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 016 200,00	
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 103 000,00	
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 103 000,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		2 535 300,21	7 450 778,20	0,00	3 787 662,00	6 871 112,63	14 104 788,17	5 781 622,74	0,00
011	Charges à caractère général	300 922,21	3 505 153,20	0,00	134 159,00	1 958 822,63	3 692 818,17	928 477,74	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	3 193 905,00	0,00	847 503,00	4 427 990,00	8 040 650,00	3 603 955,00	0,00
014	Atténuations de produits	363 378,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	35 000,00	751 720,00	0,00	2 806 000,00	484 300,00	2 371 320,00	1 249 190,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	1 831 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		46 464 439,00	298 380,00	0,00	434 000,00	528 600,00	1 699 054,00	1 600 950,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	92 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	25 150,00	98 000,00	0,00	0,00	174 000,00	883 404,00	225 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	2 456 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	34 514 129,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	9 464 160,00	67 971,00	0,00	434 000,00	64 000,00	812 550,00	1 336 100,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	40 409,00	0,00	0,00	290 600,00	3 100,00	39 850,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		0,00	2 081 901,95	1 284 654,00	540 525,00	2 093 902,45		46 532 247,35
011	Charges à caractère général	0,00	1 677 595,95	558 005,00	538 025,00	1 691 160,45		14 985 139,35
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	369 306,00	283 009,00	0,00	366 242,00		21 132 560,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		363 378,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	35 000,00	443 640,00	2 500,00	36 500,00		8 215 170,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 831 000,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		0,00	265 479,00	804 131,00	0,00	854 000,00		52 949 033,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		92 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	91 208,00	20 000,00	0,00	692 800,00		2 209 562,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 456 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	240 000,00	0,00	55 000,00		34 809 129,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		12 178 781,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	174 271,00	544 131,00	0,00	106 200,00		1 198 561,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00



IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		2 535 300,21
606	Achats non stockés de matières et fourni	171 214,00
611	Contrats de prestations de services	98 023,21
615	Entretien et réparations	5 000,00
617	Etudes et recherches	20 000,00
627	Services bancaires et assimilés	6 000,00
628	Divers	685,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	30 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	5 000,00
661	Charges d'intérêts	1 831 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	5 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	363 378,00
RECETTES		46 464 439,00
703	Redevances utilisation du domaine	25 150,00
731	Fiscalité locale	34 514 129,00
732	Fiscalité reversée	2 456 000,00
741	D.G.F.	8 329 242,00
744	FCTVA	214 703,00
747	Participations	39 500,00
748	Autres attributions et participations	880 715,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	5 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		4 247 505,30	0,00	33 250,00	1 345 992,26	206 355,79	310 792,85	991 232,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	811 670,00	0,00	3 000,00	78 157,00	145 174,00	27 504,00	2 900,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	407 662,80	0,00	9 550,00	206 966,26	47 731,79	35 421,85	17 000,00	0,00
613	Locations	93 250,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	11 530,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	327 295,00	0,00	0,00	6 250,00	12 500,00	27 000,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	242 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	184 425,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	68 570,00	0,00	700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	64 960,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	83 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	36 000,00	0,00	20 000,00	143 400,00	0,00	0,00	8 140,00	0,00
625	Déplacements et missions	53 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	5 407,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	52 398,50	0,00	0,00	12 500,00	0,00	5 610,00	600,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	24 533,00	0,00	0,00	11 072,00	0,00	1 857,00	11 061,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	281 820,00	0,00	0,00	15 820,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	17 300,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	552 119,00	0,00	0,00	621 525,00	0,00	109 676,00	675 895,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	324 415,00	0,00	0,00	242 702,00	0,00	43 724,00	264 366,00	0,00
647	Autres charges sociales	241 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	308 000,00	0,00	0,00	0,00	950,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	56 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 270,00	0,00
RECETTES		186 434,00	0,00	9 475,00	0,00	0,00	92 250,00	10 221,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	92 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00
708	Autres produits	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00	3 500,00	0,00
748	Autres attributions et participations	57 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 721,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	9 475,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	28 934,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		315 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	315 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dev.	033 Conseil cult., édu., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 450 778,20
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 069 055,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	724 332,70
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 250,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 530,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	373 045,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	242 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	184 425,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 270,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 960,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 650,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	207 540,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 407,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 108,50
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 523,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	297 640,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 900,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 959 215,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	875 207,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	241 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	315 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	308 950,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 770,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	298 380,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 750,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 221,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 475,00

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 934,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058		TOTAL DU CHAPITRE
				Autres		
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		48 747,00	741 254,00	2 831 341,00	166 320,00	0,00	3 787 662,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	500,00	12 828,00	341,00	7 500,00	0,00	21 169,00
611	Contrats de prestations de services	4 500,00	2 190,00	0,00	45 000,00	0,00	51 690,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	7 200,00	0,00	7 200,00
615	Entretien et réparations	2 000,00	15 500,00	25 000,00	0,00	0,00	42 500,00
618	Divers	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	491,00	6 916,00	0,00	1 299,00	0,00	8 706,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00
641	Rémunérations du personnel	29 717,00	527 316,00	0,00	77 095,00	0,00	634 128,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	11 539,00	164 904,00	0,00	28 226,00	0,00	204 669,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	2 806 000,00	0,00	0,00	2 806 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	434 000,00	0,00	434 000,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	434 000,00	0,00	434 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré		
			211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés
DEPENSES		354 192,00	1 642 819,36	1 380 722,38	1 170 818,26	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	114 226,00	152 982,00	254 675,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	84 491,36	105 619,38	126 490,26	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	31 850,00	13 400,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	209 367,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	7 700,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	481,00	903,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	8 240,00	8 495,00	1 300,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	2 052,00	17 280,00	7 924,00	10 387,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	100 240,00	985 192,00	435 454,00	537 312,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	42 533,00	401 059,00	171 945,00	207 654,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	484 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent ^o cpt prop. - Subvent ^o	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	89 000,00	64 000,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	89 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	64 000,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires	25 Formation professionnelle						26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autres		
DEPENSES		90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		2 173 750,63	0,00	2 000,00	56 810,00	0,00	0,00	6 871 112,63
606	Achats non stockés de matières et fourni	37 978,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	561 861,00
611	Contrats de prestations de services	800 481,63	0,00	0,00	15 810,00	0,00	0,00	1 222 892,63
615	Entretien et réparations	22 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 750,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	209 367,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	0,00	21 700,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	23 000,00	0,00	0,00	24 384,00
628	Divers	13 200,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	35 235,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	17 067,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 710,00
641	Rémunérations du personnel	922 439,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 980 637,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	360 085,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 183 276,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	484 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00
RECETTES		285 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	528 600,00
703	Redevances utilisation du domaine	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00
706	Prestations de services	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 000,00
758	Produits divers de gestion courante	200 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	290 600,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		1 479 923,00	3 570 686,49	309 595,89	1 499 604,86	1 488 410,73	11 000,00	748 232,13	651 082,54	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	26 400,00	53 163,00	81 810,00	173 205,00	85 733,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	14 890,00	368 690,49	152 615,89	66 193,86	72 258,73	0,00	36 332,13	10 582,54	0,00
613	Locations	0,00	21 350,00	0,00	4 300,00	34 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	7 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	20 500,00	14 050,00	60 170,00	53 900,00	70 120,00	0,00	16 400,00	5 500,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	4 650,00	0,00	800,00	9 050,00	11 000,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	1 000,00	11 500,00	0,00	1 000,00	50 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	1 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	3 430,00	2 665,00	0,00	780,00	12 990,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	11 358,00	35 695,00	0,00	13 140,00	14 344,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	490,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	16 200,00	0,00	640,00	4 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	664 533,00	1 984 431,00	0,00	867 416,00	813 583,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	253 252,00	794 098,00	0,00	310 340,00	316 782,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	2 244,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	5 200,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	479 360,00	247 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	694 000,00	635 000,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	2 600,00	0,00	0,00	4 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		14 860,00	530 140,00	0,00	8 000,00	43 600,00	0,00	40 000,00	20 000,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	20 000,00	0,00
706	Prestations de services	860,00	282 140,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	248 000,00	0,00	0,00	43 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		1 013 036,95	653 110,19	196 504,00	0,00	175 893,12	105 950,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	276 696,00	331 618,00	196 504,00	0,00	53 015,00	15 200,00
611	Contrats de prestations de services	110 208,95	105 732,19	0,00	0,00	7 878,12	67 200,00
613	Locations	18 200,00	660,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	68 000,00	39 000,00	0,00	0,00	115 000,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 250,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00
628	Divers	83 765,00	55 690,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	5 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	7 910,00	6 410,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 750,00
641	Rémunérations du personnel	315 944,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	127 093,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	114 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		29 350,00	5 000,00	196 504,00	0,00	1 400,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	196 504,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	28 250,00	5 000,00	0,00	0,00	1 400,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	1 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		2 196 758,27	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	14 104 788,17
606	Achats non stockés de matières et fourni	64 134,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 358 978,00
611	Contrats de prestations de services	170 897,27	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	1 188 480,17
613	Locations	32 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 360,00
614	Charges locatives et de copropriété	15 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 480,00
615	Entretien et réparations	44 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	507 440,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
618	Divers	34 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 200,00
621	Personnel extérieur au service	31 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00
623	Pub., publications, relations publiques	25 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 050,00
624	Transports biens, transports collectifs	33 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
628	Divers	76 460,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	235 780,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	18 157,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 914,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 810,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 940,00
641	Rémunérations du personnel	1 051 106,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 697 013,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	410 914,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 212 479,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 244,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 600,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	179 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 349 560,00
658	Charges diverses de gestion courante	8 460,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 160,00
RECETTES		810 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 699 054,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
706	Prestations de services	323 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	612 900,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210 504,00
747	Participations	486 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	812 550,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 100,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		31 500,00	0,00	13 650,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	8 600,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	31 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	2 700,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	350,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		3 040 917,59	0,00	7 000,00	0,00	0,00	2 608 335,15	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	142 274,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 145,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	235 602,59	0,00	0,00	0,00	0,00	121 283,15	0,00	0,00
613	Locations	67 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	1 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 890,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	15 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 600,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00
618	Divers	11 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	39 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	32 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	80 138,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 530,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	18 143,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 610,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	675,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	5 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 034 577,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500 106,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	409 718,00	0,00	0,00	0,00	0,00	583 301,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	943 200,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	215 720,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00
RECETTES		335 350,00	0,00	6 600,00	0,00	0,00	1 259 000,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225 000,00	0,00	0,00
747	Participations	295 500,00	0,00	6 600,00	0,00	0,00	1 034 000,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	39 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 220,00	5 781 622,74
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	236 019,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	365 485,74
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 950,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 330,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 100,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 200,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 200,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 668,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 753,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	675,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 850,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 534 683,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	993 019,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 220,00	1 246 140,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 050,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600 950,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 336 100,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 850,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	566 542,00	697 922,95	787 970,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	2 650,00	209 364,00	593 770,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	42 000,00	99 308,95	156 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	1 000,00	345 000,00	23 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	102 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	83 636,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	30 100,00	5 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	2 520,00	454,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	165 085,00	27 383,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	60 951,00	10 813,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	19 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	19 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DÉPENSES		0,00	0,00	0,00	19 467,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	19 467,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	155 271,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	42 954,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	112 317,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 081 901,95
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	825 251,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	297 308,95
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	369 200,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 100,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 636,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 700,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 974,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	192 468,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 764,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	91 208,00	0,00	265 479,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	91 208,00	0,00	91 208,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 954,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131 317,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		47 380,00	502 680,00	0,00	0,00	0,00	611 366,00	123 228,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	135 547,00	8 763,00
611	Contrats de prestations de services	12 000,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	56 920,00	77 830,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 850,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 000,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	427,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 033,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	61 680,00	0,00	0,00	0,00	67 420,00	995,00
641	Rémunérations du personnel	24 786,00	0,00	0,00	0,00	0,00	178 099,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	10 167,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 497,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	408 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 640,00
RECETTES		20 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	758 664,00	5 467,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	448 756,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 908,00	5 467,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 284 654,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	144 310,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	171 750,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 850,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 460,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 095,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	202 885,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 664,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	443 640,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	804 131,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	448 756,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 375,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	338 025,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 025,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	215 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie				76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	540 525,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 025,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	215 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	216 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	2 500,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	1 113 234,00	0,00	301 978,30	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	348 838,00	0,00	118 634,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	301 725,00	0,00	62 344,30	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	354 660,00	0,00	106 000,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	310,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	919,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	55 014,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	22 768,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	22 500,00	0,00	14 000,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 800,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 200,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		528 690,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 093 902,45
606	Achats non stockés de matières et fourni	127 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	595 092,00
611	Contrats de prestations de services	33 699,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	397 768,45
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00
615	Entretien et réparations	5 380,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	466 040,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
628	Divers	15 640,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 950,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	3 396,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 315,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	58 810,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 810,00
641	Rémunérations du personnel	204 218,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	259 232,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	79 927,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 695,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 500,00
RECETTES		769 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	854 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	674 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	677 800,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00
752	Revenus des immeubles	95 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 200,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
200903 - CO5918 Ex 090654 DO	28/12/2009	1 500 000,00	0,00	17 609,98	0,00	1 500 000,00
201101 -CO5919 Ex 090655-2020	28/12/2009	472 500,00	0,00	6 652,12	0,00	472 500,00
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		1 972 500,00	0,00	24 262,10	0,00	1 972 500,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					106 994 966,76									
1641 Emprunts en euros (total)					100 994 966,76									
200502 - 3029828 ME	CAISSE D'EPARGNE	13/02/2005	05/02/2005	25/05/2005	2 300 000,00	F	Taux fixe à 3.74 %	3,740	3,793	EUR	T	C	O	A-1
200503 - 3046062	CAISSE D'EPARGNE	24/10/2005	24/10/2005	25/01/2006	3 000 000,00	F	Taux fixe à 3.24 %	3,240	3,280	EUR	T	C	O	A-1
200505-1 - min237058eur 001 DO	SFIL CAFFIL	16/12/2005	16/12/2005	01/01/2007	1 500 000,00	V	(EONIA(Postfixé)-Floor -0.04 sur EONIA(Postfixé)) + 0.04	2,460	2,497	EUR	M	P	O	A-1
200505-2 - MIN237058EUR 002 DO	SFIL CAFFIL	16/12/2005	16/12/2005	01/01/2007	1 900 000,00	V	(EONIA(Postfixé)-Floor -0.04 sur EONIA(Postfixé)) + 0.04	2,433	2,497	EUR	M	P	O	A-1
200505-3 - MIN237058EUR 003 DO	SFIL CAFFIL	16/12/2005	16/12/2005	01/01/2007	1 900 000,00	V	(EONIA(Postfixé)-Floor -0.04 sur EONIA(Postfixé)) + 0.04	2,433	2,497	EUR	M	P	O	A-1
200601 - 30 58185	CAISSE D'EPARGNE	04/02/2006	04/02/2006	25/07/2006	3 000 000,00	F	Taux fixe à 3.49 %	3,490	3,536	EUR	T	P	O	A-1
200605 - 3241440 ME	CAISSE D'EPARGNE	22/02/2007	22/02/2007	25/05/2007	6 000 000,00	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	3,854	EUR	T	P	O	A-1
200704 - MON533351EUR	BANQUE POSTALE	30/11/2007	30/11/2007	01/12/2008	4 900 000,00	V	Euribor 12M-Floor 0 sur Euribor 12M	4,653	4,721	EUR	A	P	O	A-1
200705	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	27/12/2007	27/12/2007	27/03/2008	4 600 000,00	F	Taux fixe à 4.58 %	4,580	4,728	EUR	T	P	O	A-1
200801 - 3275810	CAISSE D'EPARGNE	15/12/2008	15/12/2008	15/04/2009	7 000 000,00	F	Taux fixe à 4.68 %	4,680	4,763	EUR	T	P	O	A-1
200803 - 1129850 DO	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	23/12/2008	23/12/2008	01/05/2009	3 500 000,00	V	(Euribor 3M + 0.39)-Floor -0.39 sur Euribor 3M	3,443	3,539	EUR	T	P	O	A-1
200804 - 1129854 DO	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10/02/2009	10/02/2009	01/08/2009	3 500 000,00	V	LEP(Prefixé) + 1.04	4,040	4,040	EUR	T	P	O	A-1
200902	CREDIT MUTUEL	20/11/2009	01/01/2010	31/03/2010	1 500 000,00	F	Taux fixe à 4.3 %	4,300	4,370	EUR	T	P	O	A-1
200903 - CO5918 Ex 090654 DO	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	28/12/2009	30/12/2009	15/02/2010	5 000 000,00	V	TAM(Postfixé) + 0.7	1,295	1,314	EUR	X	X	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
201101 -CO5919 Ex 090655-2020	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	28/12/2009	01/01/2020	15/03/2020	4 000 000,00	V	TAM(Postfixé) + 0.7	0,290	0,294	EUR	X	X	O	A-1
201301 - AN096685	CAISSE D'EPARGNE	28/12/2012	28/12/2012	10/04/2013	5 500 000,00	F	Taux fixe à 3.37 %	3,370	3,413	EUR	T	P	O	A-1
201401 - MIN281747EUR	SFIL CAFFIL	24/12/2013	11/02/2014	01/12/2014	1 000 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 1.75	1,944	2,502	EUR	T	C	O	A-1
201501-MON504646EUR	SFIL CAFFIL	06/05/2015	22/05/2015	01/09/2015	1 506 861,39	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	1,236	EUR	T	P	O	A-1
201502-MON504645EUR	SFIL CAFFIL	06/05/2015	01/01/2020	01/03/2020	672 063,69	F	Taux fixe à 1.4 %	1,400	1,407	EUR	T	P	O	A-1
201503 - 95 77579	CREDIT FONCIER DE FRANCE	20/07/2015	20/07/2015	25/03/2016	3 079 206,77	F	Taux fixe à 1.86 %	1,860	1,873	EUR	T	P	O	A-1
201601- MIN509471EUR	SFIL CAFFIL	29/12/2014	16/02/2015	01/06/2016	4 000 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 1.14	1,070	1,214	EUR	T	P	O	A-1
201602 - 9790715	CAISSE D'EPARGNE	18/09/2016	25/10/2016	25/01/2017	2 658 733,91	V	(Euribor 3M + 0.58)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,580	0,590	EUR	T	P	O	A-1
201603 - 9791056	CAISSE D'EPARGNE	18/09/2016	25/10/2016	25/01/2017	1 910 147,71	V	(Euribor 03 M + 0.53)-Floor 0 sur Euribor 03 M	0,530	0,539	EUR	T	P	O	A-1
201701- MON517385EUR	SFIL CAFFIL	17/05/2017	23/05/2017	01/09/2017	3 021 834,27	V	(Euribor 3M + 0.65)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,650	0,661	EUR	T	P	O	A-1
201702 - 9923759 ME	CAISSE D'EPARGNE	03/05/2017	23/05/2017	25/08/2017	1 581 330,69	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	0,742	EUR	T	P	O	A-1
201703 - ONE 8935922-8935922-8935927	SOCIETE GENERALE	22/12/2016	30/06/2017	30/09/2017	3 500 000,00	F	Taux fixe à 0.75 %	0,750	0,763	EUR	T	C	O	A-1
2018 03-MON527058EUR	SFIL CAFFIL	21/12/2018	11/02/2019	01/06/2019	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.47 %	1,470	1,500	EUR	T	C	O	A-1
2018 04-MIN531749	SFIL CAFFIL	18/12/2018	31/12/2019	01/04/2020	2 000 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 0.51	0,145	0,155	EUR	T	C	O	A-1
201801 - MON520299EUR DO	SFIL CAFFIL	15/01/2018	30/01/2018	01/02/2019	1 464 788,33	V	(Euribor 12M + 0.21)-Floor 0 sur Euribor 12M	0,210	0,213	EUR	A	P	O	A-1
201802 - MIN526942EUR DO	SFIL CAFFIL	15/01/2018	30/01/2019	01/05/2019	4 000 000,00	F	Taux fixe à 1.48 %	1,480	1,488	EUR	T	P	O	A-1
202003-00003229025	CREDIT AGRICOLE	24/12/2020	15/04/2021	15/07/2021	4 000 000,00	F	Taux fixe à 0.34 %	0,340	0,340	EUR	T	C	O	A-1
202101-MON539815EUR	BANQUE POSTALE	17/12/2021	21/12/2021	01/04/2022	1 000 000,00	F	Taux fixe à 0.66 %	0,660	0,662	EUR	T	C	O	A-1
202201 - MON543661EUR	BANQUE POSTALE	15/12/2022	29/12/2022	01/04/2023	2 320 000,00	F	Taux fixe à 3.19 %	3,190	3,228	EUR	T	C	O	A-1
202202 - MON543662EUR	BANQUE POSTALE	15/12/2022	29/12/2022	01/04/2023	680 000,00	F	Taux fixe à 3.19 %	3,190	3,228	EUR	T	C	O	A-1
202203 - 391714G	CAISSE D'EPARGNE	15/12/2022	28/12/2022	25/03/2023	1 500 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.2)-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,200	2,251	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					6 000 000,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2020-01 00003069396 DO	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	29/04/2020	04/05/2020	04/08/2020	3 100 000,00	F	Taux fixe à 1.43 %	1,430	1,459	EUR	T	C	O	A-1
2020-02 CP0902	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	29/04/2020	04/05/2020	04/08/2020	2 900 000,00	F	Taux fixe à 1.43 %	1,430	1,459	EUR	T	C	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					106 994 966,76									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.



- (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
- (5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
- (6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.
- (7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
- (8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
- (9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Emprunts et dettes au 01/01/N			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Taux d'intérêt		Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
							Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)				
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		1 048 249,00		50 362 650,50					6 165 531,78	1 450 683,24	31 174,45	239 437,09
1641 Emprunts en euros (total)		1 048 249,00		45 762 650,50					5 765 531,78	1 386 341,18	31 174,45	229 927,59
200502 - 3029828 ME	N	0,00	A-1	143 750,00	1,15	F	Taux fixe à 3.74 %	3,793	115 000,00	3 763,38	0,00	104,54
200503 - 3046062	N	0,00	A-1	300 000,00	1,82	F	Taux fixe à 3.24 %	3,280	150 000,00	7 897,50	0,00	877,50
200505-1 - min237058eur 001 DO	O	296 668,70	A-1	296 668,86	2,92	F	Taux fixe à 2.65 %	2,682	95 464,06	15 532,32	8 822,79	444,36
200505-2 - MIN237058EUR 002 DO	O	375 790,15	A-1	375 790,35	2,92	F	Taux fixe à 2.65 %	2,682	120 919,63	19 674,84	11 175,83	562,88
200505-3 - MIN237058EUR 003 DO	O	375 790,15	A-1	375 790,35	2,92	F	Taux fixe à 2.65 %	2,682	120 919,63	19 674,84	11 175,83	562,88
200601 - 30 58185	N	0,00	A-1	498 322,39	2,32	F	Taux fixe à 3.49 %	3,536	194 149,89	14 868,91	0,00	1 916,71
200605 - 3241440 ME	N	0,00	A-1	1 307 781,09	3,15	F	Taux fixe à 3.8 %	3,854	385 412,57	44 246,83	0,00	3 407,64
200704 - MON533351EUR	N	0,00	A-1	1 361 488,24	3,92	V	Euribor 1M-Floor 0 sur Euribor 1M	3,995	317 681,02	46 424,21	0,00	2 279,13
200705	N	0,00	A-1	1 281 447,32	3,99	F	Taux fixe à 4.58 %	4,728	298 821,26	54 500,28	0,00	500,05
200801 - 3275810	N	0,00	A-1	2 504 809,71	5,04	F	Taux fixe à 4.68 %	4,763	431 157,13	109 731,63	0,00	20 218,12
200803 - 1129850 DO	N	0,00	A-1	1 103 913,47	5,08	V	(Euribor 3M + 0.39)-Floor -0.39 sur Euribor 3M	4,500	198 665,03	41 367,41	0,00	4 623,16
200804 - 1129854 DO	N	0,00	A-1	1 351 197,33	5,08	V	LEP(Préfixé) + 1.04	7,040	218 440,04	69 301,44	0,00	8 313,93
200902	N	0,00	A-1	590 564,53	6,00	F	Taux fixe à 4.3 %	4,370	88 210,56	23 984,56	0,00	0,00
200903 - CO5918 Ex 090654 DO	N	0,00	A-1	1 500 000,00	5,12	V	TAM(Postfixé) + 0.7	4,314	250 000,00	64 661,27	0,00	43 962,22
201101 -CO5919 Ex 090655-2020	N	0,00	A-1	472 500,00	6,21	V	TAM(Postfixé) + 0.7	4,449	67 500,00	21 064,92	0,00	12 542,77

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											ICNE de l'exercice
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Taux d'intérêt		Annuité de l'exercice			
							Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
201301 - AN096685	N	0,00	A-1	3 002 153,73	9,02	F	Taux fixe à 3.37 %	3,413	281 481,44	97 640,23	0,00	20 374,81
201401 - MIN281747EUR	N	0,00	A-1	537 500,00	10,67	V	Euribor 3M + 1.61	5,788	50 000,00	26 762,90	0,00	1 707,68
201501-MON504646EUR	N	0,00	A-1	549 040,52	4,42	F	Taux fixe à 1.23 %	1,236	119 400,36	6 203,88	0,00	425,70
201502-MON504645EUR	N	0,00	A-1	469 636,20	8,42	F	Taux fixe à 1.4 %	1,407	52 399,86	6 300,62	0,00	470,55
201503 - 95 77579	N	0,00	A-1	1 913 467,46	10,98	F	Taux fixe à 1.86 %	1,873	158 265,10	34 490,86	0,00	453,43
201601- MIN509471EUR	N	0,00	A-1	2 653 189,12	12,17	F	Taux fixe à 2.19 %	2,208	190 982,06	56 543,54	0,00	4 343,74
201602 - 9790715	N	0,00	A-1	1 611 767,65	10,07	V	(Euribor 3M + 0.58)-Floor 0 sur Euribor 3M	4,682	153 064,26	65 610,31	0,00	8 901,72
201603 - 9791056	N	0,00	A-1	833 832,48	5,07	V	(Euribor 03 M + 0.53)-Floor 0 sur Euribor 03 M	4,630	157 042,79	32 398,14	0,00	4 067,13
201701- MON517385EUR	N	0,00	A-1	2 114 872,85	9,92	V	(Euribor 3M + 0.65)-Floor 0 sur Euribor 3M	4,776	167 401,52	85 832,50	0,00	5 263,90
201702 - 9923759 ME	N	0,00	A-1	303 667,29	1,40	F	Taux fixe à 0.74 %	0,742	202 070,47	1 687,25	0,00	73,09
201703 - ONE 8935922-8935922-8935927	N	0,00	A-1	2 362 500,00	13,50	V	(Euribor 3M + 0.5)-Floor 0 sur Euribor 3M	4,541	175 000,00	90 101,19	0,00	184,02
2018 03-MON527058EUR	N	0,00	A-1	1 525 000,00	15,17	F	Taux fixe à 1.47 %	1,500	100 000,00	22 230,69	0,00	1 745,63
2018 04-MIN531749	N	0,00	A-1	1 605 263,15	15,00	V	(Euribor 3M + 0.46)-Floor 0 sur Euribor 3M	4,499	105 263,16	65 366,86	0,00	12 308,35
201801 - MON520299EUR DO	N	0,00	A-1	1 089 699,41	9,08	V	(Euribor 12M + 0.21)-Floor 0 sur Euribor 12M	3,630	86 636,09	39 530,96	0,00	36 188,74
201802 - MIN526942EUR DO	N	0,00	A-1	3 154 108,66	15,08	F	Taux fixe à 1.48 %	1,488	185 772,30	45 652,94	0,00	7 199,86
202003-00003229025	N	0,00	A-1	3 333 333,30	12,29	F	Taux fixe à 0.34 %	0,340	266 666,68	10 993,33	0,00	2 172,23
202101-MON539815EUR	N	0,00	A-1	912 500,00	18,00	F	Taux fixe à 0.66 %	0,662	50 000,00	5 898,76	0,00	1 407,32
202201 - MON543661EUR	N	0,00	A-1	2 233 000,00	19,00	F	Taux fixe à 3.19 %	3,228	116 000,00	69 845,06	0,00	16 695,

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
202202 - MON543662EUR	N	0,00	A-1	654 500,00	19,00	F	Taux fixe à 3.19 %	3,228	34 000,00	20 471,83	0,00	4 893,51
202203 - 391714G	N	0,00	A-1	1 439 595,04	18,98	V	(Livret A(Préfixé) + 0.2)-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	3,286	61 744,87	46 084,99	0,00	734,85
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		4 600 000,00					400 000,00	64 342,06	0,00	9 509,50
2020-01 00003069396 DO	N	0,00	A-1	2 376 662,00	11,34	F	Taux fixe à 1.43 %	1,459	206 668,00	33 243,32	0,00	4 913,23
2020-02 CP0902	N	0,00	A-1	2 223 338,00	11,34	F	Taux fixe à 1.43 %	1,459	193 332,00	31 098,74	0,00	4 596,27
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		1 048 249,00		50 362 650,50					6 165 531,78	1 450 683,24	31 174,45	239 437,09

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».



- (12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
- (13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.
- (15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.
- (16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.
- (17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.



IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV
B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	37	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	50 362 650,50	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dettes en capital à l'origine (2)	Dettes en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit privé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit public</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Dettes provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.

(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.

(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE	Durée (en années)	Délibération du
	Biens de faible valeur - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €		2022-11-24
	Catégories de biens amortis		
L	M57 202 DOCUMENTS D'URBANISME_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2031 FRAIS D'ETUDES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2032 FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT_5A	5	24/11/2022
L	M57 2033 FRAIS D'INSERTION_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	10	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	15	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	20	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	25	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	30	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	40	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	5	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	50	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	5	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	10	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	20	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	25	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	30	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	40	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	5	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	50	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	10	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	15	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	20	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	25	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	30	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	40	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	5	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	50	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_20ANS	20	24/11/2022



Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	10	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	15	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	20	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	25	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	30	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	40	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	5	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	50	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	10	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	15	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	15	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	25	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	30	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	40	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	5	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	50	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	10	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	15	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	25	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	30	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	40	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	5	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	50	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	10	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	15	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	15	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	25	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	30	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	40	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	5	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	50	24/11/2022
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_10A	10	24/11/2022
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_15A	15	24/11/2022



Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_20A	20	24/11/2022
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_25A	25	24/11/2022
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_30A	30	24/11/2022
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_40A	40	24/11/2022
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_50A	5	24/11/2022
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_50A	50	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	10	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	15	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	20	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	25	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	30	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	40	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	5	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	50	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	10	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	15	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	20	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	25	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	30	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	40	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	5	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	50	24/11/2022
L	M57 2046 ATTRIBUTION DE COMPENSATION D.INVESTIS_1A	1	24/11/2022
L	M57 2051 CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2088 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2121 PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES_15AN	15	24/11/2022
L	M57 2128 AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21311 BATIMENTS ADMINISTRATIFS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21311 BATIMENTS ADMINISTRATIFS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21312 BATIMENTS SCOLAIRES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21312 BATIMENTS SCOLAIRES_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21313 BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX_30AN	30	24/11/2022
L	M57 21313 BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX_50AN	50	24/11/2022
L	M57 21314 BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21314 BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21315 CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21315 CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21316 EQUIPEMENTS DU CIMETIERE_30ANS	30	24/11/2022



Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 21316 EQUIPEMENTS DU CIMETIERE_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21318 AUTRES BATIMENTS PUBLICS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 21321 IMMEUBLES DE RAPPORT_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 21328 AUTRES BATIMENTS PRIVES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 21351 BATIMENTS PUBLICS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 21352 BATIMENTS PRIVES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 2138 AUTRES CONSTRUCTIONS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 2152 INSTALLATIONS DE VOIRIE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 21568 AUTRE MATERIEL ET OUTIL. D'INCENDIE ET	15	24/11/2022
L	M57 21571 MATERIEL ROULANT_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 21578 AUTRE MATERIEL TECHNIQUE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2158 AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLA	5	24/11/2022
L	M57 2181 INSTALL. GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAG	15	24/11/2022
L	M57 21828 MATERIELS DE TRANSPORT_CAMIONS VEHICULES	10	24/11/2022
L	M57 21828 MATERIELS DE TRANSPORT_DEUX ROUES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 21831 MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 21831 MATERIEL INFORMATIQUE AUTRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 21841 MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRE	10	24/11/2022
L	M57 21848 MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2188 AUTRES IMMO CORPORELLES (OUTILLAGE)_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2188 AUTRES IMMO CORPORELLES (OUTILLAGE)_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_10ANS	10	24/11/2022



Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13146 ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION D'INVESTI	1	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_40ANS	40	24/11/2022



Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 R13172 FEDER_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	10	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	15	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	20	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	25	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	30	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	40	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	5	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	50	24/11/2022
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	10	24/11/2022
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	15	24/11/2022
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	20	24/11/2022
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	25	24/11/2022



Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	30	24/11/2022
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	40	24/11/2022
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	5	24/11/2022
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	50	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_50ANS	50	24/11/2022



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N	B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
TOTAL PROVISIONS	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 08	Intitulé de l'opération : travaux forcés pour tiers Travaux forcés pour tiers			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	9 180,00	0,00	15 000,00	15 000,00
45 travaux forcés pour tiers (5)	9 180,00	0,00	15 000,00	15 000,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	9 180,00	0,00	15 000,00	15 000,00
RECETTES (b)	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00

N° opération : 09	Intitulé de l'opération : FACADES MARIE NOËL			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (b)	54 539,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	54 539,00	0,00	0,00	0,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	54 539,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 10	Intitulé de l'opération : CHRS HUMANISATION			Date de la délibération :
	Pour mémoire	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits	Total (4)

DEPENSES (a)	168 675,39	0,00	0,00	0,00
45 CHRS HUMANISATION (5)	168 675,39	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	168 675,39	0,00	0,00	0,00
RECETTES (b)	70 000,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	70 000,00	0,00	0,00	0,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	70 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	Emprunts garantis (1)	120 016 008,41	101 392 424,22	
8016	Contrats de crédit-bail (2)	0,00	0,00	0,00
8017	Subvention à verser en annuité (3)	0,00	0,00	0,00
8018	Autres engagements donnés			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements donnés.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)	0,00	0,00	0,00
8027	Subvention à recevoir par annuité	0,00	0,00	0,00
8028	Autres engagements reçus			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					1 200 000,00	357 389,59										3 864,19	97 662,77	
OGECE SAINT JOSEPH*	2012	P	Construction école Ste Thérèse	CREDIT AGRICOLE	500 000,00	109 827,27	2,20	M	F	Taux fixe à 2.35 %	2,376	F	Taux fixe à 2.35 %	2,376	A-1	EUR	2 065,13	48 096,55
OGECE SAINT JOSEPH*	2011	P	Construction école Ste Thérèse	CE	700 000,00	247 562,32	4,84	M	F	Taux fixe à 3.25 %	3,299	F	Taux fixe à 0.8 %	0,803	A-1	EUR	1 799,06	49 566,22
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					118 816 008,41	101 035 034,63										1 910 901,44	3 283 549,89	
DOMANYS	2014	P	Opération de la Maladière (40 PLUS)	CDC	187 250,00	158 240,58	31,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	2 531,85	4 152,52
DOMANYS	2020	P		CDC	1 761 187,03	1 639 757,98	30,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	2,950	A-1	EUR	48 372,86	42 271,06
DOMANYS	2020	P		CDC	172 641,33	160 738,19	30,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	2,950	A-1	EUR	4 741,78	4 143,64



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMANYS	2020	P		CDC	329 500,76	307 613,15	31,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	1,950	A-1	EUR	5 998,46	7 622,87
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2001	P	64C-EPER- RESID.EPERON	CDC	25 458,99	10 058,19	10,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,200	A-1	EUR	170,99	961,72
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2001	P	64C-EPER- RESID.EPERON	CDC	268 005,37	101 934,69	10,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	2,700	A-1	EUR	1 223,22	9 949,04
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2005	P	13A-EGR4-REHA 112 LOGTS EGRISSELLES	CDC	136 506,00	22 273,28	2,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,250	A-1	EUR	501,15	7 498,51
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2005	P	84C-BRI3-BRICHERES CONST 40 ANRU	CDC	596 000,00	466 578,11	32,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	2,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.5	2,500	A-1	EUR	11 664,45	12 003,86
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	10C-BR60-1401-BRICHERES 140 REHA	CDC	254 000,00	85 357,97	5,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,950	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	2,450	A-1	EUR	2 091,27	13 892,18
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	84C-BRI6-BRICH.CONST 9 LOGTS PREFI	CDC	645 536,82	491 427,75	27,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	1,450	A-1	EUR	7 125,70	15 402,83
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	84C-BRI6-BRICH. CONST 9 LOGTS PREFI	CDC	62 934,33	51 879,13	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	1,700	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	1,450	A-1	EUR	752,25	1 140,02
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	90C-GRA2-CONST 18 LOGTS PREFI	CDC	195 020,40	142 881,11	27,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,700	A-1	EUR	1 000,17	4 966,45
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	Réaménagement emprunts compactés	CDC	2 935 586,57	1 946 693,18	13,01	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	A-1	EUR	21 413,62	116 943,18
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	Reamenagement emprunts compactes	CDC	4 368 289,00	3 376 241,64	16,01	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	4,150	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	1,650	A-1	EUR	55 707,99	136 806,77
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	Réaménagement emprunts compactés	CDC	86 868,52	49 495,33	10,26	S	V	Inflation Livret A + 2.35	1,910	V	Inflation Livret A + 2.35	8,472	A-1	EUR	2 329,12	3 693,97
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2009	P	77A-FJT2-FJTEUSES REHA 106 LOGTS	CDC	502 000,00	265 518,62	11,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,250	A-1	EUR	1 991,39	21 228,60
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	84C-BRI3-BRICHERES CONST 40 ANRU	CDC	136 000,00	97 983,39	22,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,250	A-1	EUR	734,88	3 919,18

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	84C-BRI4-BRICHERES 40 PLUS CD	CDC	200 000,00	144 093,20	22,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,250	A-1	EUR	1 080,70	5 763,50
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	84C-BRI5-BRICHERES 30 PLUS CD	CDC	215 000,00	154 900,20	22,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,250	A-1	EUR	1 161,75	6 195,77
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	BRA1-LOC-L.BRAILLE PREFI CONST 19 LGTS	CDC	271 563,92	235 212,07	39,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	3 763,39	4 712,97
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	BRA1-LOC-L.BRAILLE PREFI CONST 5 LGTS	CDC	383 575,35	301 456,99	29,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	2 411,66	9 618,22
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	BRA1-LOC-L.BRAILLE PREFI CONST 5 LGTS	CDC	55 082,62	46 155,97	39,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	369,25	1 087,78
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	BRA1-LOC-L.BRAILLE PREFI CONST 24 LGTS	CDC	247 353,11	193 509,32	29,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	1,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,700	A-1	EUR	1 354,57	6 265,18
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	99C-ROM1--VOIE ROMAINE PREFI CONST 18LGTS	CDC	243 037,42	210 504,19	39,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	3 368,07	4 217,89
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	99C-ROM1--VOIE ROMAINE PREFI CONST 4 LGTS	CDC	224 024,91	176 064,15	29,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	1 408,51	5 617,47
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	99C-ROM1--VOIE ROMAINE PREFI CONST 4 LGTS	CDC	50 005,56	41 901,69	39,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	335,21	987,51
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	99C-ROM1--VOIE ROMAINE PREFI CONST 22 LGTS	CDC	223 023,60	174 475,88	29,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	1,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,700	A-1	EUR	1 221,33	5 648,94
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	94C-VEEN-CONST 27 LOGTS PREFI	CDC	465 951,60	416 349,49	39,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	3,380	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	2,130	A-1	EUR	8 868,24	7 463,32
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2011	P	77A-FJT2-FJTEUSES REHA 106 LOGTS	CDC	53 790,00	32 851,22	13,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	A-1	EUR	854,13	2 183,33
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2012	P	90C-GRA1-AVE GRATTERY-CH.FONCIERE	CDC	312 163,00	266 769,21	39,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	A-1	EUR	6 936,00	5 345,28
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2013	P	94C-VEEN-PL.VEENS VEFA 15 LGTS	CDC	688 110,00	564 215,36	30,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	A-1	EUR	14 669,60	15 372,30

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2013	P	94C-VEEN-PL.VEENS VEFA 15 LGTS	CDC	112 390,00	97 367,40	40,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	A-1	EUR	2 531,55	1 892,23
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2013	P	98C-PLC1-PL CENTRALE CONST 31 LOGTS	CDC	2 215 062,00	1 816 238,76	30,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	A-1	EUR	47 222,21	49 484,23
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2013	P	98C-PLC1-PL.CENTRALE CONST 31 LOGTS	CDC	45 138,00	39 104,65	40,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	A-1	EUR	1 016,72	759,96
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	1986	P	ACQ.AMEL.7 LOGTS RUE DE PARIS	CDC	281 954,46	14 070,19	0,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,944	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	2,520	A-1	EUR	354,57	14 070,19
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2008	P	RESIDENCE DU PARC	CDC	1 059 000,00	357 560,82	5,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	1,450	A-1	EUR	5 184,63	58 193,74
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2009	P	Réaménagement emprunt n° 50	CDC	569 042,44	271 681,34	8,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,200	A-1	EUR	8 693,80	28 981,91
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2009	P	Réaménagement emprunt n° 137	CDC	101 594,45	17 739,12	2,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,700	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	A-1	EUR	390,26	7 786,45
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	COMPACTAGE 5	CDC	6 054 045,66	3 775 992,42	10,51	S	V	Inflation Livret A + 2.05	1,573	V	Inflation Livret A + 2.05	4,921	A-1	EUR	245 420,44	278 400,50
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	89C-NOU1-CONST 20 LGTS CHARGE.FONC PREFI	CDC	247 694,73	207 362,82	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	2,050	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,800	A-1	EUR	3 732,53	4 254,27
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	89C-NOU1-LA NOUE CONST 23 LOGTS PREFI	CDC	31 921,19	25 498,64	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	203,99	634,50
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	89C-NOU1-LA NOUE CONST 23 LOGTS PREFI	CDC	191 424,15	140 996,93	27,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	1 127,98	4 834,62
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	71C-TUR1-CONST 20 LGTS CHARGE.FONC PREFI	CDC	142 878,09	118 576,99	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	1 897,23	2 530,46
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	90C-GRA2-CHARGE FONCIERE PREFI	CDC	347 061,61	288 032,42	37,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	4 608,52	6 146,68
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	90C-GRA2-CONST 3/18 LOGTS PREFI	CDC	174 254,25	125 133,17	27,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	0,300	A-1	EUR	375,40	4 469,04



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2010	P	90C-GRA2-CONST 3/18 LOGTS PREFI	CDC	68 216,98	53 160,54	37,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.7)	0,300	A-1	EUR	159,48	1 398,96
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	Construction de 53 logements ? Hameau des Brichères à Auxerre ? 4ème tranche B	CDC	1 023 400,00	902 729,96	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	14 443,68	17 025,44
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	Construction de 53 logements ? Hameau des Brichères à Auxerre ? 4ème tranche B	CDC	166 347,00	136 065,01	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	1 088,52	4 057,56
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	Construction de 53 logements ? Hameau des Brichères à Auxerre ? 4ème tranche B	CDC	41 300,00	35 461,67	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	283,69	793,51
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	Construction de 12 logements ? Hameau des Brichères à Auxerre ? 4ème tranche B	CDC	238 500,00	210 378,25	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	3 366,05	3 967,72
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	Construction de 12 logements ? Hameau des Brichères à Auxerre ? 4ème tranche B	CDC	202 882,00	165 949,13	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	1 327,59	4 948,74
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	Construction de 12 logements ? Hameau des Brichères à Auxerre ? 4ème tranche B	CDC	44 500,00	38 209,32	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	305,67	854,99
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	Construction de 29 logements ? Les Images à Auxerre	CDC	265 000,00	233 753,61	41,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	3 740,06	4 408,58
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	Construction de 28 logements ? Résidence des Carrières à Auxerre	CDC	640 000,00	564 536,99	41,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	9 032,59	10 647,14
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	P	Construction de 15 logements ? Résidence des Carrières à Auxerre	CDC	304 000,00	268 155,05	41,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	4 290,48	5 057,39
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	460 000,00	412 154,32	42,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	6 594,47	7 547,83
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	116 416,00	97 721,07	32,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	781,77	2 821,52
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	229 800,00	201 046,89	42,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	1 608,38	4 387,42
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	284 065,00	254 518,71	42,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	4 072,30	4 661,03

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	91 126,50	76 492,75	32,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	611,94	2 208,59
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	34 338,75	30 042,20	42,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	240,34	655,61
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	43 556,25	39 025,86	42,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	624,41	714,68
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P		CDC	1 243 716,00	958 046,29	18,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,750	A-1	EUR	2 395,12	49 298,40
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	90 000,00	75 547,15	32,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	A-1	EUR	1 359,85	2 181,29
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	57 500,00	48 266,23	32,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	386,13	1 393,60
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	C		CIC EST	532 750,00	312 990,46	11,62	T	F	Taux fixe à 3.4 %	3,444	F	Taux fixe à 3.4 %	3,444	A-1	EUR	10 302,04	26 637,52
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2014	C		CREDIT COOPERATIF	2 000 000,00	933 333,44	6,85	T	F	Taux fixe à 3.3 %	3,341	F	Taux fixe à 3.3 %	3,341	A-1	EUR	29 150,00	133 333,32
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	C		CREDIT COOPERATIF	498 732,30	274 302,68	8,08	T	F	Taux fixe à 2.6 %	2,626	F	Taux fixe à 2.6 %	2,626	A-1	EUR	6 807,70	33 248,84
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2004	P	1ère tranche BRICHERES	C.I.L.	502 700,00	181 623,86	7,08	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	A-1	EUR	2 724,36	21 537,68
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2004	P	32 logts Résidence Jeanna Hérold	C.I.L.	196 800,00	71 103,21	7,08	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	A-1	EUR	1 066,55	8 431,70
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2004	P	10 logts rue Camille Desmoulins	C.I.L.	108 000,00	39 020,08	6,08	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	A-1	EUR	585,30	4 627,15
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2002	P	BAT. AVENUE DE LA TURGOTINE	C.I.L.	38 112,00	8 797,33	4,72	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	A-1	EUR	131,96	1 707,46
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2002	P	4 LOGTS RUE DES PRES COULONS	C.I.L.	21 960,00	5 068,96	4,72	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	A-1	EUR	76,03	983,84



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2003	P	RUE HUBERT FABUREAU 20 LGTS	C.I.L.	224 700,00	61 784,93	5,77	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	A-1	EUR	926,77	9 918,03
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2003	P	RUE DE L'ALOUETTE 7 LGTS	C.I.L.	86 000,00	23 647,11	5,77	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	A-1	EUR	354,71	3 795,95
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2001	P	RESDCE LEON PEIGNE 4 LOGTS	C.I.L.	7 470,00	2 977,44	10,90	A	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	A-1	EUR	44,66	250,98
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2015	P		CDC	524 000,00	469 497,51	42,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	7 511,96	8 597,97
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P		CDC	106 660,00	97 107,69	43,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	1 553,72	1 727,71
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P		CDC	134 000,00	121 999,17	43,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	1 951,99	2 170,56
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P		CDC	470 165,00	405 085,05	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	3 240,68	11 334,81
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P		CDC	92 700,00	82 677,89	43,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	661,42	1 760,57
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P		CDC	260 000,00	224 010,96	33,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	1 792,09	6 268,12
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P		CDC	2 048 000,00	1 575 680,71	18,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,750	A-1	EUR	11 817,61	81 080,16
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P		CDC	18 011,00	15 517,93	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	A-1	EUR	279,32	434,22
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2016	P		CDC	377 996,00	233 863,99	8,83	T	F	Taux fixe à 1.05 %	0,262	F	Taux fixe à 1.05 %	1,050	A-1	EUR	2 348,47	24 912,49
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2017	P		CDC	310 000,00	310 000,00	34,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	A-1	EUR	8 060,00	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	40 908,00	37 064,60	30,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	593,03	1 009,84



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	476 500,00	403 217,63	20,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,750	A-1	EUR	3 024,13	18 725,21
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	192 656,50	173 921,47	21,50	A	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	A-1	EUR	3 217,55	6 477,49
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	C		C.C.C.COOP	645 220,40	494 668,95	11,41	T	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	A-1	EUR	4 577,24	43 014,68
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	1 289 143,33	1 078 745,75	12,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	A-1	EUR	24 169,46	59 748,64
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	1 814 355,74	1 594 781,72	28,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,400	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	2,650	A-1	EUR	42 261,72	46 643,95
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	2 473 582,86	2 174 228,92	28,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,400	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	2,650	A-1	EUR	57 617,07	63 591,54
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	1 489 536,38	1 350 742,36	30,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,400	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,650	A-1	EUR	22 287,25	36 513,51
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	13 462 559,54	12 775 658,83	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,200	A-1	EUR	225 563,91	195 065,85
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	1 732 133,04	1 577 519,59	29,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	1,880	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	2,130	A-1	EUR	33 601,17	41 189,93
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	1 236 458,44	1 018 864,62	19,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	A-1	EUR	26 490,48	45 823,34
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	1 093 281,13	971 121,18	19,54	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	A-1	EUR	21 869,09	28 450,27
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	987 483,57	879 984,98	26,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	14 079,76	28 168,97
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	107 461,74	95 763,34	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	1 532,21	3 065,45
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	365 492,91	325 704,93	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	5 211,28	10 426,06



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2018	P		CDC	197 224,45	171 326,82	26,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	A-1	EUR	4 454,50	5 484,29
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	1 440 103,25	1 288 746,92	21,58	A	F	Taux fixe à 1.18 %	1,180	F	Taux fixe à 1.18 %	1,180	A-1	EUR	15 207,21	51 647,44
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	302 573,06	284 869,09	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,150	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	2,650	A-1	EUR	7 549,03	6 131,23
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	322 012,12	303 170,73	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,150	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	2,650	A-1	EUR	8 034,02	6 525,13
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	217 760,07	209 661,12	35,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,150	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	1,650	A-1	EUR	3 459,41	4 168,58
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	1 524 998,19	1 233 694,27	11,67	A	F	Taux fixe à 0.76 %	0,760	F	Taux fixe à 0.76 %	0,760	A-1	EUR	9 376,08	98 580,97
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	3 018 024,53	2 598 995,15	14,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,373	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,000	A-1	EUR	93 771,09	158 523,50
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	954 070,82	896 087,19	36,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	14 337,40	19 754,64
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	900 524,09	845 794,77	36,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	13 532,72	18 645,92
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	166 375,58	156 281,81	36,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	2 500,51	3 439,57
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	44 430,81	42 267,10	28,07	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.71	1,210	V	Livret A(Préfixé) + 0.71	1,210	A-1	EUR	511,43	1 113,66
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	881 552,38	834 687,97	34,62	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,400	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	2,900	A-1	EUR	24 205,95	16 340,12
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	103 610,67	101 173,03	35,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	A-1	EUR	1 112,90	1 309,89
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	940 505,99	883 346,79	36,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	A-1	EUR	22 967,02	19 473,77

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	3 720 543,93	3 605 350,23	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.67	1,170	V	Livret A(Préfixé) + 0.67	1,670	A-1	EUR	60 209,35	42 593,72
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	2 715 547,62	2 542 063,52	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	40 673,02	59 980,21
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	545 162,72	510 334,72	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	8 165,36	12 041,39
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	1 860 818,58	1 741 939,25	31,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	27 871,03	41 101,21
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	1 798 473,11	1 683 576,76	31,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	26 937,23	39 724,15
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	781 298,51	731 384,87	31,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	11 702,16	17 257,09
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	50 913,09	45 969,81	23,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	A-1	EUR	1 195,22	1 684,14
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	2 450 595,05	2 299 991,30	32,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	36 799,86	52 079,89
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	4 218 586,19	3 959 328,78	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	63 349,26	89 653,12
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	825 981,26	792 454,13	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	12 679,27	17 234,36
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	1 439 031,95	1 439 031,95	34,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	23 024,51	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	1 857 267,57	1 857 267,57	34,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	29 716,28	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	564 565,85	531 167,08	33,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	8 498,67	11 551,87
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	342 291,11	322 041,74	33,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	5 152,67	7 003,79



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	569 374,68	535 691,43	33,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	8 571,06	11 650,26
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	708 748,87	666 820,49	33,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	10 669,13	14 502,07
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	688 536,49	647 803,83	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	A-1	EUR	16 842,90	14 088,50
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	476 766,00	448 561,33	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	A-1	EUR	11 662,59	9 755,36
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	244 479,77	229 455,02	32,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	3 671,28	5 195,67
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CDC	73 817,12	69 772,64	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	A-1	EUR	767,50	2 055,67
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	283 418,00	263 629,19	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	2 109,03	6 747,65
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	112 000,00	105 865,11	46,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	846,92	2 100,76
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	173 500,00	165 713,03	46,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	2 651,41	2 711,51
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	300 089,50	282 144,42	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	4 514,31	6 220,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P	réhabilitation de 142 logements ? les Boussicats 1 Auxerre	CDC	994 000,00	916 743,34	22,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,750	A-1	EUR	16 043,01	38 773,25
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	1 757 213,50	1 630 061,64	22,92	A	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	A-1	EUR	14 018,53	64 397,23
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	181 500,00	173 353,98	46,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	A-1	EUR	4 507,20	2 836,53
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	437 700,00	411 525,93	36,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	A-1	EUR	10 699,67	9 072,27



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P	réseau de chaleur St Siméon	CDC	96 000,00	90 741,53	46,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	A-1	EUR	1 633,35	1 800,65
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2019	P		CDC	248 865,50	231 489,22	36,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	A-1	EUR	4 166,81	5 925,02
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	C		CIC	973 662,83	860 068,84	13,01	T	F	Taux fixe à 1.38 %	1,387	F	Taux fixe à 1.38 %	1,387	A-1	EUR	11 533,03	64 910,84
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2020	P		CREDIT COOPERATIF	3 218 078,00	2 964 780,34	22,59	T	F	Taux fixe à 1.15 %	1,155	F	Taux fixe à 1.15 %	1,155	A-1	EUR	33 601,53	114 694,67
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	C		BANQUE POPULAIRE	276 997,00	259 684,68	18,67	T	F	Taux fixe à 0.9 %	0,903	F	Taux fixe à 0.9 %	0,903	A-1	EUR	2 290,42	13 849,88
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	P		CDC	199 456,50	199 456,50	50,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	A-1	EUR	0,00	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	P		CDC	1 208 260,00	1 208 260,00	40,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	A-1	EUR	0,00	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	P		CDC	273 398,50	273 398,50	50,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	0,00	0,00
OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT	2021	P		CDC	1 656 182,00	1 656 182,00	40,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	0,00	0,00
TOTAL GENERAL						120 016 008,41	101 392 424,22											1 914 765,63

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A + B + C - D	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	II	0,00
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	I / II	0,00

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'origine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (1)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (2)	Dont part nette (3) I			
TOTAL				0			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N.

(2) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N.

(3) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
	8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)				0,00	0,00	0,00
	8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)				0,00	0,00	0,00
	8028 Autres engagements reçus				0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					0,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versée la subvention.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		81,00	1,12	82,12	60,50	7,80	68,30
Adjoint administratif pal 1 cl	C	17,00	0,12	17,12	15,40	0,00	15,40
Adjoint administratif pal 2 cl	C	24,00	0,00	24,00	22,40	0,00	22,40
Adjoint administratif terr.	C	19,00	1,00	20,00	12,80	0,00	12,80
Attaché	A	12,00	0,00	12,00	3,90	6,80	10,70
Attaché principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur	B	4,00	0,00	4,00	2,00	1,00	3,00
Rédacteur principal 1 cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Rédacteur principal 2 cl	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		82,00	47,21	129,21	100,46	2,00	102,46
Adjoint technique pal 1 cl	C	20,00	2,00	22,00	18,71	1,00	19,71
Adjoint technique pal 2 cl	C	32,00	10,58	42,58	38,52	0,00	38,52
Adjoint technique territorial	C	14,00	34,63	48,63	30,33	1,00	31,33
Agent de maîtrise	C	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Agent de maîtrise principal	C	5,00	0,00	5,00	4,00	0,00	4,00
Ingénieur	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Technicien principal de 1 cl	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Technicien principal de 2 cl	B	1,00	0,00	1,00	0,90	0,00	0,90
FILIERE SOCIALE (d)		46,00	0,00	46,00	35,10	4,00	39,10
Agent spéc pal écoles mat 1 cl	C	20,00	0,00	20,00	18,40	0,00	18,40
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	12,00	0,00	12,00	11,90	0,00	11,90
Assistant socio-éducatif	A	6,00	0,00	6,00	1,80	2,00	3,80
Educateur ter. jeunes enfants	A	8,00	0,00	8,00	3,00	2,00	5,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		19,00	2,12	21,12	9,58	2,00	11,58
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	11,00	0,12	11,12	1,00	2,00	3,00
Auxiliaire puériculture cl.sup	B	5,00	2,00	7,00	6,78	0,00	6,78

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Cadre de santé	A	1,00	0,00	1,00	0,80	0,00	0,80
Puéricultrice	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Puéricultrice hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		9,00	0,00	9,00	2,80	5,80	8,60
Conseiller ter A.P.S principal	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Educateur A.P.S pal 1er cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Educateur A.P.S pal 2cl	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,80	0,80
Educateur territorial A.P.S	B	5,00	0,00	5,00	0,80	4,00	4,80
FILIERE CULTURELLE (h)		72,00	30,30	102,30	57,67	15,05	72,72
Adjoint du patrimoine pal 1 cl	C	5,00	1,85	6,85	6,36	0,00	6,36
Adjoint du patrimoine pal 2 cl	C	4,00	4,00	8,00	4,81	0,00	4,81
Adjoint territorial patrimoine	C	7,00	1,00	8,00	8,00	0,00	8,00
Assistant conservation pal 1c	B	3,00	0,00	3,00	2,90	0,00	2,90
Assistant conservation pal 2c	B	3,00	0,00	3,00	2,80	0,00	2,80
Assistant de conservation	B	5,00	0,00	5,00	2,00	2,00	4,00
Assistant ens. art. pal 1er cl	B	8,00	6,45	14,45	8,45	1,95	10,40
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	8,00	7,00	15,00	2,35	3,50	5,85
Assistant ens. artistique	B	2,00	5,00	7,00	0,00	4,90	4,90
Attaché cons.	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Attaché principal conservation	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Bibliothécaire principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Bibliothécaire territorial	A	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Conservateur (bibliothèque)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Conservateur (patrimoine)	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Directeur étab ens art 2cat	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Professeur de dessin	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Professeur ens. art. Hcl.	A	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Professeur ens. art. cl.N	A	11,00	5,00	16,00	8,00	2,70	10,70
FILIERE ANIMATION (i)		42,00	7,00	49,00	40,64	1,50	42,14
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	15,00	3,70	18,70	17,18	0,00	17,18
Adjoint territorial animation	C	15,00	3,30	18,30	13,46	0,50	13,96
Animateur	B	5,00	0,00	5,00	3,00	1,00	4,00
Animateur principal de 1ère cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Animateur principal de 2ème cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE POLICE (j)		13,00	0,00	13,00	10,00	0,00	10,00
Brigadier (appellation)	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Brigadier-chef principal	C	7,00	0,00	7,00	7,00	0,00	7,00
Chef de service de police	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Gardien-brigadier	C	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		1,00	0,50	1,50	0,00	2,43	2,43
Adjoint d'animation		0,00	0,50	0,50	0,00	0,00	0,00
Agent de service		0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Apprenti		0,00	0,00	0,00	0,00	1,43	1,43
Professeur d'enseignement art		1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		365,00	88,25	453,25	316,75	40,58	357,33

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

D1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Adjoint technique pal 1 cl	C	TECH	558	0,00	A	A
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-10	CDI
Agent de service		OTR	0	0,00	332-23-2°	CDD
Animateur	B	ANIM	478	0,00	A	CDI
Apprenti		OTR	0	0,00	A	A
Apprenti		OTR	0	0,00	A	A
Assistant de conservation	B	CULT	395	0,00	332-13	CDD
Assistant de conservation	B	CULT	397	0,00	332-14	CDD
Assistant ens. art. pal 1er cl	B	CULT	547	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. art. pal 1er cl	B	CULT	513	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. art. pal 1er cl	B	CULT	513	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	638	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	528	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	415	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	638	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	429	0,00	332-14	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	415	0,00	332-14	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	431	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	397	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	500	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	415	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	395	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	395	0,00	332-14	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	395	0,00	332-14	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	444	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	494	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	732	0,00	332-23-1°	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	653	0,00	A	A
Attaché	A	ADM	525	0,00	332-8-2°	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	397	0,00	332-8-2°	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	397	0,00	332-8-2°	CDD
Conseiller ter A.P.S principal	A	SP	946	0,00	A	A
Educateur A.P.S pal 2cl	B	SP	599	0,00	A	A
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	461	0,00	332-14	CDD
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	461	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	415	0,00	332-8-2°	CDD



AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Educateur territorial A.P.S	B	SP	415	0,00	A	A
Educateur territorial A.P.S	B	SP	415	0,00	A	A
Educateur territorial A.P.S	B	SP	500	0,00	A	A
Professeur ens. art. cl.N	A	CULT	488	0,00	332-8-2°	CDD
Professeur ens. art. cl.N	A	CULT	712	0,00	332-10	CDI
Professeur ens. art. cl.N	A	CULT	608	0,00	332-8-2°	CDD
Professeur ens. art. cl.N	A	CULT	608	0,00	332-10	CDI
Professeur ens. art. cl.N	A	CULT	763	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	538	0,00	332-10	CDI
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
 TECH : Technique.
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
 S : Social.
 MS : Médico-social.
 MT : Médico-technique.
 SP : Sportif.
 CULT : Culturel
 ANIM : Animation.
 POL : Police.
 POMP : Sapeurs-pompiers.
 X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
 332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
 332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
 332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
 332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
 332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
 332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
 332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
 332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
 332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
 332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
 327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
 332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
 332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
 326-352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L.326 et L.352).
 343-1-343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
 333-1-333-10 : Collaborateurs de cabinet.
 333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
 A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES	
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Mairie d'Auxerre (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
-	DOMANYS		SA HLM	2 266 349,89
-	OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT		OPH	98 768 684,69
-	OGEK SAINT JOSEPH*		Association	357 389,58
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
Syndicat energie de l'auxerrois		cotisation	0,00
syndicat etude canal du nivernais		cotisation	0,00
EPCI			
Communauté de l Auxerrois		Subventions	0,00
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		6 460 000,00	I 6 460 000,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		6 460 000,00	6 460 000,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	6 460 000,00	6 460 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	6 460 000,00	0,00	0,00	6 460 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		10 374 393,65	III 10 374 393,65
Ressources propres externes de l'année (a)		1 584 902,00	1 584 902,00
10221	TLE	0,00	0,00
10222	FCTVA	1 434 902,00	1 434 902,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	150 000,00	150 000,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		8 789 491,65	8 789 491,65
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28188	Autres immo. corporelles	2 800 000,00	2 800 000,00
29...	Dépréciations des immobilisations		
31...	Matières premières (et fournitures) (5)		
33...	En-cours de production de biens (5)		
35...	Stocks de produits (5)		
39...	Dépréciation des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	35 000,00	35 000,00
49...	Dépréciation des comptes de tiers		
59...	Dépréciation des comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 577 198,00	1 577 198,00
021	Virement de la section de fonctionnement	4 377 293,65	4 377 293,65

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6) (7)	Solde d'exécution R001 (6) (7)	Affectation R1068 (6)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	10 374 393,65	0,00	0,00	0,00	10 374 393,65

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 6 460 000,00
Ressources propres disponibles	IV 10 374 393,65
Solde	V = IV – II (8) 3 914 393,65

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les



recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(7) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(8) Indiquer le signe algébrique.



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION	
SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	Chapitre	Montant	FONCTIONNEMENT	Chapitre	Montant
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		0,00	Sous-total Fonctionnement		0,00
				(B)	

INVESTISSEMENT	Chapitre	Montant			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		0,00	Effort propre de la Région (A – B)		0,00
				(C)	

TOTAL DEPENSES		(A) 0,00	TOTAL RECETTES (B + C)		0,00
-----------------------	--	-----------------	-------------------------------	--	-------------



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION	
SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	0,00
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	0,00

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	0,00

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	0,00
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00
Total facturations internes	0,00
TOTAL CHARGES (2)	0,00

Contributions aux ECE	0,00
-----------------------	------



EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	0,00
Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	0,00
RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	0,00
Résultat financier	0,00
RESULTAT COURANT (5)	0,00
Résultat spécifique	0,00
RESULTAT NET (6)	0,00

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS	D3

Libellés	Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources						
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A bis du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources						
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources						
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00	0,00		0,00	0,00

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Acquisitions d'immobilisations	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	0,00
	Autres dépenses éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
	Total des dépenses d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Souscription d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Dotations et subventions reçues	0,00
	Autres recettes éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
	Total des recettes réelles	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement (3)	0,00
	Total des recettes d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
023	Virement à la section d'investissement (4)	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D5.1

Cet état ne contient pas d'information.



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.



V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.



PROJET DE DELIBERATION**N°2023-152****OBJET : Finances - Autorisations de programme et crédits de paiements - Budget principal****Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN**

Les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des collectivités territoriales permettent aux communes de plus de 3 500 habitants d'inscrire des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP) dans leur section d'investissement.

Les Autorisations de Programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Les Crédits de Paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour couvrir les engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Les caractéristiques de ces AP/CP (montant, ventilation prévisionnelle des crédits de paiement) sont décrites dans le tableau joint en annexe de la délibération.

Il est proposé :

- De modifier les autres autorisations de programme et crédits de paiement en cours selon l'annexe jointe.
- D'augmenter la durée de l'AP 19004 Montardoins de 2 années, et de l'AP AP22001 Boucle Locale optique de 1 an.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De modifier le montant des autorisations de programmes et des crédits de paiement selon le tableau joint en annexe,
- D'augmenter les dates de clôture des AP 19004 et AP 22001 respectivement de 2 et 1 an,
- De dire que les Crédits de Paiement seront inscrits au budget primitif 2024.



Type de Programme GERE EN APCP

Programme	AP			Montant AP	Répartition par Exercice						
					<2024	2024	2025	2026	2027	2028	>=2029
19001 OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON	2019	Dépenses	AP	2 512 116,03	2 305 874,77	206 241,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Proposition	353 758,74	0,00	353 758,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total	2 865 874,77	2 305 874,77	560 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19004 MONTARDOINS	2019	Dépenses	AP	3 493 831,00	1 711 277,54	1 782 553,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Proposition	5 277 271,54	0,00	577 271,54	2 500 000,00	2 200 000,00	0,00	0,00	0,00
			Total	8 771 102,54	1 711 277,54	2 359 825,00	2 500 000,00	2 200 000,00	0,00	0,00	0,00
19005 NPNRU STE GENEVIEVE/BRICHERES	2019	Dépenses	AP	29 873 160,00	393 644,20	1 010 000,00	4 668 800,00	7 024 000,00	7 224 000,00	3 686 916,00	5 865 799,80
			Proposition	-432 000,00	0,00	-492 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
			Total	29 441 160,00	393 644,20	518 000,00	4 668 800,00	7 024 000,00	7 224 000,00	3 686 916,00	5 925 799,80
19006 NPNRU ROSOIRS	2019	Dépenses	AP	19 216 377,00	713 000,00	3 942 692,00	3 728 636,00	2 384 398,00	2 491 461,00	2 402 614,00	3 553 576,00
			Proposition	-137 692,00	0,00	-322 692,00	0,00	0,00	-1 000,00	0,00	186 000,00
			Total	19 078 685,00	713 000,00	3 620 000,00	3 728 636,00	2 384 398,00	2 490 461,00	2 402 614,00	3 739 576,00
2003-2 Coulée verte	2003	Dépenses	AP	1 912 445,43	1 570 991,87	341 453,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Proposition	-141 453,56	0,00	-141 453,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total	1 770 991,87	1 570 991,87	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP20010 AP AUXERREXPO	2020	Dépenses	AP	2 654 184,42	699 207,81	1 954 976,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Proposition	-454 976,61	0,00	-454 976,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total	2 199 207,81	699 207,81	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP20011 AP CATHEDRALE SAINT ETIENNE	2020	Dépenses	AP	849 992,00	513 072,76	336 919,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Proposition	189 080,76	0,00	189 080,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total	1 039 072,76	513 072,76	526 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP22001 AP BOUCLE LOCALE OPTIQUE	2021	Dépenses	AP	520 000,00	520 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Proposition	142 166,63	0,00	142 166,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total	662 166,63	520 000,00	142 166,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP22006 CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	2021	Dépenses	AP	9 886 000,00	5 222 568,30	3 514 549,93	1 148 881,77	0,00	0,00	0,00	0,00
			Proposition	1 106 568,30	0,00	2 055 450,07	-948 881,77	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total	10 992 568,30	5 222 568,30	5 570 000,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP22019 AMENAGEMENT PLACES CENTRE VILL	2022	Dépenses	AP	4 228 000,00	330 854,00	1 100 000,00	1 680 000,00	1 000 000,00	117 146,00	0,00	0,00
			Proposition	-1 306 174,00	0,00	1 290 972,00	-1 480 000,00	-1 000 000,00	-117 146,00	0,00	0,00
			Total	2 921 826,00	330 854,00	2 390 972,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP22021 SALLE VAULABELLE	2022	Dépenses	AP	3 000 000,00	1 492 320,98	1 507 679,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Proposition	242 320,98	0,00	242 320,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total	3 242 320,98	1 492 320,98	1 750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



AP22022	GRUPE SCOLAIRE RIVE DROITE	2022	Dépenses	AP	2 740 000,00	175 000,00	1 325 000,00	1 240 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				Proposition	-365 000,00	0,00	-525 000,00	160 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				Total	2 375 000,00	175 000,00	800 000,00	1 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AP23002	CRECHE KIEHLMAN	2023	Dépenses	AP	2 500 000,00	50 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00
				Proposition	-2 375 000,00	0,00	-925 000,00	-1 000 000,00	-450 000,00	0,00	0,00	0,00
				Total	125 000,00	50 000,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AP23040	CONTOURNEMENT SUD AUXERRE	2023	Dépenses	AP	13 000 000,00	300 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00	3 700 000,00	0,00	0,00
				Proposition	2 670 000,00	0,00	-200 000,00	0,00	1 750 000,00	1 120 000,00	0,00	0,00
				Total	15 670 000,00	300 000,00	2 800 000,00	3 000 000,00	4 750 000,00	4 820 000,00	0,00	0,00

			Montant AP	Répartition par Exercice						
				<2024	2024	2025	2026	2027	2028	>=2029
GERE EN APCP	Dépenses	AP	96 386 105,88	15 997 812,23	21 022 065,08	16 466 317,77	13 858 398,00	13 532 607,00	6 089 530,00	9 419 375,80
		Proposition	4 768 870,78	0,00	1 789 898,55	-768 881,77	2 500 000,00	1 001 854,00	0,00	246 000,00
		Total	101 154 976,66	15 997 812,23	22 811 963,63	15 697 436,00	16 358 398,00	14 534 461,00	6 089 530,00	9 665 375,80



PROJET DE DELIBERATION**N°2023-153****OBJET : Finances - Approbation du Budget Primitif 2024 - Budget Crématorium****Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN**

Le budget primitif 2024 du Crématorium de la ville d'Auxerre s'établit comme suit :

BP 2024	Dépense	Recette
Investissement	3 000,00	3 000,00
Fonctionnement	140 000,00	140 000,00
Total	143 000,00	143 000,00

Il est proposé d'adopter le budget primitif 2024 du Crématorium de la ville d'Auxerre tel que présenté ci-dessus.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter le budget primitif 2024 du Crématorium de la ville d'Auxerre tel que présenté ci-dessus.



REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21890024900481	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus VILLE D'AUXERRE
--	--

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE D'AUXERRE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Budget primitif

BUDGET : CREMATORIUM (2)

ANNEE 2024

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.



Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget	3
-----------------------------	---

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections	4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres	5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses	12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes	13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	17
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	18
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	22
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	23
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	24
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes	26
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	27
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations	28
A3.2 - Etalement des provisions	29
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	30
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	31
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)	32
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	33
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)	34
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)	35
A6 - Etat des charges transférées	36
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers	37

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie	38
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	39
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	40
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail	41
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé	42
B1.6 - Etat des autres engagements donnés	43
B1.7 - Etat des engagements reçus	44
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	45
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	46

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	47
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie	49
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)	50
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)	51

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	52
--------------------------	----

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.



I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
V	O		
T	E		
	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	140 000,00	140 000,00

+

+

+

R	E		
P	O		
R	T		
S	S		
	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

=

=

=

TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	140 000,00	140 000,00
--	-------------------	-------------------

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
V	O		
T	E		
	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	3 000,00	3 000,00

+

+

+

R	E		
P	O		
R	T		
S	S		
	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00

=

=

=

TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	3 000,00	3 000,00
---	-----------------	-----------------

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	143 000,00	143 000,00
----------------------------	-------------------	-------------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	52 500,00	0,00	90 910,91	90 910,91	90 910,91
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	45 000,00	0,00	45 000,00	45 000,00	45 000,00
Total des dépenses de gestion des services		97 500,00	0,00	135 910,91	135 910,91	135 910,91
66	Charges financières	339,10	0,00	1 089,09	1 089,09	1 089,09
67	Charges exceptionnelles	39 160,90	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		137 000,00	0,00	137 000,00	137 000,00	137 000,00
023	Virement à la section d'investissement (6)	3 000,00		3 000,00	3 000,00	3 000,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		3 000,00		3 000,00	3 000,00	3 000,00
TOTAL		140 000,00	0,00	140 000,00	140 000,00	140 000,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	140 000,00
---	-------------------

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	140 000,00	0,00	140 000,00	140 000,00	140 000,00
Total des recettes de gestion des services		140 000,00	0,00	140 000,00	140 000,00	140 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		140 000,00	0,00	140 000,00	140 000,00	140 000,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		0,00		0,00	0,00	0,00
TOTAL		140 000,00	0,00	140 000,00	140 000,00	140 000,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	140 000,00
---	-------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	3 000,00
---	-----------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.



- (1) Cf. Modalités de vote I.
- (2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
- (5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
- (6) $DE\ 023 = RI\ 021$; $DI\ 040 = RE\ 042$; $RI\ 040 = DE\ 042$; $DI\ 041 = RI\ 041$; $DE\ 043 = RE\ 043$.
- (7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
- (8) Solde de l'opération $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$ ou solde de l'opération $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
	TOTAL	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 000,00
---	-----------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation (4)	3 000,00		3 000,00	3 000,00	3 000,00

040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		3 000,00		3 000,00	3 000,00	3 000,00
TOTAL		3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 000,00
---	-----------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	3 000,00
---	-----------------

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	90 910,91		90 910,91
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	45 000,00		45 000,00
66	Charges financières	1 089,09	0,00	1 089,09
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfiques et assimilés (4)	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>		3 000,00	3 000,00
Dépenses d'exploitation – Total		137 000,00	3 000,00	140 000,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	140 000,00
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 000,00	0,00	3 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		3 000,00	0,00	3 000,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 000,00
---	-----------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	140 000,00		140 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
Recettes d'exploitation – Total		140 000,00	0,00	140 000,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	140 000,00
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (4)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations (4)</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours (4)</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
491	<i>Dépréciations des comptes de clients</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la section d'exploitation</i>		3 000,00	3 000,00
Recettes d'investissement – Total		0,00	3 000,00	3 000,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00
------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 000,00
---	-----------------



- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
- (4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
- (6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	Charges à caractère général (5) (6)	52 500,00	90 910,91	90 910,91
618	Divers	48 000,00	86 410,91	86 410,91
63512	Taxes foncières	4 500,00	4 500,00	4 500,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits (7)	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	45 000,00	45 000,00	45 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	45 000,00	45 000,00	45 000,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		97 500,00	135 910,91	135 910,91
66	Charges financières (b) (8)	339,10	1 089,09	1 089,09
66111	Intérêts réglés à l'échéance	350,00	1 100,00	1 100,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-10,90	-10,91	-10,91
67	Charges exceptionnelles (c)	39 160,90	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	39 160,90	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		137 000,00	137 000,00	137 000,00
023	Virement à la section d'investissement	3 000,00	3 000,00	3 000,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		3 000,00	3 000,00	3 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		3 000,00	3 000,00	3 000,00
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		140 000,00	140 000,00	140 000,00

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	140 000,00
---	-------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	2,73
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	13,64
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-10,91

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges (5)	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	140 000,00	140 000,00	140 000,00
757	Redevances des fermiers, concession..	140 000,00	140 000,00	140 000,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75		140 000,00	140 000,00	140 000,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		140 000,00	140 000,00	140 000,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (8)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		140 000,00	140 000,00	140 000,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	140 000,00
---	-------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 000,00	3 000,00	3 000,00
1641	Emprunts en euros	3 000,00	3 000,00	3 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		3 000,00	3 000,00	3 000,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		3 000,00	3 000,00	3 000,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)	0,00	0,00	0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur	0,00	0,00	0,00
	Charges transférées	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		3 000,00	3 000,00	3 000,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 000,00
---	-----------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation	3 000,00	3 000,00	3 000,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		3 000,00	3 000,00	3 000,00
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES D'ORDRE		3 000,00	3 000,00	3 000,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		3 000,00	3 000,00	3 000,00

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00
----------------------------------	-------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 000,00
---	-----------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					60 000,00									
1641 Emprunts en euros (total)					60 000,00									
200502 - 3029828 ME	CAISSE D'EPARGNE	13/02/2005	05/02/2005	25/05/2005	60 000,00	F	Taux fixe à 3.74 %	3,740	3,793	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					60 000,00									

- (1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
- (2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
- (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
- (5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
- (6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
- (7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
- (8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Emprunts et dettes au 01/01/N			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Taux d'intérêt			Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)				
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		3 750,00					3 000,00	98,17	0,00	2,73
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		3 750,00					3 000,00	98,17	0,00	2,73
200502 - 3029828 ME	N	0,00	A-1	3 750,00	1,15	F	Taux fixe à 3.74 %	3,793	3 000,00	98,17	0,00	2,73
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		3 750,00					3 000,00	98,17	0,00	2,73

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.



(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.



IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplieur jusqu'à 3 ou multiplieur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplieur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure						
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	1	0	0	0	0
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Montant en euros	3 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
(F) Autres types de structures	Nombre de produits					0
	% de l'encours					0,00
	Montant en euros					0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		3 000,00	I 3 000,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		3 000,00	3 000,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	3 000,00	3 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		3 000,00	III 3 000,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		3 000,00	3 000,00
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
29...	Dépréciation des immobilisations		
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à répartir plusieurs exercices		
021	Virement de la section d'exploitation	3 000,00	3 000,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R106 (4)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00

	Montant	
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	3 000,00
Ressources propres disponibles	IV	3 000,00
Solde	V = IV – II (6)	0,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	A5.1.1

Cet état ne contient pas d'information.



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.1.2

Cet état ne contient pas d'information.



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	A5.2.1

Cet état ne contient pas d'information.



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.2.2

Cet état ne contient pas d'information.



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'éta- lement	Date de la délibéra- tion	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).
- (3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
- (4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.
- (5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (7) Indiquer le chapitre.



IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00										0,00	0,00	
TOTAL GENERAL					0,00	0,00										0,00	0,00	

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).



IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A+ B + C - D	0.00
Recettes réelles de fonctionnement	II	0.00
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	0.00

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.



IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

- (1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.



IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.



IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE	B1.5

B1.5 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
	8017 Subventions à verser en annuités				0,00	0,00	0,00
	8018 Autres engagements donnés				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (1)				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.



IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 01/01/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
	8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)				0,00	0,00	0,00
	8028 Autres engagements reçus				0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00



IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
- (2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.
- (3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.



IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.
(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel.
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS	
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Hotel de Ville d'Auxerre (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<u>Délégation de service public (3)</u>				
<u>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</u>				
<u>Autres</u>				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.



PROJET DE DELIBERATION**N°2023-154****OBJET : Finances - Approbation de la décision modificative n°4 - Budget principal****Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN**

Le budget primitif de la ville d'Auxerre doit être modifié comme suit :

En euros	Dépenses	Recettes
Investissement	0	0
Fonctionnement	0	0
Total	0	0

Cette décision modificative comporte :

- Une provision relative à la procédure dite 'à tiers demandeur' dans le cadre du projet de réaménagement Batardeau/ Montardoins pour 941000 euros. (article 6815).
- Une reprise de crédits prévus initialement sur les prestations de services de 491 000 euros (article 611) et une reprise de crédits sur le chapitre 012 pour 450 000 euros (article 64111).

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter la décision modificative n°4 du budget principal de la Ville d'Auxerre telle que présentée ci-dessus



REPUBLIQUE FRANÇAISE

**COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : VILLE
D'AUXERRE (1)**

AGREGÉ AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21890024900010

POSTE COMPTABLE : Auxerre

M. 57

Décision modificative 4 (3)

Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.



Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	9
B1 - Présentation des AP votées	10
B2 - Présentation des AE votées	11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	15
D1 - Balance générale - Dépenses	17
D2 - Balance générale - Recettes	19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	28
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	29
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	46
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	47
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	49
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	52
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	57

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	60
A1.01 - Opérations non ventilables	62
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	63
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	66
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	67
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	68
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	71
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	74
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	77
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	78
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	81
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	83
A1.908 - Fonction 8 - Transports	86
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	90
A2.01 - Opérations non ventilables	92
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	93
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	99
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	100
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	101
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	104
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	108
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	111
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	112
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	113
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	116
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	118
A2.938 - Fonction 8 - Transports	121

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	125
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	126
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	130
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	1



B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	132
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	134
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	135
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	136
B3.1 - Etat des provisions constituées	137
B3.2 - Etalement des provisions	139
B4 - Etat des charges transférées	140
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	141
B6 - Prêts	142
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	143
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	144
B7.3 - Etat des emprunts garantis	145
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	146
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	147
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	148
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	149
B7.8 - Autres engagements donnés	150
B7.9 - Autres engagements reçus	151
B8 - Subventions versées	152
B9 - Etat du personnel	153
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	155
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	156
B11.2 - Liste des établissements publics créés	157
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	158
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	159
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	160
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	162
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	163
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	164
D3 - Décisions en matière de taux	166
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	167
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	168
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	170
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	171
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	172

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)



I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	35554

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	32796909.00

Informations financières – ratios		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1296.72
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1351.04
3	Dépenses d'équipement brut / population	666.87
4	Encours de dette / population (2) (3)	1458.71
5	DGF / population	136.92
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0.45
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	1.08
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0.49
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	1.08
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1^{er} janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.



I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.



I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1 0,00
Investissement	0,00	0,00	(3) 0,00	A2 0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4) 0,00	A3 0,00

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde (B)		
TOTAL des RAR	I + II 0,00	III + IV 0,00	B1	0,00	
Investissement	I 0,00	III 0,00	B2	0,00	
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3	0,00	

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	A1 + B1	0,00
Investissement	A2 + B2	0,00
Fonctionnement	A3 + B3	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.



I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II	
VUE D'ENSEMBLE		A	
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	0,00	0,00
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
Total de la section d'investissement (2)		0,00	0,00
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	0,00	0,00
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
Total de la section de fonctionnement (3)		0,00	0,00
TOTAL DU BUDGET (4)		0,00	0,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00
---	-----	-------------

TOTAL GENERAL	0.00
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00
----------------------------------	-----	------

TOTAL GENERAL	0,00
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	1 247 492,20	0,00	0,00	0,00	1 247 492,20
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	1 837 643,31	0,00	0,00	0,00	1 837 643,31
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	8 160 027,95	0,00	0,00	0,00	8 160 027,95
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	19 334 147,87	0,00	0,00	0,00	19 334 147,87
Total des dépenses d'équipement		30 579 311,33	0,00	0,00	0,00	30 579 311,33
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	6 011 368,72	0,00	0,00	0,00	6 011 368,72
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
27	Autres immobilisations financières (4)	3 700,00	0,00	0,00	0,00	3 700,00
Total des dépenses financières		6 025 268,72	0,00	0,00	0,00	6 025 268,72
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	565 514,21	0,00	0,00	0,00	565 514,21
Total des dépenses réelles d'investissement		37 170 094,26	0,00	0,00	0,00	37 170 094,26

040	Opérations ordre transf. entre sections (8)	903 708,00		0,00	0,00	903 708,00
041	Opérations patrimoniales (8)	300 000,00		0,00	0,00	300 000,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		1 203 708,00		0,00	0,00	1 203 708,00

TOTAL	38 373 802,26	0,00	0,00	0,00	38 373 802,26
--------------	----------------------	-------------	-------------	-------------	----------------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	4 127 953,55
--	---------------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	42 501 755,81
---	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	13 749 073,83	0,00	0,00	0,00	13 749 073,83
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	8 000 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		21 749 073,83	0,00	0,00	0,00	21 749 073,83
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 950 719,00	0,00	0,00	0,00	2 950 719,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	3 832 905,62	0,00	0,00	0,00	3 832 905,62
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	550,00	0,00	0,00	0,00	550,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 470 420,00	0,00	0,00	0,00	1 470 420,00
Total des recettes financières		8 254 594,62	0,00	0,00	0,00	8 254 594,62
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	779 287,59	0,00	0,00	0,00	779 287,59
Total des recettes réelles d'investissement		30 782 956,04	0,00	0,00	0,00	30 782 956,04

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	8 373 799,77		0,00	0,00	8 373 799,77
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	3 045 000,00		0,00	0,00	3 045 000,00
041	Opérations patrimoniales (10)	300 000,00		0,00	0,00	300 000,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		11 718 799,77		0,00	0,00	11 718 799,77

TOTAL	42 501 755,81	0,00	0,00	0,00	42 501 755,81
--------------	----------------------	-------------	-------------	-------------	----------------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	42 501 755,81
---	----------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	10 515 091,77
--	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.



(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	17 165 876,13	0,00	-491 000,00	-491 000,00	16 674 876,13
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	20 737 976,00	0,00	-450 000,00	-450 000,00	20 287 976,00
014	Atténuations de produits	367 000,00	0,00	0,00	0,00	367 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	8 289 948,63	0,00	0,00	0,00	8 289 948,63
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		46 560 800,76	0,00	-941 000,00	-941 000,00	45 619 800,76
66	Charges financières	1 575 243,33	0,00	0,00	0,00	1 575 243,33
67	Charges spécifiques (4)	73 303,24	0,00	0,00	0,00	73 303,24
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		941 000,00	941 000,00	941 000,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		48 209 347,33	0,00	0,00	0,00	48 209 347,33

023	Virement à la section d'investissement (5)	8 373 799,77		0,00	0,00	8 373 799,77
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	3 045 000,00		0,00	0,00	3 045 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		11 418 799,77		0,00	0,00	11 418 799,77

TOTAL	59 628 147,10	0,00	0,00	0,00	59 628 147,10
--------------	----------------------	-------------	-------------	-------------	----------------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	59 628 147,10
--	----------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	123 000,00	0,00	0,00	0,00	123 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 792 774,00	0,00	0,00	0,00	1 792 774,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	1 507 600,00	0,00	0,00	0,00	1 507 600,00
731	Fiscalité locale	31 701 504,00	0,00	0,00	0,00	31 701 504,00
74	Dotations et participations (4)	12 574 904,00	0,00	0,00	0,00	12 574 904,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	1 633 913,00	0,00	0,00	0,00	1 633 913,00
Total des recettes de gestion courante		49 333 695,00	0,00	0,00	0,00	49 333 695,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	72 512,00	0,00	0,00	0,00	72 512,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	30 500,00		0,00	0,00	30 500,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		49 436 707,00	0,00	0,00	0,00	49 436 707,00

042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	903 708,00		0,00	0,00	903 708,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		903 708,00		0,00	0,00	903 708,00

TOTAL	50 340 415,00	0,00	0,00	0,00	50 340 415,00
--------------	----------------------	-------------	-------------	-------------	----------------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	9 287 732,10
---	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	59 628 147,10
--	----------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	10 515 091,77	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.
---	----------------------	--

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total		0,00	0,00	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	-491 000,00		-491 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	-450 000,00		-450 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	941 000,00	0,00	941 000,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		0,00	0,00	0,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00
--	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).



(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		0,00	0,00	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00
---------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		0,00	0,00	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,
--	-----------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		38 373 802,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	555 492,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	1 537 643,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	7 384 718,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	8 732 099,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	12 369 357,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		30 579 311,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	6 011 368,72	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	3 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		6 025 268,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	565 514,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		37 170 094,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)	903 708,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (8)	300 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		1 203 708,00			0,00	0,00		0,00	0,00

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	0,00
---	-------------

Total des dépenses d'investissement cumulées	0,00
---	-------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.



- (3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
- (4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
- (5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).
- (7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
- (9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		38 668 850,19	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	13 749 073,83	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	8 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		21 749 073,83	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 950 719,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 470 420,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		4 421 689,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	779 287,59	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		26 950 050,42	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	8 373 799,77		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	3 045 000,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	300 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		11 718 799,77		0,00	0,00	0,00

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	0,00
---	-------------

Affectation au compte 1068 (9)	0,00
---------------------------------------	-------------

Total des recettes d'investissement cumulées	0,00
---	-------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.



- (2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
- (3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).
- (5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
- (8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		38 373 802,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	555 492,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	377 781,20	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	157 711,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	1 537 643,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	80 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	51 756,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	147 730,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	296 932,32	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	165 716,99	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2046	Attributions compensation investissement	795 508,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	7 384 718,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	2 106 672,50	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	1 817 020,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2116	Cimetières	50 118,38	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	71 400,80	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	50 598,86	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	25 049,22	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	1 776 714,06	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	231 733,34	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	40 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	142 625,08	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	124 581,80	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
21831	Matériel informatique scolaire	28 411,05	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	298 167,37	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	28 412,06	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	221 782,01	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2185	Matériel de téléphonie	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	371 432,42	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	8 732 099,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	2 747 294,15	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	1 773 215,45	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	4 209 589,43	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2316	Restaur. des biens histo. et culturels	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	12 369 357,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		30 579 311,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	6 011 368,72	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	6 007 368,72	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	4 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	3 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	3 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		6 025 268,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	565 514,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458108	travaux forcés pour tiers	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458110	CHRS HUMANISATION	550 514,21	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		37 170 094,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	903 708,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Reprise sur autofinancement antérieur	903 708,00			0,00	0,00		0,00	0,00
28046	Attributions compensation investissement	903 708,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Charges transférées (8)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	300 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2313	Constructions	300 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2762	Créances transf. droit déduction TVA	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		1 203 708,00			0,00	0,00		0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
19001	OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON	19001	1 265 874,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19002	ARQUEBUSE	19002	6 588,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19003		19003	2 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19004	MONTARDOINS	19004	775 966,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19005	NPNRU STE GENEVIEVE/BRICHERES	19005	68 644,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19006	NPNRU ROSOIRS	19006	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20009	ABBAYE SAINT GERMAIN	AP20009	79 838,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20010	AUXERREXPO	AP20010	49 207,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20011	CATHEDRALE SAINT ETIENNE	AP20011	33 072,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20012	TOUR DE L'HORLOGE	AP20012	2 503 803,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22001	BOUCLE LOCALE OPTIQUE BLO	AP22001	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22006	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	AP22006	1 347 118,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22019	AMENAGEMENT PLACES CENTRE-VILLE	AP22019	4 854,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22021	SALLE VAULABELLE	AP22021	92 320,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22022	GROUPE SCOLAIRE RIVE DROITE	AP22022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23002	CRECHE KIEHLMAN	AP23002	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23040	CONTOURNEMENT SUD AUXERRE	AP23040	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			6 229 727,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19001
LIBELLE : OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19001

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	1 265 874,77	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	1 265 874,77	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	1 265 874,77	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		372 742,29	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	372 742,29	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	46 320,49	0,00	0,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	167 119,29	0,00	0,00	0,00
1347	Fonds régional dévelopt emploi outre-mer	159 302,51	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19002
LIBELLE : ARQUEBUSE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19002

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	6 588,00	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	6 588,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	6 588,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19003
LIBELLE :
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19003

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	2 438,00	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	2 438,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	2 438,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19004
LIBELLE : MONTARDOINS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19004

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	775 966,54	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	332 748,41	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	332 748,41	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	443 218,13	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	443 218,13	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		228 000,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	228 000,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	228 000,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19005
LIBELLE : NPNRU STE GENEVIEVE/BRICHERES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19005

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	68 644,20	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	68 644,20	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	68 644,20	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		11 675,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	11 675,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	11 675,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19006
LIBELLE : NPNRU ROSOIRS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19006

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 20009
LIBELLE : ABBAYE SAINT GERMAIN
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP20009

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	79 838,72	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	79 838,72	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	79 838,72	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		307 101,64	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	307 101,64	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	56 246,89	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	226 314,45	0,00	0,00	0,00
13462	Dotations de soutien à l'invest local	24 540,30	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 20010
LIBELLE : AUXERREXPO
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP20010

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	49 207,81	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	49 207,81	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	49 207,81	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 20011
LIBELLE : CATHEDRALE SAINT ETIENNE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP20011

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	33 072,76	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	19 992,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	19 992,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	13 080,76	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	13 080,76	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 20012
LIBELLE : TOUR DE L'HORLOGE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP20012

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	2 503 803,82	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	198,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	198,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	2 503 605,82	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	2 212 605,82	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	291 000,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		1 367 498,47	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	1 367 498,47	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	653 651,14	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	324 536,24	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	50 000,00	0,00	0,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	159 981,83	0,00	0,00	0,00
1347	Fonds régional dévelopt emploi outre-mer	179 329,26	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 22001
LIBELLE : BOUCLE LOCALE OPTIQUE BLO
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22001

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 22006
LIBELLE : CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22006

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	1 347 118,23	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	3 756,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	3 756,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	216 158,34	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	216 158,34	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	1 127 203,89	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	300 650,26	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	792 126,96	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	34 426,67	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		384 000,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	384 000,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	120 000,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	120 000,00	0,00	0,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	144 000,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 22019
LIBELLE : AMENAGEMENT PLACES CENTRE-VILLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22019

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	4 854,00	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	4 854,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	4 854,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 22021
LIBELLE : SALLE VAULABELLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22021

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	92 320,98	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	92 320,98	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	92 320,98	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 22022
LIBELLE : GROUPE SCOLAIRE RIVE DROITE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22022

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	
DEPENSES		0,00	0,00	a	0,00	b	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23002
LIBELLE : CRECHE KIEHLMAN
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP23002

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	
DEPENSES		0,00	0,00	a	0,00	b	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23040
LIBELLE : CONTOURNEMENT SUD AUXERRE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP23040

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	
DEPENSES		0,00	0,00	a	0,00	b	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		38 668 850,19	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	13 749 073,83	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	1 482,94	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	665 673,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	708 319,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	270 532,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	2 882 253,17	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	1 726 032,71	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	964 740,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	1 705 045,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	25 045,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13272	Subv. non transf. FEDER	417 041,88	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	632 904,59	0,00	0,00	0,00	0,00
1335	Amendes radars automatiques et de police	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13362	Dotations de soutien à l'invest local	312 558,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13462	Dotations de soutien à l'invest local	3 117 446,54	0,00	0,00	0,00	0,00
1347	Fonds régional développt emploi outre-mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	8 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	8 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		21 749 073,83	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 950 719,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	2 880 719,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 470 420,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
Total des recettes financières		4 421 689,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	779 287,59	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		26 950 050,42	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	8 373 799,77		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	3 045 000,00		0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	3 010 000,00		0,00	0,00	0,00
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	35 000,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (10)	300 000,00		0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00		0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00		0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	300 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		11 718 799,77		0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		59 628 147,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général (4)	17 165 876,13	0,00	0,00	-491 000,00	-491 000,00	0,00	-491 000,00	-491 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	20 737 976,00	0,00		-450 000,00	-450 000,00		-450 000,00	-450 000,00
014	Atténuations de produits	367 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	8 289 948,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		46 560 800,76	0,00	0,00	-941 000,00	-941 000,00	0,00	-941 000,00	-941 000,00
66	Charges financières	1 575 243,33	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	73 303,24	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			941 000,00	941 000,00		941 000,00	941 000,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		1 648 546,57	0,00	0,00	941 000,00	941 000,00		941 000,00	941 000,00
Total des dépenses réelles		48 209 347,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	8 373 799,77			0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5)	3 045 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		11 418 799,77			0,00	0,00		0,00	0,00

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	0,00
--	-------------

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	0,00
--	-------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.



(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		50 340 415,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (3)	123 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 792 774,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	1 507 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	31 701 504,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	12 574 904,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	1 633 913,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		49 333 695,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	72 512,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	30 500,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		103 012,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		49 436 707,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	903 708,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		903 708,00		0,00	0,00	0,00

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	0,00
--	-------------

Total des recettes de fonctionnement cumulées	0,00
--	-------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		59 628 147,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général (5)	17 165 876,13	0,00	0,00	-491 000,00	-491 000,00	0,00	-491 000,00	-491 000,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	257 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	2 614 430,56	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	570 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	31 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	329 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	60 976,78	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	188 636,50	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	347 386,20	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	671 601,36	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	235 924,70	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	26 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	5 050,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	104 937,30	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	130 720,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	5 478 615,35	0,00		-491 000,00	-491 000,00	0,00	-491 000,00	-491 000,00
6132	Locations immobilières	192 954,22	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	39 126,01	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	140 116,26	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	106 355,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	174 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	1 443 464,38	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	898 694,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	23 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	83 642,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	155 177,50	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	222 167,46	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	89 570,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	149 985,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Études et recherches	229 922,20	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	21 249,12	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6184	Versements à des organismes de formation	107 163,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	54 296,50	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	210,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	29 599,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	45 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	91 978,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	35 399,27	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	14 376,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	133 084,73	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	81 184,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	121 688,49	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	265 282,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	63 724,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	6 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	28 776,72	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	315 758,07	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	143 246,76	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	27 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	522 666,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	2 585,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	38 756,69	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	20 737 976,00	0,00		-450 000,00	-450 000,00		-450 000,00	-450 000,00
6216	Personnel affecté par GFP rattachement	149 640,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	284 250,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6331	Versement mobilité	67 427,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	61 201,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	131 304,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	8 415 599,00	0,00		-450 000,00	-450 000,00		-450 000,00	-450 000,00
64112	SFT, indemnité de résidence	201 700,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64114	Personnel tit. - Indemnité inflation	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	1 607 867,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	3 417 112,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
64138	Primes et autres indemnités	611 974,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	9 475,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 551 973,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 764 161,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	161 651,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	50 595,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	32 352,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	14 695,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	120 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	85 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	367 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7391112	Dégrèv. taxe habit. / logements vacants	110 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	247 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	8 289 948,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	2 962,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	238 567,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	1 342,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	20 326,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	25 091,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	21 150,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	2 695 420,93	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	493 568,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	200 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657361	Subv. fonct. caisse des écoles	4 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	935 913,08	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	8 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65742	Subv. de fonctionnement aux entreprises	599 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	2 842 199,62	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65811	Droits d'utilisat° - informatique nuage	16 470,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	86 489,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6584	Amendes fiscales et pénales	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	58 050,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		46 560 800,76	0,00	0,00	-941 000,00	-941 000,00	0,00	-941 000,00	-941 000,00
66	Charges financières	1 575 243,33	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 495 307,33	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	79 936,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	73 303,24	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	73 303,24	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			941 000,00	941 000,00		941 000,00	941 000,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	0,00			941 000,00	941 000,00		941 000,00	941 000,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		1 648 546,57	0,00	0,00	941 000,00	941 000,00		941 000,00	941 000,00
Total des dépenses réelles		48 209 347,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	8 373 799,77			0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	3 045 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6811	Dot. amort. immos incorporelles	3 010 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
68128	Dot. Amort. charges exception. différées	35 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		11 418 799,77			0,00	0,00		0,00	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	251 319,65
Montant des ICNE de l'exercice N-1	171 383,65



= Différence ICNE N – ICNE N-1

79 936,00

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
- (2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
- (3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
- (4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
- (5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
- (6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.
- (7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040*) (*DF 043 = RF 043*).
- (9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.
- (11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		50 340 415,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (4)	123 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6096	RRR obtenus sur approv. non stocké	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	123 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 792 774,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7018	Autres ventes de produits finis	32 281,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	280 957,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	520 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	281 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	445 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	47 336,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	1 507 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	1 507 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	31 701 504,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73111	Impôts directs locaux	29 115 210,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73118	Autres contributions directes	5 239,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73132	Taxe sur les pylônes électriques	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	951 055,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73154	Droits de place	239 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73156	Versement mobilité	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	12 574 904,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
			I			
74111	Dotation forfaitaire des communes	4 857 937,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741123	DSU des communes	2 875 627,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741127	DNP des communes	514 505,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	300 594,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74611	DGD des communes et EPCI	434 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	221 117,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	19 730,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	153 078,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participation GFP de rattachement	101 199,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478211	Participation Etat	445 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	1 720 331,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	875 762,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	6 604,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	41 420,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74888	Autres	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	1 633 913,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	664 756,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75812	Redevances pour défaut branchement égout	185 760,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	5 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	777 947,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		49 333 695,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	72 512,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	72 512,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	30 500,00		0,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	4 500,00		0,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	26 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		49 436 707,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)	903 708,00		0,00	0,00	0,00
77681	Neutralisation des amortissements	903 708,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		903 708,00		0,00	0,00	0,00

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00



Montant net	0,00
-------------	------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*) (*RF 043 = DF 043*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof., apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		7 830 274,49	2 686 515,27	0,00	66 190,80	1 216 213,41	11 204 855,39	1 540 470,39	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	6 007 368,72	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	176 065,00	0,00	0,00	272 495,20	152 466,00	88 640,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	484 000,00	5 000,00	0,00	0,00	148,82	603 721,98	7 565,34	0,00
21	Immobilisations corporelles	132 820,40	810 302,39	0,00	51 190,80	398 165,21	892 478,32	861 328,81	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 196 085,37	1 687 647,88	0,00	0,00	545 404,18	9 556 189,09	32 422,03	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	3 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	550 514,21	0,00
RECETTES		16 254 044,62	1 010 812,80	0,00	15 000,00	494 414,82	7 646 968,00	1 074 651,38	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 470 420,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	6 783 624,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	1 010 712,80	0,00	0,00	494 414,82	7 638 613,00	318 718,79	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	8 000 000,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	8 355,00	755 932,59	0,00



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		7 054 366,42	1 379 069,50	77 153,00	4 114 985,59		37 170 094,26
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		10 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		6 011 368,72
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	424 200,00	36 410,00	0,00	97 216,00		1 247 492,20
204	Subventions d'équipement versées	360 054,17	0,00	77 153,00	300 000,00		1 837 643,31
21	Immobilisations corporelles	4 226 294,16	595 992,48	0,00	191 455,38		8 160 027,95
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	2 043 818,09	746 267,02	0,00	3 526 314,21		19 334 147,87
26	Participations et créances rattachées	0,00	200,00	0,00	0,00		200,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	200,00	0,00	0,00		3 700,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		565 514,21
RECETTES		1 972 649,75	1 187 017,00	16 340,00	1 111 057,67		30 782 956,04
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		1 470 420,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		6 783 624,62
13	Subventions d'investissement	1 972 649,75	1 187 017,00	16 340,00	1 110 607,67		13 749 073,83
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	450,00		8 000 550,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		779 287,59

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		7 830 274,49
102	Dotations et fonds d'investissement	10 000,00
164	Emprunts auprès des états financiers	6 007 368,72
204	Subventions d'équipement versées	484 000,00
213	Constructions	8 568,00
218	Autres immobilisations corporelles	124 252,40
231	Immobilisations corporelles en cours	1 196 085,37
RECETTES		16 254 044,62
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 470 420,00
102	Dotations et fonds d'investissement	2 950 719,00
106	Réserves	3 832 905,62
164	Emprunts auprès des états financiers	8 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		995 464,50	0,00	2 000,00	1 438 449,74	58 485,35	192 115,68	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	122 112,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	45 293,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 660,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 118,38	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 900,00	0,00	0,00
213	Constructions	274 190,16	0,00	0,00	0,00	38 375,99	16 697,22	0,00	0,00
215	Installat ⁿ , matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	15 867,96	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	288 298,98	0,00	2 000,00	5 073,80	0,00	25 779,90	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	258 070,36	0,00	0,00	1 408 375,94	15 109,36	6 092,22	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	3 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		15 835,80	0,00	0,00	994 877,00	0,00	100,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	682 319,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	312 558,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	15 835,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dev.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.act° interrég.eur.intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 686 515,27
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 112,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 953,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 118,38
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 900,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	329 263,37
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 867,96
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	321 152,68
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 687 647,88
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 010 812,80
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	682 319,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	312 558,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 835,80
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		15 000,00	0,00	40 000,00	11 190,80	0,00	66 190,80
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	11 190,80	0,00	11 190,80
458	Opérations sous mandat	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
RECETTES		15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
458	Opérations sous mandat	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré		
			211	212	213	221	222	223
			Ecoles maternelles	Ecoles primaires	Classes regroupées	Collèges	Lycées publics	Lycées privés
DEPENSES		22 628,00	164 427,00	167 887,03	688 140,45	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	248 527,20	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	22 628,00	0,00	1 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	57 277,09	80 249,58	28 667,04	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	12 293,04	48 917,92	13 576,81	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	94 856,87	37 379,53	397 369,40	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	4 233,00	120 373,00	369 808,82	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	1 482,94	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	4 233,00	120 373,00	19 488,88	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	348 837,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires	25 Formation professionnelle						26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autres		
DEPENSES		148,82	0,00	35 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	148,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	35 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		31 160,78	0,00	106 101,33	0,00	0,00	0,00	1 216 213,41
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	248 527,20
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	148,82
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 968,00
213	Constructions	7 368,00	0,00	106 101,33	0,00	0,00	0,00	279 663,04
218	Autres immobilisations corporelles	7 994,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 502,17
231	Immobilisations corporelles en cours	15 798,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	545 404,18
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	494 414,82
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 482,94
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	144 094,88
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	348 837,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		107 080,93	3 876 194,53	2 638 055,52	429 376,30	253 809,60	100 980,50	20 473,09	420 843,23	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	36 528,00	35 000,00	4 032,00	3 500,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	81 292,10	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	34 290,00	13 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	9 031,69	156 140,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	135 144,58	7 480,50	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	25 788,83	40 573,50	89 667,40	133 157,98	98 675,87	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	3 835 621,03	2 502 828,43	70 787,61	2 957,15	0,00	20 473,09	420 843,23	0,00
RECETTES		0,00	3 376 824,80	3 330 198,27	62 843,00	56 427,60	0,00	4 276,33	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	1 804 641,00	2 592 141,86	62 843,00	36 427,60	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	1 572 183,80	729 701,41	0,00	0,00	0,00	4 276,33	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	8 355,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		188 403,14	2 719 631,73	234 355,00	0,00	176 412,02	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	16 116,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	183 000,00	234 355,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	169 603,14	10 259,61	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	2 775,60	2 232,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	16 024,40	2 508 024,12	0,00	0,00	176 412,02	0,00
RECETTES		0,00	800 978,00	0,00	0,00	15 420,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	622 552,00	0,00	0,00	15 420,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	178 426,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		39 239,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 204 855,39
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 176,00
204	Subventions d'équipement versées	25 074,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	603 721,98
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 290,00
213	Constructions	5 227,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 262,70
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 625,08
218	Autres immobilisations corporelles	6 719,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	399 590,54
231	Immobilisations corporelles en cours	2 218,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 556 189,09
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 646 968,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 134 025,46
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 484 587,54
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 355,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éta sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		2 279,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	2 279,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		613 661,34	0,00	0,00	0,00	0,00	924 529,72	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 640,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 565,34	0,00	0,00
213	Constructions	35 588,46	0,00	0,00	0,00	0,00	715 571,73	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	10 206,55	0,00	0,00	0,00	0,00	99 962,07	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	17 352,12	0,00	0,00	0,00	0,00	12 790,58	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	550 514,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		887 600,38	0,00	0,00	0,00	0,00	187 051,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	95 344,59	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	36 323,20	0,00	0,00	0,00	0,00	7 051,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	755 932,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 540 470,39
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 640,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 565,34
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	751 160,19
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 168,62
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 422,03
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550 514,21
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 074 651,38
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	275 344,59
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 374,20
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	755 932,59

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	300 590,35	678 518,40	0,00	0,00	5 715 203,50	212 324,17
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	424 200,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	212 324,17
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 057 842,50	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	160 099,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	8 352,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	132 138,69	678 518,40	0,00	0,00	1 233 161,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	222 655,00	0,00	0,00	1 749 994,75	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	222 655,00	0,00	0,00	1 749 994,75	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	147 730,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	147 730,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 054 366,42
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	424 200,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	360 054,17
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 057 842,50
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 099,66
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 352,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 043 818,09
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 972 649,75
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 972 649,75

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		7 900,00	659 008,98	0,00	0,00	0,00	192 160,52	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 910,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	9 008,98	0,00	0,00	0,00	65 485,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 498,50	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	608 595,39	0,00	0,00	0,00	96 267,02	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	41 404,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		291 673,00	895 344,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	291 673,00	670 532,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	224 812,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	520 000,00	0,00	1 379 069,50
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 910,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 493,98
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	459 000,00	0,00	459 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	61 000,00	0,00	62 498,50
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	704 862,41
238	Avances commandés immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 404,61
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 187 017,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	962 205,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	224 812,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoyement
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	16 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	16 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	77 153,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	77 153,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76	77	78	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions	Préserv. patrim. naturel,risques techno.	Environnement infrastructures transports	Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 153,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 153,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 340,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 340,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83						838
		Transports de marchandises						
		830	831	832	833	834	835	
		Services communs	Fret routier	Fret ferroviaire	Fret fluvial	Fret maritime	Fret aérien	Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	3 165 018,53	0,00	949 567,06	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	46 336,00	0,00	35 880,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	190 865,38	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	190,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	2 803 682,53	0,00	722 631,68	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	1 110 707,67	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	810 607,67	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 114 985,59
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 216,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
215	Installat ^o , matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	190 865,38
218	Autres immobilisations corporelles	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	590,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	314,21
RECETTES		350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 111 057,67
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	810 607,67
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof., apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		2 314 106,93	8 201 824,11	0,00	3 616 113,20	6 533 080,79	13 846 546,21	6 056 182,03	0,00
011	Charges à caractère général	314 716,60	4 557 086,95	0,00	130 406,27	2 189 608,79	3 770 100,75	1 125 148,71	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	3 062 472,00	0,00	790 286,00	3 909 432,00	7 679 441,00	3 682 997,00	0,00
014	Atténuations de produits	367 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	52 500,00	582 265,16	0,00	2 695 420,93	433 687,00	2 397 004,46	1 179 733,08	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	1 575 243,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	4 647,00	0,00	0,00	0,00	353,00	0,00	68 303,24	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		42 437 137,00	672 152,00	0,00	435 500,00	389 760,00	1 884 440,00	1 582 800,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	123 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	25 150,00	200 336,00	0,00	0,00	85 000,00	567 200,00	222 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	1 507 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	31 406 504,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	9 461 425,00	66 264,00	0,00	435 500,00	70 000,00	955 581,00	1 311 134,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	958,00	214 130,00	0,00	0,00	234 760,00	361 659,00	49 666,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	5 000,00	67 422,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	30 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		0,00	3 038 755,52	1 505 083,25	522 086,53	2 575 568,76		48 209 347,33
011	Charges à caractère général	0,00	1 670 533,52	542 347,25	519 586,53	1 855 340,76		16 674 876,13
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	393 217,00	304 843,00	0,00	465 288,00		20 287 976,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		367 000,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	34 005,00	657 893,00	2 500,00	254 940,00		8 289 948,63
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 575 243,33
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		73 303,24
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	941 000,00	0,00	0,00	0,00		941 000,00
RECETTES		0,00	144 890,00	820 840,00	37 252,00	1 031 936,00		49 436 707,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		123 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	75 000,00	25 300,00	37 252,00	555 536,00		1 792 774,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 507 600,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	239 000,00	0,00	55 000,00		31 701 504,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	275 000,00		12 574 904,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	69 800,00	556 540,00	0,00	146 400,00		1 633 913,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	90,00	0,00	0,00	0,00		72 512,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		30 500,00



IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		2 314 106,93
606	Achats non stockés de matières et fourni	149 379,63
611	Contrats de prestations de services	136 459,15
615	Entretien et réparations	22 197,82
627	Services bancaires et assimilés	6 000,00
628	Divers	680,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	40 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	12 500,00
661	Charges d'intérêts	1 575 243,33
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	4 647,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	367 000,00
RECETTES		42 437 137,00
703	Redevances utilisation du domaine	25 150,00
731	Fiscalité locale	31 406 504,00
732	Fiscalité reversée	1 507 600,00
741	D.G.F.	8 248 069,00
744	FCTVA	300 594,00
747	Participations	37 000,00
748	Autres attributions et participations	875 762,00
758	Produits divers de gestion courante	958,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	5 000,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	30 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		4 997 420,31	0,00	15 931,22	1 213 221,52	267 907,28	392 594,78	1 007 573,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	1 527 218,29	0,00	5 787,20	89 513,65	105 002,24	17 782,00	3 900,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	763 441,46	0,00	0,00	151 143,32	67 545,79	33 893,06	16 000,00	0,00
613	Locations	87 267,12	0,00	0,00	12 894,67	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	23 343,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	385 279,79	0,00	0,00	13 637,78	59 537,97	118 376,72	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	224 955,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	10 358,40	0,00	0,00	0,00	4 320,00	360,00	0,00	0,00
618	Divers	63 564,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	134 953,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	131 978,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	28 420,00	0,00	10 144,02	149 761,55	0,00	0,00	6 700,00	0,00
625	Déplacements et missions	31 085,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	825,00	2 735,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	50 828,91	0,00	0,00	13 077,49	0,00	5 555,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	24 806,00	0,00	0,00	9 452,00	0,00	1 817,00	11 281,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	307 546,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	12 300,00	0,00	0,00	209,06	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	522 080,00	0,00	0,00	557 592,00	0,00	110 026,00	698 911,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	263 708,00	0,00	0,00	211 440,00	0,00	43 360,00	268 046,00	0,00
647	Autres charges sociales	205 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	125 006,88	0,00	0,00	0,00	31 501,28	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	59 161,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		510 478,00	0,00	7 020,00	5 000,00	0,00	143 050,00	6 604,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	123 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00
708	Autres produits	55 336,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	9 990,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	49 420,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 604,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
752	Revenus des immeubles	28 310,00	0,00	7 020,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	176 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	67 422,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		307 176,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	306 476,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dev.	033 Conseil cult., édu., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 201 824,11
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 749 903,38
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 032 023,63
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 161,79
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 343,24
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	576 832,26
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	224 955,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 038,40
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 564,22
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 953,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	132 578,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	195 025,57
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 145,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 461,40
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 356,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	307 546,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 509,06
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 888 609,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	786 554,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	205 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	306 476,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156 508,16
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 161,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	672 152,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 336,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 240
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 024

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.act* interrég.eur.intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 330,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	178 800,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 422,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		76 507,40	650 134,42	2 735 804,78	153 666,60	0,00	3 616 113,20
606	Achats non stockés de matières et fourni	2 000,00	16 988,00	383,85	13 000,00	0,00	32 371,85
611	Contrats de prestations de services	2 000,00	2 334,42	0,00	32 811,60	0,00	37 146,02
613	Locations	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
615	Entretien et réparations	2 144,40	1 206,00	40 000,00	0,00	0,00	43 350,40
618	Divers	0,00	9 068,00	0,00	0,00	0,00	9 068,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
625	Déplacements et missions	422,00	886,00	0,00	62,00	0,00	1 370,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	831,00	6 353,00	0,00	1 096,00	0,00	8 280,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00
641	Rémunérations du personnel	49 289,00	461 803,00	0,00	74 358,00	0,00	585 450,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	19 821,00	150 396,00	0,00	26 339,00	0,00	196 556,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	2 695 420,93	0,00	0,00	2 695 420,93
RÉCETTES		0,00	1 500,00	0,00	434 000,00	0,00	435 500,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	434 000,00	0,00	434 000,00
747	Participations	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré		
				211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés
				DEPENSES		271 695,00	0,00	1 614 029,53	1 473 865,07
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	111 926,03	175 038,00	240 069,92	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	172 187,58	168 302,24	100 004,24	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	50 590,94	123 805,90	20 425,10	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	4 842,00	27 328,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	43,00	3 311,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	114 313,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	9 370,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	65,00	70,00	1 408,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	2 500,00	0,00	0,00	50,00	1 044,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	7 622,98	8 797,93	675,22	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	2 124,00	0,00	15 565,00	7 156,00	11 082,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	107 757,00	0,00	899 614,00	396 980,00	468 933,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	45 001,00	0,00	356 415,00	151 825,00	261 582,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	433 568,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	119,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	353,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires	25 Formation professionnelle						26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autres		
DEPENSES		197 644,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	197 644,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		1 781 420,30	0,00	3 227,41	48 925,00	0,00	0,00	6 533 080,79
606	Achats non stockés de matières et fourni	39 937,00	0,00	1 700,00	0,00	0,00	0,00	568 670,95
611	Contrats de prestations de services	609 551,42	0,00	0,00	12 925,00	0,00	0,00	1 260 614,48
615	Entretien et réparations	53 681,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	248 503,82
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	720,00	0,00	0,00	0,00	32 890,00
618	Divers	625,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 979,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 313,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00	22 370,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	21 543,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 594,00
628	Divers	6 540,00	0,00	807,41	3 000,00	0,00	0,00	27 443,54
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	13 987,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 914,00
641	Rémunérations du personnel	754 939,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 628 223,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	302 159,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 116 982,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	433 568,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	119,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	353,00
RECETTES		270 760,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	389 760,00
703	Redevances utilisation du domaine	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00
706	Prestations de services	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
758	Produits divers de gestion courante	185 760,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	234 760,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		1 715 181,95	3 150 147,66	296 342,64	1 315 993,03	1 542 658,72	11 500,00	764 276,70	648 715,13	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	7 322,50	42 298,41	74 947,32	157 401,83	92 091,04	350,00	2 010,00	1 010,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	6 824,40	326 030,58	167 729,02	86 012,60	113 930,20	0,00	19 488,51	12 106,11	0,00
613	Locations	0,00	41 352,93	0,00	4 100,00	48 316,86	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	45 000,00	0,00	7 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	2 919,50	22 144,00	52 684,70	111 761,60	20 004,80	0,00	42 718,19	599,02	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	14 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	636,00	981,60	6 960,00	96,00	0,00	6 060,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	4 000,00	0,00	15 390,00	6 284,40	11 150,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	1 960,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	91,80	21 550,00	0,00	1 113,00	61 681,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	47,00	2 380,00	0,00	6 000,00	4 240,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	3 430,00	2 660,00	0,00	652,00	11 317,02	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	15 281,00	30 905,00	0,00	11 957,00	14 333,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	6 300,00	0,00	470,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	12 896,74	0,00	640,00	4 575,40	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	863 283,00	1 621 401,00	0,00	623 333,00	838 818,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	331 280,00	697 153,00	0,00	281 651,00	322 971,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	2 842,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	479 900,75	252 240,00	0,00	0,00	0,00	0,00	694 000,00	635 000,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	2 600,00	0,00	1 451,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		8 500,00	598 699,00	0,00	10 767,00	56 000,00	0,00	40 000,00	322 559,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	20 000,00	0,00
706	Prestations de services	500,00	275 100,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	8 000,00	265 099,00	0,00	2 767,00	56 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	56 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	302 559,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		1 089 126,24	623 017,56	93 970,16	0,00	57 192,92	53 880,59
606	Achats non stockés de matières et fourni	245 913,17	279 696,03	93 970,16	0,00	45 551,64	8 596,77
611	Contrats de prestations de services	199 517,95	86 675,76	0,00	0,00	10 845,37	38 940,69
613	Locations	26 747,10	324,00	0,00	0,00	0,00	2 517,07
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	90 466,02	84 923,77	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	4 260,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	648,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220,50
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	79 010,00	49 750,00	0,00	0,00	795,91	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	5 085,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	7 935,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 215,56
641	Rémunérations du personnel	308 799,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	121 393,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	114 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		25 280,00	4 235,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	24 180,00	4 235,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	1 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		2 479 542,91	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	13 846 546,21
606	Achats non stockés de matières et fourni	65 065,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 116 224,07
611	Contrats de prestations de services	173 350,83	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	1 246 452,02
613	Locations	50 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	173 437,96
614	Charges locatives et de copropriété	20 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 650,00
615	Entretien et réparations	195 269,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	623 490,77
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 600,00
617	Etudes et recherches	1 974,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 967,60
618	Divers	31 775,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 247,40
621	Personnel extérieur au service	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 960,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210,00
623	Pub., publications, relations publiques	26 780,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 436,30
624	Transports biens, transports collectifs	39 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 580,00
625	Déplacements et missions	2 285,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 952,00
628	Divers	74 385,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	221 999,93
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	18 824,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 385,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 505,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 347,70
641	Rémunérations du personnel	1 121 095,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 376 729,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	426 919,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 181 367,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 842,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	200 782,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 375 923,46
658	Charges diverses de gestion courante	10 188,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 239,00
RECETTES		817 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 884 440,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
706	Prestations de services	223 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	504 700,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
747	Participations	594 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	955 581,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	361 659,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		107 273,24	0,00	9 031,91	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	1 930,98	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	8 970,00	0,00	5 111,50	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	266,50	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	1 556,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	166,93	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent* cpt prop. - Subvent*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	68 303,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		314 428,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	307 428,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		3 187 865,33	0,00	3 913,08	0,00	0,00	2 704 198,47	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	214 683,97	0,00	0,00	0,00	0,00	99 987,59	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	187 528,59	0,00	0,00	0,00	0,00	122 026,51	0,00	0,00
613	Locations	69 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	7 821,76	0,00	0,00	0,00	0,00	2 540,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	127 892,33	0,00	0,00	0,00	0,00	26 160,97	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 058,40	0,00	0,00
618	Divers	13 360,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 490,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	1 664,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	49 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	32 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	4 413,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	79 178,68	0,00	0,00	0,00	0,00	16 005,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	17 908,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 938,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	3 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 026 701,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 561 522,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	400 719,00	0,00	0,00	0,00	0,00	601 850,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	14 695,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	932 000,00	0,00	3 913,08	0,00	0,00	195 870,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		104 666,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 163 706,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	215 000,00	0,00	0,00
747	Participations	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	948 706,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	46 456,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	3 210,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 900,00	6 056 182,03
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	316 602,54
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	323 636,60
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 800,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 361,76
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 053,30
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 058,40
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 850,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 664,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 966,50
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 556,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 413,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 183,68
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 846,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 666,93
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 588 223,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 002 569,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 695,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 900,00	1 175 683,08
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 050,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 303,24
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 582 800,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	222 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 311 134,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 456,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 210,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	440 126,48	763 383,01	748 012,59	0,00	0,00	1 061 250,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	2 650,00	231 254,13	533 420,59	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	120 545,63	178 392,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	752,48	367 937,25	23 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 250,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	128 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	34 599,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	401,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	23 700,00	7 448,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	2 404,00	512,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	168 426,00	25 629,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	58 189,00	10 057,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	21 005,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	941 000,00	0,00
RECETTES		0,00	90,00	0,00	19 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	19 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	90,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	25 983,44	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	25 983,44	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	50 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	19 990,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	30 810,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 038 755,52
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	793 308,16
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	298 937,63
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	391 889,73
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 250,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 599,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	401,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 148,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 916,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	194 055,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 246,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 005,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	941 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00	144 890,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00	75 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 990,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 810,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		287 877,20	483 452,02	0,00	0,00	0,00	603 864,84	129 889,19
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	151 115,35	14 399,00
611	Contrats de prestations de services	71 101,74	0,00	0,00	0,00	0,00	55 683,16	520,19
613	Locations	9 547,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	9 052,02	0,00	0,00	0,00	42 662,53	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 900,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	604,32	0,00	0,00	0,00	0,00	4 428,80	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 700,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	831,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 818,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	65 900,00	0,00	0,00	0,00	67 600,00	1 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	633,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	49 443,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168 955,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	19 794,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 002,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	135 923,00	408 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 970,00
RECETTES		93 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	697 240,00	10 600,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 300,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	239 000,00	0,00
752	Revenus des immeubles	31 880,00	0,00	0,00	0,00	0,00	395 900,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	61 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 340,00	5 300,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 505 083,25
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	166 014,35
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 305,09
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 547,14
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 714,55
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 900,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 033,12
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 700,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 649,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 500,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	633,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	218 398,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 796,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	657 893,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	820 840,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 300,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	239 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	427 780,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128 760,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	342 586,53
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 157,29
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	219 967,24
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 142,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 320,00
657	Charges intervent* cpt prop. - Subvent*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		32 281,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
701	Ventes de produits finis	32 281,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	177 000,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	177 000,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	4 971,00	0,00	0,00
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	4 971,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76	77	78	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions	Préserv. patrim. naturel, risques techno.	Environnement infrastructures transports	Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	522 086,53
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 157,29
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	219 967,24
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	196 142,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 320,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	2 500,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 252,00
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 281,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 971,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	169 603,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	169 603,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	1 429 658,20	0,00	237 618,74	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	347 646,50	0,00	130 808,40	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	200 748,20	0,00	72 288,10	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	13 249,60	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	652 441,10	0,00	19 522,24	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	7 817,80	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	310,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	2 064,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	117 967,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	46 474,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	40 940,00	0,00	14 000,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	795 200,00	0,00	101 736,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	520 000,00	0,00	35 536,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	275 000,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 200,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		538 688,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 575 568,76	
606	Achats non stockés de matières et fourni	112 076,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	590 531,18	
611	Contrats de prestations de services	32 037,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	305 073,49	
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 249,60	
615	Entretien et réparations	20 207,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	692 170,69	
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 817,80	
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	169 603,00	
625	Déplacements et missions	250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00	
628	Divers	15 635,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 945,00	
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	3 522,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 586,00	
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	59 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 700,00	
641	Rémunérations du personnel	216 073,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	334 040,00	
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	79 188,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 662,00	
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 940,00	
RECETTES		135 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 031 936,00	
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	555 536,00	
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	275 000,00	
752	Revenus des immeubles	135 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	135 200,00	
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 200,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					0,00									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Emprunts et dettes au 01/01/N			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Taux d'intérêt			Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)				
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
Total général		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».



(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à couvrir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dettes en capital à l'origine (2)	Dettes en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit privé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit public</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Dettes provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.

(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.

(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE	Délibération du
	Biens de faible valeur - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €	2022-11-24
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N	B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).
- (3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
- (4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.
- (5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (7) Indiquer le chapitre.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	Emprunts garantis (1)	0,00	0,00	
8016	Contrats de crédit-bail (2)	0,00	0,00	0,00
8017	Subvention à verser en annuité (3)	0,00	0,00	0,00
8018	Autres engagements donnés			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements donnés.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)	0,00	0,00	0,00
8027	Subvention à recevoir par annuité	0,00	0,00	0,00
8028	Autres engagements reçus			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00										0,00	0,00	
TOTAL GENERAL					0,00	0,00										0,00	0,00	

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A + B + C - D	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	II	0,00
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	I / II	0,00

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exercice d'origine du contrat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (1)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (2)	Dont part nette (3) I			
TOTAL				0			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N.

(2) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N.

(3) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
	8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)				0,00	0,00	0,00
	8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)				0,00	0,00	0,00
	8028 Autres engagements reçus				0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					0,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versée la subvention.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

D1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
 TECH : Technique.
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
 S : Social.
 MS : Médico-social.
 MT : Médico-technique.
 SP : Sportif.
 CULT : Culturel
 ANIM : Animation.
 POL : Police.
 POMP : Sapeurs-pompiers.
 X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
 332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
 332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
 332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
 332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
 332-14 : Vacances temporaire d'un emploi.
 332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
 332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
 332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
 332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
 332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
 327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
 332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
 332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
 326-352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
 343-1-343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
 343-1-333-10 : Collaborateurs de cabinet.
 333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
 A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES	
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Mairie d'Auxerre (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		I 6 017 368,72	0,00	II 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		6 007 368,72	0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	6 007 368,72	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		10 000,00	0,00	0,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10226	Taxe d'aménagement	10 000,00	0,00	0,00
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	6 017 368,72	0,00	4 127 953,55	10 145 322,27

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 15 839 938,77	0,00	VI 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		2 950 719,00	0,00	0,00
10221	TLE	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	2 880 719,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	70 000,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		12 889 219,77	0,00	0,00
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
28188	Autres immo. corporelles	3 010 000,00	0,00	0,00
29...	Dépréciations des immobilisations			
31...	Matières premières (et fournitures) (5)			
33...	En-cours de production de biens (5)			
35...	Stocks de produits (5)			
39...	Dépréciation des stocks et en-cours			
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices			
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	35 000,00	0,00	0,00
49...	Dépréciation des comptes de tiers			
59...	Dépréciation des comptes financiers			
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 470 420,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	8 373 799,77	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6)	Solde d'exécution R001 (6)	Affectation R1068 (6)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	15 839 938,77	0,00	0,00	3 832 905,62	19 672 844,39

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV 10 145 322,27
Ressources propres disponibles	VIII 19 672 844,39
Solde	IX = VIII – IV (7) 9 527 522,12

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.



(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(7) Indiquer le signe algébrique.



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION	
SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	Chapitre	Montant	FONCTIONNEMENT	Chapitre	Montant
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		0.00	Sous-total Fonctionnement		0.00 (B)

INVESTISSEMENT	Chapitre	Montant			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		0.00	Effort propre de la Région (A – B)		0.00 (C)

TOTAL DEPENSES	(A)	0.00	TOTAL RECETTES (B + C)	0.00
-----------------------	-----	-------------	-------------------------------	-------------



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION	
SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	0,00
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	0,00

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	0,00

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	0,00
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00
Total facturations internes	0,00
TOTAL CHARGES (2)	0,00

Contributions aux ECE	0,00
-----------------------	------



EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)		0,00
Dotations aux amortissements		0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation		0,00
Variation des provisions/transfert de charges		0,00
Autres produits et charges de gestion courante		0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres		0,00
RESULTAT D'EXPLOITATION (4)		0,00
Résultat financier		0,00
RESULTAT COURANT (5)		0,00
Résultat spécifique		0,00
RESULTAT NET (6)		0,00

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.



IV – ANNEXES							IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS							D3
Libellés	Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)	
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A bis du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Taxe sur les permis de conduire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Taxe relative à l'octroi de mer (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Taxe sur la consommation finale d'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Part communale des ressources							
TFPB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TFPNB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TOTAL	0,00	0,00			0,00	0,00	

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Acquisitions d'immobilisations	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	0,00
	Autres dépenses éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
	Total des dépenses d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Souscription d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Dotations et subventions reçues	0,00
	Autres recettes éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
	Total des recettes réelles	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement (3)	0,00
	Total des recettes d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	<i>Opérations ordre transf. entre sections</i>	0,00
043	<i>Opérations ordre intérieur de la section</i>	0,00
023	<i>Virement à la section d'investissement (4)</i>	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	<i>Opérations ordre transf. entre sections</i>	0,00
043	<i>Opérations ordre intérieur de la section</i>	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

- (1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.
- (2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.
- (3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.
- (4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D5.1

Cet état ne contient pas d'information.



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.



V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.



PROJET DE DELIBERATION**N°2023-155****OBJET : Finances - Provision pour avis à tiers demandeur - Auxerre A.M.B.I.T.I.E.U.S.E****Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN**

La Ville d'Auxerre, dans le cadre du projet AUXERRE A.M.B.I.T.I.E.U.S.E, souhaite procéder à la démolition de deux silos sur le site du Batardeau afin de pouvoir laisser se développer sur ce site, de l'habitat et du tertiaire. Ces silos à grain ont été exploités par la société 110 Bourgogne.

Cette installation constituait une installation classée pour la protection de l'environnement, soumise à autorisation préfectorale. La cessation définitive d'activité a été notifiée à la Préfecture le 1er décembre 2021.

Selon l'article L. 512-21 du Code de l'environnement « Dès la notification de la cessation d'activité d'une installation classée pour la protection de l'environnement, un tiers intéressé peut demander au représentant de l'Etat dans le département à se substituer à l'exploitant, avec l'accord de celui-ci, pour réaliser les travaux de réhabilitation en fonction de l'usage que ce tiers envisage pour le terrain concerné. ». C'est la procédure dite de « tiers demandeur ».

Cette procédure dont les étapes sont prévues par les articles R.512-76 à R512.81 du Code de l'environnement a reçu un accord préalable de Monsieur le préfet de l'Yonne en date du 8 août 2023.

Suite à cet accord préalable, la Ville d'Auxerre doit désormais déposer un dossier de substitution démontrant notamment les capacités financières du tiers demandeur.

Afin de respecter l'article R.152-80 du Code de l'environnement, la constitution de garanties financières et en l'espèce une provision doit être constituée à hauteur de 940 800 TTC.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser la constitution d'une provision valant garantie financière dans le cadre de la procédure dite « de tiers demandeur » relative à la réhabilitation du site du moulin du batardeau dans le cadre du projet AUXERRE A.M.B.I.T.I.E.U.S.E d'un montant de 940 800 euros TTC,
- De dire que les crédits nécessaires seront proposés à la décision modificative n°4 du budget principal de la ville d'Auxerre (article 6815).



PROJET DE DELIBERATION

N°2023-156

OBJET : Finances - Attribution des subventions 2024 aux associations et organismes

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

Un règlement d'intervention en matière de subventions aux associations et organismes a été adopté lors du conseil municipal du 4 février 2021 par la délibération n° 2021-002.

Ce règlement permet :

- de donner un cadre commun aux relations entre les bénéficiaires de subvention et la collectivité ;
- de rappeler un certain nombre d'obligations législatives ;
- de clarifier les conditions d'attributions et de versement des subventions par la collectivité vis à vis des bénéficiaires ;
- de préciser les engagements de la collectivité et des bénéficiaires.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention, il est proposé d'attribuer un ensemble de subventions suivantes à divers organismes et associations locales pour un montant total de 4 032 790€ en fonctionnement et 251 985€ en investissement.

Intitulé de l'association	Montant 2023	Montant 2024	Nature
Accueil des familles en attente de parloir à la Maison d'arrêt d'Auxerre (AFAPA)	250,00	250,00	65748
ACSRA (Association Culturelle Sportive Renaissance Auxerre)	500,00	700,00	65748
AIDA - Ass. Icaunaise de développement artistique DSP Théâtre	694 000,00	694 000,00	65748
AJA Football (section pro) convention de partenariat	114 000,00	57 000,00	65742
AJA football association (Fonctionnement équipes amateurs)	16 000,00	14 000,00	65748
AJA musique	1 500,00	1 500,00	65748
AJA omnisports – manifestation « 10 kms de l'AJA » (section Marathon)	1 000,00	1 000,00	65748
AJA omnisports – manifestation « Tri kayathlon » (section Duathlon)	350,00	350,00	65748
AJA omnisports – Randonnées cyclotouristes (section Franck Pineau) « La Franck Pineau »	5 000,00	5 000,00	65748
AJA omnisports – Tournoi international d'échecs (section échecs)	500,00	500,00	65748
AJA omnisports et ses sections (fonctionnement)	83 000,00	83 000,00	65748
Amidon	5 000,00	5 000,00	65748
ARTEM	9 000,00	10 000,00	65748
ASPTT athlétisme (organisation du marathon)	500,00	500,00	65748

"Ekiden")			
ASPTT d'Auxerre (association sportive des)	9 000,00	9 000,00	65748
ASPTT d'Auxerre (association sportive des) compensation loyers suite incendie	10 710,00	10 710,00	65748
Association Départementale des Conjointes Survivants et Parents d'Orphelins (FAVEC 89)	200,00	200,00	65748
Association mise en forme St Siméon	0,00	1 000,00	65748
Association sportive du collège Paul Bert	200,00	200,00	65748
Association sportive du lycée Fourier	600,00	500,00	65748
Association sportive du lycée Jacques Amyot	500,00	500,00	65748
Aux'R Judo -	6 000,00	6 000,00	65748
Auxerre aquatic club	7 000,00	7 000,00	65748
Auxerre pieds poings	1 000,00	1 000,00	65748
Auxerre sport de contact et arts martiaux	500,00	1 000,00	65748
Auxerre sports citoyen	7 000,00	9 000,00	65748
AVF. (Accueil des Villes françaises)	400,00	400,00	65748
Baby club auxerrois	500,00	500,00	65748
Bassa Toscana (Stage de danse et musique baroque - bal renaissance)	3 500,00	3 700,00	65748
Bien vivre à laborde et la Tour Coulon	400,00	400,00	65748
Cabriole	54 400,00	59 700,00	65748
CCAS (Fonds d'Action Conjoncturelle)	7 000,00	7 000,00	657362
CCAS - convention pour l'intervention sociale en commissariat	20 000,00	31 200,00	657362
CCAS : Centre communal d'action sociale d'Auxerre	912 000,00	912 000,00	657362
Centre d'études médiévales	4 500,00	4 500,00	65748
Centre d'études médiévales - colloque 2024	0,00	1 500,00	65748
Centre France Evènements - DSP Auxerrexpo	408 000,00	408 000,00	65748
Les entretiens d'Auxerre	10 000,00	10 000,00	65748
Cercle d'escrime d'Auxerre	2 500,00	2 500,00	65748
Chesnez (comité des sports et d'animation des Chesnez)	400,00	400,00	65748
CIDFF - Centre d'information des droits des femmes et de la famille	5 000,00	4 000,00	65748
Club cartophile	200,00	200,00	65748
Club vert association auxerroise d'éducation populaire	20 000,00	19 000,00	65748
Comité des fêtes de Laborde et de la tour-coulon	400,00	400,00	65748
Comité de protection de l'enfance - CPEY	0,00	5 000,00	65748
Coup de pouce	17 000,00	17 000,00	65748
Cyclotouristes Auxerrois	700,00	700,00	65748
Enveloppe pour les aides à l'encadrement et aux déplacements	15 000,00	15 000,00	65748
Epicerie solidaire	5 000,00	5 000,00	65748
FNATH	500,00	500,00	65748
Football club des Piedalloues	400,00	400,00	65748
France Bénévolat	600,00	600,00	65748
Gazelec Auxerre AS - Tennis de table (Association)	1 500,00	1 500,00	65748
Graine d'étoile	1 000,00	1 000,00	65748
HandBall Club Auxerrois	20 000,00	20 000,00	65748

AUXERRE

Handisport d'Auxerre	200,00	200,00	65748
Harmonie d'Auxerre (L')	20 000,00	20 000,00	65748
Hors cadre	16 000,00	16 000,00	65748
ICA ONNA	200,00	200,00	65748
JALMALV 89 Jusqu'à la mort accompagner la vie - Auxerre -	400,00	400,00	65748
Les 4'arts	1 500,00	1 500,00	65748
Les Gulli'vert - centre de loisirs	65 000,00	80 000,00	65748
Ligue de Protection des Oiseaux (LPO)	2 500,00	2 500,00	65748
Ligue des droits de l'Homme	250,00	300,00	65748
Lutins (Les)	33 550,00	51 900,00	65748
Maison de quartier des Brichères (association)	1 500,00	1 500,00	65748
Maison des Jeunes et de la Culture d'Auxerre - MJC St Pierre	132 000,00	132 000,00	65748
Maison des jumelages et de la francophonie (dont participation salaire)	29 000,00	29 000,00	65748
Maison des randonneurs (La) - DSP	36 970,00	35 640,00	65748
Maxime +	350,00	350,00	65748
MFB SSAM (Mutualité Française Bourguignonne Services de soins et accompagnement mutualiste) "Les Loupiots"	44 800,00	49 000,00	65748
MHRE Mémoire Histoire des Républicains Espagnols de l'Yonne	100,00	100,00	65748
Mission Locale -maison de la jeunesse	37 920,00	37 920,00	65748
Mouv'art (organisation d'expositions)	5 000,00	5 000,00	65748
Musée du Livre Scolaire	150,00	150,00	65748
OCKA Olympic Canoe Kayak d'Auxerre – TriKayathlon	350,00	350,00	65748
OCKA Olympic Canoe Kayak d'Auxerre fonctionnement	20 000,00	20 000,00	65748
Passerelle (action "Vacances en famille")	1 500,00	1 500,00	65748
Patronage Laïque Paul Bert (centre de loisirs)	45 000,00	22 000,00	65748
Patronage Laïque Paul Bert (fonctionnement association)	40 000,00	41 000,00	65748
Photoclub Auxerrois	1 000,00	1 200,00	65748
Piédaloues-La Noue (Association des)	400,00	400,00	65748
Première Compagnie d'Arc d'Auxerre	2 900,00	2 900,00	65748
Prévention Routière (La)	500,00	500,00	65748
Pupille de l'enseignement public	0,00	300,00	65748
Relais enfants parents Bourgogne	0,00	1 000,00	65748
Ribambelle	55 120,00	55 120,00	65748
Ring Auxerrois	2 100,00	1 500,00	65748
Roue Libre	400,00	400,00	65748
Rugby club Auxerrois	94 000,00	109 000,00	65748
Secours populaire français (Fédération)	2 000,00	2 200,00	65748
Service compris - DSP Silex	635 000,00	635 000,00	65748
Société Mycologique Auxerroise	150,00	150,00	65748
Société nationale d'entraide de la médaille militaire - 176ème section	250,00	200,00	65748
St Vincent de Paul	1 500,00	1 700,00	65748



Stade auxerrois - club omnisports	120 000,00	185 000,00	65748
Stade auxerrois - club omnisports – manifestation « Maxi Mômes »	400,00	400,00	65748
Stade auxerrois - club omnisports – manifestation « Tournoi de football des moins de 15 ans »	600,00	600,00	65748
Subventions Contrat de Ville	20 000,00	20 000,00	65748
Tribu d'Essence (compagnie)	1 500,00	1 500,00	65748
Twirling auxerrois	400,00	400,00	65748
Union départementale des associations de combattants et victimes de guerre (UDAC)	500,00	500,00	65748
Union Départementale des parachutistes	200,00	200,00	65748
UTB	1 700,00	1 700,00	65748
Vaux (Foyer rural de)	600,00	600,00	65748
Vélo club d'Auxerre	6 200,00	6 200,00	65748
Vive le Cinéma-Cinémanie	2 500,00	2 500,00	65748
VMEH Visite des Malades dans les Ets hospitaliers (Ass. Dépt)	300,00	500,00	65748
Wood'Coixerre	240,00	400,00	65748
Wood'Coixerre (organisation d'un rassemblement de voitures anciennes)	1 500,00	1 200,00	65748
Total des subventions de fonctionnement :		4 032 790,00	

Intitulé de l'association	Montant 2023	Montant 2024	Nature
AJA – Programme d'investissement stade ABBE DESCHAMPS (mise à niveau et mise en accessibilité)	75 000,00	75 000,00	20421
AJA Soutien aux investissements	108 000,00	108 000,00	20421
OPAH RU	30 000,00	30 000,00	20422
Façades et enseignes	30 000,00	30 000,00	20422
Chasseurs de Vaux	0,00	290,00	20421
Cabriole - acquisition mobilier	0,00	7 150,00	20421
Ribambelle - acquisition mobilier	0,00	1 545,00	20421
Total subventions d'équipement :		251 985	

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'attribuer les subventions selon le tableau ci-dessus,
- De dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2024,
- D'autoriser le maire à signer toutes les conventions nécessaires au versement de ces subventions.



PROJET DE DELIBERATION**N°2023-157**

OBJET : Services communs entre la Communauté de l'Auxerrois et la Ville d'Auxerre - Avenants aux conventions de services communs

Rapporteur : Crescent MARAULT

Par délibération n°2018-135 du 20 décembre 2018, la Communauté de l'Auxerrois a adopté son schéma de mutualisation actualisé prévoyant une mutualisation entre la Communauté de l'Auxerrois et la Ville d'Auxerre par la création de services communs et une mutualisation à la carte pour les autres communes membres de la Communauté.

A cette fin, par délibération n°2018-136 du 20 décembre 2018, la Communauté a contracté avec la Ville d'Auxerre pour la création des services communs.

Des premiers avenants à ces conventions ont été prévus, par délibération n°2019-173 du 16 décembre 2019 afin d'actualiser le régime financier de ces services communs et d'en ajuster le périmètre.

Une réorganisation des services de la Ville d'Auxerre et de la Communauté de l'Auxerrois intervenue en février 2021 a profondément modifié les services communs, aussi par délibération n°2021-182 des avenants n°2 ont actualisé les postes concernés par ces services communs.

Par délibération n°2022-175 du 15 décembre 2022, des avenants n°3 et des créations de services communs (direction des systèmes d'information, la direction de la relation citoyenne et de l'accueil et le service logistique) ont été approuvés afin d'intégrer les modifications d'organigramme de la Ville d'Auxerre et de la Communauté de l'Auxerrois au 1er janvier 2023 et de modifier le régime financier de ces services communs.

Aujourd'hui, il est nécessaire de modifier l'article 4 des conventions de services communs touchant aux conditions financières et aux modalités de remboursement de ces services.

En effet, il est proposé qu'à partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent sur le montant global des charges de personnel qui comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels pour les services ressources. Pour les autres services, il est proposé de rester sur la rédaction initiale à savoir une répartition uniquement sur l'évolution des charges de personnel par rapport à l'année de référence 2019.

Les avenants prenant en compte cette modification sont annexés à la présente délibération.

Le comité social territorial a été consulté le 27 novembre 2023 et a rendu un avis favorable.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver les termes des avenants aux conventions de services communs,
- D'autoriser le Maire à signer lesdits avenants.



**AVENANT N°1 A LA CONVENTION DU SERVICE COMMUN ENTRE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS, LA COMMUNE
D'AUXERRE ET LE CCAS D'AUXERRE
DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION**

ENTRE

La **Communauté d'agglomération de l'auxerrois** représentée par Francis HEURLEY, son vice-président en charge de la mutualisation, dûment autorisé à cet effet par délibération du conseil communautaire du 21 décembre 2023,

Ci après désignée « la Communauté »

D'une part ;

ET

La Commune d'Auxerre, représentée par Crescent MARAULT, son Maire, dûment autorisé à cet effet par délibération du 21 décembre 2023,

Ci après désignée « la Commune »

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale d'Auxerre, représenté par Maryline SAINT ANTONIN, sa Vice-Présidente, dûment autorisée à cet effet par délibération du **XX** ;

Ci après désigné « le CCAS »



Par convention datée du 16 décembre 2022, la Communauté, le CCAS et la Commune ont créé le service commun des systèmes d'information.

Aujourd'hui, il est nécessaire, de contractualiser un premier avenant afin d'actualiser les postes et le partage des charges de ce service commun entre la Communauté, le CCAS et la Commune.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu les statuts de la Communauté ;

Vu le schéma de mutualisation

Vu les dispositions de l'article L. 5211-4-2 du CGCT ;

Vu l'avis du comité social territorial du 27 novembre 2023,

Vu l'avis du comité sociale territoriale du CCAS en date du XX,

ARTICLE 1 : ÉVOLUTION DES POSTES

Les fonctionnaires et agents contractuels de la Commune qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou une partie de service mis en commun sont transférés de plein droit à la Communauté.

DSIRC	
Direction	
Directeur/trice	1
Informatique	
Assistant/e	2
Directeur/trice délégué/e	1
Responsable de service	3
Technicien-ne informatique CCAS	1



Technicien-ne informatique	6 + 1 apprenti
----------------------------	----------------

ARTICLE 2 : EVOLUTION DES CONDITIONS FINANCIÈRES ET MODALITÉS DE REMBOURSEMENT

L'article 4 de la convention initiale est rédigé, désormais, comme suit :

La commune assure sa part de financement des dépenses des services communs par la réduction de son attribution de compensation.

Pour le CCAS, cela se traduira par l'émission d'un titre de recettes.

Si des recettes sont encaissées en lien avec ces dépenses, il conviendra de les prendre en compte dans le calcul de l'attribution de compensation.

Chaque année, et à compter du 1^{er} janvier 2024, a lieu un calcul des services communs au moment de la construction du budget primitif de l'année N avec :

- impact sur l'attribution de compensation en N de la ville
- émission d'un titre de recette pour le CCAS concernant le service commun informatique.

Un ajustement définitif sera réalisé en N+1 au moment de l'établissement du compte administratif N :

- sur l'attribution de compensation N+1 de la ville,
- sur l'estimation du service commun informatique N+1 pour le CCAS.

Le coût des services communs comprend :

1. Les charges liées au personnel

Les charges de personnel du périmètre commun en 2019 ont été évaluées à 12 892 968,83 €, dont 11 795 399,45 € pour la ville et 1 097 569,38 € pour la CA.

Ce montant 2019 a été amendé, afin d'intégrer la mutualisation du service commun Informatique entre la Communauté de l'Auxerrois, la Ville d'Auxerre et son CCAS, projeté en 2023 à 49 618 €.

Le coût des charges de personnel de référence 2019 pour la ville et la Communauté d'agglomération, et 2023 pour le CCAS est donc projeté à 12 942 586,83 €. Ce montant reste projeté sur 2023 car il faut attendre l'exécution 2023 pour connaître le coût définitif du service commun informatique avec l'intégration d'un agent historiquement CCAS.



Le détail de ces dépenses est joint en annexe 1.

- **Pour la ville :**

Le montant de la réduction de l'attribution de compensation pour 2019 a été fixé en fonction du montant réalisé des charges de personnel 2019, soit 11 795 399,45 €. Ces charges comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP]. Le récapitulatif des charges de personnel sur 2019 est joint en annexe 1.

A partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent uniquement sur l'évolution des charges de personnel par rapport à l'année de référence 2019 pour les services suivants :

- La Direction du Patrimoine et de l'aménagement de l'espace public
- La Direction de stratégie et de l'aménagement du territoire et de la mobilité
- La Direction de la valorisation du cadre de vie
- La Direction du développement économique, attractivité et transition écologique (pour la partie Transition écologique)
- Le service logistique

En revanche, à partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent sur le montant global des charges de personnel qui comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP] pour les services suivants :

- Direction générale
- Cabinet,
- Direction de la Communication,
- Direction des Ressources juridiques et humaines
- Direction des Systèmes d'information
- Direction de la relation citoyenne
- Direction des finances,
- Direction Ingénierie et évaluation des politiques publiques

Ces clés de répartition propres à chaque service sont définies telles qu'exposées dans le tableau présenté en annexe 2.

Concernant le régime indemnitaire, il est proposé que le coût soit partagé entre les collectivités selon la clé de répartition propre à chaque direction / service.

- **Pour le CCAS :**

Le montant des charges de personnel pour le CCAS est projeté à 49 618 € pour l'année 2023.

A partir de 2024, la clé de répartition des charges entre la communauté d'agglomération, la ville et le CCAS s'applique sur le montant global des charges de personnel qui comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP] pour la direction des systèmes d'information.



Cette clé de répartition propre au service informatique est définie telle qu'exposées dans le tableau présenté en annexe 2.

Concernant le régime indemnitaire, il est proposé que le coût soit partagé entre les collectivités selon la clé de répartition propre à chaque direction / service.

2. Les autres charges de fonctionnement

Des charges de fonctionnement sont prises en compte (annexe 4).

Elles concernent :

- les dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun (A). Leur répartition se fera sur la base de la clé de répartition liée au service à l'origine de la dépense (annexe 2) ;

- les autres charges de gestion (B) seront réparties selon une clé de répartition identique à tous les services et sera basée sur les dépenses de gestion réalisées en 2018 par chacune des collectivités et établissement publics, soit 79,49 € % pour la ville, 17,07 % pour la communauté et 3,44 % pour le CCAS ;

- les charges de structures (C) liées aux bâtiments concernés par la mutualisation de la ville et de la communauté (listés en annexe 3) devront faire l'objet d'une répartition sur la base des m² occupés par les deux collectivités. Cette dernière pourra évoluer en fonction des m² occupés. Cette répartition s'appliquera depuis 2020 sur l'évolution des charges de structure par rapport à l'année de référence N-1. Il est précisé que le CCAS n'est pas concerné pour ce poste de dépense.

Les dépenses catégorisées en « A » et « B » conviennent d'être distinguées car les dépenses « A » sont rattachées à un service spécifique où les clés de répartition par service commun peuvent s'appliquer. A l'inverse, les dépenses « B » sont générales et concernent l'activité globale des trois entités.

S'agissant du CCAS, le périmètre des dépenses "B" se limite à la téléphonie et la reprographie.

La liste des dépenses de fonctionnement prises en compte est détaillée en annexe 4 par catégorie de dépenses (A, B et C) ainsi que les clés de répartition liées.

3. Attribution de compensation d'investissement

Les dépenses d'investissement en lien avec la mutualisation pourraient faire l'objet d'une attribution de compensation d'investissement de la ville au bénéfice de la communauté. Ces dépenses seront validées lors des arbitrages budgétaires.

Pour le CCAS, cela se traduira par l'émission d'un titre de recettes.



Leur affectation sera basée sur la clé de répartition des services communs en lien avec la dépense.

ARTICLE 3 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION

L'entrée en vigueur de la présente convention s'effectue le 1^{er} janvier 2024 pour une durée indéterminée.

Fait à AUXERRE, en trois exemplaires originaux, le

Pour la Communauté	Pour la Commune	Pour le CCAS
Monsieur le Vice-président en charge de la mutualisation Francis HEURLEY	Monsieur le Maire Crescent MARAULT	Madame la Vice-Présidente Maryline SAINT ANTONIN



Annexes:

Annexe n°1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

Annexe n°2 : clés de répartition

Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées



Annexe 1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

Services mutualisés		Paie définitive décembre 2019 (Ville) ou projetées 2023 (CCAS)				
		Total charges de personnel 2019	Dont Ville	Dont CA	Dont CCAS (à partir de 2023)	
Direction	Services					
Services supports	Direction générale des services et cabinet	Direction générale et cabinet	499 568,97 €	434 312,37 €	65 256,60 €	
		Communication	484 776,66 €	375 862,66 €	108 914,00 €	
		Sous total	984 345,63 €	810 175,04 €	174 170,60 €	
	Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	287 023,09 €	243 392,41 €	43 630,68 €	
		Archives	137 456,20 €	137 456,20 €		
		Commande publique	309 069,94 €	277 771,25 €	31 298,69 €	
		Ressources humaines	1 057 279,81 €	873 232,54 €	184 047,27 €	
		Direction	94 715,00 €	94 715,00 €		
	Sous total	1 885 544,04 €	1 626 567,40 €	258 976,64 €		
	Direction Système d'information et relation citoyenne	@ services	573 833,81 €	466 458,23 €	57 757,58 €	49 618,00 €
		Accueil	433 898,77 €	397 625,79 €	36 272,98 €	
		Sous total	1 007 732,58 €	864 084,02 €	94 030,56 €	49 618,00 €
	Direction des Finances	Finances	513 161,31 €	379 968,79 €	133 192,52 €	
	Direction de l'ingénierie et de l'évaluation	Contrôle de gestion	224 591,57 €	171 393,45 €	53 198,12 €	
	TOTAL Services supports		4 615 375,13 €	3 852 188,70 €	713 568,44 €	49 618,00 €
	Services opérationnelles	Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	238 588,71 €	175 035,08 €	63 553,63 €
Aménagement, gestion et entretien de la voirie			1 083 463,02 €	1 083 463,02 €		
Patrimoine : programmation, entretien et maintenance			1 917 313,04 €	1 848 528,47 €	68 784,57 €	
Sous total			3 239 364,77 €	3 107 026,57 €	132 338,20 €	
Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire		Conception des espaces publics	222 615,12 €	222 615,12 €		
		Direction et service foncier	265 902,67 €	252 838,67 €	13 064,00 €	
		Droits des sols	128 830,88 €	126 001,62 €	2 829,26 €	
		Stratégie urbaine, planification	105 895,45 €	67 696,01 €	38 199,44 €	
		Sous total	723 244,12 €	669 151,41 €	54 092,71 €	
Service de la logistique		Logistique	472 127,79 €	434 563,29 €	37 564,50 €	
Direction de la valorisation du cadre de vie		Direction	178 509,29 €	178 509,29 €		
		Contrat Travaux	154 919,00 €	154 919,00 €		
		Entretien de l'espace public	2 852 606,39 €	2 852 606,39 €		
	Atelier	408 939,98 €	371 375,48 €	37 564,50 €		
	Sous total	3 594 974,66 €	3 557 410,16 €	37 564,50 €		
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Énergie environnement	297 500,35 €	175 059,32 €	122 441,03 €		
TOTAL Services opérationnelles		8 327 211,69 €	7 943 210,75 €	384 000,94 €	-00 €	
Total services mutualisés		12 942 586,83 €	11 795 399,45 €	1 097 569,38 €	49 618,00 €	



Annexe n°2 : clés de répartition

Services mutualisés		Clé de répartition	Année référence	2022			Poids ville	Poids CA	Poids CCAS
Direction	Services			Données ville	Données CA	Données CCAS			
Direction générale des services et cabinet	Direction générale des services et cabinet	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Communication	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	Nombre de délibérations et d'arrêtés réglementaires et décisions	N-1	201 et 1 806	251 et 493		54,70 %	45,30 %	
	Archives	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Commande publique	Nombre de lots passés	N-1	50	64		43,86 %	56,14 %	
	Ressources humaines	Nombres de feuilles de paie	N	7 754	5 640		57,89 %	42,11 %	
Direction des systèmes d'information et de la relation citoyenne	Accueil téléphonique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	@ service	Nombre d'ordinateurs	N	278	265	37	47,94 %	45,69 %	6,38 %
Finances	Finances	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction ingénierie et Evaluation des PP	Ingénierie et évaluation	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		90,74 %	9,26 %	
	Aménagement de l'espace public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Patrimoine : programmation, entretien et maintenance	m² de planchers assurés et entretenus	N-1	256 037	11 177		95,82 %	4,18 %	
Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire	Conception des espaces publics	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Direction et service foncier								
	Droits des sols								
	Stratégie urbaine, planification								
Service de la logistique	Logistique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		77,99 %	22,01 %	
	Contrat travaux	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Entretien du domaine public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Atelier	Nombres d'heures de main d'oeuvre	N-1	4 494	1 897		70,32 %	29,68 %	
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Energie environnement	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Autres charges de gestion « B »		Au prorata des dépenses de gestion	2018	456 433 € sur 568 140,32 €	97 998 € sur 568 140,32 €	19 762,79 € sur 568 140,32 €	79,49 %	17,07 %	3,44 %
Charges de structure « C »		Au prorata des surfaces occupées	2019	23 567 m² sur 25 288 m²	1 721 m² sur 25 288 m²		93,20 %	6,80 %	



Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Collectivité	Bâtiments	m ²
Ville	Hôtel de ville	3 975
	Mairie Annexe	1 751
	Ecole rue de Paris – DRH	283
	Centre technique Municipal	6 232
	Atelier et logement de la Maladière	4 513
	Pavillon Gérot	359
	Bottes d'Or	189
	Centre horticole	3 427
	PC jardiniers centre ville (C.Hort.)	119
	PC jardiniers Emile Bernard	292
	PC jardiniers Rive Droite	100
	PC jardiniers secteur sud	201
	Service voirie	423
	Service signalisation	1 184
	Boutisses B – cadre de vie	519
Sous total	23 567	
Communauté d'Agglomération	Siège CA	1 017
	Parking Monop	-
	Boutisses D – Patrimoine bâtie	704
	Sous total	1 721
TOTAL		25 288



Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées

Nature de la dépense		Contenu de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
A	Dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun	Prestations extérieures, contrats de services rattachés, maintenance métier, maintenance logiciel, magazines, frais de fonctionnement divers, etc.	Coûts identifiables et directement imputables aux services concernés. Partage du coût en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage du coût	Clé du service commun à l'origine de la dépense (cf. annexe 2 de la convention)
B	Autres charges de gestion	Affranchissement, téléphonie, fournitures, etc.	Coûts de fonctionnement du service commun qui ne peuvent pas être imputés directement aux services. Répartition du coût en fonction du poids des charges de gestion 2018	Partage du coût	En fonction des charges de gestion 2018 (soit 79,49 % pour la ville, 17,07 % pour la communauté, 3,44 % pour le CCAS)
C	Charges de structure	Charges locatives ou de copropriété, fluides, petit entretien, taxes, assurance et nettoyage, maintenance bâtiment, gardiennage éventuel, etc.	Définition du coût des bâtiments. Refacturation de la croissance des charges au prorata des surfaces occupées par les services en 2018	Partage de la croissance	En fonction des surfaces occupées en 2018 (soit 93,19 % pour la ville et 6,81 % pour la Communauté d'Agglomération)





**AVENANT N°1 A LA CONVENTION DU SERVICE COMMUN
ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS ET LA
COMMUNE D'AUXERRE**

SERVICE LOGISTIQUE

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ENTRE

La Communauté d'agglomération de l'auxerrois représentée par Francis HEURLEY, son vice-président en charge de la mutualisation, dûment autorisé à cet effet par délibération du conseil communautaire du 21 décembre 2023,

Ci après désignée « la Communauté »

D'une part ;

ET

La Commune d'Auxerre, représentée par Crescent MARAULT, son Maire, dûment autorisé à cet effet par délibération du 21 décembre 2023,

Ci après désignée « la Commune »

Par convention datée du 16 décembre 2022, la Communauté et la Commune ont créé le service commun de la logistique.

Aujourd'hui, il est nécessaire, de contractualiser un premier avenant afin d'actualiser les postes et le partage des charges de ce service commun entre la Communauté et la Commune.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu les statuts de la Communauté ;

Vu le schéma de mutualisation

Vu les dispositions de l'article L. 5211-4-2 du CGCT ;

Vu l'avis du comité social territorial du 27 novembre 2023,



ARTICLE 1 : SITUATION DES AGENTS DU SERVICE COMMUN

Les fonctionnaires et agents contractuels de la Commune qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou une partie de service mis en commun sont transférés de plein droit à la Communauté.

Logistique	
Agent logistique	6
Chef/fe d'équipe	1

ARTICLE 2 : EVOLUTION DES CONDITIONS FINANCIÈRES ET MODALITÉS DE REMBOURSEMENT

L'article 4 de la convention initiale est rédigé, désormais, comme suit :

La commune assure sa part de financement des dépenses des services communs par la réduction de son attribution de compensation.

Si des recettes sont encaissées en lien avec ces dépenses, il conviendra de les prendre en compte dans le calcul de l'attribution de compensation.

Chaque année, et à compter du 1^{er} janvier 2024, a lieu un calcul des services communs au moment de la construction du budget primitif de l'année N avec un impact sur l'attribution de compensation en N de la ville.

Un ajustement définitif sera réalisé en N+1 au moment de l'établissement du compte administratif N sur l'attribution de compensation N+1 de la ville.

Le coût des services communs comprend :

1. Les charges liées au personnel

Les charges de personnel du périmètre commun en 2019 ont été évaluées à 12 892 968,83 €, dont 11 795 399,45 € pour la ville et 1 097 569,38 € pour la CA.

Ce montant 2019 a été amendé, afin d'intégrer la mutualisation du service commun Informatique entre la Communauté de l'Auxerrois, la Ville d'Auxerre et son CCAS, projeté



en 2023 à 49 618 €.

Le coût des charges de personnel de référence 2019 pour la ville et la Communauté d'agglomération, et 2023 pour le CCAS est donc projeté à 12 942 586,83 €. Ce montant reste projeté sur 2023 car il faut attendre l'exécution 2023 pour connaître le coût définitif du service commun informatique avec l'intégration d'un agent historiquement CCAS.

Le détail de ces dépenses est joint en annexe 1.

Le montant de la réduction de l'attribution de compensation pour 2019 a été fixé en fonction du montant réalisé des charges de personnel 2019, soit 11 795 399,45 €. Ces charges comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP]. Le récapitulatif des charges de personnel sur 2019 est joint en annexe 1.

A partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent uniquement sur l'évolution des charges de personnel par rapport à l'année de référence 2019 pour les services suivants :

- La Direction du Patrimoine et de l'aménagement de l'espace public
- La Direction de stratégie et de l'aménagement du territoire et de la mobilité
- La Direction de la valorisation du cadre de vie
- La Direction du développement économique, attractivité et transition écologique (pour la partie Transition écologique)
- Le service logistique

En revanche, à partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent sur le montant global des charges de personnel qui comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP] pour les services suivants :

- Direction générale
- Cabinet,
- Direction de la Communication,
- Direction des Ressources juridiques et humaines
- Direction des Systèmes d'information
- Direction de la relation citoyenne
- Direction des finances,
- Direction Ingénierie et évaluation des politiques publiques

Ces clés de répartition propres à chaque service sont définies telles qu'exposées dans le tableau présenté en annexe 2.

Concernant le régime indemnitaire, il est proposé que le coût soit partagé entre les collectivités selon la clé de répartition propre à chaque direction / service.

2. Les autres charges de fonctionnement

Depuis 2020, conformément à l'avenant n°1, d'autres charges de fonctionnement sont prises en compte (annexe 4).



Elles concernent :

- les dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun (A). Leur répartition se fera sur la base de la clé de répartition liée au service à l'origine de la dépense (annexe 2) ;
- les autres charges de gestion (B) seront réparties selon une clé de répartition identique à tous les services et sera basée sur les dépenses de gestion réalisées en 2018 par chacune des collectivités et établissement publics, soit 79,49 € % pour la ville, 17,07 % pour la communauté et 3,44 % pour le CCAS ;
- les charges de structures (C) liées aux bâtiments concernés par la mutualisation de la ville et de la communauté (listés en annexe 3) devront faire l'objet d'une répartition sur la base des m² occupés par les deux collectivités. Cette dernière pourra évoluer en fonction des m² occupés. Cette répartition s'appliquera depuis 2020 sur l'évolution des charges de structure par rapport à l'année de référence N-1. Il est précisé que le CCAS n'est pas concerné pour ce poste de dépense.

Les dépenses catégorisées en « A » et « B » conviennent d'être distinguées car les dépenses « A » sont rattachées à un service spécifique où les clés de répartition par service commun peuvent s'appliquer. A l'inverse, les dépenses « B » sont générales et concernent l'activité globale des trois entités.

S'agissant du CCAS, le périmètre des dépenses "B" se limite à la téléphonie et la reprographie.

La liste des dépenses de fonctionnement prises en compte est détaillée en annexe 4 par catégorie de dépenses (A, B et C) ainsi que les clés de répartition liées.

3. Attribution de compensation d'investissement

Les dépenses d'investissement en lien avec la mutualisation font l'objet d'une attribution de compensation d'investissement de la ville au bénéfice de la communauté. Ces dépenses seront validées lors des arbitrages budgétaires.

Leur affectation sera basée sur la clé de répartition des services communs en lien avec la dépense.

- les charges de structures (C) liées aux bâtiments concernés par la mutualisation de la ville et de la communauté (listés en annexe 3) devront faire l'objet d'une répartition sur la base des m² occupés par les deux collectivités. Cette dernière pourra évoluer en fonction des m² occupés. Cette répartition s'appliquera depuis 2020 sur l'évolution des charges de structure par rapport à l'année de référence N-1. Il est précisé que le CCAS n'est pas concerné pour ce poste de dépense.

Les dépenses catégorisées en « A » et « B » conviennent d'être distinguées car les dépenses « A » sont rattachées à un service spécifique où les clés de répartition par service commun peuvent s'appliquer. A l'inverse, les dépenses « B » sont générales et concernent l'activité globale des trois entités.

S'agissant du CCAS, le périmètre des dépenses "B" se limite à la téléphonie et la reprographie.



La liste des dépenses de fonctionnement prises en compte est détaillée en annexe 4 par catégorie de dépenses (A, B et C) ainsi que les clés de répartition liées.

ARTICLE 3 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION

L'entrée en vigueur de la présente convention s'effectue le 1^{er} janvier 2024 pour une durée indéterminée sauf dispositions contraires de l'article 2.

Fait à AUXERRE, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Communauté

Monsieur le vice-président en charge de la mutualisation

Francis HEURLEY

Pour la Commune

Monsieur le Maire,

Crescent MARAULT

Annexes:

Annexe n°1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

Annexe n°2 : clés de répartition

Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées



Annexe 1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

		Paie définitive décembre 2019 (Ville) ou projetées 2023 (CCAS)				
Services mutualisés		Total charges de personnel 2019	Dont Ville	Dont CA	Dont CCAS (à partir de 2023)	
Direction	Services					
Services supports	Direction générale des services et cabinet	Direction générale et cabinet	499 568,97 €	434 312,37 €	65 256,60 €	
		Communication	484 776,66 €	375 862,66 €	108 914,00 €	
		Sous total	984 345,63 €	810 175,04 €	174 170,60 €	
	Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	287 023,09 €	243 392,41 €	43 630,68 €	
		Archives	137 456,20 €	137 456,20 €		
		Commande publique	309 069,94 €	277 771,25 €	31 298,69 €	
		Ressources humaines	1 057 279,81 €	873 232,54 €	184 047,27 €	
		Direction	94 715,00 €	94 715,00 €		
	Sous total	1 885 544,04 €	1 626 567,40 €	258 976,64 €		
	Direction Système d'information et relation citoyenne	@ services	573 833,81 €	466 458,23 €	57 757,58 €	49 618,00 €
		Accueil	433 898,77 €	397 625,79 €	36 272,98 €	
		Sous total	1 007 732,58 €	864 084,02 €	94 030,56 €	49 618,00 €
	Direction des Finances	Finances	513 161,31 €	379 968,79 €	133 192,52 €	
Direction de l'ingénierie et de l'évaluation	Contrôle de gestion	224 591,57 €	171 393,45 €	53 198,12 €		
TOTAL Services supports		4 615 375,13 €	3 852 188,70 €	713 568,44 €	49 618,00 €	
Services opérationnelles	Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	238 588,71 €	175 035,08 €	63 553,63 €	
		Aménagement, gestion et entretien de la voirie	1 083 463,02 €	1 083 463,02 €		
		Patrimoine : programmation, entretien et maintenance	1 917 313,04 €	1 848 528,47 €	68 784,57 €	
		Sous total	3 239 364,77 €	3 107 026,57 €	132 338,20 €	
	Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire	Conception des espaces publics	222 615,12 €	222 615,12 €		
		Direction et service foncier	265 902,67 €	252 838,67 €	13 064,00 €	
		Droits des sols	128 830,88 €	126 001,62 €	2 829,26 €	
		Stratégie urbaine, planification	105 895,45 €	67 696,01 €	38 199,44 €	
		Sous total	723 244,12 €	669 151,41 €	54 092,71 €	
	Service de la logistique	Logistique	472 127,79 €	434 563,29 €	37 564,50 €	
	Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	178 509,29 €	178 509,29 €		
		Contrat Travaux	154 919,00 €	154 919,00 €		
		Entretien de l'espace public	2 852 606,39 €	2 852 606,39 €		
Atelier		408 939,98 €	371 375,48 €	37 564,50 €		
Sous total		3 594 974,66 €	3 557 410,16 €	37 564,50 €		
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Énergie environnement	297 500,35 €	175 059,32 €	122 441,03 €		
TOTAL Services opérationnelles		8 327 211,69 €	7 943 210,75 €	384 000,94 €	-00 €	
Total services mutualisés		12 942 586,83 €	11 795 399,45 €	1 097 569,38 €	49 618,00 €	



Annexe n°2 : clés de répartition

Services mutualisés		Clé de répartition	Année référence	2022			Poids ville	Poids CA	Poids CCAS
Direction	Services			Données ville	Données CA	Données CCAS			
Direction générale des services et cabinet	Direction générale des services et cabinet	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Communication	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	Nombre de délibérations et d'arrêtés réglementaires et décisions	N-1	201 et 1 806	251 et 493		54,70 %	45,30 %	
	Archives	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Commande publique	Nombre de lots passés	N-1	50	64		43,86 %	56,14 %	
	Ressources humaines	Nombres de feuilles de paie	N	7 754	5 640		57,89 %	42,11 %	
Direction des systèmes d'information et de la relation citoyenne	Accueil téléphonique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	@ service	Nombre d'ordinateurs	N	278	265	37	47,94 %	45,69 %	6,38 %
Finances	Finances	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction ingénierie et Evaluation des PP	Ingénierie et évaluation	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		90,74 %	9,26 %	
	Aménagement de l'espace public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Patrimoine : programmation, entretien et maintenance	m² de planchers assurés et entretenus	N-1	256 037	11 177		95,82 %	4,18 %	
Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire	Conception des espaces publics	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Direction et service foncier								
	Droits des sols								
	Stratégie urbaine, planification								
Service de la logistique	Logistique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		77,99 %	22,01 %	
	Contrat travaux	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Entretien du domaine public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Atelier	Nombres d'heures de main d'oeuvre	N-1	4 494	1 897		70,32 %	29,68 %	
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Energie environnement	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Autres charges de gestion « B »		Au prorata des dépenses de gestion	2018	456 433 € sur 568 140,32 €	97 998 € sur 568 140,32 €	19 762,79 € sur 568 140,32 €	79,49 %	17,07 %	3,44 %
Charges de structure « C »		Au prorata des surfaces occupées	2019	23 567 m² sur 25 288 m²	1 721 m² sur 25 288 m²		93,20 %	6,80 %	



Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Collectivité	Bâtiments	m ²
Ville	Hôtel de ville	3 975
	Mairie Annexe	1 751
	Ecole rue de Paris – DRH	283
	Centre technique Municipal	6 232
	Atelier et logement de la Maladière	4 513
	Pavillon Gérot	359
	Bottes d'Or	189
	Centre horticole	3 427
	PC jardiniers centre ville (C.Hort.)	119
	PC jardiniers Emile Bernard	292
	PC jardiniers Rive Droite	100
	PC jardiniers secteur sud	201
	Service voirie	423
	Service signalisation	1 184
	Boutisses B – cadre de vie	519
Sous total	23 567	
Communauté d'Agglomération	Siège CA	1 017
	Parking Monop	-
	Boutisses D – Patrimoine bâtie	704
	Sous total	1 721
TOTAL		25 288



Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées

Nature de la dépense		Contenu de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
A	Dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun	Prestations extérieures, contrats de services rattachés, maintenance métier, maintenance logiciel, magazines, frais de fonctionnement divers, etc.	Coûts identifiables et directement imputables aux services concernés. Partage du coût en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage du coût	Clé du service commun à l'origine de la dépense (cf. annexe 2 de la convention)
B	Autres charges de gestion	Affranchissement, téléphonie, fournitures, etc.	Coûts de fonctionnement du service commun qui ne peuvent pas être imputés directement aux services. Répartition du coût en fonction du poids des charges de gestion 2018	Partage du coût	En fonction des charges de gestion 2018 (soit 79,49 % pour la ville, 17,07 % pour la communauté, 3,44 % pour le CCAS)
C	Charges de structure	Charges locatives ou de copropriété, fluides, petit entretien, taxes, assurance et nettoyage, maintenance bâtiment, gardiennage éventuel, etc.	Définition du coût des bâtiments. Refacturation de la croissance des charges au prorata des surfaces occupées par les services en 2018	Partage de la croissance	En fonction des surfaces occupées en 2018 (soit 93,19 % pour la ville et 6,81 % pour la Communauté d'Agglomération)



**AVENANT N°1 A LA CONVENTION DU SERVICE COMMUN
ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS ET LA
COMMUNE D'AUXERRE
DIRECTION DE LA RELATION CITOYENNE**

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ENTRE

La Communauté d'agglomération de l'auxerrois représentée par Francis HEURLEY, son vice-président en charge de la mutualisation, dûment autorisé à cet effet, par délibération du conseil communautaire du 21 décembre 2023,

Ci-après désignée « la Communauté »

D'une part ;

ET

La Commune d'Auxerre, représentée par Crescent MARAULT, son Maire, dûment autorisé à cet effet, par délibération du 21 décembre 2023,

Ci-après désignée « la Commune »

Par convention datée du 16 décembre 2022, la Communauté et la Commune ont créé le service commun de la relation citoyenne.

Aujourd'hui, il est nécessaire, de contractualiser un premier avenant afin d'actualiser les postes et le partage des charges de ce service commun entre la Communauté et la Commune.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu les statuts de la Communauté ;

Vu le schéma de mutualisation

Vu les dispositions de l'article L. 5211-4-2 du CGCT ;

Vu l'avis du comité social territorial du 27 novembre 2023 ;



ARTICLE 1 : SITUATION DES AGENTS DU SERVICE COMMUN

Les fonctionnaires et agents contractuels de la Commune qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou une partie de service mis en commun sont transférés de plein droit à la Communauté.

Accueil	
Agent/e d'accueil	8
Agent/e de reprographie	2
Coordonnateur/trice	1

ARTICLE 2 : EVOLUTION DES CONDITIONS FINANCIÈRES ET MODALITÉS DE REMBOURSEMENT

L'article 4 de la convention initiale est rédigé, désormais, comme suit :

La commune assure sa part de financement des dépenses des services communs par la réduction de son attribution de compensation.

Si des recettes sont encaissées en lien avec ces dépenses, il conviendra de les prendre en compte dans le calcul de l'attribution de compensation.

Chaque année, et à compter du 1^{er} janvier 2024, a lieu un calcul des services communs au moment de la construction du budget primitif de l'année N avec un impact sur l'attribution de compensation en N de la ville.

Un ajustement définitif sera réalisé en N+1 au moment de l'établissement du compte administratif N sur l'attribution de compensation N+1 de la ville.

Le coût des services communs comprend :

1. Les charges liées au personnel

Les charges de personnel du périmètre commun en 2019 ont été évaluées à 12 892 968,83 €, dont 11 795 399,45 € pour la ville et 1 097 569,38 € pour la CA.

Ce montant 2019 a été amendé, afin d'intégrer la mutualisation du service commun Informatique entre la Communauté de l'Auxerrois, la Ville d'Auxerre et son CCAS, projeté en 2023 à 49 618 €.

Le coût des charges de personnel de référence 2019 pour la ville et la Communauté d'agglomération, et 2023 pour le CCAS est donc projeté à 12 942 586,83 €. Ce montant reste



projeté sur 2023 car il faut attendre l'exécution 2023 pour connaître le coût définitif du service commun informatique avec l'intégration d'un agent historiquement CCAS.

Le détail de ces dépenses est joint en annexe 1.

Le montant de la réduction de l'attribution de compensation pour 2019 a été fixé en fonction du montant réalisé des charges de personnel 2019, soit 11 795 399,45 €. Ces charges comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP]. Le récapitulatif des charges de personnel sur 2019 est joint en annexe 1.

A partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent uniquement sur l'évolution des charges de personnel par rapport à l'année de référence 2019 pour les services suivants :

- La Direction du Patrimoine et de l'aménagement de l'espace public
- La Direction de stratégie et de l'aménagement du territoire et de la mobilité
- La Direction de la valorisation du cadre de vie
- La Direction du développement économique, attractivité et transition écologique (pour la partie Transition écologique)
- Le service logistique

En revanche, à partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent sur le montant global des charges de personnel qui comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP] pour les services suivants :

- Direction générale
- Cabinet,
- Direction de la Communication,
- Direction des Ressources juridiques et humaines
- Direction des Systèmes d'information
- Direction de la relation citoyenne
- Direction des finances,
- Direction Ingénierie et évaluation des politiques publiques

Ces clés de répartition propres à chaque service sont définies telles qu'exposées dans le tableau présenté en annexe 2.

Concernant le régime indemnitaire, il est proposé que le coût soit partagé entre les collectivités selon la clé de répartition propre à chaque direction / service.

2. Les autres charges de fonctionnement

Depuis 2020, conformément à l'avenant n°1, d'autres charges de fonctionnement sont prises en compte (annexe 4).

Elles concernent :

- les dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun (A). Leur répartition se fera sur la base de la clé de répartition liée au service à l'origine de la dépense (annexe 2) ;



- les autres charges de gestion (B) seront réparties selon une clé de répartition identique à tous les services et sera basée sur les dépenses de gestion réalisées en 2018 par chacune des collectivités et établissements publics, soit 79,49 € % pour la ville, 17,07 % % pour la communauté et 3,44 % pour le CCAS ;

- les charges de structures (C) liées aux bâtiments concernés par la mutualisation de la ville et de la communauté (listés en annexe 3) devront faire l'objet d'une répartition sur la base des m² occupés par les deux collectivités. Cette dernière pourra évoluer en fonction des m² occupés. Cette répartition s'appliquera depuis 2020 sur l'évolution des charges de structure par rapport à l'année de référence N-1. Il est précisé que le CCAS n'est pas concerné pour ce poste de dépense.

Les dépenses catégorisées en « A » et « B » conviennent d'être distinguées car les dépenses « A » sont rattachées à un service spécifique où les clés de répartition par service commun peuvent s'appliquer. A l'inverse, les dépenses « B » sont générales et concernent l'activité globale des trois entités.

S'agissant du CCAS, le périmètre des dépenses "B" se limite à la téléphonie et la reprographie.

La liste des dépenses de fonctionnement prises en compte est détaillée en annexe 4 par catégorie de dépenses (A, B et C) ainsi que les clés de répartition liées.

3. Attribution de compensation d'investissement

Les dépenses d'investissement en lien avec la mutualisation font l'objet d'une attribution de compensation d'investissement de la ville au bénéfice de la communauté. Ces dépenses seront validées lors des arbitrages budgétaires.

Leur affectation sera basée sur la clé de répartition des services communs en lien avec la dépense.

ARTICLE 3 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION

L'entrée en vigueur de la présente convention s'effectue le 1^{er} janvier 2024 pour une durée indéterminée sauf dispositions contraires de l'article 2.



Fait à AUXERRE, en deux exemplaires originaux, le XXX

Pour la Communauté

Pour la Commune

Monsieur le vice-président en charge de la
mutualisation

Monsieur le Maire

Annexes:

Annexe n°1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

Annexe n°2 : clés de répartition

Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées



Annexe 1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

Services mutualisés		Paie définitive décembre 2019 (Ville) ou projetées 2023 (CCAS)				
		Total charges de personnel 2019	Dont Ville	Dont CA	Dont CCAS (à partir de 2023)	
Direction	Services					
Services supports	Direction générale des services et cabinet	Direction générale et cabinet	499 568,97 €	434 312,37 €	65 256,60 €	
		Communication	484 776,66 €	375 862,66 €	108 914,00 €	
		Sous total	984 345,63 €	810 175,04 €	174 170,60 €	
	Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	287 023,09 €	243 392,41 €	43 630,68 €	
		Archives	137 456,20 €	137 456,20 €		
		Commande publique	309 069,94 €	277 771,25 €	31 298,69 €	
		Ressources humaines	1 057 279,81 €	873 232,54 €	184 047,27 €	
		Direction	94 715,00 €	94 715,00 €		
	Sous total	1 885 544,04 €	1 626 567,40 €	258 976,64 €		
	Direction Système d'information et relation citoyenne	@ services	573 833,81 €	466 458,23 €	57 757,58 €	49 618,00 €
		Accueil	433 898,77 €	397 625,79 €	36 272,98 €	
		Sous total	1 007 732,58 €	864 084,02 €	94 030,56 €	49 618,00 €
	Direction des Finances	Finances	513 161,31 €	379 968,79 €	133 192,52 €	
	Direction de l'ingénierie et de l'évaluation	Contrôle de gestion	224 591,57 €	171 393,45 €	53 198,12 €	
	TOTAL Services supports		4 615 375,13 €	3 852 188,70 €	713 568,44 €	49 618,00 €
	Services opérationnelles	Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	238 588,71 €	175 035,08 €	63 553,63 €
Aménagement, gestion et entretien de la voirie			1 083 463,02 €	1 083 463,02 €		
Patrimoine : programmation, entretien et maintenance			1 917 313,04 €	1 848 528,47 €	68 784,57 €	
Sous total			3 239 364,77 €	3 107 026,57 €	132 338,20 €	
Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire		Conception des espaces publics	222 615,12 €	222 615,12 €		
		Direction et service foncier	265 902,67 €	252 838,67 €	13 064,00 €	
		Droits des sols	128 830,88 €	126 001,62 €	2 829,26 €	
		Stratégie urbaine, planification	105 895,45 €	67 696,01 €	38 199,44 €	
		Sous total	723 244,12 €	669 151,41 €	54 092,71 €	
Service de la logistique		Logistique	472 127,79 €	434 563,29 €	37 564,50 €	
Direction de la valorisation du cadre de vie		Direction	178 509,29 €	178 509,29 €		
		Contrat Travaux	154 919,00 €	154 919,00 €		
		Entretien de l'espace public	2 852 606,39 €	2 852 606,39 €		
	Atelier	408 939,98 €	371 375,48 €	37 564,50 €		
	Sous total	3 594 974,66 €	3 557 410,16 €	37 564,50 €		
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Énergie environnement	297 500,35 €	175 059,32 €	122 441,03 €		
TOTAL Services opérationnelles		8 327 211,69 €	7 943 210,75 €	384 000,94 €	-00 €	
Total services mutualisés		12 942 586,83 €	11 795 399,45 €	1 097 569,38 €	49 618,00 €	



Annexe n°2 : clés de répartition

Services mutualisés		Clé de répartition	Année référence	2022			Poids ville	Poids CA	Poids CCAS
Direction	Services			Données ville	Données CA	Données CCAS			
Direction générale des services et cabinet	Direction générale des services et cabinet	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Communication	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	Nombre de délibérations et d'arrêtés réglementaires et décisions	N-1	201 et 1 806	251 et 493		54,70 %	45,30 %	
	Archives	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Commande publique	Nombre de lots passés	N-1	50	64		43,86 %	56,14 %	
	Ressources humaines	Nombres de feuilles de paie	N	7 754	5 640		57,89 %	42,11 %	
Direction des systèmes d'information et de la relation citoyenne	Accueil téléphonique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	@ service	Nombre d'ordinateurs	N	278	265	37	47,94 %	45,69 %	6,38 %
Finances	Finances	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction ingénierie et Evaluation des PP	Ingénierie et évaluation	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		90,74 %	9,26 %	
	Aménagement de l'espace public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Patrimoine : programmation, entretien et maintenance	m² de planchers assurés et entretenus	N-1	256 037	11 177		95,82 %	4,18 %	
Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire	Conception des espaces publics	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Direction et service foncier								
	Droits des sols								
	Stratégie urbaine, planification								
Service de la logistique	Logistique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		77,99 %	22,01 %	
	Contrat travaux	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Entretien du domaine public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Atelier	Nombres d'heures de main d'oeuvre	N-1	4 494	1 897		70,32 %	29,68 %	
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Energie environnement	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Autres charges de gestion « B »		Au prorata des dépenses de gestion	2018	456 433 € sur 568 140,32 €	97 998 € sur 568 140,32 €	19 762,79 € sur 568 140,32 €	79,49 %	17,07 %	3,44 %
Charges de structure « C »		Au prorata des surfaces occupées	2019	23 567 m² sur 25 288 m²	1 721 m² sur 25 288 m²		93,20 %	6,80 %	



Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Collectivité	Bâtiments	m ²
Ville	Hôtel de ville	3 975
	Mairie Annexe	1 751
	Ecole rue de Paris – DRH	283
	Centre technique Municipal	6 232
	Atelier et logement de la Maladière	4 513
	Pavillon Gérot	359
	Bottes d'Or	189
	Centre horticole	3 427
	PC jardiniers centre ville (C.Hort.)	119
	PC jardiniers Emile Bernard	292
	PC jardiniers Rive Droite	100
	PC jardiniers secteur sud	201
	Service voirie	423
	Service signalisation	1 184
	Boutisses B – cadre de vie	519
Sous total	23 567	
Communauté d'Agglomération	Siège CA	1 017
	Parking Monop	-
	Boutisses D – Patrimoine bâtie	704
	Sous total	1 721
TOTAL		25 288



Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées

Nature de la dépense		Contenu de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
A	Dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun	Prestations extérieures, contrats de services rattachés, maintenance métier, maintenance logiciel, magazines, frais de fonctionnement divers, etc.	Coûts identifiables et directement imputables aux services concernés. Partage du coût en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage du coût	Clé du service commun à l'origine de la dépense (cf. annexe 2 de la convention)
B	Autres charges de gestion	Affranchissement, téléphonie, fournitures, etc.	Coûts de fonctionnement du service commun qui ne peuvent pas être imputés directement aux services. Répartition du coût en fonction du poids des charges de gestion 2018	Partage du coût	En fonction des charges de gestion 2018 (soit 79,49 % pour la ville, 17,07 % pour la communauté, 3,44 % pour le CCAS)
C	Charges de structure	Charges locatives ou de copropriété, fluides, petit entretien, taxes, assurance et nettoyage, maintenance bâtiment, gardiennage éventuel, etc.	Définition du coût des bâtiments. Refacturation de la croissance des charges au prorata des surfaces occupées par les services en 2018	Partage de la croissance	En fonction des surfaces occupées en 2018 (soit 93,19 % pour la ville et 6,81 % pour la Communauté d'Agglomération)



**AVENANT N°2 A LA CONVENTION DU SERVICE COMMUN
ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS ET LA
COMMUNE D'AUXERRE
CABINET DU MAIRE/PRÉSIDENT**

ENTRE

La Communauté d'agglomération de l'auxerrois représentée par Francis HEURLEY, son vice-président en charge de la mutualisation, dûment autorisé à cet effet par délibération du conseil communautaire du 21 décembre 2023,

Ci après désignée « la Communauté »

D'une part ;

ET

La Commune d'Auxerre, représentée par Crescent MARAULT, son Maire, dûment autorisé à cet effet par délibération du 21 décembre 2023,

Ci après désignée « la Commune »

Par convention en date du 21 décembre 2018, la commune d'Auxerre et la Communauté d'agglomération de l'auxerrois ont créé des services communs.

Par avenant n°1, en date du 20 décembre 2019, cette convention a été modifiée afin d'actualiser les postes et les conditions financières liées à ce service commun.

Il est aujourd'hui nécessaire de contractualiser un avenant n°2 afin d'actualiser les postes et le partage des charges de ce service commun entre la Communauté et la Commune.



Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;
 Vu les statuts de la Communauté ;
 Vu le schéma de mutualisation ;
 Vu les dispositions de l'article L. 5211-4-2 du CGCT ;
 Vu l'avis du comité social territorial du 27 novembre 2023 ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} : ACTUALISATION DES POSTES

L'article 2 de la convention portant création d'un service commun cabinet du Maire/Président est modifié comme suit :

Les postes occupés par les fonctionnaires et agents contractuels, répondent en totalité aux missions dans un service ou une partie de service mis en commun et sont dépendants de plein droit à la Communauté.

Les postes concernés par cette situation :

2019	
Postes ville d'Auxerre	Postes Communauté de l'Auxerrois
1 Directeur de cabinet (TNC 23/35)	1 Directeur de cabinet (TNC 12/35)

ARTICLE 2 : EVOLUTION DES CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES DE REMBOURSEMENT

L'article 4 de la convention initiale est rédigé, désormais, comme suit :

La commune assure sa part de financement des dépenses des services communs par la réduction de son attribution de compensation.

Si des recettes sont encaissées en lien avec ces dépenses, il conviendra de les prendre en compte dans le calcul de l'attribution de compensation.

Chaque année, et à compter du 1^{er} janvier 2024, a lieu un calcul des services communs au moment de la construction du budget primitif de l'année N avec un impact sur l'attribution de compensation en N de la ville.

Un ajustement définitif sera réalisé en N+1 au moment de l'établissement du compte administratif N sur l'attribution de compensation N+1 de la ville.



Le coût des services communs comprend :

1. Les charges liées au personnel

Les charges de personnel du périmètre commun en 2019 ont été évaluées à 12 892 968,83 €, dont 11 795 399,45 € pour la ville et 1 097 569,38 € pour la CA.

Ce montant 2019 a été amendé, afin d'intégrer la mutualisation du service commun Informatique entre la Communauté de l'Auxerrois, la Ville d'Auxerre et son CCAS, projeté en 2023 à 49 618 €.

Le coût des charges de personnel de référence 2019 pour la ville et la Communauté d'agglomération, et 2023 pour le CCAS est donc projeté à 12 942 586,83 €. Ce montant reste projeté sur 2023 car il faut attendre l'exécution 2023 pour connaître le coût définitif du service commun informatique avec l'intégration d'un agent historiquement CCAS.

Le détail de ces dépenses est joint en annexe 1.

Le montant de la réduction de l'attribution de compensation pour 2019 a été fixé en fonction du montant réalisé des charges de personnel 2019, soit 11 795 399,45 €. Ces charges comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP]. Le récapitulatif des charges de personnel sur 2019 est joint en annexe 1.

A partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent uniquement sur l'évolution des charges de personnel par rapport à l'année de référence 2019 pour les services suivants :

- La Direction du Patrimoine et de l'aménagement de l'espace public
- La Direction de stratégie et de l'aménagement du territoire et de la mobilité
- La Direction de la valorisation du cadre de vie
- La Direction du développement économique, attractivité et transition écologique (pour la partie Transition écologique)
- Le service logistique

En revanche, à partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent sur le montant global des charges de personnel qui comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP] pour les services suivants :

- Direction générale
- Cabinet,
- Direction de la Communication,
- Direction des Ressources juridiques et humaines
- Direction des Systèmes d'information
- Direction de la relation citoyenne
- Direction des finances,
- Direction Ingénierie et évaluation des politiques publiques

Ces clés de répartition propres à chaque service sont définies telles qu'exposées dans le tableau présenté en annexe 2.

Concernant le régime indemnitaire, il est proposé que le coût soit partagé entre les collectivités selon la clé de répartition propre à chaque direction / service.



1. Les autres charges de fonctionnement

Depuis 2020, conformément à l'avenant n°1, d'autres charges de fonctionnement sont prises en compte (annexe 4).

Elles concernent :

- les dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun (A). Leur répartition se fera sur la base de la clé de répartition liée au service à l'origine de la dépense (annexe 2) ;
- les autres charges de gestion (B) seront réparties selon une clé de répartition identique à tous les services et sera basée sur les dépenses de gestion réalisées en 2018 par chacune des collectivités et établissements publics, soit 79,49 € % pour la ville, 17,07 % % pour la communauté et 3,44 % pour le CCAS ;
- les charges de structures (C) liées aux bâtiments concernés par la mutualisation de la ville et de la communauté (listés en annexe 3) devront faire l'objet d'une répartition sur la base des m² occupés par les deux collectivités. Cette dernière pourra évoluer en fonction des m² occupés. Cette répartition s'appliquera depuis 2020 sur l'évolution des charges de structure par rapport à l'année de référence N-1. Il est précisé que le CCAS n'est pas concerné pour ce poste de dépense.

Les dépenses catégorisées en « A » et « B » conviennent d'être distinguées car les dépenses « A » sont rattachées à un service spécifique où les clés de répartition par service commun peuvent s'appliquer. A l'inverse, les dépenses « B » sont générales et concernent l'activité globale des trois entités.

S'agissant du CCAS, le périmètre des dépenses "B" se limite à la téléphonie et la reprographie.

La liste des dépenses de fonctionnement prises en compte est détaillée en annexe 4 par catégorie de dépenses (A, B et C) ainsi que les clés de répartition liées.

2. Attribution de compensation d'investissement

Les dépenses d'investissement en lien avec la mutualisation font l'objet d'une attribution de compensation d'investissement de la ville au bénéfice de la communauté. Ces dépenses seront validées lors des arbitrages budgétaires.

Leur affectation sera basée sur la clé de répartition des services communs en lien avec la dépense.



ARTICLE 3 : ENTRÉE EN VIGUEUR

L'entrée en vigueur du présent avenant s'effectue le 1^{er} janvier 2024 pour une durée indéterminée sauf dispositions contraires de l'article 2.

Fait à AUXERRE, en deux exemplaires originaux, le XXX

Pour la Communauté

Pour la Commune

Monsieur le vice-président en charge de la mutualisation

Monsieur le Maire

Annexes :

Annexe n°1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

Annexe n°2 : clés de répartition

Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées



Annexe 1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

		Paie définitive décembre 2019 (Ville) ou projetées 2023 (CCAS)				
Services mutualisés		Total charges de personnel 2019	Dont Ville	Dont CA	Dont CCAS (à partir de 2023)	
Direction	Services					
Services supports	Direction générale des services et cabinet	Direction générale et cabinet	499 568,97 €	434 312,37 €	65 256,60 €	
		Communication	484 776,66 €	375 862,66 €	108 914,00 €	
		Sous total	984 345,63 €	810 175,04 €	174 170,60 €	
	Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	287 023,09 €	243 392,41 €	43 630,68 €	
		Archives	137 456,20 €	137 456,20 €		
		Commande publique	309 069,94 €	277 771,25 €	31 298,69 €	
		Ressources humaines	1 057 279,81 €	873 232,54 €	184 047,27 €	
		Direction	94 715,00 €	94 715,00 €		
	Sous total	1 885 544,04 €	1 626 567,40 €	258 976,64 €		
	Direction Système d'information et relation citoyenne	@ services	573 833,81 €	466 458,23 €	57 757,58 €	49 618,00 €
		Accueil	433 898,77 €	397 625,79 €	36 272,98 €	
		Sous total	1 007 732,58 €	864 084,02 €	94 030,56 €	49 618,00 €
	Direction des Finances	Finances	513 161,31 €	379 968,79 €	133 192,52 €	
	Direction de l'ingénierie et de l'évaluation	Contrôle de gestion	224 591,57 €	171 393,45 €	53 198,12 €	
	TOTAL Services supports		4 615 375,13 €	3 852 188,70 €	713 568,44 €	49 618,00 €
Services opérationnelles	Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	238 588,71 €	175 035,08 €	63 553,63 €	
		Aménagement, gestion et entretien de la voirie	1 083 463,02 €	1 083 463,02 €		
		Patrimoine : programmation, entretien et maintenance	1 917 313,04 €	1 848 528,47 €	68 784,57 €	
		Sous total	3 239 364,77 €	3 107 026,57 €	132 338,20 €	
	Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire	Conception des espaces publics	222 615,12 €	222 615,12 €		
		Direction et service foncier	265 902,67 €	252 838,67 €	13 064,00 €	
		Droits des sols	128 830,88 €	126 001,62 €	2 829,26 €	
		Stratégie urbaine, planification	105 895,45 €	67 696,01 €	38 199,44 €	
	Sous total	723 244,12 €	669 151,41 €	54 092,71 €		
	Service de la logistique	Logistique	472 127,79 €	434 563,29 €	37 564,50 €	
	Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	178 509,29 €	178 509,29 €		
		Contrat Travaux	154 919,00 €	154 919,00 €		
		Entretien de l'espace public	2 852 606,39 €	2 852 606,39 €		
		Atelier	408 939,98 €	371 375,48 €	37 564,50 €	
	Sous total	3 594 974,66 €	3 557 410,16 €	37 564,50 €		
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Énergie environnement	297 500,35 €	175 059,32 €	122 441,03 €		
TOTAL Services opérationnelles		8 327 211,69 €	7 943 210,75 €	384 000,94 €	-00 €	
Total services mutualisés		12 942 586,83 €	11 795 399,45 €	1 097 569,38 €	49 618,00 €	



Annexe n°2 : clés de répartition

Services mutualisés		Clé de répartition	Année référence	2022			Poids ville	Poids CA	Poids CCAS
Direction	Services			Données ville	Données CA	Données CCAS			
Direction générale des services et cabinet	Direction générale des services et cabinet	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Communication	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	Nombre de délibérations et d'arrêtés réglementaires et décisions	N-1	201 et 1 806	251 et 493		54,70 %	45,30 %	
	Archives	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Commande publique	Nombre de lots passés	N-1	50	64		43,86 %	56,14 %	
	Ressources humaines	Nombres de feuilles de paie	N	7 754	5 640		57,89 %	42,11 %	
Direction des systèmes d'information et de la relation citoyenne	Accueil téléphonique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	@ service	Nombre d'ordinateurs	N	278	265	37	47,94 %	45,69 %	6,38 %
Finances	Finances	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction ingénierie et Evaluation des PP	Ingénierie et évaluation	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		90,74 %	9,26 %	
	Aménagement de l'espace public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Patrimoine : programmation, entretien et maintenance	m² de planchers assurés et entretenus	N-1	256 037	11 177		95,82 %	4,18 %	
Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire	Conception des espaces publics	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Direction et service foncier								
	Droits des sols								
	Stratégie urbaine, planification								
Service de la logistique	Logistique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		77,99 %	22,01 %	
	Contrat travaux	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Entretien du domaine public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Atelier	Nombres d'heures de main d'oeuvre	N-1	4 494	1 897		70,32 %	29,68 %	
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Energie environnement	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Autres charges de gestion « B »		Au prorata des dépenses de gestion	2018	456 433 € sur 568 140,32 €	97 998 € sur 568 140,32 €	19 762,79 € sur 568 140,32 €	79,49 %	17,07 %	3,44 %
Charges de structure « C »		Au prorata des surfaces occupées	2019	23 567 m² sur 25 288 m²	1 721 m² sur 25 288 m²		93,20 %	6,80 %	



Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Collectivité	Bâtiments	m ²
Ville	Hôtel de ville	3 975
	Mairie Annexe	1 751
	Ecole rue de Paris – DRH	283
	Centre technique Municipal	6 232
	Atelier et logement de la Maladière	4 513
	Pavillon Gérot	359
	Bottes d'Or	189
	Centre horticole	3 427
	PC jardiniers centre ville (C.Hort.)	119
	PC jardiniers Emile Bernard	292
	PC jardiniers Rive Droite	100
	PC jardiniers secteur sud	201
	Service voirie	423
	Service signalisation	1 184
	Boutisses B – cadre de vie	519
	Sous total	23 567
Communauté d'Agglomération	Siège CA	1 017
	Parking Monop	-
	Boutisses D – Patrimoine bâtie	704
	Sous total	1 721
TOTAL		25 288



Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées

Nature de la dépense		Contenu de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
A	Dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun	Prestations extérieures, contrats de services rattachés, maintenance métier, maintenance logiciel, magazines, frais de fonctionnement divers, etc.	Coûts identifiables et directement imputables aux services concernés. Partage du coût en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage du coût	Clé du service commun à l'origine de la dépense (cf. annexe 2 de la convention)
B	Autres charges de gestion	Affranchissement, téléphonie, fournitures, etc.	Coûts de fonctionnement du service commun qui ne peuvent pas être imputés directement aux services. Répartition du coût en fonction du poids des charges de gestion 2018	Partage du coût	En fonction des charges de gestion 2018 (soit 79,49 % pour la ville, 17,07 % pour la communauté, 3,44 % pour le CCAS)
C	Charges de structure	Charges locatives ou de copropriété, fluides, petit entretien, taxes, assurance et nettoyage, maintenance bâtiment, gardiennage éventuel, etc.	Définition du coût des bâtiments. Refacturation de la croissance des charges au prorata des surfaces occupées par les services en 2018	Partage de la croissance	En fonction des surfaces occupées en 2018 (soit 93,19 % pour la ville et 6,81 % pour la Communauté d'Agglomération)



**AVENANT N°4 A LA CONVENTION PORTANT CRÉATION
D'UN SERVICE COMMUN**

**ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS ET LA
COMMUNE D'AUXERRE**

DIRECTION DE LA COMMUNICATION

ENTRE

La **Communauté d'agglomération de l'auxerrois** représentée par Francis HEURLEY, son vice-président en charge de la mutualisation, dûment autorisé à cet effet par délibération du conseil communautaire du 21 décembre 2023,

Ci après désignée « la Communauté »

D'une part ;

ET

La **Commune d'Auxerre**, représentée par Crescent MARAULT, son Maire, dûment autorisé à cet effet par délibération du 21 décembre 2023,

Ci après désignée « la Commune »

PRÉAMBULE

Par convention en date du 21 décembre 2018, la commune d'Auxerre et la Communauté d'agglomération de l'auxerrois ont créé des services communs.

Par avenant n°1, en date du 20 décembre 2019, cette convention a été modifiée afin d'actualiser les postes et les conditions financières liées à ce service commun.

Cette direction est devenue, la direction de la communication depuis un avenant n°2, le 10 novembre 2021. Auparavant dénommée direction de la relation citoyenne.

Un troisième avenant, du 16 décembre 2022, a actualisé les postes et les conditions financières de ce service commun.

Un quatrième avenant est nécessaire pour actualiser les postes et le partage des charges de ce service commun entre la Communauté et la Commune.



Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;
 Vu les statuts de la Communauté ;
 Vu le schéma de mutualisation ;
 Vu les dispositions de l'article L. 5211-4-2 du CGCT ;
 Vu l'avis du comité social territorial du 27 novembre 2023 ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : ACTUALISATION DES POSTES

L'article 2 de la convention portant création du service commun est modifié comme suit :

Les postes occupés par les fonctionnaires et agents contractuels, répondent en totalité aux missions dans un service ou une partie de service mis en commun et sont dépendants de plein droit à la Communauté.

Les postes concernés par cette situation :

COMMUNICATION	
Chargé/e de communication	8
Directeur/trice	1

Le cas échéant, s'ajoutent à ces postes, les postes d'agents non permanents recrutés au titre de l'accroissement temporaire ou saisonnier d'activité, du remplacement temporaire de fonctionnaires ou contractuels absents.

ARTICLE 2 : EVOLUTION DES CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES DE REMBOURSEMENT

L'article 4 de la convention initiale est rédigé, désormais, comme suit :

La commune assure sa part de financement des dépenses des services communs par la réduction de son attribution de compensation.

Si des recettes sont encaissées en lien avec ces dépenses, il conviendra de les prendre en compte dans le calcul de l'attribution de compensation.

Chaque année, et à compter du 1^{er} janvier 2024, a lieu un calcul des services communs au moment de la construction du budget primitif de l'année N avec un impact sur l'attribution de compensation en N de la ville.

Un ajustement définitif sera réalisé en N+1 au moment de l'établissement du compte administratif N sur l'attribution de compensation N+1 de la ville.



Le coût des services communs comprend :

1. Les charges liées au personnel

Les charges de personnel du périmètre commun en 2019 ont été évaluées à 12 892 968,83 €, dont 11 795 399,45 € pour la ville et 1 097 569,38 € pour la CA.

Ce montant 2019 a été amendé, afin d'intégrer la mutualisation du service commun Informatique entre la Communauté de l'Auxerrois, la Ville d'Auxerre et son CCAS, projeté en 2023 à 49 618 €.

Le coût des charges de personnel de référence 2019 pour la ville et la Communauté d'agglomération, et 2023 pour le CCAS est donc projeté à 12 942 586,83 €. Ce montant reste projeté sur 2023 car il faut attendre l'exécution 2023 pour connaître le coût définitif du service commun informatique avec l'intégration d'un agent historiquement CCAS.

Le détail de ces dépenses est joint en annexe 1.

Le montant de la réduction de l'attribution de compensation pour 2019 a été fixé en fonction du montant réalisé des charges de personnel 2019, soit 11 795 399,45 €. Ces charges comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP]. Le récapitulatif des charges de personnel sur 2019 est joint en annexe 1.

A partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent uniquement sur l'évolution des charges de personnel par rapport à l'année de référence 2019 pour les services suivants :

- La Direction du Patrimoine et de l'aménagement de l'espace public
- La Direction de stratégie et de l'aménagement du territoire et de la mobilité
- La Direction de la valorisation du cadre de vie
- La Direction du développement économique, attractivité et transition écologique (pour la partie Transition écologique)
- Le service logistique

En revanche, à partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent sur le montant global des charges de personnel qui comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP] pour les services suivants :

- Direction générale
- Cabinet,
- Direction de la Communication,
- Direction des Ressources juridiques et humaines
- Direction des Systèmes d'information
- Direction de la relation citoyenne
- Direction des finances,
- Direction Ingénierie et évaluation des politiques publiques

Ces clés de répartition propres à chaque service sont définies telles qu'exposées dans le tableau présenté en annexe 2.



Concernant le régime indemnitaire, il est proposé que le coût soit partagé entre les collectivités selon la clé de répartition propre à chaque direction / service.

2. Les autres charges de fonctionnement

Depuis 2020, conformément à l'avenant n°1, d'autres charges de fonctionnement sont prises en compte (annexe 4).

Elles concernent :

- les dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun (A). Leur répartition se fera sur la base de la clé de répartition liée au service à l'origine de la dépense (annexe 2) ;

- les autres charges de gestion (B) seront réparties selon une clé de répartition identique à tous les services et sera basée sur les dépenses de gestion réalisées en 2018 par chacune des collectivités et établissement publics, soit 79,49 € % pour la ville, 17,07 % pour la communauté et 3,44 % pour le CCAS ;

- les charges de structures (C) liées aux bâtiments concernés par la mutualisation de la ville et de la communauté (listés en annexe 3) devront faire l'objet d'une répartition sur la base des m² occupés par les deux collectivités. Cette dernière pourra évoluer en fonction des m² occupés. Cette répartition s'appliquera depuis 2020 sur l'évolution des charges de structure par rapport à l'année de référence N-1. Il est précisé que le CCAS n'est pas concerné pour ce poste de dépense.

Les dépenses catégorisées en « A » et « B » conviennent d'être distinguées car les dépenses « A » sont rattachées à un service spécifique où les clés de répartition par service commun peuvent s'appliquer. A l'inverse, les dépenses « B » sont générales et concernent l'activité globale des trois entités.

S'agissant du CCAS, le périmètre des dépenses "B" se limite à la téléphonie et la reprographie.

La liste des dépenses de fonctionnement prises en compte est détaillée en annexe 4 par catégorie de dépenses (A, B et C) ainsi que les clés de répartition liées.

3. Attribution de compensation d'investissement

Les dépenses d'investissement en lien avec la mutualisation font l'objet d'une attribution de compensation d'investissement de la ville au bénéfice de la communauté. Ces dépenses seront validées lors des arbitrages budgétaires.

Leur affectation sera basée sur la clé de répartition des services communs en lien avec la dépense.



ARTICLE 3 : ENTRÉE EN VIGUEUR

L'entrée en vigueur du présent avenant s'effectue à compter du 1er janvier 2024 pour une durée indéterminée, sauf dispositions contraires de l'article 2.

Fait à AUXERRE, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Communauté

Pour la Commune

Monsieur le Vice-président en charge de la
mutualisation

Monsieur le Maire

Francis HEURLEY

Crescent MARAULT

Annexes:

Annexe n°1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

Annexe n°2 : clés de répartition

Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées



Annexe 1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

		Paie définitive décembre 2019 (Ville) ou projetées 2023 (CCAS)				
Services mutualisés		Total charges de personnel 2019	Dont Ville	Dont CA	Dont CCAS (à partir de 2023)	
Direction	Services					
Services supports	Direction générale des services et cabinet	Direction générale et cabinet	499 568,97 €	434 312,37 €	65 256,60 €	
		Communication	484 776,66 €	375 862,66 €	108 914,00 €	
		Sous total	984 345,63 €	810 175,04 €	174 170,60 €	
	Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	287 023,09 €	243 392,41 €	43 630,68 €	
		Archives	137 456,20 €	137 456,20 €		
		Commande publique	309 069,94 €	277 771,25 €	31 298,69 €	
		Ressources humaines	1 057 279,81 €	873 232,54 €	184 047,27 €	
		Direction	94 715,00 €	94 715,00 €		
	Sous total	1 885 544,04 €	1 626 567,40 €	258 976,64 €		
	Direction Système d'information et relation citoyenne	@ services	573 833,81 €	466 458,23 €	57 757,58 €	49 618,00 €
		Accueil	433 898,77 €	397 625,79 €	36 272,98 €	
		Sous total	1 007 732,58 €	864 084,02 €	94 030,56 €	49 618,00 €
	Direction des Finances	Finances	513 161,31 €	379 968,79 €	133 192,52 €	
Direction de l'ingénierie et de l'évaluation	Contrôle de gestion	224 591,57 €	171 393,45 €	53 198,12 €		
TOTAL Services supports		4 615 375,13 €	3 852 188,70 €	713 568,44 €	49 618,00 €	
Services opérationnelles	Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	238 588,71 €	175 035,08 €	63 553,63 €	
		Aménagement, gestion et entretien de la voirie	1 083 463,02 €	1 083 463,02 €		
		Patrimoine : programmation, entretien et maintenance	1 917 313,04 €	1 848 528,47 €	68 784,57 €	
		Sous total	3 239 364,77 €	3 107 026,57 €	132 338,20 €	
	Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire	Conception des espaces publics	222 615,12 €	222 615,12 €		
		Direction et service foncier	265 902,67 €	252 838,67 €	13 064,00 €	
		Droits des sols	128 830,88 €	126 001,62 €	2 829,26 €	
		Stratégie urbaine, planification	105 895,45 €	67 696,01 €	38 199,44 €	
		Sous total	723 244,12 €	669 151,41 €	54 092,71 €	
	Service de la logistique	Logistique	472 127,79 €	434 563,29 €	37 564,50 €	
	Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	178 509,29 €	178 509,29 €		
		Contrat Travaux	154 919,00 €	154 919,00 €		
		Entretien de l'espace public	2 852 606,39 €	2 852 606,39 €		
Atelier		408 939,98 €	371 375,48 €	37 564,50 €		
Sous total		3 594 974,66 €	3 557 410,16 €	37 564,50 €		
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Énergie environnement	297 500,35 €	175 059,32 €	122 441,03 €		
TOTAL Services opérationnelles		8 327 211,69 €	7 943 210,75 €	384 000,94 €	-00 €	
Total services mutualisés		12 942 586,83 €	11 795 399,45 €	1 097 569,38 €	49 618,00 €	



Annexe n°2 : clés de répartition

Services mutualisés		Clé de répartition	Année référence	2022			Poids ville	Poids CA	Poids CCAS
Direction	Services			Données ville	Données CA	Données CCAS			
Direction générale des services et cabinet	Direction générale des services et cabinet	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Communication	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	Nombre de délibérations et d'arrêtés réglementaires et décisions	N-1	201 et 1 806	251 et 493		54,70 %	45,30 %	
	Archives	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Commande publique	Nombre de lots passés	N-1	50	64		43,86 %	56,14 %	
	Ressources humaines	Nombres de feuilles de paie	N	7 754	5 640		57,89 %	42,11 %	
Direction des systèmes d'information et de la relation citoyenne	Accueil téléphonique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	@ service	Nombre d'ordinateurs	N	278	265	37	47,94 %	45,69 %	6,38 %
Finances	Finances	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction ingénierie et Evaluation des PP	Ingénierie et évaluation	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		90,74 %	9,26 %	
	Aménagement de l'espace public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Patrimoine : programmation, entretien et maintenance	m² de planchers assurés et entretenus	N-1	256 037	11 177		95,82 %	4,18 %	
Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire	Conception des espaces publics	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Direction et service foncier								
	Droits des sols								
	Stratégie urbaine, planification								
Service de la logistique	Logistique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		77,99 %	22,01 %	
	Contrat travaux	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Entretien du domaine public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Atelier	Nombres d'heures de main d'oeuvre	N-1	4 494	1 897		70,32 %	29,68 %	
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Energie environnement	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Autres charges de gestion « B »		Au prorata des dépenses de gestion	2018	456 433 € sur 568 140,32 €	97 998 € sur 568 140,32 €	19 762,79 € sur 568 140,32 €	79,49 %	17,07 %	3,44 %
Charges de structure « C »		Au prorata des surfaces occupées	2019	23 567 m² sur 25 288 m²	1 721 m² sur 25 288 m²		93,20 %	6,80 %	



Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Collectivité	Bâtiments	m ²
Ville	Hôtel de ville	3 975
	Mairie Annexe	1 751
	Ecole rue de Paris – DRH	283
	Centre technique Municipal	6 232
	Atelier et logement de la Maladière	4 513
	Pavillon Gérot	359
	Bottes d'Or	189
	Centre horticole	3 427
	PC jardiniers centre ville (C.Hort.)	119
	PC jardiniers Emile Bernard	292
	PC jardiniers Rive Droite	100
	PC jardiniers secteur sud	201
	Service voirie	423
	Service signalisation	1 184
	Boutisses B – cadre de vie	519
Sous total	23 567	
Communauté d'Agglomération	Siège CA	1 017
	Parking Monop	-
	Boutisses D – Patrimoine bâtie	704
	Sous total	1 721
TOTAL		25 288



Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées

Nature de la dépense		Contenu de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
A	Dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun	Prestations extérieures, contrats de services rattachés, maintenance métier, maintenance logiciel, magazines, frais de fonctionnement divers, etc.	Coûts identifiables et directement imputables aux services concernés. Partage du coût en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage du coût	Clé du service commun à l'origine de la dépense (cf. annexe 2 de la convention)
B	Autres charges de gestion	Affranchissement, téléphonie, fournitures, etc.	Coûts de fonctionnement du service commun qui ne peuvent pas être imputés directement aux services. Répartition du coût en fonction du poids des charges de gestion 2018	Partage du coût	En fonction des charges de gestion 2018 (soit 79,49 % pour la ville, 17,07 % pour la communauté, 3,44 % pour le CCAS)
C	Charges de structure	Charges locatives ou de copropriété, fluides, petit entretien, taxes, assurance et nettoyage, maintenance bâtiment, gardiennage éventuel, etc.	Définition du coût des bâtiments. Refacturation de la croissance des charges au prorata des surfaces occupées par les services en 2018	Partage de la croissance	En fonction des surfaces occupées en 2018 (soit 93,19 % pour la ville et 6,81 % pour la Communauté d'Agglomération)



AVENANT N°4 A LA CONVENTION PORTANT CRÉATION D'UN SERVICE COMMUN

ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS ET LA COMMUNE D'AUXERRE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE L'ATTRACTIVITÉ ET DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

ENTRE

La **Communauté d'agglomération de l'auxerrois** représentée par Francis HEURLEY, son vice-président en charge de la mutualisation, dûment autorisé à cet effet par délibération du conseil communautaire n°2020-070 du 03 septembre 2020

Ci après désignée « la Communauté »

D'une part ;

ET

La **Commune d'Auxerre**, représentée par Crescent MARAULT, son Maire, dûment autorisé à cet effet par délibération n°2020-005 du 5 juillet 2020 ;

Ci après désignée « la Commune »

Par convention en date du 21 décembre 2018, la commune d'Auxerre et la Communauté d'agglomération de l'auxerrois ont créé des services communs.

Par avenant n°1, en date du 20 décembre 2019, cette convention a été modifiée afin d'actualiser les postes et les conditions financières liées à ce service commun.

Par avenant n°2 du 10 novembre 2021, cette convention a été modifiée afin de changer le nom de cette direction, passant du service énergie environnement à direction du développement économique, de l'attractivité et de la transition écologique.

Un troisième avenant a actualisé les postes et les conditions financières de ce service commun en décembre 2022.

Un quatrième avenant est nécessaire pour actualiser les postes et le régime financier.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;



Vu les statuts de la Communauté ;
 Vu le schéma de mutualisation ;
 Vu les dispositions de l'article L. 5211-4-2 du CGCT ;
 Vu les avis du comité technique/comité social territorial des 05/12/2022, et 27/11/2023,

Considérant la nécessité d'actualiser la convention pour prendre en considération les postes du service commun et la modification d'organigramme.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1ER : ACTUALISATION DES POSTES

L'article 2 de la convention portant création du service commun est modifié comme suit :

Les postes occupés par les fonctionnaires et agents contractuels, répondent en totalité aux missions dans un service ou une partie de service mis en commun et sont dépendants de plein droit à la Communauté.

Les postes concernés par cette situation :

PCAET ENERGIE VERTE TRANSITION ECO	
Assistant/e	1
Chargé/e de mission développement durable	2
Chargé/e de mission énergies	0
Directeur/trice délégué/e	1

Le cas échéant, s'ajoutent à ces postes, les postes d'agents non permanents recrutés au titre de l'accroissement temporaire ou saisonnier d'activité, du remplacement temporaire de fonctionnaires ou contractuels absents.

ARTICLE 2 : EVOLUTION DES CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES DE REMBOURSEMENT

L'article 4 de la convention initiale est rédigé, désormais, comme suit :

La commune assure sa part de financement des dépenses des services communs par la réduction de son attribution de compensation.

Si des recettes sont encaissées en lien avec ces dépenses, il conviendra de les prendre en compte dans le calcul de l'attribution de compensation.

Chaque année, et à compter du 1^{er} janvier 2024, a lieu un calcul des services communs au moment de la construction du budget primitif de l'année N avec un impact sur l'attribution de compensation en N de la ville.



Un ajustement définitif sera réalisé en N+1 au moment de l'établissement du compte administratif N sur l'attribution de compensation N+1 de la ville.

Le coût des services communs comprend :

1. Les charges liées au personnel

Les charges de personnel du périmètre commun en 2019 ont été évaluées à 12 892 968,83 €, dont 11 795 399,45 € pour la ville et 1 097 569,38 € pour la CA.

Ce montant 2019 a été amendé, afin d'intégrer la mutualisation du service commun Informatique entre la Communauté de l'Auxerrois, la Ville d'Auxerre et son CCAS, projeté en 2023 à 49 618 €.

Le coût des charges de personnel de référence 2019 pour la ville et la Communauté d'agglomération, et 2023 pour le CCAS est donc projeté à 12 942 586,83 €. Ce montant reste projeté sur 2023 car il faut attendre l'exécution 2023 pour connaître le coût définitif du service commun informatique avec l'intégration d'un agent historiquement CCAS.

Le détail de ces dépenses est joint en annexe 1.

Le montant de la réduction de l'attribution de compensation pour 2019 a été fixé en fonction du montant réalisé des charges de personnel 2019, soit 11 795 399,45 €. Ces charges comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP]. Le récapitulatif des charges de personnel sur 2019 est joint en annexe 1.

A partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent uniquement sur l'évolution des charges de personnel par rapport à l'année de référence 2019 pour les services suivants :

- La Direction du Patrimoine et de l'aménagement de l'espace public
- La Direction de stratégie et de l'aménagement du territoire et de la mobilité
- La Direction de la valorisation du cadre de vie
- La Direction du développement économique, attractivité et transition écologique (pour la partie Transition écologique)
- Le service logistique

En revanche, à partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent sur le montant global des charges de personnel qui comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP] pour les services suivants :

- Direction générale
- Cabinet,
- Direction de la Communication,
- Direction des Ressources juridiques et humaines
- Direction des Systèmes d'information
- Direction de la relation citoyenne
- Direction des finances,
- Direction Ingénierie et évaluation des politiques publiques



Ces clés de répartition propres à chaque service sont définies telles qu'exposées dans le tableau présenté en annexe 2.

Concernant le régime indemnitaire, il est proposé que le coût soit partagé entre les collectivités selon la clé de répartition propre à chaque direction / service.

2. Les autres charges de fonctionnement

Depuis 2020, conformément à l'avenant n°1, d'autres charges de fonctionnement sont prises en compte (annexe 4).

Elles concernent :

- les dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun (A). Leur répartition se fera sur la base de la clé de répartition liée au service à l'origine de la dépense (annexe 2) ;

- les autres charges de gestion (B) seront réparties selon une clé de répartition identique à tous les services et sera basée sur les dépenses de gestion réalisées en 2018 par chacune des collectivités et établissement publics, soit 79,49 € % pour la ville, 17,07 % pour la communauté et 3,44 % pour le CCAS ;

- les charges de structures (C) liées aux bâtiments concernés par la mutualisation de la ville et de la communauté (listés en annexe 3) devront faire l'objet d'une répartition sur la base des m² occupés par les deux collectivités. Cette dernière pourra évoluer en fonction des m² occupés. Cette répartition s'appliquera depuis 2020 sur l'évolution des charges de structure par rapport à l'année de référence N-1. Il est précisé que le CCAS n'est pas concerné pour ce poste de dépense.

Les dépenses catégorisées en « A » et « B » conviennent d'être distinguées car les dépenses « A » sont rattachées à un service spécifique où les clés de répartition par service commun peuvent s'appliquer. A l'inverse, les dépenses « B » sont générales et concernent l'activité globale des trois entités.

S'agissant du CCAS, le périmètre des dépenses "B" se limite à la téléphonie et la reprographie.

La liste des dépenses de fonctionnement prises en compte est détaillée en annexe 4 par catégorie de dépenses (A, B et C) ainsi que les clés de répartition liées.

3. Attribution de compensation d'investissement

Les dépenses d'investissement en lien avec la mutualisation font l'objet d'une attribution de compensation d'investissement de la ville au bénéfice de la communauté. Ces dépenses seront validées lors des arbitrages budgétaires.

Leur affectation sera basée sur la clé de répartition des services communs en lien avec la dépense.



ARTICLE 3 : ENTRÉE EN VIGUEUR

L'entrée en vigueur du présent avenant s'effectue à compter du 1er janvier 2024 pour une durée indéterminée, sauf dispositions contraires de l'article 2.

Fait à AUXERRE, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Communauté

Pour la Commune

Monsieur le Vice-président en charge de la
mutualisation

Monsieur le Maire

Francis HEURLEY

Crescent MARAULT

Annexes:

Annexe n°1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

Annexe n°2 : clés de répartition

Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées



Annexe 1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

Services mutualisés		Paie définitive décembre 2019 (Ville) ou projetées 2023 (CCAS)				
		Total charges de personnel 2019	Dont Ville	Dont CA	Dont CCAS (à partir de 2023)	
Direction	Services					
Services supports	Direction générale des services et cabinet	Direction générale et cabinet	499 568,97 €	434 312,37 €	65 256,60 €	
		Communication	484 776,66 €	375 862,66 €	108 914,00 €	
		Sous total	984 345,63 €	810 175,04 €	174 170,60 €	
	Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	287 023,09 €	243 392,41 €	43 630,68 €	
		Archives	137 456,20 €	137 456,20 €		
		Commande publique	309 069,94 €	277 771,25 €	31 298,69 €	
		Ressources humaines	1 057 279,81 €	873 232,54 €	184 047,27 €	
		Direction	94 715,00 €	94 715,00 €		
	Sous total	1 885 544,04 €	1 626 567,40 €	258 976,64 €		
	Direction Système d'information et relation citoyenne	@ services	573 833,81 €	466 458,23 €	57 757,58 €	49 618,00 €
		Accueil	433 898,77 €	397 625,79 €	36 272,98 €	
		Sous total	1 007 732,58 €	864 084,02 €	94 030,56 €	49 618,00 €
	Direction des Finances	Finances	513 161,31 €	379 968,79 €	133 192,52 €	
	Direction de l'ingénierie et de l'évaluation	Contrôle de gestion	224 591,57 €	171 393,45 €	53 198,12 €	
	TOTAL Services supports		4 615 375,13 €	3 852 188,70 €	713 568,44 €	49 618,00 €
	Services opérationnelles	Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	238 588,71 €	175 035,08 €	63 553,63 €
Aménagement, gestion et entretien de la voirie			1 083 463,02 €	1 083 463,02 €		
Patrimoine : programmation, entretien et maintenance			1 917 313,04 €	1 848 528,47 €	68 784,57 €	
Sous total			3 239 364,77 €	3 107 026,57 €	132 338,20 €	
Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire		Conception des espaces publics	222 615,12 €	222 615,12 €		
		Direction et service foncier	265 902,67 €	252 838,67 €	13 064,00 €	
		Droits des sols	128 830,88 €	126 001,62 €	2 829,26 €	
		Stratégie urbaine, planification	105 895,45 €	67 696,01 €	38 199,44 €	
		Sous total	723 244,12 €	669 151,41 €	54 092,71 €	
Service de la logistique		Logistique	472 127,79 €	434 563,29 €	37 564,50 €	
Direction de la valorisation du cadre de vie		Direction	178 509,29 €	178 509,29 €		
		Contrat Travaux	154 919,00 €	154 919,00 €		
		Entretien de l'espace public	2 852 606,39 €	2 852 606,39 €		
	Atelier	408 939,98 €	371 375,48 €	37 564,50 €		
	Sous total	3 594 974,66 €	3 557 410,16 €	37 564,50 €		
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Énergie environnement	297 500,35 €	175 059,32 €	122 441,03 €		
TOTAL Services opérationnelles		8 327 211,69 €	7 943 210,75 €	384 000,94 €	-00 €	
Total services mutualisés		12 942 586,83 €	11 795 399,45 €	1 097 569,38 €	49 618,00 €	



Annexe n°2 : clés de répartition

Services mutualisés		Clé de répartition	Année référence	2022			Poids ville	Poids CA	Poids CCAS
Direction	Services			Données ville	Données CA	Données CCAS			
Direction générale des services et cabinet	Direction générale des services et cabinet	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Communication	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	Nombre de délibérations et d'arrêtés réglementaires et décisions	N-1	201 et 1 806	251 et 493		54,70 %	45,30 %	
	Archives	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Commande publique	Nombre de lots passés	N-1	50	64		43,86 %	56,14 %	
	Ressources humaines	Nombres de feuilles de paie	N	7 754	5 640		57,89 %	42,11 %	
Direction des systèmes d'information et de la relation citoyenne	Accueil téléphonique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	@ service	Nombre d'ordinateurs	N	278	265	37	47,94 %	45,69 %	6,38 %
Finances	Finances	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction ingénierie et Evaluation des PP	Ingénierie et évaluation	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		90,74 %	9,26 %	
	Aménagement de l'espace public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Patrimoine : programmation, entretien et maintenance	m² de planchers assurés et entretenus	N-1	256 037	11 177		95,82 %	4,18 %	
Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire	Conception des espaces publics	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Direction et service foncier								
	Droits des sols								
	Stratégie urbaine, planification								
Service de la logistique	Logistique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		77,99 %	22,01 %	
	Contrat travaux	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Entretien du domaine public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Atelier	Nombres d'heures de main d'oeuvre	N-1	4 494	1 897		70,32 %	29,68 %	
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Energie environnement	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Autres charges de gestion « B »		Au prorata des dépenses de gestion	2018	456 433 € sur 568 140,32 €	97 998 € sur 568 140,32 €	19 762,79 € sur 568 140,32 €	79,49 %	17,07 %	3,44 %
Charges de structure « C »		Au prorata des surfaces occupées	2019	23 567 m² sur 25 288 m²	1 721 m² sur 25 288 m²		93,20 %	6,80 %	



Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Collectivité	Bâtiments	m ²
Ville	Hôtel de ville	3 975
	Mairie Annexe	1 751
	Ecole rue de Paris – DRH	283
	Centre technique Municipal	6 232
	Atelier et logement de la Maladière	4 513
	Pavillon Gérot	359
	Bottes d'Or	189
	Centre horticole	3 427
	PC jardiniers centre ville (C.Hort.)	119
	PC jardiniers Emile Bernard	292
	PC jardiniers Rive Droite	100
	PC jardiniers secteur sud	201
	Service voirie	423
	Service signalisation	1 184
	Boutisses B – cadre de vie	519
Sous total	23 567	
Communauté d'Agglomération	Siège CA	1 017
	Parking Monop	-
	Boutisses D – Patrimoine bâtie	704
	Sous total	1 721
TOTAL		25 288



Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées

Nature de la dépense		Contenu de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
A	Dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun	Prestations extérieures, contrats de services rattachés, maintenance métier, maintenance logiciel, magazines, frais de fonctionnement divers, etc.	Coûts identifiables et directement imputables aux services concernés. Partage du coût en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage du coût	Clé du service commun à l'origine de la dépense (cf. annexe 2 de la convention)
B	Autres charges de gestion	Affranchissement, téléphonie, fournitures, etc.	Coûts de fonctionnement du service commun qui ne peuvent pas être imputés directement aux services. Répartition du coût en fonction du poids des charges de gestion 2018	Partage du coût	En fonction des charges de gestion 2018 (soit 79,49 % pour la ville, 17,07 % pour la communauté, 3,44 % pour le CCAS)
C	Charges de structure	Charges locatives ou de copropriété, fluides, petit entretien, taxes, assurance et nettoyage, maintenance bâtiment, gardiennage éventuel, etc.	Définition du coût des bâtiments. Refacturation de la croissance des charges au prorata des surfaces occupées par les services en 2018	Partage de la croissance	En fonction des surfaces occupées en 2018 (soit 93,19 % pour la ville et 6,81 % pour la Communauté d'Agglomération)



AVENANT N°4 A LA CONVENTION PORTANT CRÉATION D'UN SERVICE COMMUN

**ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS ET LA
COMMUNE D'AUXERRE**

DIRECTION DES FINANCES

ENTRE

La **Communauté d'agglomération de l'auxerrois** représentée par Francis HEURLEY, son vice-président en charge de la mutualisation, dûment autorisé à cet effet par délibération du conseil communautaire du 21 décembre 2023,

Ci après désignée « la Communauté »

D'une part ;

ET

La **Commune d'Auxerre**, représentée par Crescent MARAULT, son Maire, dûment autorisé à cet effet par délibération du 21 décembre 2023;

Ci après désignée « la Commune »

PRÉAMBULE

Par convention en date du 21 décembre 2018, la commune d'Auxerre et la Communauté d'agglomération de l'auxerrois ont créé des services communs.

Par avenant n°1, en date du 20 décembre 2019, et avenant n°2 du 10 novembre 2021, cette convention a été modifiée afin d'actualiser les postes et les conditions financières liées à ce service commun.

Un troisième avenant, en date du 16 décembre 2022, a actualisé les postes et les conditions financières de ce service commun.

Un quatrième avenant est nécessaire pour actualiser le partage des charges de ce service commun entre la Communauté et la Commune.



Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;
Vu les statuts de la Communauté ;
Vu le schéma de mutualisation ;
Vu les dispositions de l'article L. 5211-4-2 du CGCT ;
Vu les avis du comité social territorial du 27 novembre 2023,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : EVOLUTION DES CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES DE REMBOURSEMENT

L'article 4 de la convention initiale est rédigé, désormais, comme suit :

La commune assure sa part de financement des dépenses des services communs par la réduction de son attribution de compensation.

Si des recettes sont encaissées en lien avec ces dépenses, il conviendra de les prendre en compte dans le calcul de l'attribution de compensation.

Chaque année, et à compter du 1^{er} janvier 2024, a lieu un calcul des services communs au moment de la construction du budget primitif de l'année N avec un impact sur l'attribution de compensation en N de la ville.

Un ajustement définitif sera réalisé en N+1 au moment de l'établissement du compte administratif N sur l'attribution de compensation N+1 de la ville.

Le coût des services communs comprend :

1. Les charges liées au personnel

Les charges de personnel du périmètre commun en 2019 ont été évaluées à 12 892 968,83 €, dont 11 795 399,45 € pour la ville et 1 097 569,38 € pour la CA.

Ce montant 2019 a été amendé, afin d'intégrer la mutualisation du service commun Informatique entre la Communauté de l'Auxerrois, la Ville d'Auxerre et son CCAS, projeté en 2023 à 49 618 €.

Le coût des charges de personnel de référence 2019 pour la ville et la Communauté d'agglomération, et 2023 pour le CCAS est donc projeté à 12 942 586,83 €. Ce montant reste projeté sur 2023 car il faut attendre l'exécution 2023 pour connaître le coût définitif du service commun informatique avec l'intégration d'un agent historiquement CCAS.

Le détail de ces dépenses est joint en annexe 1.

Le montant de la réduction de l'attribution de compensation pour 2019 a été fixé en fonction du montant réalisé des charges de personnel 2019, soit 11 795 399,45 €. Ces charges



comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP]. Le récapitulatif des charges de personnel sur 2019 est joint en annexe 1.

A partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent uniquement sur l'évolution des charges de personnel par rapport à l'année de référence 2019 pour les services suivants :

- La Direction du Patrimoine et de l'aménagement de l'espace public
- La Direction de stratégie et de l'aménagement du territoire et de la mobilité
- La Direction de la valorisation du cadre de vie
- La Direction du développement économique, attractivité et transition écologique (pour la partie Transition écologique)
- Le service logistique

En revanche, à partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent sur le montant global des charges de personnel qui comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP] pour les services suivants :

- Direction générale
- Cabinet,
- Direction de la Communication,
- Direction des Ressources juridiques et humaines
- Direction des Systèmes d'information
- Direction de la relation citoyenne
- Direction des finances,
- Direction Ingénierie et évaluation des politiques publiques

Ces clés de répartition propres à chaque service sont définies telles qu'exposées dans le tableau présenté en annexe 2.

Concernant le régime indemnitaire, il est proposé que le coût soit partagé entre les collectivités selon la clé de répartition propre à chaque direction / service.

2. Les autres charges de fonctionnement

Depuis 2020, conformément à l'avenant n°1, d'autres charges de fonctionnement sont prises en compte (annexe 4).

Elles concernent :

- les dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun (A). Leur répartition se fera sur la base de la clé de répartition liée au service à l'origine de la dépense (annexe 2) ;
- les autres charges de gestion (B) seront réparties selon une clé de répartition identique à tous les services et sera basée sur les dépenses de gestion réalisées en 2018 par chacune des collectivités et établissements publics, soit 79,49 € % pour la ville, 17,07 % pour la communauté et 3,44 % pour le CCAS ;
- les charges de structures (C) liées aux bâtiments concernés par la mutualisation de la ville



et de la communauté (listés en annexe 3) devront faire l'objet d'une répartition sur la base des m² occupés par les deux collectivités. Cette dernière pourra évoluer en fonction des m² occupés. Cette répartition s'appliquera depuis 2020 sur l'évolution des charges de structure par rapport à l'année de référence N-1. Il est précisé que le CCAS n'est pas concerné pour ce poste de dépense.

Les dépenses catégorisées en « A » et « B » conviennent d'être distinguées car les dépenses « A » sont rattachées à un service spécifique où les clés de répartition par service commun peuvent s'appliquer. A l'inverse, les dépenses « B » sont générales et concernent l'activité globale des trois entités.

S'agissant du CCAS, le périmètre des dépenses "B" se limite à la téléphonie et la reprographie.

La liste des dépenses de fonctionnement prises en compte est détaillée en annexe 4 par catégorie de dépenses (A, B et C) ainsi que les clés de répartition liées.

3. Attribution de compensation d'investissement

Les dépenses d'investissement en lien avec la mutualisation font l'objet d'une attribution de compensation d'investissement de la ville au bénéfice de la communauté. Ces dépenses seront validées lors des arbitrages budgétaires.

Leur affectation sera basée sur la clé de répartition des services communs en lien avec la dépense.

ARTICLE 2 : ENTRÉE EN VIGUEUR

L'entrée en vigueur du présent avenant s'effectue à compter du 1er janvier 2024 pour une durée indéterminée, sauf dispositions contraires de l'article 1.

Fait à AUXERRE, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Communauté

Pour la Commune

Monsieur le Vice-président en charge de la mutualisation

Monsieur le Maire

Francis HEURLEY

Crescent MARAULT



Annexes:

Annexe n°1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

Annexe n°2 : clés de répartition

Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées



Annexe 1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

Services mutualisés		Paie définitive décembre 2019 (Ville) ou projetées 2023 (CCAS)				
		Total charges de personnel 2019	Dont Ville	Dont CA	Dont CCAS (à partir de 2023)	
Direction	Services					
Services supports	Direction générale des services et cabinet	Direction générale et cabinet	499 568,97 €	434 312,37 €	65 256,60 €	
		Communication	484 776,66 €	375 862,66 €	108 914,00 €	
		Sous total	984 345,63 €	810 175,04 €	174 170,60 €	
	Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	287 023,09 €	243 392,41 €	43 630,68 €	
		Archives	137 456,20 €	137 456,20 €		
		Commande publique	309 069,94 €	277 771,25 €	31 298,69 €	
		Ressources humaines	1 057 279,81 €	873 232,54 €	184 047,27 €	
		Direction	94 715,00 €	94 715,00 €		
	Sous total	1 885 544,04 €	1 626 567,40 €	258 976,64 €		
	Direction Système d'information et relation citoyenne	@ services	573 833,81 €	466 458,23 €	57 757,58 €	49 618,00 €
		Accueil	433 898,77 €	397 625,79 €	36 272,98 €	
		Sous total	1 007 732,58 €	864 084,02 €	94 030,56 €	49 618,00 €
	Direction des Finances	Finances	513 161,31 €	379 968,79 €	133 192,52 €	
	Direction de l'ingénierie et de l'évaluation	Contrôle de gestion	224 591,57 €	171 393,45 €	53 198,12 €	
	TOTAL Services supports		4 615 375,13 €	3 852 188,70 €	713 568,44 €	49 618,00 €
	Services opérationnelles	Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	238 588,71 €	175 035,08 €	63 553,63 €
Aménagement, gestion et entretien de la voirie			1 083 463,02 €	1 083 463,02 €		
Patrimoine : programmation, entretien et maintenance			1 917 313,04 €	1 848 528,47 €	68 784,57 €	
Sous total			3 239 364,77 €	3 107 026,57 €	132 338,20 €	
Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire		Conception des espaces publics	222 615,12 €	222 615,12 €		
		Direction et service foncier	265 902,67 €	252 838,67 €	13 064,00 €	
		Droits des sols	128 830,88 €	126 001,62 €	2 829,26 €	
		Stratégie urbaine, planification	105 895,45 €	67 696,01 €	38 199,44 €	
		Sous total	723 244,12 €	669 151,41 €	54 092,71 €	
Service de la logistique		Logistique	472 127,79 €	434 563,29 €	37 564,50 €	
Direction de la valorisation du cadre de vie		Direction	178 509,29 €	178 509,29 €		
		Contrat Travaux	154 919,00 €	154 919,00 €		
		Entretien de l'espace public	2 852 606,39 €	2 852 606,39 €		
	Atelier	408 939,98 €	371 375,48 €	37 564,50 €		
	Sous total	3 594 974,66 €	3 557 410,16 €	37 564,50 €		
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Énergie environnement	297 500,35 €	175 059,32 €	122 441,03 €		
TOTAL Services opérationnelles		8 327 211,69 €	7 943 210,75 €	384 000,94 €	-00 €	
Total services mutualisés		12 942 586,83 €	11 795 399,45 €	1 097 569,38 €	49 618,00 €	



Annexe n°2 : clés de répartition

Services mutualisés		Clé de répartition	Année référence	2022			Poids ville	Poids CA	Poids CCAS
Direction	Services			Données ville	Données CA	Données CCAS			
Direction générale des services et cabinet	Direction générale des services et cabinet	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Communication	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	Nombre de délibérations et d'arrêtés réglementaires et décisions	N-1	201 et 1 806	251 et 493		54,70 %	45,30 %	
	Archives	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Commande publique	Nombre de lots passés	N-1	50	64		43,86 %	56,14 %	
	Ressources humaines	Nombres de feuilles de paie	N	7 754	5 640		57,89 %	42,11 %	
Direction des systèmes d'information et de la relation citoyenne	Accueil téléphonique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	@ service	Nombre d'ordinateurs	N	278	265	37	47,94 %	45,69 %	6,38 %
Finances	Finances	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction ingénierie et Evaluation des PP	Ingénierie et évaluation	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		90,74 %	9,26 %	
	Aménagement de l'espace public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Patrimoine : programmation, entretien et maintenance	m² de planchers assurés et entretenus	N-1	256 037	11 177		95,82 %	4,18 %	
Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire	Conception des espaces publics	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Direction et service foncier								
	Droits des sols								
	Stratégie urbaine, planification								
Service de la logistique	Logistique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		77,99 %	22,01 %	
	Contrat travaux	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Entretien du domaine public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Atelier	Nombres d'heures de main d'oeuvre	N-1	4 494	1 897		70,32 %	29,68 %	
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Energie environnement	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Autres charges de gestion « B »		Au prorata des dépenses de gestion	2018	456 433 € sur 568 140,32 €	97 998 € sur 568 140,32 €	19 762,79 € sur 568 140,32 €	79,49 %	17,07 %	3,44 %
Charges de structure « C »		Au prorata des surfaces occupées	2019	23 567 m² sur 25 288 m²	1 721 m² sur 25 288 m²		93,20 %	6,80 %	



Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Collectivité	Bâtiments	m ²
Ville	Hôtel de ville	3 975
	Mairie Annexe	1 751
	Ecole rue de Paris – DRH	283
	Centre technique Municipal	6 232
	Atelier et logement de la Maladière	4 513
	Pavillon Gérot	359
	Bottes d'Or	189
	Centre horticole	3 427
	PC jardiniers centre ville (C.Hort.)	119
	PC jardiniers Emile Bernard	292
	PC jardiniers Rive Droite	100
	PC jardiniers secteur sud	201
	Service voirie	423
	Service signalisation	1 184
	Boutisses B – cadre de vie	519
Sous total	23 567	
Communauté d'Agglomération	Siège CA	1 017
	Parking Monop	-
	Boutisses D – Patrimoine bâtie	704
	Sous total	1 721
TOTAL		25 288



Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées

Nature de la dépense		Contenu de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
A	Dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun	Prestations extérieures, contrats de services rattachés, maintenance métier, maintenance logiciel, magazines, frais de fonctionnement divers, etc.	Coûts identifiables et directement imputables aux services concernés. Partage du coût en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage du coût	Clé du service commun à l'origine de la dépense (cf. annexe 2 de la convention)
B	Autres charges de gestion	Affranchissement, téléphonie, fournitures, etc.	Coûts de fonctionnement du service commun qui ne peuvent pas être imputés directement aux services. Répartition du coût en fonction du poids des charges de gestion 2018	Partage du coût	En fonction des charges de gestion 2018 (soit 79,49 % pour la ville, 17,07 % pour la communauté, 3,44 % pour le CCAS)
C	Charges de structure	Charges locatives ou de copropriété, fluides, petit entretien, taxes, assurance et nettoyage, maintenance bâtiment, gardiennage éventuel, etc.	Définition du coût des bâtiments. Refacturation de la croissance des charges au prorata des surfaces occupées par les services en 2018	Partage de la croissance	En fonction des surfaces occupées en 2018 (soit 93,19 % pour la ville et 6,81 % pour la Communauté d'Agglomération)



**AVENANT N°4 A LA CONVENTION PORTANT CRÉATION
D'UN SERVICE COMMUN**

**ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS ET LA
COMMUNE D'AUXERRE**

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

ENTRE

La **Communauté d'agglomération de l'auxerrois** représentée par Francis HEURLEY, son vice-président en charge de la mutualisation, dûment autorisé à cet effet par délibération du conseil communautaire du 21 décembre 2023,

Ci après désignée « la Communauté »

D'une part ;

ET

La **Commune d'Auxerre**, représentée par Crescent MARAULT, son Maire, dûment autorisé à cet effet par délibération du 21 décembre 2023,

Ci après désignée « la Commune »

PRÉAMBULE

Par convention en date du 21 décembre 2018, la commune d'Auxerre et la Communauté d'agglomération de l'auxerrois ont créé des services communs.

Par avenant n°1, en date du 20 décembre 2019, et avenant n°2 du 10 novembre 2021, cette convention a été modifiée afin d'actualiser les postes et les conditions financières liées à ce service commun.

Un troisième avenant du 16 décembre 2022, a actualisé les postes et les conditions financières de ce service commun en décembre 2022.

Un quatrième avenant est nécessaire pour actualiser le partage des charges de ce service commun entre la Communauté et la Commune.



Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;
Vu les statuts de la Communauté ;
Vu le schéma de mutualisation ;
Vu les dispositions de l'article L.5211-4-2 du CGCT ;
Vu l'avis du comité social territorial du 27 novembre 2023 ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : EVOLUTION DES CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES DE REMBOURSEMENT

L'article 4 de la convention initiale est rédigé, désormais, comme suit :

La commune assure sa part de financement des dépenses des services communs par la La commune assure sa part de financement des dépenses des services communs par la réduction de son attribution de compensation.

Si des recettes sont encaissées en lien avec ces dépenses, il conviendra de les prendre en compte dans le calcul de l'attribution de compensation.

Chaque année, et à compter du 1^{er} janvier 2024, a lieu un calcul des services communs au moment de la construction du budget primitif de l'année N avec un impact sur l'attribution de compensation en N de la ville.

Un ajustement définitif sera réalisé en N+1 au moment de l'établissement du compte administratif N sur l'attribution de compensation N+1 de la ville.

Le coût des services communs comprend :

1. Les charges liées au personnel

Les charges de personnel du périmètre commun en 2019 ont été évaluées à 12 892 968,83 €, dont 11 795 399,45 € pour la ville et 1 097 569,38 € pour la CA.

Ce montant 2019 a été amendé, afin d'intégrer la mutualisation du service commun Informatique entre la Communauté de l'Auxerrois, la Ville d'Auxerre et son CCAS, projeté en 2023 à 49 618 €.

Le coût des charges de personnel de référence 2019 pour la ville et la Communauté d'agglomération, et 2023 pour le CCAS est donc projeté à 12 942 586,83 €. Ce montant reste projeté sur 2023 car il faut attendre l'exécution 2023 pour connaître le coût définitif du service commun informatique avec l'intégration d'un agent historiquement CCAS.

Le détail de ces dépenses est joint en annexe 1.

Le montant de la réduction de l'attribution de compensation pour 2019 a été fixé en fonction du montant réalisé des charges de personnel 2019, soit 11 795 399,45 €. Ces charges comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées



aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP]. Le récapitulatif des charges de personnel sur 2019 est joint en annexe 1.

A partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent uniquement sur l'évolution des charges de personnel par rapport à l'année de référence 2019 pour les services suivants :

- La Direction du Patrimoine et de l'aménagement de l'espace public
- La Direction de stratégie et de l'aménagement du territoire et de la mobilité
- La Direction de la valorisation du cadre de vie
- La Direction du développement économique, attractivité et transition écologique (pour la partie Transition écologique)
- Le service logistique

En revanche, à partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent sur le montant global des charges de personnel qui comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP] pour les services suivants :

- Direction générale
- Cabinet,
- Direction de la Communication,
- Direction des Ressources juridiques et humaines
- Direction des Systèmes d'information
- Direction de la relation citoyenne
- Direction des finances,
- Direction Ingénierie et évaluation des politiques publiques

Ces clés de répartition propres à chaque service sont définies telles qu'exposées dans le tableau présenté en annexe 2.

Concernant le régime indemnitaire, il est proposé que le coût soit partagé entre les collectivités selon la clé de répartition propre à chaque direction / service.

2. Les autres charges de fonctionnement

Depuis 2020, conformément à l'avenant n°1, d'autres charges de fonctionnement sont prises en compte (annexe 4).

Elles concernent :

- les dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun (A). Leur répartition se fera sur la base de la clé de répartition liée au service à l'origine de la dépense (annexe 2) ;
- les autres charges de gestion (B) seront réparties selon une clé de répartition identique à tous les services et sera basée sur les dépenses de gestion réalisées en 2018 par chacune des collectivités et établissements publics, soit 79,49 € % pour la ville, 17,07 % pour la communauté et 3,44 % pour le CCAS ;
- les charges de structures (C) liées aux bâtiments concernés par la mutualisation de la ville



et de la communauté (listés en annexe 3) devront faire l'objet d'une répartition sur la base des m² occupés par les deux collectivités. Cette dernière pourra évoluer en fonction des m² occupés. Cette répartition s'appliquera depuis 2020 sur l'évolution des charges de structure par rapport à l'année de référence N-1. Il est précisé que le CCAS n'est pas concerné pour ce poste de dépense.

Les dépenses catégorisées en « A » et « B » conviennent d'être distinguées car les dépenses « A » sont rattachées à un service spécifique où les clés de répartition par service commun peuvent s'appliquer. A l'inverse, les dépenses « B » sont générales et concernent l'activité globale des trois entités.

S'agissant du CCAS, le périmètre des dépenses "B" se limite à la téléphonie et la reprographie.

La liste des dépenses de fonctionnement prises en compte est détaillée en annexe 4 par catégorie de dépenses (A, B et C) ainsi que les clés de répartition liées.

3. Attribution de compensation d'investissement

Les dépenses d'investissement en lien avec la mutualisation font l'objet d'une attribution de compensation d'investissement de la ville au bénéfice de la communauté. Ces dépenses seront validées lors des arbitrages budgétaires.

Leur affectation sera basée sur la clé de répartition des services communs en lien avec la dépense.

ARTICLE 2 : ENTRÉE EN VIGUEUR

L'entrée en vigueur du présent avenant s'effectue à compter du 1er janvier 2024 pour une durée indéterminée, sauf dispositions contraires de l'article 1.

Fait à AUXERRE, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Communauté

Monsieur le Vice-président en charge de la mutualisation

Francis HEURLEY

Pour la Commune

Monsieur le Maire

Crescent MARAULT



Annexes:

Annexe n°1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

Annexe n°2 : clés de répartition

Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées



Annexe 1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

Services mutualisés		Paie définitive décembre 2019 (Ville) ou projetées 2023 (CCAS)				
		Total charges de personnel 2019	Dont Ville	Dont CA	Dont CCAS (à partir de 2023)	
Direction	Services					
Services supports	Direction générale des services et cabinet	Direction générale et cabinet	499 568,97 €	434 312,37 €	65 256,60 €	
		Communication	484 776,66 €	375 862,66 €	108 914,00 €	
		Sous total	984 345,63 €	810 175,04 €	174 170,60 €	
	Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	287 023,09 €	243 392,41 €	43 630,68 €	
		Archives	137 456,20 €	137 456,20 €		
		Commande publique	309 069,94 €	277 771,25 €	31 298,69 €	
		Ressources humaines	1 057 279,81 €	873 232,54 €	184 047,27 €	
		Direction	94 715,00 €	94 715,00 €		
	Sous total	1 885 544,04 €	1 626 567,40 €	258 976,64 €		
	Direction Système d'information et relation citoyenne	@ services	573 833,81 €	466 458,23 €	57 757,58 €	49 618,00 €
		Accueil	433 898,77 €	397 625,79 €	36 272,98 €	
		Sous total	1 007 732,58 €	864 084,02 €	94 030,56 €	49 618,00 €
	Direction des Finances	Finances	513 161,31 €	379 968,79 €	133 192,52 €	
	Direction de l'ingénierie et de l'évaluation	Contrôle de gestion	224 591,57 €	171 393,45 €	53 198,12 €	
	TOTAL Services supports		4 615 375,13 €	3 852 188,70 €	713 568,44 €	49 618,00 €
Services opérationnelles	Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	238 588,71 €	175 035,08 €	63 553,63 €	
		Aménagement, gestion et entretien de la voirie	1 083 463,02 €	1 083 463,02 €		
		Patrimoine : programmation, entretien et maintenance	1 917 313,04 €	1 848 528,47 €	68 784,57 €	
		Sous total	3 239 364,77 €	3 107 026,57 €	132 338,20 €	
	Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire	Conception des espaces publics	222 615,12 €	222 615,12 €		
		Direction et service foncier	265 902,67 €	252 838,67 €	13 064,00 €	
		Droits des sols	128 830,88 €	126 001,62 €	2 829,26 €	
		Stratégie urbaine, planification	105 895,45 €	67 696,01 €	38 199,44 €	
		Sous total	723 244,12 €	669 151,41 €	54 092,71 €	
	Service de la logistique	Logistique	472 127,79 €	434 563,29 €	37 564,50 €	
	Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	178 509,29 €	178 509,29 €		
		Contrat Travaux	154 919,00 €	154 919,00 €		
		Entretien de l'espace public	2 852 606,39 €	2 852 606,39 €		
Atelier		408 939,98 €	371 375,48 €	37 564,50 €		
Sous total		3 594 974,66 €	3 557 410,16 €	37 564,50 €		
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Énergie environnement	297 500,35 €	175 059,32 €	122 441,03 €		
TOTAL Services opérationnelles		8 327 211,69 €	7 943 210,75 €	384 000,94 €	-00 €	
Total services mutualisés		12 942 586,83 €	11 795 399,45 €	1 097 569,38 €	49 618,00 €	



Annexe n°2 : clés de répartition

Services mutualisés		Clé de répartition	Année référence	2022			Poids ville	Poids CA	Poids CCAS
Direction	Services			Données ville	Données CA	Données CCAS			
Direction générale des services et cabinet	Direction générale des services et cabinet	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Communication	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	Nombre de délibérations et d'arrêtés réglementaires et décisions	N-1	201 et 1 806	251 et 493		54,70 %	45,30 %	
	Archives	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Commande publique	Nombre de lots passés	N-1	50	64		43,86 %	56,14 %	
	Ressources humaines	Nombres de feuilles de paie	N	7 754	5 640		57,89 %	42,11 %	
Direction des systèmes d'information et de la relation citoyenne	Accueil téléphonique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	@ service	Nombre d'ordinateurs	N	278	265	37	47,94 %	45,69 %	6,38 %
Finances	Finances	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction ingénierie et Evaluation des PP	Ingénierie et évaluation	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		90,74 %	9,26 %	
	Aménagement de l'espace public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Patrimoine : programmation, entretien et maintenance	m² de planchers assurés et entretenus	N-1	256 037	11 177		95,82 %	4,18 %	
Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire	Conception des espaces publics	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Direction et service foncier								
	Droits des sols								
	Stratégie urbaine, planification								
Service de la logistique	Logistique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		77,99 %	22,01 %	
	Contrat travaux	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Entretien du domaine public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Atelier	Nombres d'heures de main d'oeuvre	N-1	4 494	1 897		70,32 %	29,68 %	
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Energie environnement	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Autres charges de gestion « B »		Au prorata des dépenses de gestion	2018	456 433 € sur 568 140,32 €	97 998 € sur 568 140,32 €	19 762,79 € sur 568 140,32 €	79,49 %	17,07 %	3,44 %
Charges de structure « C »		Au prorata des surfaces occupées	2019	23 567 m² sur 25 288 m²	1 721 m² sur 25 288 m²		93,20 %	6,80 %	



Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Collectivité	Bâtiments	m ²
Ville	Hôtel de ville	3 975
	Mairie Annexe	1 751
	Ecole rue de Paris – DRH	283
	Centre technique Municipal	6 232
	Atelier et logement de la Maladière	4 513
	Pavillon Gérot	359
	Bottes d'Or	189
	Centre horticole	3 427
	PC jardiniers centre ville (C.Hort.)	119
	PC jardiniers Emile Bernard	292
	PC jardiniers Rive Droite	100
	PC jardiniers secteur sud	201
	Service voirie	423
	Service signalisation	1 184
	Boutisses B – cadre de vie	519
Sous total	23 567	
Communauté d'Agglomération	Siège CA	1 017
	Parking Monop	-
	Boutisses D – Patrimoine bâtie	704
	Sous total	1 721
TOTAL		25 288



Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées

Nature de la dépense		Contenu de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
A	Dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun	Prestations extérieures, contrats de services rattachés, maintenance métier, maintenance logiciel, magazines, frais de fonctionnement divers, etc.	Coûts identifiables et directement imputables aux services concernés. Partage du coût en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage du coût	Clé du service commun à l'origine de la dépense (cf. annexe 2 de la convention)
B	Autres charges de gestion	Affranchissement, téléphonie, fournitures, etc.	Coûts de fonctionnement du service commun qui ne peuvent pas être imputés directement aux services. Répartition du coût en fonction du poids des charges de gestion 2018	Partage du coût	En fonction des charges de gestion 2018 (soit 79,49 % pour la ville, 17,07 % pour la communauté, 3,44 % pour le CCAS)
C	Charges de structure	Charges locatives ou de copropriété, fluides, petit entretien, taxes, assurance et nettoyage, maintenance bâtiment, gardiennage éventuel, etc.	Définition du coût des bâtiments. Refacturation de la croissance des charges au prorata des surfaces occupées par les services en 2018	Partage de la croissance	En fonction des surfaces occupées en 2018 (soit 93,19 % pour la ville et 6,81 % pour la Communauté d'Agglomération)



AVENANT N°4 A LA CONVENTION PORTANT CRÉATION D'UN SERVICE COMMUN

**ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS ET LA
COMMUNE D'AUXERRE**

DIRECTION DE L'INGENIERIE ET DE L'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

ENTRE

La **Communauté d'agglomération de l'auxerrois** représentée par Francis HEURLEY, son vice-président en charge de la mutualisation, dûment autorisé à cet effet par délibération du conseil communautaire du 21 décembre 2023,

Ci après désignée « la Communauté »

D'une part ;

ET

La **Commune d'Auxerre**, représentée par Crescent MARAULT, son Maire, dûment autorisé à cet effet par délibération du 21 décembre 2023,

Ci après désignée « la Commune »

PRÉAMBULE

Par convention en date du 21 décembre 2018, la commune d'Auxerre et la Communauté d'agglomération de l'auxerrois ont créé des services communs.

Par avenant n°1, en date du 20 décembre 2019, cette convention a été modifiée afin d'actualiser les postes et les conditions financières liées à ce service commun.

Par avenant n°2 du 10 novembre 2021, cette convention a été modifiée afin de changer le nom de cette direction, passant de direction du contrôle de gestion à direction de l'ingénierie et de l'évaluation des politiques publiques.

Un troisième avenant du 16 décembre 2022 a actualisé les postes et les conditions financières de ce service commun en décembre 2022.

Un quatrième avenant est nécessaire pour actualiser les postes et le partage des charges de ce service commun entre la Communauté et la Commune.



Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;
 Vu les statuts de la Communauté ;
 Vu le schéma de mutualisation ;
 Vu les dispositions de l'article L. 5211-4-2 du CGCT ;
 Vu l'avis du comité social territorial du 27 novembre 2023 ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1ER : ACTUALISATION DES POSTES

L'article 2 de la convention portant création du service commun est modifié comme suit :
 Les postes occupés par les fonctionnaires et agents contractuels, répondent en totalité aux missions dans un service ou une partie de service mis en commun sont dépendants de plein droit à la Communauté.

Les postes concernés par cette situation :

DIEPP	
Chargé/e de financement	2
Chargé/e de mission ingénierie et fonds	1
Contrôleur/se de gestion	2
Directeur/trice	1
Gestionnaire certificats énergie	0
Responsable de service	1

Le cas échéant, s'ajoutent à ces postes, les postes d'agents non permanents recrutés au titre de l'accroissement temporaire ou saisonnier d'activité, du remplacement temporaire de fonctionnaires ou contractuels absents.

ARTICLE 2 : EVOLUTION DES CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES DE REMBOURSEMENT

L'article 4 de la convention initiale est rédigé, désormais, comme suit :

La commune assure sa part de financement des dépenses des services communs par la réduction de son attribution de compensation.



Si des recettes sont encaissées en lien avec ces dépenses, il conviendra de les prendre en compte dans le calcul de l'attribution de compensation.

Chaque année, et à compter du 1^{er} janvier 2024, a lieu un calcul des services communs au moment de la construction du budget primitif de l'année N avec un impact sur l'attribution de compensation en N de la ville.

Un ajustement définitif sera réalisé en N+1 au moment de l'établissement du compte administratif N sur l'attribution de compensation N+1 de la ville.

Le coût des services communs comprend :

1. Les charges liées au personnel

Les charges de personnel du périmètre commun en 2019 ont été évaluées à 12 892 968,83 €, dont 11 795 399,45 € pour la ville et 1 097 569,38 € pour la CA.

Ce montant 2019 a été amendé, afin d'intégrer la mutualisation du service commun Informatique entre la Communauté de l'Auxerrois, la Ville d'Auxerre et son CCAS, projeté en 2023 à 49 618 €.

Le coût des charges de personnel de référence 2019 pour la ville et la Communauté d'agglomération, et 2023 pour le CCAS est donc projeté à 12 942 586,83 €. Ce montant reste projeté sur 2023 car il faut attendre l'exécution 2023 pour connaître le coût définitif du service commun informatique avec l'intégration d'un agent historiquement CCAS.

Le détail de ces dépenses est joint en annexe 1.

Le montant de la réduction de l'attribution de compensation pour 2019 a été fixé en fonction du montant réalisé des charges de personnel 2019, soit 11 795 399,45 €. Ces charges comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP]. Le récapitulatif des charges de personnel sur 2019 est joint en annexe 1.

A partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent uniquement sur l'évolution des charges de personnel par rapport à l'année de référence 2019 pour les services suivants :

- La Direction du Patrimoine et de l'aménagement de l'espace public
- La Direction de stratégie et de l'aménagement du territoire et de la mobilité
- La Direction de la valorisation du cadre de vie
- La Direction du développement économique, attractivité et transition écologique (pour la partie Transition écologique)
- Le service logistique

En revanche, à partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent sur le montant global des charges de personnel qui comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP] pour les services suivants :



- Direction générale
- Cabinet,
- Direction de la Communication,
- Direction des Ressources juridiques et humaines
- Direction des Systèmes d'information
- Direction de la relation citoyenne
- Direction des finances,
- Direction Ingénierie et évaluation des politiques publiques

Ces clés de répartition propres à chaque service sont définies telles qu'exposées dans le tableau présenté en annexe 2.

Concernant le régime indemnitaire, il est proposé que le coût soit partagé entre les collectivités selon la clé de répartition propre à chaque direction / service.

2. Les autres charges de fonctionnement

Depuis 2020, conformément à l'avenant n°1, d'autres charges de fonctionnement sont prises en compte (annexe 4).

Elles concernent :

- les dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun (A). Leur répartition se fera sur la base de la clé de répartition liée au service à l'origine de la dépense (annexe 2) ;
- les autres charges de gestion (B) seront réparties selon une clé de répartition identique à tous les services et sera basée sur les dépenses de gestion réalisées en 2018 par chacune des collectivités et établissements publics, soit 79,49 € % pour la ville, 17,07 % pour la communauté et 3,44 % pour le CCAS ;
- les charges de structures (C) liées aux bâtiments concernés par la mutualisation de la ville et de la communauté (listés en annexe 3) devront faire l'objet d'une répartition sur la base des m² occupés par les deux collectivités. Cette dernière pourra évoluer en fonction des m² occupés. Cette répartition s'appliquera depuis 2020 sur l'évolution des charges de structure par rapport à l'année de référence N-1. Il est précisé que le CCAS n'est pas concerné pour ce poste de dépense.

Les dépenses catégorisées en « A » et « B » conviennent d'être distinguées car les dépenses « A » sont rattachées à un service spécifique où les clés de répartition par service commun peuvent s'appliquer. A l'inverse, les dépenses « B » sont générales et concernent l'activité globale des trois entités.

S'agissant du CCAS, le périmètre des dépenses "B" se limite à la téléphonie et la reprographie.

La liste des dépenses de fonctionnement prises en compte est détaillée en annexe 4 par catégorie de dépenses (A, B et C) ainsi que les clés de répartition liées.



3. Attribution de compensation d'investissement

Les dépenses d'investissement en lien avec la mutualisation font l'objet d'une attribution de compensation d'investissement de la ville au bénéfice de la communauté. Ces dépenses seront validées lors des arbitrages budgétaires.

Leur affectation sera basée sur la clé de répartition des services communs en lien avec la dépense.

ARTICLE 3 : ENTRÉE EN VIGUEUR

L'entrée en vigueur du présent avenant s'effectue à compter du 1er janvier 2024 pour une durée indéterminée, sauf dispositions contraires de l'article 2.

Fait à AUXERRE, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Communauté

Monsieur le Vice-président en charge de la
mutualisation

Francis HEURLEY

Pour la Commune

Monsieur le Maire

Crescent MARAULT

Annexes:

Annexe n°1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

Annexe n°2 : clés de répartition

Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées



Annexe 1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

Services mutualisés		Paie définitive décembre 2019 (Ville) ou projetées 2023 (CCAS)				
		Total charges de personnel 2019	Dont Ville	Dont CA	Dont CCAS (à partir de 2023)	
Direction	Services					
Services supports	Direction générale des services et cabinet	Direction générale et cabinet	499 568,97 €	434 312,37 €	65 256,60 €	
		Communication	484 776,66 €	375 862,66 €	108 914,00 €	
		Sous total	984 345,63 €	810 175,04 €	174 170,60 €	
	Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	287 023,09 €	243 392,41 €	43 630,68 €	
		Archives	137 456,20 €	137 456,20 €		
		Commande publique	309 069,94 €	277 771,25 €	31 298,69 €	
		Ressources humaines	1 057 279,81 €	873 232,54 €	184 047,27 €	
		Direction	94 715,00 €	94 715,00 €		
	Sous total	1 885 544,04 €	1 626 567,40 €	258 976,64 €		
	Direction Système d'information et relation citoyenne	@ services	573 833,81 €	466 458,23 €	57 757,58 €	49 618,00 €
		Accueil	433 898,77 €	397 625,79 €	36 272,98 €	
		Sous total	1 007 732,58 €	864 084,02 €	94 030,56 €	49 618,00 €
	Direction des Finances	Finances	513 161,31 €	379 968,79 €	133 192,52 €	
	Direction de l'ingénierie et de l'évaluation	Contrôle de gestion	224 591,57 €	171 393,45 €	53 198,12 €	
	TOTAL Services supports		4 615 375,13 €	3 852 188,70 €	713 568,44 €	49 618,00 €
Services opérationnelles	Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	238 588,71 €	175 035,08 €	63 553,63 €	
		Aménagement, gestion et entretien de la voirie	1 083 463,02 €	1 083 463,02 €		
		Patrimoine : programmation, entretien et maintenance	1 917 313,04 €	1 848 528,47 €	68 784,57 €	
		Sous total	3 239 364,77 €	3 107 026,57 €	132 338,20 €	
	Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire	Conception des espaces publics	222 615,12 €	222 615,12 €		
		Direction et service foncier	265 902,67 €	252 838,67 €	13 064,00 €	
		Droits des sols	128 830,88 €	126 001,62 €	2 829,26 €	
		Stratégie urbaine, planification	105 895,45 €	67 696,01 €	38 199,44 €	
		Sous total	723 244,12 €	669 151,41 €	54 092,71 €	
	Service de la logistique	Logistique	472 127,79 €	434 563,29 €	37 564,50 €	
	Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	178 509,29 €	178 509,29 €		
		Contrat Travaux	154 919,00 €	154 919,00 €		
		Entretien de l'espace public	2 852 606,39 €	2 852 606,39 €		
Atelier		408 939,98 €	371 375,48 €	37 564,50 €		
Sous total		3 594 974,66 €	3 557 410,16 €	37 564,50 €		
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Énergie environnement	297 500,35 €	175 059,32 €	122 441,03 €		
TOTAL Services opérationnelles		8 327 211,69 €	7 943 210,75 €	384 000,94 €	-00 €	
Total services mutualisés		12 942 586,83 €	11 795 399,45 €	1 097 569,38 €	49 618,00 €	



Annexe n°2 : clés de répartition

Services mutualisés		Clé de répartition	Année référence	2022			Poids ville	Poids CA	Poids CCAS
Direction	Services			Données ville	Données CA	Données CCAS			
Direction générale des services et cabinet	Direction générale des services et cabinet	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Communication	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	Nombre de délibérations et d'arrêtés réglementaires et décisions	N-1	201 et 1 806	251 et 493		54,70 %	45,30 %	
	Archives	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Commande publique	Nombre de lots passés	N-1	50	64		43,86 %	56,14 %	
	Ressources humaines	Nombres de feuilles de paie	N	7 754	5 640		57,89 %	42,11 %	
Direction des systèmes d'information et de la relation citoyenne	Accueil téléphonique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	@ service	Nombre d'ordinateurs	N	278	265	37	47,94 %	45,69 %	6,38 %
Finances	Finances	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction ingénierie et Evaluation des PP	Ingénierie et évaluation	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		90,74 %	9,26 %	
	Aménagement de l'espace public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Patrimoine : programmation, entretien et maintenance	m² de planchers assurés et entretenus	N-1	256 037	11 177		95,82 %	4,18 %	
Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire	Conception des espaces publics	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Direction et service foncier								
	Droits des sols								
	Stratégie urbaine, planification								
Service de la logistique	Logistique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		77,99 %	22,01 %	
	Contrat travaux	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Entretien du domaine public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Atelier	Nombres d'heures de main d'oeuvre	N-1	4 494	1 897		70,32 %	29,68 %	
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Energie environnement	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Autres charges de gestion « B »		Au prorata des dépenses de gestion	2018	456 433 € sur 568 140,32 €	97 998 € sur 568 140,32 €	19 762,79 € sur 568 140,32 €	79,49 %	17,07 %	3,44 %
Charges de structure « C »		Au prorata des surfaces occupées	2019	23 567 m² sur 25 288 m²	1 721 m² sur 25 288 m²		93,20 %	6,80 %	



Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Collectivité	Bâtiments	m ²
Ville	Hôtel de ville	3 975
	Mairie Annexe	1 751
	Ecole rue de Paris – DRH	283
	Centre technique Municipal	6 232
	Atelier et logement de la Maladière	4 513
	Pavillon Gérot	359
	Bottes d'Or	189
	Centre horticole	3 427
	PC jardiniers centre ville (C.Hort.)	119
	PC jardiniers Emile Bernard	292
	PC jardiniers Rive Droite	100
	PC jardiniers secteur sud	201
	Service voirie	423
	Service signalisation	1 184
	Boutisses B – cadre de vie	519
Sous total	23 567	
Communauté d'Agglomération	Siège CA	1 017
	Parking Monop	-
	Boutisses D – Patrimoine bâtie	704
	Sous total	1 721
TOTAL		25 288



Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées

Nature de la dépense		Contenu de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
A	Dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun	Prestations extérieures, contrats de services rattachés, maintenance métier, maintenance logiciel, magazines, frais de fonctionnement divers, etc.	Coûts identifiables et directement imputables aux services concernés. Partage du coût en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage du coût	Clé du service commun à l'origine de la dépense (cf. annexe 2 de la convention)
B	Autres charges de gestion	Affranchissement, téléphonie, fournitures, etc.	Coûts de fonctionnement du service commun qui ne peuvent pas être imputés directement aux services. Répartition du coût en fonction du poids des charges de gestion 2018	Partage du coût	En fonction des charges de gestion 2018 (soit 79,49 % pour la ville, 17,07 % pour la communauté, 3,44 % pour le CCAS)
C	Charges de structure	Charges locatives ou de copropriété, fluides, petit entretien, taxes, assurance et nettoyage, maintenance bâtiment, gardiennage éventuel, etc.	Définition du coût des bâtiments. Refacturation de la croissance des charges au prorata des surfaces occupées par les services en 2018	Partage de la croissance	En fonction des surfaces occupées en 2018 (soit 93,19 % pour la ville et 6,81 % pour la Communauté d'Agglomération)



AVENANT N°4 A LA CONVENTION PORTANT CRÉATION D'UN SERVICE COMMUN

**ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS ET LA
COMMUNE D'AUXERRE**

DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE L'AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE PUBLIC

ENTRE

La **Communauté d'agglomération de l'auxerrois** représentée par Francis HEURLEY, son vice-président en charge de la mutualisation, dûment autorisé à cet effet par délibération du conseil communautaire du 21 décembre 2023,

Ci après désignée « la Communauté »

D'une part ;

ET

La **Commune d'Auxerre**, représentée par Crescent MARAULT, son Maire, dûment autorisé à cet effet par délibération du 21 décembre 2023;

Ci après désignée « la Commune »

Par convention en date du 21 décembre 2018, la commune d'Auxerre et la Communauté d'agglomération de l'auxerrois ont créé des services communs.

Par avenant n°1, en date du 20 décembre 2019, cette convention a été modifiée afin d'actualiser les postes et les conditions financières liées à ce service commun.

Par avenant n°2 du 10 novembre 2021, cette convention a été modifié afin de changer le nom de cette direction, passant de direction du patrimoine bâti à direction du patrimoine bâti et aménagement du territoire.

Un troisième avenant du 16 décembre 2022 a actualisé les postes et les conditions financières de ce service commun.

Un quatrième avenant est nécessaire pour actualiser les postes et le partage des charges de ce service commun entre la Communauté et la Commune.



Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;
 Vu les statuts de la Communauté ;
 Vu le schéma de mutualisation ;
 Vu les dispositions de l'article L. 5211-4-2 du CGCT ;
 Vu l'avis du comité social territorial du 27 novembre 2023 ; .

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : ACTUALISATION DES POSTES

L'article 2 de la convention portant création du service commun est modifié comme suit :

Les postes occupés par les fonctionnaires et agents contractuels, répondent en totalité aux missions dans un service ou une partie de service mis en commun et sont dépendants de plein droit à la Communauté.

Les postes concernés par cette situation :

DPAEP	
Direction	
Assistant/e	2
Directeur/trice	1
Aménagement espace public	
Assistant/e	1
Conducteur/trice d'opérations	1
Responsable de service	1
Signalisation	
Chef/fe d'équipe	1
Agent/e de signalisation	7
Voirie	
Chef/fe d'équipe	2



Agent/e de voirie	16
PATRIMOINE	
Chargé d'opération	1
Gestionnaire patrimoine	4
Thermicien-ne	1
Entretien du patrimoine	
Agent/e de maintenance	25
Assistant/e	3
Chef/fe d'équipe	6
Responsable de service	2
Conducteur/trice d'opérations	4
Opérations	
Assistant/e	2
Conducteur/trice d'opérations	4
Chargé/é de programmation	1
Responsable de service	1

Le cas échéant, s'ajoutent à ces postes, les postes d'agents non permanents recrutés au titre de l'accroissement temporaire ou saisonnier d'activité, du remplacement temporaire de fonctionnaires ou contractuels absents.



ARTICLE 2 : EVOLUTION DES CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES DE REMBOURSEMENT

L'article 4 de la convention initiale est rédigé, désormais, comme suit :

La commune assure sa part de financement des dépenses des services communs par la réduction de son attribution de compensation.

Si des recettes sont encaissées en lien avec ces dépenses, il conviendra de les prendre en compte dans le calcul de l'attribution de compensation.

Chaque année, et à compter du 1^{er} janvier 2024, a lieu un calcul des services communs au moment de la construction du budget primitif de l'année N avec un impact sur l'attribution de compensation en N de la ville.

Un ajustement définitif sera réalisé en N+1 au moment de l'établissement du compte administratif N sur l'attribution de compensation N+1 de la ville.

Le coût des services communs comprend :

1. Les charges liées au personnel

Les charges de personnel du périmètre commun en 2019 ont été évaluées à 12 892 968,83 €, dont 11 795 399,45 € pour la ville et 1 097 569,38 € pour la CA.

Ce montant 2019 a été amendé, afin d'intégrer la mutualisation du service commun Informatique entre la Communauté de l'Auxerrois, la Ville d'Auxerre et son CCAS, projeté en 2023 à 49 618 €.

Le coût des charges de personnel de référence 2019 pour la ville et la Communauté d'agglomération, et 2023 pour le CCAS est donc projeté à 12 942 586,83 €. Ce montant reste projeté sur 2023 car il faut attendre l'exécution 2023 pour connaître le coût définitif du service commun informatique avec l'intégration d'un agent historiquement CCAS.

Le détail de ces dépenses est joint en annexe 1.

Le montant de la réduction de l'attribution de compensation pour 2019 a été fixé en fonction du montant réalisé des charges de personnel 2019, soit 11 795 399,45 €. Ces charges comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP]. Le récapitulatif des charges de personnel sur 2019 est joint en annexe 1.

A partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent uniquement sur l'évolution des charges de personnel par rapport à l'année de référence 2019 pour les services suivants :

- La Direction du Patrimoine et de l'aménagement de l'espace public
- La Direction de stratégie et de l'aménagement du territoire et de la mobilité
- La Direction de la valorisation du cadre de vie
- La Direction du développement économique, attractivité et transition écologique (pour la partie Transition écologique)
- Le service logistique



En revanche, à partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent sur le montant global des charges de personnel qui comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP] pour les services suivants :

- Direction générale
- Cabinet,
- Direction de la Communication,
- Direction des Ressources juridiques et humaines
- Direction des Systèmes d'information
- Direction de la relation citoyenne
- Direction des finances,
- Direction Ingénierie et évaluation des politiques publiques

Ces clés de répartition propres à chaque service sont définies telles qu'exposées dans le tableau présenté en annexe 2.

Concernant le régime indemnitaire, il est proposé que le coût soit partagé entre les collectivités selon la clé de répartition propre à chaque direction / service.

2. Les autres charges de fonctionnement

Depuis 2020, conformément à l'avenant n°1, d'autres charges de fonctionnement sont prises en compte (annexe 4).

Elles concernent :

- les dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun (A). Leur répartition se fera sur la base de la clé de répartition liée au service à l'origine de la dépense (annexe 2) ;
- les autres charges de gestion (B) seront réparties selon une clé de répartition identique à tous les services et sera basée sur les dépenses de gestion réalisées en 2018 par chacune des collectivités et établissement publics, soit 79,49 € % pour la ville, 17,07 % pour la communauté et 3,44 % pour le CCAS ;
- les charges de structures (C) liées aux bâtiments concernés par la mutualisation de la ville et de la communauté (listés en annexe 3) devront faire l'objet d'une répartition sur la base des m² occupés par les deux collectivités. Cette dernière pourra évoluer en fonction des m² occupés. Cette répartition s'appliquera depuis 2020 sur l'évolution des charges de structure par rapport à l'année de référence N-1. Il est précisé que le CCAS n'est pas concerné pour ce poste de dépense.

Les dépenses catégorisées en « A » et « B » conviennent d'être distinguées car les dépenses « A » sont rattachées à un service spécifique où les clés de répartition par service commun peuvent s'appliquer. A l'inverse, les dépenses « B » sont générales et concernent l'activité globale des trois entités.

S'agissant du CCAS, le périmètre des dépenses "B" se limite à la téléphonie et la reprographie.



La liste des dépenses de fonctionnement prises en compte est détaillée en annexe 4 par catégorie de dépenses (A, B et C) ainsi que les clés de répartition liées.

3. Attribution de compensation d'investissement

Les dépenses d'investissement en lien avec la mutualisation font l'objet d'une attribution de compensation d'investissement de la ville au bénéfice de la communauté. Ces dépenses seront validées lors des arbitrages budgétaires.

Leur affectation sera basée sur la clé de répartition des services communs en lien avec la dépense.

ARTICLE 3 : ENTRÉE EN VIGUEUR

L'entrée en vigueur du présent avenant s'effectue à compter du 1er janvier 2024 pour une durée indéterminée, sauf dispositions contraires de l'article 2.

Fait à AUXERRE, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Communauté

Pour la Commune

Monsieur le Vice-président en charge de la
mutualisation

Monsieur le Maire

Francis HEURLEY

Crescent MARAULT



Annexes:

Annexe n°1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

Annexe n°2 : clés de répartition

Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées



Annexe 1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

Services mutualisés		Paie définitive décembre 2019 (Ville) ou projetées 2023 (CCAS)				
		Total charges de personnel 2019	Dont Ville	Dont CA	Dont CCAS (à partir de 2023)	
Direction	Services					
Services supports	Direction générale des services et cabinet	Direction générale et cabinet	499 568,97 €	434 312,37 €	65 256,60 €	
		Communication	484 776,66 €	375 862,66 €	108 914,00 €	
		Sous total	984 345,63 €	810 175,04 €	174 170,60 €	
	Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	287 023,09 €	243 392,41 €	43 630,68 €	
		Archives	137 456,20 €	137 456,20 €		
		Commande publique	309 069,94 €	277 771,25 €	31 298,69 €	
		Ressources humaines	1 057 279,81 €	873 232,54 €	184 047,27 €	
		Direction	94 715,00 €	94 715,00 €		
	Sous total	1 885 544,04 €	1 626 567,40 €	258 976,64 €		
	Direction Système d'information et relation citoyenne	@ services	573 833,81 €	466 458,23 €	57 757,58 €	49 618,00 €
		Accueil	433 898,77 €	397 625,79 €	36 272,98 €	
		Sous total	1 007 732,58 €	864 084,02 €	94 030,56 €	49 618,00 €
	Direction des Finances	Finances	513 161,31 €	379 968,79 €	133 192,52 €	
	Direction de l'ingénierie et de l'évaluation	Contrôle de gestion	224 591,57 €	171 393,45 €	53 198,12 €	
	TOTAL Services supports		4 615 375,13 €	3 852 188,70 €	713 568,44 €	49 618,00 €
Services opérationnelles	Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	238 588,71 €	175 035,08 €	63 553,63 €	
		Aménagement, gestion et entretien de la voirie	1 083 463,02 €	1 083 463,02 €		
		Patrimoine : programmation, entretien et maintenance	1 917 313,04 €	1 848 528,47 €	68 784,57 €	
		Sous total	3 239 364,77 €	3 107 026,57 €	132 338,20 €	
	Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire	Conception des espaces publics	222 615,12 €	222 615,12 €		
		Direction et service foncier	265 902,67 €	252 838,67 €	13 064,00 €	
		Droits des sols	128 830,88 €	126 001,62 €	2 829,26 €	
		Stratégie urbaine, planification	105 895,45 €	67 696,01 €	38 199,44 €	
		Sous total	723 244,12 €	669 151,41 €	54 092,71 €	
	Service de la logistique	Logistique	472 127,79 €	434 563,29 €	37 564,50 €	
	Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	178 509,29 €	178 509,29 €		
		Contrat Travaux	154 919,00 €	154 919,00 €		
		Entretien de l'espace public	2 852 606,39 €	2 852 606,39 €		
Atelier		408 939,98 €	371 375,48 €	37 564,50 €		
Sous total		3 594 974,66 €	3 557 410,16 €	37 564,50 €		
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Énergie environnement	297 500,35 €	175 059,32 €	122 441,03 €		
TOTAL Services opérationnelles		8 327 211,69 €	7 943 210,75 €	384 000,94 €	-00 €	
Total services mutualisés		12 942 586,83 €	11 795 399,45 €	1 097 569,38 €	49 618,00 €	



Annexe n°2 : clés de répartition

Services mutualisés		Clé de répartition	Année référence	2022			Poids ville	Poids CA	Poids CCAS
Direction	Services			Données ville	Données CA	Données CCAS			
Direction générale des services et cabinet	Direction générale des services et cabinet	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Communication	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	Nombre de délibérations et d'arrêtés réglementaires et décisions	N-1	201 et 1 806	251 et 493		54,70 %	45,30 %	
	Archives	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Commande publique	Nombre de lots passés	N-1	50	64		43,86 %	56,14 %	
	Ressources humaines	Nombres de feuilles de paie	N	7 754	5 640		57,89 %	42,11 %	
Direction des systèmes d'information et de la relation citoyenne	Accueil téléphonique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	@ service	Nombre d'ordinateurs	N	278	265	37	47,94 %	45,69 %	6,38 %
Finances	Finances	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction ingénierie et Evaluation des PP	Ingénierie et évaluation	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		90,74 %	9,26 %	
	Aménagement de l'espace public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Patrimoine : programmation, entretien et maintenance	m² de planchers assurés et entretenus	N-1	256 037	11 177		95,82 %	4,18 %	
Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire	Conception des espaces publics	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Direction et service foncier								
	Droits des sols								
	Stratégie urbaine, planification								
Service de la logistique	Logistique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		77,99 %	22,01 %	
	Contrat travaux	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Entretien du domaine public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Atelier	Nombres d'heures de main d'oeuvre	N-1	4 494	1 897		70,32 %	29,68 %	
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Energie environnement	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Autres charges de gestion « B »		Au prorata des dépenses de gestion	2018	456 433 € sur 568 140,32 €	97 998 € sur 568 140,32 €	19 762,79 € sur 568 140,32 €	79,49 %	17,07 %	3,44 %
Charges de structure « C »		Au prorata des surfaces occupées	2019	23 567 m² sur 25 288 m²	1 721 m² sur 25 288 m²		93,20 %	6,80 %	



Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Collectivité	Bâtiments	m ²
Ville	Hôtel de ville	3 975
	Mairie Annexe	1 751
	Ecole rue de Paris – DRH	283
	Centre technique Municipal	6 232
	Atelier et logement de la Maladière	4 513
	Pavillon Gérot	359
	Bottes d'Or	189
	Centre horticole	3 427
	PC jardiniers centre ville (C.Hort.)	119
	PC jardiniers Emile Bernard	292
	PC jardiniers Rive Droite	100
	PC jardiniers secteur sud	201
	Service voirie	423
	Service signalisation	1 184
	Boutisses B – cadre de vie	519
Sous total	23 567	
Communauté d'Agglomération	Siège CA	1 017
	Parking Monop	-
	Boutisses D – Patrimoine bâtie	704
	Sous total	1 721
TOTAL		25 288



Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées

Nature de la dépense		Contenu de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
A	Dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun	Prestations extérieures, contrats de services rattachés, maintenance métier, maintenance logiciel, magazines, frais de fonctionnement divers, etc.	Coûts identifiables et directement imputables aux services concernés. Partage du coût en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage du coût	Clé du service commun à l'origine de la dépense (cf. annexe 2 de la convention)
B	Autres charges de gestion	Affranchissement, téléphonie, fournitures, etc.	Coûts de fonctionnement du service commun qui ne peuvent pas être imputés directement aux services. Répartition du coût en fonction du poids des charges de gestion 2018	Partage du coût	En fonction des charges de gestion 2018 (soit 79,49 % pour la ville, 17,07 % pour la communauté, 3,44 % pour le CCAS)
C	Charges de structure	Charges locatives ou de copropriété, fluides, petit entretien, taxes, assurance et nettoyage, maintenance bâtiment, gardiennage éventuel, etc.	Définition du coût des bâtiments. Refacturation de la croissance des charges au prorata des surfaces occupées par les services en 2018	Partage de la croissance	En fonction des surfaces occupées en 2018 (soit 93,19 % pour la ville et 6,81 % pour la Communauté d'Agglomération)



AVENANT N°4 A LA CONVENTION PORTANT CRÉATION D'UN SERVICE COMMUN

ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS ET LA COMMUNE D'AUXERRE

DIRECTION DE LA STRATEGIE AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

ENTRE

La **Communauté d'agglomération de l'auxerrois** représentée par Francis HEURLEY, son vice-président en charge de la mutualisation, dûment autorisé à cet effet par délibération du conseil communautaire du 21 décembre 2023,

Ci après désignée « la Communauté »

D'une part ;

ET

La **Commune d'Auxerre**, représentée par Crescent MARAULT, son Maire, dûment autorisé à cet effet par délibération du 21 décembre 2023,

Ci après désignée « la Commune »

PRÉAMBULE

Par convention en date du 21 décembre 2018, la commune d'Auxerre et la Communauté d'agglomération de l'auxerrois ont créé des services communs.

Par avenant n°1, en date du 20 décembre 2019, cette convention a été modifiée afin d'actualiser les postes et les conditions financières liées à ce service commun.

Par avenant n°2 du 10 novembre 2021, cette convention a été modifiée afin de changer le nom de cette direction, passant de direction du dynamisme urbain à direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire.

Un troisième avenant du 16 décembre 2022 a actualisé les postes et les conditions financières de ce service commun en décembre 2022.

Un quatrième avenant est nécessaire pour actualiser les postes et le partage des charges de ce service commun entre la Communauté et la Commune.



Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu les statuts de la Communauté ;

Vu le schéma de mutualisation ;

Vu les dispositions de l'article L. 5211-4-2 du CGCT ;

Vu les avis du comité social territorial du 27 novembre 2023,

Considérant la nécessité d'actualiser la convention pour prendre en considération l'évolution des postes du service commun.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : EVOLUTION DU PERIMETRE

La direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire est désormais dénommée la direction de la stratégie de l'aménagement du territoire et mobilités.

ARTICLE 2 : ACTUALISATION DES POSTES

L'article 2 de la convention portant création du service commun est modifié comme suit :

Les postes occupés par les fonctionnaires et agents contractuels, répondent en totalité aux missions dans un service ou une partie de service mis en commun et sont dépendants de plein droit à la Communauté.

Les postes concernés par cette situation :

DSAT

Conception des espaces publics	
Directeur-trice délégué-e	1
Technicien/ne BE	3
Droits des sols ERP Foncier	
Agent/e d'accueil	3
Gestionnaire	1
Contrôleur/euse	1
Chargé/e de mission sécurité	1
Directeur-trice délégué-e	1



Direction	
Assistant/e	2
Directeur/trice	1
Responsable de service	1
Technicien-ne salubrité	3
Chargé/e de stratégie foncière	1
Stratégie urbaine planification	
Chargé-e de mission urbanisme	1
Directeur-trice délégué-e	1
Technicien/ne SIG	2

Le cas échéant, s'ajoutent à ces postes, les postes d'agents non permanents recrutés au titre de l'accroissement temporaire ou saisonnier d'activité, du remplacement temporaire de fonctionnaires ou contractuels absents.

ARTICLE 3 : EVOLUTION DES CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES DE REMBOURSEMENT

L'article 4 de la convention initiale est rédigé, désormais, comme suit :

La commune assure sa part de financement des dépenses des services communs par la réduction de son attribution de compensation.

Si des recettes sont encaissées en lien avec ces dépenses, il conviendra de les prendre en compte dans le calcul de l'attribution de compensation.

Chaque année, et à compter du 1^{er} janvier 2024, a lieu un calcul des services communs au moment de la construction du budget primitif de l'année N avec un impact sur l'attribution de compensation en N de la ville.

Un ajustement définitif sera réalisé en N+1 au moment de l'établissement du compte administratif N sur l'attribution de compensation N+1 de la ville.

Le coût des services communs comprend :

1. Les charges liées au personnel



Les charges de personnel du périmètre commun en 2019 ont été évaluées à 12 892 968,83 €, dont 11 795 399,45 € pour la ville et 1 097 569,38 € pour la CA.

Ce montant 2019 a été amendé, afin d'intégrer la mutualisation du service commun Informatique entre la Communauté de l'Auxerrois, la Ville d'Auxerre et son CCAS, projeté en 2023 à 49 618 €.

Le coût des charges de personnel de référence 2019 pour la ville et la Communauté d'agglomération, et 2023 pour le CCAS est donc projeté à 12 942 586,83 €. Ce montant reste projeté sur 2023 car il faut attendre l'exécution 2023 pour connaître le coût définitif du service commun informatique avec l'intégration d'un agent historiquement CCAS.

Le détail de ces dépenses est joint en annexe 1.

Le montant de la réduction de l'attribution de compensation pour 2019 a été fixé en fonction du montant réalisé des charges de personnel 2019, soit 11 795 399,45 €. Ces charges comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP]. Le récapitulatif des charges de personnel sur 2019 est joint en annexe 1.

A partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent uniquement sur l'évolution des charges de personnel par rapport à l'année de référence 2019 pour les services suivants :

- La Direction du Patrimoine et de l'aménagement de l'espace public
- La Direction de stratégie et de l'aménagement du territoire et de la mobilité
- La Direction de la valorisation du cadre de vie
- La Direction du développement économique, attractivité et transition écologique (pour la partie Transition écologique)
- Le service logistique

En revanche, à partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent sur le montant global des charges de personnel qui comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP] pour les services suivants :

- Direction générale
- Cabinet,
- Direction de la Communication,
- Direction des Ressources juridiques et humaines
- Direction des Systèmes d'information
- Direction de la relation citoyenne
- Direction des finances,
- Direction Ingénierie et évaluation des politiques publiques

Ces clés de répartition propres à chaque service sont définies telles qu'exposées dans le tableau présenté en annexe 2.

Concernant le régime indemnitaire, il est proposé que le coût soit partagé entre les collectivités selon la clé de répartition propre à chaque direction / service.



2. Les autres charges de fonctionnement

Depuis 2020, conformément à l'avenant n°1, d'autres charges de fonctionnement sont prises en compte (annexe 4).

Elles concernent :

- les dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun (A). Leur répartition se fera sur la base de la clé de répartition liée au service à l'origine de la dépense (annexe 2) ;
- les autres charges de gestion (B) seront réparties selon une clé de répartition identique à tous les services et sera basée sur les dépenses de gestion réalisées en 2018 par chacune des collectivités et établissement publics, soit 79,49 € % pour la ville, 17,07 % pour la communauté et 3,44 % pour le CCAS ;
- les charges de structures (C) liées aux bâtiments concernés par la mutualisation de la ville et de la communauté (listés en annexe 3) devront faire l'objet d'une répartition sur la base des m² occupés par les deux collectivités. Cette dernière pourra évoluer en fonction des m² occupés. Cette répartition s'appliquera depuis 2020 sur l'évolution des charges de structure par rapport à l'année de référence N-1. Il est précisé que le CCAS n'est pas concerné pour ce poste de dépense.

Les dépenses catégorisées en « A » et « B » conviennent d'être distinguées car les dépenses « A » sont rattachées à un service spécifique où les clés de répartition par service commun peuvent s'appliquer. A l'inverse, les dépenses « B » sont générales et concernent l'activité globale des trois entités.

S'agissant du CCAS, le périmètre des dépenses "B" se limite à la téléphonie et la reprographie.

La liste des dépenses de fonctionnement prises en compte est détaillée en annexe 4 par catégorie de dépenses (A, B et C) ainsi que les clés de répartition liées.

3. Attribution de compensation d'investissement

Les dépenses d'investissement en lien avec la mutualisation font l'objet d'une attribution de compensation d'investissement de la ville au bénéfice de la communauté. Ces dépenses seront validées lors des arbitrages budgétaires.

Leur affectation sera basée sur la clé de répartition des services communs en lien avec la dépense.

ARTICLE 3 : ENTRÉE EN VIGUEUR

L'entrée en vigueur du présent avenant s'effectue à compter du 1er janvier 2024 pour une durée indéterminée, sauf dispositions contraires de l'article 3.



Fait à AUXERRE, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Communauté

Pour la Commune

Monsieur le Vice-président en charge de la
mutualisation

Monsieur le Maire

Francis HEURLEY

Crescent MARAULT

Annexes:

Annexe n°1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

Annexe n°2 : clés de répartition

Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées



Annexe 1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

		Paie définitive décembre 2019 (Ville) ou projetées 2023 (CCAS)				
Services mutualisés		Total charges de personnel 2019	Dont Ville	Dont CA	Dont CCAS (à partir de 2023)	
Direction	Services					
Services supports	Direction générale des services et cabinet	Direction générale et cabinet	499 568,97 €	434 312,37 €	65 256,60 €	
		Communication	484 776,66 €	375 862,66 €	108 914,00 €	
		Sous total	984 345,63 €	810 175,04 €	174 170,60 €	
	Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	287 023,09 €	243 392,41 €	43 630,68 €	
		Archives	137 456,20 €	137 456,20 €		
		Commande publique	309 069,94 €	277 771,25 €	31 298,69 €	
		Ressources humaines	1 057 279,81 €	873 232,54 €	184 047,27 €	
		Direction	94 715,00 €	94 715,00 €		
	Sous total	1 885 544,04 €	1 626 567,40 €	258 976,64 €		
	Direction Système d'information et relation citoyenne	@ services	573 833,81 €	466 458,23 €	57 757,58 €	49 618,00 €
		Accueil	433 898,77 €	397 625,79 €	36 272,98 €	
		Sous total	1 007 732,58 €	864 084,02 €	94 030,56 €	49 618,00 €
	Direction des Finances	Finances	513 161,31 €	379 968,79 €	133 192,52 €	
Direction de l'ingénierie et de l'évaluation	Contrôle de gestion	224 591,57 €	171 393,45 €	53 198,12 €		
TOTAL Services supports		4 615 375,13 €	3 852 188,70 €	713 568,44 €	49 618,00 €	
Services opérationnelles	Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	238 588,71 €	175 035,08 €	63 553,63 €	
		Aménagement, gestion et entretien de la voirie	1 083 463,02 €	1 083 463,02 €		
		Patrimoine : programmation, entretien et maintenance	1 917 313,04 €	1 848 528,47 €	68 784,57 €	
		Sous total	3 239 364,77 €	3 107 026,57 €	132 338,20 €	
	Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire	Conception des espaces publics	222 615,12 €	222 615,12 €		
		Direction et service foncier	265 902,67 €	252 838,67 €	13 064,00 €	
		Droits des sols	128 830,88 €	126 001,62 €	2 829,26 €	
		Stratégie urbaine, planification	105 895,45 €	67 696,01 €	38 199,44 €	
		Sous total	723 244,12 €	669 151,41 €	54 092,71 €	
	Service de la logistique	Logistique	472 127,79 €	434 563,29 €	37 564,50 €	
	Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	178 509,29 €	178 509,29 €		
		Contrat Travaux	154 919,00 €	154 919,00 €		
		Entretien de l'espace public	2 852 606,39 €	2 852 606,39 €		
Atelier		408 939,98 €	371 375,48 €	37 564,50 €		
Sous total		3 594 974,66 €	3 557 410,16 €	37 564,50 €		
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Énergie environnement	297 500,35 €	175 059,32 €	122 441,03 €		
TOTAL Services opérationnelles		8 327 211,69 €	7 943 210,75 €	384 000,94 €	-00 €	
Total services mutualisés		12 942 586,83 €	11 795 399,45 €	1 097 569,38 €	49 618,00 €	



Annexe n°2 : clés de répartition

Services mutualisés		Clé de répartition	Année référence	2022			Poids ville	Poids CA	Poids CCAS
Direction	Services			Données ville	Données CA	Données CCAS			
Direction générale des services et cabinet	Direction générale des services et cabinet	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Communication	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	Nombre de délibérations et d'arrêtés réglementaires et décisions	N-1	201 et 1 806	251 et 493		54,70 %	45,30 %	
	Archives	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Commande publique	Nombre de lots passés	N-1	50	64		43,86 %	56,14 %	
	Ressources humaines	Nombres de feuilles de paie	N	7 754	5 640		57,89 %	42,11 %	
Direction des systèmes d'information et de la relation citoyenne	Accueil téléphonique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	@ service	Nombre d'ordinateurs	N	278	265	37	47,94 %	45,69 %	6,38 %
Finances	Finances	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction ingénierie et Evaluation des PP	Ingénierie et évaluation	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		90,74 %	9,26 %	
	Aménagement de l'espace public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Patrimoine : programmation, entretien et maintenance	m² de planchers assurés et entretenus	N-1	256 037	11 177		95,82 %	4,18 %	
Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire	Conception des espaces publics	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Direction et service foncier								
	Droits des sols								
	Stratégie urbaine, planification								
Service de la logistique	Logistique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		77,99 %	22,01 %	
	Contrat travaux	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Entretien du domaine public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Atelier	Nombres d'heures de main d'oeuvre	N-1	4 494	1 897		70,32 %	29,68 %	
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Energie environnement	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Autres charges de gestion « B »		Au prorata des dépenses de gestion	2018	456 433 € sur 568 140,32 €	97 998 € sur 568 140,32 €	19 762,79 € sur 568 140,32 €	79,49 %	17,07 %	3,44 %
Charges de structure « C »		Au prorata des surfaces occupées	2019	23 567 m² sur 25 288 m²	1 721 m² sur 25 288 m²		93,20 %	6,80 %	



Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Collectivité	Bâtiments	m ²
Ville	Hôtel de ville	3 975
	Mairie Annexe	1 751
	Ecole rue de Paris – DRH	283
	Centre technique Municipal	6 232
	Atelier et logement de la Maladière	4 513
	Pavillon Gérot	359
	Bottes d'Or	189
	Centre horticole	3 427
	PC jardiniers centre ville (C.Hort.)	119
	PC jardiniers Emile Bernard	292
	PC jardiniers Rive Droite	100
	PC jardiniers secteur sud	201
	Service voirie	423
	Service signalisation	1 184
	Boutisses B – cadre de vie	519
Sous total	23 567	
Communauté d'Agglomération	Siège CA	1 017
	Parking Monop	-
	Boutisses D – Patrimoine bâtie	704
	Sous total	1 721
TOTAL		25 288



Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées

Nature de la dépense		Contenu de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
A	Dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun	Prestations extérieures, contrats de services rattachés, maintenance métier, maintenance logiciel, magazines, frais de fonctionnement divers, etc.	Coûts identifiables et directement imputables aux services concernés. Partage du coût en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage du coût	Clé du service commun à l'origine de la dépense (cf. annexe 2 de la convention)
B	Autres charges de gestion	Affranchissement, téléphonie, fournitures, etc.	Coûts de fonctionnement du service commun qui ne peuvent pas être imputés directement aux services. Répartition du coût en fonction du poids des charges de gestion 2018	Partage du coût	En fonction des charges de gestion 2018 (soit 79,49 % pour la ville, 17,07 % pour la communauté, 3,44 % pour le CCAS)
C	Charges de structure	Charges locatives ou de copropriété, fluides, petit entretien, taxes, assurance et nettoyage, maintenance bâtiment, gardiennage éventuel, etc.	Définition du coût des bâtiments. Refacturation de la croissance des charges au prorata des surfaces occupées par les services en 2018	Partage de la croissance	En fonction des surfaces occupées en 2018 (soit 93,19 % pour la ville et 6,81 % pour la Communauté d'Agglomération)



AVENANT N°4 A LA CONVENTION PORTANT CRÉATION D'UN SERVICE COMMUN

ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS ET LA COMMUNE D'AUXERRE

DIRECTION DE LA VALORISATION DU CADRE DE VIE

ENTRE

La **Communauté d'agglomération de l'auxerrois** représentée par Francis HEURLEY, son vice-président en charge de la mutualisation, dûment autorisé à cet effet par délibération du conseil communautaire du 21 décembre 2023,

Ci après désignée « la Communauté »

D'une part ;

ET

La **Commune d'Auxerre**, représentée par Crescent MARAULT, son Maire, dûment autorisé à cet effet par délibération du 21 décembre 2023,

PRÉAMBULE

Par convention en date du 21 décembre 2018, la commune d'Auxerre et la Communauté d'agglomération de l'auxerrois ont créé des services communs.

Par avenant n°1, en date du 20 décembre 2019, cette convention a été modifiée afin d'actualiser les postes et les conditions financières liées à ce service commun.

Par avenant n°2 du 10 novembre 2021, cette convention a été modifié afin de changer le nom de cette direction, passant de direction du cadre de vie à direction de la valorisation du cadre de vie.

Un troisième avenant du 16 décembre 2022 a actualisé les postes et les conditions financières de ce service commun.

Un quatrième avenant est nécessaire pour actualiser les postes et le partage des charges de ce service commun entre la Communauté et la Commune.



Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;
 Vu les statuts de la Communauté ;
 Vu le schéma de mutualisation ;
 Vu les dispositions de l'article L. 5211-4-2 du CGCT ;
 Vu les avis du comité social territorial du 27 novembre 2023.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1ER : ACTUALISATION DES POSTES

L'article 2 de la convention portant création du service commun est modifié comme suit :

Les postes occupés par les fonctionnaires et agents contractuels, répondent en totalité aux missions dans un service ou une partie de service mis en commun et sont dépendants de plein droit à la Communauté.

Les postes concernés par cette situation :

DVCV	
Direction	
Assistant/e	2
Directeur/trice	1
Ateliers	
Agent ateliers électro mécaniques	7
Chef/fe d'équipe	2
Assistant/e	1
Coordo ateliers	1
Contrats travaux	
Agent/e de maintenance	2
Chef/fe d'équipe	1
Directeur/trice délégué/e	1
Technicien/ne contrat travaux	2



Entretien espace public	
Responsable de service	1
Espaces verts	
Chef/fe d'équipe	3
Coordonnateur	1
Jardinier/ère	37
Propreté	
Agent/e de propreté urbaine	26
Chef/fe d'équipe	2
Coordo propreté	1

Le cas échéant, s'ajoutent à ces postes, les postes d'agents non permanents recrutés au titre de l'accroissement temporaire ou saisonnier d'activité, du remplacement temporaire de fonctionnaires ou contractuels absents.

ARTICLE 2 : EVOLUTION DES CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES DE REMBOURSEMENT

L'article 4 de la convention initiale est rédigé, désormais, comme suit :

La commune assure sa part de financement des dépenses des services communs par la réduction de son attribution de compensation.

Si des recettes sont encaissées en lien avec ces dépenses, il conviendra de les prendre en compte dans le calcul de l'attribution de compensation.

Chaque année, et à compter du 1^{er} janvier 2024, a lieu un calcul des services communs au moment de la construction du budget primitif de l'année N avec un impact sur l'attribution de compensation en N de la ville.

Un ajustement définitif sera réalisé en N+1 au moment de l'établissement du compte administratif N sur l'attribution de compensation N+1 de la ville.

Le coût des services communs comprend :

1. Les charges liées au personnel

Les charges de personnel du périmètre commun en 2019 ont été évaluées à 12 892 968,83 €, dont 11 795 399,45 € pour la ville et 1 097 569,38 € pour la CA.



Ce montant 2019 a été amendé, afin d'intégrer la mutualisation du service commun Informatique entre la Communauté de l'Auxerrois, la Ville d'Auxerre et son CCAS, projeté en 2023 à 49 618 €.

Le coût des charges de personnel de référence 2019 pour la ville et la Communauté d'agglomération, et 2023 pour le CCAS est donc projeté à 12 942 586,83 €. Ce montant reste projeté sur 2023 car il faut attendre l'exécution 2023 pour connaître le coût définitif du service commun informatique avec l'intégration d'un agent historiquement CCAS.

Le détail de ces dépenses est joint en annexe 1.

Le montant de la réduction de l'attribution de compensation pour 2019 a été fixé en fonction du montant réalisé des charges de personnel 2019, soit 11 795 399,45 €. Ces charges comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP]. Le récapitulatif des charges de personnel sur 2019 est joint en annexe 1.

A partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent uniquement sur l'évolution des charges de personnel par rapport à l'année de référence 2019 pour les services suivants :

- La Direction du Patrimoine et de l'aménagement de l'espace public
- La Direction de stratégie et de l'aménagement du territoire et de la mobilité
- La Direction de la valorisation du cadre de vie
- La Direction du développement économique, attractivité et transition écologique (pour la partie Transition écologique)
- Le service logistique

En revanche, à partir de 2024, les clés de répartition des charges entre la ville et la communauté s'appliquent sur le montant global des charges de personnel qui comprennent les salaires chargés, dont le régime indemnitaire, et les charges directes liées aux personnels [assurance statutaire, formation CNFPT, médecine du travail (AIST), CNAS et FIPHFP] pour les services suivants :

- Direction générale
- Cabinet,
- Direction de la Communication,
- Direction des Ressources juridiques et humaines
- Direction des Systèmes d'information
- Direction de la relation citoyenne
- Direction des finances,
- Direction Ingénierie et évaluation des politiques publiques

Ces clés de répartition propres à chaque service sont définies telles qu'exposées dans le tableau présenté en annexe 2.

Concernant le régime indemnitaire, il est proposé que le coût soit partagé entre les collectivités selon la clé de répartition propre à chaque direction / service.



2. Les autres charges de fonctionnement

Depuis 2020, conformément à l'avenant n°1, d'autres charges de fonctionnement sont prises en compte (annexe 4).

Elles concernent :

- les dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun (A). Leur répartition se fera sur la base de la clé de répartition liée au service à l'origine de la dépense (annexe 2) ;

- les autres charges de gestion (B) seront réparties selon une clé de répartition identique à tous les services et sera basée sur les dépenses de gestion réalisées en 2018 par chacune des collectivités et établissement publics, soit 79,49 € % pour la ville, 17,07 % pour la communauté et 3,44 % pour le CCAS ;

- les charges de structures (C) liées aux bâtiments concernés par la mutualisation de la ville et de la communauté (listés en annexe 3) devront faire l'objet d'une répartition sur la base des m² occupés par les deux collectivités. Cette dernière pourra évoluer en fonction des m² occupés. Cette répartition s'appliquera depuis 2020 sur l'évolution des charges de structure par rapport à l'année de référence N-1. Il est précisé que le CCAS n'est pas concerné pour ce poste de dépense.

Les dépenses catégorisées en « A » et « B » conviennent d'être distinguées car les dépenses « A » sont rattachées à un service spécifique où les clés de répartition par service commun peuvent s'appliquer. A l'inverse, les dépenses « B » sont générales et concernent l'activité globale des trois entités.

S'agissant du CCAS, le périmètre des dépenses "B" se limite à la téléphonie et la reprographie.

La liste des dépenses de fonctionnement prises en compte est détaillée en annexe 4 par catégorie de dépenses (A, B et C) ainsi que les clés de répartition liées.

3. Attribution de compensation d'investissement

Les dépenses d'investissement en lien avec la mutualisation font l'objet d'une attribution de compensation d'investissement de la ville au bénéfice de la communauté. Ces dépenses seront validées lors des arbitrages budgétaires.

Leur affectation sera basée sur la clé de répartition des services communs en lien avec la dépense.



ARTICLE 3 : ENTRÉE EN VIGUEUR

L'entrée en vigueur du présent avenant s'effectue à compter du 1er janvier 2024 pour une durée indéterminée, sauf dispositions contraires de l'article 2.

Fait à AUXERRE, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Communauté

Pour la Commune

Monsieur le Vice-président en charge de la mutualisation

Monsieur le Maire

Francis HEURLEY

Crescent MARAULT

Annexes:

Annexe n°1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

Annexe n°2 : clés de répartition

Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées



Annexe 1 : Tableau des charges de personnel figées 2019 pour la ville et projetées 2023 pour le CCAS

Services mutualisés		Paie définitive décembre 2019 (Ville) ou projetées 2023 (CCAS)				
		Total charges de personnel 2019	Dont Ville	Dont CA	Dont CCAS (à partir de 2023)	
Direction	Services					
Services supports	Direction générale des services et cabinet	Direction générale et cabinet	499 568,97 €	434 312,37 €	65 256,60 €	
		Communication	484 776,66 €	375 862,66 €	108 914,00 €	
		Sous total	984 345,63 €	810 175,04 €	174 170,60 €	
	Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	287 023,09 €	243 392,41 €	43 630,68 €	
		Archives	137 456,20 €	137 456,20 €		
		Commande publique	309 069,94 €	277 771,25 €	31 298,69 €	
		Ressources humaines	1 057 279,81 €	873 232,54 €	184 047,27 €	
		Direction	94 715,00 €	94 715,00 €		
	Sous total	1 885 544,04 €	1 626 567,40 €	258 976,64 €		
	Direction Système d'information et relation citoyenne	@ services	573 833,81 €	466 458,23 €	57 757,58 €	49 618,00 €
		Accueil	433 898,77 €	397 625,79 €	36 272,98 €	
		Sous total	1 007 732,58 €	864 084,02 €	94 030,56 €	49 618,00 €
	Direction des Finances	Finances	513 161,31 €	379 968,79 €	133 192,52 €	
	Direction de l'ingénierie et de l'évaluation	Contrôle de gestion	224 591,57 €	171 393,45 €	53 198,12 €	
	TOTAL Services supports		4 615 375,13 €	3 852 188,70 €	713 568,44 €	49 618,00 €
Services opérationnelles	Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	238 588,71 €	175 035,08 €	63 553,63 €	
		Aménagement, gestion et entretien de la voirie	1 083 463,02 €	1 083 463,02 €		
		Patrimoine : programmation, entretien et maintenance	1 917 313,04 €	1 848 528,47 €	68 784,57 €	
		Sous total	3 239 364,77 €	3 107 026,57 €	132 338,20 €	
	Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire	Conception des espaces publics	222 615,12 €	222 615,12 €		
		Direction et service foncier	265 902,67 €	252 838,67 €	13 064,00 €	
		Droits des sols	128 830,88 €	126 001,62 €	2 829,26 €	
		Stratégie urbaine, planification	105 895,45 €	67 696,01 €	38 199,44 €	
		Sous total	723 244,12 €	669 151,41 €	54 092,71 €	
	Service de la logistique	Logistique	472 127,79 €	434 563,29 €	37 564,50 €	
	Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	178 509,29 €	178 509,29 €		
		Contrat Travaux	154 919,00 €	154 919,00 €		
		Entretien de l'espace public	2 852 606,39 €	2 852 606,39 €		
Atelier		408 939,98 €	371 375,48 €	37 564,50 €		
Sous total		3 594 974,66 €	3 557 410,16 €	37 564,50 €		
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Énergie environnement	297 500,35 €	175 059,32 €	122 441,03 €		
TOTAL Services opérationnelles		8 327 211,69 €	7 943 210,75 €	384 000,94 €	-00 €	
Total services mutualisés		12 942 586,83 €	11 795 399,45 €	1 097 569,38 €	49 618,00 €	



Annexe n°2 : clés de répartition

Services mutualisés		Clé de répartition	Année référence	2022			Poids ville	Poids CA	Poids CCAS
Direction	Services			Données ville	Données CA	Données CCAS			
Direction générale des services et cabinet	Direction générale des services et cabinet	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Communication	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	Nombre de délibérations et d'arrêtés réglementaires et décisions	N-1	201 et 1 806	251 et 493		54,70 %	45,30 %	
	Archives	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Commande publique	Nombre de lots passés	N-1	50	64		43,86 %	56,14 %	
	Ressources humaines	Nombres de feuilles de paie	N	7 754	5 640		57,89 %	42,11 %	
Direction des systèmes d'information et de la relation citoyenne	Accueil téléphonique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	@ service	Nombre d'ordinateurs	N	278	265	37	47,94 %	45,69 %	6,38 %
Finances	Finances	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction ingénierie et Evaluation des PP	Ingénierie et évaluation	Nombre d'écritures	N-1	18 795	7 959		70,25 %	29,75 %	
Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		90,74 %	9,26 %	
	Aménagement de l'espace public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Patrimoine : programmation, entretien et maintenance	m² de planchers assurés et entretenus	N-1	256 037	11 177		95,82 %	4,18 %	
Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire	Conception des espaces publics	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
	Direction et service foncier								
	Droits des sols								
	Stratégie urbaine, planification								
Service de la logistique	Logistique	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	Proportionnelle à la répartition des services	-	-	-		77,99 %	22,01 %	
	Contrat travaux	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Entretien du domaine public	Entretien des espaces en hectares	N	1614	270		85,66 %	14,34 %	
	Atelier	Nombres d'heures de main d'oeuvre	N-1	4 494	1 897		70,32 %	29,68 %	
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Energie environnement	Nombre d'habitants	N	35 554 et 69 811	34 257 sur 69 811		50,93 %	49,07 %	
Autres charges de gestion « B »		Au prorata des dépenses de gestion	2018	456 433 € sur 568 140,32 €	97 998 € sur 568 140,32 €	19 762,79 € sur 568 140,32 €	79,49 %	17,07 %	3,44 %
Charges de structure « C »		Au prorata des surfaces occupées	2019	23 567 m² sur 25 288 m²	1 721 m² sur 25 288 m²		93,20 %	6,80 %	



Annexe n° 3 : liste des bâtiments administratifs accueillant des services communs en 2019

Collectivité	Bâtiments	m ²
Ville	Hôtel de ville	3 975
	Mairie Annexe	1 751
	Ecole rue de Paris – DRH	283
	Centre technique Municipal	6 232
	Atelier et logement de la Maladière	4 513
	Pavillon Gérot	359
	Bottes d'Or	189
	Centre horticole	3 427
	PC jardiniers centre ville (C.Hort.)	119
	PC jardiniers Emile Bernard	292
	PC jardiniers Rive Droite	100
	PC jardiniers secteur sud	201
	Service voirie	423
	Service signalisation	1 184
	Boutisses B – cadre de vie	519
Sous total	23 567	
Communauté d'Agglomération	Siège CA	1 017
	Parking Monop	-
	Boutisses D – Patrimoine bâtie	704
	Sous total	1 721
TOTAL		25 288



Annexe n°4 : liste des dépenses de fonctionnement (hors charges de personnel) valorisées

Nature de la dépense		Contenu de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
A	Dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun	Prestations extérieures, contrats de services rattachés, maintenance métier, maintenance logiciel, magazines, frais de fonctionnement divers, etc.	Coûts identifiables et directement imputables aux services concernés. Partage du coût en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage du coût	Clé du service commun à l'origine de la dépense (cf. annexe 2 de la convention)
B	Autres charges de gestion	Affranchissement, téléphonie, fournitures, etc.	Coûts de fonctionnement du service commun qui ne peuvent pas être imputés directement aux services. Répartition du coût en fonction du poids des charges de gestion 2018	Partage du coût	En fonction des charges de gestion 2018 (soit 79,49 % pour la ville, 17,07 % pour la communauté, 3,44 % pour le CCAS)
C	Charges de structure	Charges locatives ou de copropriété, fluides, petit entretien, taxes, assurance et nettoyage, maintenance bâtiment, gardiennage éventuel, etc.	Définition du coût des bâtiments. Refacturation de la croissance des charges au prorata des surfaces occupées par les services en 2018	Partage de la croissance	En fonction des surfaces occupées en 2018 (soit 93,19 % pour la ville et 6,81 % pour la Communauté d'Agglomération)



PROJET DE DELIBERATION**N°2023-158****OBJET : Attribution de compensation provisoire - Exercice 2024****Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN**

En application des dispositions du V de l'article 1609 nonies C du code général des impôts (CGI), la communauté verse à chaque commune membre une attribution de compensation. Celle-ci ne peut être indexée.

Les attributions de compensation permettent de maintenir les équilibres budgétaires des communes membres et de leur établissement public de coopération intercommunale (EPCI) lorsqu'il y a transfert de compétences et de charges dans le cadre de la fiscalité professionnelle unique. C'est une dépense obligatoire.

Le conseil communautaire communique annuellement aux communes membres le montant provisoire des attributions de compensation. Cette notification doit intervenir avant le 15 février, afin de permettre aux communes d'élaborer leurs budgets dans les délais impartis. Ces attributions de compensation provisoires font l'objet d'ajustement avant la fin de l'année, et en tout état de cause avant le 31 décembre de l'année des transferts.

Ces attributions de compensation provisoires par rapport aux attributions de compensation – AC – de 2023 sont présentés à l'identique hormis pour la ville d'Auxerre afin de tenir comptes des dépenses mutualisés proposés au budget primitif 2024 et qui doivent faire l'objet d'une refacturation à la ville d'Auxerre à travers l'AC (annexe 1).

Cette évaluation des dépenses mutualisées sur la base des inscriptions budgétaires 2024 a fait l'objet d'une présentation en Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées du 4 décembre dernier.

Les charges de personnel sont portées par chaque collectivité selon l'employeur historique puis se partage la croissance entre l'année N et la base 2019. Ainsi depuis 2019, la ville d'Auxerre porte une charge fixe de 11 795 399,45 € auquel se rajoute le partage de la croissance.

Cette méthode de partage crée un décalage important entre la réalité de l'activité des services et ce que la communauté d'agglomération porte financièrement.

Afin de répartir de manière équitable les charges de personnel entre les collectivités, il est préconisé de modifier la méthode de répartition des charges de personnel en partageant le montant de ces charges de personnel et non la croissance de ces charges selon la clé de répartition de chaque service.

Pour rectifier cette situation sans mettre en difficulté financièrement la Communauté, il est recommandé de ne pas modifier la méthode de calcul sur tout le périmètre des services communs. Un premier travail pourrait s'opérer uniquement sur les services supports : direction



générale, communication, accueil téléphonique, informatique, affaires juridiques et assemblées, archives, commande publique, ressources humaines, finances, ingénierie et évaluation des politiques publiques.

Il est proposé de supprimer la prise en charge par la ville du régime indemnitaire des agents historiques ville (304 agents).

La projection 2024 des services communs a refacturé à la ville est le suivant :

	BP 2024
Projection Régularisation AC 2023 (après clôture de l'exercice 2023)	330 000,00 €
Charges de personnel - Services ressources	- 2 732 140,18 €
Charges de personnel - Services opérationnels	- 8 859 714,42 €
<i>Part fixe 2019</i>	<i>- 7 943 210,75 €</i>
<i>Part Croissance</i>	<i>- 916 503,67 €</i>
2 – Dépenses A : nécessaire au fonctionnement du service	- 618 000,46 €
2 – Dépenses B : autres charges de gestion	- 347 031,72 €
2 – Dépenses C : charges de structures (en 2024 après clôture de l'exercice 2023)	
Impact mutualisation	-12 226 886,79 €

L'ajustement intermédiaire s'étant stoppé à partir de 2022, l'ajustement définitif sur la mutualisation 2023 interviendra sur l'attribution de compensation en 2024. Une provision de 330 000 € a été faite à cet effet. Il correspond à une tendance qui s'est opérée les 3 dernières années.

Il est donc demandé au conseil municipal de bien vouloir arrêter le montant de l'attribution de compensation provisoire 2023 présentée en annexe 2.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter le montant de l'attribution de compensation provisoire 2024 présentée en annexe.



COMMISSION MUTUALISATION

DÉCEMBRE 2024

SERVICES COMMUNS ENTRE LA VILLE D'AUXERRE, LE CCAS ET LA COMMUNAUTÉ DE L'AUXERROIS

Budget primitif 2024



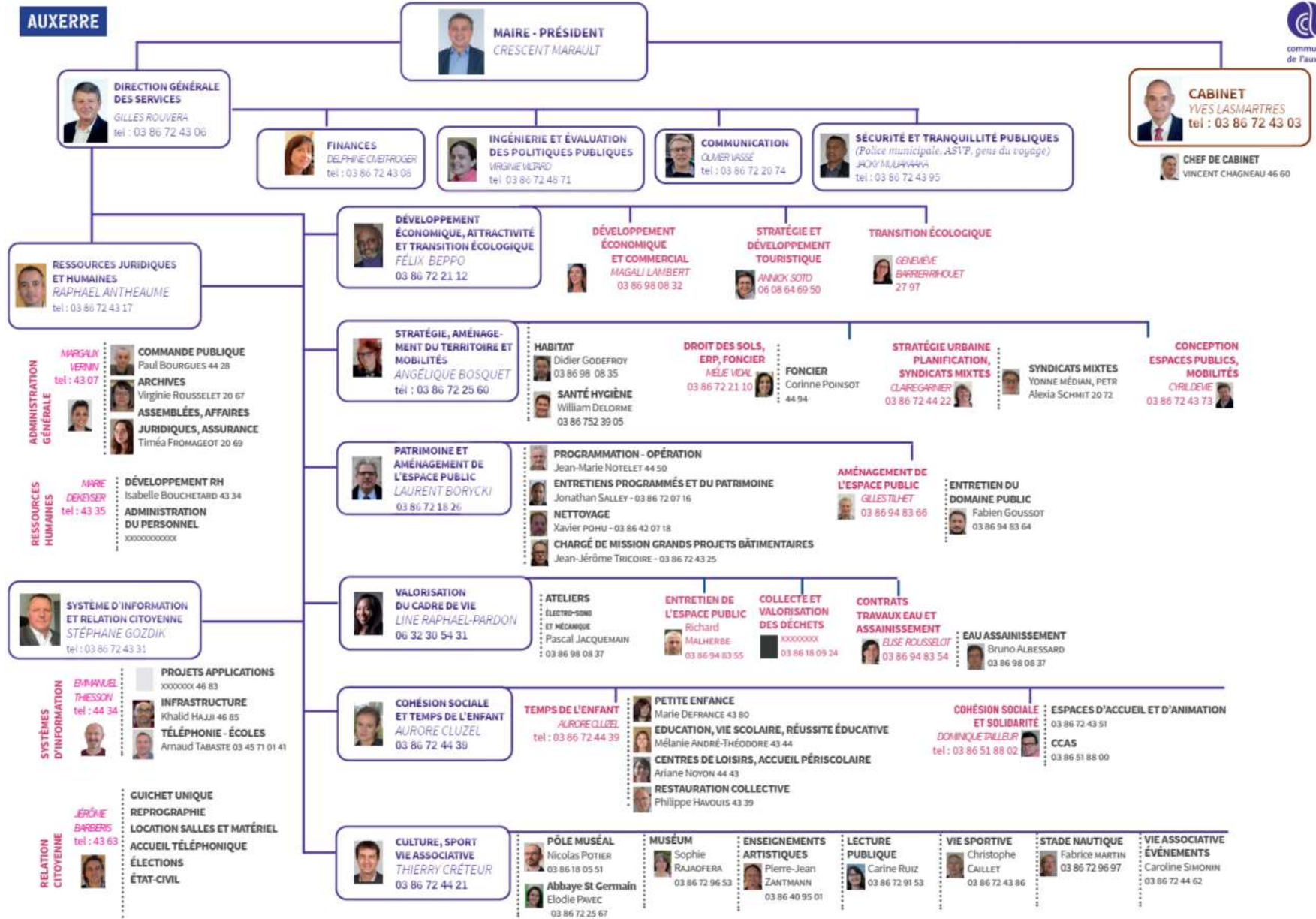
AUXERRE

CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE





ORGANIGRAMME MUTUALISÉ



Novembre 2023



LES CHARGES DE PERSONNEL – MÉTHODE D'ÉVALUATION

LA MÉTHODE ACTUELLE

Les charges de personnel sont portées par chaque collectivité selon l'employeur historique puis se partage la croissance entre l'année N et la base 2019.

Ainsi depuis 2019, la ville d'Auxerre porte une charge fixe de 11 795 399,45 € auquel se rajoute le partage de la croissance :

Année	Montant
2020	+ 193 445,61 €
2021	+ 228 954,10 €
2022	- 36 052,53 €

CONSTAT

Cette méthode de partage crée un décalage important entre la réalité de l'activité des services et ce que la communauté d'agglomération porte financièrement :

		Poids de la masse salariale prise en charge par la CA en 2022	Clé de répartition liée à l'activité dont les critères ont été déterminés en 2019	
Direction		Services		
Services supports	DG / Cabinet / Communication	Direction générale et cabinet	5%	49,07 %
		Communication	14%	49,07 %
	Direction de la modernisation de l'administration et des ressources humaines	Accueil	16%	49,07 %
		Affaires juridiques et assemblées	11%	45,30 %
		Archives	1%	49,07 %
		Commande publique	16%	56,14 %
		Ressources humaines	9%	42,11 %
	Direction des Finances	@ services	12%	48,80 %
		Finances	26%	29,75 %
	Direction de l'ingénierie et de l'évaluation	Ingénierie et Evaluation	26%	29,75 %

		Poids de la masse salariale prise en charge par la CA en 2022	Clé de répartition liée à l'activité dont les critères ont été déterminés en 2019	
Direction		Services		
Services opérationnels	Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	19%	10,39 %
		Aménagement et gestion voirie	6%	14,34 %
		Entretien du domaine public	0%	14,34 %
		Patrimoine – Entretien programme	27%	4,18 %
		Entretien du patrimoine	0%	4,18 %
	Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire	Patrimoine - Programmation opération	4%	14,89 %
		Conception des espaces publics	-6%	49,07 %
		Direction et service foncier	-59%	49,07 %
		Droits des sols	22%	49,07 %
	Direction de la valorisation du cadre de vie	Stratégie urbaine, planification	45%	49,07 %
Direction		-2%	22,01 %	
Contrat Travaux		5%	14,34 %	
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Entretien de l'espace public	0%	14,34 %	
	Logistique	6%	29,68 %	
	Transition écologique	35%	48,87 %	

LES CHARGES DE PERSONNEL – MÉTHODE D'ÉVALUATION

PRÉCONISATIONS

Afin de répartir de manière équitable les charges de personnel entre les collectivités, il est préconisé de modifier la méthode de répartition des charges de personnel en **partageant le montant de ces charges de personnel et non la croissance de ces charges selon la clé de répartition de chaque service.**

Pour rectifier cette situation sans mettre en difficulté financièrement la Communauté, il est recommandé de ne pas modifier la méthode de calcul sur tout le périmètre des services communs. Un premier travail pourrait s'opérer uniquement sur les services supports :

- Direction générale, communication, accueil téléphonique, informatique, affaires juridiques et assemblées, archives, commande publique, ressources humaines, finances, ingénierie et évaluation des politiques publiques.

IL est **proposé de supprimer la prise en charge par la ville du régime indemnitaire** des agents historiques ville (304 agents).



1- LES CHARGES DE PERSONNEL – MÉTHODE D'ÉVALUATION

IMPACT FINANCIER – ANCIENNE MÉTHODE

		Paie définitive décembre 2019 (Ville) ou projetées 2023 (CCAS)				Clé de répartition 2022			Répartition de la croissance					
Services mutualisés		Total charges de personnel 2019	Dont Ville	Dont CA	Dont CCAS (à partir de 2023)	Charges de personnel mutualisé projeté – BP 2024	Différence	ville	CA	CCAS	Poids ville	Poids CA	Poids CCAS	
Direction	Services													
Services supports	Direction générale des services et cabinet	Direction générale et cabinet	499 568,97 €	434 312,37 €	65 256,60 €	324 416,01 €	-175 152,96 €	50,93 %	49,07 %		-89 205,40 €	-85 947,56 €		
		Communication	484 776,66 €	375 862,66 €	108 914,00 €	437 247,72 €	-47 528,95 €	50,93 %	49,07 %		-24 206,49 €	-23 322,46 €		
		Sous total	984 345,63 €	810 175,04 €	174 170,60 €	49 618,00 €	761 663,72 €	-222 681,91 €				-113 411,89 €	-109 270,02 €	0,00 €
	Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	287 023,09 €	243 392,41 €	43 630,68 €		268 649,50 €	-18 373,59 €	54,70 %	45,30 %		-10 050,35 €	-8 323,23 €	
		Archives	137 456,20 €	137 456,20 €			226 247,37 €	88 791,17 €	50,93 %	49,07 %		45 221,35 €	43 569,83 €	
		Commande publique	309 069,94 €	277 771,25 €	31 298,69 €		494 242,76 €	185 172,82 €	43,86 %	56,14 %		81 216,80 €	103 956,02 €	
		Ressources humaines	1 057 279,81 €	873 232,54 €	184 047,27 €		920 117,30 €	-137 162,51 €	57,89 %	42,11 %		-79 403,38 €	-57 759,13 €	
		Direction	94 715,00 €	94 715,00 €			126 490,77 €	31 775,77 €	51,85 %	48,16 %		16 474,15 €	15 301,62 €	
		Sous total	1 885 544,04 €	1 626 567,40 €	258 976,64 €		2 035 747,71 €	150 203,67 €				53 458,57 €	96 745,11 €	0,00 €
	Direction Système d'information et relation citoyenne	@ services	573 833,81 €	466 458,23 €	57 757,58 €	49 618,00 €	751 972,98 €	178 139,17 €	47,93 %	45,69 %	6,38 %	85 382,10 €	81 391,79 €	11 365,28 €
Accueil		433 898,77 €	397 625,79 €	36 272,98 €		426 934,72 €	-6 964,05 €	50,93 %	49,07 %		-3 546,79 €	-3 417,26 €		
	Sous total	1 007 732,58 €	864 084,02 €	94 030,56 €	49 618,00 €	1 178 907,70 €	171 175,12 €				81 835,31 €	77 974,53 €	11 365,28 €	
Direction des Finances	Finances	513 161,31 €	379 968,79 €	133 192,52 €		610 110,21 €	96 948,90 €	70,25 %	29,75 %		68 106,60 €	28 842,30 €	0,00 €	
Direction de l'ingénierie et de l'évaluation	Contrôle de gestion	224 591,57 €	171 393,45 €	53 198,12 €		370 925,18 €	146 333,61 €	70,25 %	29,75 %		102 799,36 €	43 534,25 €	0,00 €	
TOTAL Services supports		4 615 375,13 €	3 852 188,70 €	713 568,44 €	49 618,00 €	4 957 354,52 €	341 979,39 €				192 787,95 €	137 826,17 €	11 365,28 €	
Services opérationnelles	Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	238 588,71 €	175 035,08 €	63 553,63 €		176 162,39 €	-62 426,32 €	90,74 %	9,26 %		-56 645,64 €	-5 780,68 €	
		Aménagement, gestion et entretien de la	1 083 463,02 €	1 083 463,02 €			1 301 012,98 €	217 549,96 €	85,66 %	14,34 %		186 353,29 €	31 196,66 €	
		Patrimoine : programmation, entretien e	1 917 313,04 €	1 848 528,47 €	68 784,57 €		2 320 974,33 €	403 661,29 €	95,82 %	4,18 %		386 788,25 €	16 873,04 €	
		Sous total	3 239 364,77 €	3 107 026,57 €	132 338,20 €		3 798 149,70 €	558 784,93 €				516 495,90 €	42 289,02 €	0,00 €
	Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire	Conception des espaces publics	222 615,12 €	222 615,12 €			218 090,92 €	-4 524,20 €	50,93 %	49,07 %		-2 304,17 €	-2 220,02 €	
		Direction et service foncier	265 902,67 €	252 838,67 €	13 064,00 €		411 061,39 €	145 158,72 €	50,93 %	49,07 %		73 929,33 €	71 229,38 €	
		Droits des sols	128 830,88 €	126 001,62 €	2 829,26 €		295 898,99 €	167 068,11 €	50,93 %	49,07 %		85 087,79 €	81 980,32 €	
		Stratégie urbaine, planification	105 895,45 €	67 696,01 €	38 199,44 €		217 258,29 €	111 362,84 €	50,93 %	49,07 %		56 717,09 €	54 645,74 €	
		Sous total	723 244,12 €	669 151,41 €	54 092,71 €		1 142 309,58 €	419 065,46 €				213 430,04 €	205 635,42 €	0,00 €
	Service de la logistique	Logistique	472 127,79 €	434 563,29 €	37 564,50 €		336 570,04 €	-135 557,75 €	70,32 %	29,68 %		-95 324,21 €	-40 233,54 €	0,00 €
	Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	178 509,29 €	178 509,29 €			192 233,36 €	13 724,07 €	77,99 %	22,01 %		10 703,41 €	3 020,67 €	
		Contrat Travaux	154 919,00 €	154 919,00 €			277 573,56 €	122 654,56 €	85,66 %	14,34 %		105 065,90 €	17 588,66 €	
		Entretien de l'espace public	2 852 606,39 €	2 852 606,39 €			3 034 411,28 €	181 804,89 €	85,66 %	14,34 %		155 734,07 €	26 070,82 €	
		Atelier	408 939,98 €	371 375,48 €	37 564,50 €		487 947,11 €	79 007,13 €	70,32 %	29,68 %		55 557,81 €	23 449,32 €	
		Sous total	3 594 974,66 €	3 557 410,16 €	37 564,50 €		3 992 165,32 €	397 190,66 €				327 061,19 €	70 129,47 €	0,00 €
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Énergie environnement	297 500,35 €	175 059,32 €	122 441,03 €		209 177,93 €	-88 322,42 €	51,13 %	48,87 %		-45 159,25 €	-43 163,17 €	0,00 €	
TOTAL Services opérationnelles		8 327 211,69 €	7 943 240,75 €	384 000,94 €	-00 €	9 478 372,58 €	1 151 160,88 €			-00 €	916 503,67 €	234 657,20 €	-00 €	
Total services mutualisés		12 942 586,83 €	11 795 399,45 €	1 097 569,38 €	49 618,00 €	14 435 727,10 €	1 493 140,27 €				1 109 291,62 €	372 483,37 €	11 365,28 €	
Retraitement du régime indemnitaire							-320 874,10 €							
TOTAL services mutualisés sans prise en charge de l'harmonisation du RI							1 172 266,17 €				870 906,15 €	292 437,13 €	8 922,89 €	
Prise en charge du Régime indemnitaire par la ville							320 874,10 €				320 154,10 €		720,00 €	
TOTAL services mutualisés avec retraitement du RI							1 493 140,27 €				1 191 060,25 €	292 437,13 €	9 642,89 €	

78,51 %



1- LES CHARGES DE PERSONNEL – MÉTHODE D'ÉVALUATION

IMPACT FINANCIER – PROPOSITION SERVICES SUPPORTS

Services mutualisés		Paie définitive décembre 2019 (Ville) ou projetées 2023 (CCAS)				Charges de personnel mutualisé projeté – BP 2024	Clé de répartition 2022			Répartition du stock pour les directions ressources et de la croissance pour les directions opérationnelles		
		Total charges de personnel 2019	Dont Ville	Dont CA	Dont CCAS (à partir de 2023)		ville	CA	CCAS	Poids ville	Poids CA	Poids CCAS
Direction	Services											
Direction générale des services et cabinet	Direction générale et cabinet	499 568,97 €	434 312,37 €	65 256,60 €		324 416,01 €	50,93 %	49,07 %		165 225,07 €	159 190,94 €	
	Communication	484 776,66 €	375 862,66 €	108 914,00 €		437 247,72 €	50,93 %	49,07 %		222 690,26 €	214 557,45 €	
	Sous total	984 345,63 €	810 175,04 €	174 170,60 €		761 663,72 €				387 915,33 €	373 748,39 €	0,00 €
Direction des Ressources juridiques et humaines	Affaires juridiques et assemblées	287 023,09 €	243 392,41 €	43 630,68 €		268 649,50 €	54,70 %	45,30 %		146 951,28 €	121 698,23 €	
	Archives	137 456,20 €	137 456,20 €			226 247,37 €	50,93 %	49,07 %		115 227,79 €	111 019,59 €	
	Commande publique	309 069,94 €	277 771,25 €	31 298,69 €		494 242,76 €	43,86 %	56,14 %		216 774,87 €	277 467,88 €	
	Ressources humaines	1 057 279,81 €	873 232,54 €	184 047,27 €		920 117,30 €	57,89 %	42,11 %		532 655,90 €	387 461,39 €	
	Direction	94 715,00 €	94 715,00 €			126 490,77 €	51,85 %	48,16 %		65 579,14 €	60 911,63 €	
Sous total	1 885 544,04 €	1 626 567,40 €	258 976,64 €		2 035 747,71 €				1 077 188,98 €	958 558,72 €	0,00 €	
Direction Système d'information et relation citoyenne	@ services	573 833,81 €	466 458,23 €	57 757,58 €	49 618,00 €	751 972,98 €	47,93 %	45,69 %	6,38 %	360 420,65 €	343 576,46 €	47 975,88 €
	Accueil	433 898,77 €	397 625,79 €	36 272,98 €		426 934,72 €	50,93 %	49,07 %		217 437,85 €	209 496,87 €	
	Sous total	1 007 732,58 €	864 084,02 €	94 030,56 €	49 618,00 €	1 178 907,70 €				577 858,50 €	553 073,32 €	47 975,88 €
Direction des Finances	Finances	513 161,31 €	379 968,79 €	133 192,52 €		610 110,21 €	70,25 %	29,75 %		428 602,42 €	181 507,79 €	0,00 €
Direction de l'ingénierie et de l'évaluation	Contrôle de gestion	224 591,57 €	171 393,45 €	53 198,12 €		370 925,18 €	70,25 %	29,75 %		260 574,94 €	110 350,24 €	0,00 €
TOTAL Services supports		4 615 375,13 €	3 852 188,70 €	713 568,44 €	49 618,00 €	4 957 354,52 €				2 732 140,18 €	2 177 238,46 €	47 975,88 €

	Ville	CCAS	CA
Ancienne méthode	4 126 745,28 €	59 260,89 €	771 348,35 €
part fixe	3 852 188,70 €	49 618,00 €	713 568,44 €
Croissance	274 556,58 €	9 642,89 €	57 779,92 €
Nouvelle méthode	2 732 140,18 €	47 975,88 €	2 177 238,46 €
Ecart	-1 394 605,09 €	-11 285,02 €	1 405 890,11 €



1- LES CHARGES DE PERSONNEL – MÉTHODE D'ÉVALUATION

IMPACT FINANCIER – SERVICES OPÉRATIONNELS

Services mutualisés		Paie définitive décembre 2019 (Ville) ou projetées 2023 (CCAS)				Charges de personnel mutualisé projeté – BP 2024	Différence	Clé de répartition 2022			Répartition de la croissance entre 2024 et 2019		
		Total charges de personnel 2019	Dont Ville	Dont CA	Dont CCAS (à partir de 2023)			ville	CA	CCAS	Poids ville	Poids CA	Poids CCAS
Direction	Services												
Direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public	Direction et ressource	238 588,71 €	175 035,08 €	63 553,63 €		176 162,39 €	-62 426,32 €	90,74 %	9,26 %		-56 645,64 €	-5 780,68 €	
	Aménagement, gestion et entretien de l'espace public	1 083 463,02 €	1 083 463,02 €			1 301 012,98 €	217 549,96 €	85,66 %	14,34 %		186 353,29 €	31 196,66 €	
	Patrimoine : programmation, entretien et gestion	1 917 313,04 €	1 848 528,47 €	68 784,57 €		2 320 974,33 €	403 661,29 €	95,82 %	4,18 %		386 788,25 €	16 873,04 €	
	Sous total	3 239 364,77 €	3 107 026,57 €	132 338,20 €		3 798 149,70 €	558 784,93 €				516 495,90 €	42 289,02 €	0,00 €
Direction de la stratégie et de l'aménagement du territoire	Conception des espaces publics	222 615,12 €	222 615,12 €			218 090,92 €	-4 524,20 €	50,93 %	49,07 %		-2 304,17 €	-2 220,02 €	
	Direction et service foncier	265 902,67 €	252 838,67 €	13 064,00 €		411 061,39 €	145 158,72 €	50,93 %	49,07 %		73 929,33 €	71 229,38 €	
	Droits des sols	128 830,88 €	126 001,62 €	2 829,26 €		295 898,99 €	167 068,11 €	50,93 %	49,07 %		85 087,79 €	81 980,32 €	
	Stratégie urbaine, planification	105 895,45 €	67 696,01 €	38 199,44 €		217 258,29 €	111 362,84 €	50,93 %	49,07 %		56 717,09 €	54 645,74 €	
Sous total	723 244,12 €	669 151,41 €	54 092,71 €		1 142 309,58 €	419 065,46 €				213 430,04 €	205 635,42 €	0,00 €	
Service de la logistique	Logistique	472 127,79 €	434 563,29 €	37 564,50 €		336 570,04 €	-135 557,75 €	70,32 %	29,68 %		-95 324,21 €	-40 233,54 €	0,00 €
Direction de la valorisation du cadre de vie	Direction	178 509,29 €	178 509,29 €			192 233,36 €	13 724,07 €	77,99 %	22,01 %		10 703,41 €	3 020,67 €	
	Contrat Travaux	154 919,00 €	154 919,00 €			277 573,56 €	122 654,56 €	85,66 %	14,34 %		105 065,90 €	17 588,66 €	
	Entretien de l'espace public	2 852 606,39 €	2 852 606,39 €			3 034 411,28 €	181 804,89 €	85,66 %	14,34 %		155 734,07 €	26 070,82 €	
	Atelier	408 939,98 €	371 375,48 €	37 564,50 €		487 947,11 €	79 007,13 €	70,32 %	29,68 %		55 557,81 €	23 449,32 €	
Sous total	3 594 974,66 €	3 557 410,16 €	37 564,50 €		3 992 165,32 €	397 190,66 €				327 061,19 €	70 129,47 €	0,00 €	
Direction du développement économique, attractivité et transition écologique	Énergie environnement	297 500,35 €	175 059,32 €	122 441,03 €		209 177,93 €	-88 322,42 €	51,13 %	48,87 %		-45 159,25 €	-43 163,17 €	0,00 €
TOTAL Services opérationnelles		8 327 211,69 €	7 943 210,75 €	384 000,94 €	-00 €	9 478 372,58 €	1 151 160,88 €				916 503,67 €	234 657,20 €	-00 €

Pour les services opérationnels, la méthode de répartition reste identique à 2019. Ainsi, la ville porte les charges de personnel des agents historiquement ville en 2019 et se partage la croissance entre 2024 et 2019 :

	Ville	CCAS	CA
Partage de la croissance	8 859 714,42 €	0,00 €	618 658,14 €
part fixe	7 943 210,75 €	-00 €	384 000,94 €
Croissance	916 503,67 €	-00 €	234 657,20 €



1- LES CHARGES DE PERSONNEL – BILAN FINANCIERS

IMPACT FINANCIER – SERVICES OPÉRATIONNELS

Pour les services opérationnels, la méthode de répartition reste identique à 2019. Ainsi, la ville porte les charges de personnel des agents historiquement ville en 2019 et se partage la croissance entre 2024 et 2019 :

	Ville d'Auxerre		CCAS		Communauté de l'Auxerrois	
	Ancienne méthode	Préconisation	Ancienne méthode	Préconisation	Ancienne méthode	Préconisation
Charge de personnel mutualisé - part figée 2019	11 795 399,45 €		49 618,00 €		1 097 569,38 €	
+ partage de la variation 2024	870 906,15 €		8 922,89 €		292 437,13 €	
+ Harmonisation du régime indemnitaire	320 154,10 €		720,00 €		0,00 €	
Directions ressources		2 732 140,18 €		47 975,88 €		2 177 238,46 €
Directions opérationnelles		8 859 714,42 €		0,00 €		618 658,15 €
<i>Part fixe 2019</i>		<i>7 943 210,75 €</i>		<i>0,00 €</i>		<i>384 000,94 €</i>
<i>Part croissance</i>		<i>916 503,67 €</i>		<i>0,00 €</i>		<i>234 657,21 €</i>
Refacturation Charges de personne	12 986 459,70 €	11 591 854,61 €	59 260,89 €	47 975,88 €	1 390 006,50 €	2 795 896,62 €
Ecart		-1 394 605,09 €		-11 285,02 €		1 405 890,11 €

La modification de la méthode permet un rééquilibrage du partage des charges de personne à hauteur de 1 405 890 €.



2 – LES DÉPENSES NÉCESSAIRES AU FONCTIONNEMENT DU SERVICE [A]

CONTEXTE

Nature de la dépense	Contenu de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
A - Dépenses nécessaires au fonctionnement du service commun	Prestations extérieures, contrats de service rattachés, maintenance métier, maintenance logiciel.	Partage du coût en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage du coût	Clé du service commun à l'origine de la dépense (Cf. Annexe 1: clé de répartition)

PROJECTION 2024

		Prestations extérieures	Maintenance et abonnements informatiques	Publication et communications	Abonnements, documentations et adhésion	Annonces et insertion	Formations	Fournitures pièces + entretien + location	Frais de déplacement Mission	Réception	Pharmacie et COVID	TOTAL	Nature	VA	CA	CCAS	VA	CA	CCAS
Ville d'Auxerre	Logistique							32 500,00 €				32 500,00 €	Nombre d'heures de main d'oeuvre	70,32 %	29,68 %	-	22 854,00 €	9 646,00 €	
	Commande publique					7 000,00 €						7 000,00 €	Nombre de lots	43,86 %	56,14 %	-	3 070,20 €	3 929,80 €	
	Sous total Charge A	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	7 000,00 €	0,00 €	32 500,00 €		0,00 €	0,00 €	39 500,00 €	Sous total				25 924,20 €	13 575,80 €	0,00 €
Communauté de l'Auxerrois	@ service		411 650,00 €				25 000,00 €					436 650,00 €	Nombre de PC	47,94 %	45,69 %	6,38 %	209 330,01 €	199 505,39 €	27 858,27 €
	Ressources juridiques et humaines - Affaires juridiques		17 480,00 €		5 500,00 €							22 980,00 €	Nbre de délib° / arrêtés / décisions	54,70 %	45,30 %	-	12 570,06 €	10 409,94 €	
	Ressources juridiques et humaines – Archives	18 000,00 €	6 100,00 €		200,00 €							26 800,00 €	Nombre d'habitants	50,93 %	49,07 %	-	13 649,24 €	13 150,76 €	
	Ressources juridiques et humaines – Commande publique				12 000,00 €	5 000,00 €		2 500,00 €				20 500,00 €	Nombre de lots	43,86 %	56,14 %	-	8 991,30 €	11 508,70 €	
	Ressources juridiques et humaines - RH		6 800,00 €			4 000,00 €	116 100,00 €		3 500,00 €			160 500,00 €	Nombre de feuilles de paie	57,89 %	42,11 %	-	92 913,45 €	67 586,55 €	
	Direction générale		8 200,00 €						32 000,00 €	1 600,00 €		16 200,00 €	Nombre d'habitants	50,93 %	49,07 %	-	8 250,66 €	7 949,34 €	
	Communication		22 270,00 €	270 650,00 €					5 000,00 €	3 000,00 €		439 920,00 €	Nombre d'habitants	50,93 %	49,07 %	-	224 051,27 €	215 868,74 €	
	Finances et évaluation des politiques publiques	2 500,00 €	29 249,00 €				600,00 €	8 970,00 €			137 000,00 €	41 319,00 €	Nombre d'écritures	70,25 %	29,75 %	-	29 026,60 €	12 292,40 €	
	Transition écologique		9 550,00 €									9 550,00 €	Nombre d'habitants	50,93 %	49,07 %	-	4 863,82 €	4 686,19 €	
	Patrimoine bâti – maintenance		14 000,00 €									14 000,00 €	m² planchers assurés et entretenu	95,82 %	4,18 %	-	13 414,80 €	585,20 €	
Urbanisme – MOE et projets structurants		28 500,00 €									28 500,00 €	Nombre d'habitants	50,93 %	49,07 %	-	14 515,05 €	13 984,95 €		
	Sous total Charge A	20 500,00 €	553 799,00 €	270 650,00 €	17 700,00 €	9 600,00 €	150 070,00 €	16 000,00 €	37 000,00 €	141 600,00 €	0,00 €	1 216 919,00 €	Sous total				631 576,26 €	557 528,16 €	27 858,27 €
CCAS	@ service												Nombre de PC	47,94 %	45,69 %	6,38 %			
	Sous total Charge A	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	Sous total				0,00 €	0,00 €	0,00 €
	TOTAL CHARGE A	20 500,00 €	553 799,00 €	270 650,00 €	17 700,00 €	16 600,00 €	150 070,00 €	48 500,00 €	37 000,00 €	141 600,00 €	0,00 €	1 256 419,00 €	TOTAL				657 500,46 €	571 103,96 €	27 858,27 €

Charges supportées 39 500,00 € 1 216 919,00 € 0,00 €
Ecart 618 000,46 € -645 815,04 € 27 858,27 €

Prélèvement sur l'AC de la ville	618 000,46 €
refacturation CCAS	27 858,27 €

✓ Le tableau ci-dessus recense les dépenses de la catégorie « A » par services concernés. Les dépenses totales s'élèvent à 1 256 419 €, dont 1 216 919 € payées par la CA, 39 500 € par la ville et 0 € par le CCAS.

✓ Compte tenu des clés de répartition par services, la part ville s'élèverait à 657 500,46 €, pour la CA à 571 103,96 € et à 27 858,27 € pour le CCAS.

✓ Au vu des dépenses budgétées sur 2024, le prélèvement sur l'AC de la ville est projetée et prise en compte pour 618 000,46 €. Pour le CCAS, le remboursement s'élèvera à 27 858,27 €.



2 – LES AUTRES CHARGES DE GESTION [B]

CONTEXTE

Nature de la dépense	Contenu de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
B - Autres charges de gestion	Affranchissement, téléphonie, fourniture, etc.	Coût de fonctionnement du service commun qui ne peuvent imputés directement aux services. Répartition du coût en fonction du poids des charges de gestion 2018	Partage du coût	En fonction des charges de gestion 2018 : Ville : 79,49 % CA : 17,07 % CCAS : 3,44 %

PROJECTION 2024

	2024			TOTAL
	VA	CA	CCAS	
Affranchissement	4 000,00 €	97 000,00 €	- €	
Téléphonie	5 407,00 €	177 000,00 €	- €	
Photocopieur	- €	70 000,00 €	- €	
Fournitures administratives	- €	60 000,00 €	- €	
Vêtements de travail	- €	35 000,00 €	- €	
TOTAL des charges supportées par collectivité	9 407,00 €	439 000,00 €	0,00 €	448 407,00 €

Partage de la dépense avec la clé de répartition "Autres charges de gestion"	79,49 %	17,07 %	3,44 %	
Charges que chaque collectivité aurait dû porter	356 438,72 €	76 543,07 €	15 425,20 €	448 407,00 €
Ecart	347 031,72 €	- 362 456,93 €	15 425,20 €	- €
Prélèvement sur l'AC de la Ville	347 031,72 €			
refacturation au CCAS		15 425,20 €		

- ✓ Les dépenses totales des autres charges de gestion (B) s'élèvent au total à 448 407 €, dont 9 407 € payées par la Ville, 439 000 € payées par la CA et 0 € par le CCAS.
- ✓ Avec le mode de répartition basé sur le poids des dépenses de gestion 2018, la répartition des charges 2024 entre la Ville, la CA et le CCAS serait respectivement de 356 438,72 €, 76 543,07 € et 15 425,20 €.
- ✓ **Compte tenu des dépenses budgétées sur 2024, le prélèvement sur l'AC de la ville est projetée et prise en compte pour 347 031,72 €. Pour le CCAS, le remboursement est évalué à 15 424,20 €.**



2 – LES CHARGES DE STRUCTURE [C]

CONTEXTE

Nature de la dépense	Contenu de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
C - Charges de structure	Charges locatives ou de copropriété, fluides, petit entretien, taxes, assurance et nettoyage, maintance bâtiment, gardiennage éventuel, etc.	Définition du coût des bâtiments, refection de la croissance des charges au prorata des surfaces occupées par les services 2019	Partage de la croissance	En fonction des surfaces occupées en 2019 (Soit 93,19 % pour la ville et 6,81 % pour la Communauté)

PROJECTION 2024

Au stade du budget, le partage de la croissance des charges de structure ne peut être évaluée.

Son évaluation paraît peu pertinente au stade du budget car on comparerait le réalisé N-1 au Budget N, cela se traduirait par la prise en compte d'une variation trop importante dans l'AC.



3 – LES CHARGES D'INVESTISSEMENT

CONTEXTE

Nature de la dépense	Contenu de la dépense	Méthode d'évaluation et de répartition	Nature du partage	Clé de répartition
Dépenses d'investissement	Prise en charge conjointe de l'investissement : coût porté par la CA et refacturation à la ville selon la clé de répartition du service sous forme d'AC investissement	Partage du coût en fonction de la clé de répartition du service commun	Partage du coût	Clé du service commun à l'origine de la dépense (Cf. Annexe 1: clé de répartition)

PROJECTION 2024

		Logiciels et matériels informatiques	Matériel de transport	Matériels Divers	Mobiliers	Etude	Annonces et insertion	TOTAL	Nature	VA	CA	CCAS	VA	CA	CCAS
Ville d'Auxerre	Commande publique						10 000,00 €	10 000,00 €	Nombre de lots	43,86 %	56,14 %		4 386,00 €	5 614,00 €	
	Sous total Charge A	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	Sous total			4 386,00 €	5 614,00 €		
Communauté de l'Auxerrois	Système d'information et relation citoyenne - @ service		86 300,00 €					86 300,00 €	Nombre de PC	47,94 %	45,69 %	6,38 %	41 372,22 €	39 430,47 €	5 505,94 €
	Système d'information et relation citoyenne - Accueil		20 000,00 €					20 000,00 €	Nombre d'habitants	50,93 %	49,07 %		10 186,00 €	9 814,00 €	
	Ressources juridiques et humaines - Archives	4 000,00 €						4 000,00 €	Nombre d'habitants	50,93 %	49,07 %		2 037,20 €	1 962,80 €	
	Ressources juridiques et humaines – Commande publique		850 000,00 €	159 000,00 €	12 600,00 €		3 000,00 €	1 024 600,00 €	Nombre de lots	43,86 %	56,14 %		449 389,56 €	575 210,44 €	
	Ressources juridiques et humaines - Ressources humaines							0,00 €	Nombre de feuilles de paie	57,89 %	42,11 %		0,00 €	0,00 €	
	Ingénierie et évaluation							0,00 €	Nombre d'écritures	70,25 %	29,75 %		0,00 €	0,00 €	
	Finances et Evaluation des Politiques publiques		59 259,00 €					59 259,00 €	Nombre d'écritures	70,25 %	29,75 %		41 629,45 €	17 629,55 €	
	Direction générale		96 121,00 €					96 121,00 €	Nombre d'habitants	50,93 %	49,07 %		48 954,43 €	47 166,57 €	
	Communication		2 500,00 €					2 500,00 €	Nombre d'habitants	50,93 %	49,07 %		1 273,25 €	1 226,75 €	
	Energie Environnement							0,00 €	Nombre d'habitants	50,93 %	49,07 %		0,00 €	0,00 €	
	Patrimoine bâti – maintenance							0,00 €	m² planchers assurés et entretenu	95,82 %	4,18 %		0,00 €	0,00 €	
	Stratégie de l'aménagement – Droit des sols							0,00 €	Nombre d'habitants	50,93 %	49,07 %		0,00 €	0,00 €	
Sous total Charge A	4 000,00 €	1 114 180,00 €	159 000,00 €	12 600,00 €	0,00 €	3 000,00 €	1 292 780,00 €	Sous total			594 842,10 €	692 440,59 €	5 505,94 €		
CCAS	@ service							0,00 €	Nombre de PC	49,62 %	42,19 %	8,19 %	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Sous total Charge A	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	Sous total			0,00 €	0,00 €	0,00 €	
TOTAL CHARGE A		4 000,00 €	1 114 180,00 €	159 000,00 €	12 600,00 €	0,00 €	13 000,00 €	1 302 780,00 €	TOTAL			599 228,10 €	698 054,59 €	5 505,94 €	

Charges supportées

Ecart

10 000,00 € 1 292 780,00 € 0,00 €

589 228,10 € -594 725,41 € 5 505,94 €

Prélèvement sur l'ACi de la ville

589 228,10 €

Refacturation AU CCAS

5 505,94 €

✓ Les dépenses totales s'élèvent à 1 302 780 €, dont 1 292 780 € payées par la CA, 10 000 € payées par la ville et 0 € payé par le CCAS.

✓ Compte tenu des clés de répartition par services, la part ville s'élèverait à 599 228,10 €, pour la CA à 698 054,10 € et à 5 505,94 €.

✓ Au vu des dépenses budgétées sur 2023, la ville versera une attribution de compensation d'investissement – ACi – de 589 228,10 €. Le CCAS remboursera un montant évalué à 5 505,94 €



SYNTHESE VILLE

AC 2024 PROVISOIRE

Projection de l'AC 2024 de la ville

	BP 2024
Projection Régularisation AC 2023 (après clôture de l'exercice 2023)	330 000,00 €
Charges de personnel - Services ressources	- 2 732 140,18 €
Charges de personnel - Services opérationnels	- 8 859 714,42 €
Part fixe 2019	- 7 943 210,75 €
Part Croissance	- 916 503,67 €
2 – Dépenses A : nécessaire au fonctionnement du service	- 618 000,46 €
2 – Dépenses B : autres charges de gestion	- 347 031,72 €
2 – Dépenses C : charges de structures (en 2024 après clôture de l'exercice 2023)	
Impact mutualisation	-12 226 886,79 €
Impact des autres transferts de compétences	- 1 329 640,00 €
AC fiscale	16 017 721,00 €
AC Provisoires 2024	2 461 194,21 €

Projection de l'Ac d'investissement de la ville

	BP 2024
Projection Régularisation AC 2023 (après clôture de l'exercice 2023)	80 000,00 €
Mutualisation 2024	589 228,10 €
Pluvial	77 153,00 €
SNAS	234 355,00 €
ACi provisoire 2024	980 736,10 €

→ Dans l'AC définitives 2023, les services communs 2023 ont été évalués sur la base des dépenses budgétées. En 2024, une fois le compte administratif arrêté, il conviendra de calculer le coût définitif des services communs 2023.

Cette régularisation s'opérera sur l'AC 2024. un prévisionnel de cet ajustement pour 330 000 € a été comptabilisé. Il correspond à un tendance qui s'est opéré les 3 dernières années



SYNTHESE CCAS

	Refacturation CCAS 2024
1- Charges de personnel - Services ressources (@ service)	47 975,88 €
2 – Dépenses A : nécessaire au fonctionnement du service	27 858,27 €
2 – Dépenses B : autres charges de gestion	15 425,20 €
Refacturation dépenses de fonctionnement	91 259,35 €
3- Dépenses d'investissement	5 505,94 €
Refacturation dépenses d'investissement	5 505,94 €



Annexe 2 - Attributions de compensation 2024

AC provisoires

AC de Fonctionnement		Charges transférées									Attributions de compensation provisoires 2024
		2014	2019	2019	2019	2020	2021	2019	2019	2017	
	Attribution de compensation fiscale	Prélèvement Adhésion syndicat Mixte du Nivernais	Transfert Stade nautique	Transfert Compétence Urba	Transfert ZAE 2019-2025	Transfert Gestion des eaux pluviales	Transfert Installations portuaires	Projection Ajustement service commun VA et CA 2023	Service commun VA et CA 2024	Reversement aux communes Ex CCPC SPL 2024	
AUXERRE	16 017 721,00 €	-18 431,00 €	-847 672,00 €	-13 000,00 €	-381 479,00 €	-69 058,00 €	0,00 €	330 000,00 €	-12 556 886,79 €		2 461 194,21 €

AC d'investissement		2019	2020	2020	2020	Transfert de la compétence
			Attribution de compensation fiscale	Transfert Stade nautique	Transfert Gestion des eaux pluviales	Projection Ajustement service commun VA et CA 2023
AUXERRE	0,00 €	-234 355,00 €	-77 153,00 €	-589 228,10 €	80 000,00 €	-820 736,10 €



PROJET DE DELIBERATION**N°2023-159****OBJET : Immeuble cadastré BK 305 et 453 sis 5 rue Paul Doumer à Auxerre - Convention de mise à disposition****Rapporteur : Nordine BOUCHROU**

L'Etablissement Public Foncier a conclu avec la Commune d'Auxerre une convention opérationnelle en date du 5 avril 2022 à l'effet de confier à l'EPF Doubs BFC le portage de l'opération intitulée Îlot Gambetta.

Dans ce cadre, il a acquis les lots 12, 13 et 14 dans un ensemble immobilier sis 5 rue Paul Doumer, cadastré BK 305 et BK 453, soumis au régime de la copropriété verticale.

Afin d'en assurer l'entretien et les réparations courantes ou de sauvegarde, l'EPF met à disposition de la Commune d'Auxerre, à titre gratuit, les biens sus-visés.

Les clés sont remises à la Commune d'Auxerre qui en aura la garde et la responsabilité. Celle-ci pourra les transmettre aux intervenants mais restera responsable des lieux mis à disposition.

Cette mise à disposition permet également de pouvoir organiser les visites avec de futurs investisseurs.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer la convention de mise à disposition.





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION - REMISE DE CLES
OPERATION N°903 ACQUISITION 3 SCI LA COUDRAYE
« Ilot Gambetta »**

ENTRE :

L'Etablissement Public Foncier Doubs BFC

Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial dont le siège est sis 21 rue Pergaud à BESANCON (25000), inscrit au RCS de BESANCON sous le n° 493 901 102, représenté par son Directeur en exercice, Monsieur Charles MOUGEOT, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 27 mai 2010,

Dénommé ci-après l'EPF DOUBS BFC

D'une part

ET :

La Commune de AUXERRE

Prise en la personne de son maire en exercice, **Monsieur Cresacent MARAULT** régulièrement autorisé à régulariser la présente convention par délibération du conseil municipal en date du.....

Dénommée ci-après la Commune

D'autre part

PREAMBULE

L'Etablissement public foncier DOUBS BFC est un établissement public à caractère industriel et commercial créée par arrêté n°2007-1801-00234 du 18 janvier 2007, approuvé par le Préfet du Doubs.

L'EPF DOUBS BFC est habilité, pour le compte des collectivités locales, à procéder à toutes acquisitions de nature à permettre la réalisation d'actions et d'opérations d'aménagement au sens des dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme.



Dans le cadre de cette mission, l'EPF DOUBS BFC a conclu avec **la commune de AUXERRE** une convention opérationnelle en date du 5 avril 2022 à l'effet de confier à l'EPF DOUBS BFC le portage de l'opération intitulée **Ilot Gambetta**.

L'EPF DOUBS BFC est ainsi chargé de négocier/acquérir, gérer transitoirement et rétrocéder les biens correspondant à **la commune de AUXERRE** ou à tout opérateur désigné par elle, cette opération s'inscrivant dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Intervention.

A cet effet, l'EPF DOUBS BFC a acquis par acte du 26 juillet 2023 le bien dont la désignation suit :

COMMUNE DE AUXERRE 89000

5 rue Paul Doumer

Dans un ensemble immobilier soumis au régime de la copropriété verticale

Figurant ainsi au cadastre

section	N°	adresse	surface
BK	0305	5 Rue Paul Doumer	01a 06ca
BK	0453	5 Rue Paul Doumer	23ca

Contenance totale 01a 35ca



Lot numéro 12 -

Un studio situé au 2ème étage et comprenant : une pièce avec coin cuisine et une salle d'eau avec WC. Le tout d'une surface de vingt six mètres carrés
Et les 105 / 1.000èmes des parties communes générales de l'immeuble.

Lot numéro 13 -

Un studio situé au 2ème étage et comprenant : une pièce avec coin cuisine et une salle d'eau avec WC. Le tout d'une contenance de trente deux mètres carrés.
Et les 80 / 1.000èmes des parties communes générales de l'immeuble.

Lot numéro 14 -

Un studio situé au 2ème étage et comprenant : une pièce avec coin cuisine et une salle d'eau avec WC. Le tout d'une contenance de trente deux mètres carrés.

Et les 127 / 1.000èmes des parties communes générales de l'immeuble.

Ledit bien étant appelé à revenir à terme en propriété à **la commune de AUXERRE** ou à tout opérateur désigné par elle.

CECI EXPOSE, IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE LIMINAIRE : INFORMATION PREALABLE ET NEGOCIATION

Les Parties reconnaissent qu'elles ont disposé du temps nécessaire pour prendre connaissance des termes de la présente convention, chacune des parties étant parfaitement informées des tenants et des aboutissants de celle-ci, étant rappelé que préalablement à la signature de la présente convention, les termes de chaque article de celui-ci ont été négociés entre les parties et revêtent, ensuite des échanges intervenus, la rédaction actuelle.

Chaque partie est donc informée et régularise en pleine connaissance de cause de ses droits et obligations la convention.

ARTICLE 1^{er} : OBJET DE LA MISE A DISPOSITION

L'EPF DOUBS BFC met à disposition de **la commune de AUXERRE** qui l'accepte expressément :

- à titre gratuit et de façon immédiate et pendant la durée de la présente convention
- le bien ci-dessus désigné

en vue d'en assurer la gestion et la garde, cette dernière s'entendant de l'usage, la direction et le contrôle du bien objet des présentes.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION

Les clés des biens mis à disposition sont remises à **la commune de AUXERRE**, laquelle en aura la garde et la responsabilité. L'EPF n'en gardera aucun double. La Commune pourra transmettre les clés mais restera responsable des lieux mis à disposition.

Sauf disposition contraire justifiée par la nature ou l'état particulier du bien et dont l'EPF DOUBS BFC informerait la Collectivité, **la commune de AUXERRE** prendra le bien dans l'état où il se trouvera au jour de sa remise en gestion, sans pouvoir exiger de l'EPF DOUBS BFC à cette occasion d'interventions, remises en état ou réparations.

ARTICLE 3 : GESTION COURANTE DU BIEN

la commune de AUXERRE assure, à compter des présentes et sous sa responsabilité exclusive la gestion courante du bien, laquelle porte notamment (sans que cette liste soit exhaustive) sur :

- les travaux de conservation du bien (travaux de sécurisation, fermeture du site, déclaration auprès des autorités de police en cas d'occupation illégale (squat)...
- les travaux de nettoyage, désencombrement, entretien du bien,
- les éventuels diligences visant à faire estimer, extraire et vendre l'ensemble des biens mobiliers qui subsistent dans le bien objet des présentes



ARTICLE 4 : EXONERATION DE TRANSMISSION DES DOCUMENTS SUR LES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

En tant que de besoin, **la commune de AUXERRE** déclare dispenser le propriétaire des obligations d'information résultant de l'application de l'article L 125-5 du Code de l'environnement, portant sur les risques naturels et prévisibles, les risques technologiques, auxquels **la commune de AUXERRE** est exposée sur tout ou partie de son territoire, la Commune étant à même d'être en possession de ces éléments d'information disponibles en Mairie.

L'EPF DOUBS BFC déclare également qu'il n'a reçu aucune indemnité en réparation d'un dommage résultant d'un état de catastrophe naturelle ou technologique pour le bien objet des présentes.

ARTICLE 5 : ASSURANCES

L'EPF DOUBS BFC n'assure que sa garantie en responsabilité civile concernant les biens en portage et la garantie dommages aux biens.

Aussi, les parties signataires conviennent qu'il appartiendra à **la commune de AUXERRE** de se garantir par contrat d'assurance au titre de l'ensemble des risques susceptibles de naître comme si elle en était le propriétaire (risques locatifs, recours des voisins, des tiers, des occupants éventuels assurance de sa propre responsabilité civile).

ARTICLE 6 : RESPONSABILITES – GARANTIE DE LA COMMUNE

Pendant toute la durée de la présente convention, **la commune de AUXERRE** s'engage à prévenir immédiatement le propriétaire des dégradations, incidents ou accidents de toute nature survenus du fait du projet.

Pour le cas où l'EPF DOUBS BFC viendrait à faire l'objet d'une action par les propriétaires, usagers riverains, occupants et tiers, en lien avec le projet envisagé, **la commune de AUXERRE** s'engage à relever et garantir, sans limitation, l'EPF DOUBS BFC de toutes condamnations en principal, intérêts frais et accessoires qui seraient susceptibles d'être prononcées à son encontre.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet dès le jour de sa signature et se terminera, de plein droit, après envoi d'un courrier d'information à l'EPF DOUBS BFC, à la date d'achèvement du projet ou à la fin du besoin exprimé par **la commune de AUXERRE**, et en tout état de cause au plus tard, à la fin du portage.

A cet égard, les parties conviennent que l'usage du bien après travaux ou l'engagement d'un nouveau projet seront soumis à la négociation et à la signature d'une nouvelle convention entre **la commune de AUXERRE** et l'EPF DOUBS BFC.

ARTICLE 8 : RESILIATION

8.1 : Résiliation d'un commun accord

La présente convention peut être résiliée d'un commun accord entre les parties.

Dans cette hypothèse, **la commune de AUXERRE** reste tenue de procéder au rachat des biens acquis dans le cadre de la convention opérationnelle régularisée en date du 05/04/2022 et aux conditions financières prévues par celle-ci.

8.2 : Résiliation unilatérale

Les parties s'engagent à exécuter la présente convention avec diligence et bonne foi.

Dès lors qu'il sera constaté par l'EPF DOUBS BFC que le projet n'est plus en adéquation avec ce qui est prévu au préambule de la présente convention, la résiliation de la présente peut être prononcée par l'EPF.

ARTICLE 9 : CONTENTIEUX

A l'occasion de toute contestation ou litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable.

Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le tribunal administratif compétent.

Fait à

Le.....

Sur 5 pages et en deux exemplaires originaux

<p>L'établissement public foncier DOUBS BFC</p> <p>le Directeur</p> <p>Monsieur Charles MOUGEOT</p>	<p>La commune de AUXERRE</p> <p>Son Maire</p> <p>Monsieur Crescent MARAULT</p>
--	---



PROJET DE DELIBERATION

N°2023-160

OBJET : Parcelle cadastrée BE 265, sise Place de la Cathédrale -Approbation du bail emphytéotique

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

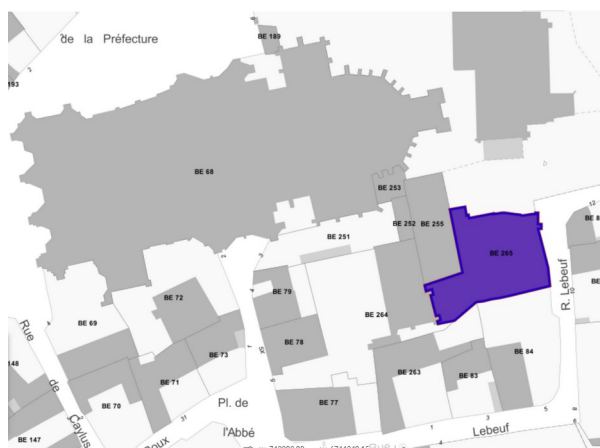
La Commune d'Auxerre est propriétaire d'une parcelle cadastrée BE 265, d'une superficie de 508 m², située dans l'enceinte de la Cathédrale, derrière l'ancien Chapitre et surplombant la rue Lebeuf, dénommé « Jardin Saint-Clément ».

Cette parcelle est enclavée dans le périmètre de la Cathédrale. L'accès ne peut se faire que par un passage fermé à clé, accessible par la parcelle cadastrée BE 264, propriété du Diocèse.

Le Diocèse a réalisé d'importants travaux de restauration des bâtiments dits « Ancien Chapitre » et souhaite que le Jardin Saint-Clément, intégrant l'ensemble architectural de l'Ancien Chapitre soit remis en état.

Aujourd'hui à l'état de friche, la Commune d'Auxerre n'a pas vocation à entretenir cette propriété enclavée.

Aussi, afin de maintenir une cohérence de la propriété, il est proposé d'établir un bail emphytéotique au profit du diocèse ou toute personne s'y substituant, pour une durée de 99 ans, moyennant un loyer fixe annuel de 456 euros, conformément à l'avis des Domaines.



Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De louer le Jardin Saint-Clément, cadastré section BE 265, au Diocèse ou toute personne s'y substituant,
- D'établir un bail emphytéotique, pour une durée de 99 ans moyennant un loyer fixe, annuel de 456 euros,
- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer tous actes à intervenir.



PROJET DE DELIBERATION

N°2023-161

OBJET : Parcelles cadastrées CO 464 et 431 pour partie sises route de Vaux - Cession

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

La Commune d'Auxerre est propriétaire des parcelles CO 464 et CO 431 pour partie (en cours de division) sises route de Vaux, actuellement à usage de camping dont la délégation de gestion arrive à échéance au 31/12/2023.

L'AJA souhaite acquérir ces parcelles dans le cadre de la restructuration de leur site : aménagement de parking, constructions destinées à un usage commercial, boutique officielle du club et billetterie ainsi que la mise en place d'équipements sportifs avec la relocalisation de l'AJA Tennis et l'AJA boules, notamment.

Ce site étant dédié aux équipements sportifs, cette proposition d'acquisition rentre dans la volonté de la municipalité de maintenir et de développer les activités sportives dans ce secteur. Cette cession va permettre de nouveaux investissements permettant d'offrir une meilleure qualité d'accueil et contribuer à la promotion du territoire.

C'est dans ces conditions qu'il a été convenu de céder ce tènement au prix de 308 000€ HT et hors droits et commissions, correspondant à la majoration de 10% de l'estimation du Pôle d'évaluation domaniale.



Afin de permettre le développement de ce projet, notamment le déménagement des terrains de tennis de l'AJA Tennis sur le futur site cédé, une convention cadre doit être établie entre les 3 Parties (SAS AJA Football, l'Association AJA Omnisport et la Ville d'Auxerre).

Les conditions d'application de la convention interviendront sous conditions que ladite cession des parcelles CO 464 et CO431 en partie. Le transfert des activités de l'ancien site vers le nouveau site permettra à la Ville d'Auxerre, emphytéote d'une partie de l'Ancien Site, et l'Association de résilier leur titre d'occupation afférent à l'Ancien Site.



L'AJA Tennis s'engage à prendre en son nom les abonnements des fluides et à en assurer le financement, ainsi que les frais relatifs à l'entretien du site (espaces verts, la réfection annuelle des 3 courts en Terre Battue traditionnelle, ...).

La Ville s'engage à attribuer une subvention annuelle à due concurrence des frais engagés par l'association, sur production des justificatifs de l'année N-1.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser la cession des parcelles cadastrées CO 464 et CO 431 pour partie en cours de division, pour un montant de 308 000€HT et hors droits et commissions,
- D'autoriser à signer la convention cadre entre la SAS AJA Football, l'Association AJA Omnisport et la Ville d'Auxerre,
- D'autoriser le maire ou son représentant à signer tous actes à intervenir.





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances Publiques de Bourgogne
Franche-Comté et du département de la Côte-d'Or

Le 09/11/2023

Pôle d'évaluation domaniale de Côte d'Or
25 Rue de la Boudronnée
21000 DIJON

La directrice régionale des Finances publiques de
Bourgogne Franche-Comté et du département de la
Côte-d'Or

à

MAIRIE D'AUXERRE
À L'ATTENTION DE MME POINSOT
14 PL DE L'HOTEL DE VILLE
89000 AUXERRE

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

[La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr](http://collectivites-locales.gouv.fr)

Nature du bien : Terrain de camping

Adresse du bien : 10 rte de Vaux – 89000 AUXERRE

Valeur vénale HT et hors droits d'enregistrement : 280 000 € avec une marge d'appréciation de 10 %
(des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

*Il est rappelé que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent sur délibération moti
s'écarter de cette valeur. Elle n'interdit pas au consultant de réaliser une cession à un prix plus élevé
une acquisition ou une prise à bail à un prix plus bas.*



1 - CONSULTANT

affaire suivie par : Mme Corinne POINSOT, responsable service foncier Auxerre

2 - DATES

de consultation :	17/10/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	
du dossier complet :	17/10/2023

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 ¹ :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

3.3. Projet et prix envisagé

Cession d'un terrain de camping à l'AJA qui a pour projet d'agrandir son complexe sportif.

¹ Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine



4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

Chef-lieu du département de l'Yonne, Auxerre est une commune de 34 000 habitants.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau



Le bien à évaluer se situe dans le secteur sud est de la commune, près de l'Yonne et du Stade Abbé Deschamps. La desserte en réseaux est assurée.

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

CO 464 : 26527 m²

CO 431 : 17462 m² (partiellement)

4.4. Descriptif

Tènement d'environ 43 618 m² (bornage et division restant à effectuer) supportant :

- le camping municipal, deux étoiles, créé en 1962, disposant de 165 emplacements, arboré. Ce camping est situé entre une zone résidentielle et le stade Abbé Deschamps, propriété de l'AJA. Le camping supporte également un appartement de 40 m²
- le parking de la parcelle CO 431

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Commune d'Auxerre

5.2. Conditions d'occupation

Biens estimés libres d'occupation

6 - URBANISME

Parcelles situées en zone UE au PLU en vigueur. Elle correspond aux emprises des grands équipements de la ville : administratifs, scolaires, de santé, des installations sportives et de loisirs. Partiellement en zone bleue du PPRI

7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE



La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché. Sources : Estimer un bien, BNDP

- cessions récentes (2020-2023) de terrains d'agrément, sols, jardins et terrains de sport (rayon : 5 km)

Commune	Adresse	Acte	Date mutation	Surface terrain (m ²)	Prix total	Prix/m ²	Nature
AUXERRE	RUE DU PUIITS DES DAMES	8904P01 2023P02925	28/02/2023	31	200	6,45	Sol
PERRIGNY	LA PETITE MONTAGNE	8904P01 2022P01870	08/02/2022	383	1 983	5,18	Terre
QUENNE	CULOT	8904P01 2022P14442	03/10/2022	205	2 050	10,00	Sol
ST GEORGES SUR BAULCHE	LES ARDILLES	8904P01 2022P06634	13/05/2022	239	1 195	5,00	Terrain à bâtir
ST GEORGES SUR BAULCHE	LES VIGNES DE SAINTE GENEV	8904P01 2023P03428	13/03/2023	380	1 900	5,00	Terrain d'agrément
VENOY	LES PRES MILON	8904P01 2023P03773	27/03/2023	2320	27 840	12,00	Terrain à bâtir
AUXERRE	AV YVER	8904P01 2020P00907	10/02/2020	3253	20 000	6,15	Terrain de sport
AUXERRE	ROUTE DE VAUX	8904P01 2020P01520	21/04/2020	13358	80 000	5,99	Terrain de sport
						Moy	6,97
						Méd	6,07

Valeur moyenne : 6,97 €/m² et médiane : 6,07 €/m²

- cessions récentes d'appartements d'ancienneté et de surface comparables à Auxerre hors hyper-centre (rayon 1 km)

Commune	Adresse	Acte	Date mutation	Année construct.	Surf. utile totale	Prix total	Prix/m ² (surf. utile)
AUXERRE	6 AV D EGRISSELLES	8904P01 2021P02153	16/04/2021	1974	44	54 000	1 227
AUXERRE	6 AV D EGRISSELLES	8904P01 2021P02104	26/04/2021	1975	46	39 000	848
AUXERRE	6 AV D EGRISSELLES	8904P01 2021P03997	27/07/2021	1975	46	39 690	863
AUXERRE	6 AV D EGRISSELLES	8904P01 2021P04420	31/08/2021	1975	31	55 000	1 774
AUXERRE	6 AV D EGRISSELLES	8904P01 2021P07565	18/11/2021	1974	36	47 500	1 319
AUXERRE	6 AV D EGRISSELLES	8904P01 2021P08467	06/12/2021	1975	41	57 000	1 390
AUXERRE	6 AV D EGRISSELLES	8904P01 2022P11160	02/08/2022	1975	41	58 000	1 415
AUXERRE	10 VOIE ROMAINE	8904P01 2021P01037	25/02/2021	1967	34	57 000	1 676
						Moy	1 314
						Méd	1 355

Valeur moyenne : 1314 €/m² et médiane : 1355 €/m²



8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Le service retient les valeurs suivantes :

- terrain de camping : compte tenu de la très grande superficie, le service retient la valeur médiane et celle des terrains de sport cédés à Auxerre affectée d'un abattement de 10 %, soit 5,40 €/m². Valeur vénale : 43618 – 40 m² (emprise du logement) x 5,40 €/m² = 235 321,20 €

- appartement : valeur médiane affectée d'un abattement de 20 %, soit 1084 €/m². Valeur vénale : 40 m² x 1084 €/m² = 43360 €.

Valeur vénale totale : 278 681,20 €, arrondie à **280 000 €**

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien en valeur libre est arbitrée à **280 000 €**.

Elle est exprimée hors taxe et hors droits et commissions.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur minimale de cession sans justification particulière à **250 000 €**.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.



Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour la directrice régionale des Finances
publiques, par délégation



Emmanuelle DEHEDIN SAUVANET, Inspectrice
des Finances publiques, évaluatrice



CONVENTION CADRE

Entre

« L'AJA Omnisport » et sa section Tennis

Et

La société « SAS AJA FOOTBALL »

Et

La Commune d'Auxerre

Le 2023

PROJET



ENTRE LES SOUSIGNEES :

1. **L'Association A.J.A. Omnisport**, association régie par les dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901, déclarée à la Préfecture de l'Yonne et identifiée sous le numéro SIREN 302 451 513, dont le siège social est sis à Auxerre (89 000), 83 avenue Yver, représentée par ses Co-Présidents, Madame Marie MALCUY et Monsieur Hervé CAZELLES, dûment habilité à l'effet des présentes aux termes d'un comité directeur en date du [●], prise en sa section (en excluant les autres) dénommée « AJA Tennis » représentée par son directeur Monsieur Louis BACHELLIER,

Ci-après dénommée l'« **Association** » ou l'« **AJA Tennis** » ou « **L'AJAO et sa section Tennis** »,

ET :

2. **La Société SAS A.J.A. Football**, société par actions simplifiées, au capital de 45.011.896 €, dont le siège social est sis à Auxerre (89 000), Stade Abbé Deschamps, Route de Vaux et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés d'Auxerre sous le numéro B 434 386 470, représentée par Monsieur Baptiste MALHERBE, ayant reçu pouvoir du Président de la Société Monsieur James ZHOU, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée la « **Société** »,

ET :

1. **La Commune d'Auxerre**, une collectivité territoriale de la République Française, ayant son siège à l'Hôtel de Ville, Place de la Libération, 89000 AUXERRE, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Crescent MARAULT, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée la « **Ville** »,

L'association, la Société et la Ville sont ci-après dénommées individuellement une « **Partie** » et collectivement les « **Parties** ».

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

- (A) Aux termes de discussions entre les Parties, il a été convenu certaines opérations de cession de biens et droits immobiliers, construction et conclusion de titre d'occupation.
- (B) Ces opérations ont été approuvées par les Comités Directeurs de l'AJAO et de la Section Tennis en date du [●] et les opérations de cession de biens immobiliers ont été approuvés, conformément



aux stipulations des statuts de l'Association, par l'Assemblée générale de cette dernière, en date du [●].

(C) Par conséquent, les Parties conviennent de prendre acte de ces accords et conclure la présente convention-cadre (ci-après désignée la « **Convention** ») afin de les encadrer contractuellement.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. OBJET

Par la présente Convention chacune des Parties souscrit aux engagements décrits ci-après et s'engage, par conséquent, à régulariser tous actes, documents, actions et démarches nécessités par la réalisation desdits engagements.

Ces engagements consistent à réaliser les différentes opérations qui permettront de transférer les infrastructures, exploitées actuellement par l'AJA Tennis au 11 route de Vaux 89000 Auxerre sur les parcelles CN 0106 (partiellement), CN 0087 et CN 0088 (ci-après désignées l'« Ancien Site » comme précisé sur le plan annexé), sur la parcelle CO 0464 (ci-après désignée le « Nouveau Site ») sur laquelle la Société aura fait ériger à sa charge des installations nouvelles d'une nature à minima équivalente aux installations actuelles (4 terrains de tennis couverts en résine, 4 terrains découverts – dont 2 en terre battue sur moquette et 2 en résine avec éclairage -, un mur d'entraînement et un club house d'une surface au moins similaire à l'Ancien Site et un parking présentant un nombre d'emplacements au moins égal à l'Ancien Site avec parking vélo et local poubelles) (ci-après désignés les « Installations »), étant précisé que :

- a) La Ville et la Société devront conclure une vente ou un titre d'occupation portant sur le Nouveau Site (ou tout autre site qui serait situé à un kilomètre maximum de l'Ancien Site), de nature à permettre à la Société de construire des Installations sur celui-ci, et d'en conserver la propriété, étant précisé que cet acte devra préciser que si les Installations n'étaient pas achevées au 30 juin 2026 (ou une date prorogée par accord mutuel et écrit des Parties) cette vente ou ce titre d'occupation serait résolu et dans ce cas, la Société devenue propriétaire de l'Ancien Site, s'engage expressément à conclure une nouvelle convention avec la Mairie et l'Association pour assurer la continuité de l'exploitation des activités de l'Association au sein de l'Ancien Site et dans des conditions similaires à celles en vigueur à la date de signature des présentes,
- b) la Ville, emphytéote d'une partie de l'Ancien Site, et l'Association devront, lors du transfert des activités de l'Association depuis l'Ancien Site vers le Nouveau Site, résilier leur titre d'occupation afférent à l'Ancien Site.
- c) Le tout en assurant de la continuité des activités de l'Association, aucuns travaux ne pouvant débiter sur l'Ancien Site tant que l'Association n'aura pas transféré ses activités sur le Nouveau Site, la Société s'interdisant d'initier de tels travaux tant que l'Association n'aura pas pris possession du Nouveau Site, de sorte que ses activités ne soient jamais mises en difficulté, ni qu'elle soit contrainte de transférer ses activités alors que le nouveau site ne présente pas des conditions d'accueil conforme au projet de travaux convenu entre les parties et annexé aux présentes.



ARTICLE 2. DUREE

La présente Convention prend effet lors de sa signature par les Parties et sera caduque le 30 juin 2026 au plus tard, et au plus tôt à la date à laquelle le dernier des engagements décrits aux articles 3, 4, et 5 ci-dessous sera réalisé. Toutefois, si le terme du 30 juin 2026 est atteint alors que tous les engagements décrits ci-après ne sont pas réalisés, les parties se rapprocheront pour convenir de nouveaux délais prorogés ou conditions, et à défaut les effets prévues à l'article 1. a) devront être.

ARTICLE 3. ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à :

- dès que la construction des Installations sur le Nouveau Site seront achevées, résilier, sans indemnité pour l'autre partie, ni à son profit, toute convention d'occupation afférent à l'Ancien Site ;
- concomitamment, libérer l'Ancien Site dans un délai d'un mois à compter de la notification de la Société, et transférer ses activités au sein des Installations érigées sur le Nouveau Site – la Société aidera au déménagement par le prêt de véhicules et éventuellement un prestataire ;
- concomitamment, conclure avec la Société, et le cas échéant avec la Ville, tout titre d'occupation afférent au Nouveau Site lui permettant d'exercer ses activités dans des conditions similaires à celles en vigueur à la date de signature des présentes.

ARTICLE 4. ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE

La Société :

- étant précisé que la Société et les propriétaires actuels (à la date des présentes) de l'Ancien Site ont convenu de céder la propriété au profit de la Société,
- dès lors, la Société devenue propriétaire de l'Ancien Site,
- s'engage à conclure toute vente ou titre d'occupation avec la Ville afférent au Nouveau Site, permettant à la Société de débiter au plus vite tous travaux de construction, notamment en vue d'y ériger les Installations, et dont la nature lui permettra d'en conserver la propriété ou de jouir de droits réels sur les terrains et les constructions ;
- s'engage à réaliser les travaux conformes à la description à un projet de travaux signé par les trois parties et annexé aux présentes,
- s'engage à ne résilier les titres d'occupation (notamment le bail emphytéotique portant sur l'Ancien Site) permettant, directement ou indirectement, à l'Association d'exercer ses activités sur l'Ancien Site, que lorsque les Installations du Nouveau Site seront prêtes à accueillir lesdites activités ;



- s'engage, concomitamment, à conclure avec l'Association, et le cas échéant avec la Ville, tout titre d'occupation afférent au Nouveau Site, permettant à l'Association d'y exercer ses activités dans des conditions similaires à celles dans lesquelles elle les exploite à la date de signature des présentes sur l'Ancien Site.

ARTICLE 5. ENGAGEMENTS DE LA VILLE

En conséquence des engagements souscrits ci-avant par l'Association et la Société, la Ville s'engage à :

- conclure toute vente ou titre d'occupation avec la Société afférent au Nouveau Site, permettant à la Société de débiter au plus vite tous travaux de construction, notamment en vue d'y ériger les Installations, et dont la nature permettra à la Société d'en conserver la propriété ou de jouir de droits réels sur les terrains et les constructions ;
- ne résilier les titres d'occupation (notamment le bail emphytéotique portant sur l'Ancien Site) permettant, directement ou indirectement, à l'Association d'exercer ses activités sur l'Ancien Site, que lorsque les Installations du Nouveau Site seront prêtes à accueillir lesdites activités ;

ARTICLE 6. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, les parties font élection de domicile en leur siège social respectif.

ARTICLE 7. FRAIS

La Société prendra en charge les frais afférents à la présente Convention et à ses suites, notamment les frais de conseil, de rédaction d'actes.

ARTICLE 8. DROIT APPLICABLE – ATTRIBUTION DE COMPETENCE

La Convention et les relations entre les parties seront régies par et interprétées conformément au droit Français.

Tout litige, concernant la validité, l'exécution et/ou l'interprétation de la Convention, qui ne pourrait être réglé amiablement, sera soumis au Tribunal compétent du ressort de la Cour d'Appel de Paris.



Fait le2023, en trois (3) exemplaires originaux,

L'Association AJA Omnisport

Représentée par ses Co-Présidents

Madame MALCUY et Monsieur CAZELLE

La Société SAS A.J.A. Football

Représentée par

Monsieur Baptiste MALHERBE

Et la section Tennis

Et Monsieur Louis BACHELLIER

La Ville

Représentée par Monsieur le Maire

Monsieur Crescent MARAULT

PROJET



Annexe 1 : Plans de l'Ancien Site et du Nouveau Site

PROJET



Annexe 2 : Charges concernant le Nouveau Site :

L'AJA Tennis s'engage à prendre en son nom les abonnements des fluides et à en assurer le financement, ainsi que les frais relatifs à l'entretien du site (espaces verts, la réfection annuelle des 3 courts en Terre Battue traditionnelle, ...).

La Ville s'engage à attribuer une subvention annuelle à due concurrence des frais engagés par l'association, sur production des justificatifs de l'année N-1

Le club ne paye de loyer pour l'occupation des terrains.

Le Club paye l'assurance des locaux ainsi que la taxe foncière, il prend aussi en charge l'entretien des installations par les Bénévoles (étanchéité, peinture, grillage...), ou des entreprises locales si besoin, ainsi que l'achat du matériel (filets, bancs, sièges, balayeuses ...) sans oublier tout le nécessaire au bon fonctionnement de l'Accueil et du Secrétariat (frigos, cuisinière, cafetière, vaisselle... et aussi bureau armoire, PC, imprimante, tables, chaises...). Cette liste est non exhaustive.

PROJET



Annexe 3 : Notice de travaux concernant le Nouveau Site

Projet d'accord SAS Foot /AJA O-AJA Tennis

Par rapport au projet d'aménagement global du Stade Abbé Deschamps et l'accord de cession et de déménagement du Site de l'AJA Tennis entre la SAS AJA Football et l'AJA Omnisport, l'AJA Tennis a demandé :

- La poursuite de ses activités sans interruption
- La construction d'un site tennistique équivalent (cf article 1- objet) sur une partie de l'emplacement du Camping actuel.

Dans le cadre de la construction de ce nouveau complexe tennistique et du déménagement de l'AJA Tennis, l'AJA Tennis et la SAS AJA Football ont convenu :

- De proposer la signature d'une convention à la Mairie assurant les futures conditions d'exploitation du nouveau site et la continuité de l'activité de l'AJA Tennis, en prenant en compte le BEA actuel. (Voir projet de convention joint)

L'AJA Football s'engage à mettre à disposition de l'AJA Tennis, sur le nouveau site, des installations équivalentes à celles de l'ancien site ; les éventuelles demandes optionnelles ou complémentaires seront prises en charges par l'AJA Tennis.

La SAS Football pourra bénéficier pour ses salariés de tarifs préférentiels pour la pratique du tennis sur le nouveau site.

Il en ira de même pour les clients du futur hôtel de l'AJA Football.

L'AJA boutique effectuera une remise partenaire aux adhérents licenciés de l'AJA tennis pour leurs achats.



PROJET DE DELIBERATION

N°2023-162

OBJET : Parcelles cadastrées IO 226, IO 227 et IO 228, sises boulevard de Montois - Désaffectation, déclassement du domaine public et cession à l'Office Auxerrois de l'Habitat

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Le quartier d'habitat collectif de Saint-Siméon est desservi par le boulevard de ceinture de Montois, donnant accès aux espaces publics qui constituent la couronne périphérique des immeubles, dédiés au stationnement.

L'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH), en concertation avec la Ville d'Auxerre a étudié le projet de résidentialisation de parties du parking et a réalisé des garages pour répondre à une demande spécifique des résidents.

La résidentialisation consiste à aménager un espace de stationnement dédié aux résidents avec un accès privatif, par la mise en place d'un dispositif de fermeture.

Dans ce cadre, la privatisation de cet espace dédié aux résidents s'accompagne d'un transfert au bailleur de la propriété du sol pour lui permettre d'assurer la maîtrise d'ouvrage et de gérer les emplacements dans son patrimoine.

Le projet de construction, par l'OAH de 33 garages et 8 box de deux roues, réparti sur les parcelles cadastrées IO 226 d'une superficie de 1 794 m² et IO 227 et IO 228 pour une surface de 481 m² vise à augmenter l'offre de garages fermés mais aussi à diversifier l'offre en proposant des garages pour les véhicules utilitaires et pour les deux roues.

Le projet d'aménagement sur la couronne périphérique indépendante du boulevard de Montois ne remet pas en cause la circulation générale sur cette voie et n'obère pas les droits d'accès des riverains.

Des barrières de sécurité ont été mises en place, interdisant le stationnement sur les emprises concernées. Aussi, il convient de constater la désaffectation des parcelles cadastrées IO 226, IO 227 et IO 228, sises boulevard de Montois à Auxerre en vue de les déclasser du domaine public communal préalablement à leur cession.

La cession des parcelles sises boulevard de Montois, cadastrées section IO 226, IO 227 et IO 228, d'une superficie totale de 2 269 m² s'inscrit dans cet objectif.

Il convient donc en préalable à la cession de ces parcelles de procéder à leur déclassement du domaine public communal.

L'étude de ce projet, mené en concertation avec la Ville, dans sa démarche de requalification des espaces publics a mené à reconsidérer l'assiette du projet sur deux zones distinctes, à proximité des allées du Foulon et Beschereau, en prenant en compte les voiries aux abords des garages en plus des emprises au sol des constructions.

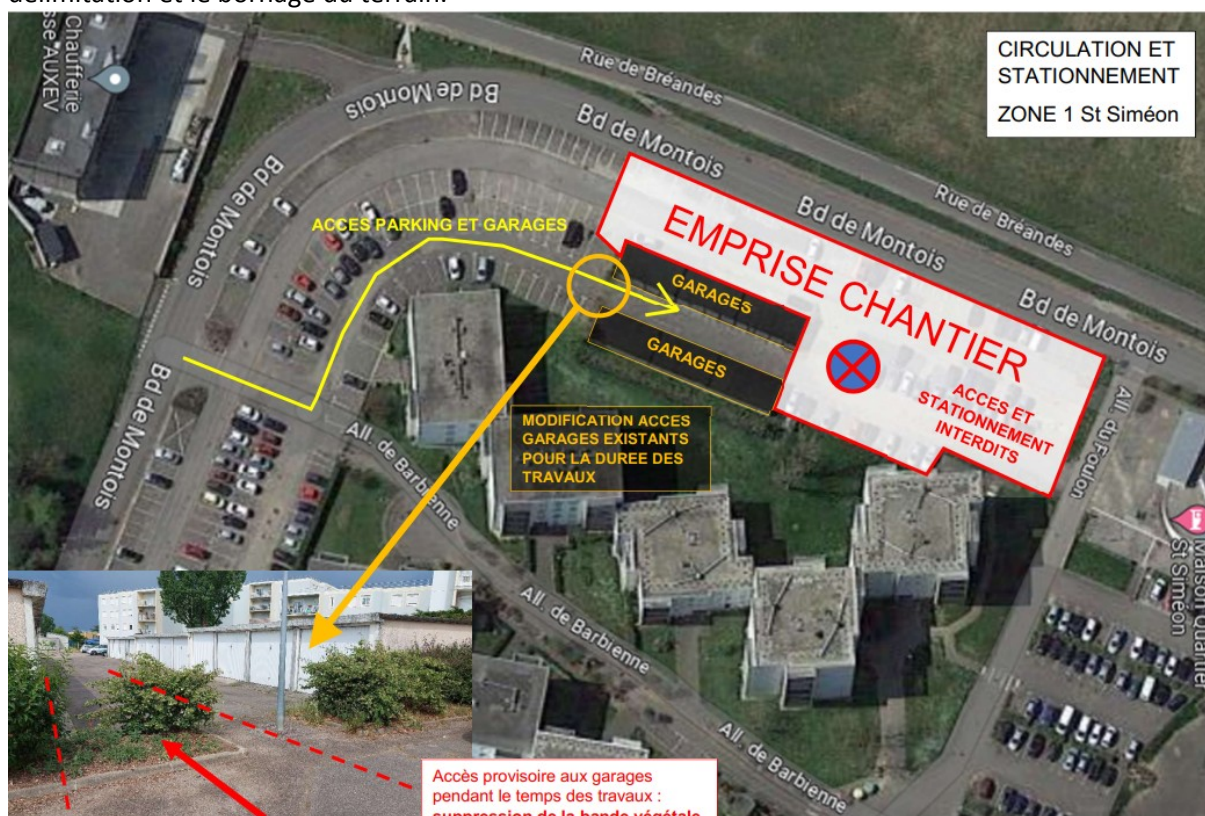


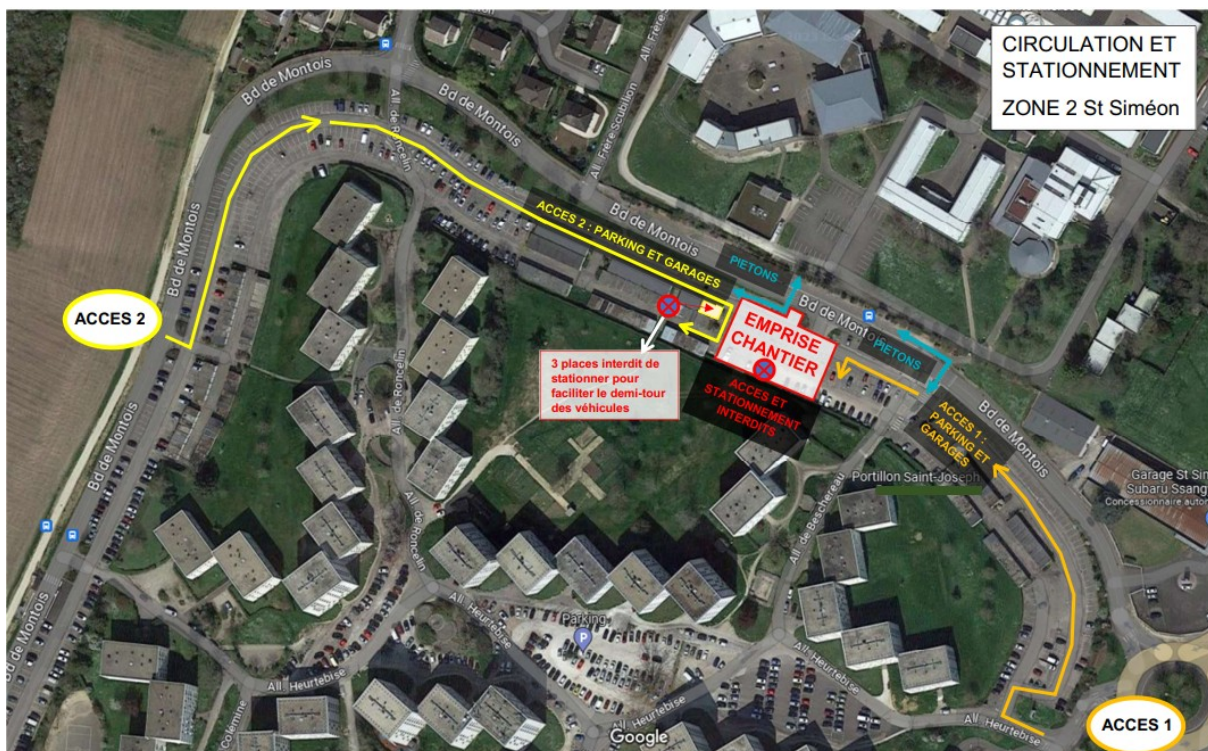
AUXERRE

La cession d'un terrain pour un projet de cette nature ne peut avoir lieu à titre gratuit. Les 2 zones ainsi définies, en cours de division représentent une surface de 2 269 m². La Valeur vénale du foncier est estimée par les Domaines à 4,967 €/m², soit un montant total de 11 300 €.

Il est convenu que le transfert de charges, c'est-à-dire les travaux de reprise du revêtement assurés par l'Office Auxerrois de l'Habitat en lieu et place de la Ville d'Auxerre, vient en déduction du prix. Le montant de ces travaux est estimé à 50 000 € HT, permet d'un accord commun de céder le terrain à l'euro symbolique non versé.

Ces modalités facilitent la mise en œuvre de projet de résidentialisation qui sera conduit par un seul maître d'ouvrage qui supporte le coût de l'opération et les frais inhérents parmi lesquels la délimitation et le bornage du terrain.





Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De constater la désaffectation et de prononcer le déclassement du domaine public,
- D'autoriser la cession à l'Office Auxerrois de l'Habitat à l'euro symbolique non versé,
- D'autoriser le maire ou son représentant à signer tous actes à intervenir.



Direction Générale des Finances Publiques

Le 29 septembre 2023

Direction régionale des Finances Publiques de Bourgogne-
Franche-Comté et du Département de la Côte-d'Or.

Pôle d'évaluation domaniale de Côte-d'Or-Yonne

25 rue de la Boudronnée
21000 DIJON

La Directrice régionale des Finances publiques de
Bourgogne Franche-Comté et du département de la
Côte-d'Or

à

Office auxerrois de l'habitat
A l'attention de Mme Typhaine Persegol
12 avenue des Brichères
89000 AUXERRE

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

[La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr](https://collectivites-locales.gouv.fr)



Nature du bien :

Voirie en mauvais état

Adresse du bien :

Boulevard de Montois – 89000 AUXERRE

Valeur vénale hors taxe et hors frais de mutation: 11 300 €, assortie d'une marge d'appréciation de 10 %

(des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)



1 - CONSULTANT

affaire suivie par : Mme Typhaine Persegol - Office auxerrois de l'habitat

2 - DATES

de consultation :	31/08/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	
du dossier complet :	25/09/2023

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 ¹ :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

3.3. Projet et prix envisagé

Demande d'évaluation pour acquisition de deux emprises non-cadastrées afin d'y construire 33 garages et 8 boxs pour deux-roues.

Compte-tenu du montant des travaux à effectuer pour la réfection des sols (50 000 €), les parties prenantes ont convenu d'un prix d'un euro symbolique.

¹ Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine



4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

Le bien se trouve en périphérie nord-ouest d'Auxerre, commune urbaine de 34 151 habitants (source Insee 2020), préfecture de l'Yonne. La commune est à deux heures de Paris en voiture, et dispose d'une gare ferroviaire.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Bien desservi par le boulevard du Montois. Desserte de l'ensemble des réseaux à proximité immédiate.

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise n'est pas cadastré.

4.4. Descriptif

Emprise de 2 269 m² en nature de parkings publics, avec un sol goudronné en mauvais état.

Les seules constructions sur la contre-allée sont des garages. Ces emprises, au vu de leur configuration, semblent difficilement constructibles.

4.5. Surfaces du bâti

Néant.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Commune d'Auxerre.

5.2. Conditions d'occupation

Bien estimé libre d'occupation.

6 - URBANISME

6.1. Règles actuelles

PLU

Zone UR2 : zone urbaine résidentielle à dominante d'habitat collectif.

6.2. Date de référence et règles applicables

Néant.

7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas présent, cette méthode



est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

8.1.1. Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

La recherche de TC porte sur des terrains en zone constructible mais non-viabilisés, situés dans un rayon de 3 km autour du bien à évaluer, d'une surface comprise entre 100 et 6 000 m² et dont la mutation est intervenue entre le 01/01/2019 et le 01/08/2023.

Ref. enregistrement	Ref. Cadastrales	Commune	Adresse	Date mutation	Surface terrain (m ²)	Prix total	Prix/m ²	Zonage / observations
8904P01 2021P01180	24//DP/89//91	AUXERRE	LES CASSOIRS	26/02/2021	1830	15 000	8,2	UR3 – parcelle en nature d'herbe au sein d'une zone pavillonnaire
8904P01 2022P06634	346//AP/578//	ST GEORGES SUR BAULCHE	LES ARDILLES	13/05/2022	239	1 195	5	UB – parcelle de terre en bordure de zone résidentielle
8904P01 2022P15828	346//AD/86//	ST GEORGES SUR BAULCHE	LES CHAMPS PLATEAUX	03/11/2022	263	2 000	7,6	UB – parcelle de terre en bordure de zone résidentielle et de terres agricoles
8904P01 2020P00490	24//DZ/862//	AUXERRE	RUE DARNUS	09/01/2020	483	2 200	4,55	Zone UM- bande de terrain en forme de ruban rectangulaire, le long de la coulée verte, vendu par la commune à un propriétaire riverain, la parcelle à beaucoup de servitudes (EDF, GDF, eau, la Poste)
8904P01 2019P00482	HK 394-395-396	AUXERRE	RUE GUYNEMER	04/01/2019	894	4 080	4,56	Zone UM – vente par la MSA à la chambre d'agriculture d'un terrain à usage de voie d'accès et d'un terrain bitumé en forme de ruban rectangulaire
							Moyenne	6
							Médiane	5

La moyenne ressort à 6 € / m² et la médiane à 5 € / m².

Le dernier TC semble le plus pertinent : il s'agit d'une voie d'accès bitumée. Sa valeur, arrondie à 5 € / m², sera retenue. Cette valeur correspond à la valeur médiane.

Valeur retenue : 5 € / m²



8.1.2. Autres sources internes à la DGFIP

Bien évalué 9 900 € le 01/02/2021 par le service (REF Lido 2020-89024V0851). Toutefois, lors de cette précédente évaluation, la surface du projet n'était que de 2 167 m².

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

2 269 m² x 5 € / m² = 11 345€, valeur arrondie à 11 300 €.

9 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

10 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **11 300 €**.

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur maximale d'acquisition sans justification particulière à 12 430 € (arrondie).

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours acquérir à un prix moins élevé sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.



Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour la Directrice régionale des Finances
publiques de Bourgogne Franche-Comté et du
département de la Côte-d'Or et par délégation



Laurent Duchâtel

Inspecteur des finances publiques



PROJET DE DELIBERATION

N°2023-163

OBJET : Chemin rural n° 186 sis avenue de la Turgotine-rue des Mignottes - Désaffectation

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

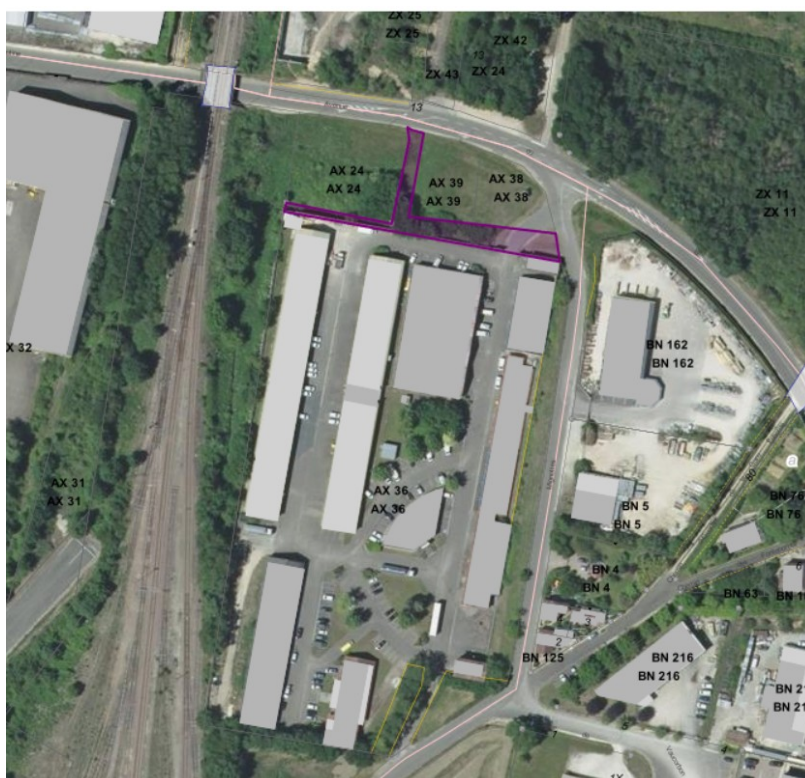
La voirie communale comprend notamment les chemins ruraux qui sont affectés à l'usage du public mais n'ont pas été classés comme voies communales. Ils appartiennent au domaine privé de la commune et sont aliénables, prescriptibles et soumis au bornage.


Un chemin rural ne peut être cédé en tout ou partie que si les conditions suivantes sont respectées :

- Le chemin n'est plus affecté à l'usage du public
- Une enquête publique a été réalisée avant la décision d'aliénation
- Avant de finaliser la vente, les propriétaires riverains ont été mis en demeure d'acquérir les terrains attenants à leur propriété

Le Conseil municipal, par délibération n° 2023-080 en date du 29 juin 2023 a décidé de se dessaisir du chemin rural par sa désaffectation à l'usage du public et de mettre en œuvre une enquête publique. Celle-ci s'est déroulée au 31 octobre 2023 au 15 novembre 2023 et aucune observation n'a été notifiée. Un avis favorable a été émis par Madame la Commissaire-Enquêteur le 16 novembre 2023.

En conséquence, il y a lieu de constater la désaffectation à l'usage du public, du Chemin rural n° 186 et d'engager la procédure en vue de sa cession.



 Emprise du chemin rural n°186



Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

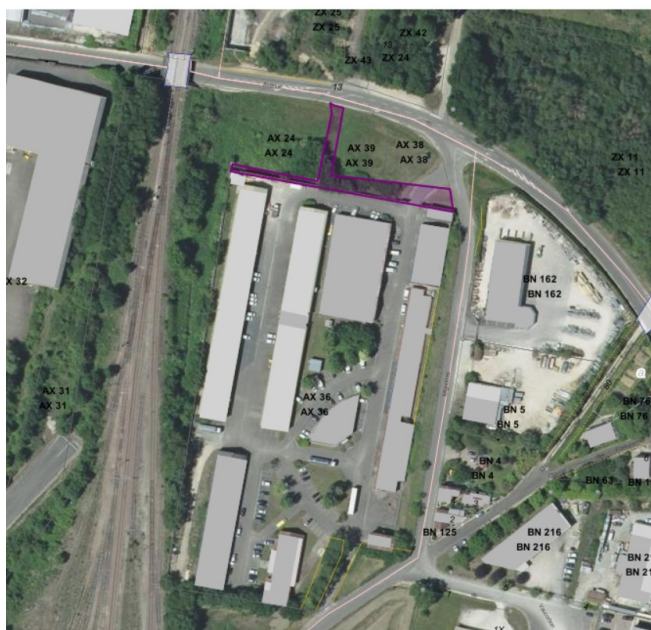
- De constater et d'approuver la désaffectation du Chemin rural n° 186,
- D'autoriser le maire ou son représentant à signer tous actes à intervenir.



PROJET DE DELIBERATION**N°2023-164****OBJET : Parcelles AX 24, AX 38 et AX 39, Chemin rural n° 186 sis avenue de la Turgotine - Cession****Rapporteur : Nordine BOUCHROU**

La Commune d'Auxerre est propriétaire de 3 parcelles cadastrées section AX 24, AX 38, AX 39 et du chemin rural n° 186, contigus aux parcelles cadastrées AX n° 36, propriété de la Chambre de Commerce et d'Industrie. Ces parcelles sont desservies par la rue des Mignottes et le Chemin rural n° 186.

Le Conseil municipal, par délibération n° 2023-080 en date du 29 juin 2023 a décidé de se dessaisir du chemin rural par sa désaffectation à l'usage du public. L'enquête publique a fait l'objet d'un avis favorable de la Commissaire-Enquêteur le 16 novembre 2023. La désaffectation ayant été constatée, la commune d'Auxerre peut procéder à sa cession.



 *Emprise du chemin rural n°186*

La Chambre de Commerce et d'Industrie a pour projet d'agrandir, de réhabiliter et restructurer ces bâtiments à usage de pépinière d'entreprises. Afin de permettre sa mise en œuvre, la Commune d'Auxerre cède les parcelles susvisées ainsi que l'emprise du chemin rural n° 186 pour un montant de 100 000 euros hors taxes et hors frais, conformément à l'avis du Pôle d'évaluation.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser la cession des parcelles cadastrées AX 24, AX 38 et AX 39 et du chemin rural n° 186, pour un montant de 100 000 euros,
- D'autoriser le maire ou son représentant à signer tous actes à intervenir.





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale Des Finances Publiques

Le 01/09/2022

**Direction régionale des Finances Publiques de
Bourgogne Franche-Comté et du département de
la Côte d'Or**

Pôle d'évaluation domaniale

16 rue Jean Renaud
21 000 DIJON

Le Directeur régional des Finances publiques
de Bourgogne Franche-Comté et du
département de la Côte d'Or

à

Mairie d'Auxerre
14 Place de l'Hôtel de Ville
89 000 AUXERRE

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Désignation du bien :

Terrain en zone UAE

Adresse du bien :

Rue des Mignottes, 89 000 AUXERRE

Département :

Yonne (89)

Valeur vénale hors taxes et hors frais :

104 000€

Il est rappelé que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent sur délibération motivée s'écarter de cette valeur.



1 - SERVICE CONSULTANT

Commune d'Auxerre

Affaire suivie par : Corinne POINSOT, Responsable Foncier, Publicité, Occupation du Domaine

2 - DATE

de consultation : 01/07/2022

de réception : 01/07/2022

de visite : non visité

de dossier en état : 01/07/2022 – rendu négocié pour le 1^{er} septembre 2022

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Projet de cession à la CCI (Chambre de Commerce et d'Industrie) d'un terrain situé à proximité de la pépinière d'entreprise d'Auxerre (terrain de la pépinière d'entreprise appartenant déjà à la CCI). Celle-ci souhaite restructurer et développer cet espace. Dans ce cadre, la commune d'Auxerre lui cède des délaissés de terrain. Le projet global de la CCI consiste à réhabiliter les bâtiments existants et à édifier de nouvelles constructions dans lesquelles sera aménagé essentiellement le pôle formation et quelques bureaux.

Les négociations sur le prix n'ont pas été engagées.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales :

- AX 24 (1 840 m²)

- AX 38 (856 m²)

- AX 39 (856 m²)

- chemin rural n°186

Description du bien : Portion de **3 469 m²** des parcelles susmentionnées en nature de terrain enherbé. Tènement de forme plutôt régulière, situé entre la pépinière d'entreprise, l'avenue de la Turgotine et la rue des Mignottes. Terrain pouvant être qualifié de terrain à bâtir au sens de l'article 322-3 du code de l'expropriation. Toutefois, celui-ci est bordé d'un fossé sur 2 côtés (côté rue des Mignottes et côté Avenue de la Turgotine). Le relief général est en pente descendante du côté de la voie ferrée en contrebas et du côté de l'avenue de la Turgotine. Présence supposée, également, d'amas de terre (vue google street view).

Le plan fourni semble indiquer que sur ce terrain à évaluer, sera construit un parking.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Nom du Propriétaire : Commune d'Auxerre

Situation d'occupation : Bien estimé libre d'occupation



6 - URBANISME – RÉSEAUX

Document d'urbanisme : PLU

Zone : UAE

Zone qui regroupe les secteurs à vocation d'activités, à l'image de la zone d'activités des Pieds de Rats. Il s'agit de secteurs à vocation économique et notamment industrielle, situés pour l'essentiel entre l'Yonne et la voie ferrée. Ces secteurs se caractérisent par d'importantes emprises foncières et bâties.

Réseaux divers et voirie situés à proximité

7 - DATE DE RÉFÉRENCE

Sans objet

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas présent, cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale du bien, hors taxes et hors frais de mutation, est estimée à 104 000€.

Marge d'appréciation : 15 %

9 - DURÉE DE VALIDITÉ

18 mois

10 - OBSERVATIONS

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent avis.

Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,



Clément BOUVOT
Inspecteur des finances publiques
Évaluateur

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale de Finances Publiques.



PROJET DE DELIBERATION

N°2023-165

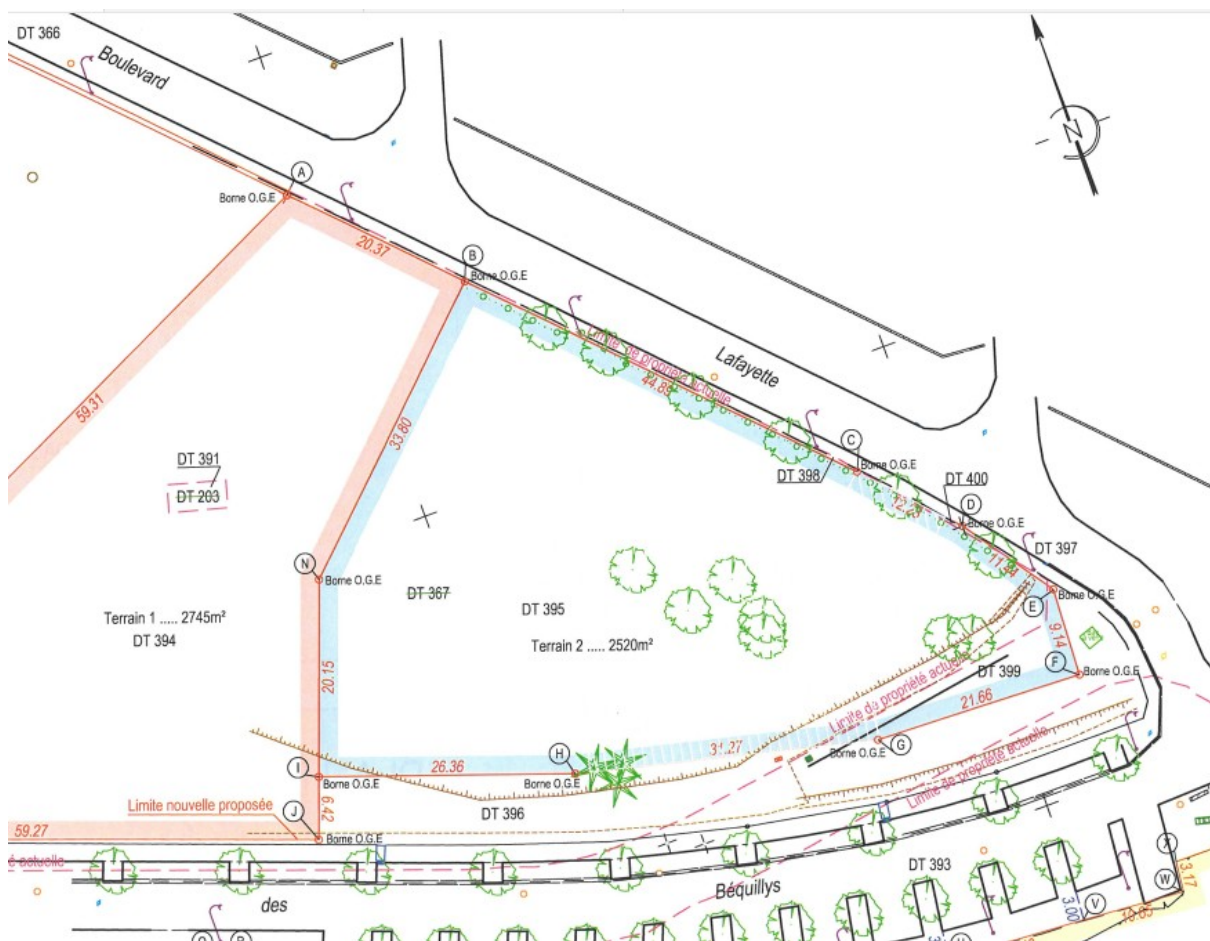
OBJET : Parcelles DT 399 et DT 400 sises boulevard Lafayette - Cession à Pôle Emploi

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Par délibération n° 2023-007 en date du 2 février 2023, la Commune d'Auxerre a cédé à Pôle emploi la parcelle DT 395 au prix de 66 € le mètre carré afin de créer une agence de proximité dans un quartier prioritaire.

Un accord est intervenu pour une superficie de 2 520 m² nécessaire à la réalisation de l'opération. Il convient donc d'adjoindre à la parcelle DT 395, les parcelles cadastrées DT 399 et DT 400 pour obtenir cette superficie. Cette emprise est délimitée par les points B à I et N (partie bleue) au plan de division et de bornage ci-dessous.

Le prix de cession reste fixé à 66 € le m² conformément à l'avis des domaines.



Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :



AUXERRE

- De céder à Pôle Emploi, en sus de la parcelle DT 395, les parcelles DT 399 et DT 400 permettant d'obtenir une superficie de 2 520 m² nécessaire à la création d'une agence de proximité au prix de 66 € le m²
- D'autoriser le maire ou son représentant à signer tous actes à intervenir



Direction Générale Des Finances Publiques

Le 03/01/2023

Direction régionale des Finances publiques de
Bourgogne – Franche-comté et du Département de la
Côte d'Or

Pôle d'évaluation domaniale

25 rue de la Boudronnée
21047 DIJON CEDEX

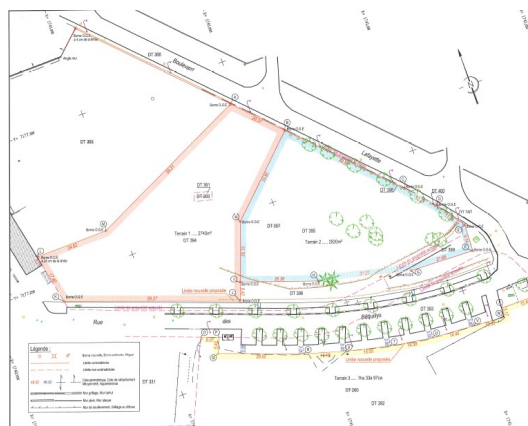
La Directrice régionale des Finances publiques
de Bourgogne – Franche-comté et du
Département de la Côte d'Or

à

COMMUNE D'AUXERRE
MAIRIE
14 PLACE DE L HOTEL DE VILLE - BP 59
89010 AUXERRE CEDEX

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Désignation du bien :	Terrain à bâtir
Adresse du bien :	Boulevard Lafayette - 89000 AUXERRE
Département :	YONNE (89)
Valeur vénale :	163 000 € hors taxes et hors frais de mutation



Il est rappelé que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent sur délibération motivée s'écarter de cette valeur.

1 - SERVICE CONSULTANT

Commune d'AUXERRE

Affaire suivie par : Madame POINSOT Corinne - Responsable Foncier, Publicité, Occupation du Domaine Public

2 - DATE

de consultation : 05/12/2022

de réception : 05/12/2022

de visite : bien non visité

de dossier en état : 05/12/2022

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Estimation de la valeur vénale d'un terrain à bâtir que la commune d'Auxerre souhaite céder à Pôle emploi qui envisage la construction de bureaux.

Prix négocié ou demandé : 66 €/m²

4 - DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales : section DT n° 395 d'une contenance de 2 399 m² (source cadastre)

Description du bien : A l'ouest de la commune d'Auxerre, parcelle de terrain à bâtir de forme régulière. Elle est située à l'angle du bd Lafayette et du Chemin des Bequillys, dans un secteur de logements neufs et elle constitue la forme triangulaire qui s'inscrit entre les deux voiries.

Surface : 2 399 m²

5 – SITUATION JURIDIQUE

Nom du Propriétaire : COMMUNE D'AUXERRE

Situation d'occupation : bien estimé libre d'occupation

6 - URBANISME – RÉSEAUX

Document d'urbanisme : PLU AUXERRE

Zone UM : elle regroupe l'ensemble des faubourgs qui se sont développés autour du centre-ville ancien d'Auxerre au fil du temps. Les formes urbaines sont mixtes allant d'un habitat collectif sous la forme de petits immeubles de centre-ville ou de résidences à de l'habitat pavillonnaire diffus en passant par des activités ou encore de grandes emprises à vocation d'équipements. Cette zone présente également un aspect patrimonial important que ce soit à travers des maisons bourgeoises, des maisons typiques de la région ou encore de grands bâtiments du 19ème ou 20ème siècle. Desserte en VRD assurée.

7 - DATE DE RÉFÉRENCE

néant



8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas présent, cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale du bien, hors taxes et hors frais de mutation, est estimée à **163 000 €**.

Marge d'appréciation : 10 %

9 - DURÉE DE VALIDITÉ

Un an.

10 - OBSERVATIONS

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent avis.

Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour la Directrice régionale des finances publiques
de Bourgogne-Franche-Comté
et du département de la Côte-d'Or, et par délégation,



Michel CUREAU
Inspecteur des Finances Publiques

PROJET DE DELIBERATION**N°2023-166****OBJET : Ombrières de parking parc des expositions - Avenant n°2 à la promesse d'autorisation d'occupation temporaire****Rapporteur : Nordine BOUCHROU**

Par délibération n°2019-2037 du 16 décembre 2019, la Communauté de l'Auxerrois, compétente en matière de soutien en faveur des énergies renouvelables, a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) pour l'implantation de centrales solaires au sol dont la ville d'Auxerre est propriétaire, afin notamment de retenir un opérateur capable de porter l'investissement très élevé de ces projets.

Suite à cet AMI, la société Total Energies a été retenue.

Par délibération n°2021-161 du 04 novembre 2021, la Ville d'Auxerre, a consenti, à l'entreprise Total Energies, une promesse d'autorisation d'occupation temporaire (AOT) constitutives des droits réels sur le parking d'Auxerrexpo pour une durée de deux ans à compter de la signature de la promesse soit le 04 janvier 2021.

Ces promesses permettent à l'entreprise de réaliser les études nécessaires pour la phase de développement. La Ville d'Auxerre reçoit une indemnité pour le dédommagement lié à l'immobilisation du territoire.

Par délibération n°2023-034, un avenant n°1 a été approuvé afin de modifier le périmètre de cette promesse d'AOT.

Les études n'étant pas encore terminées, il est nécessaire de réaliser un avenant n° 2 afin de prolonger la durée de la promesse pour une année soit jusqu'au 04 janvier 2025.

Les autres modalités de la promesse restent inchangées.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver les termes de l'avenant n°2 avec l'entreprise TOTAL,
- D'autoriser le Maire à signer ledit avenant.





**AVENANT N° 2 A LA PROMESSE D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
CONSTITUTIVE DE DROITS REELS
PROJET : OMBRIERES AUXERREXPO**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville d'Auxerre, département de l'Yonne, située 14 place de l'Hôtel de Ville, identifiée sous le numéro SIREN 218 900 249, ici représentée par Madame Céline BAHR, agissant en qualité de 3^{ème} adjointe, déléguée au développement durable, à la culture, au patrimoine et à l'enseignement supérieur, en vertu de l'arrêté 2022-DMAHR023 et en vertu d'une délibération du Conseil municipal, en date du 21 décembre 2023, prise après convocation régulière dudit conseil, à laquelle était joint le projet du présent acte.

Ci-après dénommé le « **Bénéficiaire** » ou le « **Preneur** »

D'UNE PART

ET :

TotalEnergies Renouvelables France, Société par Actions Simplifiée au capital de 8.624.664 €, dont le siège social se situe 74 rue Lieutenant de Montcabrier ZAC de Mazeran 34500 BEZIERS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Béziers sous le numéro 434 836 276.

OU indiquer la société de projet dédiée si elle est déjà créée]

Représentée par [...], [...], dûment habilité à l'effet des présentes en vertu de [...],

Ci-après dénommée le « **Propriétaire ou Promettant** »

Dénommées ensemble les « **Promettants** »

D'AUTRE PART,

Ensemble les « Parties »





Préalablement au présent avenant, les Parties ont exposé ce qui suit :

- 1) Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 04 janvier 2021, puis d'un avenant n°1 à cette promesse en date du 02 mai 2023, le **Propriétaire a** conclu une promesse d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels avec le **Bénéficiaire** portant sur les parcelles suivantes :

Commune	Parcelle		Lieu-dit	Superficie		
	Section	Numéro		ha	a	ca
Auxerre	BX	80		3	20	40

(la « **Promesse** »)

Un exemplaire de ladite **Promesse** est demeuré joint et annexé aux présentes.

- 2) Aux termes de la Promesse, il a notamment été stipulé ce qui suit, littéralement rapporté :

« Article 3 : Durée de la promesse

3.1 Durée

La promesse est convenue pour une durée de DEUX (2) ans à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

En l'absence de réalisation des conditions suspensives du Bénéficiaire avant la fin de ce délai, la Promesse est caduque à l'échéance de son terme, automatiquement.

3.2 Prorogation de la durée de la Promesse

Par exception, à l'article 3.1 ci-dessus, dans les cas où, à l'échéance de la période de DEUX (2) années susvisées, le Bénéficiaire,

- a préalablement déposé les demandes administratives (autorisation unique, demande de permis de construire, demande d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement – ICPE- demande de défrichement) aux fins notamment de la réalisation de la centrale photovoltaïque sur le site objet de la **Promesse**, sans pour autant avoir obtenu de réponse définitive de la part des administrations concernées ou si un recours est en cours devant une juridiction de l'ordre administratif;
- ou bien encore, ayant obtenu l'ensemble des autorisations de construire, reste dans l'attente d'une convention de raccordement au réseau Enedis de la centrale photovoltaïque autorisée,





Il est expressément convenu entre les Parties d'une prorogation automatique du terme de la **Promesse** par période successive d'UNE (1) année, jusqu'à la réception du document faisant défaut, cette prorogation ne pouvant en tout état de cause, sauf accord des Parties, conduire à un allongement d'une durée de plus de DEUX (2) années ».

CECI ETANT EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT ET ARRESENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – PROROGATION DE LA DUREE DE LA PROMESSE

Les Parties conviennent expressément de proroger la **Promesse** pour une nouvelle durée de UN (1) an supplémentaire à compter du 04 janvier 2024, pour arriver à expiration le 04 janvier 2025.

En outre dans les cas où, à l'échéance de cette période complémentaire d'UNE (1) année susvisée, le **Bénéficiaire** :

- a préalablement déposé les demandes administratives (autorisation unique, demande de permis de construire, demande d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement – ICPE- demande de défrichement) aux fins notamment de la réalisation de la centrale photovoltaïque sur le site objet de la **Promesse**, sans pour autant avoir obtenu de réponse définitive de la part des administrations concernées ou si un recours est en cours devant une juridiction de l'ordre administratif;
- ou bien encore, ayant obtenu l'ensemble des autorisations de construire, reste dans l'attente d'une convention de raccordement au réseau Enedis de la centrale photovoltaïque autorisée,

Il est expressément convenu entre les Parties d'une prorogation automatique du terme de la **Promesse** par période successive d'UNE (1) année, jusqu'à la réception du document faisant défaut, cette prorogation ne pouvant en tout état de cause, sauf accord des Parties, conduire à un allongement d'une durée de plus de DEUX (2) années.

ARTICLE 2 – SIGNATURE ELECTRONIQUE

Les Parties conviennent expressément que dans le cas où le présent avenant n°2 serait signé par voie électronique, il constituera l'original du document, lequel prévaudra entre les Parties. Les Parties conviennent expressément que l'avenant n°2 signé électroniquement constitue une preuve ayant la même valeur probante qu'une signature manuscrite sur papier.

En conséquence, les Parties reconnaissent que le présent avenant n°2 est valablement exécutoire, et les Parties s'engagent à ne pas contester la recevabilité, la validité, la force exécutoire, ou la valeur probante de la version électronique du présent avenant n°2. Ces dispositions s'appliquent à toute modification future de la Promesse et du présent avenant n°2 que les Parties pourraient être amenées à signer par voie électronique.





Les Parties déclarent que toutes les stipulations de la **Promesse** non contraires à celles du présent avenant, demeurent inchangées et applicables.

LISTE DES ANNEXES :

Annexe 1 : Copie de la Promesse signée

Fait à

Le

En2 exemplaires originaux.

Pour le Propriétaire,
NOM :

Qualité :
Signature :

Pour le Bénéficiaire,
NOM : Céline BAHR

Qualité : 3ème adjointe,
Signature :



PROJET DE DELIBERATION**N°2023-167****OBJET : Décision PC n°8902422B0046 M01 - Désignation d'un membre du conseil municipal****Rapporteur : Nordine BOUCHROU**

Aux termes de l'article L.422-7 du Code de l'Urbanisme « *Si le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale est intéressé au projet faisant l'objet de la demande du permis ou de la déclaration préalable, soit en son nom personnel, soit comme mandataire, le conseil municipal de la commune ou l'organe délibérant de l'établissement public désigne un autre de ses membres pour prendre la décision* ».

Monsieur le Maire est intéressé par la demande de permis de construire modificatif n°8902422B0046 M01, car cette demande émane d'un membre de sa famille.

Il est donc nécessaire, par une délibération, de désigner un membre de l'assemblée pour statuer sur cette demande de permis modificatif.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De désigner Monsieur Sébastien DOLOZILEK aux fins de prendre les décisions relatives à l'autorisation d'urbanisme susvisée en lieu et place du Maire intéressé.



PROJET DE DELIBERATION

N°2023-168

OBJET : Réseau de voiries communales - Mise à jour du dimensionnement

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Le montant de la dotation globale de fonctionnement est calculé en fonction d'un certain nombre de critères, dont la longueur de la voirie publique.

Depuis de nombreuses années, la longueur de la voirie déclarée aux services de la Préfecture par la commune n'a pas fait l'objet d'un recensement exhaustif, ni d'une vérification. Le linéaire déclaré est actuellement de 169 710 m.

Dans le cadre du diagnostic sur l'état de son réseau viaire, la ville d'Auxerre a demandé à un prestataire un relevé exhaustif et qualitatif de son patrimoine pour l'ensemble des voiries avec un relevé précis, rue par rue. Un marché a été formalisé en 2022 et un rapport fourni fin 2022.

Dans ce rapport, il apparaît un réseau viaire de 263 978 m comprenant à la fois des voiries communautaires, des voiries sous gestion départementale et/ou de l'Etat mais également des chemins vicinaux non revêtus.

Une extraction précise des voiries sous compétence communale a été opérée et permet de justifier d'une longueur de voirie de 173 102m.

Cette mise à jour des voies communales (afin de prendre en compte l'ensemble des modifications et voies nouvelles communales), a été établie en avril 2023 par les services de la ville.

Ainsi, le linéaire de voirie représente un total de 173,102 Kilomètres appartenant à la commune et devant servir de base de calcul pour la partie de la dotation globale de fonctionnement intégrant les linéaires de voirie.

Il convient donc d'arrêter par délibération la longueur exacte de la voirie communale, à savoir 173 102 mètres.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'actualiser le nouveau linéaire de voirie communale à savoir 173 102 mètres et d'autoriser Monsieur le Maire à entreprendre toutes les démarches- nécessaires, et à signer tous documents relatifs à cette déclaration.



PATRIMOINE VOIRIE 2023

DESIGNATION			LONGUEUR VOIE en mètre
Quartier	Type de voie	Nom de la voie	
Centre-ville	Place	Abbé Deschamps	20
Saint Julien-Saint Amatre	Place	Achille Ribain	70
Les Boussicats	Rue	Adolphe Guillon	120
Rive Droite	Rue	Alain Gerbault	80
Centre-ville	Rue	Alexandre Marie	225
Rive Droite	Rue	Alouette	233
Piedalloues-la noue	Boulevard	Alpes	760
Piedalloues-la noue	Rue	Alsace	450
Centre-ville	Rue	Ambroise Challes	80
Rosoirs	Rue	Ampère	190
Rive Droite	Allée	Amphores	88
Rosoirs	Rue	Anatole France	310
Saint Gervais - Brazza	Quai	Ancienne Abbaye	184
Saint Gervais - Brazza	Allée	André Citroën	90
Piedalloues-la noue	Allée	Anjou	228
Conches-Clairions	rue	Appoigny	210
Piedalloues-la noue	Rue	Aquitaine	630
Rosoirs	Rue	Arago	190
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Arboretum	70
Saint Julien-Saint Amatre	Allée	Arbre sec	305
Centre-ville	Rue	Ardillière	90
Saint Julien-Saint Amatre	Allée	Argentine	142
Rosoirs	Rue	Argonne	170
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Aristide Briand	130
Bricheres	Rue	Aristide Bruant	143
Les Boussicats	Parvis	Arquebuse	270
Piedalloues-la noue	Allée	Artois	127
Les Boussicats	Rue	Auguste Michelon	220
Rive Droite	route	Augy	1012
Rosoirs	Rue	Austerlitz	190
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Autric	130
Piedalloues-la noue	Rue	Auvergne	230
Saint Gervais - Brazza	Rue	Avenir	100
Centre-ville	Rue	Ballets	130
Centre-ville	Rue	Banque	70
Bricheres	Allée	Barbara	83
Saint-Simeon	Allée	Barbienne	150
Saint Julien-Saint Amatre	Allée	Barrière	223
Conches-Clairions	Rue	Bas de Jonches	290
Bricheres	Place	Bashung	350
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Basse Moquette	350
Centre-ville	Rue	Basse Perrière	100
Saint Julien-Saint Amatre	Quai	Batardeau	300
Les Boussicats	Rue	Baudin	180
Piedalloues-la noue	Rue	Béarn	110
Vaux	Rue	Beauregard	231
Saint-Simeon	Allée	Beauvoir	80
Les Boussicats	Place	Bel Air	35
Conches-Clairions	Allée	Bel Etain	100
Rosoirs	Rue	Belfort	413
Centre-ville	Rue	Belle Pierre	140



PATRIMOINE VOIRIE 2023

DESIGNATION			LONGUEUR VOIE en mètre
Quartier	Type de voie	Nom de la voie	
LaBorde Coulon	Rue	Belle Rose	73
LaBorde Coulon	Allée	Bellevue	267
Rive Droite	Allée	Belvédère	324
Bricheres	Chemin	Béquillys	706
Bricheres	Rue	Béquillys	120
Centre-ville	Rue	Bérault	85
Saint Gervais - Brazza	Rue	Bercier	250
Rive Droite	Allée	Bergeronnettes	57
Saint-Simeon	Chemin	Bériot	94
Bricheres	Allée	Berlioz	50
Piedalloues-la noue	Rue	Berry	300
Centre-ville	Rue	Besan	120
Saint-Simeon	Allée	Beschereau	90
Saint-Simeon	Rue	Beunon	80
Saint-Simeon	Rue	Béziers	90
Centre-ville	Rue	Biau	20
Les Boussicats	Rue	Bleuets	140
Les Boussicats	Impasse	Bobillot	350
Les Boussicats	Rue	Bobillot	350
Bricheres	Rue	Boby Lapointe	198
LaBorde Coulon	Allée	Bois de la Duchesse	254
Centre-ville	Ruelle	Boisseaux	120
Vaux	Allée	Bon Boire	100
Centre-ville	Rue	Bons Enfants	70
Bricheres	Rue	Boris Vian	145
Saint-Simeon	Allée	Botellière	30
Sainte-Genevieve	Allée	Bouchardon	70
Centre-ville	Rue	Boucheries	155
Centre-ville	Ruelle	Boucheries	45
Saint Julien-Saint Amatre	Chemin	Bouffaut	1 430
Rive Droite	Rue	Bougainville	220
Piedalloues-la noue	Allée	Bourbonnais	250
Saint Gervais - Brazza	Avenue	Bourbotte	350
Sainte-Genevieve	Allée	Bourdelle	166
Saint Gervais - Brazza	Allée	Bourdillats	215
Piedalloues-la noue	Rue	Bourgogne	250
Saint Julien-Saint Amatre	Allée	Boursaudière	43
Les Boussicats	Impasse	Boussicats	85
Les Boussicats	Rue	Boussicats	500
Piedalloues-la noue	Impasse	Boutilliers	162
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Boutilliers	140
Rive Droite	Rue	Boutisses	114
Centre-ville	Passage	Boyard de Forterre	59
Rosoirs	Allée	Branly	120
Saint Gervais - Brazza	Rue	Brazza	700
Sainte-Genevieve	Chemin	Bréandes	600
Saint Gervais - Brazza	Allée	Bréchol	35
Saint-Simeon	Allée	Brelon	56
Piedalloues-la noue	Rue	Bretagne	335
Bricheres	Chemin	Brichères	258



PATRIMOINE VOIRIE 2023

DESIGNATION			LONGUEUR VOIE en mètre
Quartier	Type de voie	Nom de la voie	
Saint Gervais - Brazza	Rue	Brichoux	170
Saint Gervais - Brazza	Sentier	Brichoux	258
Conches-Clairions	Avenue	Bronislaw Geremek	698
Rosoirs	Rue	Buffon	150
Rosoirs	Rue	Bugeaud	140
LaBorde Coulon	Chemin	Buissonneaux	230
LaBorde Coulon	Rue	Buissonneaux	123
Centre-ville	Rue	Buttes	285
Centre-ville	Rue	Cadet Roussel	45
Piedalloues-la noue	Place	Cadran	220
Rive Droite	Chemin	Caillottes	658
Conches-Clairions	Rue	Caillottes	1400
Bricheres	Allée	Calvin	59
Saint Gervais - Brazza	Rue	Camille Desmoulins	330
Centre-ville	Rue	Campan	50
Centre-ville	Rue	Capitaine Coignet	100
Les Boussicats	Rue	Capucines	135
Les Boussicats	Rue	Carnot	250
Sainte-Genevieve	Rue	Carpeaux	150
Saint Julien-Saint Amatre	Chemin	Carré Pâtissier	810
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Carré Pâtissier	280
Centre-ville	Place	Carré Saint-Antoine	18
Piedalloues-la noue	Rue	Carrières	540
Bricheres	Rue	Cassoires	321
Centre-ville	Rue	Caylus	50
Piedalloues-la noue	Allée	Cévennes	61
Sainte-Genevieve	Rue	Cézanne	300
Rive Droite	Rue	Chablis	734
Conches-Clairions	Rue	Chaînette	275
Centre-ville	Boulevard	Chaînette contre allée	1700
Piedalloues-la noue	Rue	Champagne	627
Rosoirs	Avenue	Champlerois	1067
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Champlis	516
Saint Gervais - Brazza	Rue	Champoulains	500
Saint Julien-Saint Amatre	Allée	Champraisin	200
Saint Julien-Saint Amatre	Chemin	Champraisin	2280
Rive Droite	Allée	Champs Millot	125
Piedalloues-la noue	Allée	Chanteclair	141
Piedalloues-la noue	Rue	Chantemerle	311
LaBorde Coulon	Rue	Chapelle	191
Conches-Clairions	Rue	Chapottes	175
Centre-ville	Rue	Charbonnerie	20
Rive Droite	Rue	Chardonay	109
Rive Droite	Rue	Charles de Foucault	120
Centre-ville	Place	Charles Lepère	90
Saint Gervais - Brazza	Rue	Charles Péguy	250
Centre-ville	Place	Charles Surugue	44
Bricheres	Rue	Charles Trenet	50
Les Boussicats	Rue	Charmilles	110
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Charrons	818
Jonches	rue	Chateau d'eau	484



PATRIMOINE VOIRIE 2023

DESIGNATION			LONGUEUR VOIE en mètre
Quartier	Type de voie	Nom de la voie	
Centre-ville	Rue	Château Gaillard	75
Bricheres	Allée	Chateaubriand	100
Saint-Simeon	Avenue	Chatenoy	367
LaBorde Coulon	Rue	Chaumes	238
Rive Droite	Rue	Chaumonts	200
Saint Julien-Saint Amatre	Allée	Cheignot	46
Conches-Clairions	Place	Chesnez	62
LaBorde Coulon	Allée	Chigraine	50
Rive Droite	Allée	Christophe Colomb	70
LaBorde Coulon	Rue	Cimetière	250
Centre-ville	Rue	Cité Romaine	22
Rive Droite	Impasse	Clairiere	68
Conches-Clairions	Avenue	Clairions	449
Bricheres	Rue	Claude Debussy	126
Sainte-Genevieve	Allée	Claude Monet	50
Conches-Clairions	Rue	Clément Ader	760
Saint-Simeon	Place	Clery	20
Saint Julien-Saint Amatre	Impasse	Clos	80
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Clos	420
Saint Julien-Saint Amatre	Ruelle	Clos	100
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Clos de la Fontaine	304
Centre-ville	Place	Coche d'Eau	35
Centre-ville	Rue	Cochois	150
Rive Droite	Rue	Colbert	250
Saint-Simeon	Allée	Colémine	250
Bricheres	Rue	Colette	190
Centre-ville	Impasse	Collinets	42
Conches-Clairions	Rue	Colonel Rozanoff	900
Rive Droite	Allée	Commandant Charcot	45
Rive Droite	Rue	Commandant Lamy	120
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Comtesse Mathilde	160
Conches-Clairions	Rue	Conches	615
Rosoirs	Rue	Condorcet	200
Centre-ville	Ruelle	Conduit	50
Centre-ville	Rue	Consuls	62
Centre-ville	Place	Cordeliers	150
Bricheres	Allée	Corneille	50
Sainte-Genevieve	Place	Corot	190
Piedalloues-la noue	Allée	Corse	200
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Cot	215
Rive Droite	Promenade	Coteau	211
Vaux	Rue	Coteau	70
Vaux	Rue	Coudrier	396
LaBorde Coulon	Rue	Cour Parent	172
Sainte-Genevieve	Avenue	Courbet	420
Vaux	Rue	Courte Etape	52
Centre-ville	Rue	Courtillière	100
Sainte-Genevieve	Allée	Cousin	70
Rive Droite	Allée	Creusis	34
LaBorde Coulon	Rue	Croisettes	110
LaBorde Coulon	Rue	Curly	146



PATRIMOINE VOIRIE 2023

DESIGNATION			LONGUEUR VOIE en mètre
Quartier	Type de voie	Nom de la voie	
Rosoirs	Allée	Daguerre	50
Centre-ville	Rue	Dampierre	135
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Darnus	535
Saint Julien-Saint Amatre	Ruelle	Darnus	110
Piedalloues-la noue	Rue	Dauphiné	148
Sainte-Genevieve	Allée	David d'Angers	350
Centre-ville	Boulevard	Davout	400
Centre-ville	Boulevard	Davout contre allée	850
Sainte-Genevieve	Place	Degas	100
Sainte-Genevieve	Avenue	Delacroix	300
Rosoirs	Avenue	Denfert Rochereau	1032
Saint Gervais - Brazza	Rue	Denis Papin	330
Bricheres	Allée	Descartes	50
Centre-ville	Rue	Diderot	100
Conches-Clairions	Passage	Didier Daurat	77
Bricheres	Rue	Django Reinhardt	370
Les Boussicats	Avenue	Docteur Calmette	280
Centre-ville	Rue	Docteur Labosse	85
Centre-ville	Rue	Docteur Marie	75
Bricheres	Rue	Docteur Roux	150
Rive Droite	Rue	Docteur Schweitzer	270
Rosoirs	Rue	Douaumont	330
Centre-ville	Rue	Draperie	30
Saint Gervais - Brazza	Esplanade	Droits de l'homme	88
Rive Droite	Rue	Duguay Trouin	498
Rive Droite	Rue	Dumont d'Urville	330
Les Boussicats	Rue	Dunand	260
Rive Droite	Rue	Duquesne	468
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Eckmühl	105
Conches-Clairions	Rue	Ecluse	1450
Les Boussicats	Rue	Ecole Normale	180
Jonches	rue	Ecoles	390
Rosoirs	Rue	Edison	170
Bricheres	Rue	Edith Piaf	106
Centre-ville	Rue	Egalité	150
Centre-ville	Rue	Egleny	250
Vaux	Place	Eglise	80
Vaux	Rue	Eglise	118
Rive Droite	Avenue	Egriselles	550
Sainte-Genevieve	Allée	Emile Bernard	90
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Emile Lorin	130
Saint Julien-Saint Amatre	Allée	Eperon	415
Saint Julien-Saint Amatre	Parking	Eperon	41
Piedalloues-la noue	Allée	Esplanade	136
Piedalloues-la noue	Place	Esterel	83
Centre-ville	Rue	Etain	35
Centre-ville	Rue	Etang Saint-Vigile	200
Saint Gervais - Brazza	Rue	Etienne Dolet	600
Les Boussicats	Rue	Eugène Hatin	240
Rosoirs	Rue	Faidherbe	450
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Faiencerie	155



PATRIMOINE VOIRIE 2023

DESIGNATION			LONGUEUR VOIE en mètre
Quartier	Type de voie	Nom de la voie	
Centre-ville	Rue	Faillot	42
LaBorde Coulon	Rue	Fauvettes	474
Centre-ville	Rue	Fécauderie	105
Rive Droite	Rue	Ferdinand de Lesseps	250
Bricheres	Place	Fernand Clas	120
Sainte-Genevieve	Allée	Fernand Py	80
Piedalloues-la noue	Rue	Flandre	130
Rosoirs	Rue	Fleurus	720
Les Boussicats	Avenue	Foch	280
LaBorde Coulon	Rue	Fontaine	141
Saint Julien-Saint Amatre	Sentier	Fontaine Ronde	50
Saint Julien-Saint Amatre	Allée	Fontaine Ste-Amâtre	57
Conches-Clairions	Avenue	Fontaine Ste-Marguerite	420
Rive Droite	Chemin	Fontenottes	154
Rive Droite	Rue	Fontenottes	203
Centre-ville	Rue	Fortifications	115
Saint-Simeon	Allée	Foulon	230
Centre-ville	Impasse	Fourbisseurs d'Epées	30
Centre-ville	Rue	Fourier	85
Conches-Clairions	Rue	Fourneaux	390
Centre-ville	Allée	Fours à chaux	31
Sainte-Genevieve	Rue	Fragonard	230
Centre-ville	Rue	Française	300
Piedalloues-la noue	Allée	Franche Comté	30
Saint Gervais - Brazza	Rue	François Guilliet	220
Centre-ville	Esplanade	François Mitterand	28
Sainte-Genevieve	Avenue	François Rude	235
Centre-ville	Rue	Fraternité	120
Centre-ville	Rue	Frédéric Bertrand	100
Saint-Simeon	Allée	Frère Scubilion	165
Saint Gervais - Brazza	Allée	Frères Lumière	130
Rive Droite	Rue	Gabon	238
Sainte-Genevieve	Rue	Gabriel	110
Rive Droite	Rue	Gabriel Brottier	190
Bricheres	Rue	Gabriel Faure	160
Centre-ville	Rue	Galante	15
Rive Droite	Avenue	Gambetta	410
Piedalloues-la noue	Allée	Gascogne	30
Saint Julien-Saint Amatre	Sentier	Gate ble	500
Rosoirs	Allée	Gay Lussac	90
Rosoirs	Rue	Gembloux	190
Rosoirs	Rue	Général Défontaine	40
Rive Droite	Rue	Général Laperrine	160
Sainte-Genevieve	Avenue	Général Rollet	350
Rive Droite	Rue	Général Sarrail	160
Bricheres	Rue	Georges Brassens	38
Centre-ville	Rue	Georges Clémenceau	40
LaBorde Coulon	Rue	Georges Mothéré	452
Centre-ville	Rue	Germain Bénard	110
Centre-ville	Rue	Germain de Charmoy	80
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Gérot	490



PATRIMOINE VOIRIE 2023

DESIGNATION			LONGUEUR VOIE en mètre
Quartier	Type de voie	Nom de la voie	
Saint Julien-Saint Amatre	Chemin	Gevrinnnes	474
Centre-ville	Rue	Girard	95
Conches-Clairions	Rue	Girard de Cailleux	350
Saint-Simeon	Rue	Girou	30
Piedalloues-la noue	Rue	Givoirs	200
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Gouais	101
Bricheres	Allée	Gounod	40
Saint-Simeon	Allée	Graffignot	30
Centre-ville	Impasse	Grand Caire	70
Centre-ville	Rue	Grand Caire	260
Vaux	Rue	Grande Rue	173
Rosoirs	Rue	Grands Boivins	280
LaBorde Coulon	Rue	Grands Champs	221
Saint Julien-Saint Amatre	Avenue	Grattery	890
Conches-Clairions	Chemin	Graviers	110
Piedalloues-la noue	Rue	Griottes	335
Saint Julien-Saint Amatre	Impasse	Guerin	67
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Guette Soleil	150
Centre-ville	Impasse	Guinois	50
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Gustave Cotteau	150
Les Boussicats	Rue	Gustave Defrance	110
Conches-Clairions	Rue	Gustave Eiffel	200
Piedalloues-la noue	Allée	Guyenne	200
Conches-Clairions	Rue	Guynemer	1 020
Conches-Clairions	Rue	Halage	60
Conches-Clairions	Avenue	Haussman	2 464
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Haute Moquette	420
Centre-ville	Rue	Haute Perrière	200
Conches-Clairions	Rue	Hélène Boucher	160
Conches-Clairions	Allée	Henri Farman	711
Conches-Clairions	Rue	Henri Spaak	320
Rosoirs	Rue	Henry Joly	150
Saint Gervais - Brazza	Rue	Héric	220
Saint-Simeon	Allée	Heurtebise	410
Centre-ville	Rue	Hippolyte Ribière	243
Rive Droite	Rue	Hirondelles	188
Les Boussicats	Avenue	Hoche	850
Centre-ville	Rue	Horloge	105
Centre-ville	Rue	Hospitaliers	105
Centre-ville	Place	Hôtel de Ville	40
Conches-Clairions	Rue	Hubert Fabureau	240
Rosoirs	Rue	Huit Mai 1945	180
Rosoirs	Rue	Iéna	180
Rive Droite	Rue	Ile aux Plaisirs	1 028
Piedalloues-la noue	Place	Ile de France	243
Rive Droite	Rue	Images	260
Sainte-Genevieve	Avenue	Ingres	330
Saint Gervais - Brazza	Allée	Jacquard	204
Conches-Clairions	rue	Jacqueline Auriol	118
Bricheres	Allée	Jacques Brel	72
Centre-ville	Cours	Jardin des Vicomtes	76



PATRIMOINE VOIRIE 2023

DESIGNATION			LONGUEUR VOIE en mètre
Quartier	Type de voie	Nom de la voie	
Les Boussicats	Rue	Jean Bart	130
Saint Gervais - Brazza	Rue	Jean Bertin	150
Bricheres	Impasse	Jean Ferrat	175
Rive Droite	Place	Jean Jaurès	36
Conches-Clairions	avenue	Jean Monet	296
Conches-Clairions	Avenue	Jean Moulin	160
Bricheres	Allée	Jean-Jacques Laubry	75
Bricheres	Allée	Jean-Jacques Rousseau	100
Bricheres	Rue	Jean-Michel Dosnon	280
Bricheres	Rue	Jean-Michel Renaitour	150
Rosoirs	Rue	Jeanne d'Arc (1ère partie)	95
Rosoirs	Rue	Jeanne d'Arc (2ème partie)	90
Centre-ville	Rue	Jehan Pinard	165
Centre-ville	Rue	Jehan Régnier	35
Rosoirs	Rue	Jemmapes	180
Les Boussicats	Avenue	Joffre	500
Centre-ville	Rue	Joie	95
LaBorde Coulon	Rue	Jonches	803
Bricheres	Allée	Josephine Baker	24
Centre-ville	Rue	Joubert	290
Rive Droite	Rue	Jules Brugot	105
Saint Gervais - Brazza	Rue	Jules Ferry	210
Saint Gervais - Brazza	Rue	Jules Guignier	220
Les Boussicats	Rue	Jules Massot	220
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Jules Moreau	140
Bricheres	Rue	Jules Renard	100
Rosoirs	Allée	Jules Verne	190
Piedalloues-la noue	Allée	Jura	75
Centre-ville	Ruelle	Kiehlmann	100
Saint Gervais - Brazza	Rue	Krüger	400
Bricheres	Allée	La Fontaine	50
Rive Droite	Rue	La Pérouse	198
Saint Gervais - Brazza	Rue	Laborde	450
Centre-ville	Rue	Lacurne de Sainte-Pallaye	60
Bricheres	Boulevard	Lafayette	430
Les Boussicats	Rue	Laicité	130
Saint Gervais - Brazza	Place	Lamartine	149
Rive Droite	Rue	Lambaréné	251
Piedalloues-la noue	Rue	Languedoc	125
Les Boussicats	Rue	Larabit	161
LaBorde Coulon	Rue	Larrez	277
Centre-ville	Place	Laurent Bard	50
Vaux	Rue	Lauriers	50
Vaux	Rue	Lavoir	180
Rosoirs	Allée	Lavoisier	60
Centre-ville	Rue	Lebeuf	150
Bricheres	Rue	Léo Ferré	38
Saint Gervais - Brazza	Rue	Léon Bourgeois	105
Saint Gervais - Brazza	Rue	Léon Serpollet	470
Saint-Simeon	Allée	Lessères	35
Rive Droite	Rue	Libération	155



PATRIMOINE VOIRIE 2023

DESIGNATION			LONGUEUR VOIE en mètre
Quartier	Type de voie	Nom de la voie	
Centre-ville	Rue	Liberté	115
Piedalloues-la noue	Allée	Limousin	250
Les Boussicats	Rue	Liserons	150
Centre-ville	Rue	Lombards	160
Conches-Clairions	Rue	Lorette	170
Piedalloues-la noue	Allée	Lorraine	249
Conches-Clairions	Rue	Louis Blériot	180
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Louis Braille	750
Conches-Clairions	Rue	Louis Bréguet	220
Saint Gervais - Brazza	Rue	Louis Crochot	170
Conches-Clairions	Rue	Louis Loucheur	280
Saint Gervais - Brazza	Rue	Louis Renault	270
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Louis Richard	780
Rosoirs	Rue	Louise Chamoy	100
Centre-ville	Rue	Lycée Jacques Amyot	240
Piedalloues-la noue	Rue	Lyonnais	400
Centre-ville	Impasse	Madeleine	40
Rive Droite	Rue	Magellan	120
Piedalloues-la noue	Allée	Maine	230
Centre-ville	Impasse	Maison Fort	30
Centre-ville	Rue	Maison Fort	45
Conches-Clairions	Rue	Maladière	1050
Rosoirs	Avenue	Marceau	140
Centre-ville	Rue	Marcelin Berthelot	210
LaBorde Coulon	Rue	Mare	120
Centre-ville	Place	Maréchal Leclerc	70
Rosoirs	Rue	Marengo	200
Centre-ville	Rue	Marie Carles	47
Centre-ville	Rue	Marie Noël	135
Centre-ville	Quai	Marine	420
Centre-ville	Rue	Marine	90
Rosoirs	Allée	Mariotte	90
Centre-ville	Rue	Martineau des Chesnez	143
Conches-Clairions	Rue	Maryse Bastié	80
Conches-Clairions	Rue	Maurice Noguès	180
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Max Blondat	160
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Max Quantin	260
Rive Droite	Allée	Mésanges	60
Bricheres	rue	Mésanges	1 034
Saint Julien-Saint Amatre	Allée	Meunier	47
Centre-ville	Rue	Michel Lepeletier de St Fa	175
Bricheres	Rue	Michel Petrucciani	154
Centre-ville	Rue	Michelet	320
Rive Droite	Chemin	Mignottes	203
Rive Droite	Rue	Mignottes	600
Rosoirs	Rue	Migraines	690
Centre-ville	Rue	Milan	40
Centre-ville	Rue	Milliaux	125
Bricheres	Allée	Molière	50
Rosoirs	Rue	Monge	390
Saint Julien-Saint Amatre	Allée	Mongolfier	90



PATRIMOINE VOIRIE 2023

DESIGNATION			LONGUEUR VOIE en mètre
Quartier	Type de voie	Nom de la voie	
Centre-ville	Rue	Mont Brenn	90
Vaux	Rue	Montagne	50
Piedalloues-la noue	Chemin	Montardoins	1300
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Montardoins	590
Saint-Simeon	Boulevard	Montois	1 430
Saint Julien-Saint Amatre	Allée	Monts Blancs	144
Jonches	rue	Monts d'Or	145
Les Boussicats	Rue	Moreaux	590
Piedalloues-la noue	Allée	Morvan	41
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Moulin	150
Saint Julien-Saint Amatre	Allée	Moulin de Bouffaut	86
Saint Gervais - Brazza	Rue	Moulin du Président	340
Bricheres	Allée	Mozart	50
Jonches	rue	Neuve	1530
Centre-ville	Rue	Nicolas Maure	65
Rosoirs	Allée	Niepce	60
Centre-ville	Rue	Nil	195
Piedalloues-la noue	Rue	Nivernais	200
Saint-Simeon	Allée	Noerees	35
Piedalloues-la noue	Place	Normandie	178
Centre-ville	Rue	Notre Dame La D'Hors	85
Piedalloues-la noue	Impasse	Noue	190
Piedalloues-la noue	Rue	Noue	1 211
Conches-Clairions	Place	Nungesser et Coli	40
Saint Gervais - Brazza	Rue	Ocserie	400
Centre-ville	Boulevard	Onze Novembre (contra a	500
Centre-ville	Rue	Orbandelle	125
Centre-ville	Rue	Orgues	147
Piedalloues-la noue	Rue	Orléanais	100
Centre-ville	Rue	Orme	50
Vaux	Rue	Pains Perdus	402
Centre-ville	Place	Palais de Justice	208
Saint-Simeon	Allée	Palmes	396
Centre-ville	Allée	Panier Vert	180
Bricheres	Allée	Paradis	250
Centre-ville	Rue	Paris	600
Bricheres	Allée	Pascal	50
Vaux	Place	Passeur	60
Les Boussicats	Avenue	Pasteur	674
Vaux	Chemin	Paty	99
Vaux	Rue	Paty	102
Centre-ville	Rue	Paul Armandot	260
Centre-ville	Rue	Paul Bert	225
Bricheres	Allée	Paul Berthier	50
Saint Gervais - Brazza	Rue	Paul Doumer	400
Bricheres	Allée	Paul Dukas	30
Rive Droite	Rue	Paul Emile Victor	122
Conches-Clairions	Rue	Pavé Saint-Siméon	170
Centre-ville	Rue	Pêcheurs	40
Saint-Simeon	Route	PERRIGNY	358
Conches-Clairions	Rue	Perrigny	250



PATRIMOINE VOIRIE 2023

DESIGNATION			LONGUEUR VOIE en mètre
Quartier	Type de voie	Nom de la voie	
Saint Julien-Saint Amatre	Allée	Perthuis	200
Les Boussicats	Rue	Pervenches	140
Rive Droite	Place	Peulons	90
Centre-ville	Rue	Philibert Roux	205
Piedalloues-la noue	Rue	Picardie	160
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Piedalloues	160
Saint Julien-Saint Amatre	Avenue	Pierre de Courtenay	350
Les Boussicats	Rue	Pierre et Marie Curie	460
Saint Julien-Saint Amatre	Avenue	Pierre Larousse	494
Conches-Clairions	Rue	Pierre Latecoere	596
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Pierre Reckel	200
Conches-Clairions	Avenue	Pierre Scherrer	234
Bricheres	Rue	Pierre Terrain	155
Rive Droite	Rue	Pinot	104
Rive Droite	Allée	Pinsons	103
Centre-ville	Ruelle	Piton	37
Conches-Clairions	Rue	Plaine des Isles	840
Saint Gervais - Brazza	Rue	Plaine Saint-Martin	220
Rive Droite	Avenue	Plaines de l'Yonne	959
Saint-Simeon	Allée	Platrière	50
Bricheres	Rue	Poincaré	290
Vaux	Rue	Poiry	845
Piedalloues-la noue	Allée	Poitou	207
Vaux	Rue	Pommes Rouges	118
Centre-ville	Rue	Pont	445
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Pont Biais	260
Saint Gervais - Brazza	Rue	Port Gerbault	200
Centre-ville	Rue	Poterne	62
Centre-ville	Place	Préfecture	45
LaBorde Coulon	Rue	Prés Barreaux	256
Saint Gervais - Brazza	Rue	Prés Coulons	470
Saint-Simeon	Allée	Presles	50
Vaux	Impasse	Pressoir	50
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Prévoyance	120
Piedalloues-la noue	Avenue	Provence	437
Sainte-Genevieve	Allée	Puget	140
Saint Julien-Saint Amatre	Avenue	Puisaye	340
Centre-ville	Rue	Puits des Dames	185
Centre-ville	Rue	Puits Guérin	60
Piedalloues-la noue	Boulevard	Pyrénées	500
Les Boussicats	Rue	Quatorze Juillet	390
Centre-ville	Rue	Quatre Septembre	315
Centre-ville	Impasse	Quatrevaux	46
Rosoirs	Avenue	Quatrième R.I.	863
Bricheres	Allée	Racine	50
Les Boussicats	Rue	Rampont	140
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Rantheaume	370
Rive Droite	Rue	Redditch	210
Centre-ville	Rue	Remparts	115
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Renan	140
Rive Droite	Rue	Renardiere	384



PATRIMOINE VOIRIE 2023

DESIGNATION			LONGUEUR VOIE en mètre
Quartier	Type de voie	Nom de la voie	
Conches-Clairions	Rue	René Fonck	150
Centre-ville	Rue	René Laffon	70
Centre-ville	Rue	René Schaeffer	75
Centre-ville	Allée	Renée Levy	15
Sainte-Genevieve	Rue	Renoir	320
Centre-ville	Quai	République	510
Rive Droite	Avenue	Résistance	500
Rosoirs	Rue	Restif de la Bretonne	370
Conches-Clairions	Avenue	Robert Schuman	512
Centre-ville	Place	Robillard	80
Saint Julien-Saint Amatre	Chemin	Roche	637
Sainte-Genevieve	Avenue	Rodin	300
Centre-ville	Rue	Roger de Collerye	100
Rive Droite	Place	Roitelets	118
Conches-Clairions	Rue	Roland Garros	90
Bricheres	Rue	Romain Rolland	230
Saint-Simeon	Allée	Roncelin	177
Rosoirs	Rue	Rosoirs	100
Saint Julien-Saint Amatre	Allée	Roublot	133
Rive Droite	Rue	Roue	150
Rive Droite	Allée	Rouges Gorges	50
LaBorde Coulon	Rue	Rouges Gorges	550
Bricheres	Rue	Rouget de l'Isle	670
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Rougier de la Bergerie	355
Piedalloues-la noue	Allée	Roussillon	170
LaBorde Coulon	Rue	Saint Edmé	119
Vaux	Rue	Saint Vincent	88
Saint Gervais - Brazza	Allée	Saint-Amarin	120
Les Boussicats	Place	Saint-Amâtre	162
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Saint-André	140
Centre-ville	Allée	Saint-Cartault	15
Bricheres	Rue	Sainte-Geneviève	80
Rive Droite	Rue	Sainte-Nitasse	280
Centre-ville	Place	Saint-Etienne	72
Centre-ville	Place	Saint-Eusèbe	55
Centre-ville	Rue	Saint-Eusèbe	50
Conches-Clairions	Rue	Saint-Exupéry	130
Centre-ville	Place	Saint-Germain	30
Centre-ville	Rue	Saint-Germain	250
Rive Droite	Rue	Saint-Gervais	255
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Saint-Julien	120
Centre-ville	Impasse	Saint-Loup	30
Centre-ville	Place	Saint-Mamert	58
Centre-ville	Rue	Saint-Mamert	65
Centre-ville	Ruelle	Saint-Martin	30
Saint Gervais - Brazza	Rue	Saint-Martin les Saint-Mar	350
Centre-ville	Place	Saint-Nicolas	24
Piedalloues-la noue	Allée	Saintonge	205
Centre-ville	Rue	Saint-Pélerin	365
Centre-ville	Impasse	Saint-Pierre	60
Centre-ville	Place	Saint-Pierre	20



PATRIMOINE VOIRIE 2023

DESIGNATION			LONGUEUR VOIE en mètre
Quartier	Type de voie	Nom de la voie	
Centre-ville	Ruelle	Saint-Pierre	35
Centre-ville	Rue	Saint-Pierre en Chateau	50
Centre-ville	Impasse	Saint-Siméon	40
Centre-ville	Rue	Saulce	65
Centre-ville	Rue	Savatier Laroche	60
Piedalloues-la noue	Rue	Savoie	250
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Senons	250
Bricheres	Rue	Serge Gainsbourg	36
Bricheres	Allée	Sévigné	50
Saint Gervais - Brazza	Rue	Simon Chenard	150
Rosoirs	Allée	Six Juin 1944	90
Conches-Clairions	Rue	Sommeville	462
Centre-ville	Passage	Soufflot	60
Centre-ville	Rue	Soufflot	90
LaBorde Coulon	Rue	Sougères	3350
Saint Julien-Saint Amatre	Allée	Source	46
Vaux	Rue	Source	794
Centre-ville	Rue	Sous-Murs	220
Saint Gervais - Brazza	Rue	Sparre	150
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Stand	220
Les Boussicats	Allée	Surcouf	70
Centre-ville	Rue	Sutil	110
Centre-ville	Rue	Tanneries	50
Centre-ville	Rue	Tanneurs	100
Rive Droite	Allée	Taste-vin	50
Centre-ville	Rue	Temple	310
Bricheres	Rue	Théodore de Bèze	760
Rive Droite	Rue	Theodore Monot	137
Rive Droite	Rue	Thiers	80
Saint Gervais - Brazza	Rue	Thomas Ancel	740
Centre-ville	Rue	Thomas Girardin	95
Jonches	rue	Thureau	128
Bricheres	Route	Toucy	560
LaBorde Coulon	Rue	Tour Coulon	2272
Rosoirs	Rue	Tour d'Auvergne	450
Centre-ville	Rue	Tour Gaillarde	30
Centre-ville	Rue	Tour Paradis	30
Piedalloues-la noue	Allée	Touraine	150
Centre-ville	Allée	Trois Manteaux	100
Bricheres	Allée	Trois Tours	70
Jonches	rue	Tuileries	301
Rosoirs	Allée	Turenne	130
Rive Droite	Avenue	Turgotine	1 155
Saint Julien-Saint Amatre	Route	Vallan	890
Vaux	Rue	Vallan	618
Rosoirs	Rue	Valmy	140
Centre-ville	Boulevard	Vauban contre-Allée	615
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Vauboulons	215
Rive Droite	Allée	Vaucorbon	50
Centre-ville	Boulevard	Vaulabelle contre-Allée	790
Vaux	Rue	Vaunenins	195



PATRIMOINE VOIRIE 2023

DESIGNATION			LONGUEUR VOIE en mètre
Quartier	Type de voie	Nom de la voie	
Rive Droite	Rue	Vauviers	204
Piedalloues-la noue	Route	Vaux	800
Rive Droite	Avenue	Vaux Profonde	178
Centre-ville	Place	Véens	60
Centre-ville	Ruelle	Véens	100
Conches-Clairions	Rue	Vendanges	192
LaBorde Coulon	Rue	Venoy	370
Vaux	Rue	Vergers	99
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Viaduc	445
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Victor Claude	140
Les Boussicats	Avenue	Victor Hugo	538
Centre-ville	Rue	Victor Martin	65
Saint Julien-Saint Amatre	Rue	Viellard	150
Conches-Clairions	Rue	Vignerons	123
Rive Droite	Rue	Vignes	370
Bricheres	Allée	Vincent d'Indy	40
Les Boussicats	Rue	Violettes	145
Bricheres	Allée	Voltaire	90
Piedalloues-la noue	Allée	Vosges	112
Rosoirs	Rue	Wagram	220
Sainte-Genevieve	Allée	Watteau	103
Conches-Clairions	Avenue	Worms	450
Conches-Clairions	Rue	Worms	165
Vaux	Quai	Yonne	310
Centre-ville	Rue	Yonne	120
Saint Julien-Saint Amatre	Avenue	Yver	1 025
Bricheres	Rue	Yves Montand	187
			173102





Audit de voirie

AUXERRE





LA BONNE INFORMATION POUR LA BONNE DÉCISION

**Des données géographiques et environnementales, des outils d'aide à la
décision
au service de la connaissance et de la gestion des territoires**



Les 5 sens de Geoptis



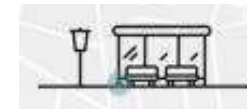
- Audit de la voirie



- Couverture Mobile



- Mobilier Urbain



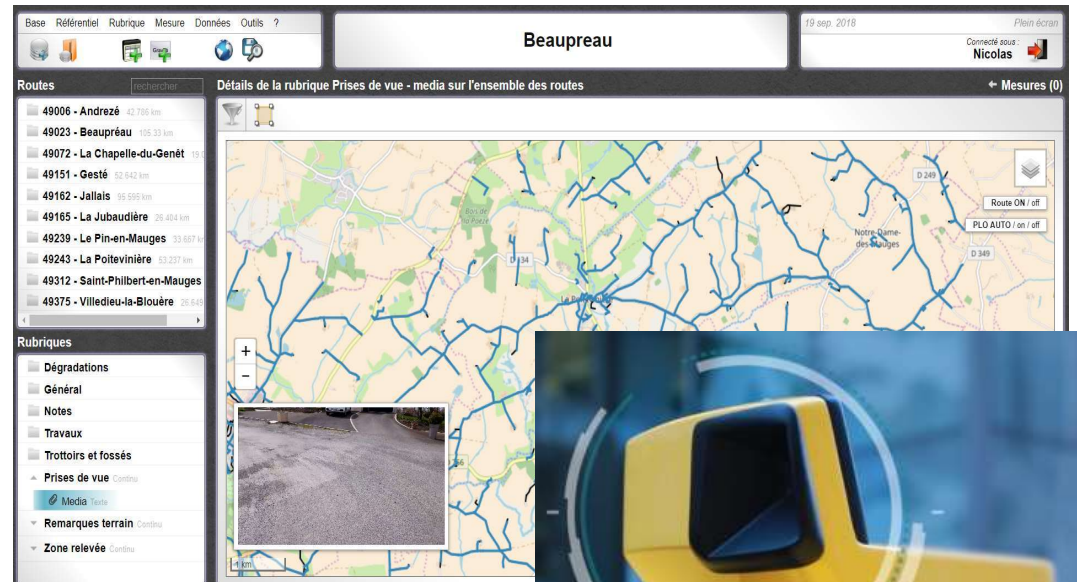
- Qualité de l'air



- Déperdition thermique



Audit de la voirie



The screenshot shows the Geoptis web application interface for the location 'Beaupreau'. The interface includes a navigation menu at the top with options like 'Base', 'Référentiel', 'Rubrique', 'Mesure', 'Données', and 'Outils'. The main content area is titled 'Beaupreau' and shows a date of '19 sep. 2018' and a user profile for 'Nicolas'. Below this, there is a 'Routes' section with a list of routes and their distances, and a 'Rubriques' section with a list of categories. The central part of the interface features a map titled 'Détails de la rubrique Prises de vue - media sur l'ensemble des routes'. The map shows a network of roads with a blue line indicating the selected route. A small inset image shows a photograph of a road surface. On the right side of the map, there are controls for 'Route ON / off' and 'PLO AUTO / on / off'.

Routes	Distance
49006 - Andrezé	42.786 km
49023 - Beaupreau	105.33 km
49072 - La Chapelle-du-Genêt	19 km
49151 - Gesté	53.842 km
49162 - Jallais	15.595 km
49165 - La Jubaudière	29.404 km
49239 - Le Pin-en-Mauges	33.687 km
49243 - La Poitevinière	53.237 km
49312 - Saint-Philbert-en-Mauges	36.649 km
49375 - Villedieu-la-Blouère	36.649 km

Rubriques	Contenu
Dégradations	
Général	
Notes	
Travaux	
Trottoirs et fossés	
Prises de vue	Continu
Media	Texte
Remarques terrain	Continu
Zone relevée	Continu





Solution Audit de Voirie

1 Création/Numérisation de votre référentiel de voirie



A partir de votre SIG ou de la BD-Topo, nous caractérisons votre référentiel de voirie :

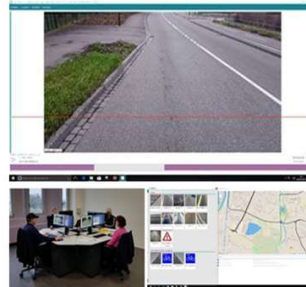
- Trier les différents types de routes, et/ou voies situés sur votre territoire sous votre compétence ;
- Etablir le découpage des tronçons de la voirie ;
- Calculer le linéaire

2 Enregistrement de l'état de la voirie



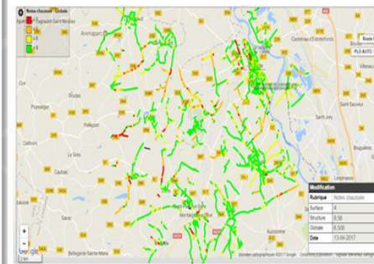
Présents 6 jours sur 7, les **facteurs circulent sur l'ensemble du territoire**. Les véhicules de La Poste, équipés d'une caméra dédiée associant une position à une image, permettent de **recenser les dégradations de la route**.

3 Vidéocodage et qualification des données



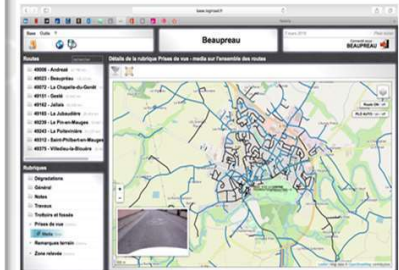
Une cellule spécialisée visionne les vidéos et qualifie les dégradations observées selon **les méthodes du Laboratoire Central des Ponts et Chaussées (IFSTTAR)**, pour constituer une base de données.

4 Analyse et recommandation



Une étude minutieuse de la base données constituée est réalisée par des ingénieurs spécialisés. En tenant compte de ces **mesures géoréférencées** et de vos contraintes budgétaires, des préconisations vous sont faites pour **l'entretien préventif de la voirie**.

5 Restitution des données et aide à la décision



Les données et une rotation par tronçons sont accessibles via un **portail en ligne sécurisé**, permettant de réaliser des cartographies dynamiques. Un fichier intégrable à votre **Système d'Information Géographique (SIG)** peut aussi vous être fourni.



CARACTERISTIQUES DU RESEAU

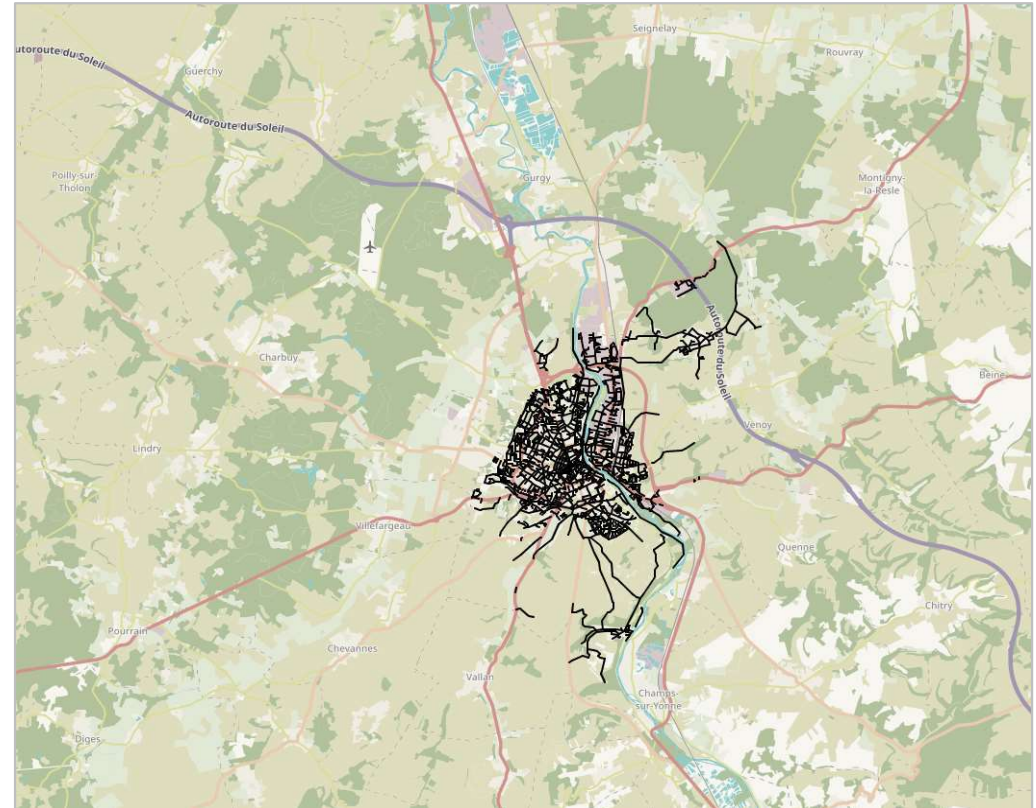
AUXERRE



Auxerre : présentation du réseau

Longueur du réseau

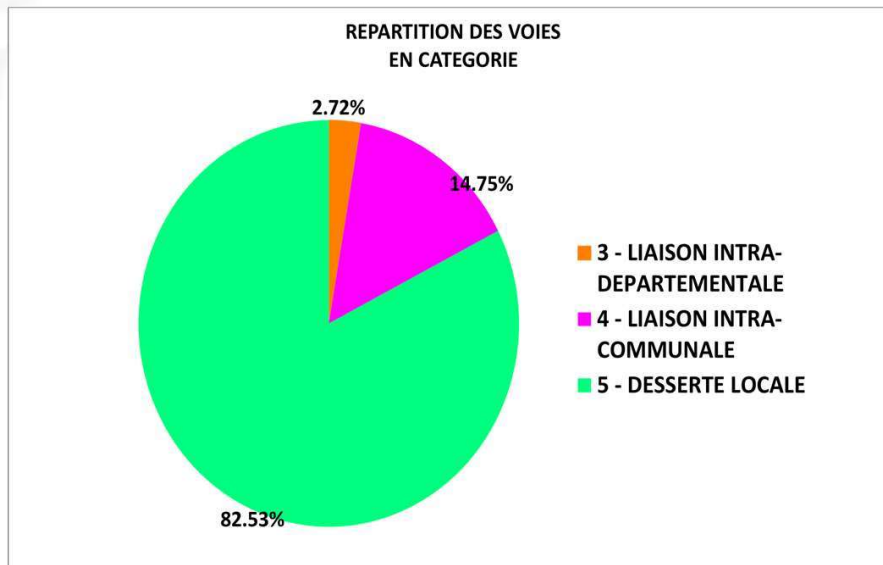
263,978 km



Typologie routière : réseau d'Auxerre

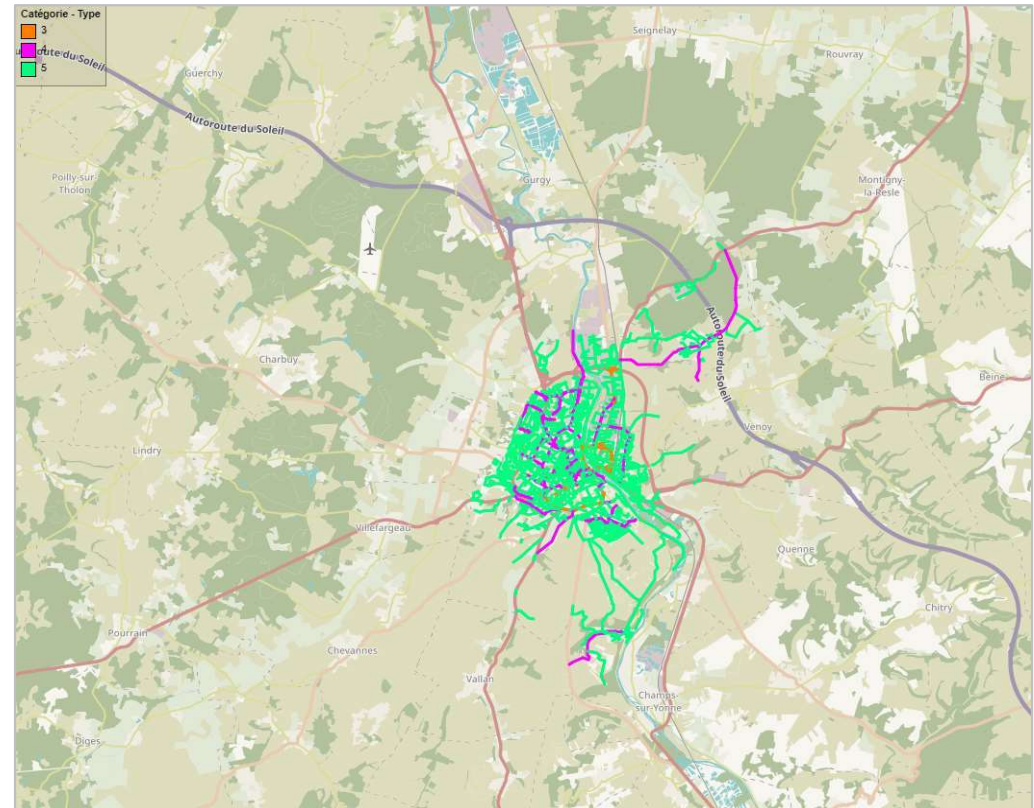
Part des différentes catégories de route d'Auxerre

CATEGORIE	Linéaire (m)
3 - LIAISON INTRA-DEPARTEMENTALE	7 168
4 - LIAISON INTRA-COMMUNALE	38 938
5 - DESSERTE LOCALE	217 872
TOTAL	263 978



Un réseau plutôt constitué de dessertes locales

Cartographie typologie des routes de Auxerre

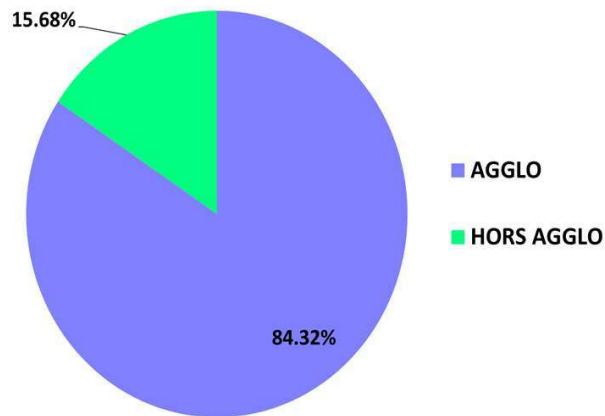


Typologie routière : réseau d'Auxerre

Part des différentes catégories de route d'Auxerre

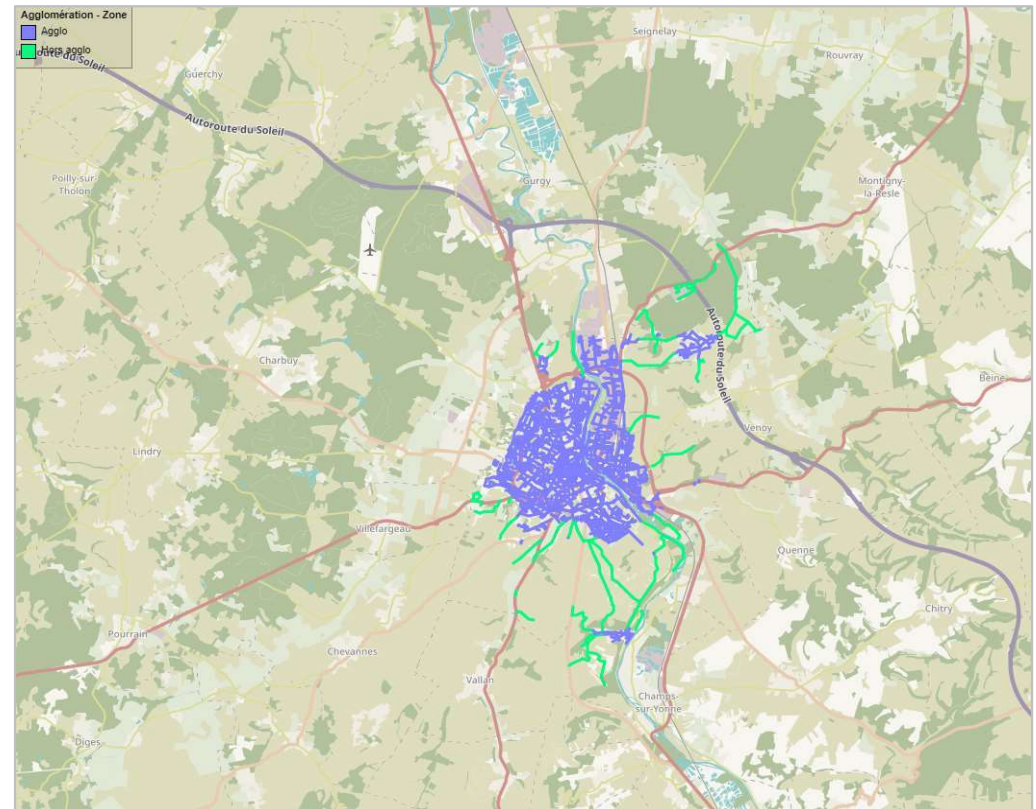
AGGLOMERATION	Linéaire (m)
AGGLO	222 594
HORS AGGLO	41 384
NON RENSEIGNÉ	-
TOTAL	263 978

REPARTITION DES VOIES
EN AGGLO ET HORS AGGLO



Un réseau plutôt en agglomération

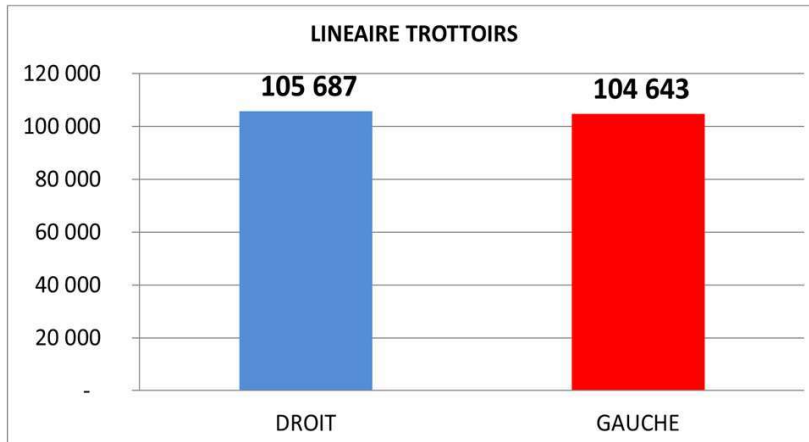
Cartographie des routes d'Auxerre : Agglomération ou hors agglomération



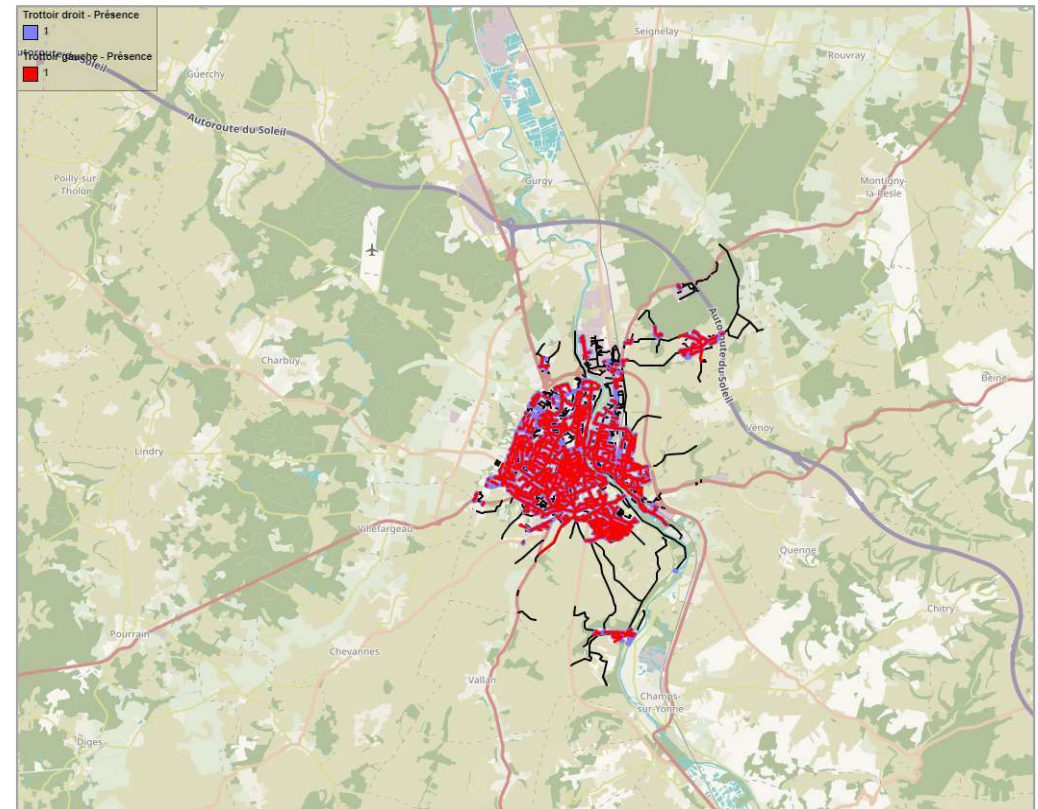
Typologie routière : réseau d'Auxerre

Part de la présence des trottoirs d'Auxerre

TROTTOIRS	Linéaire (m)
DROIT	105 687
GAUCHE	104 643
TOTAL	210 330



Cartographie des routes d'Auxerre : Présence des trottoirs



Un réseau de trottoirs en agglomération

PROJET DE DELIBERATION**N°2023-169****OBJET : Energies renouvelables - identification des zones d'accélération d'énergies renouvelables****Rapporteur : Céline BÄHR**

La loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, dite loi APER, vise à accélérer et simplifier les projets d'implantation de producteurs d'énergie et à répondre à l'enjeu de l'acceptabilité locale.

En particulier, son article 15 permet aux communes de définir, après concertation avec leurs administrés, des zones d'accélération où elles souhaitent prioritairement voir des projets d'énergies renouvelables s'implanter.

Ces ZAENR peuvent concerner toutes les énergies renouvelables (EnR). Elles sont définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'ENR, en tenant compte de la réalité et du potentiel du territoire concerné.

Ces zones d'accélération ne sont pas des zones exclusives. Des projets pourront être autorisés en dehors. Toutefois, un comité de projet sera obligatoire pour ces zones afin de garantir la bonne inclusion de la commune d'implantation et des communes limitrophes dans la conception du projet.

Les porteurs de projets seront, quoi qu'il en soit, incités à se diriger vers ces ZAENR qui témoignent d'une volonté politique et d'une adhésion locale du projet EnR.

Pour un projet, le fait d'être situé en zone d'accélération ne garantit pas son autorisation, celui-ci doit dans tous les cas, respecter les dispositions réglementaires applicables.

Les développeurs seront incités à se diriger prioritairement vers ces zones et pourront bénéficier d'incitation économique et des délais d'instruction réduits.

L'enjeu est que ces zones soient suffisamment grandes pour atteindre les objectifs énergétiques fixés aux différents niveaux (national, régional, local).

Compte tenu de ces éléments, il est exposé :

- Une consultation par voie électronique a été réalisée du 1er décembre au 11 décembre inclus. Les avis ont été recueillis soit à l'adresse mail energie@auxerre.com, soit sur un registre disponible en Mairie.
- L'information de cette consultation a été effectuée sur le site internet et la page Facebook de la ville.
- Aucun avis n'a été déposé.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver le bilan de la concertation annexé à la présente délibération,

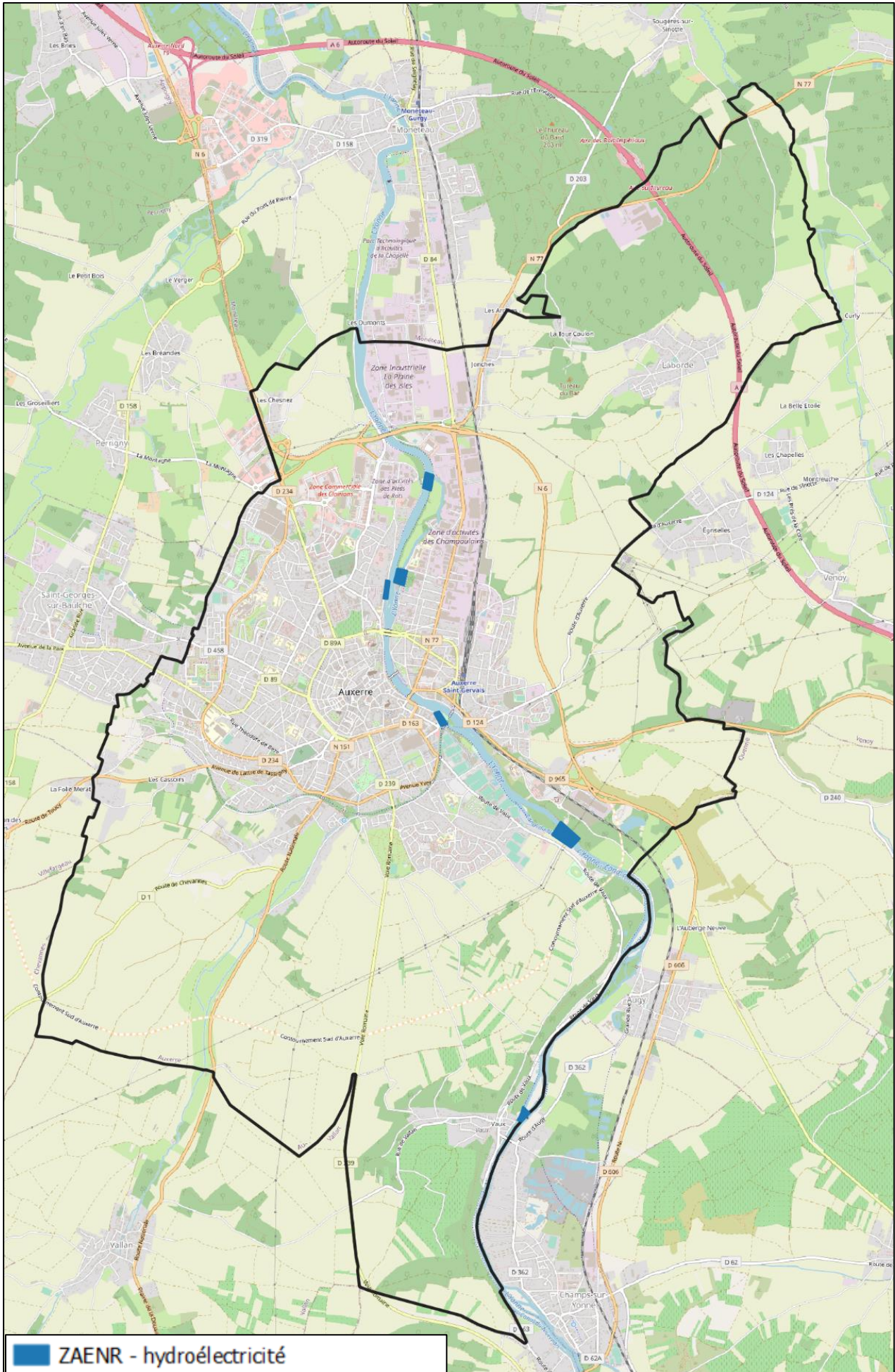


AUXERRE

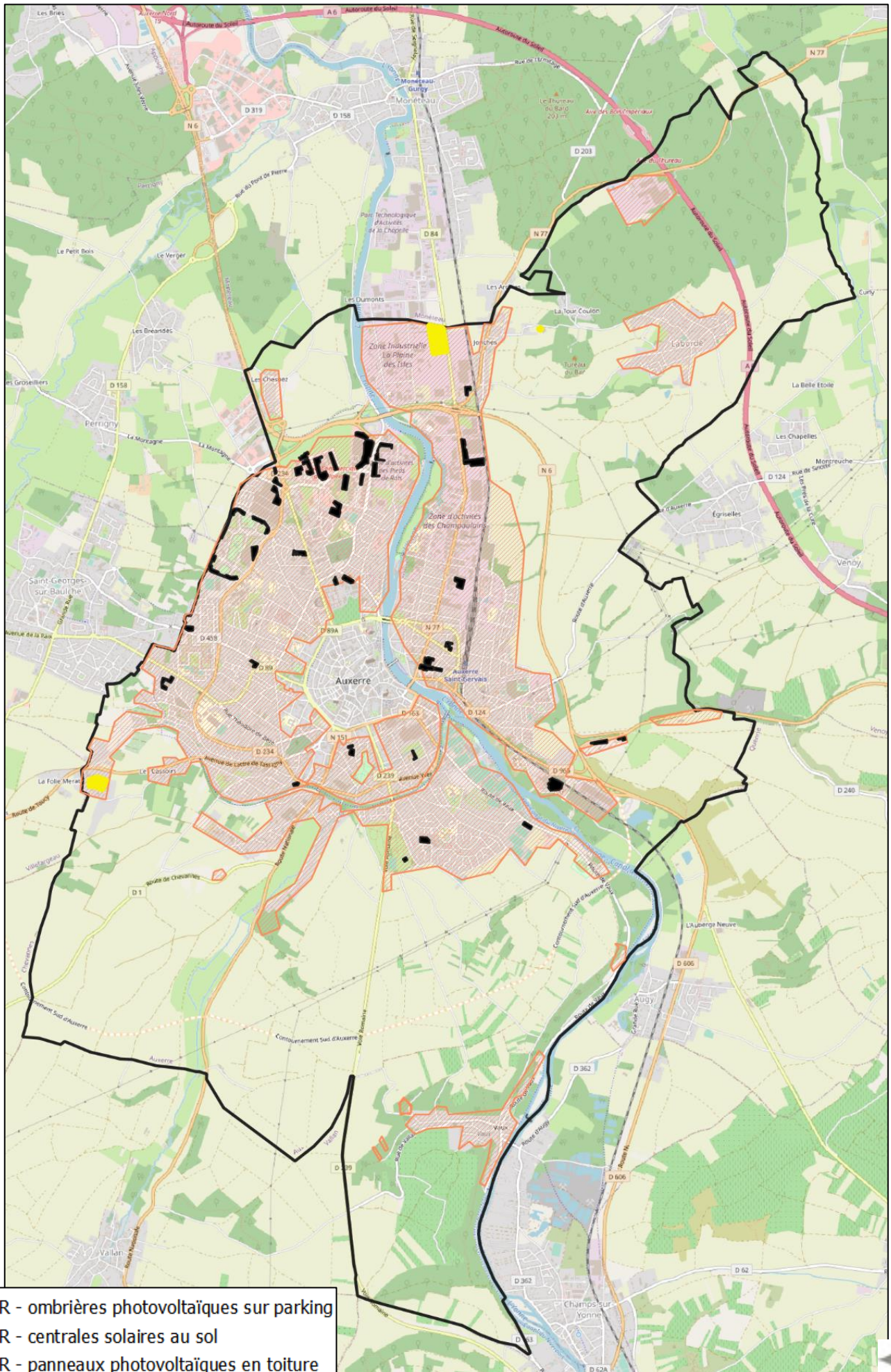
- D'approuver la cartographie des ZAENR du territoire communal annexée à la présente délibération,
- Charge le Maire de transmettre, au référent préfectoral, à l'EPCI les zones identifiées.



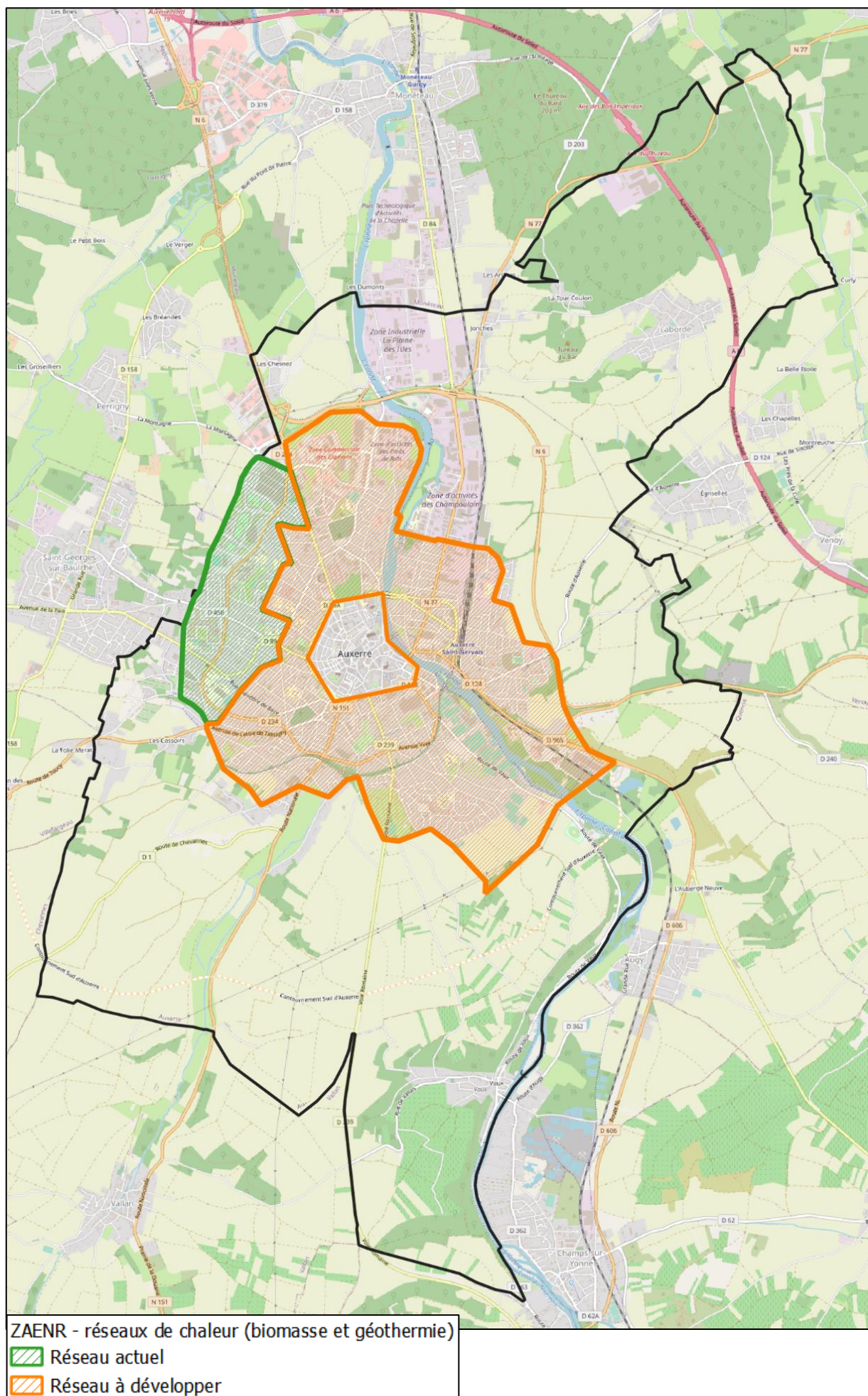
ZAENR - hydroélectricité



ZAENR – panneaux photovoltaïques



ZAENR – réseaux de chaleur et de froid (biomasse et géothermie)



PROJET DE DELIBERATION**N°2023-170****OBJET : Délégation de service public pour la restauration collective - Approbation d'une convention d'indemnités d'imprévisions****Rapporteur : Bruno MARMAGNE**

La Ville d'Auxerre, a confié, la gestion de la restauration collective à la société ELRES (marque commerciale ELIOR), par délégation de service public approuvée par délibération n°2021-027 du 25 mars 2021.

La flambée des prix des matières premières notamment alimentaires et la situation géopolitique liée au conflit en Ukraine conduit les différents acteurs des opérations similaires à celles du présent contrat délégation, dans une situation inédite en termes de coûts et d'approvisionnement. Les difficultés économiques générées, factuellement constatées, sont très préoccupantes et rendent impossible l'exécution normale du contrat de délégation susvisé par son titulaire.

La circulaire n° 36638/SG du Premier Ministre, en date du 30 mars 2022 et relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte actuel de hausse des prix de certaines matières premières, rappelle que lesdits contrats peuvent être modifiés lorsque les conditions techniques de leur exécution doivent être aménagées afin de faire face à des circonstances imprévisibles, constatées aujourd'hui, mais qu'il n'est en revanche pas possible de renégocier par voie d'avenant.

En revanche, il est précisé que si le principe de continuité du service public exige que le cocontractant poursuive l'exécution du contrat sans modification des clauses contractuelles, il est possible de faire jouer la théorie de l'imprévision.

En l'espèce, après avoir été alerté par son prestataire de l'impact de cette hausse des prix mais également de leurs difficultés à s'approvisionner, la Ville d'Auxerre doit prendre la décision d'indemniser le titulaire du contrat de délégation de service public susvisé par application de la théorie de l'imprévision, afin de prendre à sa charge une partie des surcoûts subis par ces dernières, conformément à l'article L6, 3° du Code de la Commande Publique.

Ce mécanisme a pour vocation d'indemniser le cocontractant au titre des charges extracontractuelles qui entraînent un bouleversement économique de l'équilibre du contrat, du fait d'un événement extérieur et imprévisible, par le biais de la contractualisation d'un accord transactionnel entre les parties.

En l'espèce, le présent accord transactionnel vient donc stipuler les conditions et modalités d'indemnisation par la Ville d'Auxerre du titulaire de la délégation susvisée des surcoûts subis par la flambée des prix des matières premières, sur l'année 2022.

La Ville d'Auxerre s'engage à compenser une partie des charges extracontractuelles subies par le titulaire, dans le cadre de l'exécution de la délégation de service public susvisée, pour la période analysée :



AUXERRE

-Du 26 avril 2021 au 31 décembre 2021, par l'attribution d'une indemnité d'imprévision d'un montant forfaitaire de 12271,50€ TTC,

-Du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022, par l'attribution d'une indemnité d'imprévision d'un montant forfaitaire de 106372,50€ TTC.

Le montant total de l'indemnité d'imprévision s'élève à 125 169,42€ TTC.

Dans l'hypothèse où il apparaît que le bilan ne permet pas d'attester un déficit d'exploitation sur l'ensemble de la durée du contrat, le délégataire s'engage à rembourser l'indemnité perçue dans son intégralité.

Dans l'hypothèse où un déficit d'exploitation est identifié mais que son montant est inférieur à la somme versée aux fins de la présente convention, le délégataire rembourse la différence à l'autorité délégante.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver les termes de la convention d'indemnités d'imprévisions avec la société ELRES,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget,
- D'autoriser le maire à signer la présente convention et tout acte nécessaire à la présente délibération.



CONVENTION DE VERSEMENT DE PROVISIONS SUR INDEMNITÉS D'IMPRÉVISION POUR LA PRISE EN COMPTE DE LA HAUSSE DES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES

Adoptée en application de l'article L6. 3° du Code de la commande publique

ENTRE LES SOUSSIGNES :

la commune d'Auxerre

Représentée par son Maire, monsieur Crescent Marault, agissant en vertu de la délibération n° 2020-005 du 05 juillet 2020 et dûment habilité

d'une part,

ET :

Elior Restauration France

SAS au capital de 1 324 944 euros, immatriculée sous le n° 662 025 196 RCS Paris, ayant son siège au 61-69 rue de Bercy à Paris (75012), représentée par Monsieur Damien Penin, directeur général et, par délégation, Monsieur Philippe Bonnevey, directeur régional, ci-après dénommée « ELIOR » ou le « délégataire », d'autre part,

d'autre part,

La commune d'Auxerre et ELIOR étant dénommés ci-après collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».



PRÉAMBULE

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la commande publique, notamment l'article L6 alinéa 3° et L.2197-5

Vu le Code civil et notamment les articles 2044 à 2052,

Vu la circulaire ministérielle n°6374/SG du 29 septembre 2022 relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte actuel de hausse des prix de certaines matières premières et abrogeant la circulaire du 30 mars 2022,

Vu le contrat de délégation du service public de la restauration collective 2019VADSP04 notifié à la société ELRES le 16/04/2021 devenue la société Elior Restauration France ;

Vu le courrier signé par monsieur le Président de l'autorité délégante et adressé au délégataire le 20 avril 2023,

Vu la documentation fournie par Elior a l'appui de la démonstration d'un déficit d'exploitation de la délégation de service public et d'un bouleversement de l'équilibre économique du contrat ;

RAPPEL DU CONTEXTE ÉCONOMIQUE DE L'EXÉCUTION DU CONTRAT

La flambée des prix des matières premières notamment alimentaires et la situation géopolitique liée au conflit en Ukraine conduit les différents acteurs des opérations similaires à celles du présent marché dans une situation inédite en termes de coûts et d'approvisionnement. Les difficultés économiques générées, factuellement constatées, sont très préoccupantes et rendent impossible l'exécution normale du contrat de délégation susvisé par son titulaire.

La circulaire n° 36638/SG du Premier Ministre, en date du 30 mars 2022 et relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte actuel de hausse des prix de certaines matières premières, rappelle que lesdits contrats peuvent être modifiés lorsque les conditions techniques de leur exécution doivent être aménagées afin de faire face à des circonstances imprévisibles, constatées aujourd'hui, mais qu'il n'est en revanche pas possible de renégocier par voie d'avenant. En revanche, il est précisé que si le principe de continuité du service public exige que le cocontractant poursuive l'exécution du contrat sans modification des clauses contractuelles, il est possible de faire jouer la théorie de l'imprévision.

En l'espèce, après avoir été alerté par son prestataire de l'impact de cette hausse des prix mais également de leurs difficultés à s'approvisionner, l'assemblée délibérante a pris décision d'indemniser le titulaire du contrat de délégation de service public susvisé par application de la théorie de l'imprévision, afin de prendre à sa charge une partie des surcoûts subis par ces dernières, conformément à l'article L6, 3° du Code de la Commande Publique. Ce mécanisme a pour vocation d'indemniser le cocontractant au titre des charges extracontractuelles qui entraînent un bouleversement économique de l'équilibre du contrat, du fait d'un événement extérieur et imprévisible, par le biais de la contractualisation d'un accord transactionnel entre les parties.



En l'espèce, le présent accord transactionnel vient donc stipuler les conditions et modalités d'indemnisation par la Ville d'Auxerre du titulaire de la délégation susvisée des surcoûts subis par la flambée des prix des matières premières, sur l'année 2022.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de formaliser l'accord des parties sur la prise en charge partielle à hauteur de 75% par la Ville d'Auxerre des charges extracontractuelles subies par le délégataire lors des prestations prescrites au contrat.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1 ENGAGEMENTS DE LA VILLE D'AUXERRE

La Ville d'Auxerre s'engage à compenser une partie des charges extracontractuelles subies par le titulaire, dans le cadre de l'exécution de la délégation de service public susvisée, pour la période analysée :

- Du 26 avril 2021 au 31 décembre 2021, par l'attribution d'une indemnité provisionnelle d'imprévision d'un montant forfaitaire de 12 271,50 € HT
- Du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022, par l'attribution d'une indemnité provisionnelle d'imprévision d'un montant forfaitaire de 106 372,50 € HT

Le montant total de l'indemnité d'imprévision s'élève donc à 118 644 € HT soit 125 169.42 € TTC

En application des principes de la jurisprudence administrative, le montant des indemnités correspond à une prise en charge de 75% du déficit d'exploitation attesté par l'envoi des justificatifs fournis par le délégataire.

2.2 ENGAGEMENTS DU DÉLÉGATAIRE

Le titulaire s'engage à ne pas solliciter une indemnisation supplémentaire ou différente de celle prévue ci-dessus, au titre des exercices 2021 et 2022, soit pour les périodes allant du 26 avril 2021 au 31 décembre 2022. Il s'oblige à ce que l'indemnité versée ne constitue pas un enrichissement sans cause.

ARTICLE 3 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'INDEMNITÉ

L'indemnité forfaitaire et définitive d'imprévision d'un montant de 118 644 € HT soit 125 169.42 € TTC sera versée au délégataire comme suit :

- Versement d'une partie de l'indemnité à hauteur de 87 618,59 € TTC par virement bancaire, soit 70 % de l'indemnité globale, avant le 1^{er} janvier 2024,



- Versement du solde, 37 550,83 € TTC, par virement bancaire soit 30% de l'indemnité globale, avant le 31 mars 2024

ARTICLE 4 – MODALITÉ DU REMBOURSEMENT ÉVENTUEL DE L'INDEMNITÉ

Avant l'expiration du contrat de délégation de service public, les parties conviennent de se réunir afin de procéder à l'examen du bilan financier de la concession sur toute la durée du contrat.

Dans l'hypothèse où il apparaît que le bilan ne permet pas d'attester un déficit d'exploitation sur l'ensemble de la durée du contrat, le délégataire s'engage à rembourser l'indemnité perçue dans son intégralité.

Dans l'hypothèse où un déficit d'exploitation est identifié mais que son montant est inférieur à la somme versée aux fins de la présente convention, le délégataire rembourse la différence à l'autorité délégante.

ARTICLE 4 – ENTRÉE EN VIGUEUR DU PROTOCOLE

Le présent protocole prend effet à compter de sa notification par la Ville d'Auxerre à la société Elior. La Ville d'Auxerre s'engage à accomplir toutes les formalités nécessaires à son entrée en vigueur.

Il prend fin sans formalité particulière dès lors que le versement du solde de l'indemnité au délégataire est réalisé.

ARTICLE 5 –DISPOSITIONS DIVERSES ET PORTEE

Sous réserve de l'exécution intégrale et de bonne foi de la présente convention, les Parties renoncent irrévocablement l'une envers l'autre à tous griefs, prétentions, revendications, réclamations, instances et actions, nés ou à naître concernant l'indemnisation provisionnelle de la société Elior Restauration France du déficit d'exploitation subi depuis le 26 avril 2021 jusqu'au 31 décembre 2022.

Cette renonciation s'entend sur le déficit d'exploitation subi par la société Elior Restauration France en lien direct avec la situation exceptionnelle décrite au préambule résultant de la hausse des coûts, de la crise inflationniste

La présente convention ne modifie aucun article du Contrat et ne modifie pas, plus particulièrement, le prix des prestations.

Aussi, toutes les clauses et pièces du Contrat demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente convention, lesquelles prévalent en cas de contradiction.



FAIT EN DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX

A XXX, le.....

Pour la Ville d'Auxerre
Le maire,

Pour la société Elior
Restauration France



PROJET DE DELIBERATION

N°2023-171

OBJET : Règlement de fonctionnement des centres de loisirs et charte des temps périscolaires municipaux - Adoption des modifications

Rapporteur : Bruno MARMAGNE

En application des textes et recommandations en vigueur applicables à l'accueil de mineurs en centre de loisirs, il a été procédé à l'élaboration d'un règlement commun de fonctionnement pour les 5 centres de loisirs municipaux – Brichères, Sainte-Geneviève, Maison des Enfants, Rosoirs et Rive-Droite. Ce règlement commun est accompagné d'un règlement de fonctionnement spécifique à chaque centre de loisirs tenant compte de la particularité de chacun.

Ce règlement ont fait l'objet d'une délibération lors du conseil municipal en date du 20 juin 2018.

Ces règlements contribuent à l'organisation et au fonctionnement des structures. Ils présentent les conditions d'accueil des enfants et des familles, organisent la vie quotidienne, les activités, la surveillance des enfants et la relation aux familles. Ils doivent être adaptés selon la réglementation et/ou l'évolution du fonctionnement des structures.

Les modalités d'accueil des temps périscolaires (garderie matin / soir, restauration collective et étude surveillée) organisées dans les écoles sont quant à elles définies dans une Charte des temps périscolaires.

Dès la campagne des inscriptions périscolaires 2023/2024, la ville a engagé une démarche de simplification des modalités d'inscription et s'est engagée dans une clarification des conditions de mise en œuvre du temps périscolaire.

Cela consiste principalement à appliquer aux accueils périscolaires les procédures en vigueur pour les centres de loisirs.

Ainsi, depuis le mois de septembre 2023, la procédure de réservations est obligatoire pour qu'un enfant fréquente les accueils périscolaires (garderie, étude surveillée) comme cela se pratique depuis plusieurs années pour un accueil dans un centre de loisirs.

La réservation par les familles permet à la Ville d'anticiper le nombre de personnel devant être présents chaque jour afin de maintenir des accueils de qualité, d'anticiper le nombre d'enfants accueillis dans les normes d'encadrement.

Il convient désormais de préciser et harmoniser les modalités tarifaires relatives aux réservations (annulation, modification hors délai, absence, fréquentation sans réservation ou hors délai de réservation) des accueils périscolaires organisés dans les écoles et dans les centres de loisirs.

Les modifications proposées impliquent de revoir le règlement de fonctionnement des centres de loisirs et Charte des temps périscolaires.

Les adaptations présentées comprennent :



- Les annulations, modifications des réservations et absences dans les centres de loisirs et accueils périscolaires (hors restauration collective).

La famille doit obligatoirement procéder à l'annulation de la réservation au minimum 3 jours ouvrés avant toute absence de l'enfant.

Il est impératif de prévenir le service des centres de loisirs et accueils périscolaires pour toute annulation ou modification de réservation hors délai.

La facturation est appliquée lorsque la réservation n'a pas été honorée

La facturation pourra être limitée à 1 journée sur présentation d'un justificatif transmis au service des centres de loisirs et accueils périscolaires (periscolaire@auxerre.com) dans les 5 jours suivants le premier jour d'absence, pour les cas suivants :

- Enfant malade : nécessité de fournir un certificat médical par courrier ou mail
- Changement de planning de travail : fournir une attestation de l'employeur
- Evènement familiaux impérieux, ex décès : fournir un acte de décès

Les motifs pour lesquels les absences ne seront pas facturées en cas de :

- Grève des enseignants et/ou des personnels municipaux affectant les accueils périscolaires,
- Enseignant absent et non remplacé,
- Départ en classe de découverte, sortie scolaire.

Le service des centres de loisirs et accueils périscolaires procède directement aux annulations des réservations pour les familles concernées en cas de grève, classe de découverte et sortie scolaire.

- Fréquentation d'un accueil périscolaire, d'un centre de loisirs le mercredi ou pendant les vacances scolaires sans réservation ou hors délai de réservation

En cas de fréquentation sans réservation ou hors délai de réservation, (non réservée trois jours à l'avance), une majoration tarifaire de +50% est appliquée.

Cette disposition s'applique sur les périodes périscolaires, mercredi et vacances scolaires.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter les adaptations au règlement de fonctionnement des centres de loisirs municipaux et à la Charte des Temps Périscolaires.



**RÈGLEMENT DE FONCTIONNEMENT
DES CENTRES DE LOISIRS MUNICIPAUX
ACCUEIL PÉRISCOLAIRE DU SOIR ET DU MERCREDI
ET ACCUEIL EXTRASCOLAIRE DES VACANCES**

En application de la réglementation suivante :

- le code général des collectivités territoriales,
- le code de l'action sociale et des familles en ses articles L 227-1 à L 227- 12 et l'article R 227-1 à R227-30,
- le code de la santé publique dans ses dispositions relatives aux équipements et services d'accueil de jeunes enfants de moins de 6 ans (article R.2324-16 et suivants)
- le code de la santé publique dans ses dispositions relatives aux obligations vaccinales (articles L.3111-2 et L. 3111-3 du code de la Santé Publique – décret n°2007-293 du 5 mars 2007 et décret n° 2007-1111 du 17 juillet 2007) ; le décret 2018-42 du 25 janvier 2018 n'est pas applicable à ce jour dans les centres de loisirs, l'article 49 de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 faisant évoluer les obligations vaccinales sauf contre-indication médicale reconnue, dans des conditions d'âge déterminées par décret en Conseil d'État, pris après avis de la Haute Autorité de santé (pour les enfants nés à partir du 1^{er} janvier 2018),
- la réglementation pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (loi n°2005-102 du 11 janvier 2005),
- la réglementation relative à l'hygiène alimentaire et à l'hygiène des locaux,
- la réglementation édictée et les recommandations faites dans le cadre du dispositif Vigipirate,
- la déclaration annuelle de fonctionnement de l'Accueil de loisirs sans hébergement auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de l'Yonne,
- la réglementation relative à la protection des données (décret 2019-536 de mise en conformité du droit national avec le Règlement général sur la protection des données (RGPD))

Le présent règlement est applicable dans toutes ses dispositions au 22 décembre 2023.

Il est soumis à la validation de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne.





SOMMAIRE

TITRE 1 : GÉNÉRALITES

ARTICLE 1 : DIRECTION ET CONTINUITÉ DE DIRECTION

ARTICLE 2 : PERSONNEL INTERVENANT DANS LES CENTRES DE LOISIRS

ARTICLE 3 : TAUX D'ENCADREMENT ET CAPACITÉ D'ACCUEIL

ARTICLE 4 : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

4- 1 Le public concerné

4-2 Les périodes d'accueil

4-3 Ouverture et fermeture des centres de loisirs

ARTICLE 5 : LES REPAS ET L'ALIMENTATION

5-1 Temps de restauration

5-2 Fabrication et qualité des repas

5-3 Protocole d'Accueil Personnalisé (PAI)

5-4 Goûter

TITRE 2 : INSCRIPTION ADMINISTRATIVE OBLIGATOIRE

ARTICLE 6 : INSCRIPTION ET RÉSERVATION

6-1 L'inscription

6-2 Modalités d'inscription et réservations

6-3 Délais d'inscription dans les centres de loisirs pour la rentrée suivante

6-4 Pièces à fournir

6-5 Les refus d'inscription et réservation

ARTICLE 7 : TARIFICATION ET MOYENS DE PAIEMENT

7-1 La tarification

7-2 Les conditions de paiement

7-3 Lieu et moyens de paiement

7-4 Attestation de frais de garde

7-5 Éléments relatifs à la garde alternée

**ARTICLE 8 : ANNULATION, MODIFICATION DES RÉSERVATIONS, ABSENCES ET
ABSENCES JUSTIFIÉES**

**ARTICLE 9 : FREQUENTATION SANS RESERVATION OU HORS DELAI DE
RESERVATION**



TITRE 3 : VIE QUOTIDIENNE**ARTICLE 9 : ARRIVÉE ET DÉPART – HORAIRES D'ACCUEIL****9-1 Horaires et temps d'accueil****9-2 Respect des horaires****9-3 Prise en charge des enfants en accueil périscolaire du soir****9-4 Départ d'un enfant seul****9-5 Période d'adaptation pour certains enfants****ARTICLE 10 : ENTRÉES, SORTIES ET SÉCURITÉ DES ENFANTS****10-1 Contrôle des entrées – Mise en œuvre du plan Vigipirate****10-2 Sortie des enfants avec le(s) parent(s) ou le tiers habilité****10 -3 Sortie des enfants, seuls****10 -4 Mise en danger de l'enfant****10 -5 Absence des parents ou du tiers à la fermeture de l'établissement****ARTICLE 11 : SANTÉ****11-1 Obligation d'information****11-2 Enfant présentant des symptômes de maladie****11-3 Vaccinations****11-4 Protocole d'Accueil Personnalisé (PAI)****11-5 L'accueil des enfants en situation de maladie chronique ou de handicap****11-6 Traitement médical, enfant blessé, accident****ARTICLE 12 : PROJET EDUCATIF DE TERRITOIRE ET « PLAN MERCREDI »****ARTICLE 13 : ACTIVITÉS / TRANSPORTS****ARTICLE 14 : ASSURANCE / RESPONSABILITÉ****ARTICLE 15 : DISCIPLINE ET RESPECT****TITRE 4 : DISPOSITIONS DIVERSES****ARTICLE 16 : LE DROIT A L'IMAGE****ARTICLE 17 : RELATIONS AVEC LES PARENTS****16-1 Rencontres****16-2 Réunions****16-3 Temps parents-enfants****ARTICLE 18 : FORCE DU PRÉSENT RÈGLEMENT****ARTICLE 19 : MISE EN APPLICATION DU PRÉSENT RÈGLEMENT****ANNEXE : LE TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL DANS LES CENTRES DE LOISIRS MUNICIPAUX DE LA VILLE**

Préambule

La ville d'Auxerre assure la gestion de cinq accueils de loisirs sans hébergement (centre de loisirs des Rosoirs, centre de loisirs des Brichères, centre de loisirs Sainte-Geneviève, centre de loisirs Rive droite et le centre de loisirs « la Maison des Enfants »).

Ce règlement s'applique aux familles dès lors que l'enfant est accueilli dans un des centres de loisirs précité. Il est complété de conditions spécifiques indiquant les caractéristiques propres à chaque centre de loisirs.

Les centres de loisirs répondent, dans leur organisation, à une réglementation. Un projet éducatif et un projet pédagogique permettent de poursuivre les objectifs éducatifs de la ville pour favoriser l'égalité des chances et contribuer à l'épanouissement de tous les enfants.

Ces centres de loisirs ont pour vocation d'offrir aux enfants un espace éducatif et récréatif en dehors du temps scolaire en contribuant au développement de leurs compétences collectives et individuelles et de leur autonomie par l'apprentissage de la vie en collectivité, l'accès à des loisirs éducatifs, culturels et de détente tout en respectant leur propre rythme et en impliquant leurs familles.

L'ensemble de ces accueils est organisé par la Ville d'Auxerre et co-financé par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne.

Ils sont déclarés auprès du Service Départemental Jeunesse, Engagement et Sport (SDJES) et sont donc soumis à des spécificités réglementaires en ce qui concerne la qualification des agents d'animation et le taux d'encadrement. A ce titre il peut effectuer des contrôles. La Caisse d'Allocations Familiales peut aussi effectuer des contrôles.

Les cinq accueils de loisirs relèvent du service des centres de loisirs et des accueils périscolaires au sein de la Direction Temps de l'Enfant. Ses coordonnées sont les suivantes : Ville d'Auxerre – Service des centres de loisirs et des accueils périscolaires - 14 place de l'hôtel de Ville BP 70059 – 89 012 Auxerre Cedex. Tél : 03 86 72 44 46 – 03 86 72 44 79 courriel : periscolaire@auxerre.com

TITRE 1 : GENERALITES

ARTICLE 1 : DIRECTION ET CONTINUITÉ DE DIRECTION

Chaque centre de loisirs est placé sous la responsabilité d'un(e) directeur(rice) remplissant les conditions de diplôme et d'expérience requises par la réglementation. Il (elle) assure la gestion de l'établissement, l'encadrement du personnel, et organise l'accueil des enfants et des réservations demandées par les familles. Il (elle) est garant du projet éducatif et du projet pédagogique mis en œuvre dans le centre. Il (elle) est responsable des enfants qui lui sont confiés et des personnels intervenants. Il (elle) doit s'assurer que les dossiers personnels des enfants sont tenus à jour. Il (elle) assure toute information sur le fonctionnement du centre de loisirs.



En cas d'absence du (de la) directeur(rice) au sein de l'établissement, une personne du centre de loisirs – directeur-adjoint ou animateur expérimenté nommé « référent » - assure la continuité de la fonction de direction en interne et peut toujours joindre par téléphone soit son (sa) directeur(rice), soit sa responsable de service.

ARTICLE 2 : PERSONNEL INTERVENANT DANS LES ÉTABLISSEMENTS

Conformément à la réglementation en vigueur, le personnel qui participe à l'encadrement des enfants présente les garanties morales, professionnelles et sanitaires exigées.

L'encadrement des enfants est assuré par une équipe composée d'un directeur titulaire d'un diplôme professionnel (BEATEP, BPJEPS...) ou d'un brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD) et d'une équipe d'animation composée majoritairement d'animateurs titulaires du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA) ou en cours de formation. D'autres personnes peuvent intervenir auprès des enfants. Elles sont bénévoles, en cours d'apprentissage, ou stagiaires dans le cadre d'un cursus scolaire. Des intervenants professionnels extérieurs peuvent être missionnés par la ville pour conduire des activités.

Des agents d'intendance participent au bon fonctionnement des accueils de loisirs pendant le temps de restauration et pour l'entretien des locaux.

ARTICLE 3 : TAUX D'ENCADREMENT ET CAPACITÉ D'ACCUEIL

En temps périscolaire (soirs et mercredis), dans le cadre d'un Projet Educatif de Territoire, le cadre réglementaire auquel sont soumis les centres de loisirs autorise :

- un taux d'encadrement des enfants et d'un professionnel pour 14 enfants âgés de moins de 6 ans
- un taux d'encadrement des enfants et d'un professionnel pour 18 enfants âgés de plus de 6 ans.

Les taux d'encadrement appliqués par la Ville d'Auxerre sont supérieurs au cadre légal néanmoins elle se réserve le droit d'appliquer l'assouplissement de ces taux d'encadrement en cas de nécessité.

En temps extrascolaire (vacances scolaires), le taux d'encadrement des enfants est d'un professionnel pour 8 enfants de moins de 6 ans et d'un professionnel pour 12 enfants de plus de 6 ans.

La capacité d'accueil pourra si nécessaire être réduite afin de respecter le taux légal d'encadrement. Il est alors tenu compte de l'âge des enfants accueillis et du nombre de professionnels présents dans la structure.



ARTICLE 4 : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

4-1 Le public concerné :

Les centres de loisirs de la ville d'Auxerre accueillent les enfants de 2 ans et demi/ 3 ans (*petite section*) jusqu'à 12 ans. Ils doivent être obligatoirement scolarisés.

Ils sont destinés en priorité aux enfants inscrits dans les écoles d'Auxerre et habitant Auxerre.

Les enfants non inscrit dans les écoles d'Auxerre et/ou habitant hors Auxerre seront accueillis en fonction des places disponibles au moment de la réservation.

Les enfants auxerrois dont les parents auraient choisi l'instruction à domicile, dans la famille ce qui recouvre aussi l'enseignement à distance (CNED par exemple), peuvent être accueillis dans les centres de loisirs municipaux.

La déclaration de cet enseignement auprès du maire ou de la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale doit alors être fournie. Une vérification sera alors faite près du service éducation-vie scolaire.

4-2 Les périodes d'accueil :

Les accueils de loisirs fonctionnent tous les soirs et les mercredis de l'année scolaire et pendant les vacances scolaires à des dates arrêtées annuellement.

Plusieurs types d'accueil sont proposés :

- l'accueil périscolaire du soir (lundi, mardi, jeudi et vendredi),
- et/ou le mercredi matin et/ou après-midi avec possibilité de repas,
- et/ou l'accueil extrascolaire pour les périodes de vacances scolaires avec possibilité de repas (selon les centres de loisirs).

Important : Un enfant ne peut pas être accueilli pour le seul temps du repas.

4-3 Ouverture – Fermeture :

Les accueils de loisirs sont ouverts du lundi au vendredi.

Les horaires sont précisés dans les conditions spécifiques de chaque centre de loisirs.

Ils sont fermés :

- les jours fériés,
- selon un calendrier ouverture/fermeture défini annuellement et communiqué dès le début de chaque année civile
- pendant les vacances de Noël trois centres de loisirs sont fermés. L'accueil des enfants est assuré par deux centres de loisirs (2 centres de loisirs ouverts la 1ère semaine, 1 centre de loisirs ouvert les 2 semaines)
- la dernière semaine du mois d'août

Un centre de loisirs reste cependant ouvert pour accueillir les enfants jusque 2 à 3 jours avant la rentrée scolaire.

Ils peuvent être fermés pour certains ponts, pour permettre la tenue de réunions d'équipe, ou pour toute autre raison ne permettant pas de maintenir le service dans de bonnes conditions (travaux par exemple).



Ponctuellement les horaires pourront également être modifiés pour les mêmes raisons mais aussi selon les projets menés par les centres de loisirs (sorties par exemple). Les familles en sont averties le plus tôt possible par voie d'affichage notamment et oralement dans les centres de loisirs.

ARTICLE 5 : LES REPAS ET L'ALIMENTATION

5-1 Les centres de loisirs proposent deux temps de restauration :

- un repas le mercredi et en périodes de vacances
- des pique-niques pour des sorties ou des repas froids.

Les goûters sont fournis par les familles (article 5-4).

Le service de restauration est rendu dans des restaurants scolaires. Pour certains centres de loisirs, cela nécessite des déplacements en transport collectif.

5-2 Fabrication et qualité des repas :

Les réservations des repas sont obligatoires. Elles doivent être faites au préalable sur le portail famille.

Important : Un enfant ne peut pas être accueilli pour le seul temps du repas. Il doit être inscrit à l'accueil du matin suivi du repas, ou pour le repas suivi de l'accueil de l'après-midi ou enfin la journée entière avec le repas.

Les repas et pique-niques sont préparés par le prestataire de la Ville pour assurer le service de restauration collective. La cuisine étant en liaison froide, un personnel dédié et formé à la restauration collective d'enfants est en charge de la remise en température et du service des repas. Ceux-ci sont assurés dans un restaurant scolaire qui peut nécessiter un déplacement par rapport au centre de loisirs.

Ils sont élaborés en conformité des prescriptions du cahier des charges du contrat de la restauration collective de la ville. Une diététicienne intervient pour garantir l'équilibre alimentaire. Une grande attention est donnée à la composition des repas et à leur fabrication à partir de denrées sous signes officiels de qualité (label rouge, IGP...) et de denrées issues de l'agriculture biologique dans des proportions déterminées au contrat, le tout majoritairement issu des circuits courts d'approvisionnement. Cela s'accompagne de services de pain AB et de services de viandes AB selon un rythme déterminé tous les 20 repas.

Les menus, examinés en commission de menus, sont identiques dans tous les centres. Les familles peuvent en prendre connaissance dans chaque centre de loisirs ou sur le site www.auxerre.fr et sur le portail famille www.espace-citoyens.net.

Des repas sans porc ou sans viande pourront être servis aux enfants pour les familles qui le souhaitent. Cette information doit être précisée dans la fiche d'inscription.

Les pique-niques ne peuvent en aucun cas être fournis par les parents à l'exception des enfants ayant un Projet d'Accueil Individualisé (PAI).



5-3 Projet d'Accueil Individualisé (PAI) :

Lorsqu'un enfant présente une allergie ou une intolérance alimentaire et qu'il n'est pas déjà inscrit au service de la restauration collective, les parents sont tenus de fournir le protocole du PAI établi (le formulaire de demande peut être retiré auprès du Centre Médico Scolaire). Il est mis au point avec la participation de la famille, du directeur de l'accueil, des services municipaux à partir du protocole établi par un médecin.

Dans le cas où l'enfant bénéficie d'un « panier repas », la famille apporte le repas suivant les modalités prévues au PAI. Chaque boîte sera marquée au nom de l'enfant. Les enfants munis de leur repas seront comptés dans l'effectif mais le repas ne sera pas facturé (enfant « panier repas »).

A l'exception de ces trois situations (repas sans porc/ sans viande et PAI) aucune autre demande de repas différencié et/ou confessionnel ne sera honorée.

5-4 Le goûter

Le goûter est fourni par les familles. Il doit être dans un sac marqué au nom de l'enfant. L'équipe d'animation veille à ce que le contenu du goûter soit équilibré et ne soit pas constitué de gâteaux apéritifs, chips, bonbons ou boisson gazeuse. Elle encourage les enfants à apporter un fruit, un morceau de pain avec de la confiture, de la pâte à tartiner.

En saison chaude, les produits laitiers et chocolat sont déconseillés.

Aussi, lorsque l'équipe d'animation programme des ateliers « pâtisserie », il ne s'agit pas de fournir le goûter. La finalité est pédagogique. Les recettes « faciles » ont pour objectif de donner des idées de goûters autres que des pâtisseries ou viennoiseries achetées à la boulangerie...

TITRE 2 : INSCRIPTION ADMINISTRATIVE OBLIGATOIRE

ARTICLE 6 : INSCRIPTION ADMINISTRATIVE ET RÉSERVATIONS

6-1 L'inscription d'un enfant ne peut être effectuée que par le ou les titulaires de l'autorité parentale (dont les personnes disposant temporairement de l'autorité parentale, dans le cadre d'une délégation volontaire ou imposée par le juge aux affaires familiales).

L'inscription dans un centre de loisirs étant considérée comme un acte usuel, l'accord entre les titulaires de l'autorité parentale est présumé et une seule signature est exigée, sauf à ce que l'un d'eux ait manifesté son désaccord.

En cas de séparation ou de divorce, la direction considère que l'autorité parentale reste aux deux parents, sauf à présenter une ordonnance ou un jugement du juge aux affaires familiales donnant des indications contraires.



En cas de changement affectant l'autorité parentale postérieurement à l'inscription, le(les) parent(s) informe(nt) sans délai le service des centres de loisirs et des accueils périscolaires.

6-2 Modalités d'inscription et réservations

Dans un premier temps la mère et/ou le père ou tout représentant légal qui exerce l'autorité parentale sur l'enfant devra choisir le ou les centres de loisirs de la Ville d'Auxerre auprès duquel(desquels) il(elle) souhaite inscrire son(ses) enfant(s) scolarisé(s) âgé(s) de 2 ans et demi/ 3 ans (petite section) à 12 ans.

L'inscription peut être effectuée via le portail famille www.espace-citoyens.net ou au guichet de la mairie au service Accueil physique (dossier téléchargeable sur le portail famille)

L'inscription administrative ne vaut pas réservation. Afin de pouvoir procéder à des réservations l'enfant doit avoir été inscrit au préalable.

1ère étape : l'inscription administrative.

Elle se fait via le portail famille www.espace-citoyens.net, ou en se rendant au guichet unique installé au service Accueil et Formalités. L'inscription est obligatoire avant la venue de l'enfant dans l'un des centres de loisirs.

Elle est valable pour l'année scolaire et doit être renouvelée chaque année.

L'admission ne pourra être effective qu'une fois le dossier administratif constitué, complété des pièces obligatoires à fournir.

ATTENTION : après avoir effectué l'inscription administrative, des réservations sont obligatoires.

2ème étape : les réservations

Les jours de fréquentation sont à préciser lors de l'inscription ou impérativement avant la rentrée.

Tout changement de fréquentation est à effectuer sur le portail famille (« Modifier les réservations »), selon le tableau ci-dessous :

Pour un accueil	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
Réservation ou annulation jusqu'au	Mercredi qui précède	Jeudi qui précède	Vendredi qui précède	Lundi qui précède	Mardi qui précède

Les demandes hors délai seront honorées dans la limite des places disponibles et dans le respect de la réglementation relative à l'encadrement.

Les réservations sont à effectuer sur le portail famille selon le calendrier défini.



IMPORTANT : Pour les vacances, les réservations commencent 15 jours avant le début de chaque période de vacances et sont à effectuer au plus tard le vendredi qui précède les vacances.

Il est impératif de prévenir l'équipe de direction du centre de loisirs pour toute annulation ou modification de réservation effectuées hors délai (voir aussi ARTICLES 8 ET 9).

~~Toute première réservation non honorée sera systématiquement facturée (jour de carence).~~

~~En l'absence d'appel de la part de la famille, l'intégralité des réservations sera facturée.~~

6-3 Délais d'inscriptions dans les centres de loisirs pour la rentrée suivante

L'inscription d'un enfant dans un centre de loisirs est possible en complétant un dossier d'inscription unique des activités périscolaires et extrascolaires ou via le portail famille. L'inscription est à renouveler chaque année.

Important : chaque année, des délais d'inscription pour l'année scolaire suivante sont établis et communiqués au public.

Ainsi, pour qu'un enfant soit accueilli dès le jour de la rentrée scolaire, l'inscription doit avoir été faite avant la date butoir de la campagne d'inscription aux activités périscolaires.

INFORMATION IMPORTANTE : en cas d'inscription « hors délai » l'enfant ne sera donc pris en charge sur le temps d'accueil périscolaire qu'à partir de la 2ème quinzaine du mois de septembre.

Dans un premier temps, les inscriptions via le portail famille sont ouvertes au plus tard le 15/02 de chaque année.

Dans un second temps, les inscriptions au guichet unique sont ouvertes au plus tard le 15/04 de chaque année **jusqu'à la 3ème semaine de juillet incluse.**

Les dates d'inscriptions périscolaires pour la rentrée scolaire suivante seront communiquées via plusieurs supports :

- par affiche dans les écoles, crèches et centres de loisirs
- par courrier individuel remis à chaque enfant inscrit dans une école publique d'Auxerre (mentionnant le QR Code du Portail Famille)
- sur les réseaux sociaux et autres supports de communication de la ville d'Auxerre
- par mail aux familles des enfants inscrits dans une école publique d'Auxerre, à condition qu'elles aient communiqué une adresse mail valide lors de leur dernière démarche d'inscription

Avant la date butoir d'inscription pour la rentrée scolaire suivante, les familles n'ayant pas encore renouvelé l'inscription de leur enfant seront destinataires d'un mail rappelant les conditions d'inscription pour l'accueil d'un enfant dès le jour de la rentrée scolaire.



6-4 Pièces à fournir pour l'inscription

Les parents ou représentants légaux de l'enfant, en présentant les originaux, doivent fournir les documents suivants :

- le dossier d'inscription complété, daté et signé,
- la déclaration d'instruction dans la famille (à domicile ou à distance),
- le livret de famille pour un enfant non scolarisé dans une école publique d'Auxerre,
- Une attestation de quotient familial de la C.A.F. ou M. S. A. du mois en cours (obligatoire pour toute première inscription)

IMPORTANT : Les services des centres de loisirs et accueils périscolaires et Régie Unique disposent d'un accès personnalisé au fichier ressources des familles afin de mettre à jour automatiquement le quotient familial.

Si la famille n'a pas de quotient familial : fournir une photocopie du dernier avis d'imposition sur les revenus. La famille n'a pas d'obligation de communiquer ses revenus, dans ce cas-là, le tarif maximum sera appliqué.

- tout document relatif à la garde de l'enfant et à l'exercice de l'autorité parentale (divorce, séparation),
- en cas de résidence alternée, il est possible de dissocier les factures en fonction des semaines de garde. Pour cela, chacun des parents doit effectuer sa démarche d'inscription par rapport à ses propres besoins et fournir personnellement son attestation de quotient familial CAF ou avis d'imposition.
- un certificat médical attestant des vaccinations ou du carnet de santé de l'enfant (avec les vaccinations à jour) et photocopie des vaccins
- une attestation d'assurance en responsabilité civile extrascolaire en cours de validité (à renouveler à la date d'expiration),
- pour les familles qui bénéficient d'une prise en charge par un organisme (UDAF, Conseil départemental...), fournir la lettre de prise en charge lors de l'inscription,
- un RIB pour les familles souhaitant le paiement des factures par prélèvement.

Les parents ou le représentant légal remplissent les fiches de renseignements et les diverses autorisations nécessaires à l'inscription.

Ils déclarent avoir pris connaissance du règlement de fonctionnement.

Dans l'intérêt de leur enfant, les parents doivent obligatoirement avertir la direction de l'accueil de loisirs des éventuels changements d'adresse ou numéro de téléphone en cours d'année, afin qu'ils restent joignables, pendant la durée de l'accueil de l'enfant et en cas d'urgence. Une attestation de domicile devra être fournie en cas de changement d'adresse.

Le cas échéant, tout justificatif qui pourrait être nécessaire à l'actualisation de leur dossier (changement de situation au regard de l'emploi...).



6-5 Les refus d'inscription et de réservation :

~~Un refus d'inscription ou de réservation pourra être opposé si la famille est en situation d'impayé de factures émises par la régie unique de la ville.~~

Un refus de réservation est opposé dès lors que la limite des places disponibles dans le centre de loisirs choisi est atteinte.

Dans ce cas, la famille peut, si elle en manifeste le souhait, être inscrite sur une liste d'attente par ordre d'arrivée. Elle sera alors contactée dès lors qu'une place correspondant à ses attentes se libérera. La famille peut aussi être orientée auprès d'un autre de centre de loisirs en capacité d'accueillir l'enfant.

L'accueil périscolaire au sein d'un centre de loisirs dès le 1er jour de la rentrée, ne sera possible que si l'inscription a été faite dans les délais impartis. Passé ce délai les enfants ne seront inscrits qu'à partir de la 3ème semaine à compter de la rentrée scolaire.

ARTICLE 7 : TARIFICATION ET MOYENS DE PAIEMENT

7-1 La tarification

Les tarifs sont fixés par arrêté municipal. Ils distinguent les familles auxerroises des familles non domiciliées à Auxerre. Ils sont susceptibles de varier au 1^{er} janvier de chaque année civile.

Le tarif applicable à chaque famille est fonction du quotient familial CAF ou MSA de l'allocataire principal de la famille (le quotient familial tient compte de la composition de la famille et de ses ressources). La grille tarifaire est à demander au guichet unique, service Accueil et Formalités ou téléchargeable sur les sites www.auxerre.fr / portail famille www.espace-citoyens.net.

Pour une première inscription, il appartient aux familles de transmettre une attestation de leur organisme allocataire afin que ce dernier soit pris en compte.

En cas de renouvellement d'inscription périscolaire, les familles sont informées que les services des centres de loisirs et de la régie unique disposent d'un accès personnalisé au fichier ressources des familles allocataires afin de mettre à jour automatiquement le quotient familial. Cet accès est encadré par une convention avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne

Pour les familles qui ne disposent pas d'un quotient familial calculé par la CAF ou la MSA, le service Régie Unique peut calculer celui-ci selon les mêmes règles que la CAF, à partir des informations fournies par la famille qui transmettra une copie de son dernier avis d'imposition sur les revenus.

La famille n'a pas obligation de communiquer ses revenus, dans ce cas-là, le tarif maximum sera appliqué.



7-2 Les conditions de paiement

La facturation est établie par le service régie unique. La facturation s'effectue à terme échu, au début du mois suivant la fréquentation des périodes d'activités (périscolaire, mercredi, vacances).

Les frais d'accueil dans un centre de loisirs font l'objet d'une facture unique avec les frais d'accueil en crèche/multi-accueil et les frais liés aux activités périscolaires des écoles publiques de la ville d'Auxerre s'il y a utilisation de ces services par la famille.

Les factures doivent être réglées à réception.

A défaut, les factures impayées sont transmises à la Trésorerie d'Auxerre qui déclenche alors la procédure de mise en recouvrement.

En cas de poursuite, le débiteur sera le représentant légal de l'enfant déclaré lors de l'inscription.

7-3 Lieu et moyens de paiement

Le règlement se fait auprès du service Régie unique, en mairie annexe, place de l'Hôtel de Ville.

Les modes de règlement possibles sont les suivants :

- les espèces (≤ 300 €),
- les chèques libellés à l'ordre du régisseur de la régie unique d'Auxerre,
- la carte bancaire,
- le paiement sur le portail famille de la ville d'Auxerre (nécessité d'avoir un espace personnel dans le portail famille www.espace-citoyens.net).
- les CESU pour des paiements relatifs au mode de garde des enfants de moins de 6 ans,
- les chèques vacances (uniquement pour les activités des centres de loisirs),
- le virement bancaire,
- le prélèvement automatique (dès lors qu'un mandat de prélèvement SEPA a été signé).

À tout moment, les familles peuvent opter pour le paiement par prélèvement automatique à l'aide de l'imprimé disponible au service régie unique ou en utilisant le portail famille.

7-4 Attestation de frais de garde

Les frais de garde (repas exclus) pour les enfants âgés de moins de 6 ans peuvent faire l'objet en partie d'un crédit d'impôt. Des attestations annuelles sont délivrées en début de chaque année sur demande de la famille faite auprès du service régie unique de la ville d'Auxerre.



Conformément à la réglementation fiscale, elles concernent les factures émises de janvier à décembre de l'année n, et réglées directement auprès de la régie unique. Les attestations indiquent le cas échéant le montant versé en CESU. Il est de la responsabilité de la famille de le déduire du montant des frais de garde pour la déclaration fiscale.

7-5 Éléments relatifs à la garde alternée

En cas de résidence alternée, un dossier d'inscription est réalisé par chacun des parents dès lors que la situation a été déclarée à la CAF ou à la MSA et que le parent en a informé le guichet unique lors de l'inscription administrative. Chacun reçoit une facture correspondant à l'activité à laquelle il a inscrit son enfant, avec un tarif basé sur les ressources et le nombre d'enfants à charge de son nouveau foyer.

ARTICLE 8 : ANNULLATION, MODIFICATION DES RÉSERVATIONS, ABSENCES ET ABSENCES JUSTIFIÉES

La famille doit obligatoirement procéder à l'annulation de la réservation au minimum **3 jours ouvrés avant** toute absence de l'enfant.

Il est impératif de prévenir le service des centres de loisirs et accueils périscolaires pour toute annulation ou modification de réservation hors délai.

La facturation d'un jour d'accueil est appliquée lorsque la réservation n'a pas été honorée. et si la modification de la réservation n'a pas été effectuée trois jours auparavant.

La facturation pourra être limitée à 1 journée sur présentation d'un justificatif transmis au service des centres de loisirs et accueils périscolaires (periscolaire@auxerre.com) dans les **5 jours** suivants le premier jour d'absence pour les cas suivants :

- Enfant malade : nécessité de fournir un certificat médical par courrier ou mail
- Changement de planning de travail : fournir une attestation de l'employeur
- Evènement familiaux impérieux, ex décès : fournir un acte de décès

Les motifs pour lesquels les absences ne seront pas facturées :

- grève des enseignants et/ou des personnels municipaux affectant les accueils périscolaires,
- enseignant absent et non remplacé,
- départ en classe de découverte, sortie scolaire.

Le service des centres de loisirs et accueils périscolaires procède directement aux annulations des réservations pour les familles concernées en cas de grève, classe de découverte et sortie scolaire.



~~En l'absence d'appel de la part de la famille, l'intégralité des réservations sera facturée.~~

~~En cas d'annulation, modification ou absence (même avec justificatif) dans un centre de loisirs, la 1ère réservation (soir, journée et/ou repas) sera systématiquement facturée (jour de carence).~~

ARTICLE 9 : FREQUENTATION SANS RESERVATION OU HORS DELAI DE RESERVATION

En cas de fréquentation sans réservation ou hors délai de réservation, (non réservée trois jours à l'avance), une majoration tarifaire de +50% est appliquée.

Cette disposition s'applique sur les périodes périscolaires, mercredi et vacances scolaires.

TITRE 3 : VIE QUOTIDIENNE

ARTICLE 9 : ARRIVÉE ET DÉPART – HORAIRES D'ACCUEIL

9-1 : Horaires et temps d'accueil

Les horaires d'ouverture des centres de loisirs sont différents selon les types d'accueil proposés. Ils sont précisés dans les conditions de fonctionnement spécifiques de chaque centre de loisirs.

Les temps d'accueil (heures d'arrivée au centre de loisirs et de départ des enfants du centre de loisirs pour permettre ainsi un accueil échelonné) varient selon les centres de loisirs. Ils sont précisés dans les conditions de fonctionnement précitées.

9-2 : Respect des horaires

Pour assurer le bon fonctionnement du service, en particulier pour assurer les conditions d'encadrement mais également pour le bon déroulement des activités mises en place pour les enfants, il est demandé aux parents de respecter les horaires réservés, à l'arrivée et au départ de l'enfant.

Il est donc impératif que les parents exceptionnellement retardés préviennent le (la) directeur(rice) du centre de loisirs. Tout dépassement ne saurait être que très exceptionnel et doit être justifié. En effet ces retards génèrent des modifications de plannings horaires pour les animateurs qui doivent attendre l'arrivée d'un parent au-delà de la fermeture.

Les départs en cours de journée restent exceptionnels. Ils doivent obligatoirement faire l'objet d'une information, auprès de l'équipe de direction du centre de loisirs, par les parents le matin.

En cas de retard, les familles sont tenues de prévenir l'équipe de direction du centre de loisirs. Si aucun contact ne peut être établi avec la famille ou personnes autorisées par la famille lors de l'inscription de l'enfant dans l'heure qui suit la fin de l'accueil, le



service des centres de loisirs est chargé de suivre un protocole précis, de se mettre en relation avec la police nationale et le service de la CRIP du Conseil départemental de l'Yonne pour effectuer une recherche de la famille et prendra les décisions judiciaires concernant le devenir de l'enfant (placement au foyer de l'enfance ou autre décision).

Les retards seront consignés dans un registre et pourront donner lieu le cas échéant à des avertissements puis à des refus de réservations. Suite à trois retards constatés le(s) représentant(s) légal(aux) de l'enfant seront informés par courrier que le quatrième retard entraînera une exclusion de l'enfant du centre de loisirs pendant une durée déterminée.

9-3 Prise en charge des enfants en accueil périscolaire du soir

L'équipe d'animation va chercher les enfants directement à l'école après la classe. Pour cela les parents devront signer une autorisation parentale indiquant les jours de la semaine et à compter de quand l'équipe d'animation s'en chargera.

Une copie de ce document sera à remettre à la directrice de l'école de l'enfant.

Les parents peuvent aussi amener eux-mêmes l'enfant au centre de loisirs.

Les centres de loisirs peuvent accueillir les enfants après qu'ils soient allés à l'aide aux devoirs proposée par l'association Coup de Pouce, les Activités Pédagogiques Complémentaires (APC) organisées par l'école ou à l'accompagnement scolaire. Dans ces cas, aucun accompagnement physique adulte n'est organisé entre la sortie de ces activités et le centre de loisirs.

9-4 Départ d'un enfant seul

Dès lors qu'un enfant, venu seul au centre de loisirs, est noté présent sur le registre d'appel par l'animateur, il est alors sous la responsabilité du centre de loisirs et ne peut repartir avant l'heure de fermeture, sauf si un responsable légal ou une personne autorisée venait le chercher.

Les enfants ne peuvent partir seuls du centre de loisirs que lorsque les représentants légaux de l'enfant ont communiqué leur autorisation lors de l'inscription. Ces mêmes enfants partiront à l'heure de fermeture du centre de loisirs fréquenté.

IMPORTANT : tout enfant déposé dans un centre de loisirs et non inscrit ne sera ni accepté ni accueilli.

9-5 Période d'adaptation pour certains enfants

Pour favoriser l'adaptation des enfants, les parents sont invités à visiter le centre de loisirs avant l'accueil.

Pour les enfants de 2 ans et demi/3 ans, n'ayant pas encore fréquenté de structure d'accueil collectif, un accueil individualisé peut être jugé nécessaire et mis en place pour permettre à l'enfant de découvrir la structure et d'y passer un peu de temps en compagnie de personnes qu'il connaît (parents ou éducateurs). Les modalités de cet accueil seront définies par la direction du centre de loisirs concerné.

Pour les enfants en situation de handicap, l'accueil est possible dès lors que la structure d'accueil a pu mettre en place un protocole d'accueil adapté (tel que défini à



l'article 11.4) Une phase d'adaptation pourra également être mise en place à l'initiative de la direction du centre si elle le juge nécessaire.

Sous réserve des places disponibles, pendant les vacances scolaires d'été, les centres de loisirs peuvent accueillir ponctuellement, des enfants âgés de 2 ans 1/2 non scolarisés qui s'apprêteraient à rentrer à l'école à la rentrée scolaire suivante.

Important : cet accueil n'est possible que certains matins quand aucune sortie n'est programmée.

ARTICLE 10 : ENTRÉES, SORTIES ET SÉCURITÉ DES ENFANTS

Il est demandé aux parents de conduire et de venir récupérer l'enfant auprès de l'animateur.

10-1 Contrôle des entrées – Mise en œuvre du plan Vigipirate

Les accueils de loisirs appliquent des consignes liées au plan Vigipirate. Le contrôle des accès est en conséquence renforcé. La carte d'identité sera demandée à toute personne, y compris aux parents, lorsqu'un agent du centre de loisirs les rencontre pour la première fois. Une photocopie de la pièce d'identité sera faite.

Toute personne non connue des services sera amenée à décliner son identité et les personnes n'ayant pas été inscrites dans le formulaire d'autorisations signé par les parents se verront refuser l'entrée et donc la remise de l'enfant.

Il est demandé aux parents – et aux personnes autorisées par eux - de faire preuve de compréhension et de coopération dans l'application des consignes affichées dans les établissements et dans la mise en œuvre d'une vigilance partagée.

En particulier, ils ne doivent pas laisser entrer en même temps qu'eux quelqu'un qu'ils ne connaissent pas et doivent accepter le contrôle visuel des sacs le cas échéant.

En cas de réaction agressive, la police sera immédiatement contactée.

10-2 Sortie des enfants avec le(s) parent(s) ou le tiers habilité

Les enfants pourront être rendus soit aux personnes détenant l'autorité parentale, soit aux personnes expressément désignées sur la fiche d'inscription.

Il ne sera pas possible de laisser partir l'enfant avec une personne sans avoir prévenu et transmis une autorisation écrite à l'équipe de direction du centre de loisirs. Pour tout ajout ou suppression d'une personne autorisée à venir chercher un enfant, il existe un document nommé « Autorisation pour venir chercher un enfant au centre de loisirs » à disposition des parents au centre de loisirs ou téléchargeable sur le portail famille.

Dès que les parents (ou tiers) ont récupéré leur enfant, ce dernier se trouve placé sous leur responsabilité.

En dehors de tout document juridique limitant l'autorité parentale de l'un des parents ou spécifiant des modalités de résidence alternée, l'enfant sera remis à l'un ou l'autre des parents indifféremment.



Si l'autorité parentale n'est accordée qu'à un seul parent, l'équipe ne peut remettre l'enfant qu'à celui-ci, sauf autorisation écrite qu'il donnerait au bénéfice de l'autre. Cette autorisation est révoquée à tout moment.

En cas de changement affectant l'autorité parentale au cours de la période d'accueil de l'enfant, le ou les parents doivent informer sans délai la direction du centre.

En cas de résidence alternée encadrée juridiquement, une copie de la décision du juge est remise à l'équipe de direction qui remet l'enfant au parent désigné selon le rythme fixé par le juge (sauf si une autorisation à venir chercher l'enfant a été signée au bénéfice de l'autre parent). Une copie du document restera dans le dossier de l'enfant.

En cas de tutelle confiée à un tiers, l'enfant est remis à son tuteur légal. La décision du juge des tutelles doit être remise à l'équipe de direction du centre de loisirs.

Dans tous les cas, il appartient aux parents de prévenir la direction en cas de changement de coordonnées notamment téléphoniques, pour eux et pour les tiers autorisés à venir à chercher l'enfant ou à prévenir en cas d'urgence.

Un tiers mineur ne pourra venir chercher un enfant au centre de loisirs que si ce dernier est son frère/sa sœur mais les parents doivent alors en préciser la demande par écrit et attester le lien de parenté (copie de la carte d'identité et du livret de famille du mineur autorisé).

10-3 Sortie des enfants seuls

Les enfants ne peuvent partir **seuls** du centre de loisirs que lorsque leurs parents ont donné une autorisation écrite sur le dossier d'inscription ou postérieurement auprès de la direction du centre de loisirs. Ces mêmes enfants partiront à l'heure de fermeture du centre de loisirs tel que précisée dans les conditions de fonctionnement spécifiques de chaque centre.

10-4 Mise en danger de l'enfant

Lorsque le départ de l'enfant est susceptible de le mettre en danger l'agent doit le refuser. Selon la situation il contactera la police, la direction Temps de l'Enfant ou la direction générale de la ville, qui avisera des suites à donner. Les services compétents de la protection de l'enfance seront également informés.

10-5 Absence des parents ou du tiers à la fermeture de l'établissement

Les enfants que les parents ne seront pas venus chercher seront gardés par la directrice (ou la personne assurant la continuité de la fonction de direction) et un agent de l'établissement pendant trente minutes environ. En cas de recherche infructueuse de la personne habilitée à venir récupérer l'enfant, la directrice (ou la personne assurant la continuité de la fonction de direction) contactera les personnes autorisées à venir chercher l'enfant (consignées sur la liste établie au moment de l'inscription) selon l'ordre fixé par les parents. Un message sera alors laissé aux parents pour les informer du nom de la personne à qui l'enfant a été remis.

Dans le cas où aucune personne ne se présenterait pour reprendre l'enfant et si la famille ne pouvait être jointe, la directrice du centre de loisirs contactera la police nationale (Hôtel de police d'Auxerre- 03 86 51 85 00) et le service de la CRIP du Conseil Départemental de l'Yonne pour effectuer une recherche de la famille et



prendra les décisions judiciaires concernant le devenir de l'enfant (placement au foyer de l'enfance ou autre décision).

ARTICLE 11 : SANTÉ

11-1 Obligation d'information

Dans l'intérêt de leur enfant, les parents sont tenus d'informer les professionnels qui l'accueillent de toute prise de médicament précédant l'arrivée dans l'établissement.

Ils sont tenus également de signaler toute maladie contagieuse de leur enfant, de ses frères ou sœurs ou de son entourage.

Les enfants atteints d'une maladie contagieuse ne peuvent pas fréquenter un centre de loisirs.

Par mesure d'hygiène, aucun enfant atteint d'infection transmissible ne pourra être accepté (maladies infectieuses, conjonctivite, impétigo, maladie « Pied-main-bouche »...).

D'une manière générale, tout élément concernant la santé de l'enfant, non connu au moment de l'inscription et susceptible d'avoir une incidence sur sa prise en charge, doit être porté à la connaissance de la direction de l'établissement (en particulier allergies, intolérance...).

11-2 Enfant présentant des symptômes de maladie

Un enfant ne pourra pas être accueilli, s'il est constaté à son arrivée ou au cours de la journée d'accueil qu'il est fiévreux ou souffrant. Les parents seront prévenus et devront prendre leurs dispositions afin de venir le chercher le plus rapidement possible. En cas d'urgence l'enfant sera transporté par les services de secours vers le centre hospitalier d'Auxerre.

La décision de ne pas accueillir l'enfant est conditionnée au confort de l'enfant et des autres enfants notamment si les symptômes sont sévères. Il en est de même dans le cas où l'enfant aurait des poux.

11-3 Vaccinations

Les enfants devront, dans le cadre d'une sécurité collective, être soumis aux vaccinations obligatoires suivantes : Diphtérie, Tétanos, Poliomyélite.

Conformément aux recommandations du Haut conseil de la santé publique et du Ministère des Affaires Sociales, de la Santé, les vaccinations contre la coqueluche, la méningite à haemophilus, la rougeole, les oreillons, la rubéole, l'hépatite B, la méningite à pneumocoque et la méningite à méningocoque C sont fortement recommandées. La vaccination contre le BCG est fortement recommandée pour les enfants à risque élevé de tuberculose.

Pour les enfants nés à partir du 1er janvier 2018, en plus du DTP, les vaccins devenus obligatoires au 1er janvier 2018 sont les suivants :

- la coqueluche



- les infections invasives à Haemophilus influenza de type b
- l'hépatite B
- les infections invasives à pneumocoque
- le méningocoque de sérogroupe C
- la rougeole, les oreillons et la rubéole

Les petits Guyanais de plus d'un an devront ajouter le vaccin contre la fièvre jaune.

Les enfants qui ne sont pas vaccinés ne peuvent pas rejoindre un espace collectif, sauf ceux qui ne le sont pas pour des raisons de contre-indication médicale.

L'admission n'est définitive qu'après vérification des vaccinations obligatoires dans le carnet de santé de l'enfant, reportés dans la fiche sanitaire de liaison complétée lors de l'inscription de l'enfant.

11-4 Projet d'Accueil Personnalisé (PAI)

Au moment de l'inscription puis à tout moment, les parents sont tenus d'avertir la direction du centre de loisirs de tout élément concernant la santé de leur enfant susceptible d'avoir une incidence sur sa prise en charge. En particulier, pour tout type d'intolérance ou d'allergie, suspectée ou avérée, les parents doivent nécessairement alerter la direction.

Si un Projet d'Accueil Individualisé (PAI) est mis en place pour l'enfant, celui-ci devra être étendu au centre de loisirs qui devra être associé à la signature.

Les animateurs ont accès aux fiches sanitaires de liaison.

11-5 L'accueil des enfants en situation de maladie chronique ou de handicap

Les centres de loisirs concourent à l'intégration sociale des enfants présentant un handicap, atteints d'une affection chronique, ou de tout problème de santé nécessitant un traitement ou une attention particulière, à condition que leur état de santé permette la vie en collectivité.

La décision d'admission - ou de maintien si la pathologie se déclare alors que l'enfant est déjà accueilli - relève de l'équipe de direction qui met en place un projet d'accueil personnalisé (PAP) établi avec les parents et le médecin référent de l'enfant. La décision est conditionnée par la prise en compte de l'intérêt de l'enfant et la possibilité pour l'équipe d'établir et de mettre en œuvre le PAP.

Dans certains cas, la situation sera être étudiée par la Direction Temps de l'Enfant qui orientera les parents vers l'établissement susceptible de répondre au mieux aux besoins de l'enfant. Il pourra être pris contact avec les autres professionnels intervenant auprès de l'enfant pour établir le PAP et organiser au mieux les modalités d'accueil.

11-6 Traitement médical, enfant blessé, accident

La mise en œuvre de prescriptions médicales au sein des établissements d'accueil du jeune enfant est exceptionnelle. Les parents sont tenus d'en informer leur médecin traitant, pour que celui-ci en tienne compte dans ses ordonnances.

Ils sont tenus également de vérifier avec lui la possibilité d'effectuer les prises de médicaments aux horaires où l'enfant est à domicile. La décision sera prise en fonction de la situation au cas par cas.



Dans le cas unique où la médication ne peut être prise uniquement le matin et le soir, l'équipe d'animation est autorisée à administrer des médicaments aux enfants et sur présentation de la photocopie de l'ordonnance qui portera mention du nom de l'enfant, lisible, dûment datée et signée, le nom des médicaments, heures et modalités de prises. Le cas échéant, les médicaments devront être préparés et marqués au nom de l'enfant avec la durée du traitement. Une copie de l'ordonnance sera conservée dans l'établissement. En cas de médicaments génériques, le pharmacien devra avoir précisé les correspondances sur l'ordonnance et sur le flacon. Dans tous les cas, les médicaments ne peuvent être confiés aux enfants : ils seront remis directement par le parent au directeur du centre de loisirs nommé référent sanitaire. Les sirops ou tout autre flacon déjà ouverts seront refusés. Il appartiendra donc aux parents de prendre les dispositions nécessaires pour une administration en journée.

En cas d'incident bénin, l'ensemble des animateurs et équipes de direction disposent de trousse à pharmacie complètes permettant d'apporter les soins nécessaires. Les parents seront informés en fin de journée. Les soins portés seront consignés dans un carnet dans la trousse à pharmacie.

En cas de maladie ou d'incident, sans appel des secours, les parents sont avertis et il leur sera demandé de venir reprendre l'enfant. Dans l'attente de l'arrivée, dans un délai raisonnable, de son (ses) parent(s), l'enfant sera installé, allongé à l'infirmerie et restera sous la surveillance d'un adulte.

En cas d'accident, l'animateur ou le directeur du centre de loisirs peut faire immédiatement appel aux secours. L'équipe de direction du centre de loisirs prévient les parents de façon à venir le prendre en charge rapidement. Il peut être également fait appel aux services de secours (le 15). Selon les informations, l'enfant peut être amené à l'hôpital le plus proche par les services de secours. Une déclaration d'accident sera effectuée sans délai.

Tout accident survenant pendant le temps d'accueil au centre de loisirs fera l'objet d'une déclaration d'accident de la collectivité auprès de l'assurance de la famille ainsi qu'auprès de l'assureur de la ville.

ARTICLE 12 : PROJET EDUCATIF DE TERRITOIRE ET « PLAN MERCREDI »

Les actions menées au sein des centres de loisirs s'inscrivent dans un Projet Educatif de Territoire, à l'initiative de la Ville et élaboré avec ses partenaires (Education Nationale, associations, parents d'élèves).

Le PEDT permet :

- D'assurer une plus grande continuité éducative entre les projets des écoles et les activités périscolaires et extrascolaires pour offrir à chaque enfant un parcours éducatif cohérent et de qualité.
- De proposer aux enfants des activités périscolaires et extrascolaires diversifiées (sportives, culturelles, scientifiques, ...) qui contribuent à leur développement.

Le PEDT est conclu pour trois ans



Le plan Mercredi :

Dans le cadre du PEDT, la Ville a obtenu le label « Plan Mercredi » en développant une offre de loisirs éducatifs répondant à une charte spécifique se structurant autour de 4 axes :

- L'articulation des activités périscolaires avec les enseignements,
- L'accessibilité et l'inclusion de tous les enfants,
- L'ancrage du projet dans le territoire,
- La qualité des activités.

ARTICLE 13 : ACTIVITÉS / TRANSPORTS

Des activités de loisirs diversifiées respectueuses des rythmes de vie et des âges des enfants (activités manuelles, jeux d'intérieur ou d'extérieur, activités de détente ou de découverte, activités culturelles, sportives, artistiques ou scientifiques et techniques, etc.) sont organisées dans le cadre du projet éducatif décliné en projets pédagogiques élaborés par les directeurs des centres de loisirs et leurs équipes respectives dans le respect des objectifs éducatifs de la ville.

Le projet pédagogique de chaque accueil de loisirs est mis à la disposition des familles qui souhaitent le consulter.

D'une manière générale, les centres de loisirs de la ville s'engagent dans une démarche éducative et pédagogique bienveillante auprès des enfants et de leurs parents et, réciproquement, les familles s'engagent à respecter le personnel et le projet des structures.

Avant chaque période (périscolaire, mercredi, de vacances scolaires), au sein de chaque centre de loisirs, les équipes d'animation informent les familles des activités proposées par le biais de programmes d'activités indiquant la nature des activités proposées, les dates, les lieux et les horaires.

Pour toute sortie à risque (piscine, patinoire, vélo, kayak...) ou nécessitant un transport, les parents devront signer une autorisation parentale.

Ces diverses activités sont proposées dans le cadre de la législation en vigueur. Les enfants pourront être transportés dans un car ou un minibus selon les besoins de déplacement et les effectifs.

ARTICLE 14 : ASSURANCE / RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville d'Auxerre n'est engagée que pendant les jours et horaires de fonctionnement des centres de loisirs et vis-à-vis des seuls bénéficiaires du service conformément avec le présent règlement.

Il est demandé aux familles de veiller à ce que les enfants n'apportent pas de somme d'argent, d'objets de valeur (bijoux, jeux électroniques, tout jeu ou jouet personnel coûteux), tout objet dangereux (couteaux, briquets, allumettes, médicaments...).



La Ville décline toute responsabilité en cas de perte, vol ou détérioration d'objets personnels des enfants. La responsabilité civile de la Ville sera engagée pour tout dommage corporel, matériel ou immatériel, causé à autrui du fait du fonctionnement, du non fonctionnement ou du mauvais fonctionnement des services municipaux.

La Ville d'Auxerre demande aux parents des enfants inscrits dans un centre de loisirs d'être assurés pour tous dommages causés par leur enfant. Les parents devront transmettre, au moment de l'inscription de l'enfant, une attestation d'assurance en « responsabilité civile extrascolaire » mentionnant le nom de l'enfant. Cette attestation est à transmettre à chaque inscription.

Il est conseillé d'habiller les enfants avec des vêtements simples et pratiques qui ne craindront pas d'être salis. Pour vivre pleinement sa journée et garantir son autonomie, il est préférable que l'enfant ait une tenue vestimentaire sans « contrainte » : vêtements de sport, vêtements amples et souples, chaussures aisées à lacer, vêtements chauds et de pluie pratiques, gants et bonnet en saison froide, casquette, lunettes de soleil avec dragonne en saison chaude.

ARTICLE 15 : DISCIPLINE ET RESPECT

Toute incivilité - violence verbale ou physique, dégradation de matériels ou de végétaux, non respect de l'autorité des animateurs, comportement désinvolte... - de la part d'un enfant, mais aussi d'un parent, ou comportement perturbant le bon fonctionnement des activités fera l'objet d'une réprimande orale suivie d'un courrier d'avertissement. La sanction sera prise et appréciée par le centre de loisirs.

L'équipe d'animation étudiera chaque problème posé par un enfant ou parent au cas par cas et se réserve de décider d'une réparation ou d'une sanction. Le responsable de service en obligatoirement averti.

En cas de récidive, l'exclusion temporaire, voire définitive du centre pourra être prononcée par le maire ou son représentant. La décision motivée est notifiée à la famille par courrier. Elle pourra être immédiatement exécutoire.

Les règles de vie au centre de loisirs **ne sont pas négociables** et sont présentées aux enfants et affichées dans les salles d'activités et rappellent :

- le respect des locaux (interdiction de jouer avec les extincteurs, digicode, boîtier de déclenchement d'alarme incendie...),
- le respect du matériel (le matériel rangé dans les placards n'est pas à disposition, c'est l'animateur qui donne le matériel à l'enfant ...),
- le respect des enfants et des animateurs (pas d'insultes, pas de gros mots, s'écouter, ne pas se battre, ne pas crier, ne pas se cracher dessus...),
- les règles de sécurité : ne pas courir dans les couloirs, ne pas se battre, ne pas se pousser...,
- le respect de l'hygiène pour soi et pour les autres (au moment du passage aux toilettes, tirer la chasse d'eau, laver les mains...),



- le respect de la loi (pas de vol, pas de violence, pas d'insultes, pas d'agressions physique ou verbale, pas de menaces...).

TITRE 4 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 16 : LE DROIT A L'IMAGE

Au moment de l'inscription, les parents autorisent ou non que les enfants soient photographiés ou filmés et que les photos ou films soient exploités dans le cadre de l'activité de la structure (affichage dans les locaux, transmission aux parents) et/ou de la Ville d'Auxerre (Auxerre Magazine, le cahier des parents, le journal du personnel de la Ville d'Auxerre, le site Internet de la Ville d'Auxerre, le portail famille...).

Les 2 parents sont présumés être en accord y compris en cas de résidence alternée. Si chaque parent inscrit chacun l'enfant, ils doivent trouver un accord entre eux. A défaut, c'est l'interdiction de photo et/ou film qui sera retenue.

ARTICLE 17 : RELATIONS AVEC LES PARENTS

16.1 : Rencontres

Les parents peuvent se rapprocher de l'équipe de direction lorsqu'ils souhaitent échanger à propos de leur(s) enfant(s) et/ou évoquer une difficulté. En cas de querelle, ou conflit entre enfants, les parents de ceux-ci ne sont pas autorisés à réprimander d'autres enfants que les leurs. Ces derniers étant placés sous la responsabilité du centre de loisirs.

16.2 : Réunions

Des réunions sont proposées aux parents pour présenter le fonctionnement de l'établissement et l'organisation des séjours vacances.

Par ailleurs des réunions thématiques concernant le développement de l'enfant peuvent être organisées sur proposition de l'équipe ou sur demande de parents.

16.3 : Temps parents-enfants

Des ateliers parents-enfants (atelier de création, atelier culinaire...) peuvent être organisés sur proposition de l'équipe dans le cadre du projet pédagogique de la structure. Les enfants des parents participant aux ateliers restent sous la responsabilité du centre de loisirs. Les enfants ne sont pas dispensés de respecter les règles de vie collective pendant ces temps.

Par ailleurs, lors de sorties (d'après-midi ou en journée continue), les centres de loisirs permettent à quelques parents de partager et vivre un moment de plaisir et de découverte avec leurs enfants. Les parents sont alors accompagnateurs mais en aucun cas comptés dans l'encadrement. Pour les journées continues, le centre de loisirs fournit un pique-nique au parent inscrit. Le pique-nique est facturé au même titre que les jours de fréquentation ou repas consommés par l'enfant.



ARTICLE 18 : FORCE DU PRÉSENT RÈGLEMENT

Le présent règlement ainsi que les conditions de fonctionnement spécifiques de chaque centre de loisirs sont disponibles de manière permanente sur simple demande auprès de l'équipe de direction de l'accueil de loisirs et il est téléchargeable sur le site www.auxerre.fr et <https://www.espace-citoyens.net>.

L'acceptation du règlement par les familles est obligatoire. Cette acceptation est formalisée lors de l'inscription administrative.

ARTICLE 19: MISE EN APPLICATION DU PRÉSENT RÈGLEMENT

Le présent règlement et son annexe relative à la protection des données personnelles sont applicables au 1er janvier 2020.

Il en est de même des conditions de fonctionnement spécifiques ayant été modifiées.

Le présent règlement a été soumis au vote du Conseil municipal **du 21 décembre 2023.**

ANNEXE :

LE TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL DANS LES CENTRES DE LOISIRS MUNICIPAUX DE LA VILLE D'AUXERRE

Dans le cadre de l'accueil des enfants dans les centres de loisirs municipaux, la Direction du Temps de l'Enfant de la Ville d'Auxerre est amenée à traiter des données à caractère personnel. Les éléments collectés servent uniquement à la pré-inscription et à l'accueil de votre enfant (inscription, suivi au quotidien et facturation).

Elles font l'objet d'un traitement informatique destiné uniquement à répondre à votre demande, dans le cadre du contrat conclu avec la Ville, et sont nécessaires à sa gestion par les services de la ville concernés.

Les données recueillies sont enregistrées dans le logiciel **Concerto** édité par **Arpège**.

Les données personnelles sont conservées pendant le temps strictement nécessaire à l'accomplissement de la finalité pour laquelle elles ont été collectées. Les données ne font pas l'objet d'un transfert vers des pays hors de l'Union Européenne.

1. Responsable des traitements mis en œuvre

Le responsable de ce traitement est la ville d'Auxerre, représentée par son maire.

2. Vos droits

Conformément à la réglementation en vigueur, vous disposez d'un droit d'accès, d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification, d'un droit d'effacement et d'un droit à la limitation du traitement de vos données (cf. cnil.fr pour plus d'informations sur vos droits). Vous pouvez exercer ces droits en contactant le service Centre de loisirs et accueils périscolaires par courrier à l'adresse suivante : 14 place de l'Hôtel de Ville - BP 70059 - 89012 Auxerre cedex ou en vous connectant au portail famille www.auxerre.fr.

Si vous avez une question concernant la collecte et le traitement de vos données à caractère personnel, vous pouvez contacter la Déléguée à la protection des données de la Ville : par



courriel dpo@auxerre.com ou par courrier 14 place de l'Hôtel de ville - BP 70059 - 89012 Auxerre cedex.

Vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL) : www.cnil.fr.

3. Vos données

Ci-dessous a été réalisé un tableau récapitulant la raison motivant la collecte des données (ou finalités) et la base légale permettant leur collecte, les catégories de données collectées, les destinataires de ces données, la durée de conservation en base active et les éventuelles transmissions à un tiers.



Finalités	Bases légales	Données collectées	Destinataires des données	Durée de conservation	Transmission à un tiers
Réalisation des inscriptions	Mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique	<ul style="list-style-type: none"> - Données d'identifications : nom, prénom, téléphone fixe ou mobile, adresse, mail, dates et lieux de naissance des parents et enfant(s), fratrie ; - Type d'activités : périscolaire soir, mercredi, vacances, et choix de structure ; - Situation professionnelle : en emploi ou non, nom de l'employeur (facultatif) - Projet d'accueil individualisé (PAI) - Pièce justificative : livret de famille pour établir la filiation, copie des vaccinations, tout document permettant de qualifier l'autorité parentale et la répartition de la garde (ex : copie de jugement), attestation d'assurance qui couvre l'accueil extrascolaire, attestation du quotient familial CAF ou MSA (détermination du tarif appliqué) 	Les agents du service Centres de loisirs et accueils périscolaires, du service Education et Vie Scolaire et de la régie unique de la Ville d'Auxerre	3 ans	
Gestion de l'accueil des enfants suite aux réservations (suivi au quotidien et facturation)	Mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique	<ul style="list-style-type: none"> - Données d'identifications : nom, prénom, téléphone fixe ou mobile, tél professionnel, adresse, mail, dates et lieux de naissance des parents et enfant(s), fratrie, n° allocataire CAF ou MSA, la fiche d'inscription récapitulant les autorisations ; - Type d'activités : périscolaire soir, mercredi, vacances, et choix de structure ; - Situation professionnelle : en emploi ou non, nom de l'employeur (facultatif) - Pièces justificatives : photocopie des cartes d'identité des parents ou tiers autorisés à venir chercher l'enfant, tout document permettant de qualifier l'autorité parentale et la répartition de la garde (ex : copie de jugement), attestation de responsabilité civile - Projet d'accueil individualisé (PAI). - Éléments médicaux : prescription médicale. - Données santé pour renseigner la fiche sanitaire de liaison : dates des vaccins, nom du médecin traitant, allergies, maladies 	Les agents du service Centres de loisirs et accueils périscolaires et de la régie unique de la Ville d'Auxerre	10 ans	<p><u>Pour la facturation</u> : accès par les agents de la régie de la Ville d'Auxerre.</p> <p>Données accessibles : données d'identification, pointage des horaires, situation professionnelle et tiers autorisés.</p> <p><u>Suivi général des données d'activités</u> : déclarations à la CAF et à la MSA.</p> <p>Données transmises : données d'identification, pointage des horaires, situation professionnelle et tiers autorisés.</p>
Données statistiques pour exploitation interne ou transmission à la CAF	Consentement	Famille allocataire : oui/non Matricule allocataire Date de naissance de l'enfant, nom et prénom Nombre d'heures annuelles facturées pour l'enfant Nombre d'heures annuelles de présence réalisées pour l'enfant Tranche de tarification appliquée	Les agents du service Centres de loisirs et accueils périscolaires	10 ans	Transmission des données à la CNAF.
Publications et communications internes et externes	Consentement	Photographies et vidéos	Les agents du service CLRE, le service communication et la presse	2 ans	





PROJET DE DELIBERATION**N°2023-172****OBJET : Groupe scolaire des Rosoirs - Modification des horaires****Rapporteur : Bruno MARMAGNE**

L'école des Rosoirs, sur proposition du conseil d'école du lundi 20 novembre 2023, demande le changement des horaires de la pause méridienne.

Les nouveaux horaires seraient les suivants :

<u>Maternelle:</u>	<u>Elémentaire</u>
8h40 (Accueil 8h30)-11h40	8h25 (Accueil 8h15)-11h50
13h40 (Accueil 13h30)-16h40	13h50 (Accueil 13h40)-16h25

Ce décalage permet aux enfants de maternelle de prendre leur pause de midi plus tôt (pic de fatigue en fin de matinée) mais également de retourner plus tôt à la sieste. Ces nouveaux horaires s'adaptent donc davantage au rythme des enfants de maternelle.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De modifier les horaires du groupe scolaire des Rosoirs à compter de la rentrée de septembre 2024.



Conseil d'école n°1

lundi 23 novembre 2023

18h-19h10

Présents :

M. Marmagne, adjoint au Maire en charge de l'éducation et Mme Grandrue, élue à la ville d'Auxerre
 Mme Droin et Mme Menchon, service péri-scolaire
 M. Dumont, M. Gaillot, Mme Lavie, Mme Pastre, parents d'élèves
 Mme Bailly, Mme Bonhomme, Mme Carrère, Mme Chambard, Mme Dimey, M. Deburghrave, Mme Dufour,
 Mme Gavou, M. Legear, Mme Maire, Mme Rameau, Mme Wendling
 Mme Leuthreau (psychologue de l'éducation nationale, représentant le RASED) et M. Foissy (directeur)
 Mme Bertho, Mme Gohier et Mme Persenot (ATSEM)

Absents excusés :

M. Briolland, Inspecteur de la circonscription d'Auxerre 2
 Mme Dominon (parent d'élève) Mme Bitar, Mme Colson, M. Lavie, Mme Viseux (parents d'élèves)
 Mme Willemin, (enseignante)
 Mme Cancela (Atsem)

Le Conseil d'Ecole débute à 18h.

Tour de table/Présentation

I. Bilan de rentrée

Effectifs : 207 élèves pour 11 classes à ce jour (226 l'an dernier), + le dispositif ULIS

80 élèves pour 5 classes en maternelle (91 l'an dernier), 127 élèves pour 6 classes en élémentaire (135 l'an dernier)

Organisation Pédagogique :

TPS Mme Willemin : 16
 PS Mme Chambard : 16
 MS Mme Dimey et Cabaj-Donzel : 16
 MS-GS Mme Rameau : 17
 GS Mme Maire : 15
 CP-CE1 Mme Wendling : 21
 CP-CE1 : M. Deburghrave et Mme Ajlaïdi (actuellement) : 20
 CE1-CE2 : Mme Gavou: 19
 CE2-CM1: Mme Bonhomme : 23
 CM1-CM2 P: M. Legear : 22
 CM2 V: Mme Carrère et Mme Ajlaïdi: 22

- dispositif PAS : pôle accompagnement scolaire, éducatrice de l'itap de St Georges, Sanaa qui intervient le mardi et le vendredi matin pour prendre en charge durant 1h certains élèves.

- Rased : Réseau d'aide spécialisé aux élèves en difficulté, complet cette année :

- une maîtresse à dominante pédagogique, Mme Gueniffey, qui intervient avec les élèves en petits groupes ou en co-enseignement avec des élèves repérés qui ont des difficultés dans les apprentissages
- une maîtresse à dominante relationnelle, Mme Chenonier, qui intervient auprès des élèves qui n'ont pas encore acquis le statut d'élève, qui ne mettent pas de sens sur leur présence à l'école
- une psychologue de l'éducation nationale, Mme Leuthreau

II. Règlement intérieur

Le règlement intérieur n'a pas été modifié, c'est le même que l'an dernier. Il a été distribué à tous les élèves en début d'année.

N'ayant aucun changement, il est voté à l'unanimité et reconduit.



III. Evaluations nationales

Comme chaque année, les évaluations nationales ont été passées pour les élèves de CP et de CE1. Merci à Mme Gueniffey pour son aide dans l'organisation des passations.

Les bilans de ces évaluations sont restitués aux parents d'élèves lors de rencontres individuelles.

Ces évaluations permettent d'avoir un regard global sur les compétences réussies par les élèves ou à travailler. Elles sont un repère pour notre travail, pour la différenciation et pour la constitution éventuelle de groupes de besoin.

D'autres évaluations nationales auront lieu en milieu d'année pour les élèves de CP.

Les résultats ont mis en évidence des difficultés plus importantes pour certains élèves en CE1 (en lecture principalement), d'où la mise en place du dispositif Maclé depuis 3 semaines pendant lesquelles tous les jours, tous les élèves de CE1 sont répartis en petits groupes selon leur niveau pour travailler spécifiquement certaines compétences de façon massée.

Un bilan sera fait la semaine prochaine.

IV. Coopérative :

M. Foissy est le mandataire pour cette année scolaire :

Bilan de l'année 2022-2023 : 5983 euros de dépenses (école et cinéma, abonnements livres, transports, sorties, matériel divers), 3963 euros en entrées (coop de début d'année, photos de classe, tombola).

La tombola organisée par les représentant de parents d'élèves l'an dernier a permis de récolter 680 euros, ce qui a contribué à financer les différentes sorties.

Un rappel sera fait aux familles prochainement avec ce compte-rendu :

La participation à la coopérative est facultative et les contributions peuvent se faire tout au long de l'année scolaire.

Elle permet de contribuer au financement des différents projets sur l'année (abonnement aux Incorruptibles ou à l'Ecole des loisirs, Ecole et cinéma, ...) et de financer des sorties.

L'équipe pédagogique sera vigilante pour préciser pour chaque sortie ou projet le coût de celui-ci.

Le financement des transports vers les lieux culturels ou sportifs de la ville (Silex, théâtre, Muséum, bibliothèque, AJA gym, Stade Nautique...) sera pris en charge par la Municipalité.

V. Projets communs

Le **Cross de l'école** a eu lieu le 10 octobre : les parents ont été invités à assister à la course qui a permis de réunir l'ensemble des classes de l'école. Cette journée était une grande réussite, tous les élèves ont joué le jeu. Les progrès des élèves étaient flagrants par rapport à l'an dernier, bravo à eux !

Comme l'an dernier, le **carnaval** réunira tous les élèves de l'école, il aura lieu cette année **le mardi 12 mars** et aura pour thème le sport.

Moment des parents :

Comme les années précédentes, des « moments des parents » seront proposés le soir après l'école, et ouvert à l'ensemble des parents d'élèves de l'école. Le premier rendez-vous de cette année se tiendra le 11 décembre et aura pour thème : « *Comment aider mon enfant à bien grandir ?* », et sera animé Mme Bonvalot, infirmière de la PMI.

VII. Autres Projets sur l'année

Mater :

L'artiste Patricia Lamouche est intervenue auprès de tous les élèves de maternelle (4 séances par élèves), leur permettant de réaliser des œuvres en grand format autour du thème « Faire la fête ».

Le vernissage de l'exposition se déroulera le jeudi 14 décembre, une invitation vous sera donnée prochainement.

Elem : 3 classes ont fait une sortie aux grottes d'Arcy, une classe à la base AB loisirs, ...



4 classes ont participé au projet « La fille du marinier » avec des intervenants venus répéter les chansons avec les élèves qui ont ensuite déambulé jusqu'à la Scène des Quais pour assister au concert des 2 artistes.

Les classes de CP-CE1 participeront cette année au programme Crocky'bouge : une infirmière et une diététicienne interviendront plusieurs fois dans l'année dans les classes pour sensibiliser les élèves au goût et favoriser une bonne alimentation. Les parents seront invités à participer à ce projet sur plusieurs séances.

D'autres projets propres à chaque cycle ou à chaque classe sont programmés : Ecole et Cinéma, Silex, Skénéteau, Théâtre, Conservatoire, Bibliothèque, Microfolie, interventions EPS...

Anniversaires :

Cette année, comme peuvent le faire les élèves de maternelle, les élèves d'élémentaire seront invités à confectionner un gâteau le mois de leur anniversaire afin de le fêter avec leurs camarades de la classe. Les ingrédients et boissons seront financés par la coopérative scolaire.

VIII. Election de délégués en élémentaire :

Comme l'an dernier, des délégués de classe ont été élus pour représenter leur classe lors de conseil des délégués.

Cette année, les élèves de CE1, CM1 et CM2 ont voté pour élire, parmi les élèves de CM1, leur représentant au Conseil Municipal des enfants. Pour notre école, ce sont Narcisse et Cédrica qui représenteront l'école pour 2 ans ; Narcisse a en plus été élu adjoint. Ils participeront régulièrement au Conseil Municipal des Enfants et à différentes manifestations proposées par la ville.

IX. Horaires

La réflexion pour un changement d'horaire est venue d'un constat : les élèves de maternelle quittaient l'école à 11h55 et reprenaient l'après-midi à 13h55. Cet horaire n'est pas adapté au rythme des enfants, qui avaient beaucoup de mal à se reposer ou s'endormir l'après-midi, alors que ce temps de repos est indispensable pour leur santé et leur bien-être.

De plus, l'endormissement tardif des élèves avait pour conséquence de laisser moins de temps pour les apprentissages l'après-midi, alors que c'est un moment où les élèves sont le plus propices à apprendre en maternelle (après le temps de repos).

Après échange avec les différents personnels concernés (enseignants de maternelle, d'élémentaire, ATSEM, périscolaire, parents), voici les horaires sont proposés:

maternelle:

8h40 (Accueil 8h30)-11h40

13h40 (Accueil 13h30)-16h40

élémentaire:

8h25 (Accueil 8h15)-11h50

13h50 (Accueil 13h40)-16h25

L'ensemble des membres du Conseil d'école est appelé à se prononcer et vote pour ces nouveaux horaires à l'unanimité.

Ces horaires devront être votés ensuite par le Conseil Municipal puis validés par le Conseil départemental de l'éducation Nationale avant d'être appliqués.

X. Evaluation de l'école

L'école des Rosoirs a été désignée cette année pour une « évaluation d'école ».

Celle-ci se déroule en plusieurs étapes :

1. questionnaire envoyé aux parents, 90 réponses donc bon taux de réponses

Le résultat à ce questionnaire est présenté aux membres du Conseil d'école, il sera ajouté en pj au compte-rendu de ce Conseil d'école.

2. Evaluation interne

4 domaines ont été travaillés en évaluation interne dans différents groupes de travail pour lesquels les différents partenaires de l'école ont été invités à participer:

- Les apprentissages et les parcours des élèves, l'enseignement
- La vie et le bien-être de l'élève, le climat scolaire
- Les acteurs, la stratégie et le fonctionnement de l'école
- L'école dans son environnement institutionnel et partenarial



Une synthèse a été rédigée à l'issue de cette évaluation interne.

3. évaluation externe

Celle-ci aura lieu les 27 et 28 novembre prochain.

Quatre personnes extérieures à l'école viendront pour assister à des séances en classe et réaliser des entretiens avec les différents partenaires de l'école.

Une synthèse sera rédigée à l'issue de cette évaluation d'école et sera présentée aux différents partenaires.

XI. Future école

M. Foissy rappelle le calendrier :

- une première visite de l'emplacement des futurs locaux au mois d'octobre ou novembre 2022 puis plus aucune nouvelle, malgré différentes relances auprès de la Mairie et lors des différents Conseils d'école
- une présentation de premiers plans par les architectes le 7 juillet 2023 et une demande de retours éventuels de la part de l'équipe enseignante la semaine suivante...

L'équipe pédagogique a été très choquée de cette façon de faire : on ne peut pas parler de « concertation » lorsque l'on fait une présentation le jour des vacances scolaires !!

Malgré cela, M. Foissy remercie vivement son équipe qui a joué le jeu et fait part d'un grand nombre de remarques qui ont pu être remontées aux architectes.

- une réunion de présentation à toute l'équipe a été proposée le mardi 5 septembre

L'équipe enseignante a beaucoup insisté sur certains points, principalement la taille des classes, afin d'avoir des classes de 60 m², comme ce qui est préconisé par les différents guides du bâti scolaire du Ministère de l'éducation nationale, alors que les salles de classe proposées variaient entre 48 et 52 m²...

- D'autres plans ont ensuite été proposés, tenant compte en partie des demandes formulées par les enseignants, notamment sur la taille des classes (aujourd'hui entre 58 et 60 m²).

Mme Dufour met en avant le fait que la salle du dispositif Ulis est la seule dans un couloir, alors que toutes les autres classes sont dans l'autre bâtiment. Ce n'est pas un bon signe pour l'inclusion scolaire.

De plus, cela va certainement compliquer les allers et venues des élèves entre leur classe d'inclusion et le dispositif ULIS.

Une autre réunion a eu lieu pour réfléchir et faire des propositions sur l'extérieur.

En effet, l'équipe pédagogique est très inquiète sur ce point. L'école élémentaire actuelle dispose de 3 cours distinctes, auxquelles on ajoute une mare, un verger, un gymnase, ... autant d'espaces qui permettent de répartir les élèves dans différents espaces alors qu'il n'y aura qu'une seule grande cour dans la future école.

Des propositions ont pu être faites par l'équipe, mais nous n'avons pas encore eu de retour à ce jour.

Au vu des délais très courts, nous n'avons pas pu prévenir ou informer les représentants de parents d'élèves.

Une réunion de présentation de la future école et d'information sera proposée à l'ensemble des parents **le jeudi 7 décembre** en fin d'après-midi, une invitation sera envoyée prochainement.

L'équipe pédagogique et les représentants de parents d'élèves s'inquiètent également par rapport aux abords de l'école. En effet, l'accès et le stationnement est difficile actuellement, rue de la Tour d'Auvergne, devant l'école maternelle alors qu'il n'y a qu'une école. Cette question devra être étudiée afin de trouver une solution lorsque les deux écoles seront regroupées et le nombre d'élèves plus que doublé.

M. Foissy espère que les parents ou leurs représentants pourront être associés à cette réflexion.

De plus, l'équipe pédagogique se pose également la question du stationnement pour leurs véhicules. Ils demandent également à ce qu'un abri-vélo soit prévu, pour le personnel, comme pour les enfants, afin d'inciter les élèves et familles à se déplacer à vélo.

XII. Questions diverses

M. Foissy demande à ce qu'une des places de stationnement dans le virage devant l'école soit retirée. Elle gêne beaucoup le passage des bus.

Une photo de la place en question sera envoyée à M. Marmagne pour qu'il puisse faire remonter la demande.

Sans autres questions diverses, la séance est levée à 19h10.



PROJET DE DELIBERATION

N°2023-173

OBJET : Carte scolaire - Adoption

Rapporteur : Bruno MARMAGNE

Le conseil municipal est compétent pour la création et l'implantation des écoles et classes élémentaires et maternelles d'enseignement public au titre des dispositions des articles L.2121-30 du Code général des collectivités territoriales et L.212-1 du Code de l'éducation.

Dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), l'agence nationale pour le renouvellement urbain (ANRU) demande à la collectivité une modification de la carte scolaire sur le secteur Sainte-Geneviève avec pour objectif d'ouvrir cette école à d'autres publics et ainsi favoriser la mixité.

La carte scolaire est un système d'affectation des élèves dans une école selon le secteur géographique où ces élèves sont domiciliés. Les communes définissent la carte scolaire pour les élèves du 1er degré par délibération du conseil municipal.

Ainsi pour chaque inscription scolaire (compétence de la commune pour les écoles publiques du 1er degré), l'école du secteur est affectée en fonction de la domiciliation de l'élève.

Les objectifs de la carte scolaire sont :

- D'équilibrer les effectifs dans les écoles d'un territoire
- De tendre vers une mixité sociale

Par ailleurs, la collectivité a engagé un travail important d'amélioration des conditions d'accueil des enfants.

La ville d'Auxerre connaissant une forte baisse des effectifs scolaires (-500 élèves en 10 ans) la recherche d'amélioration des conditions d'accueil doit passer par une optimisation des bâtiments scolaires.

La nouvelle carte scolaire propose ainsi de répondre à ces deux objectifs de la façon suivante :

- Transfert d'une partie des enfants du secteur des Brichères dans les écoles de Sainte Geneviève
- Fusion des écoles maternelles des Brichères et Matisse au sein de l'école Matisse
- Transfert d'une partie des élèves du secteur de Matisse à l'école Jean Zay

Cette nouvelle organisation aura pour conséquence le regroupement des écoles des Brichères et Henri Matisse sur un site unique implanté dans l'école Henri Matisse à la fin de l'année scolaire 2023-2024.

Elle a été présentée au directeur académique le 20 septembre 2023

Les secteurs redéfinis sont joints en annexe.



Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De valider la nouvelle carte scolaire pour une mise en œuvre à compter de la rentrée scolaire 2024-2025,
- D'acter la fusion des écoles maternelles des Brichères et Matisse au sein de l'école Matisse à la fin de l'année scolaire 2023-2024,
- De dire que le regroupement des écoles des Brichères et Henri Matisse se fera sur le site unique implanté dans l'école Henri Matisse à la fin de l'année scolaire 2023-2024,
- D'abroger la délibération n°2023-134 du conseil municipal en date du 16 novembre 2023 portant sur la modification de la carte scolaire.



Voie	Secteur	Commune
Allée Berlioz	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Allée Calvin	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Allée Corneille	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Allée de Argentine	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Allée de la Bahia	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Allée de Sévigné	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Allée des Acacias	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Allée des Monts Blancs	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Allée Descartes	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Allée du Perthuis	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Allée Gounod	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Allée Jean-Jacques Laubry	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Allée la Fontaine	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Allée Meunier	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Allée Molière	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Allée Mozart	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Allée Pascal	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Allée Paul Berthier	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Allée Paul Dukas	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Allée Racine	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Allée Surcouf	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Allée Vincent D'Indy	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Ave Mal de Lattre de Tassigny	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Avenue de la Puisaye	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Avenue de St-Georges (Impaire de 1 à 85)	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Avenue de St-Georges (paire de 2 à 66)	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Avenue des Brichères	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Avenue du Docteur Calmette	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Avenue Foch	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Avenue Hoche	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Avenue Joffre (impaire de 1 à 33)	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Avenue Pasteur	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Avenue Pierre Larousse	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Avenue Victor Hugo	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Boulevard du Onze Novembre	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Boulevard Lyautey (impair de 1 à 41)	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Boulevard Lyautey (pair de 2 à 42)	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Chemin des Brichères	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Chemin des Gevrinnes	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Chemin du Carré Pâtissier	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Impasse Bobillot	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Impasse des Boussicats	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Impasse Résidence Clos de Saint Georges	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Passage Maurice Ravel	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Place Bel Air	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Place de la Gare St-Amâtre	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE



Place de L'Arquebuse	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Place Fernand Clas	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Route de Toucy	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Adolphe Guillon	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Auguste Michelin	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Basse Moquette	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Baudin	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Bobillot	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Carnot	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Charles Trenet	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Claude Debussy	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Colette	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue de Champlys	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue de la Faiencerie	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue de la Laïcité	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue de l'Ecole Normale	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue des Béquillys	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue des Bleuets	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue des Boussicats	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue des Capucines	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue des Cassoirs	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue des Charmilles	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue des Charrons	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue des Chats Minous	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue des Liserons	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue des Mésanges (impaire du 1 au 15)	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue des Mésanges (paire du 2 au 22)	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue des Moreaux	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue des Pervenches	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue des Violettes	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue du Carré Pâtissier	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue du Docteur Roux	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue du Quatorze Juillet	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue du Stand	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue du Vingt-Quatre Août	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Dunand	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Eugène Hatin	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Georges Brassens	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Gustave Defrance	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Haute Moquette	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Jean Bart	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Jean Michel Dosnon	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Jean-Michel Rénaitour	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Jules Massot	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Jules Renard	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Léo Ferré	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Louis Braille	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE



Rue Pierre Et Marie Curie	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Poincaré	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Rampont	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Romain Rolland	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Rouget de l'Isle	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Rougier de la Bergerie	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Serge Gainsbourg	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Ste Geneviève	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Théodore de Bèze	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Rue Viellard	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE
Voie Montgolfier	SECTEUR DES BOUSSICATS	AUXERRE



Voie	ancien secteur	Commune
Allée Berlioz	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Allée Corneille	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Allée Calvin	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Allée de Argentine	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Allée de la Bahia	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Allée de Sévigné	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Allée des Acacias	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Allée des Monts Blancs	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Allée Descartes	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Allée du Perthuis	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Allée Gounod	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Allée Jean-Jacques Laubry	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Allée la Fontaine	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Allée Meunier	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Allée Molière	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Allée Mozart	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Allée Pascal	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Allée Paul Berthier	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Allée Paul Dukas	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Allée Racine	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Allée Surcouf	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Allée Vincent D'Indy	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Ave Mal de Lattre de Tassigny	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Avenue de la Puisaye	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Avenue de St-Georges (Impaire de 1 à 85)	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Avenue de St-Georges (paire de 2 à 66)	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Avenue des Brichères	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Avenue du Docteur Calmette	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Avenue Foch	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Avenue Hoche	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Avenue Joffre (impaire 1 à 33)	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Avenue Pasteur	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Avenue Pierre Larousse	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Avenue Victor Hugo	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Boulevard du Onze Novembre	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Boulevard Lyautey (impair de 1 à 41)	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Boulevard Lyautey (pair de 2 à 42)	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Chemin des Brichères	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Chemin des Gevrinnes	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Chemin du Carré Pâtissier	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Impasse Bobillot	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Impasse des Boussicats	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Impasse Résidence Clos de Saint Georges	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Passage Maurice Ravel	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Place Bel Air	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Place de la Gare St-Amâtre	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Place de L'Arquebuse	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Place Fernand Clas	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Route de Toucy	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue Adolphe Guillon	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue Auguste Michelin	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE



Rue Basse Moquette	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue Baudin	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue Bobillot	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue Carnot	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue Charles Trenet	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Rue Claude Debussy	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue Colette	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue de Champlys	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue de la Faïencerie	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue de la Laïcité	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue de l'Ecole Normale	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue des Béquillys	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Rue des Bleuets	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue des Boussicats	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue des Capucines	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Rue des Cassoirs	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Rue des Charmilles	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue des Charrons	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Rue des Chats Minous	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue des Liserons	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue des Mésanges (impaire du 1 au 15)	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Rue des Mésanges (paire du 2 au 22)	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	
Rue des Moreaux	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue des Pervenches	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue des Violettes	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Rue du Carré Pâtissier	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Rue du Docteur Roux	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Rue du Quatorze Juillet	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue du Stand	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue du Vingt-Quatre Août	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue Dunand	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue Eugène Hatin	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue Georges Brassens	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Rue Gustave Defrance	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue Haute Moquette	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue Jean Bart	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue Jean Michel Dosnon	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Rue Jean-Michel Renaitour	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Rue Jules Massot	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue Jules Renard	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Rue Léo Ferré	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Rue Louis Braille	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Rue Pierre Et Marie Curie	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue Poincaré	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Rue Rampont	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue Romain Rolland	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Rue Rouget de L'Isle	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Rue Rougier de la Bergerie	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue Serge Gainsbourg	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Rue Ste Geneviève	SECTEUR DES BOUSSICATS - BRICHERES	AUXERRE
Rue Théodore de Bèze	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE
Rue Viellard	SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE	AUXERRE



Voie Montgolfier

SECTEUR DES BOUSSICATS - MATISSE

AUXERRE



PROJET DE DELIBERATION**N°2023-174****OBJET : Défense Extérieure Contre l'Incendie – Groupement de commandes 2024-2027****Rapporteur : Sébastien DOLOZILEK**

Les articles L2113-6 et suivants du Code de la commande publique prévoient que des groupements de commandes peuvent être constitués entre des acheteurs afin de passer conjointement un ou plusieurs marchés.

La convention constitutive du groupement, signée par ses membres, en définit les règles de fonctionnement.

La Ville d'Auxerre et les collectivités d'Appoigny ; Augy ; Bleigny-le-Carreau ; Branches ; Champs-sur-Yonne ; Charbuy, Chitry ; Coulanges-la-Vineuse ; Escamps, Escolives Ste Camille ; Gurgy ; Gy-l'Evêque ; Irancy ; Jussy ; Lindry ; Monéteau ; Montigny-la-Resle ; Perrigny ; Quenne ; Saint-Bris-le-Vineux ; Saint-Georges-sur-Baulche ; Vallan ; Venoy ; Villefargeau ; Villeneuve-Saint-Salves ; Vincelles ; Vincelottes ont des besoins communs en matière d'entretien et de mesures des Points d'Eau d'Incendie.

Ces entités conduisant une démarche visant à optimiser l'achat public et à augmenter les économies d'échelle, il est proposé de créer un groupement de commandes pour la passation d'un marché de la Ville d'Auxerre pour les années 2024 à 2027.

Cela permettrait en effet de n'avoir à effectuer qu'une seule procédure de mise en concurrence pour des prestations similaires.

La Ville d'Auxerre est désignée coordonnateur du groupement dont les modalités de fonctionnement, notamment en matière de passation et d'exécution du marché, sont définies dans la convention jointe en annexe.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser le Maire à signer la convention relative au groupement de commande, entre les collectivités suivantes : Appoigny ; Augy ; Bleigny-le-Carreau ; Branches ; Champs-sur-Yonne ; Charbuy, Chitry ; Coulanges-la-Vineuse ; Escamps, Escolives Ste Camille ; Gurgy ; Gy-l'Evêque ; Irancy ; Jussy ; Lindry ; Monéteau ; Montigny-la-Resle ; Perrigny ; Quenne ; Saint-Bris-le-Vineux ; Saint-Georges-sur-Baulche ; Vallan ; Venoy ; Villefargeau ; Villeneuve-Saint-Salves ; Vincelles ; Vincelottes et la Ville d'Auxerre, pour la Défense Extérieure Contre l'Incendie pour les années 2024 à 2027 ainsi que tous les actes à intervenir pour l'exécution de la présente délibération.



AUXERRE

Convention de groupement entre la Ville d'Auxerre et les communes intéressées de l'agglomération de l'auxerrois

Accord-cadre à bons de commande pour la Défense Extérieure Contre l'Incendie

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La ville d'Auxerre, représentée par son Maire, Monsieur Crescent Marault
Ci-après dénommée « La Ville d'Auxerre »

D'une part,

ET

Les communes intéressées suivantes : Appoigny ; Augy ; Bleigny-le-Carreau ; Branches ; Champs-sur-Yonne ; Chevannes ; Charbuy, Chitry ; Coulanges-la-Vineuse ; Escamps, Gy l'Evêque ; Irancy ; Jussy ; Lindry ; Monéteau ; Montigny-la-Resle ; Perrigny ; Quenne ; Saint-Bris-le-Vineux ; Saint-Georges-sur-Baulche ; Vallan ; Venoy ; Villefargeau ; Villeneuve-Saint-Salves ; Vincelles ; Vincelottes,
représentées par leurs Maires respectifs,
Ci-après dénommées « Les communes intéressées »

D'autre part,

Ci-après dénommées ensemble « Les membres du groupement ».

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : MEMBRES DU GROUPEMENT

Il est constitué, conformément à l'article L2113-6 du code de la commande publique, un groupement de commandes entre la Ville d'Auxerre et les communes intéressées de la communauté d'agglomération de l'auxerrois.

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante.



ARTICLE 2 : OBJET DU GROUPEMENT

Le présent groupement de commandes a pour objet la gestion des points d'eau d'incendie (PEI), comprenant notamment les prestations suivantes : contrôles périodiques ; réparations ; remplacements ; mesures ; étude de la couverture existante ; mise en place et suivi d'un SIG dédié.

L'opération fera l'objet d'une procédure d'accord-cadre à bons de commande en application des articles L2113-1, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Cet accord-cadre sera conclu pour une période allant du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024. Il pourra être reconduit 3 fois tacitement pour une période d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2027. Cet accord-cadre sera de type mono-attributaire avec exécution par bons de commande.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

3.1 Désignation du coordonnateur et rémunération

La Ville d'Auxerre est désignée comme coordonnateur du groupement de commandes. Le coordonnateur assure les missions décrites ci-après à titre gratuit vis-à-vis des autres membres du groupement et prend à sa charge les frais de fonctionnement du groupement.

3.2 Répartition des missions

3.2.1 Missions du coordonnateur : préparation, passation, contrôle d'exécution du contrat

- Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation à mettre en place dans le respect du code de la commande publique ;
- Recenser les besoins des membres du groupement ;
- Élaborer les documents de la consultation ;
- Définir les critères qui serviront au jugement des candidatures et des offres ;
- Rédiger l'avis d'appel public à concurrence ;
- Procéder à la réception puis à l'analyse des candidatures et des offres ;
- Rédiger le rapport d'analyse ;
- Informer les candidats et les soumissionnaires des résultats de la mise en concurrence ;
- Signer et notifier le contrat au candidat retenu ;
- Centraliser les bons de commande des membres du groupement et contrôler leurs montants ;
- Résilier le contrat conformément à ses stipulations.

3.2.2 Missions des membres du groupement : préparation et exécution du contrat

Au stade de la préparation :

- Communiquer au coordonnateur leurs besoins préalablement au lancement de la procédure de consultation ;
- Transmettre au coordonnateur la délibération approuvant l'adhésion au présent groupement de commandes.



Au stade de l'exécution :

Chaque membre du groupement est autonome dans l'exécution de l'accord-cadre. À ce titre, les membres du groupement assureront les missions suivantes :

- Émettre les bons de commandes afférents à leurs équipements ;
- Liquider les factures ;
- Gérer la bonne exécution de l'accord-cadre ;
- Transmettre l'ensemble des bons de commande au coordonnateur dès leur émission afin de permettre un contrôle des montants minimum et maximum imposés par le contrat ;
- Assurer la bonne exécution des bons de commande et contrôler le service fait.

ARTICLE 5 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les membres du groupement et sera exécutoire après transmission au représentant de l'État. Elle reste en vigueur jusqu'à la fin du contrat, soit au 31 décembre 2027.

ARTICLE 6 : RÉSILIATION, MODIFICATION, ACTION EN JUSTICE

La présente convention pourra être résiliée à tout moment sur décision à l'unanimité des membres du groupement.

En cas de résiliation du contrat, le montant de l'indemnisation éventuelle sera divisé par le nombre de membres, pondéré par le poids relatif de chacun d'entre eux dans le contrat.

Le coordonnateur a le pouvoir d'ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement. En cas de litige relatif à la présente convention, la juridiction compétente est le Tribunal administratif de Dijon, sis 22 rue d'Assas – 21000 Dijon.

Est acceptée la présente convention de groupement.

À Auxerre, le

Pour la Ville d'Auxerre,

Le Maire,

Crescent Marault

Pour les communes membres,

Le Maire d'Appoigny,

Le Maire d'Augy,

Magloire Siopathis

Nicolas Briolland



Le Maire de Bleigny-le-Carreau

Frédéric Petit

La Maire de Branches,

Emilie Laforge

Le Maire de Champs-sur-Yonne,

Stéphane Antunes

Le Maire de Charbuy,

Gérard Delille

Le Maire de Chitry,

Christian Bouley

La Maire de Coulanges-la-Vineuse,

Odile Maltoff

Le Maire d'Escamps,

Yves Vecten

Le Maire d'Escolives Saine Camille,

Philippe Vantheemsche

Le Maire de Gurgy,

Jean Luc Liverneaux

Le Maire de Gy-l'Evêque,

Jean Luc Bretagne

Le Maire d'Irancy,

Stéphan Podor

Le Maire de Jussy,

Patrick Barbotin



Le Maire de Lindry,

Mickaël Taton

La Maire de Monéteau,

Arminda Guiblain

Le Maire de Montigny-la-Resle,

Dominique Torcol

Le Maire de Perrigny,

Emmanuel Chanut

Le Maire de Quenne,

Francis Heurley

Le Maire de Saint-Bris-le-Vineux,

Olivier Félix

La Maire de Saint-Georges-sur-Baulche,

Christiane Lepeyre

Le Maire de Vallan,

Bernard Riant

Le Maire de Venoy,

Christophe Bonnefond

Le Maire de Villefargeau,

Pascal Barberet

Le Maire de Villeneuve-Saint-Salves,

Lionel Mion



Le Maire de Vincelles,

Le Maire de Vincelottes,

Guido Romano

Michel Boubouleix



PROJET DE DELIBERATION**N°2023-175****OBJET : Recensement de la population – Dispositif 2024****Rapporteur : Patricia VOYE**

En application de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et de ses décrets d'application, le recensement de la population va entrer dans sa phase de mise en œuvre. La prochaine enquête se déroulera du jeudi 18 janvier 2024 à zéro heure au samedi 24 février 2024 à minuit.

Pour les communes de 10 000 habitants et plus, cette collecte se déroule par sondage auprès d'un échantillon d'adresses établi par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (I.N.S.E.E.) dans le Répertoire d'Immeubles Localisés (R.I.L.). Cet échantillon représente 8 % des logements répartis sur l'ensemble du territoire de la commune. Ainsi, la collecte permet de fournir chaque année des résultats sur la population et les logements.

Le recensement reste sous la responsabilité de l'État. La réalisation des enquêtes de recensement repose sur un partenariat étroit entre la commune et l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques.

La commune a pour rôle de préparer et de réaliser l'enquête de recensement. À ce titre elle doit :

- Autoriser le Maire par délibération à être responsable de l'enquête de recensement ;
- Nommer une correspondante R.I.L. en charge de la mise à jour et de l'expertise du Répertoire d'Immeubles Localisés. Il est proposé de désigner Madame Mélie VIDAL ;
- Nommer une coordonnatrice communale et trois coordonnateurs communaux adjoints. Il est proposé de désigner respectivement Mesdames Eve JUNGERS, Annie MERLAN et Monsieur Jérôme BARBERIS ;
- Recruter des agents recenseurs. Il est proposé de désigner après appel à candidatures internes et externes dix agents recenseurs. Ils seront rémunérés sur la base de 5,75 € bruts par feuille de logement ainsi qu'une somme forfaitaire de 70,00 € bruts pour la tournée de reconnaissance. Ils seront défrayés pour les déplacements. Chaque heure de formation obligatoire et de rencontre hebdomadaire avec la coordonnatrice des opérations, et / ou avec les coordonnateurs adjoints, sera rémunérée au taux du SMIC en vigueur au 1er janvier de l'année N-1, augmenté de 1/10 pour les congés payés soit 12,89 € bruts ;
- Mettre à disposition des locaux et des matériels téléphoniques et informatiques pour le stockage, le dépouillement des bulletins, l'enregistrement des résultats.

Le rôle de l'I.N.S.E.E. est d'organiser et de contrôler la collecte des informations. Pour cela :

- il fournit les imprimés ;



- il dispense la formation aux enquêteurs à raison de deux demi-journées.

Par ailleurs, l'I.N.S.E.E. attribue une dotation forfaitaire de recensement (DFR). Celle-ci est calculée en fonction des populations légales en vigueur au 1er janvier 2023, du nombre de logements publié sur le site internet de l'I.N.S.E.E. (actualisé au mois de juillet 2023) et d'un taux de réponse internet fixé par arrêté.

Le montant global de la dotation pour l'enquête de recensement 2024 sera de 6 794 € (pour mémoire, la dotation pour la collecte 2023 était de 6 721 €).

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- de prendre acte du dispositif de recensement de la population auxerroise ;
- de charger le Maire de la préparation et de la réalisation de l'enquête de recensement ;
- de nommer Madame Mélie VIDAL, correspondante R.I.L., Madame Eve JUNGERS, coordonnatrice communale et Madame Annie MERLAN et Monsieur Jérôme BARBERIS coordonnateurs communaux adjoints ;
- de recruter dix agents recenseurs pour la période de collecte du jeudi 18 janvier 2024 au samedi 24 février 2024, pour les deux demi-journées de formation dispensées au préalable et pour la tournée de reconnaissance, également effectuée au préalable ;
- de mettre à disposition des locaux, des matériels téléphoniques et informatiques pour le stockage, le dépouillement des bulletins et l'enregistrement des résultats.



PROJET DE DELIBERATION**N°2023-176****OBJET : Ressources humaines - Rapport social unique 2022****Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD**

L'article 5 de la loi du 6 août 2019 de Transformation de la Fonction Publique a instauré l'obligation pour les collectivités locales d'élaborer un Rapport Social Unique (RSU – ancien Bilan Social). Ce rapport doit être réalisé chaque année.

Le rapport social unique a pour objectif d'aider à la décision et au pilotage des ressources humaines de la collectivité.

Les données 2022 sont globalement assez identiques à celles de l'année précédente, la Ville n'ayant pas connu de modification importante affectant le personnel.

La Ville d'Auxerre compte 401 agents permanents au 31/12/2022, soit une baisse par rapport à 2021 (418 agents permanents présents au 31/12/2021).

La part des fonctionnaires se réduit avec 349 agents au 31/12/2022 contre 372 en 2021, tandis que celle des contractuels s'accroît (46 en 2021, 52 en 2022).

La répartition par catégorie est assez stable depuis 2019, les agents de catégorie A constituent 14% de l'effectif, ceux de la catégorie B 19 %, les 67 % restants sont en catégorie C.

Les agents sont répartis dans toutes les filières. Les plus nombreux se trouvent en filière technique (29%) puis viennent la filière culturelle (21%), administrative (18%), médico-sociale (14%), animation (12%) et sport et police (2%).

Le taux de féminisation est stable également puisque les femmes constituent 71 % de l'effectif.

L'âge moyen des agents progresse légèrement, il est en 2022 de 49 ans contre 48 ans en 2021.

Concernant le temps de travail, 16 % des fonctionnaires et 27% des contractuels sont à temps non complet. 9 % des fonctionnaires et 11% des contractuels travaillent à temps partiel. Ces derniers n'étaient que 6 % en 2021.

Les mouvements en 2022 ont été les plus importants depuis 2019. 48 agents ont intégré la Ville d'Auxerre (contre 26 en 2021), tandis que 41 (34 en 2021) l'ont quittée.

En termes d'évolution de carrière, les données relatives aux avancements de grade, promotions, nominations suite réussite à concours ou examen sont stables.

La part du régime indemnitaire dans la rémunération annuelle brute a progressé en 2022 puisqu'elle représente 17.64 % en 2022 contre 15.77 % en 2021.



L'absentéisme pour raisons de santé des fonctionnaires est de 38 jours en 2022, il était de 41.4 jours en 2021. Tous agents permanents confondus, le taux d'absentéisme médical est de 9.42%, soit un taux inférieur à celui de 2021 (10.38%).

Le taux d'absentéisme global est de 10.51 %, inférieur à celui de 2021(11.09%).

35 accidents de travail ont été déclarés en 2022 (34 en 2021).

En matière de formation, 28.2% des agents permanents ont suivi une formation en 2022, soit un taux plus élevé qu'en 2021 (22%). Le nombre moyen de jours de formation par agent permanent est de 0.9 contre 1 jour en 2021.

Comme prévu par le décret, le rapport social unique 2022 de la Ville d'Auxerre a été présenté au Comité social territorial qui l'a examiné le 27 novembre 2023.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De prendre acte du Rapport Social Unique 2022 joint en annexe





SYNTHÈSE DU RAPPORT SOCIAL UNIQUE 2022



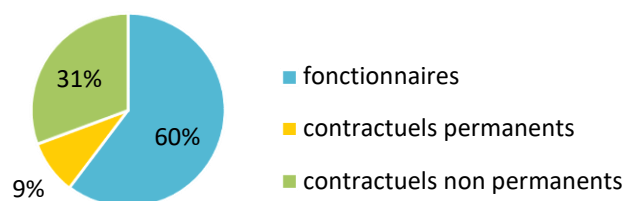
COMMUNE D'AUXERRE

Cette synthèse du Rapport sur l'État de la Collectivité reprend les principaux indicateurs du Rapport Social Unique au 31 décembre 2022. Elle a été réalisée via l'application www.bs.donnees-sociales des Centres de Gestion par extraction des données 2022 transmises en 2023 par la collectivité au Centre de Gestion de l'Yonne.

Effectifs

➔ 578 agents employés par la collectivité au 31 décembre 2022

- > 349 fonctionnaires
- > 52 contractuels permanents
- > 177 contractuels non permanents



➔ 21 % des contractuels permanents en CDI

➔ Précisions emplois non permanents

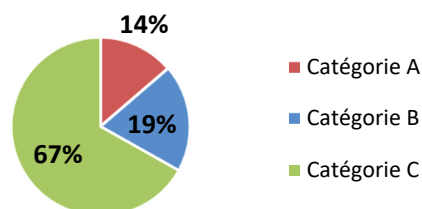
- ⇒ Aucun contractuel non permanent recruté dans le cadre d'un emploi aidé
- ⇒ 87 % des contractuels non permanents recrutés comme saisonniers ou occasionnels
- ⇒ Personnel temporaire intervenu en 2022 : aucun agent du Centre de Gestion et aucun intérimaire

Caractéristiques des agents permanents

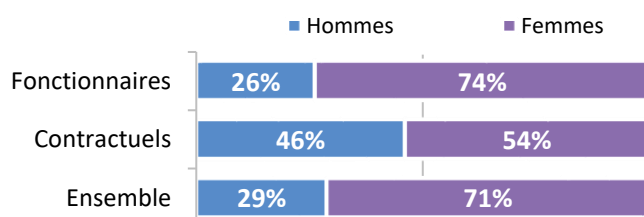
➔ Répartition par filière et par statut

Filière	Titulaire	Contractuel	Tous
Administrative	19%	10%	18%
Technique	33%	6%	29%
Culturelle	18%	42%	21%
Sportive	1%	13%	2%
Médico-sociale	13%	25%	14%
Police	3%		2%
Incendie			
Animation	13%	4%	12%
Total	100%	100%	100%

➔ Répartition des agents par catégorie



➔ Répartition par genre et par statut



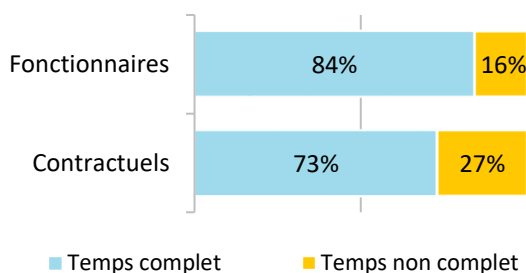
➔ Les principaux cadres d'emplois

Cadres d'emplois	% d'agents
Adjoints techniques	26%
Adjoints administratifs	13%
Adjoints d'animation	10%
ATSEM	8%
Assistants d'enseignement artistique	7%

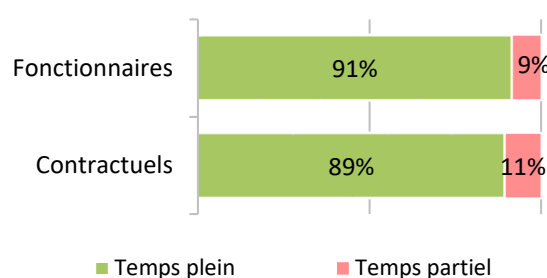


Temps de travail des agents permanents

➔ Répartition des agents à temps complet ou non complet



➔ Répartition des agents à temps plein ou à temps partiel



➔ Les 3 filières les plus concernées par le temps non complet

Filière	Fonctionnaires	Contractuels
Technique	29%	0%
Animation	17%	0%
Culturelle	16%	64%

➔ Part des agents permanents à temps partiel selon le genre

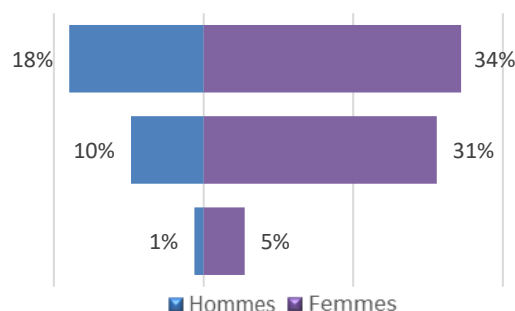
2% des hommes à temps partiel
12% des femmes à temps partiel

Pyramide des âges

➔ En moyenne, les agents de la collectivité ont 49 ans

Âge moyen* des agents permanents		
Fonctionnaires	49,85	de 50 ans et +
Contractuels permanents	40,77	
Ensemble des permanents	48,67	de 30 à 49 ans
Âge moyen* des agents non permanent		
Contractuels non permanents	43,69	de - de 30 ans

Pyramide des âges des agents sur emploi permanent



* L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge

Équivalent temps plein rémunéré

➔ 714,97 agents en Equivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR) sur l'année 2022

- > 344,95 fonctionnaires
- > 36,02 contractuels permanents
- > 334,00 contractuels non permanents

1 301 245 heures travaillées rémunérées en 2022

Répartition des ETPR permanents par catégorie

Catégorie A	50,32 ETPR
Catégorie B	69,15 ETPR
Catégorie C	261,50 ETPR

Positions particulières

> 31 agents en disponibilité

- > Un agent détaché au sein de la collectivité
- > 5 agents détachés dans une autre structure
- > 3 agents dans d'autres situations (disponibilité d'office, congés spécial et hors cadre)



Mouvements

➔ En 2022, 48 arrivées d'agents permanents et 41 départs

1 contractuel permanent nommé stagiaire

Emplois permanents rémunérés

Effectif physique théorique au 31/12/2021 ¹	Effectif physique au 31/12/2022
394 agents	401 agents

¹ cf. page 7

Variation des effectifs*

entre le 1er janvier et le 31 décembre 2022

Fonctionnaires	↘	-1,1%
Contractuels	↗	26,8%
Ensemble	↗	1,8%

➔ Principales causes de départ d'agents permanents

Départ à la retraite	29%
Fin de contrats remplaçants	27%
Mutation	17%
Démission	12%
Décès	5%

➔ Principaux modes d'arrivée d'agents permanents

Arrivées de contractuels	52%
Recrutement direct	38%
Réintégration et retour	8%
Voie de concours, sélection professionnelle	2%

* Variation des effectifs :

(effectif physique rémunéré au 31/12/2022 - effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2021) /

(Effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2021)

Évolution professionnelle

➔ Aucun bénéficiaire d'une promotion interne sans examen professionnel

➔ 1 lauréat d'un examen professionnel nommé

Aucune nomination concerne des femmes

➔ Aucun lauréat d'un concours d'agents déjà fonctionnaires dans la collectivité

➔ 29 agents ont bénéficié d'un accompagnement par un conseiller en évolution professionnelle

➔ 250 avancements d'échelon et 27 avancements de grade

dont 69,0 % femmes
dont 93,1 % de catégorie C

Sanctions disciplinaires

➔ Une sanction disciplinaire prononcée en 2022

Nombre de sanctions prononcées concernant les fonctionnaires en 2022

	Hommes	Femmes
Sanctions 1 ^{er} groupe	0	0
Sanctions 2 ^{ème} groupe	0	0
Sanctions 3 ^{ème} groupe	0	0
Sanctions 4 ^{ème} groupe	1	0

Aucune sanction prononcée à l'encontre de fonctionnaires stagiaires

Aucune sanction prononcée à l'encontre d'agents contractuels

➔ Motif de la sanction prononcée (fonctionnaires et contractuels en 2022)

Autres

100%



Budget et rémunérations

➔ Les charges de personnel représentent 46,67 % des dépenses de fonctionnement

Budget de fonctionnement*	41 989 570 €	Charges de personnel*	19 594 682 €	➔	Soit 46,67 % des dépenses de fonctionnement
<i>* Montant global</i>					

Rémunérations annuelles brutes - emploi permanent :	11 086 320 €	Rémunérations des agents sur emploi non permanent :	
Primes et indemnités versées :	1 955 940 €		
Heures supplémentaires et/ou complémentaires :	113 766 €		1 708 018 €
Nouvelle Bonification Indiciaire :	100 499 €		
Supplément familial de traitement :	80 842 €		
Indemnité de résidence :	0 €		
Complément de traitement indiciaire (CTI)	0 €		

➔ Rémunération moyenne par équivalent temps plein rémunéré des agents permanents

	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C	
	Titulaire	Contractuel	Titulaire	Contractuel	Titulaire	Contractuel
Administrative	46 537 €	44 405 €	33 444 €		26 545 €	
Technique	56 632 €		33 703 €	s	25 786 €	s
Culturelle	42 947 €	35 332 €	31 523 €	21 442 €	24 182 €	
Sportive		s	32 571 €	30 171 €		
México-sociale	41 103 €	59 560 €	26 675 €	22 729 €	25 080 €	
Police Incendie					35 496 €	
Animation			32 610 €	s	25 680 €	s
Toutes filières	43 919 €	47 546 €	31 354 €	24 065 €	26 080 €	s

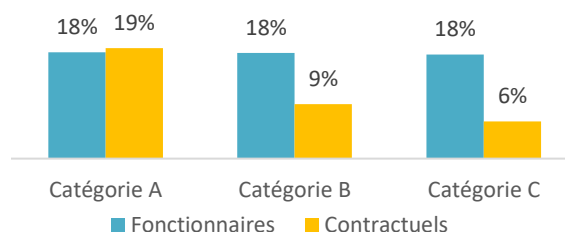
*s : secret statistique appliqué en dessous de 2 ETPR

➔ La part du régime indemnitaire sur les rémunérations annuelles brutes pour l'ensemble des agents permanents est de 17,64 %

Part du régime indemnitaire sur les rémunérations :

Fonctionnaires	18,05%
Contractuels sur emplois permanents	14,22%
Ensemble	17,64%

Part du régime indemnitaire sur les rémunérations par catégorie et par statut



- ⇒ Le RIFSEEP a été mis en place pour les fonctionnaires et pour les contractuels ainsi que le CIA
- ⇒ Les primes sont maintenues en cas de congé de maladie ordinaire

- ⇒ 2669,63 heures supplémentaires réalisées et rémunérées en 2022
- ⇒ 4473,56 heures complémentaires réalisées et rémunérées en 2022

- ⇒ En 2022, 2 allocataires ont bénéficié de l'indemnisation du chômage (anciens contractuels)

En 2022, 2 allocataires ont bénéficié de l'indemnisation du chômage (anciens fonctionnaires)



Absences

➔ En moyenne, 38 jours d'absence pour tout motif médical en 2022 par fonctionnaire

> En moyenne, 9,9 jours d'absence pour tout motif médical en 2022 par agent contractuel permanent

	Fonctionnaires	Contractuels permanents	Ensemble agents permanents	Contractuels non permanents
Taux d'absentéisme « compressible » (maladies ordinaires et accidents de travail)	5,56%	2,72%	5,19%	2,42%
Taux d'absentéisme médical (toutes absences pour motif médical)	10,42%	2,72%	9,42%	2,42%
Taux d'absentéisme global (toutes absences y compris maternité, paternité et autre)	11,61%	3,13%	10,51%	2,67%

Cf. p7 Précisions méthodologiques pour les groupes d'absences Taux d'absentéisme : nombre de jours d'absence / (nombre total d'agents x 365)

- ➔ Aucune journée de congés supplémentaires accordée au-delà des congés légaux (exemple : journée du maire)
- ➔ 32,8 % des agents permanents ayant été absents ont eu au moins un jour de carence prélevé
- ➔ La collectivité adhère à un contrat d'assurance groupe pour la gestion du risque maladie

Accidents du travail

➔ 35 accidents du travail déclarés au total en 2022

- > 6,1 accidents du travail pour 100 agents
- > En moyenne, 117 jours d'absence consécutifs par accident du travail

Handicap

Seules les collectivités de plus de 20 agents équivalent temps plein sont soumises à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés à hauteur de 6 % des effectifs.

25 travailleurs handicapés employés sur emploi permanent

- ⇒ 1 travailleur handicapé recruté sur emploi non permanent
- ⇒ 100 % sont fonctionnaires*
- ⇒ 88 % sont en catégorie C*
- ⇒ 7 860 € de dépenses réalisées couvrant partiellement l'obligation d'emploi

Prévention et risques professionnels

➔ **ASSISTANTS DE PRÉVENTION**
Aucun assistant de prévention désigné dans la collectivité
1 conseiller de prévention

➔ **FORMATION**
5 jours de formation liés à la prévention (habilitations et formations obligatoires)

Coût total des formations : 700 €
Coût par jour de formation : 140 €

➔ **DÉPENSES**
La collectivité a effectué des dépenses en faveur de la prévention, de la sécurité et de l'amélioration des conditions de travail

Total des dépenses : 72 746 €

➔ **DOCUMENT DE PRÉVENTION**
La collectivité dispose d'un document unique d'évaluation des risques professionnels

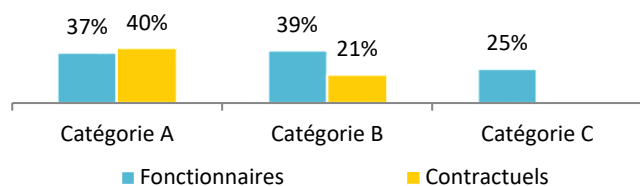
Dernière mise à jour : 2021



Formation

- ➔ En 2022, 28,2% des agents permanents ont suivi une formation d'au moins un jour

Pourcentage d'agents par catégorie et par statut ayant bénéficié d'au moins un jour de formation en 2022



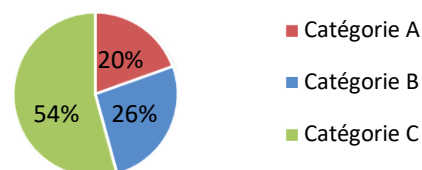
- ➔ 158 126 € ont été consacrés à la formation en 2022

Répartition des dépenses de formation

CNFPT	73 %
Autres organismes	27 %

- ➔ 363 jours de formation suivis par les agents sur emploi permanent en 2022

Répartition des jours de formation par catégorie hiérarchique



Nombre moyen de jours de formation par agent permanent :
> 0,9 jour par agent

Répartition des jours de formation par organisme

CNFPT	61%
Autres organismes	34%
Interne à la collectivité	5%

Action sociale et protection sociale complémentaire

- ➔ La collectivité participe à la complémentaire santé et aux contrats de prévoyance

Montants annuels	Santé	Prévoyance
Montant global des participations	33 812 €	17 196 €
Montant moyen par bénéficiaire	176 €	112 €

- ➔ L'action sociale de la collectivité

- Prestations servies directement par la collectivité
- Prestations servies par l'intermédiaire d'une association nationale

Relations sociales

- ➔ Jours de grève

62 jours de grève recensés en 2022

- ➔ Comité Technique Territorial

7 réunions en 2022 dans la collectivité



Commissions Consultatives Paritaires

1 réunion en 2022 dans la collectivité



Précisions méthodologiques

➔ 1 Formules de calcul - Effectif théorique au 31/12/2022

Pour les fonctionnaires :

Total de l'effectif physique rémunéré des fonctionnaires au 31/12/2022

- + Départs définitifs de titulaires ou de stagiaires
- + Départs temporaires non rémunérés
- Arrivées de titulaires ou de stagiaires
- Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Retours de titulaires stagiaires

Pour les contractuels permanents :

Total de l'effectif physique rémunéré des contractuels au 31/12/2022

- + Départs définitifs de contractuels
- + Départs temporaires non rémunérés
- + Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Arrivées de contractuels
- Retours de contractuels

Pour l'ensemble des agents permanents :

- Effectif théorique des fonctionnaires au 31/12/2022
- + Effectif théorique des contractuels permanents au 31/12/2022

➔ 2 Formules de calcul - Taux d'absentéisme

$$\frac{\text{Nombre de jours calendaires d'absence}}{\text{Nombre d'agents au 31/12/2022} \times 365} \times 100$$

Les journées d'absence sont décomptées en jours calendaires pour respecter les saisies réalisées dans les logiciels de paie

Note de lecture :

Si le taux d'absentéisme est de 8 %, cela signifie que pour 100 agents de la collectivité, un équivalent de 8 agents a été absent toute l'année.

3 « groupes d'absences »

1. Absences compressibles : Maladie ordinaire et accidents du travail	2. Absences médicales : Absences compressibles + longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie, maladie professionnelle	3. Absences Globales : Absences médicales + maternité, paternité adoption, autres raisons*
---	--	--

** Les absences pour "autres raisons" correspondent aux autorisations spéciales d'absences (motif familial, concours...)*

Ne sont pas comptabilisés les jours de formation et les absences pour motif syndical ou de représentation.

➔ En raison de certains arrondis, la somme des pourcentages peut ne pas être égale à 100 %

Réalisation

Cette fiche synthétique reprend les principaux indicateurs sociaux issus du Rapport Social Unique 2022. Les données utilisées sont extraites du Rapport sur l'État de la Collectivité 2022 transmis en 2022 par la collectivité. Ces données ont pour objectif de bénéficier d'une vue d'ensemble sur les effectifs de la collectivité.



L'outil automatisé permettant la réalisation de cette synthèse a été développé par le Comité Technique des Chargés d'études des Observatoires Régionaux des Centres de Gestion.

Date de publication : octobre 2023

Version 4



PROJET DE DELIBERATION

N°2023-177

OBJET : Ressources humaines - Actualisation des lignes directrices de gestion

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 dite de transformation de la Fonction Publique prévoit l'obligation pour toutes les collectivités territoriales de définir des lignes directrices de gestion.

L'élaboration de lignes directrices poursuit les objectifs suivants :

- Renouveler l'organisation du dialogue social en passant d'une approche individuelle à une approche plus collective ;
- Développer les leviers managériaux pour une action publique plus réactive et plus efficace ;
- Simplifier et garantir la transparence et l'équité du cadre de gestion des agents publics ;
- Favoriser la mobilité et accompagner les transitions professionnelles des agents publics dans la fonction publique et le secteur privé ;
- Renforcer l'égalité professionnelle dans la Fonction Publique.

Elles visent précisément à déterminer la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, notamment en matière de gestion prévisionnelle des emplois et compétences. Elles fixent des orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels. Elles favorisent, en matière de recrutement, l'adaptation des compétences à l'évolution des missions et des métiers, la diversité des profils et la valorisation des parcours professionnels ainsi que l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.

Elles constituent le document de référence pour la gestion des ressources humaines de la collectivité et s'adressent à l'ensemble de ses agents.

Les lignes de gestion de la Ville d'Auxerre ont été adoptées par la délibération 2021- 055 du 20 mai 2021.

Conformément à ce qui avait été acté, elles ont fait l'objet en 2023 d'un réexamen en groupe de travail avec les représentants du personnel afin d'actualiser les données ainsi que les orientations.

Les données prises en compte sont celles du Rapport Social Unique de 2022.

Les modifications relatives aux orientations portent notamment sur les règles applicables aux avancements et promotions dont les modalités sont ajustées et sur le régime indemnitaire avec la poursuite du processus de convergence.



Le projet a été présenté au CST le 27 novembre 2023 et le 05 décembre 2023. Un avis défavorable a été émis par les représentants du personnel.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter les lignes de gestion telles que définies dans le document annexe,
- D'autoriser le Maire à signer le document annexé.



VILLE D'AUXERRE

LIGNES DIRECTRICES DE GESTION 2021/2026

ACTUALISATION

Sommaire

Propos introductifs.....	2
I Méthode de travail.....	3
II État des lieux Ville d'Auxerre (VA).....	3
II A – Des pratiques RH existantes.....	3
II B – Des effectifs, des emplois.....	3
1. Les effectifs au 31/12/2022.....	3
2. Les métiers de la collectivité (mise à jour 2023).....	5
3. Analyse et projection des mouvements RH.....	5
4. Informations complémentaires.....	6
II C – Conditions de travail.....	6
II D – Temps de travail et organisation.....	7
II E – Formation.....	8
II F – Carrière et parcours.....	9
II G – Égalité professionnelle femmes hommes.....	10
II H – Absentéisme.....	10
II I – Rémunérations.....	10
II J – Orientations générales de la collectivité.....	11
III La stratégie pluriannuelle de pilotage des RH.....	12
III A – Des enjeux.....	12
III B – Des effectifs, des emplois.....	12
III C – Conditions de travail.....	12
III D – Temps de travail et organisation.....	13
III E – Formation.....	13
III F – Carrière et parcours.....	13
1) Avancements de grade et promotions internes.....	14
2) Accès à un poste à responsabilité d'un niveau supérieur et accès à d'autres postes en mobilité.....	16
III G – Égalité professionnelle femmes hommes.....	16
III H – Absentéisme.....	16
III I – Rémunérations.....	16
IV - Date d'effet et durée des LDG.....	17



Propos introductifs

L'une des innovations de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 dite de transformation de la Fonction Publique consiste en l'obligation pour toutes les collectivités territoriales de définir des lignes directrices de gestion (LDG).

Les lignes directrices de gestion sont prévues à l'article 33-5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. Les modalités de mise en œuvre de ce nouvel outil de gestion des ressources humaines sont définies par le décret n°2019-1265 du 29 novembre 2019.

L'élaboration de lignes directrices poursuit les objectifs suivants :

- Renouveler l'organisation du dialogue social en passant d'une approche individuelle à une approche plus collective ;
- Développer les leviers managériaux pour une action publique plus réactive et plus efficace ;
- Simplifier et garantir la transparence et l'équité du cadre de gestion des agents publics ;
- Favoriser la mobilité et accompagner les transitions professionnelles des agents publics dans la fonction publique et le secteur privé ;
- Renforcer l'égalité professionnelle dans la Fonction Publique.

Les lignes directrices de gestion visent à :

1° déterminer la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, notamment en matière de GPEEC (gestion prévisionnelle des emplois, effectifs et compétences).

2° fixer des orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels. En effet, les Commissions administratives paritaires n'examinent plus les décisions en matière d'avancement et de promotion à compter du 1^{er} janvier 2021.

3° Favoriser, en matière de recrutement, l'adaptation des compétences à l'évolution des missions et des métiers, la diversité des profils et la valorisation des parcours professionnels ainsi que l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.

Elles constituent le document de référence pour la gestion des ressources humaines de la collectivité.

L'élaboration des LDG permet de formaliser la politique de ressources humaines, de favoriser certaines orientations, de les afficher et d'anticiper les impacts prévisibles ou potentiels des mesures envisagées.

Les lignes directrices de gestion s'adressent à l'ensemble des agents. Elles seront portées à la connaissance des agents sur les supports de communication usuels : Intranet, journal interne, messages électroniques.

Portée juridique des LDG :

Un agent peut invoquer les LDG en cas de recours devant le tribunal administratif contre une décision individuelle qui ne lui serait pas favorable.

Il pourra également faire appel à un représentant syndical, désigné par l'organisation représentative de son choix (siégeant au Comité social Territorial) pour l'assister dans l'exercice des recours administratifs contre une décision individuelle défavorable prise en matière d'avancement, de promotion ou de mutation.

A sa demande, les éléments relatifs à sa situation individuelle au regard de la réglementation en vigueur et des LDG lui sont communiqués.



L'autorité territoriale met en œuvre les orientations en matière de promotion et de valorisation des parcours « sans préjudice de son pouvoir d'appréciation » en fonction des situations individuelles, des circonstances ou d'un motif d'intérêt général.

I Méthode de travail

Le projet a été piloté par le DRJH. Un groupe de travail associant les représentants du personnel a été réuni afin de faire état de ses remarques et propositions, préalablement à la présentation du projet au CST.

Les dates de réunion :

16/10/2023

6/11/2023

CST le 27/11/2023

Délibération lors du conseil du 20 décembre 2023.

II État des lieux Ville d'Auxerre (VA)

II A – Des pratiques RH existantes

Les documents RH de la Ville sont les suivants :

- a. **Délibération portant établissement du tableau des effectifs** : oui
- b. **Délibération relative au Régime Indemnitaires** n°2022-065 du 19 mai 2022.
- c. **Ratios d'avancement de grade fixés par délibération** n° 2019-089 du 25 juin 2019
- d. **Délibération relative au temps de travail** : délibération n° 2021-103 du 24 juin 2021.
- e. **Critères internes : d'avancement de grade, dépôt de dossier de promotion interne** : oui
- f. **Plan et règlement de formation** : oui
- g. **Procédure de recrutement** : oui
- h. **Protocole temps de travail** : oui
- i. **Protocole santé au travail** : oui
- j. **Règlement intérieur** : oui

II B – Des effectifs, des emplois

1. Les effectifs au 31/12/2022

- Répartition par statut

	Fonctionnaires	Contractuels permanents	Contractuels non permanents (publics/privés)
En nombre	349	52	177
En ETPR sur l'année	344.95	36.02	

L'effectif permanent est composé à 87% d'agents titulaires.



- Répartition par filière et par statut

Filières	Fonctionnaires	Contractuels droit public + droit privé (emplois aidés)	En %	
			Part des Titulaires permanents	Part des Non titulaires permanents
Animation	47	2	95.9 %	4.1 %
Sociale et Médico-sociale	45	13	77.5 %	22.5 %
Administrative	66	5	93 %	7 %
Culturelle	64	22	74.4 %	25.6 %
Technique	115	3	97,5 %	2,5 %
Sportive	3	7	30 %	70 %
Police Municipale	9	0	100 %	0 %
Total	349	52	87 %	13 %

- Répartition par catégorie

Fonctionnaires et contractuels	En nombre	En %
Catégorie A	55	13.7 %
Catégorie B	78	19.5 %
Catégorie C	268	66.8%
Total	401	100%

- Répartition des agents selon l'âge

La moyenne d'âge des agents permanents est de 49 ans.

	Femmes	%	Hommes	%
+ 50 ans	138	48%	72	62%
40 à 50 ans	87	31%	22	19%
30 à 39 ans	38	13%	17	15%
- 30 ans	22	8%	5	4%
Total	285	100%	116	100%



2. Les métiers de la collectivité (mise à jour 2023)

Direction	Métiers
Valorisation du Cadre de vie	Agent(e) de saisie, agent-e d'accueil, gardien(ne), technicien
Développement économique et attractivité	Placier-ère, chef d'équipe
Stratégie et aménagement du territoire	Agent-e salubrité hygiène, gestionnaire administratif-ve, instructeur-trice domaine public, responsable de service
Finances	Gestionnaire des finances
Relation citoyenne	Agent-e polyvalent d'accueil, responsable de service, gardien(ne) de salles, chef(fe) d'équipe
Patrimoine et aménagement espace public	Agent(e) d'entretien, responsable de service, chef(fe) d'équipe, gardien-ne, placier, technicien
Sécurité tranquillité publiques	Responsable de service, policier(ère) municipal, ASVP
Culture, sport, Vie Associative	Assistant(e), Directeur(trice), enseignant(e) beaux-arts, médiateur(trice), agent(e) d'accueil bibliothèque, abbaye, responsable de service, chef(fe) d'équipe, agent(e) logistique, coordonnateur(trice), responsable pédagogique CMD, enseignant(e) conservatoire musique et danse, chargé(e) de conservation, gestionnaire administratif-ve, régisseur-se, médiateur(trice) de salle, éducateur(trice) sportif, gardien(ne) de gymnase, gardien(ne) de musée, chargé(e) de projet évènementiel
Cohésion sociale et temps de l'enfant	Directeur(trice), responsable de service, animateur(trice), assistant(e), agent(e) d'accueil, travailleur(se) social(e), responsable d'équipement de territoire, directeur(trice) de centres de loisirs, gestionnaire écoles, gestionnaire temps périscolaires, ATSEM, référent(e) technique, agent(e) d'entretien, hôte(sse) de restauration scolaire, auxiliaire de puériculture, intervenant-e petite enfance, éducateur(trice) de jeunes enfants, responsable de structure petite enfance, cuisinier(ère), référent-e de parcours, coordonnateur-trice, chargé-e de convention de territoire, conseiller-ère technique enfance
Cabinet du maire	Assistant(e), agent(e) d'accueil, cuisinier, agent-e de service

3. Analyse et projection des mouvements RH

Départs 2022 :

Motifs	Nombre
Retraite	12
Mutation	8
Démission	4
Disponibilité	13
Fin de contrat	11
Décès	2
Détachement	1
Licenciement Radiation	2
Fin de détachement	1
Total	55



Arrivées 2022 :

Remplacement suite vacance	Création de poste	Renfort (surcroît d'activité)	Apprentis
54	2	140	0

Possibilités de retraite :

	2024	2025	2026	2027
Nombre d'agents atteignant 64 ans (âge légal de départ à la retraite)	3	2	6	9
Nombre d'agents atteignant l'âge limite	0	0	1	1

4. Informations complémentaires

Existe-t-il un organigramme actualisé : oui

Tous les agents ont-ils une fiche de poste actualisée ? : oui

II C – Conditions de travail

Agents concernés par le reclassement Reconnaissance travailleur handicapé et période de préparation au reclassement au titre de la déclaration 2022 :

- 23 travailleurs handicapés (TH) reconnus par la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) ;
- 2 agents effectuant une PPR ;
- 3 agents bénéficiant d'une allocation temporaire d'invalidité.

Le taux d'emploi de TH est de 5.60 %, la contribution versée au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique, s'élève à 2620 euros

Nombre d'actes de violence contre le personnel en 2022 :

Aucun acte de violence émanant des usagers.

Aucun acte de violence émanant de collègue.

Montant des formations sécurité -Prévention + contenu + suivi : 4 405€ (AIPR, Lutte contre l'incendie, SSIAP 1 recyclage, habilitation électrique avec recyclage, travail en hauteur).

Conseiller en prévention des risques professionnels :1

Assistants de prévention : 0

Document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) : réalisé et validé par les représentants de la F3SCT

Plan de prévention : en cours de validation

Dotation équipements de protection individuelle (EPI) : dépense 2022 : 13 774,97€

Médecine du travail : Convention AIST et Convention AS-SIC pour psychologues du travail



Bilan des visites médicales 2022 :

Motif	Femmes	Hommes	Total
Recrutement	49	16	65
Demande de l'agent	23	0	23
Formation	0	1	1
Charte santé au travail	17	10	27
Visite annuelle	47	28	75
Suivi	18	3	21
Reprise/temps partiel	15	6	21
Total	169	64	233

Action sociale :

- **Lieux de restauration pour le personnel :** oui
- **Service social :** oui, convention avec prestataire externe
- **Action sociale :** adhésion au Comité National d'Action Sociale (CNAS)

II D – Temps de travail et organisation

Part d'agents à temps non complet, fonctionnaires/contractuels

	Femmes	Hommes	% F	% H
Temps complets	231	101	81%	87%
Temps non complets	54	15	19%	13%
Total	285	116	100%	100%

Part d'agents à temps partiel (fonctionnaires et contractuels)

Catégorie		Femmes	Hommes
Catégorie A	Temps partiel	6	1
	Temps complet	27	18
	Total	33	19
Catégorie B	Temps partiel	3	1
	Temps complet	40	15
	Total	43	16
Catégorie C	Temps partiel	18	0
	Temps complet	137	66
	Total	155	66
Total toutes catégories	Temps partiel	27	2
	Temps complet	204	99
	Total	231	101

64 % des agents travaillant à temps partiel travaillent à 80 %, 4% d'entre eux travaillent à moins de



80 %, les 32 % restants travaillent à 90 %.

Mise en place du télétravail ? Oui en janvier 2023

Part d'agents exerçant en télétravail : 13.7% des agents permanents ont télétravaillé une journée en 2022

La durée du temps de travail est de 1607 h depuis le 01/01/2022.

Les agents ont-ils de l'ARTT ? Oui, ARTT selon les services et les postes

Document de référence : protocole temps de travail

Existence d'une charte des temps : non- à étudier.

CET : pas de monétisation

Heures supplémentaires payées :

Nature de l'activité	Service	Nb heures supplémentaires
Activité du service	Cabinet de Maire	1166
Activité du service+ Manifestations	Police municipale	1068
Elections-Recensement-manifestations-cérémonies	Tous services	475
Total	Tous services	2709

II E – Formation

Nombre d'agents partis en formation :

Nombre d'agents ayant suivi une formation	Jours consacrés à la formation des agents permanents	Durée moyenne en heures par agent de la collectivité	Budget
113	363	0.9 jour	158 126 €

Budget formation :

En 2022, le budget consacré à la formation s'élève à 158 126 euros réparti de la façon suivante :

- 114 723 euros de cotisation CNFPT ;
- 43 403 euros de budget formation DRH

Existence d'un plan de formation : oui

Règlement de formation et Compte personnel de formation (CPF) : oui

Bilan CPF :



- 25 agents ont mobilisé le CPF pour des préparations concours ou examens
- 5 agents l'ont mobilisé pour des formations visant à leur évolution professionnelle
- 1 agent a effectué des stages d'immersion dans le cadre du CPF

II F – Carrière et parcours

Avancements de grade et promotions internes :

En 2022, 27 agents ont bénéficié d'un avancement de grade, d'une promotion interne ou ont été nommés sur un grade d'avancement suite à réussite à concours :

- 2 agents de catégorie A
- 1 agents de catégorie B
- 24 agents de catégorie C

La répartition des avancements de grade et promotions internes selon le sexe pour l'année 2019 est la suivante :

	Avancement de grade	Promotion interne	Nomination suite réussite concours
Hommes	8	1	0
Femmes	18	0	0

Délibération : taux de promotion de 100 %

Titularisations : 3 agents stagiaires ont été titularisés en 2022.

Mobilités internes en 2022 par catégorie et filières

Directions/catégories/filières	Entre CA et VA	INTERNE	INTERNE avec déprécarisation	Total général
CULTURE SPORT EVENEMENTS		1		1
A		1		1
CULTURELLE		1		1
MARH	1	2		3
C	1	2		3
ADMINISTRATIVE	1	1		2
MEDICO-SOCIALE		1		1
TEMPS DE L'ENFANT	1	8	5	14
A		3		3
MEDICO-SOCIALE		3		3
B	1		2	3
ADMINISTRATIVE	1			1
MEDICO-SOCIALE			2	2
C		5	3	8
ANIMATION		3	1	4
MEDICO-SOCIALE			2	2
TECHNIQUE		2		2
Total général	2	11	5	18

Nombre d'encadrants/proportion



Sur l'effectif total des agents permanents, 10 % des agents sont en position d'encadrement.

Les entretiens professionnels sont-ils effectués ? Oui

Les souhaits de mobilité des agents sont-ils identifiés et recensés ? Oui et un accompagnement est proposé.

II G – Égalité professionnelle femmes hommes

Cela fait l'objet d'un document en tant que tel, le plan égalité femmes hommes.

II H – Absentéisme

En 2022, la moyenne des absences pour « raison de santé » est de 38 jours pour les fonctionnaires et 9.9 jours pour les contractuels permanents.

Le taux d'absentéisme pour raison de santé est donc de 10.42 %.

Taux d'exposition et de fréquence et de gravité Accidents de travail (AT)

	Taux de fréquence	Taux de gravité	Taux d'exposition
Ville d'Auxerre	2,87 pour 100 agents	24,75 jours	6,22 %
Données nationales (Sofaxis)	6 pour 100 agents	47 jours	6 %

Le taux d'absentéisme global pour l'année 2022 est de 10.51%

Un contrôle des arrêts maladie est-il effectué : oui, des contre-visites ou expertises sont effectuées

Existe-t-il une participation à la couverture santé : oui, dans le cadre de l'aide aux contrats labellisés

La collectivité a-t-elle une assurance statutaire ? Oui, pour les soins accidents du travail et maladies professionnelles.

Existence de documents cadre ? Oui, accord santé et accord conduites addictives

II I – Rémunérations

Budget personnel

ARTICLES	LIBELLES	
6218	Autre personnel extérieur	337 917 €
6331	Versement de transport	663 722€
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	57 930 €
6336	Cotisations CNFPT	113 615 €
6338	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	0 €
64111	Rémunération principale Titulaires	8 115 264 €
64112	NBI, supplément familial de traitement et indemnité de résidence	223 480 €
64118	Indemnités Titulaires	1 605 829 €
64131	Rémunération Principale Non-Titulaires	2 955 251 €



64138	Indemnités Non-Titulaires	606 036 €
64168	Emplois d'insertion	0 €
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 159 109,70 €
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 651 456 €
6454	Cotisations aux ASSEDIC	143 680 €
6455	Cotisations pour assurance du personnel	47 541 €
64731	Allocations chômages versées	21 691 €
6475	Médecine du travail, pharmacie.	88 779 €
6478	Autres charges sociales diverses	0 €
TOTAL		19 594 682 €

Part des primes et indemnités dans la rémunération principale :

- fonctionnaires : 19 %
- contractuels : 20 %

RIFSEEP (Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel) instauré (délibération actualisée en mai 2022) pour les fonctionnaires et contractuels

Complément indemnitaire annuel (CIA) mis en place depuis 2019

Etat des lieux

Primes métier -grade : suivent les règles en vigueur

CIA : abattement pour la prime de résultats selon absences et compétences identifiées dans l'entretien professionnel.

Processus de revalorisation du RI et harmonisation entre filières engagé depuis 2019. Accord signé pour la poursuite sur 2021/2023

Stagnation du régime indemnitaire et maintien des acquis pour les agents qui étaient à la CA avant le 01/01/2019.

Poursuite du dispositif de convergence sur le CIA.

II J – Orientations générales de la collectivité

Les lignes directrices de gestion déterminent la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines qui définit les enjeux et les objectifs de la politique de ressources humaines à conduire au sein de la collectivité territoriale, compte tenu des politiques publiques mises en œuvre et de la situation des effectifs, des métiers et des compétences.

D'ici à 2026, un des enjeux de la politique RH va être de maîtriser les dépenses de fonctionnement pour améliorer la capacité de la collectivité à investir dans les politiques publiques.

L'objectif ainsi visé consiste à limiter la progression des dépenses compte tenu des mesures gouvernementales jusqu'en 2026.

Compte tenu de l'évolution naturelle de ces dépenses (notamment de l'effet glissement-vieillesse-technicité et des mesures décidées au niveau national en matière de rémunération), l'objectif de maîtrise de la masse salariale va conduire à limiter les créations de postes et optimiser les fonctionnements des services.

Il s'agit de contenir ou réduire les effectifs à la faveur de départs de la collectivité (retraites, mutations, départs), de favoriser les réorganisations et mobilités pour gagner en performance et compenser autant que possible toute création ou évolution de poste par une suppression de poste en parallèle.



Une analyse approfondie des politiques publiques, de leurs modalités et des moyens qui leur sont consacrés est nécessaire afin de faire des choix, d'améliorer la performance et d'atteindre l'objectif fixé.

III La stratégie pluriannuelle de pilotage des RH

III A – Des enjeux

Au vu de l'état des lieux et du projet politique, la collectivité souhaite répondre aux enjeux suivants :

1. Maîtrise des dépenses de personnel
2. Montée et adaptation des compétences des agents pour répondre aux évolutions des missions et techniques et pour favoriser la mobilité interne
3. Attractivité de l'organisation

III B – Des effectifs, des emplois

Les orientations sont les suivantes :

Pour atteindre cet objectif, au regard de l'augmentation contrainte de la masse salariale (Glissement vieillesse technicité-GVT et mesures nationales, une étude attentive de chaque recrutement doit être menée. Le non remplacement d'un poste vacant devra être systématiquement priorisé. Une modification d'organisation ou une évolution des missions seront à examiner. In fine, le remplacement ne pourra être motivé que par la nécessité de service qui sera à argumenter.

Toute création de poste devra être compensée par des économies sur d'autres secteurs. Les demandes de postes qui pourront bénéficier de recettes venant en atténuation de la dépense seront examinées prioritairement

Parallèlement, en référence à la politique et aux choix de la collectivité, la réorientation d'agents vers des activités jugées essentielles ou prioritaires pourra être mise en œuvre dans le respect des règles statutaires. La mobilité interne doit être favorisée pour permettre l'ajustement des ressources humaines aux projets de la collectivité.

L'adaptation ou la montée en compétences seront favorisées par la formation en interne ou via le CNFPT ou à défaut, tout autre organisme.

III C – Conditions de travail

Les orientations sont les suivantes :

Actualiser le Document unique des risques professionnels (DUERP) de la CA

Établir le plan de prévention des risques et le suivre : poursuivre la prévention, la sécurité, l'analyse des RPS et QVT.

Poursuivre le suivi et l'ajustement des formations sécurité

Renforcer l'accueil sécurité des agents lors de leur embauche

Poursuivre la sensibilisation des encadrants à leurs responsabilités

Poursuivre la mise en place des formations collectives : risque routier, ...

Continuer à porter une attention aux matériels professionnels



Poursuivre la communication sur la procédure de lutte contre le harcèlement moral sexuel
Mettre en place la protection sociale complémentaire

III D – Temps de travail et organisation

Les orientations sont les suivantes :

Dans le cadre de la Loi de Transformation de la Fonction Publique (LTFP), le temps de travail a été accru afin de respecter les 1607 heures de travail par an.

Le télétravail a été mis en place pour favoriser l'attractivité des postes et le recrutement, favoriser la conciliation vie personnelle/vie professionnelle, réduire les déplacements et les risques. Le règlement télétravail a été adopté.

Les organisations de temps de travail seront actualisées pour s'adapter aux évolutions sociétales.

Une charte des temps sera formalisée.

Continuer à mettre à jour le protocole temps de travail en fonction des évolutions réglementaires, législatives et jurisprudentielles (délibération) et modifier le règlement intérieur.

III E – Formation

Les orientations sont les suivantes :

Continuer à exploiter les entretiens professionnels et proposer des formations nécessaires à la réalisation des missions

Favoriser la montée en compétences ou l'ajustement des compétences par des formations ou des immersions

Proposer des formations de base en informatique pour tout agent qui en aurait besoin afin de le rendre autonome dans ses démarches et favoriser sa montée en compétences

III F – Carrière et parcours

Les orientations sont les suivantes :

Redéfinir une charte de mobilité (mobilité choisie ou contrainte) en intégrant les nouveaux dispositifs

Continuer à développer les formations des encadrants Accompagner les nouveaux encadrants

Poursuivre l'exploitation des entretiens professionnels

Veiller à l'actualisation des descriptions de poste

Proposer des RV avec les agents sur leur carrière

Poursuivre les entretiens individuels d'accompagnement à la mobilité choisie ou contrainte

Continuer à proposer des stages d'immersion

Consolider le dispositif d'accompagnement des périodes de préparation au reclassement et reclassements

Porter une attention aux agents qui auront besoin d'une évolution professionnelle en prévention ou en réponse à l'usure professionnelle



Promotion et valorisation des parcours professionnels

1) Avancements de grade et promotions internes

Des postes sont ouverts chaque année pour des avancements de grade, promotions internes, nominations suite réussite à concours et examen.

Le nombre de postes ouverts est déterminé à partir du budget disponible et des possibilités statutaires d'ouverture de postes.

Dans le cadre du dialogue social la collectivité organise chaque année un groupe de travail avec les représentants du personnel siégeant en CAP pour émettre un avis sur les ouvertures de postes et nominations.

Un ratio pour les ouvertures de postes est mis en place pour les 2 premiers grades de la catégorie C : 1 poste ouvert pour 6 agents promouvables.

Pour les catégories A et B : les postes seront ouverts en fonction des possibilités d'ouverture et en lien avec les missions du poste et le profil des agents.

Des éléments rédhibitoires sont identifiés comme ne permettant pas de prononcer une nomination :

- une nomination l'année précédente sauf cas de réussite à concours ou examen
- un absentéisme de plus de 6 mois sur l'année écoulée et pas d'entretien professionnel
- une sanction disciplinaire dans l'année qui précède la nomination

La procédure est publiée sur intranet.

● Avancement de grade

- La collectivité définit des critères suivants :

Pour le 1er grade de la catégorie C

- 1) Ancienneté
- 2) Prise en compte de la valeur professionnelle, l'investissement, la manière de servir : Entretien professionnel de l'année dans son intégralité
- 3) Priorité donnée aux examens si façon de servir satisfaisante
- 4) Mise en adéquation grade et missions-responsabilités
- 5) Prise en compte de l'assiduité aux préparations concours et examens
- 6) Suivi des formations statutaires obligatoires

Pour tous les autres grades :

- 1) Prise en compte de la valeur professionnelle, l'investissement, la manière de servir : entretien professionnel de l'année dans son intégralité
- 2) Mise en adéquation grade mission responsabilité technicité
- 3) Priorité donnée aux examens si façon de servir satisfaisante
- 4) Prise en compte de l'assiduité aux préparations concours et examens
- 5) Suivi des formations statutaires obligatoires
- 6) A la fin, à situation égale, ancienneté privilégiée

- **Respect de la part respective femmes/hommes**

- **La collectivité définit des critères par Catégorie (A/B/C)**



Catégorie A	Critères
	- capacités d'encadrement
	- capacités à prendre et assumer des décisions

Catégorie B	Critères
	- force de proposition
	- autonomie

Catégorie C	Critères
	- Attention portée aux agents qui sont au dernier échelon de leur grade

Nominations suite à concours

La collectivité définit des critères applicables à l'ensemble des agents

Critères
- Prise en compte de la valeur professionnelle, l'investissement, la manière de servir (EP)
- Mise en adéquation grade fonction-responsabilités
- Réponse à un besoin de la collectivité
- Concours aboutissant à un changement de cadre d'emploi : compétences professionnelles et capacités d'adaptation aux nouvelles missions

● Promotion interne

La collectivité définit des critères applicables à l'ensemble des agents

Critères
- Prise en compte de la valeur professionnelle, l'investissement, la manière de servir (EP sur 3 ans)
- Réponse à un besoin de la collectivité
- Priorité à l'obtention d'un examen professionnel
- Mise en adéquation grade fonction-responsabilités
- Prise en compte des concours et examens antérieurs
- Prise en compte des efforts de concours ou examen
- Faire acte de candidature et joindre un CV



2) Accès à un poste à responsabilité d'un niveau supérieur et accès à d'autres postes en mobilité

La collectivité décide de définir les critères suivants :

Critères
- Prise en compte de la valeur professionnelle, l'investissement, la manière de servir (EP sur 3 ans)
- Réponse à un besoin de la collectivité
- Compétences professionnelles et capacités d'adaptation aux nouvelles missions
- Prise en compte des compétences acquises par des activités autres (personnelles, associatives, syndicales,) en fonction de la nature du poste

Parallèlement, la valorisation de l'engagement associatif ou syndical pourra être favorisée par l'orientation des agents vers les dispositifs de VAE.

III G – Égalité professionnelle femmes hommes

Les orientations sont retracées dans le plan égalité femmes hommes.

III H – Absentéisme

Les orientations sont les suivantes :

Poursuivre les propositions d'accompagnement des agents : médecine du travail, psychologues du travail, direction des Ressources humaines, conseiller-ère en prévention des risques professionnels, conseiller-ère en mobilité professionnelle

Poursuivre le contrôle des arrêts maladie

Mettre en œuvre les Périodes de préparation au Reclassement

III I – Rémunérations

Les orientations sont les suivantes :

Poursuivre le dispositif de convergence du CIA pour les agents ayant été recrutés à compter du 1^{er} janvier 2019 :

Le montant du CIA évoluera de la façon suivante : critères

Année	2024	2025	2026
Montant annuel	720€	825€	930€



IV - Date d'effet et durée des LDG

Les LDG sont prévues pour une durée de 6 ans

Elles ont été réexaminées en 2023.

En fonction de l'état du bilan social, les lignes directrices de gestion feront l'objet de révisions si un écart est constaté.

Avis du Comité social territorial en date du 27/11/2023

Date de la délibération du Conseil Municipal : 20 décembre 2023

Signature de l'Autorité territoriale :



PROJET DE DELIBERATION

N°2023-178

OBJET : Ressources humaines - Modification de l'effectif réglementaire

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

Conformément aux dispositions de l'article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, « les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ».

L'effectif réglementaire du personnel de la Ville d'Auxerre doit être modifié pour tenir compte des mouvements de personnels ainsi que de l'évolution des fonctions et des besoins de la collectivité.

Les modifications portent en particulier sur les postes suivants :

Postes	GRADE	CATEGORIE	Suppression TC	Suppression TNC	Création TC	Création TNC
Enseignant-e	ATEA	B	1	1		
Educateur-trice jeunes enfants	Educateur jeunes enfants	B			1	
Cadre bibliothèque	Bibliothécaire	A			1	
Cadre bibliothèque	Attaché de conservation	A			1	
Animateur-trice relais petite enfance	Adjoint d'animation	C				1 31h30
Chargé-e de développement des services et collections	conservateur des bibliothèques	A			1	

Les postes pourront être pourvus par voie statutaire ou à défaut par voie contractuelle. Les recrutements par voie contractuelle sur le fondement de l'article L 332-8 du Code Général de la Fonction Publique répondent à la notion des besoins du service afin d'assurer la continuité du service public. La rémunération sur ces postes sera établie en référence au grade défini au tableau, à l'échelon relatif à l'ancienneté de l'agent et au régime indemnitaire en vigueur au sein de l'institution.

Le comité social territorial a été consulté le 27 novembre 2023 et a émis un avis favorable.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver l'effectif réglementaire tel qu'il apparaît dans le tableau ci-joint,
- D'autoriser le Maire à signer tous actes à intervenir, en application de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires au financement des dépenses de personnel correspondant aux effectifs autorisés sont inscrits au budget, au chapitre 012.



Secteur / Catégorie / Cadre Emploi	Budgétés au 17/11/2023	dont TNC	Modifications	Budgétés au 22/12/2023	dont TNC
Total général	456	90		458	89
Secteur administratif	82	1		82	1
Adjoint administratif territorial	20	1		20	1
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	24			24	
Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe	17			17	
Attaché	12			12	
Attaché principal	1			1	
Rédacteur	4			4	
Rédacteur principal de 2ème classe	2			2	
Rédacteur principal de 1ère classe	2			2	
Secteur animation	49	7		49	7
Adjoint territorial d'animation	18	3		18	3
Adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe	19	4		19	4
Adjoint territorial d'animation principal de 1ère classe	5			5	
Animateur	5			5	
Animateur principal de 2ème classe	1			1	
Animateur principal de 1ère classe	1			1	
Enseignement artistique	62	24		60	23
Professeur de dessin	1			1	
Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 2ème classe	1			1	
Professeur d'enseignement artistique de classe normale	17	5		17	5
Professeur d'enseignement artistique hors classe	5			5	
Assistant d'enseignement artistique	9	6	-2	7	5
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	15	7		15	7
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	14	6		14	6
Secteur médico-social	21	2		21	2
Puéricultrice hors classe	1			1	
Puéricultrice	1			1	
Cadre de santé	1			1	
Auxiliaire de puériculture de classe normale	11			11	
Auxiliaire de puériculture de classe supérieure	7	2		7	2
Patrimoine et bibliothèques	41	7		44	7
Attaché territorial de conservation (patrimoine)	1		1	2	
Bibliothécaire territorial	1		1	2	
Adjoint territorial du patrimoine	8	1		8	1
Adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe	8	4		8	4
Adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère classe	7	2		7	2
Conservateur (patrimoine)	2			2	
Conservateur (bibliothèque)	1		1	2	
Assistant de conservation	5			5	
Assistant de conservation principal de 2ème classe	3			3	
Assistant de conservation principal de 1ère classe	3			3	
Attaché territorial principal de conservation (patrimoine)	1			1	
Bibliothécaire territorial principal	1			1	
Secteur police municipale	13			13	
Brigadier-chef principal	7			7	
Gardien-brigadier	3			3	
Brigadier (appellation)	2			2	
Chef de service de police municipale	1			1	
AUTRES EMPLOIS	4	0		4	0
Apprenti	2			2	
Collaborateur de cabinet	2			2	
Secteur social	45			46	
Agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles	12			12	
Agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles	20			20	
Assistant socio-éducatif	6			6	
Educateur territorial de jeunes enfants	7		1	8	
Secteur sportif	9			9	
Educateur territorial des A.P.S	5			5	
Educateur territorial des A.P.S principal de 2ème classe	1			1	
Educateur territorial des A.P.S principal de 1ère classe	2			2	
Conseiller territorial A.P.S. principal	1			1	
Secteur technique	130	48		130	48
Adjoint technique territorial	49	35		49	35
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	43	11		43	11
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	22	2		22	2
Agent de maîtrise	3			3	
Agent de maîtrise principal	5			5	
Ingénieur	1			1	
Ingénieur principal	1			1	
Technicien	3			3	
Technicien principal de 2ème classe	1			1	
Technicien principal de 1ère classe	2			2	



Poste	Cadre d'emploi
Agent-e d'entretien	Adjoint technique territorial
Animateur-trice EAA	Adjoint territorial d'animation
Animateur-trice Relais petite enfance	Adjoint d'animation
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture
Cadre bibliothèque	Attaché de conservation
Cadre bibliothèque	Bibliothécaire
Chargé-e de collection	Assistant de conservation
Chargé-e de collection	Assistant de conservation
Directeur-trice CSTDE	Attaché
Educateur-trice jeunes enfants	Educateur territorial de jeunes enfants
Educateur-trice jeunes enfants	Educateur territorial de jeunes enfants
Educateur-trice jeunes enfants	Educateur territorial de jeunes enfants
Educateur-trice jeunes enfants	Educateur territorial de jeunes enfants
Educateur-trice jeunes enfants	Educateur territorial de jeunes enfants
Educateur-trice Sportif-ive	Conseiller des APS
Educateur-trice Sportif-ive	Educateur des APS
Educateur-trice Sportif-ive	Educateur des APS
Educateur-trice Sportif-ive	Educateur des APS
Educateur-trice Sportif-ive	Educateur des APS
Educateur-trice sportif-ive	Educateur territorial des A.P.S
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Professeur d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Professeur d'enseignement artistique



Enseignant-e CMD	Professeur d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Professeur d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Professeur d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Professeur d'enseignement artistique
Gardien-ne de salles	Adjoint technique
Gestionnaire administratif CLS AP	Rédacteur
Intervenant-e PE	Adjoint technique territorial
Intevenant-e PE	Adjoint technique territorial
Médiateur-trice	Animateur
Référent-e familles	Assistant socio-éducatif
Référent-e familles	Assistant socio-éducatif
Référent-e familles	Assistant socio-éducatif
Référent-e familles	Assistant socio-éducatif
Régisseur-se technique	Agent de maîtrise
Responsable abbaye	Attaché
Responsable EAA	Attaché
Responsable EAA	Attaché
Responsable Education	Attaché
Responsable pédagogique CMD	Attaché
Responsable relais petite enfance	Rédacteur
Responsable sce petite enfance	Attaché
Responsable sce petite enfance	Educateur territorial de jeunes enfants
Responsable sécurité publique	Attaché
Responsable structure petite enfance	Puéricultrice



PROJET DE DELIBERATION**N°2023-179****OBJET : Ressources humaines - Actualisation du régime indemnitaire****Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD**

La délibération n°2023-142 avait actualisé le régime indemnitaire des agents municipaux.

Il convient d'actualiser la délibération sur le régime indemnitaire.

Cette délibération doit être actualisée afin de fixer les modalités de versement en 2025 du CIA au titre de l'année 2024.

Le comité social territorial a été consulté le 27 novembre 2023 et le 5 décembre 2023 et a émis un avis favorable.

Le régime indemnitaire applicable aux agents de la ville d'Auxerre a été mis en place par délibération n°2004-250 du 16 décembre 2004, puis actualisé par délibérations n°2005-382 du 15 décembre 2005, n°2007-76 du 31 mai 2007, n°2007-208 du 20 décembre 2007, puis plus récemment par les délibérations n°2012-157 du 20 décembre 2012, n°2013-056 du 20 juin 2013, n°2013-156 du 5 décembre 2013, n°2016-137 du 27 octobre 2016 et n°2017-165 du 21 décembre 2017, 2018-080 du 21 juin 2018, 2018-110 du 27 septembre 2018, 2018-163 du 18 décembre 2018, 2019-163 du 19 décembre 2019, 2020-158 du 17 décembre 2020, n°2021-056 du 20 mai 2021, n°2021-142 du 7 octobre 2021, n°2022-165 du 19 mai 2022.

Vu le code général de la fonction publique, notamment son titre 1er, chapitre 1er, chapitres II, III, IV,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 2016-1916 du 27 décembre 2016 modifiant diverses dispositions de nature indemnitaire et le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Le régime indemnitaire est versé selon les conditions définies en comité technique. Le comité technique a été consulté en date du 27 octobre 2017, du 6 décembre 2017, du 29 mai 2018, du 13 septembre 2018, du 22 novembre 2018, du 21 novembre et du 28 novembre 2019, le 20 novembre 2020, le 27 novembre 2020 et le 4 décembre 2020, 12 mars 2021, 9 mai 2022.



Considérant qu'il convient de définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour chaque cadre d'emplois, le régime indemnitaire est attribué :

- aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- aux agents contractuels relevant des articles L 332-8 à L332-14 du code général de la fonction publique et occupant un emploi permanent au sein de la collectivité.

Les montants sont fixés pour un agent travaillant à temps complet et subiront un abattement en fonction du temps de travail.

Conformément au code général de la fonction publique, titre Ier, chapitre 4, section 3, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics fixent les régimes indemnitaires, dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de L'État. Ces régimes indemnitaires peuvent tenir compte des conditions d'exercice des fonctions et de l'engagement professionnel des agents. Lorsque les services de L'État servant de référence bénéficient d'une indemnité servie en deux parts, l'organe délibérant détermine les plafonds applicables à chacune de ces parts et en fixe les critères, sans que la somme des deux parts dépasse le plafond global des primes octroyées aux agents de L'État.

Les agents qui subissent une baisse de leur régime indemnitaire dans le cadre de la mise en place de nouvelles dispositions réglementaires, bénéficient à titre individuel du maintien du montant du régime indemnitaire dont ils bénéficiaient en application des dispositions réglementaires antérieures.

Article 1

I Le RIFSEEP

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE (indemnité de fonctions de sujétions et expertise) est librement défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par les textes. L'IFSE mise en place par la présente délibération est par principe exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir. Ce régime indemnitaire pourra en revanche être cumulé avec l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement), les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire (GIPA), les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...), la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel, les prestations d'actions sociales, le complément de rémunération.

CADRE GÉNÉRAL DU RIFSEEP

Il est instauré au profit des cadres d'emplois visés dans la présente délibération, une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) reposant sur une notion de groupe de fonctions dont le nombre sera défini pour chaque cadre d'emplois concerné sans pouvoir être inférieur à 1, et définis selon les niveaux d'encadrement.

Son attribution fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale notifié à l'agent.

Le régime indemnitaire versé au titre de l'IFSE est versé dans le respect des seuils et plafonds fixés par les différents décrets. Les agents bénéficiant d'un logement pour nécessité absolue



de service bénéficiant de plafonds minorés dans la limite de ceux prévus pour les fonctionnaires des corps de référence de L'État.

CONDITIONS DE VERSEMENT DE L'IFSE

L'IFSE fait l'objet d'un versement mensuel.

Le montant annuel de l'IFSE versé aux agents fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions, changement de groupe de fonctions, avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions,
- tous les 4 ans en l'absence de changement de fonction et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent,
- en cas de changement de cadre d'emplois suite à une promotion, ou réussite à un concours.

Cadre d'emplois des attachés et des directeurs d'établissement d'enseignement artistique

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de L'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant annuel maximal CIA
Groupe 1	DGS/DGA	36 210	22 310	6 390
Groupe 2	Directeur	32 130	17 205	5 670
Groupe 3	Chef de service	25 500	14 320	4 500
Groupe 4	Coordonnateur Chef équipe Cadre spécialisé Sans encadrement	20 400	11 160	3 600

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des ingénieurs

Arrêté du 26 décembre 2017 pris pour l'application au corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	DGS/DGA/ Directeur	36 210	22 310	6 390
Groupe 2	Encadrant	32 130	17 205	5 670



Groupe 3	Sans encadrement	25 500	14 320	4 500
----------	------------------	--------	--------	-------

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadre d'emploi des puéricultrices, cadres territoriaux de santé paramédicaux, et des infirmiers en soins généraux

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrant	19 480	3 440
Groupe 2	Sans encadrement	15 300	2 700

Cadre d'emplois des cadres territoriaux de santé infirmier et des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives :

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi d'inspecteur technique de l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi d'inspecteur technique de l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrant	25 500	4 500
Groupe 2	Sans encadrant	20 400	3 600

Cadre d'emplois des conseillers socio-éducatifs

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 pris en référence pour les conseillers territoriaux socio-éducatifs.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maximal annuel CIA
Groupe 1	Encadrants	19 480	3440



AUXERRE

Groupe 2	Sans encadrement	15 300	2700
----------	------------------	--------	------

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadres d'emplois des conservateurs du patrimoine

Arrêté du 7 décembre 2017 pris pour l'application au corps des conservateurs du patrimoine relevant du ministère de la culture et de la communication des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 est pris en référence pour les conservateurs du patrimoine.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maximal annuel CIA
Groupe 1	DGS/DGA	46 920	25 810	8280
Groupe 2	Directeur	40 290	22 160	7110
Groupe 3	Chef de service	34 450	18 950	6080
Groupe 4	Coordonnateur Chef équipe Cadre spécialisé Sans encadrement	31 450	17 298	5550

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des conservateurs de bibliothèques

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des assistants spécialisés, des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat :

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maximal annuel CIA
Groupe 1	Directeur	34 000	6000
Groupe 2	Chef de service	31 450	5550
Groupe 3	Coordo-chef équipe-cadre spécialisé-sans encadrement	29 750	5250

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadres d'emplois des bibliothécaires et des attachés de conservation du patrimoine et des bibliothèques



Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des assistants spécialisés, des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat :

Groupe fonctions	de	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant annuel maximal CIA
Groupe 1		Encadrant	29 750	5250
Groupe 2		Sans encadrement	27 200	4800

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des assistants spécialisés, des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat :

Groupe fonctions	de	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant annuel maximal CIA
Groupe 1		Encadrant	16 720	2280
Groupe 2		Sans encadrement	14 960	2040

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe fonctions	de	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant annuel maximal CIA
Groupe 1		Encadrants	11 970	1630
Groupe 2		Sans encadrement	10 560	1440



Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des éducateurs de jeunes enfants :

Arrêté du 17 décembre 2018 pris pour l'application au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Chef de service	14 000	1 680
Groupe 2	Coordonnateur Chef d'équipe	13 500	1 620
Groupe 3	Sans encadrement	13 000	1 560

Cadres d'emplois des rédacteurs territoriaux, des éducateurs des APS, des animateurs territoriaux

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux, les éducateurs des APS, les animateurs territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant annuel maximal CIA
Groupe 1	Chef de service	17 480	8 030	2 380
Groupe 2	Coordonnateur Chef d'équipe	16 015	7 220	2 185
Groupe 3	Sans encadrement	14 650	6 670	1 995

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents des cadres d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des techniciens :



Arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application au corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	Chef de service	17 480	8 030	2 380
Groupe 2	Coordonnateur Chef d'équipe	16 015	7 220	2 185
Groupe 3	Sans encadrement	14 650	6 670	1 995

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture

Arrêté du 31 mai 2016 pris pour l'application à certains corps d'infirmiers relevant de la catégorie B des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrant	9 000	5 510	1230
Groupe 2	Sans encadrement	8 010	4 860	1090

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée

Cadres d'emplois des adjoints administratifs, des ATSEM, des opérateurs des APS, des adjoints d'animation, des adjoints techniques, des agents de maîtrise

Arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat



Arrêté du 26 novembre 2014 pris pour l'application aux corps des adjoints administratifs du ministère de la défense des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux, les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles, les opérateurs des activités physiques et sportives, les adjoints territoriaux d'animation

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints techniques territoriaux et les agents de maîtrise territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant annuel maximal CIA
Groupe 1	Encadrants	11 340	7 090	1260
Groupe 2	Sans encadrement	10 800	6 750	1200

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadres d'emplois des adjoints du patrimoine

Arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints territoriaux du patrimoine.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maximal annuel CIA
Groupe 1	Encadrants	11 340	7 090	1260
Groupe 2	Sans encadrement	10 800	6 750	1200

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents des cadres d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

II Les autres régimes indemnitaires



Cadre d'emplois des professeurs d'enseignement artistique

- l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves (ISO) dans les conditions définies par le décret n°93-55 du 15 janvier 1993 et l'arrêté ministériel de la même date.

Le montant de la part fixe et de la part variable mensuelle est versée selon les montants définis en annexe 1.

Le montant de la part modulable annuel sera versé conformément à l'article 2 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des assistants d'enseignement artistique

- l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves (ISO) dans les conditions définies par le décret n°93-55 du 15 janvier 1993 et l'arrêté ministériel de la même date.

Le montant de la part fixe est affecté d'un coefficient de 1.

Le montant de la part modulable sera versé conformément à l'article 2 de la présente délibération.

Par dérogation au régime indemnitaire commun au cadre d'emplois et en cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, le maire peut décider par arrêté municipal d'attribuer :

- l'indemnité horaire d'enseignement dans les conditions prévues par le décret n°50-1253 du 6 octobre 1950. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des chefs de service de police municipale

- l'indemnité spéciale de fonction (ISF) des chefs de service de police municipale dans les conditions définies par le décret n°2000-45 du 20 janvier 2000 au taux moyen de 22 % du traitement brut indiciaire.

- l'indemnité d'administration et de technicité (IAT) dans les conditions fixées par le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002. Le montant de l'IAT est modulé en fonction des missions et des selon les annexes 2 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des agents de police municipale

- l'indemnité spéciale de fonction (ISF) des agents de police municipale dans les conditions définies par le décret n°2000-45 du 20 janvier 2000 aux taux moyens suivants :

gardien brigadier chef principal : 20 % du traitement indiciaire brut

gardien brigadier : 20 % du traitement indiciaire brut

- une indemnité d'administration et de technicité (IAT) dans les conditions définies par le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002

Le montant de l'IAT est modulé en fonction des missions et des selon les annexes 2 et 5 de la présente délibération.



En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Hors filière

Les agents n'appartenant pas à un cadre d'emplois font l'objet d'un arrêté municipal fixant le régime indemnitaire en référence au grade équivalent à leurs missions.

Prise en compte de l'absentéisme

Pour les primes définies à l'article 1, conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010, les fonctionnaires et agents contractuels bénéficient du maintien des primes et indemnités, dans les mêmes proportions que le traitement, en cas de :

- congés annuels,
- congés de maladie ordinaire,
- congés pour accident de service/accident du travail et maladie professionnelle,
- congé de maternité, paternité ou adoption.

Ce système d'abattement ne s'applique pas aux primes versées au titre de l'article 2

Article 2

I. A Cadre général du complément indemnitaire annuel versé en 2024 au titre de l'année 2023 :

Cette prime est liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir. Elle est versée dans la limite des textes applicables aux agents titulaires, stagiaires et contractuels à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, recrutés sur des emplois permanents ayant accompli au moins 6 mois de service au sein de la collectivité au cours de l'année n-1.

Le montant du CIA est versé selon la règle suivante :

- 1/3 du montant de la prime sera lié à l'absentéisme et abattu selon les règles ci-dessous
- le montant annuel du CIA abattu après absentéisme sera lié à l'entretien annuel d'évaluation et abattu selon les règles définies par l'assemblée délibérante

II. Dispositif d'abattement du CIA :

Sont exclus du dispositif d'abattement : les congés maternité, d'adoption ou paternité, les arrêts consécutifs aux accidents du travail et de trajet, les maladies professionnelles, les absences syndicales, les absences pour événements familiaux ou autres autorisations spéciales d'absence.

Pour la prise en compte des jours d'absence, le niveau de la retenue est le suivant :

- Aucun abattement jusqu'au 7^{ème} jour d'absence
 - 50 % du 8^{ème} au 28^{ème} jour d'absence cumulé, soit un abattement de 50 % du tiers de la prime
 - 100 % au-delà du 29^{ème} jour d'absence cumulé, soit un abattement de 100 % du tiers de la prime
- Il s'agit de jours calendaires cumulés. Le décompte s'effectue en fonction des arrêts de travail enregistrés sur l'année civile n-1.



III. Modalités de versement

Le CIA fait l'objet d'un versement en une seule fois au mois de juin et n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail et de la période travaillée l'année n-1. En cas de temps partiel thérapeutique, le CIA sera proratisé au temps de présence.

Le montant de la prime lié à l'entretien d'évaluation est fonction de la valeur professionnelle dont a fait preuve l'agent. Il est déterminé tous les ans, pour l'année civile, après un entretien d'évaluation de l'année n-1 sur la base de 4 critères qui permettent de mesurer la valeur professionnelle de l'agent :

- Critère 1 : Résultats professionnels et réalisation des objectifs
- Critère 2 : Compétences professionnelles et techniques
- Critère 3 : Qualités relationnelles
- Critère 4 : Capacité d'encadrement

La prime sera versée au prorata du temps de travail et de la période effectués au cours de l'année civile N-1. Les agents absents pour toutes les raisons de santé (y compris Accident de travail et maladie professionnelle) devront avoir fait valoir au moins 6 mois de présence sur l'année civile N-1 pour bénéficier du versement du CIA.

Les agents absents moins de 6 mois sur l'année civile N-1 et absents pour l'évaluation professionnelle devront pouvoir y répondre avant le 31 mars de l'année N. Dans le cas contraire, la prime ne sera pas versée. Le non versement de la prime en année N ne peut donner lieu à un cumul en N+1.

Les agents quittant l'établissement de façon anticipée devront satisfaire l'obligation d'évaluation professionnelle pour percevoir la prime liée à la façon de servir en solde de tout compte. Dans ce cas de figure le temps de présence de 6 mois sur l'année civile n'est pas requis.

Ce temps de présence de 6 mois n'est pas non plus requis en cas de mutation d'agent permanent de la ville d'Auxerre à la communauté de l'auxerrois.

II. B Cadre général du complément indemnitaire annuel versé en 2025 au titre de l'année 2024 :

Cette prime est liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir. Elle est versée dans la limite des textes applicables aux agents titulaires, stagiaires et contractuels à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, recrutés sur des emplois permanents ayant accompli au moins 6 mois de service au sein de la collectivité au cours de l'année n-1.

Le CIA est versé selon la règle suivante :

- 50% du montant de la prime sera lié à l'absentéisme et abattu selon les règles définies au point 1)
- le montant annuel du CIA abattu après absentéisme sera lié à l'entretien annuel d'évaluation et abattu selon les règles définies au point 2).

1 Le dispositif d'abattement du CIA pour absentéisme :

Pour le calcul du montant de la prime de résultat, un abattement est effectué pour tenir compte de l'absentéisme en fonction de l'année de référence (N-1). Cet abattement peut être à hauteur de 50% de la totalité de la prime.



Pour la prise en compte des jours d'absence, le niveau de la retenue est le suivant :

- Aucun abattement jusqu'au 15^{ème} jour.
- 50 % du 16^{ème} jour d'absence au 29^{ème} jours cumulé, soit un abattement de 50 % de la part de la prime liée à l'absentéisme
- 100 % au-delà du 29^{ème} jour d'absence cumulé, soit un abattement de 100 % de la part de la prime liée à l'absentéisme

Il s'agit de jours calendaires cumulés sans forcément être consécutifs. Le décompte s'effectue en fonction des arrêts de travail enregistrés sur l'année civile n-1.

Sont exclus du dispositif d'abattement : les congés maternité, d'adoption ou paternité, les arrêts consécutifs aux accidents du travail et de trajet, les maladies professionnelles, les absences syndicales, les absences pour événements familiaux ou autres autorisations d'absence.

2 Le dispositif d'abattement du CIA lié à l'entretien professionnel

Le montant de la prime lié à l'entretien d'évaluation est fonction de la valeur professionnelle dont a fait preuve l'agent. Il est déterminé tous les ans, pour l'année civile, après un entretien d'évaluation de l'année n-1 sur la base de 4 critères qui permettent de mesurer la valeur professionnelle de l'agent :

Critère 1 : Résultats professionnels et réalisation des objectifs

Critère 2 : Compétences professionnelles et techniques

Critère 3 : Qualités relationnelles

Critère 4 : Capacité d'encadrement

Le montant de la prime, après éventuel abattement pour absences, est réparti en trois parts égales sur les 3 premiers blocs de compétences qui correspondent aux 3 premiers critères, pour toutes les catégories.

Les agents non encadrants A, B et C ne sont évalués que sur les 3 premiers blocs de compétences. Les agents de catégorie A, B et C encadrants sont concernés également par le quatrième item.

Pour chaque agent, toute note inférieure à 5 sur une compétence des trois premiers critères donne lieu à un abattement total du montant du bloc de compétence concerné.

Pour les encadrants de toutes catégories qui sont évalués sur les 4 critères, à l'issue du calcul décrit ci-dessus, toute note inférieure à 5 sur une compétence du 4^{ème} critère conduit à une réduction de 25 % de la prime totale.

1 Les Modalités de versement

Le CIA fait l'objet d'un versement en une seule fois au mois de juin et n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail et de la période travaillée l'année n-1. En cas de temps partiel thérapeutique, le CIA sera proratisé au temps de présence.

La prime sera versée au prorata du temps de travail et de la période effectuée au cours de l'année civile N-1. Les agents absents pour toutes les raisons de santé (y compris AT MP) devront avoir fait valoir au moins 6 mois de présence sur l'année civile N-1 pour bénéficier du versement du CIA.



Les agents absents moins de 6 mois sur l'année civile N-1 et absents pour l'évaluation professionnelle devront pouvoir y répondre avant le 31 mars de l'année N. Dans le cas contraire, la prime ne sera pas versée. Le non versement de la prime en année N ne peut donner lieu à un cumul en N+1.

Les agents quittant l'établissement de façon anticipée devront satisfaire l'obligation d'évaluation professionnelle pour percevoir la prime liée à la façon de servir en solde de tout compte. Dans ce cas de figure le temps de présence de 6 mois sur l'année civile n'est pas requis.

Ce temps de présence de 6 mois n'est pas non plus requis en cas de mutation d'agent permanent de la ville d'Auxerre à la Communauté de l'Auxerrois.

Article 3

Le maire fixe individuellement les montants indemnitaires du personnel municipal et peut discrétionnairement déroger aux taux et coefficients fixés dans la présente délibération par arrêté municipal au regard notamment des fonctions occupées, de la manière de servir de l'agent, dans le respect des textes réglementant chacune des primes instituées par l'article 1.

Article 4

Les primes et indemnités sont versées aux fonctionnaires mensuellement sauf disposition expresse contenue dans la présente délibération.

Le versement est étendu aux agents non titulaires de droit public occupant un emploi permanent à condition que la durée de leur contrat soit supérieure à 6 mois. Si le contrat est conclu pour une durée supérieure à 6 mois, le régime indemnitaire est versé dès le premier mois.

Le régime indemnitaire des agents non titulaires est celui correspondant au grade de référence prévu dans le contrat.

Article 5

Conformément à l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984, les agents qui subissent une baisse de leur régime indemnitaire dans le cadre de la mise en place de nouvelles dispositions réglementaires, bénéficient à titre individuel du maintien du montant du régime indemnitaire dont ils bénéficiaient en applications des dispositions réglementaires antérieures.

Article 6 : les sujétions métiers

Ainsi peuvent être versées dans le cadre de la modulation individuelle des primes instituées par l'article 1 et sous réserve des maxima fixés par les décrets réglementant chacune de ces primes.

Le montant du régime indemnitaire peut être majoré en fonction :

- des responsabilités exercées, telles que définies dans l'annexe 2 de la présente délibération.

Cette prime est susceptible de concerner l'ensemble des agents, toutes catégories confondues, dès lors qu'ils occupent un emploi correspondant à l'un des niveaux de responsabilité.



- du métier exercé : annexe 3 . cette prime est versée aux agents de catégorie C
- de la gestion d'une régie : la prime peut être attribuée aux agents qui assurent, en tant que titulaire, les fonctions de régisseur d'avances et/ou de recettes. (annexe 4)
- de l'obligation d'assumer un coût financier pour l'entretien des tenues professionnelles qui sont mises à leur disposition : (annexe 5) . Les agents qui ouvrent droit à cette prise en charge continuent de percevoir la prime quand ils sont en congés, en récupération, en formation, en autorisation d'absence ou toute autre absence assimilée à un temps de travail effectif à l'exception des absences pour raison de santé. Toute absence pour raison de santé aura pour effet de réduire cette participation financière d'1/30ème par jour d'absence. Il peut également être procédé à la suspension de cette prime dans l'hypothèse où l'agent cesse d'entretenir sa tenue.

Il convient d'étendre le versement de cette prime entretien des tenues aux agents non titulaires recrutés sur des emplois non permanents. Cette prime est versée dès lors que l'agent est équipé d'une tenue nécessitant un entretien particulier (métiers annexe 5) et au prorata des heures travaillées.

Pour les agents mensualisés la prime est versée au mois le mois.

Pour les agents payés avec un mois de décalage, la première partie de la prime est versée avec les heures du mois du contrat du mois M. Le complément de la prime sera versée en rappel avec les heures du mois M payés en M+1.

Les saisonniers qui travaillent l'été ne peuvent prétendre au versement de cette prime.

Par ailleurs un abattement de la prime d'entretien des tenues sera effectué lorsque l'agent est en autorisation spéciale d'absence COVID plus de 5 jours sur le mois. L'abattement est réalisé en trentième.

Les agents qui perçoivent en application de ces barèmes un montant inférieur à celui qu'ils percevaient précédemment conservent à titre personnel le niveau de leur indemnité actuelle tant qu'ils occupent leur poste actuel.

Le versement de ces primes est mensuel, le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

Article 7

Les primes et indemnités seront revalorisées en fonction des textes en vigueur.

Article 8

Le complément de rémunération est versé au mois de novembre au prorata du temps de travail :



- à tous les agents titulaires et non titulaires recrutés sur des emplois permanents (sauf les collaborateurs de cabinet). Les agents susvisés ayant quitté la collectivité avant le mois de novembre percevront le complément de rémunération avec la dernière paye établie.
- à tous les agents non titulaires de droit public en activité recrutés sur des emplois non permanents à condition qu'ils effectuent au moins 10 heures de travail hebdomadaires ou 520 heures de travail annuelles.

Son montant individuel, porté à 946.65 euros bruts, non hiérarchisé, évolue automatiquement, chaque année, dans les mêmes proportions que la valeur du point de la fonction publique de l'année N-1.

Article 9 : Les indemnités d'astreinte

Conformément à la délibération n° 2005-374 du 15 décembre 2005, modifiée par délibérations n° 2006-74 du 13 avril 2006, n° 2006-178 du 14 septembre 2006, n° 2007-76 du 31 mai 2007 et n°2007-208 du 20 décembre 2007, n°2013-156, n°2021-028, les indemnités d'astreinte sont maintenues.

Article 10

Sont maintenues les autres primes liées à des fonctions particulières telles que les indemnités de jurys d'examen ou concours.

Article 11

La liste des emplois ouvrant droit au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires est annexée à la présente délibération (Annexe 6)

Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Sont considérées comme heures supplémentaires, les heures de travail effectuées par un agent à la demande de son chef de service en dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail. Le cycle de travail est la période de référence sur la base de laquelle est organisé le travail. Le cycle est défini par service ou par fonction. La durée du cycle peut aller de la semaine à l'année de façon à ce que la durée du travail soit de 35 heures hebdomadaires sur l'année.

Seul le temps de travail effectif est pris en compte pour le calcul des heures supplémentaires, les sujétions ne sont pas comptabilisées.

Sont éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires le personnel communautaire dont le cadre d'emplois est éligible au versement de l'Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaire (IHTS) et étant amenés à réaliser une mission exceptionnelle. Est considérée comme mission exceptionnelle, toute activité liée à un événement exceptionnel et/ou non prévisible. La qualification du caractère exceptionnel de l'événement relève de la décision du Président. La liste des métiers ouvrant droit au paiement des heures supplémentaires est annexée à la présente délibération. Annexe 6.



Des sujétions de temps de travail peuvent être rémunérées, selon le barème suivant :

Le travail le dimanche : 1 heure travaillée est comptée pour 1h 30 de temps de travail effectif

La nuit en semaine entre 22 h et 7 : 1 heure travaillée est comptée pour 1h15 de travail effectif.

La nuit du samedi au dimanche entre 22h et 7h : 1 heure travaillée est comptée pour 1h30 de temps de travail effectif.

Les jours fériés : 1 heure travaillée est comptée pour 1h30 de travail effectif le samedi et le dimanche et pour 2h les lundi, mardi, mercredi jeudi et vendredi.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De modifier la délibération n° 2023-142 portant actualisation du régime indemnitaire
- D'autoriser le versement du régime indemnitaire telle que décrit dans la présente délibération
- D'autoriser le maire à signer les actes à venir, en application de la présente délibération
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012



Tableau des montants annuels Des primes versées au titre de l'IFSE/ISO/IAT par grade en euros bruts annuels	
FILIERE ADMINISTRATIVE	
Catégorie A	RI GRADE
Attaché HC	12 000 €
Directeur	12 000 €
Attaché Principal	7 953 €
Attaché	6 636 €
Catégorie B	RI GRADE
Rédacteur principal 1ère classe	5 436 €
Rédacteur principal 2ème classe	4 152 €
Rédacteur	3 480 €
CATEGORIE C	RI GRADE
Adjoint administratif principal 1ere classe	1 643 €
Adjoint administratif principal 2ème classe	1 532 €
Adjoint administratif	1 320 €
FILIERE TECHNIQUE	
Catégorie A	RI GRADE
Ingénieur HC	12 480 €
Ingénieur Principal	12 000 €
Ingénieur	7 953 €
Catégorie B	RI GRADE
Technicien pal 1ere classe	5 736 €
Technicien pal 2ème classe	5 256 €
Technicien	3 606 €
CATEGORIE C	RI GRADE
Agent de maîtrise pal	3 306 €
Agent de maîtrise	3 132 €
Adjoint technique pal 1ère classe	1 643 €
Adjoint technique pal 2ème classe	1 532 €
Adjoint technique	1 320 €
FILIERE CULTURELLE	
Catégorie A	RI GRADE
Directeur enseignement artistique 1ere cat	6 036 €
Directeur enseignement artistique 2ème cat	5 436 €
Professeur enseignement artistique HC	1 859 €
Professeur enseignement artistique CN	1 859 €
Professeur de dessin	1 434 €
Conservateur en chef du patrimoine	7 953 €
Conservateur du patrimoine	6 636 €
Conservateur en chef de bibliothèques	7 953 €
Conservateur de bibliothèques	6 636 €
Attaché principal de conservation	7 953 €
Attaché de conservation	6 636 €
Bibliothécaire Principal	7 953 €
Bibliothécaire	6 636 €
Catégorie B	RI GRADE
Assistant d'enseignement artistique pal 1ere cl	1 586 €
Assistant d'enseignement artistique pal 2ème cl	1 586 €
Assistant d'enseignement artistique	1 586 €
Assistant de conservation pal 1ere cl	5 436 €
Assistant de conservation pal 2ème cl	4 152 €
Assistant de conservation	3 480 €



CATEGORIE C	RI GRADE
Adjoint du patrimoine principal 1ere classe	1 643 €
Adjoint du patrimoine principal 2ème classe	1 532 €
Adjoint du patrimoine	1 320 €
FILIERE MEDICO SOCIALE FILIERE MEDICO SOCIALE	
Catégorie A	RI GRADE
	RI GRADE
Cadre territoriaux supérieur de santé	7 953 €
Cadre territoriaux de santé 1ère classe	6 636 €
Cadre territoriaux de santé 2ème classe	5 436 €
Puéricultrice HC	7 953 €
Puéricultrice	5 436 €
Infirmiers en soins généraux HC	6 636 €
Infirmiers en soins généraux	5 256 €
Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle	6 636 €
Educateur de jeunes enfants	5 256 €
Conseiller socio éducatif sup	7 953 €
Conseiller socio éducatif	6 636 €
Assistant socio éducatif de classe exceptionnelle	6 636 €
Assistant socio éducatif	5 256 €
CATEGORIE B	RI GRADE
Auxiliaire de puér classe supérieure	2 543 €
Auxiliaire de puér classe normale	2 432 €
CATEGORIE C	RI GRADE
ATSEM Pal 1ere cl	1 643 €
ATSEM Pal 2ème cl	1 532 €
FILIERE ANIMATION	
Catégorie B	RI GRADE
Animateur pal 1ere cl	5 436 €
Animateur pal 2ème	4 152 €
Animateur	3 480 €
CATEGORIE C	RI GRADE
Adjoint d'animation pal 1ère cl	1 643 €
Adjoint d'animation pal 2ème cl	1 532 €
Adjoint d'animation	1 320 €
FILIERE SPORTIVE	
Catégorie A	RI GRADE
Conseiller pal des APS	6 636 €
Conseiller des APS	3 968 €
Catégorie B	RI GRADE
Educateur des APS pal 1ere cl	5 436 €
Educateur des APS pal 2ème	4 152 €
Educateur des APS	3 480 €
CATEGORIE C	RI GRADE
Opérateur principal	1 643 €
Opérateur qualifié	1 532 €
Opérateur	1 320 €
FILIERE POLICE MUNICIPALE	
Catégorie B	RI GRADE
Chef de service PM pal 1ère cl	22 % TIB+ IAT



Chef de service PM pal 2ème cl	22 % TIB +IAT
Chef de service PM	22 % TIB+IAT
Catégorie C	
Gardien brigadier chef pal	20 % TIB +IAT
Gardien brigadier	20 % TIB + IAT



Tableau des montants annuels
Des primes de niveau de responsabilités versées au titre de l'IFSE/ISO/IAT
Montants en euros bruts annuels
A compter du 01/01/2024

	CHEF D'EQUIPE - DE 5 AGENTS	CHEF D'EQUIPE 5 AGENTS OU +	COORDONATEUR SANS ENCADREMENT	COORDONATEUR AVEC ENCADREMENT	CADRE SPECIALISE	CHEF DE SERVICE	DIRECTEUR
CATEGORIE A							
FILIERE ADMINISTRATIVE MEDICO SOCIALE SPORTIVE ET CULTURELLE HORS PROF	180 €	480 €	480 €	840 €	960 €	2 160 €	3 600 €
FILIERE TECHNIQUE SI NBI ENCADREMENT 5 AGENTS		180 €		660 €	960 €	2 160 €	3 600 €
FILIERE TECHNIQUE SANS NBI	180 €	480 €	480 €	840 €	960 €	2 160 €	3 600 €
CATEGORIE B							
FILIERE ADMINISTRATIVE MEDICO SOCIALE SPORTIVE ANIMATION ET CULTURELLE HORS ASSISTANT ENSIENEMENT	480 €	780 €	780 €	1 080 €		1 800 €	2 700 €
FILIERE TECHNIQUE SI NBI ENCADREMENT 5 AGENTS		240 €		540 €		720 €	960 €
FILIERE TECHNIQUE SANS NBI	480 €	780 €	780 €	1 080 €		1 800 €	2 700 €
FILIERE POLICE MUNICIPALE	240 €	300 €	300 €	420 €		780 €	1 080 €
CATEGORIE C							
FILIERE ADMINISTRATIVE MEDICO SOCIALE SPORTIVE ANIMATION ET CULTURELLE	720 €	1 020 €	1 020 €	1 320 €			
FILIERE TECHNIQUE AGENT DE MAITRISE	300 €	300 €	480 €	660 €		840 €	
FILIERE TECHNIQUE ADJOINT TECHNIQUE AVEC NBI		720 €		480 €		1 440 €	
FILIERE TECHNIQUE ADJOINT TECHNIQUE SANS NBI	720 €	1 020 €	1 020 €	1 320 €			
FILIERE POLICE MUNICIPALE	300 €	360 €	360 €	480 €		720 €	













































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































































Tableau des montants annuels Des primes versées au titre de l'IFSE/ISO/IAT par métier Montants en euros bruts annuels A compter du 01/01/2024		
Service/Direction	Métier	Montants
DCSTE	Animateur CLS/EAA	220 €
EVS	ATSEM	220 €
Tous services	Agent entretien	220 €
Tous services	Agent accueil	220 €
Bibliothèque	Chargé d'accueil bibliothèque	220 €
Tous services	Agent de saisie	220 €
Muséum	Médiateur	220 €
Maintenance bât	Agent d'entretien	250 €
Musées	Médiateur	280 €
Médiateur	Gardien de salle	300 €
Culture	Agent chargé de la logistique	340 €
Divers	Cuisinier	340 €
DTE	Hôtesse de restauration	340 €
DTE	Référent technique	340 €
Relation citoyenne	Agent accueil polyvalent	340 €
Abbaye Saint Germain	Gardien accueil crypte	340 €
Droits de places	Placier	460 €
Tous services	Gestionnaire administrative assistante Chargé de comm chef projet	460 €
Tous services	Gestionnaire technique	460 €
Equipements sportifs	Gardien de gymnase	470 €
ASVP	ASVP	480 €
DU	Gardien parking du pont	590 €



Tableau des montants annuels
Des primes versees au titre de l'IFSE régie
en euros bruts annuels
A compter du 01/01/2024

Montant régie avances et /ou recettes	Montant
Jusqu'à 3 000 euros	110 €
De 3 001 à 4 600 euros	120 €
De 4 601 à 7 600 euros	140 €
De 7 601 à 12 200 euros	160 €
De 12 201 à 18 000 euros	200 €
De 18 001 à 38 000 euros	320 €
De 38 001 à 53 000 euros	410 €
De 53 001 à 76 000 euros	550 €
De 76 001 à 150 000 euros	640 €
De 150 001 à 300 000 euros	690 €
De 300 001 à 760 000 euros	820 €
De 760 001 à 1 500 000 euros	1 050 €



Tableau des montants annuels
Des primes versees au titre de l'IFSE tenue
Montants en euros bruts annuels
A compter du 01/01/2024

service	métier	Montant
Droits de places	Agent d'entretien de l'arquebuse	420 €
Maintenance bâtiments	Agent chargé du gros entretien	

Vêtements d'image nécessitant un entretien particulier

service	métier	Montant
Police municipale	Agent de police municipale	240 €
Surveillance voie publique	Agent de surveillance de la voie publique	



Tableau des métiers ouvrant droit au versement de l'IHTS

Service	Poste	Catégorie	Cadre d'emplois
service culturels	Agent/e logistique culturelle	C	Adjoint technique territorial
	Chargé/e d'accueil culturel	C	Adjoint administratif territorial
			Adjoint technique territorial
	Gardien Site culturel	C	Adjoint technique territorial
	Coordo des services culturels	B	Animateur
	Enseignant beaux arts	B	Assistant d'enseignement artistique
	Médiateur/trice	C	Adjoint territorial du patrimoine
		B	Animateur
Agent/e accueil bibliothèque	C	Adjoint administratif territorial	
		Adjoint technique territorial	
			Adjoint territorial du patrimoine
	Guide	C	Adjoint territorial du patrimoine
Bibliothèques	Référent/e informatique	B	Technicien Territorial
	Chargé des collections	B	Assistant de conservation
Conservatoire	Enseignant CMD	B	Assistant d'enseignement artistique
Abbaye	Chargé/e de projet	C	Adjoint technique territorial
		C	Adjoint territorial d'animation
		B	Animateur
		B	Rédacteur
Musées/Muséum	Coordonnateur technique	C	Adjoint technique territorial
	Agent chargé/e service éducatif	C	Adjoint territorial du patrimoine principal
		C	Adjoint administratif territorial
	Chargé/e de conservation	B	Assistant de conservation
	Médiateur/trice	C	Adjoint administratif territorial
			Adjoint technique territorial
		Adjoint territorial du patrimoine	
		B	Assistant de conservation
Accueil	Chargé/e d'accueil	C	Adjoint administratif territorial
		B	Rédacteur
	Chargé/é des élections	C	Adjoint administratif territorial
		B	Rédacteur
	Gardien de salles	C	Adjoint technique territorial
ASVP	ASVP	C	Adjoint technique territorial
Cabinet	Assistant/e	C	Adjoint administratif territorial
	Cuisinier/re	C	Agent de maîtrise
	Agent de service	C	Adjoint technique territorial
Cimetières	Gardien/ne		Adjoint technique territorial
Centre de loisirs	Animateur/trice CLS	C	Adjoint territorial d'animation
			Adjoint technique territorial
			Adjoint technique territorial
	Gestionnaire administratif/ve	B	Rédacteur
Crèches et haltes garderies	Agent/e d'entretien	C	Adjoint technique territorial
	Auxiliaire PE	C	Adjoint technique territorial
			Auxiliaire de puériculture
	Cuisinier/re	C	Adjoint technique territorial
Equipement de territoire	Animateur/trice ET	C	Adjoint administratif territorial
			Adjoint territorial d'animation
		B	Animateur



	Chargé/é d'accueil	C	Adjoint administratif territorial
Droits de place Marchés	Gardien	C	Adjoint technique territorial
	Placier	C	Adjoint technique territorial Agent de maîtrise principal
Temps de l'enfant	Référent/e technique	C	Adjoint technique territorial
	Chargé/é de mission		Rédacteur
Ecoles	Agent/e d'entretien	C	Adjoint technique territorial
	ATSEM	C	Agent spécialisé des écoles maternelles
Equipements sportifs	Gardien/ne de gymnase	C	Adjoint technique territorial
ERP	Agent ERP	C	Adjoint technique territorial
Vie scolaire	Coordo	B	Rédacteur
	Gestionnaire EVS	C	Adjoint administratif territorial
Finances	Gestionnaire finances	C	Adjoint administratif territorial
Foncier	Chargé/é d'urbanisme	C	Adjoint administratif territorial
Voie publique	Inspecteur de voirie	B	Technicien
	Technicien politique arbre	B	Technicien
Maintenance	Agent/e d'entretien	C	Adjoint technique territorial
Parking	Agent/e d'entretien	C	Adjoint technique territorial
Police	Policier/ère	C	Brigadier (appellation)
			Brigadier-chef principal
			Gardien-brigadier
Quartiers	Assistant/e	C	Adjoint administratif territorial
		B	Assistant de conservation
Restauration collective	Coordo	B	Technicien
	Hôte/sse de RS	C	Adjoint technique territorial
	Renfort hôte/sse RS	C	Adjoint technique territorial
Santé handicap	Agent de santé hygiène	C	Adjoint technique territorial
	Inspecteur de salubrité	B	Technicien
Sports	Educateur/trice sportif/ve	B	Educateur territorial des A.P.S
	Gestionnaire administratif/ve	B	Rédacteur
Tous services	Assistant/e	C	Adjoint administratif territorial
		B	Rédacteur
	Chef/fe d'équipe	C	Adjoint territorial du patrimoine
			Agent de maîtrise
			Brigadier-chef principal
			Adjoint territorial d'animation
		B	Animateur
	Responsable de service	B	Rédacteur
		B	Animateur
	Saisonniers	C	Adjoint technique territorial
			Adjoint administratif territorial
			Adjoint territorial d'animation
			Adjoint territorial du patrimoine
Contractuel non permanent	C	Adjoint technique territorial	
		Adjoint administratif territorial	
		Adjoint territorial d'animation	
		Adjoint territorial du patrimoine	



PROJET DE DELIBERATION

N°2023-180

OBJET : Personnel municipal _ Dispositif de participation aux cotisations de complémentaire santé_ Actualisation

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

La collectivité a fait le choix depuis plusieurs années de participer aux cotisations de complémentaire santé et/ ou prévoyance.

La participation à la complémentaire santé est versée en référence à l'indice majoré des agents.

Les grilles indiciaires ont évolué depuis 2019 et elles seront revalorisées de 5 points en janvier 2024. Il convient d'actualiser les indices des différentes tranches afin de maintenir le niveau de participation prévu en 2019 tout en tenant compte des évolutions de janvier 2024.

Ainsi à compter de janvier 2024, les tranches seront les suivantes :

Tranche 1	IM inférieur ou égal à 394	285 euros bruts annuels
Tranche 2	IM entre 395 et 485	186 euros bruts annuels
Tranche 3	IM supérieur ou égal à 486	80 euros bruts annuels

Le montant de la participation à la prévoyance reste inchangé, il est de 120 € bruts annuels.

Cette participation s'effectue mensuellement par douzième sur présentation par l'agent d'un justificatif d'adhésion pour l'année en cours à une offre de complémentaire santé et/ou prévoyance labellisée(s). Le justificatif d'adhésion doit être présenté au plus tard le 31 janvier sous peine de suspension du versement de la participation. L'indice majoré retenu pour le versement de la participation est donc celui détenu par l'agent au 1er janvier de l'année de référence.

Les agents qui entrent ou quittent la collectivité au cours de l'année de référence perçoivent la participation au prorata de leur temps de présence, sous réserve de la présentation du justificatif susmentionné.

Les agents qui sont placés dans une position administrative autre que l'activité sur tout ou partie de l'année de référence perçoivent la participation au prorata de leur période d'activité, sous réserve de la présentation du justificatif susmentionné.

Les agents qui adhèrent au cours de l'année de référence à une offre labellisée perçoivent la participation au prorata de la période de couverture par ce contrat, sous réserve de la présentation du justificatif susmentionné.

Ce dispositif est applicable pour les agents recrutés sur des postes permanents.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'actualiser le dispositif de participation à la couverture santé tel que décrit dans la présente délibération



AUXERRE

- D'autoriser le Maire à signer les actes à venir en application de la présente délibération
- De dire que les crédits sont inscrits au budget primitif au chapitre 012.



PROJET DE DELIBERATION**N°2023-181****OBJET : Service public du camping - Suppression****Rapporteur : Crescent MARAULT**

Le conseil municipal de la Ville d'Auxerre a créé un service public du camping. En ce sens, le camping municipal de la Ville d'Auxerre, situé 8 route de Vaux à Auxerre a été fondé.

Le camping de la Ville d'Auxerre est géré en délégation, par l'entreprise FRERY, jusqu'au 31 janvier 2023.

La Ville d'Auxerre souhaite vendre le terrain où est installé le camping, à la société AJA FOOTBALL. De ce fait, à la fin du contrat de délégation de service public, il est donc nécessaire de supprimer ce service.

Par ailleurs, la Communauté de l'Auxerrois, dans ses modifications de statuts, présentées en séance du 21 décembre 2023, prévoit une préfiguration d'un camping intercommunal.

Aussi, conformément à l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales et à la jurisprudence du Conseil d'État du 6 janvier 1995, ville de Paris, tout comme pour la création, le conseil municipal est seul compétent pour supprimer un service public local.

L'ensemble des contrats, biens et agents affectés au service public du camping sera redistribué dans l'administration municipale en fonction des besoins.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De supprimer le service public local du camping,
- D'autoriser le Maire à signer tout acte à intervenir pour l'exécution de la présente délibération.



PROJET DE DELIBERATION

N°2023-182

OBJET : Acte de gestion courante - Compte rendu

Rapporteur : Crescent MARAULT

Par délibération n° 2022-095 en date du 30 juin 2022, le conseil municipal a donné délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour assurer diverses tâches de gestion courante, telles qu'énumérées à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du même Code, le Maire rend compte au conseil municipal des décisions prises telles qu'énumérées ci-après.

Le conseil municipal prend acte des décisions prises ci-dessous.

Décisions du Maire :

Numéro	Date	Objet
2023-DIEPP-034	15/11/23	Portant demande de subvention auprès de la Direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne Franche Comté pour le récolement 2024 du Muséum d'Auxerre à hauteur de 21 600.00 € sur un montant total de 27 000.00 €.
2023-DIEPP-035	13/11/23	Portant demande de financement pour les travaux de plantation de l'arbre central de la cour de l'Hôtel de ville dans le cadre des travaux d'aménagement de la Place du Maréchal Leclerc auprès de : <ul style="list-style-type: none"> - Région BFC à hauteur de 26 678.40 € - FEDER à hauteur de 26 678.40 € - Etat Fonds vert à hauteur de 8 892.80 € Sur un montant total de 88 928.00 €.
2023-DIEPP-036	16/11/23	Portant demande de subvention auprès de la Direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne Franche Comté pour le financement du poste de chargé de mission inventaire et récolement archéologie 2024 à hauteur de 19 600.00 € sur un montant total de 24 500.00 €.
2023-DIEPP-037	17/11/23	Portant demande de subvention auprès de la Direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne Franche Comté pour les expositions 2024 du musée d'art et d'histoire d'Auxerre à hauteur de 34 000.00 € sur un montant total de 42 500.00 €.
2023-DIEPP-038	17/11/23	Portant demande de subvention auprès de l'Etat (FIPD) pour le remplacement de caméra de vidéoprotection endommagée lors des violences urbaines du 27 juin 2023 à hauteur de 2 111.20 € sur un montant total de 2 639.00 €.
2023-DIEPP-039	23/11/23	Portant demande de financement pour les travaux de réfection



		de la couche de roulement de la rue Louis Richard à Auxerre auprès du Conseil départemental de l'Yonne à hauteur de 41 461.40 € sur un montant total de 82 922.980 €.
2023-DIEPP-040	04/12/23	Portant demande de subvention auprès du Conseil départemental de l'Yonne pour le fonctionnement des espaces d'accueil et d'animation 2023 à hauteur de : <ul style="list-style-type: none"> - 6 000 € pour la Confluence - 6 000 € pour la Boussole - 16 000 € pour les Hauts d'Auxerre
2023-DRJH-005	31/10/23	Portant mandat spécial à Monsieur Nordine BOUCHROU pour représenter la Ville d'Auxerre lors des Rencontres Cœur de ville – Banque des Territoires à Avignon du 9 au 10 octobre 2023.
2023-DRJH-007	29/11/23	Portant mandat spécial à Nordine BOUCHROU pour représenter la ville d'Auxerre lors du Salon des Maires du 21 au 23 novembre 2023.
2023-DRJH-008	30/11/23	Portant acceptation d'un don de la part d'un particulier composé de documents et d'objets relatifs à la Fonderie Auxerroise.

Conventions :

Numéro	Date	Objet
2023-330	06-nov	Convention de prestation de service avec le PLPB, à l'EAA des hauts d'Auxerre pour des ateliers sport parent/enfant les mercredis 11/10, 22/11 et 6/12/23 de 14h15 à 15h45 au tarif de 35 euros/l'heure soit 52,50 € la séance
2023-331	06-nov	Convention de mise à disposition au Comité Départemental Sport Adapté, du terrain synthétique des hauts d'Auxerre les jeudis de 15h30 à 16h30 et le gymnase Bienvenu Martin les lundis de 14h à 16h du 4 septembre 2023 au 5 juillet 2024 durant les périodes scolaires à titre gracieux
2023-332	06-nov	Convention de mise à disposition au Comité Départemental Sport Adapté, de la salle de gymnastique et la salle Arts Martiaux du complexe Serge Mésonès les jeudis de 15h30 à 17h et la salle Tennis de table les lundis de 14h à 16h du 4 septembre 2023 au 5 juillet 2024 durant les périodes scolaires à titre gracieux
2023-333	06-nov	Convention de mise à disposition au Comité Départemental Fédération de Montagne Escalade de l'Yonne, du mur d'escalade au complexe Serge Mésonès les mercredis de 10h30 à 11h30 pour la période du 18 octobre 2023 au 05 juillet 2024 durant les périodes scolaires à titre gracieux
2023-334	06-nov	Convention de prestations de services avec Aurélie Psalmon à l'EAA les Hauts d'Auxerre pour des ateliers de communication les jeudis 19/10, 9/11, 23/11 et 7/12/2023 de 9h à 11h30 au tarif de 50€/heure soit 125 € la séance pour un coût total de 500 euros



2023-335	06-nov	Convention de prestations de services avec Ava Pavioni à l'EAA les Hauts d'Auxerre pour des ateliers de danse/relaxation les vendredis 20/10, 17/11, 01/12 et 15/12/23 de 10h à 11h30 au tarif de 100€/heure soit 150 € la séance pour un coût total de 600 euros
2023-336	06-nov	Convention de mise à disposition de locaux avec l'association AFAPA à l'EAA l'Alliance pour une réunion le 23 novembre 2023 de 9h à 12h à titre gracieux
2023-337	14-nov	Avenant n°9 à la convention avec le HBCA, ayant pour objet la modification de l'article 4 relatif au montant de la subvention accordée qui est fixée à 2 000 euros
2023-338	14-nov	Avenant n°7 à la convention avec l'ASPTT, ayant pour objet la modification de l'article 4 relatif au montant de la subvention accordée qui est fixée à 500 euros
2023-339	14-nov	Avenant n°9 à la convention avec le Auxerre Aquatic Club, ayant pour objet la modification de l'article 4 relatif au montant de la subvention accordée qui est fixée à 500 euros
2023-340	14-nov	Avenant n°13 à la convention avec AUX'R JUDO, ayant pour objet la modification de l'article 4 relatif au montant de la subvention accordée qui est fixée à 6 500 euros
2023-341	14-nov	Avenant n°6 à la convention avec le RCA, ayant pour objet la modification de l'article 4 relatif au montant de la subvention accordée qui est fixée à 5 000 euros
2023-342	14-nov	Convention de mise à disposition du mini-bus de la ville avec l'Association Auxerre Aquatic Club pour une période d'un an à titre gratuit
2023-343	14-nov	Convention de prestations de services avec la compagnie Bleu Nuage à l'EAA la Boussole le vendredi 8 décembre 2023 de 18h15 à 19h au tarif de 1213,70 euros
2023-344	14-nov	Convention de mise à disposition entre le conservatoire de musique et l'inspection académique, de l'école d'intervenants extérieurs jusqu'à la fin de l'année scolaire
2023-345	14-nov	Convention de partenariat avec le lycée Albert- Schweitzer aux EAA pour des ateliers culinaires entre le 18 septembre 2023 et 7 juillet 2024
2023-346	15-nov	Convention de partenariat avec le comité départemental FFSS89 pour la mise à disposition du stade nautique à compter du 1er janvier 2024 à titre gracieux
2023-347	24-nov	Convention de prestations de services avec l'association Graines de savoirs à l'EAA les Hauts d'Auxerre pour des ateliers créatifs les 17/12, 15/12, 19/01, 16/02, 15/03, 05/04, 03/05 de 9h15 à 11h15 au tarif de 30 euros /heure soit 420 euros.
2023-348	24-nov	Convention de mise à disposition de locaux avec l'association Vivre dans les quartiers des Hauts d'Auxerre à l'EAA l'Alliance pour une réunion, assemblée et galette des Rois les 28/11, 12/12, 09/01 de 18h30 à 21h30 à titre gracieux



AUXERRE

2023-349	30-nov	Convention de mise à disposition de locaux avec l'association "Femmes d'ici et d'Ailleurs à l'EAA les hauts d'Auxerre - site la Ruche - pour une soirée conviviale du 19/01/24 à 18h30 au 22//01/24 à 6h et du 21/06/24 à 18h 30 au 24/06/24 à 6h à titre gracieux
2023-350	30-nov	Convention de mise à disposition de locaux avec l'association l'amicale des Portugais à l'EAA des hauts d'Auxerre - site de la Ruche pour une soirée conviviale du 22/03/24 à 18h30 au 25/03/24 à 6h et du 18/10/24 à 18h30 au 21/10/23 à 6h à titre gracieux
2023-351	30-nov	Convention de mise à disposition de locaux avec l'association l'Olivier à l'EAA des hauts d'Auxerre - site de la Ruche pour une soirée conviviale du 01/03/24 à 18h30 au 4/03/24 à 6h, du 24/05/24 à 18h30 au 27/04/24/23 à 6h et du 14/06/24 à 18h30 au 17/06/24 à 6h à titre gracieux
2023-352	30-nov	Convention de mise à disposition de locaux avec l'association Passerelle à l'EAA des hauts d'Auxerre - site de la Ruche pour Repas, AG et loto pour douze dates sur l'année 2024 à titre gracieux
2023-353	30-nov	Convention de mise à disposition de locaux avec l'association l'Olivier à l'EAA l'Alliance pour du soutien scolaire le mercredi de 14h à 16h du 15/11/23 au 03/07/24 à titre gracieux
2023-354	30-nov	Convention de mise à disposition de locaux avec l'IREPS à l'EAA l'Alliance pour une formation le jeudi 25 janvier 2024 de 8h à 18h à titre gracieux
2023-355	30-nov	Convention de prestations de services avec la compagnie Bleu Nuage pour un spectacle à l'EAA la Confluence le 9 décembre 2023 de 16h30 à 17h30 au tarif de 1150 euros
2023-356	04-dec	Convention de mise à disposition de locaux avec l'association AFTA à l'EAA les Hauts d'Auxerre - site de la Ruche pour une soirée conviviale du 29/03/24 à 18h30 au 1er/04/24 à 6h à titre gracieux
2023-357	04-dec	Convention de mise à disposition de locaux avec l'Association Crèche Ribambelle à l'EAA l'Alliance pour un spectacle le vendredi 15/12/23 à 13h à titre gracieux
2023-358	05-dec	Convention de prestations de services avec la compagnie l'Aime en Terre à l'EAA des Hauts d'Auxerre pour un spectacle le 15 décembre 2023 à 19h au tarif de 1271,80€
2023-359	05-dec	Convention de mise à disposition de locaux avec "La réussite éducative" à l'EAA l'Alliance, bd de Montois, pour de l'aide aux devoirs du lundi au vendredi de 16h30 à 18h30 du 27/11/23 au 28/06/24 (sauf mercredi et vacances scolaires) à titre gracieux
2023-360	05-dec	Convention de mise à disposition de locaux avec l'association Amidon 89 à l'EAA l'Alliance, bd de Montois, pour une assemblée générale le 14 décembre 2023 à titre gracieux
2023-361	05-dec	Convention de mise à disposition de locaux avec l'association AFAPA à l'EAA l'Alliance le 25/01/24 de 9h à 12h et le 05/04/24 de 14h à 21h30 à titre gracieux



2023-362	05-dec	Convention de prestation de services avec la Cantine de Marcellin à l'EAA la Confluence pour proposer une action festive et conviviale le 19 décembre 2023 d'un montant de 1250 €
----------	--------	---

Date	Libellé
20/11/2023	Convention de mise à disposition de locaux par le Département de l'Yonne au profit de la Ville d'Auxerre – 2 place Saint-Germain – Avenant n°1

Locations de salles :

NUMERO	NOVEMBRE	UTILISATEUR	TARIF €	OBJET	LIEU
2023-2669	2, 3,17,30	Association Ateliers alternatifs Psyrates	108,8	Tests psychotechniques	Passage Soufflot
2023-2640	4,5	Particulier	227	Evènement familial	Salle de Rive droite
2023-2641	4,5	Particulier	227	Evènement familial	Salle de St Siméon
2023-2639	4,5	Particulier	130	Evènement familial	Salle des Chesnez
2023-2642	4,5	Particulier	130	Evènement familial	Salle des Rosoirs
2023-2643	4,5	Association Passerelle	55	Réunion	Salle de Ste Geneviève
2023-2651	6	AVF	32,06	Réunion	Salle Surugue
	6	Guillaume Larrivé – à titre gracieux		Réunion	Maison Paul Bert
2023-2667	6,13,20,27	AVF	96,19	AG+cours de danses	Passage Soufflot
2023-2652	7	Conseil Départemental PSD	94,98	Réunion	Passage Soufflot
2023-2666	8,15,22,29	Association Talentides	109,69	Cours de yoga	Passage Soufflot
	2,3,9,10,16,17,23,24,30	Formation sport 89- à titre gracieux		Formations	Passage Soufflot
2023-2656	10,17	Direction des Solidarités	45,05	Réunion	Passage Soufflot
2023-2646	11,12	Particulier	241	Evènement familial	Salle de Laborde
2023-2647	11,12	Association Franco Turque	85	Evènement	Salle de Rive droite
2023-2649	11,12	Amicale des anciens et anciennes de	85	Evènement familial	Salle des Piedalloues

AUXERRE

		l'AJA			
2023-2650	11,12	Particulier	306	Evènement familial	Salle de Vaux
2023-2648	11,12	Particulier	130	Evènement	Salle des Rosoirs
	16	Unsa (syndicat ville) à titre gracieux		AG	Passage Soufflot
2023-2658	18	Association Entomologie Faune Flore Yonne	15,54	Réunion	Maison Paul Bert
2023-2657	18	Association Ysia	18	Réunion	Maison Paul Bert
2023-2655	18,19	Particulier	152	Evènement familial	Salle de Vaux
2653	18,19	Association Université libre des valeurs	87	Evènement	Salle des Chesnez
2654	18,19	Association St Marse St Gervais	85	Evènement	Salle de Rive droite
	18,19	ASPTT Auxerre – à titre gracieux		Réunion	Salle des Piedalloues
	23	Direction territoriale Centre Bourgogne – à titre gracieux		Réunion	Passage Soufflot
2023-2663	24	Particulier	24,38	Groupe de paroles	Passage Soufflot
	25	Association Parkins'Yonne - à titre gracieux		Réunion	Maison Paul Bert
2023-2659	25,26	Particulier	130	Evènement familial	Salle des Chesnez
2023-2661	25,26	Particulier	130	Evènement familial	Salle des Rosoirs
2023-2660	25,26	Particulier	227	Evènement familial	Salle de Rive droite
2023-2662	25,26	Foyer de Vaux	55	Réunion	Salle de Vaux
2023-2671	mois	CNFPT	1532,4	Formations	Maison Paul Bert
TOTAL			4559,09		

Marchés :

N°	Date	de	Objet	Montant (TTC)
----	------	----	-------	---------------



	notification		
23VA17	06/12/2023	Cathédrale Saint Etienne d'Auxerre Amélioration des installations électriques Relance Lot 1	600 926,07€
23VA17	06/12/2023	Cathédrale Saint Etienne d'Auxerre Amélioration des installations électriques Relance Lot 2	51 891,84€
23VA17	06/12/2023	Cathédrale Saint Etienne d'Auxerre Amélioration des installations électriques Relance Lot 3	19 112,35€
23VA17	06/12/2023	Cathédrale Saint Etienne d'Auxerre Amélioration des installations électriques Relance Lot 4	60 143,47€
23VA20	01/12/2023	Travaux pour la restructuration du groupe scolaire des Rosoirs à Auxerre	113 196,00€

Avenants :

N°	Date de notification	Objet	Montant (TTC)
22VA15	23/11/23	Aménagement du parking de l'étang St Vigile Lot 4 Avenant 1	1 498,68€
22VA16	27/11/2023	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi-activités Lot 3 Avt 2	19 358,85€
23VA14	05/12/2023	Accord - cadre mono attributaire bons de commande Transports d'enfants des écoles et des centres de loisirs Années 2023 – 2027	Sans incidence financière

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :



AUXERRE

- De prendre acte des décisions prises par délégation.

